BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE

Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la jurisprudence en matière religieuse et du contentieux des cultes ["puis" du culte]. 1849.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

A MM. LES MAIRES, ADJOINTS ET MEMBRES DES CONSEILS MUNICIPAUX.

Pour paraître à la fin de janvier.

BULLLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DES CULTES.

LÉGISLATION. — Texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous les autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Église, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

JURISPRUDENCE. — Arrêts et avis du conseil d'État, arrêts des Cours, jugements des Tribunaux, et toutes autres décisions rendues en matière ecclésiastique.

ADMINISTRATION FABRICIENNE.—Tout ce qui est relatif à l'administration fabricienne · indication des travaux des conseils de fabrique et des marguilliers, pour chaque mois de l'année; règles concernant la composition de ces conseils, leur renouvellement, leurs élections, la tenue des registres, les comptes du trésorier, le vote du budget, la régie des biens, la location des bancs et chaises, les réparations et reconstructions des églises et presbytères, les obligations des communes à ce sujet; formalités à remplir à l'effet d'obtenir les secours du gouvernement pour les réparations projetées par les fabriques et les communes; règles et instructions pour l'érection des cures, succursales, chapelles, vicariats, annexes, oratoires et chapelles domestiques; règles concernant les quêtes, l'acceptation des dons et legs, les fondations, la sonnerie des cloches, les droits respectifs de l'autorité civile et du clergé à cet égard; modèles de comptes, de budget, des procès-verbaux des diverses séances et délibérations du conseil de fabrique et du bureau, et en général de tous les autres actes usités dans l'administration des fabriques, etc.

CONSULTATIONS. — Consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les fabriques, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

SOUS LA DIRECTION

de M.

G. DE CHAMPEAUX

Avocat à la Cour impériale de Paris, membre de l'Institut historique et de plusieurs autres sociétés savantes.

A Paris, rue Cassette, 25.

PROSPECTUS.

Les rapports des maires et des conseils municipaux avec les fabriques des églises et les ministres du culte n'ont point encore fait l'objet d'une publication périodique spéciale. Ces rapports sont cependant nombreux, fréquents, et d'un ordre assez élevé pour mériter

de fixer l'attention. Ils se réfèrent, en effet, à la liberté religieuse, à l'exercice du culte, à sa police extérieure dans la commune, choses qui sont assurément de nature à éveiller toute la sollicitude de l'autorité municipale.

Les rapports du maire avec la fabrique de la paroisse n'offrent pas un moindre intérêt, et c'est principalement de ces rapports que naissent dans la pratique une foule de questions dont la solution n'est pas toujours facile.

En ce qui concerne seulement la position du maire dans le conseil de fabrique, combien de temps n'a-t-on pas discuté sur les questions de savoir si le maire, qui est membre-né du conseil de fabrique comme le curé, peut légalement être nommé président de ce conseil? s'il peut même être appelé dans le bureau? Questions qui viennent encore d'être résolues par l'administration des cultes, mais qui n'en sont pas moins controversées entre les jurisconsultes.

D'un autre côté, le maire est le représentant légal de la commune dans la fabrique. C'est à lui qu'incombe le soin d'en soutenir les intérêts, lorsqu'ils sont engagés à l'occasion de l'exercice du culte. La législation a imposé à ce sujet diverses obligations aux communes, notamment en ce qui touche aux frais du culte, aux réparations des édifices paroissiaux, à leur reconstruction, à l'établissement des vicaires, au paiement de l'indemnité de logement due au curé, à défaut de presbytère, etc., etc.

Il n'est pas toujours facile de déterminer ces obligations d'après la loi elle-même, et pour l'application équitable du droit en cette matière, il est souvent nécessaire de recourir aux monuments de la jurisprudence.

Mais ces points ne sont pas les seuls qui donnent lieu à des difficultés embarrassantes : la propriété des églises et des presbytères, l'attribution du produit spontané des cimetières, les sépultures, les pompes funèbres, la police des cimetières, l'entretien de leur clôture, l'intervention du maire dans la constatation de la prise de possession des curés et desservants, celle du conseil municipal dans les circonscriptions relatives au culte, dans les budgets et comptes des fabriques, dans les procès à soutenir par elles, dans les transactions qui les intéressent, etc., etc., soulèvent aussi des questions fort importantes.

D'ailleurs, sans insister sur la participation plus ou moins grande du maire et du conseil municipal dans les affaires de la fabrique et de l'église, l'administration fabricienne en elle-même est assez compliquée, et l'on ne peut nier qu'elle ne demande des connaissances spéciales. On ne peut pas nier non plus que ces connaissances ne soient indispensables aux maires, qui représentent dans la fabrique l'autorité civile, et qui, à ce titre, sont chargés de veiller à l'observation des lois et règlements. Mais les maires, les adjoints, appelés à les remplacer en cas d'absence, occupés d'autres intérêts de la commune et dominés par leurs affaires particulières, ont-ils toujours le temps de faire les études et les recherches nécessaires pour acquérir ces connaissances? Certainement non. C'est pourquoi un grand nombre de maires, de conseillers municipaux et de conseillers de fabrique nous ont exprimé le désir de voir publier un recueil périodique pour leur rappeler leurs fonctions et les mettre à même de les remplir promptement et régulièrement.

C'est pour répondre à ce désir que nous venons offrir aujourd'hui à MM. les maires et autres membres des conseils de fabrique le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, qui est destiné à réunir tous les éléments du droit, toutes les décisions de la jurisprudence, tous les documents propres à faciliter l'exercice des fonctions municipales dans leurs rapports avec les choses du culte et avec les fabriques.

Il y a près du journal un conseil judiciaire composé d'avocats distingués de Paris, d'anciens maires et d'anciens trésoriers et conseillers de fabrique (1). Chaque abonné a le droit de le consulter gratuitement sur toutes les questions de droit public ou privé. Suivant l'importance de l'objet et le désir du consultant, la solution motivée sera insérée dans le recueil, avec le nom de l'abonné qui aura soumis la question, ou bien, s'il le préfère, elle lui sera adressée directement par lettre.

Le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, par l'utilité pratique qu'il présente, a mérité l'encouragement des ministères des cultes et de l'intérieur. Nous espérons donc que

---

(1) Ce conseil est composé de MM. BERRYER, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour impériale de Paris ; BECHARD, avocat à la Cour de cassation et au conseil d'Etat: DUVERNAY, ancien préfet; BIOCHE, docteur en droit, avocat à la Cour impériale, trésorier de la fabrique de l'église Saint-Séverin, à Paris; GUILLEMIN, avocat à la Cour impériale de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation et au conseil d'État; ROGER, avocat, ancien maire; GAUDRY, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour impériale de Paris; TRIPET, ancien juge de paix; DE CHAMPEAUX, avocat à la Cour impériale; SUVIGNY, avocat, ancien administrateur de fabrique

MM. les maires, adjoints et conseillers municipaux en comprendront aussi tous les avantages, qu'ils s'empresseront de s'y abonner personnellement, ou d'y faire abonner leur commune (1), et que bientôt chaque mairie possédera dans ses archives ce recueil que la modicité de son prix met d'ailleurs à la portée de toutes les communes.

Le *Bulletin* public le décret impérial du 30 décembre 1809 sur l'organisation et l'administration des fabriques, avec un commentaire développé dans lequel doivent entrer les autres lois et règlements relatifs à la législation fabricienne, toutes les décisions rendues sur cette matière par le conseil d'État, par les administrations des cultes et de l'intérieur, par les cours et tribunaux, et les avis des jurisconsultes les plus distingués.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le journal paraît à la fin de chaque mois. Chaque livraison mensuelle est composée de deux feuilles in-8°, et est envoyée *franco*. Les 12 livraisons forment un volume par an.

Modèle de souscription (2).

A M. le Directeur du Bulletin des lois civiles ecclésiastiques, rue Cassette, 25, Paris.

Je soussigné (*nom et qualité*), maire de la commune de

demeurant à

, déclare m'abonner

au *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*,

pour une année à partir du 1er janvier 1854,

et je m'engage à payer, à mon domicile, à M. le Directeur dudit *Bulletin*, la somme de 8 fr., montant du présent abonnement.

A , canton de (*Bureau de Poste.*)

Département de , ce 185

(*Signature.*)

(1) En portant le prix de l'abonnement sur le budget communal.

(2) Pour s'abonner, il suffit de remplir ce modèle, de le signer, de le découper et de le mettre dans une lettre ou une enveloppe cachetée, que l'on jettera à la poste à l'adresse de M. le Directeur du *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, rue Cassette, 25.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement.

Prix annuel : **8** francs pour Paris et les départements; **10** francs pour l'étranger.

Pour ceux des souscripteurs qui, à cause de leur éloignement du bureau de poste, ne pourraient point envoyer leur mandat de paiement en même temps que leur souscription, l'administration se charge de faire recevoir, mais en France seulement, à ses frais, au domicile de l'abonné, le prix de la souscription.

Le prix de l'abonnement pour l'étranger doit toujours être payé sans frais au bureau du journal en même temps que la souscription.

L'administration accueillera toujours avec empressement les avis, documents et communications qui lui seront adressés *franco* par les souscripteurs.

PARIS. — Imp. LACOUR et Cie, rue Soufflot, 16.

Monsieur le Directeur

du Bulletin des lois civiles ecclésiastiques,

25, rue Cassette,

PARIS



BULLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES.

PARIS. — Impr. LACOUR, rue Soufflot, 16.

BULLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DU CULTE,

CONTENANT :

LÉGISLATION. — Le texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Eglise, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

La Conférence de la nouvelle législation avec l'ancienne, et particulièrement avec le droit canon.

JURISPRUDENCE. —Les arrêts et avis du conseil d'État, arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel, jugements des Tribunaux, et toutes décisions des diverses autorités rendues en matière ecclésiastique.

CONSULTATIONS. — Des consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les ministres du culte, les conseils de fabrique, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

Des dissertations sur la liturgie, le droit canonique, la législation et la jurisprudence universitaires.

BULLETIN RELIGIEUX. — Les nouvelles et faits divers dignes de figurer dans les annales ecclésiastiques, les brefs du Pape, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les cours des facultés de théologie, les nouvelles des missions, des articles bibliographiques ; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts.

SOUS LA DIRECTION

de M.

G. DE CHAMPEAUX,

Avocat à la Cour impériale de Paris, membre de l'Institut historique, de la Société de l'histoire ecclésiastique de France, et de plusieurs autres sociétés savantes.

PARIS

AU BUREAU DU BULLETIN, RUE CASSETTE, 25.

1854

BULLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLESIASTIQUES.

Actes officiels

CONCERNANT LE CULTE CATHOLIQUE.

LÉGISLATION.

BUDGET DES DÉPENSES DES CULTES POUR 1854.

L'ensemble des crédits nécessaires pour assurer les divers services des cultes est évalué, au budget de **1854**, à une somme de **44,213,100** fr. — Les besoins des mêmes services pendant l'année **1853** ont été assurés par la dernière loi de finances au moyen d'un crédit général de **44,157,008** fr.; c'est donc une différence en plus au budget de **1854** de **56,092** fr. (1).

Des explications détaillées, qu'il a semblé inutile de reproduire ici, se trouvent portées dans les développements du budget à l'appui des augmentations proposées, dont une grande partie a pour objet d'assurer l'exécution des décrets présidentiels des **6** décembre **1851** et **22** mars **1852**, concernant l'établissement du service religieux dans l'église Sainte-Geneviève de Paris, et les dispositions des décrets plus récents qui ont affecté deux crédits extraordinaires, l'un à la reconstruction de la cathédrale de Marseille, l'autre à l'agrandissement de la cathédrale de Moulins; augmentations qui se trouvent, d'ailleurs, atténuées par des réductions importantes faites sur d'autres services et ramenées à une somme de **56,092** fr.

---

(1) Voy., pour ce qui regarde le budget de **1853**, *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol 1853, p. 5; celui de **1852**, même recueil, vol. **1852**, p. **101**; celui de **1851**, même recueil, vol. 1851, p. **21**; celui de **1850**, même recueil, vol. 1850, p. 9 et suiv.; celui de 1849, même recueil, vol 1849, p. 125 et suiv.; celui de 1848 et des années antérieures, le recueil général du *Droit civil ecclés.*, t. 2, p. **615** et suiv.

Le budget général des dépenses de 1854 a été voté par le Corps législatif le 10 mai 1853, par le Sénat le 6 juin suivant, et rendu exécutoire par la loi de finances du 10 du même mois.

Un décret impérial du 12 décembre 1853 a réglé ensuite la répartition, par chapitres, des crédits alloués.

Voici cette répartition en ce qui concerne l'administration des cultes.

Extrait de la loi de finances du 10 juin 1853 et du décret impérial du 12 décembre de la même année, portant répartition, par chapitres, des crédits du budget de l'exercice 1854.

DÉPENSES DES CULTES.

Chap. spéciaux	NATURE DES DÉPENSES.	MONTANT des CRÉDITS ACCORDÉS
1	ADMINISTRATION CENTRALE. — Personnel des bureaux des cultes.	190,500
2	*Matériel* et dépenses diverses des bureaux des cultes.	27,000
3	CULTE CATHOLIQUE. — Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques. .	1,369,000
4	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	33,431,950
5	Chapitre de St-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève.	128,500
6	Bourses des séminaires.	1,017,000
7	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.	765,000
8	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.	520,500
9	Travaux ordinaires d'entretien et de grosses réparations des édifices diocésains.	2,500,000
10	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères.	1,200,000
11	Secours à divers établissements ecclésiastiques. .	100,000
12	Dépenses diverses et accidentelles.	5,000
13	Restauration de la cathédrale de Paris (loi du 19 juillet 1845).	500,000
14	Travaux extraordinaires aux cathédrales de Marseille et de Moulins (décret du 26 septembre 1852). . .	400,000
15	CULTES NON CATHOLIQUES. — Dépenses du personnel des cultes protestants.	1,213,550
16	Dépenses du matériel des cultes protestants. . .	84,000
17	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.	32,000
18	Dépenses du culte israélite.	154,400
19	Dépenses des cultes en Algérie.	574,700
20	Dépenses des exercices clos.	*Mémoire*
	TOTAL des dépenses des cultes. . . .	44,213,100

DÉVELOPPEMENTS ET OBSERVATIONS. — CULTE CATHOLIQUE.

CHAPITRE III.

Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.

Traitements. — 1 archevêque, à Paris, 50,000 fr.; — 14 archevêques à 20,000 fr.; — 65 évêques à 12,000 fr.; — Supplément de traitements de 10,000 fr. pour six prélats, à raison de la dignité de cardinal dont ils sont actuellement revêtus (Mgr l'archevêque de Lyon, Mgr l'archevêque de Bourges, Mgr l'archevêque de Besançon, Mgr l'archevêque de Reims, Mgr l'archevêque de Bordeaux et Mgr l'archevêque de Tours), 60,000 fr.; — Indemnités pour charges extraordinaires à 23 évêques résidant dans de grands centres de population, 72,000 fr. : total, 1,242,000 fr. — Mais sur cette somme il y a lieu de déduire : pour pensions de deux évêques, imputables sur leur traitement, conformément à l'art. 47 des articles organiques du culte catholique, 534 fr., et pour produit des vacances accidentelles dans les siéges, par approximation, 14,466 fr. ; en tout 15,000 fr. Reste : 1,227,000 fr.

Dépenses diverses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.

Indemnités pour frais de visites diocésaines, 82,000 fr.; — indemnités pour frais d'établissement des cardinaux, archevêques et évêques, 40,000 fr.; — frais de bulles et d'informations, 20,000 fr.

Totaux du chapitre III : 1,369,000.

CHAPITRE IV.

Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.

Vicaires généraux. — 1 vicaire général à Paris, à 4,500 fr.; — 16 vicaires généraux de métropole à 3,500 fr.; — 158 vicaires généraux, à 2,500 fr. : total : 455,500 fr.

Chanoines. — 15 chanoines à Paris, à 2,400 fr.; — 646 chanoines à 1,500 fr. Total : 1,005,000 fr.

A déduire sur ces deux totaux, pour vacances, par approximation, 5,000 fr. Reste : 1,455,500 fr.

Curés. — 3,393 cures actuellement autorisées, dont : 588 curés de 1re classe de droit, à 1,500 fr.; — 271 curés de 2e classe recevant le traitement de 1re classe, à 1,500 fr.; — 2,534 curés de 2e classe, à 1,200 fr. Total : 4,329,300 fr.

Desservants des succursales. — 29,532 succursales actuellement autorisées, dont 463, par approximation, occupées par des desservants de soixante-quinze ans et au-dessus, à 1,200 fr.; — 260, par approximation, occupées par des desservants de soixante-dix à soixante-quinze ans, à 1,100 fr.; — 2,536, par approximation, occupées par des desservants de soixante à soixante-dix ans, à 1,000 fr.; — 8,556, par approximation, occupées par des desservants de cinquante à soixante ans, à 900 fr.; — 17,722 desservies ou à desservir par des desservants au-dessous de cinquante ans, à 850 fr.; — pour ériger 100 nouvelles succursales, à 850 francs, 85,000 francs. Total : 26,222,450 fr.

A déduire : 1° pour pensions imputables sur les traitements, conformément à l'art. 47 des articles organiques du culte catholique, par approximation, 60,000 fr.; 2° pour produit présumé de vacances pendant la totalité ou une portion seulement de l'année, par approximation, 1,094,300 fr. Reste 25,067,750 fr.

6 aumôniers des dernières prières près les trois cimetières de Paris, à 1,200 fr. Total : 7,200 fr.

Vicaires.— 7,190 vicariats dans les communes autres que celles de grande population, pour lesquels une indemnité de 350 fr. a déjà été autorisée. Total : 2,514,750 fr.

A déduire : pour produit présumé des vacances pendant la totalité ou une partie seulement de l'année, la valeur de 786 indemnités. Reste : 2,246,900 fr.

Augmentation. — Augmentation pour payer l'indemnité de 350 f. à 150 vicariats de plus dans les mêmes conditions, 52,500 francs. Avec cette augmentation, le nombre des vicariats rétribués sera de 7,340 fr.

Binage. — Indemnités pour binage ou double service dans les succursales vacantes, à raison de 200 fr. par an, 280,000 fr.

Totaux du chapitre IV : 33,431,950 fr.

CHAPITRE V.

Chapitre de Saint-Denis et chapelains de Sainte-Geneviève.

Membres du chapitre. — 6 chanoines-évêques à 10;000 fr.; — 8 chanoines de second ordre à 2,500 fr.

Frais de bas-chœur et matériel. — Frais du culte dans la basilique, y compris le salaire d'un sacristain, 17,000 fr.

Total : 97,000 fr.

Chapelains de Sainte-Geneviève.

1 doyen à 4,000 fr.; — 6 chapelains à 2,500 fr.; — frais de bas-chœur, 5,000 fr.; — prix du loyer de la maison affectée au service

de la communauté, 5,000 fr.; — frais divers d'entretien, 2,500 fr.
Total : 31,500 fr.

Total du chapitre : 128,500 fr.

CHAPITRE VI.

Bourses des séminaires.

A Paris : 30 bourses à 800 fr. et 25 demi-bourses à 400 fr. — Dans les départements : 2,440 bourses à 400 fr., réparties en bourses et fractions de bourses. Total 1,022,000 fr.

A déduire : pour vacance, par approximation, 5,000 francs. Reste : 1,017,000 fr., somme égale à celle portée au budget de 1853.

CHAPITRE VII.

Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.

Secours aux anciennes religieuses, 100,000 fr.; — secours à d'anciens vicaires généraux, 25,000 fr.; — secours à des ecclésiastiques forcés par l'âge ou les infirmités de cesser leurs fonctions, 570,000 fr.; — secours à des ecclésiastiques âgés ou infirmes sans fonctions depuis le rétablissement du culte, 20,000 fr.; — secours accidentels à quelques ecclésiastiques en activité, 50,000 fr.

Totaux du chapitre : 765,000 fr.

CHAPITRE VIII.

Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.

Maîtrises et bas-chœurs des cathédrales, 350,000 fr.; — loyers pour évêchés, séminaires et dépendances des cathédrales, 20,500 fr.; — mobilier des archevêchés et évêchés, et secours aux fabriques des cathédrales, 150,000 fr.

Totaux du chapitre : 520,500 fr.

CHAPITRE IX.

Entretien et grosses réparations des édifices diocésains.

Entretien annuel des bâtiments des cathédrales, évêchés et séminaires, et acquisitions, constructions et grosses réparations concernant ces édifices, 2,500,000 fr.

CHAPITRE XI.

Secours à divers établissements ecclésiastiques.

Congrégations de femmes autorisées, enseignantes ou hospitalières, savoir :

Congrégations de femmes. — Calvados : Dames du Refuge de Caen, 1,000 fr. — Charente-Inférieure : Sœurs du Refuge de la Rochelle, 2,000 fr. — Cher : Sœurs de Charité de Bourges, 2,500 fr. — Doubs : *Idem* de Besançon, 6,000 fr. — Eure-et-Loir : Sœurs hospitalières de Saint-Maurice de Chartres, 2,000 fr. — Ille-et-Vilaine : Sœurs du Refuge de Rennes, 5,000 fr. — Indre-et-Loire : Sœurs de Charité de Tours, 3,000 fr. — Manche : Sœurs de la Miséricorde de Saint-Sauveur-le-Vicomte, 500 fr. — Meurthe : Sœurs de la Doctrine chrétienne à Nancy, 2,000 fr.; *idem* de Saint-Charles, 1,000 fr. — Nièvre : Sœurs de Charité de Nevers, 8,000 fr. — Oise : Sœurs du Sacré-Cœur à Beauvais, 3,000 fr. — Orne : Sœurs de la Miséricorde de Séez, 500 fr.—Rhône : Sœurs de Saint-Charles, à Lyon, 4,000 fr. — Seine : Dames Augustines, à Paris, 3,000 fr.; sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, à Paris, 20,000 fr.; sœurs de Saint-Maur, à Paris, 3,000 fr.; sœurs du Refuge de Saint-Michel, à Paris, 12,500 fr.; sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve, à Paris, 4,000 fr. — Seine-et-Oise : Sœurs du Refuge, à Versailles, 2,000 fr. — Vendée : Sœurs de la Sagesse (Saint-Laurent-sur-Sèvre), 5,600 fr. — Haute-Vienne : Sœurs de Saint-Alexis de Limoges, 2,400 fr.

Congrégations d'hommes autorisées.— Seine : Lazaristes, à Paris, 5,000 fr.; Missions étrangères, à Paris, 2,000 fr.

Total du chapitre : 100,000 fr.

CHAPITRE XIX.

Dépenses du culte en Algérie.

Culte catholique. — L'évêque d'Alger, 25,000 fr.; 4 vicaires généraux, à 3,600 fr.; 6 chanoines, à 2,400 fr.; 2 secrétaires de l'évêché, à 1,800 fr.; 1 chaouch de l'évêché, à 600 fr.; frais de baschœur de la cathédrale, 5,000 fr.: 9 curés, à 2,400 fr.; 65 desservants, à 1,800 fr.; 32 vicaires et prêtres auxiliaires, à 1,800 fr.; 10 prêtres auxiliaires, à 1,800 fr.; 17 aumôniers militaires, à 1,200 f.; indemnités de chevaux aux ecclésiastiques en mission, 3,300 fr.; subvention au grand séminaire, 30,000 fr.; subvention au petit séminaire, 25,000 fr.; traitements des directeurs et professeurs, 6,200 fr. Pour créer 13 nouvelles succursales de 2e classe, à 1,800 fr., et 4 nouveaux vicariats, aussi à 1,800 fr., 30,600 fr.

Total : 395,300 fr.

Dépenses du matériel. — Travaux intérieurs pour l'achèvement de la cathédrale d'Alger, 62,500 fr.; travaux de l'évêché d'Alger, 4,000 fr., travaux de réparations et d'entretien au grand séminaire de Kouba, 3,000 fr.; construction d'une chapelle pour le grand séminaire, 40,000 fr.; travaux au petit séminaire, 3,500 fr.; dépenses imprévues, 10,000 fr.; frais de passage de France en Algérie, 12,000 fr. Total : 135,000 fr.

PENSIONS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES.

Le chiffre de ces pensions figure dans le budget du ministère des finances pour une somme de 148,000 fr. (loi de finances du 10 juin 1853 et décret impérial du 12 décembre de la même année). En 1853, il avait été porté à 181,000 fr.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

BUDGET. — FACULTÉS DE THÉOLOGIE.

Les dépenses de l'instruction publique ont été portées dans le budget de 1854 pour une somme de 21,416,036 fr. Les crédits accordés en 1853 étaient de 22,333,323 fr.

Dans le budget de cette année, les facultés de théologie figurent pour une allocation de 149,000 fr.

D'après l'art. 5 de la loi du 10 juin 1853, en cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter pour 1854, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. Toutefois il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils généraux.

ÉDIFICES DIOCÉSAINS. — ÉGLISES ET PRESBYTÈRES.

Un décret impérial du 7 mars dernier, inséré dans le *Bulletin des lois civiles écclésiastiques*, vol. 1853, p. 57 et 59, a réorganisé le service des travaux des édifices diocésains. A la suite de cet acte, deux circulaires ont été adressées, le 15 avril, l'une aux architectes diocésains et l'autre à NN. SS. les archevêques et évêques, relativement aux travaux d'entretien à faire en 1853. Ces deux circulaires ont été reproduites dans notre livraison du mois de juin (vol. 1853, p. 145). A la date du 20 mai suivant, M. le ministre de l'instruction publique et des cultes a rendu un arrêté qui a été également suivi d'une très longue instruction. L'abondance des matières ne nous a point encore permis de publier ces pièces. Toutefois, comme elles ne se réfèrent pas seulement aux édifices diocésains, mais qu'elles

contiennent encore des dispositions relatives aux travaux des bâtiments paroissiaux, plusieurs de nos abonnés nous ont manifesté le désir de n'en pas voir retarder plus longtemps la publication. Nous reprenons donc aujourd'hui cette publication qui fournira à nos lecteurs des documents complets sur cette matière nouvellement réglementée.

Nous rappellerons d'ailleurs à nos abonnés que toutes les demandes d'allocations sur les fonds de l'Etat, pour travaux à faire aux édifices paroissiaux, ont été renvoyées aux préfets, pour être instruites suivant les nouvelles indications données par M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.

Arrêté de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes relatif à l'organisation du service des travaux des édifices diocésains (*du* 20 *mai* 1853).

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes, — vu le décret du 7 mars 1853, relatif à l'organisation du service des travaux des édifices diocésains (1); sur le rapport du comité des inspecteurs généraux et sur la proposition du directeur général de l'administration des cultes, arrête :

Art. 1er. Les architectes diocésains sont chargés de la conservation et des travaux de tous les édifices du diocèse qui ressortissent à l'administration des cultes. *Il n'y en a qu'un par diocèse.*

Art. 2. L'architecte diocésain rédige les projets et dirige les travaux d'entretien, de restauration ou de construction de ces édifices ; il tient les attachements et règle les dépenses, conformément au mode de comptabilité prescrit par le ministre de l'instruction publique et des cultes. Il est chargé, en outre, de l'examen préparatoire des projets produits par les communes du diocèse, à l'appui des demandes de secours qu'elles adressent à l'administration des cultes pour la restauration ou la construction de leurs églises et presbytères.

Art. 3. L'architecte qui ne réside pas dans le diocèse auquel il est attaché est suppléé, pendant son absence, par un architecte qui prend le titre d'inspecteur des travaux.

Lorsque ces travaux extraordinaires paraissent exiger une surveillance très assidue, en raison de leur nature ou de leur importance, une décision du ministre prépose à cette surveillance un ou plusieurs inspecteurs ou agents, alors même que l'architecte réside sur les lieux.

Art. 4. Les inspecteurs sont nommés par le ministre, sur la proposition des architectes, après avoir pris l'avis des évêques et des préfets.

Art. 5. Les honoraires des architectes diocésains se composent de deux parties, l'une fixe, l'autre proportionnelle à la dépense des travaux exécutés. — Les honoraires fixes s'élèvent à 1,200 fr. par an, et les honoraires proportionnels sont calculés à raison de 3 1/2 p. 0/0 du montant de la dépense. — L'architecte qui est chargé de plusieurs diocèses ne perçoit d'honoraires fixes que pour l'un d'eux. — Les honoraires des inspecteurs sont fixés par le ministre, suivant les circonstances, sans pouvoir dépasser le taux de 1,200 fr. par an, sauf le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'art. 3. — Les frais de voyage des architectes diocésains non résidants leur sont remboursés à raison de 2 fr. par myriamètre et de 10 fr. par jour

---

(1) Inséré dans le *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol. 1853, p. 57.

d'absence. — Les honoraires et frais de voyage sont imputés sur les fonds du chap. X du budget des cultes. — Les dispositions portées au présent art. 5 ne seront mises en vigueur qu'à partir du 1er janvier 1854.

Art. 6. Le directeur général de l'administration des cultes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

H. FORTOUL.

CIRCULAIRE *aux architectes relative à l'organisation du service des travaux des édifices diocésains* (1).

Paris, le 21 juin 1853.

Monsieur, le décret du 7 mars dernier, qui a réorganisé le service des travaux diocésains, a dû être complété par une suite de résolutions et de mesures que je m'empresse de porter à votre connaissance. Pour que vous en saisissiez plus facilement l'esprit, je commence par vous rappeler le but que je me suis proposé d'atteindre en soumettant à Sa Majesté Impériale le nouveau système qu'elle a bien voulu consacrer.

But de la nouvelle organisation.

Le décret du 7 mars a modifié l'organisation antérieure sans l'abolir ; aux moyens de contrôle qu'il avait essayé d'instituer, il a superposé un service d'inspecteurs généraux. D'une part, il était urgent de recueillir, par des agents spéciaux, une notion exacte et comparative des besoins des édifices diocésains; d'autre part, il fallait assurer une juste répartition et surveiller le régulier emploi des fonds destinés à pourvoir à ces besoins.

Les demandes et les propositions de travaux ne doivent point avoir le caractère de la sollicitation et de l'importunité ; il serait même regrettable que les préférences de l'administration fussent déterminées par le rapprochement ou par l'empressement des artistes, même par leur aptitude et par leur habileté à présenter leurs projets. La conservation des édifices que la foi de nos pères a élevés n'est pas une faveur que l'Etat accorde, c'est une dette qu'il acquitte envers la religion.

Il ne suffit pas non plus que la bonne exécution des travaux soit garantie, comme elle l'a été jusqu'à ce jour, d'un côté par la capacité et par l'intégrité des architectes, de l'autre par l'examen d'une commission éclairée et par l'exercice du contrôle administratif, il faut que ces deux garanties, jusqu'ici trop séparées, se complètent en se rapprochant, que les architectes aient des attributions plus administratives, et que l'administration ait des moyens sûrs de se rendre compte des travaux des architectes.

Tel est le principal objet du décret du 7 mars 1853.

Les inspecteurs généraux qui ont reçu la mission de visiter cette année les divers diocèses s'étaient acquis depuis longtemps des titres que personne n'ignore à la confiance du gouvernement. Ils fortifieront chez les architectes diocésains ces habitudes heureuses de précision et d'exactitude que toutes les parties du service réclament, et dont ils offrent eux-mêmes l'éclatant exemple.

L'arrêté ministériel du 20 mai, dont je vous envoie une ampliation, vous fera connaître les avantages qui seront le prix des nouveaux devoirs qui vous sont imposés.

A l'avenir, votre rémunération se composera de deux parts : l'une fixe, l'autre proportionnelle. Elle répondra ainsi au double aspect sous lequel vous devez envisager votre situation. Vous toucherez, comme par le passé, des honoraires proportionnels aux travaux que vous exécuterez; mais vous recevrez, en même temps, une indemnité fixe pour remplir la mis-

---

(1) Voy. la circulaire du 15 avril précédent, *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1853, p. 145.

sion permanente de conservateur vigilant, de gardien attentif des monuments, sur la situation desquels vous devez tenir sans cesse l'administration avertie par tous les rapports, projets, dessins et devis laissés à votre charge ordinaire. Le prix de votre mission permanente est arrêté à 1,200 fr.; les travaux que vous exécuterez donneront lieu à des honoraires qui sont fixés à 3 1/2 p. 0/0 du montant de la dépense.

Pour que cette récompense modeste, je le reconnais, de services précieux soit intégralement acquise à l'architecte, et pour que là où nous n'avons pu placer encore un architecte résident, une surveillance nécessaire s'exerce avec continuité, je consens à donner l'attache du gouvernement à l'inspecteur ordinaire des travaux, qui est placé sous vos ordres. Je lui accorde une indemnité qui variera selon les localités et les travaux, sans pouvoir dépasser 1,200 francs. Dans les cas très exceptionnels où des travaux extraordinaires et d'une grande importance paraîtraient exiger une surveillance toute particulière, je pourrai, par décision spéciale, multiplier les agents de l'État de manière que la surveillance soit toujours suffisante et que l'architecte n'ait pas à supporter les frais.

Par cette nouvelle position faite aux architectes et aux inspecteurs des travaux, j'ai voulu obvier à l'un des inconvénients les plus préjudiciables de l'organisation antérieure. Je désire qu'un architecte diocésain réside partout auprès des monuments qui ont besoin des secours de l'art. Déjà ce vœu est rempli dans le plus grand nombre des diocèses. Mais là où la valeur des monuments et les difficultés de leur restauration réclament la science et l'habileté consommées qu'on ne trouve aisément que chez les artistes de la capitale, il importe qu'un inspecteur sérieux encoure une responsabilité spéciale, indépendamment de celle qu'une rémunération fixe fait peser sur l'architecte même non résidant.

Il fallait simplifier le service en même temps qu'on le complétait. J'ai dû ne plus admettre la présence de deux architectes dans un petit nombre de diocèses où elle avait été précédemment tolérée, pour aplanir les difficultés de la réorganisation que le personnel avait subie en 1849. Il n'y aura plus qu'un architecte diocésain dans chaque diocèse.

Le service ainsi constitué, l'inspection générale viendra le contrôler et le discipliner, en y entretenant les meilleures traditions de l'art et le respect scrupuleux des règles établies.

A ces indications générales je me hâte d'ajouter des instructions particulières, qui assureront les résultats divers de l'organisation nouvelle.

Règles particulières de chaque partie du service.

Le service de la conservation des édifices diocésains se compose de plusieurs parties qui se développent dans l'ordre suivant :

1° Surveillance des édifices ; 2° Étude générale de leur état et de leur besoin ; 3° Propositions annuelles ; 4° Exécution des travaux et emploi des crédits ; 5° Comptabilité ; 6° Règlement.

Je vais marquer d'une manière sommaire les principales obligations qui se rattachent à chacune de ces parties, en me référant aux instructions antérieures qui vous sont déjà familières et à celles que MM. les inspecteurs généraux pourront vous donner de vive voix avec plus de détail.

1° *Surveillance des édifices.* — La surveillance des édifices sera exercée par des visites périodiques des architectes et de leurs inspecteurs.

Il faut que, dans le mois qui suivra la réception de la présente circulaire, un inspecteur à demeure soit proposé partout où la non-résidence de l'architecte rend la présence d'un inspecteur nécessaire. Cette proposition devra avoir l'agrément de Mgr l'évêque et de M. le préfet. S'il y a lieu d'apporter quelque changement au personnel des inspecteurs existants, ces changements devront être faits dans le même délai.

2° *Etude générale de l'état et des besoins des édifices diocésains.* — Je désire que les architectes m'envoient un rapport complet sur chacun des édifices qui leur sont confiés. La connaissance de la situation des monuments est la base de tout le service. Avec les documents que vous me transmettrez, je me propose de dresser, avant l'ouverture de l'année 1854,

un état général sommaire de toutes les dépenses nécessaires pour mettre chaque édifice sur un bon pied de conservation ; ce sera l'inventaire si longtemps désiré de nos richesses et de nos besoins.

La première tournée de MM. les inspecteurs généraux aura principalement pour objet de faciliter cet important travail. Mais pour être fructueuse, elle devra elle-même être précédée d'une étude préliminaire de l'état des édifices faite immédiatement avec soin par MM. les architectes, pour qu'ils puissent conférer avec MM. les inspecteurs généraux, qu'ils doivent se tenir prêts à accompagner sur les lieux aussitôt après la réception de la présente circulaire.

L'étude préliminaire que je réclame de vous, sera l'esquisse et comme l'avant-projet du rapport que vous m'adresserez après la visite de MM. les inspecteurs généraux. Elle servira aussi de programme pour l'examen de ces inspecteurs. Elle consistera dans un rapport qui indiquera sommairement la situation générale de chacun des édifices, ses endroits faibles, les points qui doivent attirer l'attention de l'administration, les moyens proposés pour obvier au mal. Ce rapport devra mentionner spécialement les dépenses faites antérieurement par les architectes qui vous ont précédés ou par vous ; les parties auxquelles ces dépenses ont été affectées ; l'ordre dans lequel ont été conçues les propositions exécutées ou à exécuter pour l'entretien, la réparation, la restauration, les modifications ou adjonctions des bâtiments ; une évaluation approximative (quand les devis n'auront pas été étudiés) de la dépense que les travaux qui restent à faire devront entraîner ; la division de cette dépense par annuités, de manière à la faire concorder avec la marche des travaux proposés ou à proposer.

Si les séminaires, dont on s'est trop peu préoccupé, demandent un examen particulier, soit sous le rapport de la solidité, soit sous le rapport hygiénique, MM. les architectes devront, avant la visite de MM. les inspecteurs généraux, se bien pénétrer des besoins de ces établissements et des moyens propres à les améliorer, pour soumettre leurs vues à MM. les inspecteurs et pour en faire constater par eux la justesse.

Afin de faciliter l'examen des localités, MM. les architectes diocésains réuniront tous les plans partiels ou généraux qui pourront être à leur disposition. Ils auront soin aussi de prévenir leurs inspecteurs et entrepreneurs, pour qu'ils soient présents à la visite de MM. les inspecteurs généraux, et se tiennent prêts à donner les renseignements qui leur seraient demandés. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, avant de commencer ces investigations, ils devront consulter avec une respectueuse déférence NN. SS. les évêques, premiers juges des convenances et des nécessités du service religieux auquel ces édifices sont consacrés. En faisant ainsi, ils obéiront à l'esprit dont MM. les inspecteurs généraux sont eux-mêmes pénétrés, et qui anime l'administration tout entière.

Eclairés par ce travail préparatoire, MM. les inspecteurs généraux pourront, avec utilité, faire leurs visites, consulter NN. SS. les évêques et MM. les préfets, asseoir les comptes-rendus qu'ils auront à me transmettre, et former les éléments à l'aide desquels ils jugeront ensuite le rapport définitif et plus étudié que les architectes devront, ainsi que je l'ai dit plus haut, adresser sur chaque édifice à l'administration centrale avant la fin de la présente année, et duquel se détacheront ensuite les propositions annuelles qu'ils auront à formuler successivement.

3° ***Propositions annuelles.*** — Toutes les propositions de travaux d'entretien ou autres devront être envoyés à l'administration avant le 1er décembre de chaque année pour servir à la répartition des crédits de l'exercice suivant ; cette règle ne souffrira pas d'exception.

Les propositions partielles auront dû être, autant que possible, concertées avec MM. les inspecteurs généraux, et devront résulter de l'étude qui aura été faite avec eux, sur place, des besoins des édifices.

Dans tous les cas, l'architecte ne devra rédiger aucun projet important d'une manière définitive, à moins d'y être spécialement invité, il ne saisira l'administration que par un avant-projet.

Les propositions d'entretien devront toujours être soigneusement disinctes de toutes les autres. Elles devront prévoir et indiquer d'une manière sommaire l'objet et l'évaluation approximative de la dépense.

Quant aux propositions qui dépasseront la mesure et le caractère de simple entretien, elles devront être soigneusement étudiées et clairement présentées au moyen des quatre documents suivants, qui demeureront distincts, de manière à se compléter sans se confondre : 1° un rapport spécial, faisant connaître l'objet et la cause occasionnelle de la proposition et de son urgence ; 2° un devis purement descriptif et sans évaluation ; 3° un métré ou devis estimatif ; 4° *une série de prix*, dont le modèle sera ultérieurement envoyé.

Les propositions devront, en outre, être accompagnées de tous les dessins et détails graphiques nécessaires à leur intelligence. Il faut éviter toutefois, de tomber à cet égard dans un luxe inutile, dispendieux pour l'architecte, et souvent moins propre à éclairer l'administration qu'une rédaction habile et spéciale aux travaux particuliers dont il s'agit de donner une idée exacte. Pour ces dessins, MM. les architectes adopteront toujours les échelles soit de 0m,01 pour mètre, soit de 0m,005 pour mètre, soit de 0m,0025 pour mètre, en raison de la dimension des édifices, de la nature de l'objet à représenter ou de l'étendue des plans à produire.

4° *Exécution des travaux et emploi des crédits.* — Ne pas changer dans l'exécution la nature et la portée des travaux autorisés, ne pas dépasser ses crédits, ne pas les laisser perdre et faire retour au Trésor faute d'emploi, sans en donner avis en temps utile, sont les éléments de toute bonne administration des travaux.

Pour assurer l'observation de ces règles fondamentales, j'ai prescrit que des états trimestriels me seraient envoyés par chaque architecte, et que ces états feraient exactement connaître le degré d'avancement des travaux et l'emploi des crédits ouverts, de manière que l'administration ait périodiquement sous les yeux la marche générale de la dépense. Cette mesure ne sera applicable qu'à partir du prochain exercice.

Dans le cas où des difficultés d'exécution viendraient à dépasser la limite des prévisions, l'architecte devra m'en référer immédiatement.

L'inspection générale devra faciliter l'observation de cette règle indispensable, et tout à la fois en faire sentir la stricte obligation. Si les travaux autorisés ont entraîné ou doivent entraîner des dépenses imprévues, qu'elles puissent ou non être couvertes par les sommes à valoir, MM. les architectes devront faire connaître ces dépenses à MM. les inspecteurs généraux, et les mettre en situation de constater l'urgence et de la faire apprécier par l'administration.

Il en sera de même des difficultés qui auraient pu s'élever entre MM. les architectes et les entrepreneurs, soit quant à l'évaluation des ouvrages, soit quant à leur mode d'exécution. Il importe de ne pas laisser vieillir et s'accumuler ces difficultés et d'en dégager au plus tôt les entreprises. Le passage de MM. les inspecteurs aura surtout cet heureux effet de les résoudre ou de les prévenir par l'autorité arbitrale de leur expérience, ou du moins de mettre l'administration à même de les trancher.

5° *Comptabilité* — Une instruction spéciale sur la comptabilité sera adressée prochainement à MM. les architectes. Il leur sera prescrit de tenir, par un mode simple et uniforme, un état régulier et constamment à jour de toutes les dépenses de l'entreprise en regard des autorisations et des marchés, de manière à pouvoir offrir toujours une appréciation exacte des travaux, en produisant ou même en arrêtant le compte à la première demande qui leur serait faite. MM. les inspecteurs généraux insisteront sur ce point d'une manière toute spéciale.

Le nouveau mode de comptabilité que je viens d'annoncer sera notifié assez tôt pour pouvoir être adopté et mis partout à exécution dès l'ouverture du prochain exercice.

Jusque-là, et pour la prochaine inspection, MM. les architectes devront mettre leur comptabilité actuelle à jour, afin que MM. les inspecteurs généraux puissent en prendre connaissance. Ils devront particulièrement veiller à ce que les attachements des travaux soient au courant, et se munir des pieces nécessaires à l'examen de tout ce qui touche à la conduite et à la régularité du travail, tel que devis approuvés, séries de prix, cahier des charges, profils graphiques, autorisations, ouvertures de crédits, etc.

6° *Règlement*. — Les comptes des entreprises seront arrêtés tous les ans, et transmis à l'administration avant le 1er mars de l'exercice qui suivra celui où les travaux auront été exécutés. Les règlements enfin d'entreprises au delà d'un an n'auront plus lieu. Les liquidations annuelles ne se feront plus d'après de simples états de situation; elles devront se confondre avec le règlement même du compte des travaux.

Il faut que chaque année les entreprises rouvrent leur comptabilité et que toute la partie écoulée tombe sous le règlement, comme si l'entreprise elle-même était arrivée à sa fin.

Je n'ai pas besoin d'exposer les motifs et les avantages de cette règle pour faire comprendre tout le prix que j'attache à sa rigoureuse observation.

Votre tâche sera, du reste, singulièrement facilitée par les états de situation trimestriels que vous devrez m'adresser, et par le mode de comptabilité qui vous sera prescrit, et qui consistera à m'adresser jour par jour le mémoire des travaux, de manière qu'il suffise de faire connaître le relevé de chaque fin d'exercice pour arriver au règlement.

Telles sont les recommandations principales que j'avais à vous adresser sur les parties diverses du service diocésain.

Vous remarquerez, et l'expérience vous fera surtout bientôt sentir comment ces diverses prescriptions s'enchaînent et rendent réciproquement leur obligation plus stricte et leur observation plus aisée. L'étude méthodique de la situation et des besoins généraux des édifices prépare à l'avance les propositions annuelles des travaux; la claire exposition des projets, l'époque fixe de leur envoi, rendent l'examen plus rapide, l'approbation plus certaine, l'exécution plus opportune; la garantie que donnent les états de situation trimestriels aplanit toutes les difficultés de la comptabilité; enfin, l'exactitude journalière de la comptabilité et sa clôture annuelle conduisent au règlement définitif des entreprises et en assurent la bonne et prompte liquidation. Ainsi tout marche, en s'entr'aidant, vers le but, et chacun des rouages de l'organisation accélère le mouvement des affaires en concourant à le régler.

Je ne doute pas que MM. les architectes diocésains ne soient les premiers à se féliciter de l'adoption d'un système qui peut procurer de si précieux avantages; par leur loyal dévoûment, ils partageront avec l'administration l'honneur d'avoir élevé le service de la conservation des édifices diocésains à la hauteur de l'intérêt qu'inspirent ces admirables monuments de la piété et du génie de notre nation.

Études des demandes de secours pour les églises paroissiales et les presbytères.

Par l'article 2 de mon arrêté du 20 mai dernier, j'ai chargé les architectes diocésains de l'examen préparatoire des projets produits par les communes du diocèse à l'appui des demandes de secours qu'elles adressent pour la restauration ou la construction de leurs églises et presbytères.

L'administration, à qui il appartient de veiller au bon emploi des fonds de l'État, ne saurait permettre que les subventions qu'elle accorde soient appliquées à des travaux stériles et entrepris légèrement. Elle a donc le droit et le devoir de soumettre à un examen attentif les plans qui lui sont transmis, et d'écarter ceux qui paraissent mal conçus. Jusqu'ici, ce contrôle nécessaire a été exercé par la commission des arts et édifices religieux; mais, pour le rendre plus efficace et plus prompt, j'ai cru opportun de le faire précéder du vôtre. Déjà le préfet et l'évêque sont appelés à donner leur avis sur les demandes des communes; cette garantie sera désormais complétée, au point de vue de l'art, par votre appréciation éclairée. Je ne doute pas que l'examen auquel vous vous livrerez ne soit très utile pour les localités, en leur faisant connaître les imperfections de leurs projets et les modifications sans lesquelles ils ne pourraient être acceptés par l'administration. Trop souvent il est arrivé que des constructions urgentes ont subi des ajournements préjudiciables aux populations à cause du vice des plans proposés, qu'un avis donné en temps utile aurait permis de rectifier.

L'intervention de l'architecte diocésain aura un autre avantage : elle donnnera à l'autorité supérieure les moyens d'établir un classement, d'après l'urgence des besoins, parmi cette foule de demandes qui me parviennent, et dont le plus petit nombre seulement peut être accueilli. Limité, comme je le suis, par les chiffres du budget, j'ai éprouvé plus d'une fois combien il était difficile de faire un choix entre les localités, et de réserver pour les plus nécessiteuses ou les plus dignes les secours accordés par la munificence de l'État. Il vous appartiendra de me fournir avec franchise et impartialité les renseignements que j'ai souvent désirés pour éclairer mes décisions. En conséquence, lorsque vous aurez rassemblé les demandes formées par les communes de votre circonscription, vous dresserez un état collectif de présentation, par ordre d'urgence. Toutefois, comme les questions d'art ne sont ici ni les seules ni même les plus importantes, et que de graves intérêts religieux ou administratifs, dont l'évêque et le préfet sont les justes appréciateurs, peuvent se trouver engagés, il importe que l'état dressé par vos soins soit présenté à l'évêque et remis au préfet, qui le fera parvenir à l'administration centrale, accompagné de son avis.

Le fonds de secours du présent exercice étant aujourd'hui entièrement distribué, les dossiers des demandes qui n'ont pu être accueillies vont être renvoyés à MM. les préfets pour qu'ils les tiennent à la disposition de MM. les architectes diocésains.

Vous aurez donc à vous mettre en rapport avec M. le préfet du département et avec l'autorité diocésaine pour l'examen des projets et devis et pour la formation de l'état général de présentation de toutes les demandes, de manière que cet état et les dossiers me soient parvenus avant le mois de janvier prochain. Passé ce terme, il sera procédé à la répartition.

Il importe que, dans votre travail, vous vous montriez sévère pour tout ce qui tient aux conditions essentielles de la solidité des constructions Quant au mode et au style d'architecture adoptés par les auteurs des projets, vous devez vous garder d'être exclusif, et accepter tout ce qui ne blesse pas ouvertement les convenances générales de l'art religieux. Je vous recommande de vous pénétrer, à cet égard, des observations contenues dans la circulaire du 15 novembre 1850, dont vous obtiendrez facilement communication au secrétariat de l'évêché.

Vous aurez, du reste, remarqué que les termes de l'art. 2 de l'arrêté du 20 mai ne vous confèrent pas un pouvoir discrétionnaire d'admission ou d'exclusion, ils vous donnent un simple droit d'avis, officieux par rapport aux communes et officiel par rapport à l'administration supérieure. Je n'ai donc nullement l'intention de m'opposer à ce que vous concouriez personnellement à la rédaction des projets d'églises et de presbytères dont les fabriques ou les conseils municipaux auraient jugé convenable de vous charger. Loin de là, je regarderais comme une chose très utile pour l'art religieux, pour les communes, et pour l'administration elle-même que le choix du gouvernement vous désignât à la confiance des populations pour la direction de ces travaux.

Les instructions qui précèdent vous auront convaincu, je l'espère, que le gouvernement a mesuré et qu'il comprend l'importance des attributions qui vous ont été déléguées.

Vous ne tromperez pas les espérances qu'il a fondées sur vos lumières et votre zèle. La mission à laquelle vous êtes appelé touche aux côtés les plus élevés de la nature humaine, l'art et la religion; vous saurez y porter le dévoûment que l'art et la religion ont la puissance d'inspirer.

Recevez, etc.,

Le ministre de l'instruction publique et des cultes, H. FORTOUL.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, relative au service des travaux des édifices diocésains* (1).

Paris, le 1er août 1853.

Monsieur le préfet, l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 mai dernier, sur la réorganisation du service des édifices diocésains, confie aux architectes du gouvernement l'examen préparatoire des projets produits par les communes de chaque diocèse à l'appui des demandes qu'elles adressent pour la restauration ou la construction de leurs églises et presbytères. Cet examen terminé, les architectes réunissent les demandes et dressent, après avis de l'évêque diocésain, un état collectif de présentation par ordre d'urgence que vous me transmettrez, en ayant soin d'y joindre vos observations personnelles.

Les dispositions du nouveau règlement devant être appliquées dès cette année, j'ai annoncé que toutes les demandes parvenues à l'Administration seraient prochainement renvoyées à MM. les préfets, et tenues à la disposition de MM. les architectes diocésains, qui auront à les examiner et à les classer, comme si elles étaient entièrement nouvelles.

Je vous renvoie, en conséquence, monsieur le préfet, les dossiers qui concernent votre département.

Désormais, aucune demande de secours ne devra m'être adressée isolément : toutes les affaires de cette nature devront faire l'objet d'un envoi général qui comprendra l'état de présentation nécessaire pour éclairer mes décisions.

L'envoi aura lieu deux fois par an, au 1er juin et au 1er décembre. Le terme de rigueur que vous ne devez pas dépasser se trouve donc fixé pour cette année au 1er décembre prochain.

M. l'architecte diocésain devra se concerter avec vous et avec Mgr l'évêque, afin que l'état de ses propositions soit l'expression fidèle de l'urgence des travaux au triple point de vue de l'art, de l'intérêt religieux et de l'intérêt administratif. Les fonds du prochain exercice étant loin de suffire à l'étendue des besoins, je serai obligé de faire un choix entre les localités, choix qui dépendra en grande partie de l'ordre dans lequel leurs demandes me seront présentées. Il est donc très essentiel que le tableau de présentation soit dressé par l'architecte diocésain avec l'exactitude la plus consciencieuse.

En ce qui concerne la nature des projets et les conditions que le gouvernement met à son concours, vous devez vous en référer aux instructions antérieures, et notamment à la circulaire du 15 novembre 1850.

Je me bornerai à ajouter ici de courtes indications relatives à la reconstruction des églises.

Il n'est pas de travaux plus dispendieux que la reconstruction d'une église, soit pour la commune qui l'entreprend, soit pour l'Etat, qui est appelé à y contribuer. Un seul monument absorbe souvent à lui seul une quotité de secours qui, appliquée avec intelligence à de simples réparations, aurait servi à prévenir la chute des édifices paroissiaux de plusieurs communes.

Si on réfléchit, d'ailleurs, qu'à la question de dépense vient habituelle-

---

(1) Sur la foi d'un recueil, ordinairement aussi exact qu'intéressant, le *Journal des communes*, un extrait de la présente circulaire a été publié comme émanant de M. le ministre de l'intérieur, c'est une erreur. Cette circulaire appartient à l'administration des cultes, et nous la reproduisons aujourd'hui intégralement en lui restituant sa véritable filiation

Voyez sur le même sujet les circulaires précédentes des 15 avril 1853 (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1853, p. 145), et 21 juin de la même année ci-dessus, p. 13. — Voyez aussi le décret du 7 mars et l'arrêté ministériel du 20 mai 1853. (*Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1853, p. 57).

ment se mêler, dans tout projet de construction, une question d'art et de convenance religieuse, on se persuade aisément que des travaux de cette nature ne doivent être encouragés par le gouvernement que dans des cas rares, avec beaucoup de mesure et de discernement.

Vous avez dû remarquer chez les populations, monsieur le préfet, une disposition malheureuse et trop répandue à abandonner, sous les prétextes les plus frivoles, leurs vieilles églises et jusqu'à l'emplacement où elles s'élevaient, pour entreprendre, sur un autre point, la construction d'un temple nouveau, qui souvent est peu solide et ne répond pas aux convenances du culte. Outre la dépense considérable et souvent ruineuse qui en résulte, ces entreprises inintelligentes ont pour conséquence habituelle de faire disparaître des monuments plus précieux pour l'art et pour la religion que ceux qu'on élève avec leurs débris. Loin de prêter les mains à de pareils projets, vous devez vous attacher, monsieur le préfet, à le décourager dès l'origine, en ne laissant aucun espoir qu'ils puissent jamais obtenir l'approbation et le concours du gouvernement.

Tant qu'une église de construction ancienne peut être réparée, son ancienneté, à défaut d'autre motif, doit décider la commune à la conserver.

Que si elle est devenue absolument insuffisante pour la population, il faut étudier les moyens de l'agrandir, en préserver les parties essentielles, et ne la sacrifier que dans le cas de nécessité absolue, lorsque les travaux d'agrandissement ou de réparation ont été reconnus impossibles.

Afin que les demandes des communes puissent être appréciées à ce point de vue par l'administration, il est nécessaire que les projets de constructions nouvelles soient accompagnés d'un dessin et d'un rapport faisant connaître exactement l'état de l'église ancienne, à laquelle il doit être interdit de toucher sans votre autorisation, en cas d'urgence, et hors ce cas, sans mon approbation.

Souvent le choix de l'emplacement d'une église se rattache à des considérations très complexes. Ces questions délicates ne peuvent pas être abandonnées à la rivalité des prétentions locales. Vous devez constamment réserver la solution, en ayant soin de la concerter avec l'autorité diocésaine. Dans le cas où les difficultés viendraient à s'élever, mon concours vous serait assuré pour les aplanir. Je vous invite en conséquence à joindre à tous les projets de construction le plan des abords, afin que je puisse apprécier la convenance des emplacements proposés.

Je n'entends pas condamner, ni même décourager le zèle qui s'efforce d'élever à la religion des monuments dignes d'elle; mais il faut savoir ici se préserver d'un entraînement qui tournerait contre son but, si les constructions étaient commencées sur une échelle trop étendue.

Ces vastes travaux qui ne sont pas en proportion avec les revenus des localités ne tardent pas à être interrompus, et il n'en reste le plus souvent que des débris inachevés, dont la dépense inutile aurait suffi pour exécuter entièrement un projet plus modeste.

Il importe à un haut degré, monsieur le préfet, que les communes n'entreprennent la reconstruction de leurs églises qu'avec mesure et économie, sur un devis sérieusement étudié. Lorsqu'elles sollicitent le concours de l'Etat, ce ne peut être qu'en raison de l'insuffisance de leurs ressources comparées à leurs besoins. La limite de ces besoins ne doit donc pas être dépassée dans les projets.

J'ai fait dresser par le comité des inspecteurs généraux un tableau du maximum de la dépense nécessaire pour construire des églises d'une importance graduée sur le chiffre de la population. Voici ce tableau, sur lequel les demandes devront à l'avenir se régler :

POPULATION DE LA PAROISSE.	MAXIMUM DE LA DÉPENSE admise PAR L'ADMINISTRATION, au-delà duquel les communes ne peuvent réclamer de secours.
De 500 âmes et au-dessous.	20,000 fr.
De 500 à 1,000 âmes.	35,000
De 1,000 à 2,000.	60,000
De 2,000 à 3,000.	90,000
De 3,000 à 4,000.	120,000
De 4,000 à 5,000.	150,000
De 5,000 à 6,000.	190,000
De 6,000 à 7,000.	230,000
De 7,000 à 8,000.	280,000
De 8,000 à 9,000.	330,000
De 9,000 à 10,000.	400,000

Les communes qui renfermeront dans ces limites les travaux qu'elles projettent seront dans les conditions voulues pour participer aux secours du gouvernement, s'il est bien établi, d'ailleurs, que les ressources locales sont insuffisantes. Celles, au contraire, qui auront adopté des projets plus dispendieux seront sans doute libres d'y donner suite et d'en poursuivre l'exécution ; mais, si leurs revenus sont insuffisants, elles n'auront pas à espérer que le gouvernement contribue à la dépense, parce qu'elles pourront facilement, en réduisant leurs projets, les mettre à la portée de leurs moyens propres. S'il convient, par exemple, à une commune de mille âmes de bâtir une église de 200,000 fr., lorsque ses ressources ne s'élèvent qu'à 100,000 fr., elle le peut; mais elle ne doit pas espérer obtenir le concours de l'Etat, puisqu'il est certain qu'avec 100,000 fr. elle peut élever une église suffisante et convenable.

Afin que les instructions du gouvernement à cet égard soient fidèlement suivies, il sera indispensable que toute demande de secours soit accompagnée de l'indication exacte du chiffre de la population de la paroisse.

Telles sont les principales recommandations que j'avais à vous adresser pour l'exécution de l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 20 mai dernier.

Je vous invite à les suivre désormais dans l'instruction et l'appréciation des demandes de secours formées par les communes.

Vous voudrez bien, monsieur le préfet, m'accuser réception de la présente circulaire. — Recevez, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

H. FORTOUL.

Autre circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes aux architectes diocésains sur le même sujet.

Paris, le 1er août 1853.

Monsieur l'architecte, conformément à l'article 2 de mon arrêté du 28 mai dernier et à la circulaire par laquelle je l'ai porté à votre connaissance, j'adresse à MM. les préfets les dossiers de toutes les demandes de secours pour églises et presbytères qui n'ont pu être accueillies, afin qu'elles soient examinées et classées, par ordre d'urgence, dans un état de présentation qui doit accompagner leur renvoi à mon ministère.

C'est par vos soins que cet état doit être préparé pour le diocèse dont vous êtes l'architecte.

M le préfet vous donnera, à cet effet, toutes les facilités nécessaires. Il mettra les dossiers à votre disposition, et vous concerterez avec lui le mode de communication qui vous permettra le mieux d'en faire le dépouillement.

Bien que la question de construction doive vous occuper spécialement, néanmoins vous recueillerez avec soin les renseignements qui vous seront nécessaires pour apprécier à tous les points de vue l'urgence comparative des travaux. Des considérations dont vous aurez apprécié la gravité m'imposaient le devoir de réclamer l'avis de l'évêque et du préfet sur les demandes qui me sont adressées. Mais plus cet avis aura de poids, plus il importe que vous vous efforciez de le pressentir et même d'en pénétrer les motifs, afin d'éviter, autant que possible, un désaccord regrettable entre vos présentations et celles de l'autorité administrative ou diocésaine.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire des circulaires que j'adresse à M. le préfet et à Mgr l'évêque. — Recevez, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

H. Fortoul.

Autre circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques sur le même sujet.

Paris, le 1er août 1853.

Monseigneur, j'ai l'honneur de vous communiquer la circulaire que je viens d'adresser à MM. les préfets en leur transmettant les dossiers de toutes les demandes de secours pour églises et presbytères qui n'ont pu être accueillies cette année, et qui, pour le prochain exercice, devront m'être envoyées collectivement comme des demandes nouvelles, avec un état de présentation par ordre d'urgence.

M. l'architecte diocésain devra se concerter avec vous, monseigneur, pour préparer cet état, qui me sera transmis par M. le préfet, accompagné de son avis.

Votre sollicitude pastorale et les visites qu'elle vous donne lieu de faire dans les diverses parties de votre diocèse vous mettent à même de constater les besoins comparatifs des églises et des presbytères, et de les porter à la connaissance de l'administration.

Les rapports de M. l'architecte diocésain me permettront d'apprécier l'urgence des travaux au point de vue de la construction, en même temps que ses avis sur le mérite des projets auront pour résultat d'écarter ou de rectifier dès l'origine ceux qui, parvenus à l'administration, devraient être immédiatement renvoyés aux communes comme défectueux.

M. le préfet enfin ajoutera au tableau des propositions qui me seront faites l'utile garantie des observations que son expérience administrative lui suggérera.

Cet échange de renseignements et d'avis entre toutes les autorités se prêtant un mutuel appui aura, je n'en doute pas, les meilleurs résultats.

Je me félicite de pouvoir utiliser, pour un service aussi important que la restauration des édifices paroissiaux, le zèle dont je vous sais animé pour le bien des communes et de la religion.

Avec la circulaire à MM. les préfets, j'ai l'honneur de vous communiquer celle que j'adresse pour le même objet à MM. les architectes diocésains.

Agréez, monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

H. Fortoul.

Jurisprudence.

FABRIQUES. — CONSEILS. — ÉLECTIONS.

Lorsque dans un conseil de fabrique, composé, outre le curé et le maire, membres de droit, de cinq conseillers électifs, quatre de ces derniers ont donné leur démission, et qu'il ne reste ainsi que trois membres, y compris les deux fabriciens de droit, ces trois membres peuvent remplacer eux-mêmes leurs collègues démissionnaires (1).

Dans un pareil cas, il n'y a pas lieu de considérer la fabrique comme dissoute, et il ne doit pas être procédé à son renouvellement intégral, soit par l'évêque seul, soit par le double concours de l'évêque et du préfet.

Ces décisions ont été consacrées par la lettre ministérielle ci-après :

Paris, le 23 juin 1852.

Monseigneur, vous me demandez, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 2 mai dernier, de quelle manière doit être résolue la question suivante :

Lorsque dans un conseil de fabrique, composé, outre le curé et le maire, membres de droit, de cinq conseillers électifs, quatre de ces derniers ont donné leur démission, et qu'il ne reste ainsi que trois membres, y compris les deux fabriciens de droit, ces trois membres peuvent-ils remplacer eux-mêmes leurs collègues démissionnaires, ou bien y a-t-il lieu de considérer la fabrique comme dissoute, et doit-il être procédé à son renouvellement intégral, soit par l'évêque seul, soit par le double concours du prélat et du préfet?

L'art. 9 du décret du 30 décembre 1809 exige, pour la validité des délibérations d'un conseil de fabrique, que plus de la moitié des conseillers soient présents à la réunion ; mais il n'indique pas d'après quelle base cette moitié doit être calculée.

Cependant, un conseil de fabrique peut être composé, soit de la totalité des membres qui doivent concourir à sa formation, suivant les art. 3 et 4 du décret, soit d'une partie seu-

---

(1) Une consultation sur le même sujet a été insérée dans le ***Bulletin des lois civiles ecclés.***, vol. 1849, p. 189.

lement de ces mêmes membres, à l'occasion des élections triennales, des démissions et des décès. Comme dans ces diverses circonstances le nombre total des fabriciens change, et qu'en principe les renouvellements partiels et les remplacements individuels doivent avoir lieu par la voie de l'élection, il semble rationnel de décider que c'est d'après le nombre effectif, et non d'après le nombre légal des fabriciens, que l'on doit calculer celui des membres dont la présence est nécessaire aux réunions pour les rendre régulières.

Si l'on donnait à l'art. 9 du décret une interprétation différente, la minorité d'un conseil pourrait, à son gré, paralyser toutes les opérations en s'abstenant de prendre part aux délibérations.

Ainsi, tant qu'il reste dans le conseil de fabrique un nombre qui puisse, avec les deux fabriciens de droit, former une majorité, le conseil peut valablement délibérer ; il a le droit de pourvoir au remplacement des membres démissionnaires. On ne saurait donc dans ces cas considérer la fabrique comme dissoute.

C'est toujours dans ce sens que mes prédécesseurs ont résolu la question que vous m'avez soumise. La jurisprudence a été fixée sur ce point par une décision ministérielle du 18 août 1841, rendue sur l'avis conforme du conseil de l'administration des cultes en date du 7 du même mois.

D'après ces motifs, je pense, Monseigneur, que les trois membres restants du conseil de fabrique dont il s'agit dans votre lettre peuvent procéder, aux termes de l'art. 8 du décret de 1809, au remplacement des quatre membres démissionnaires.

Du reste, en règle générale, il n'y a pas lieu de renouveler, en conformité de l'art. 6 du même décret, un conseil de fabrique dont les membres ordinaires ne seraient pas tous démissionnaires ou décédés. — Lorsque ce renouvellement est devenu nécessaire, il est toujours fait par l'évêque et le préfet dans les proportions indiquées par la même disposition. Ce n'est que dans les deux cas prévus par l'art. 4 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, et après que le conseil de fabrique a négligé de procéder aux élections dans les délais prescrits, que l'évêque diocésain a le droit de faire seul les nominations. Agréez, etc.

Lettre de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à Mgr l'évêque de Périgueux, du 23 *juin* 1852.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de février.

MM. les membres du bureau des marguillers voudront bien se rappeler qu'aux termes de l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809, ils doivent se réunir en séance ordinaire dans le cours du mois de février. Cette réunion doit avoir lieu à l'issue de la messe paroissiale, dans le local indiqué pour la tenue des séances du conseil. (Art. 10 du même décret).

Nous avons fait connaître d'une manière générale les fonctions et les devoirs du bureau des marguilliers. (Voy. *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1851, p. 29; vol 1853, p. 85 et suivantes.)

Pour ce qui regarde la séance de février spécialement, l'attention de MM. les marguilliers doit se porter sur la prescription de l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, relative à la préparation des comptes du trésorier. D'après cet article, les trésoriers sont tenus de présenter leur compte annuel avec les pièces justificatives au bureau des marguilliers, dans la séance du premier dimanche de mars. Il convient dès lors qu'ils s'occupent dans le courant du mois de février de la préparation de ce compte, afin de ne point se trouver en retard. Nous avons publié en 1850 un modèle de compte, en même temps que les dispositions du décret du 30 décembre 1809 qui y sont relatives. (Voy. *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1850, p. 55 et suivantes.)

Dans cette même séance de février, lorsque cela n'a point encore été fait, et qu'il est d'usage de le faire, il y a lieu de procéder au choix et à la nomination des prédicateurs de la station du carême, dans les termes de l'art. 32 du décret du 30 décembre 1809. (Voy. le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1853, p. 131.)

Le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1851, p. 48, contient un modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau des marguilliers.

Questions proposées.

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Un grand nombre de nos abonnés nous ont demandé de publier, dans le *Bulletin*, les lois et règlements concernant l'organisation et l'administration des bureaux de bienfaisance; nous avons toujours eu l'intention de le faire, parce que, d'après le plan que nous nous sommes proposé, nous devons nous occuper de la législation dans tout ce qui peut intéresser le clergé ; mais jusqu'à ce jour l'abondance des matières ne nous a pas permis de mettre notre projet à exécution. Aujourd'hui, nous entreprenons cette publication. Nous n'avons pas cru, toutefois, devoir nous borner à reproduire sèchement le texte des lois et règlements. Par les nombreuses questions qui nous ont été adressées, nous avons compris qu'un travail complet sur cette partie de la législation ne serait point sans utilité. C'est donc un véritable traité sur la matière que nous venons offrir à nos lecteurs, en les priant, toutefois, de vouloir bien nous pardonner d'avoir été si longtemps à remplir notre tâche à cet égard.

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Les bureaux de bienfaisance sont des établissements reconnus par la loi, et chargés, sous la surveillance du gouvernement, de recueillir les dons et aumônes destinés aux indigents, d'administrer les biens qui sont affectés à leur soulagement, et de leur distribuer des secours à domicile.

L'étude des lois et règlements relatifs à cette institution comprend donc trois divisions distinctes; nous examinerons successivement :

1° Comment ces établissements existent;

2° Comment ils administrent leurs biens;

3° Comment ils distribuent les secours à domicile.

SECTION PREMIÈRE.

De l'existence des bureaux de bienfaisance.

L'existence des bureaux de bienfaisance comprend tout à

fa fois l'historique de leur origine, c'est-à-dire leur existence dans le passé, et les conditions de leur organisation actuelle.

§ 1. *Historique.*

La loi fondamentalé des bureaux de bienfaisance porte la date du 7 frimaire an v (1).

Toutefois, il faut se garder de croire que jusqu'à cette époque la répartition des secours à domicile ait été négligée.

Il est certain, au contraire, que l'assistance des indigents à domicile avait occupé de bonne heure, en France, la sollicitude de nos rois, et l'on aime à voir saint Louis en poser les bases, en chargeant des commissaires de dresser le rôle des pauvres laboureurs que l'âge ou les infirmités mettaient hors d'état de travailler, afin d'assurer quelque soulagement à leur misère.

François Ier avait lui-même, par lettres-patentes du 6 novembre 1544, institué, à Paris, un bureau général des pauvres, composé de treize bourgeois, nommés par le prévôt des marchands, et de quatre conseillers au parlement; ce bureau présidait à la distribution des secours à domicile dans la capitale. Il était autorisé à lever chaque année sur les princes, les seigneurs, les ecclésiastiques, les communautés, et sur toutes les propriétés, une taxe d'aumône pour les pauvres. Cette taxe se levait encore en 1789.

---

(1) Cette loi servant de base aux règlements actuels, nous croyons devoir en reproduire le texte, sauf cependant celui des deux premiers articles qui regardent la suppression des agences des pauvres créées par la convention, et les articles 6 et 7 qui sont relatifs à la perception établie au profit des indigents sur les bals et spectacles.

Art. 3. — Dans le mois qui suivra la publication de la présente, le *bureau* central, dans les communes où il y a plusieurs municipalités, et l'administration municipale, dans les autres, formeront, par une nomination au scrutin, un *bureau de bienfaisance*, ou pluseiurs, s'ils le croient convenable; chacun de ces *bureaux* sera composé de cinq membres.

Art. 4. — Les fonctions des *bureaux de bienfaisance* seront de diriger les travaux qui seront prescrits par lesdites administrations, et de faire la répartition des secours à domicile.

Art 5. — Les membres de ces *bureaux* n'auront aucune rétribution et ne toucheront personnellement aucun fonds; ils nommeront un receveur qui fera toutes les perceptions.

Art. — 8. Chaque *bureau de bienfaisance* recevra de plus les dons qui lui seront offerts; ils seront déposés aux mains du receveur, et enregistrés.

Art. 9. — Le *bureau* rendra compte, tous les mois, du produit de sa recette à l'administration par laquelle il aura été nommé.

Art. 10. — Les secours à domicile seront donnés en nature, autant qu'il sera possible.

En province, les établissements de charité étaient administrés par des assemblées composées du curé, du seigneur du lieu, du juge et du procureur fiscal, lorsqu'ils demeuraient en la ville, des marguilliers, tant en charge qu'anciens, et des principaux habitants.

Ils étaient aidés dans leurs distributions par un certain nombre de dames et demoiselles des pauvres (Jousse, *Du gouvernement temporel des paroisses*, p. 164).

Il suffit de consulter les ordonnances royales de 1536, 1547 et 1586, pour se faire une juste idée du soin avec lequel la distribution des aumônes était réglée.

La disposition principale de l'édit du 9 juillet 1547 mérite d'être rapportée textuellement :

« Au regard des pauvres malades et impuïssants qui n'ont « *maisons, chambres, logïs, lieux de retraite*, en la ville et « faubourgs de Paris, et n'ayant *aucun* moyen de travailler « ne gagner leur vie, ou *qu'avec tout leur devoir ne se peu-* « *vent entièrement substanter*..... qu'ils soient nourris, se- « courus et entretenus par les paroissiens de chaque paroisse, « qui en cette fin en feront faire les rôles par les curé ou vi- « caire et marguilliers, chacun en son église ou paroisse, « pour leur distribuer en leur maison ou tel autre lieu com- « mode qui sera avisé par lesdits curé, vicaire et marguil- « liers..... *l'aumône raisonnable.* »

Il ne faut pas non plus passer absolument sous silence la déclaration du roi, de juin 1642, qui, outre quelques règles utiles pour la distribution des secours, régularise l'institution des bureaux des pauvres, en y appelant un choix de notables habitants avec les curés et les marguilliers.

Reconnaissons donc, en nous résumant, que l'organisation des secours à domicile remonte, en France, à une époque très reculée ; et sans nous reporter aux canons du concile de Tours, qui pourtant avaient force de loi, ne nous laissons pas entraîner par le mirage des dates à calomnier le passé au profit d'une époque plus fertile en désastres qu'en merveilles de charité. Ce qui est vrai, c'est qu'à travers la tourmente révolutionnaire les *bureaux de charité* avaient disparu, que leurs biens avaient été confisqués par l'Etat, comme ceux des hospices, et que leur administration était absolument désorganisée.

Il est vrai aussi que, par une étrange contradiction, le gouvernement avait, à la date du 19 mars 1793, rendu une

loi qui proclamait que l'assistance du pauvre était une dette nationale, et que le soulagement de la misère était le devoir le plus sacré d'une constitution qui reposait sur les droits les plus imprescriptibles de l'homme.

Nous ne nous arrêterons pas aux détails de cette loi, qui, dès son origine, est restée inexécutée.

Nous ne nous arrêterons pas davantage au décret du 25 vendémiaire an II, qui organisa les *ateliers de charité*, sous la surveillance des bureaux de bienfaisance, et donna des règles pour déterminer le domicile de secours, c'est-à-dire le lieu où l'homme nécessiteux avait droit aux secours publics.

L'ouverture du livre de la *bienfaisance nationale* dans chaque département, en vertu du décret du 22 floréal suivant, est encore une création *morte-née*.

Aux termes de ce décret, par leur inscription sur ce livre, quatre cents cultivateurs, vieillards ou infirmes, devaient obtenir un secours annuel de 160 liv.; pour deux cents artisans, le secours devait être de 120 liv.; trois cent cinquante mères ou veuves, chargées d'enfants, devaient avoir annuellement 60 liv.; elles avaient droit, en outre, à un supplément de 20 liv., si, à l'expiration de la première année de nourriture, elles représentaient leurs enfants vivants.

Toute la législation de ce temps-là peut être appréciée et jugée en un seul mot. Sans méconnaître les efforts tentés par l'assemblée constituante pour déterminer, *tout en* SÉCULARISANT *cette branche importante de la bienfaisance publique* (1), les conditions d'admission aux secours, leur quotité et le mode de leur application, il est permis de dire que tous ces plans restèrent en projet, et que les nombreux décrets par lesquels la Convention nationale essaya ensuite de les réaliser ne furent que de fastueuses promesses faites à l'indigence; ils restèrent sans exécution, parce qu'ils étaient inexécutables.

Il n'en est pas de même assurément de la loi du 7 frimaire an V; celle-ci a du moins fondé une institution réelle et durable. Tout en regrettant l'esprit d'une législation qui s'attache à séculariser l'exercice même de la charité individuelle,

---

(1) Dès le principe même de l'organisation de la charité légale en France, M. le duc de Liancourt n'hésitait pas à proclamer leur supériorité sur les secours hospiciers (*rapport à l'Assemblée constituante*).

l serait injuste de méconnaître l'influence qu'elle exerce et les bienfaits qu'elle répand.

Par application de cette loi, le service des secours à domicile, après avoir subi une longue et triste interruption à Paris, a été rétabli et confié d'abord à quarante-huit bureaux, qui agissaient sans autre direction commune que celle qu'ils recevaient de l'autorité municipale.

Mais, un peu plus tard, un arrêté du gouvernement, du 29 germinal an IX, cité par M. de Gérando, *De la bienfaisance publique*, t. IV, p. 197, réunit l'administration générale des secours à domicile aux attributions du conseil général des hospices, et le sceau de l'unité fut imprimé à l'ensemble de l'administration des secours publics dans la capitale.

Sous le gouvernement de la Restauration, le régime des secours à domicile reçut tant à Paris que dans les départements une organisation plus régulière et plus simple, par la publication de l'ordonnance du 2 juillet 1816 et par celle du 31 octobre 1821 (1). Le premier de ces actes réglait le ser-

---

(1) Voici le texte de ces ordonnances :

Ordonnance du roi portant création de douze bureaux de charité pour la distribution des secours à domicile à Paris, du 2 juillet 1816.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Ce qui peut tendre à améliorer le sort de la classe indigente de nos sujets sera toujours un des principaux objets de notre sollicitude.

Nous nous sommes fait rendre compte de l'organisation actuelle de l'administration des secours à domicile dans notre bonne ville de Paris : nous avons reconnu qu'en simplifiant les formes de cette administration et en multipliant le nombre des personnes chargées de rechercher les véritables pauvres et de constater leurs besoins, on atteindra le double but d'accélérer la distribution des secours et de leur donner une plus juste application.

A ces causes, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. — Douze bureaux de charité seront désormais chargés de la distribution des secours à domicile dans les douze arrondissements de la ville de Paris.

Art. 2. — Ces bureaux continueront d'être sous la direction du préfet du département de la Seine et du conseil général d'administration des hospices, et chacun d'eux sera composé : 1° du maire de l'arrondissement, président-né du bureau, des adjoints, du curé de la paroisse, du desservant des succursales; 2° de douze autres administrateurs nommés par notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur; 3° d'un nombre indéterminé de visiteurs des pauvres et de dames de charité, qui n'assisteront aux séances qu'avec voix consultative, et lorsqu'ils y seront spécialement invités par le bureau.

Art. 3. — Dans ceux des arrondissements municipaux où se trouve situé un temple protestant, le ministre fera partie du bureau de charité.

Art. 4. — Pour la première nomination des administrateurs temporai-

vice de ces secours à Paris, et le second réglait d'une manière générale l'administration des hospices et des bureaux de bienfaisance.

---

res, les maires formeront des listes quintuples de candidats choisis parmi les habitants de leur arrondissement les plus recommandables par leur piété et leur amour pour les pauvres. Les membres actuels des bureaux de bienfaisance seront de droit compris dans ces listes : elles seront réduites à des listes triples par le conseil général des hospices et transmises par le préfet, avec son avis, à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur qui nommera.

Art. 5. — Dans la suite, la désignation quintuple des candidats se fera au scrutin par les bureaux de charité.

Art. 6. — Le renouvellement des membres des bureaux de charité s'opérera par quart chaque année : les trois premières années par la voie du sort, et les années subséquentes suivant l'ordre de nomination. Pour les trois premières années, les membres sortants seront rééligibles. A l'avenir, nul ne pourra être réélu qu'après un intervalle d'un an.

Art. 7. — Les commissaires visiteurs et les dames de charité seront nommés par les bureaux.

Art. 8. — Un agent comptable sera attaché à chaque bureau sous le titre de *secrétaire-trésorier*. Cet agent sera salarié et tenu de fournir un cautionnement.

Art. 9. — Les règlements relatifs à l'organisation des bureaux de charité, à l'ordre de leur comptabilité, à la classification des indigents et au mode d'application des secours, seront arrêtés par notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, sur la proposition du conseil des hospices et l'avis du préfet de la Seine.

Art. 10. — Notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur (M. Lainé) est chargé, etc.

Ordonnance du roi relative à l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance.

Au château des Tuileries, le 31 octobre 1821.

Louis, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Voulant donner aux hospices et aux bureaux de bienfaisance de nouvelles preuves de notre juste sollicitude ;

Après nous être fait rendre compte des règlements généraux qui les régissent,

Nous avons reconnu qu'il importe au bien de ces établissements de mieux régler les formes et les garanties de leur comptabilité, et en même temps de les dispenser d'un trop fréquent recours à l'intervention du gouvernement.

Nous avons aussi reconnu que, s'il convient d'abroger les dispositions qui avaient, pour plusieurs d'entre eux, augmenté le nombre de leurs administrateurs, précédemment fixé à cinq par les lois, il est utile, autant pour satisfaire une honorable émulation qu'afin de porter plus de lumières dans les délibérations qui doivent être soumises à l'autorité supérieure, de former des conseils composés de principaux fonctionnaires et de notables citoyens dont l'assistance fortifiera l'administration, donnera de la solennité à ceux de ses actes qui en exigent, les entourera de plus de confiance, et fournira ainsi de nouveaux motifs aux bienfaits de la charité publique.

A ces causes, sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE PREMIER. — ORGANISATION.

Art. 1er. — Les commissions gratuites chargées de l'administration des hospices sont partout composées de cinq membres.

La plupart des dispositions de ce dernier règlement sont encore en vigueur.

Art. 2. — Ces commissions seront assistées par des conseils de charité, dont la composition et les attributions seront ci-après déterminées, et qui auront les mêmes fonctions auprès des bureaux de bienfaisance.

Art. 3. — Sont de droit membres des conseils de charité les archevêques et les évêques, les premiers présidents et procureurs généraux des cours royales, et, à défaut de ceux-ci, les présidents et procureurs du roi des tribunaux de première instance, les présidents des tribunaux de commerce, les recteurs des académies, le plus ancien des curés, les présidents des consistoires, les vice-présidents des chambres de commerce et le plus ancien des juges de paix. Les autres membres de ces conseils, au nombre de cinq dans les villes ou communes ayant moins de cinquante mille âmes, et de dix partout ailleurs, seront nommés et renouvelés dans les formes déterminées par notre ordonnance du 6 février 1818.

Art. 4. — Les règles prescrites pour les commissions administratives des hospices, en ce qui concerne le nombre, la nomination et le renouvellement de leurs membres, sont communes aux bureaux de bienfaisance. Ces bureaux peuvent nommer dans les divers quartiers des villes, pour les soins qu'il est jugé utile de leur confier, des adjoints et des dames de charité.

Art. 5. — Les mêmes individus peuvent être à la fois membres des commissions administratives et des bureaux de bienfaisance. Les membres de ces commissions et de ces bureaux ne peuvent faire partie des conseils de charité. Les uns et les autres doivent avoir leur domicile réel dans le lieu où siégent ces conseils et ces administrations.

Art. 6 — A chaque renouvellement, les membres sortants des conseils de charité seront choisis de préférence pour remplir les places vacantes dans les commissions des hospices et dans les bureaux de bienfaisance, de même les membres sortants de ces administrations seront choisis de préférence pour les places vacantes dans les conseils de charité.

Art. 7. — Les services dans les commissions administratives des hospices et dans les bureaux de bienfaisance sont considérés comme des services publics, et comptent pour l'admission dans l'ordre royal de la Légion-d'Honneur.

TITRE II. — Attributions et service intérieur.

Art. 8. — Les conseils de charité se réunissent, soit avec les commissions administratives des hospices, soit avec les bureaux de bienfaisance, pour les délibérations concernant les budgets annuels, les projets de travaux autres que de simple entretien, les changements dans le mode de gestion des biens, les transactions, les procès à intenter ou à soutenir, les emprunts, les placements de fonds, les acquisitions, ventes et échanges d'immeubles, les comptes-rendus, soit par l'administration, soit par les receveurs, les acceptations de legs ou donations, et les pensions à accorder à d'anciens employés.

Art. 9 — Les conseils de charité ont tous les ans deux sessions ordinaires avec les commissions des hospices et avec les bureaux de bienfaisance. Ils peuvent être extraordinairement convoqués, mais seulement pour s'occuper des affaires qui donnent lieu à ces convocations. Les préfets déterminent d'avance les époques des sessions ordinaires et prescrivent ou autorisent les autres réunions.

Art. 10. — Toutes les fois que des affaires intéressant tout à la fois les hospices et les bureaux de bienfaisance demandent la réunion des deux administrations, les conseils de charité peuvent être convoqués.

Art. 11. — Les délibérations prises en vertu des art. 8, 9 et 10 ne peuvent être exécutées qu'après avoir été approuvées, soit par nous, soit par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, soit par nos préfets, conformément aux règles établies ou rappelées par les articles suivants :

Art. 12.— L'approbation doit toujours être précédée de l'avis des conseils municipaux, pour celles de ces délibérations qui sont relatives à des emprunts, à des acquisitions, ventes ou échanges d'immeubles, ou au règlement des budgets et des comptes des hospices ou bureaux de bienfaisance auxquels les communes donnent des subventions sur leurs octrois ou sur toute autre branche de leurs revenus.

Art. 13.— Doivent être soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, les budgets qui excèdent cent mille francs pour les divers établissements régis par une même commission d'hospices.

A quelque somme que s'élèvent les budgets des bureaux de bienfaisance, ils sont définitivement réglés par les préfets.

Art 14.— Il continuera à être procédé conformément aux règles actuellement en vigueur, pour les acquisitions, ventes, échanges, baux emphytéotiques, emprunts et pensions, et conformément à l'article 4 de notre ordonnance du 8 août dernier, pour les constructions et reconstructions dont la dépense devra s'élever à plus de vingt mille francs.

Art. 15. — Toutes autres délibérations concernant l'administration des biens, les constructions, reconstructions et autres objets, et lorsque la dépense à laquelle elles donneront lieu devra être faite au moyen des revenus ordinaires de ces établissements, ou des subventions annuelles qui leur sont allouées sur les budgets des communes, seront exécutées sur la seule approbation des préfets, qui, néanmoins, devront en rendre immédiatement compte à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur.

Art. 16.— Les commissions des hospices et les bureaux de bienfaisance pourront ordonner, sans autorisation préalable, les réparations et autres travaux dont la dépense n'excédera pas deux mille francs.

Art. 17. — Le service intérieur de chaque hospice sera régi par un règlement particulier proposé par la commission administrative et approuvé par le préfet. Ces règlements détermineront, indépendamment des dispositions d'ordre et de police concernant le service intérieur, le nombre des aumôniers, médecins, chirurgiens, pharmaciens, employés et gens de service. — Les préfets prescriront la rédaction de semblables règlements pour les bureaux de bienfaisance, partout où ils le jugeront utile.

Art. 18. — Les aumôniers sont nommés par les évêques diocésains, sur la présentation de trois candidats par les commissions administratives. — Les médecins, chirurgiens, pharmaciens et agents comptables, sont nommés par les préfets, sur une semblable présentation. Ils sont révocables dans les mêmes formes; mais la révocation n'est définitive qu'après avoir été approuvée par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur. — Tous les autres employés, à l'exception des receveurs, dont il sera parlé ci-après, sont nommés par les commissions administratives et peuvent être révoqués par elles. — Les mêmes dispositions sont applicables aux bureaux de bienfaisance.

Art. 19.— Les sœurs de charité employées dans les hospices, conformément au règlement du 18 février 1809, que leur âge ou leurs infirmités rendraient incapables de continuer leur service, pourront être conservées à titre de *reposantes*, à moins qu'elles n'aiment mieux se retirer, auquel cas il pourra leur être accordé des pensions, si elles ont le temps de service exigé, et si les revenus de ces établissements le permettent.

TITRE III. — Comptabilité.

Art. 20. — Les commissions administratives et les bureaux de bienfaisance ne peuvent faire que les dépenses autorisées ainsi qu'il est réglé par les articles précédents. Les receveurs sont personnellement responsables de tout paiement qui ne résulterait point de ces autorisations, ou qui les excéderait.

Art. 21. — Les comptables ont seuls qualité pour recevoir et pour payer. A l'avenir, les recettes et les paiements effectués sans leur inter-

sous lesquelles la bienfaisance aime à s'abriter, rendit à

---

vention, ou faits de toute autre manière en contravention au présent règlement, donneront lieu à toutes répétitions et poursuites de droit.

Art. 22. — Ces receveurs sont nommés par notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, sur une liste de trois candidats présentés par les commissions administratives ou par les bureaux de bienfaisance, et sur l'avis des préfets. Leur cautionnement et leurs remises sont réglés dans les mêmes formes, en observant les proportions déterminées pour le cautionnement et les remises des receveurs des communes. Ils peuvent toutefois être autorisés à faire leur cautionnement en immeubles, et leurs remises peuvent être augmentées lorsque cela est indispensable. Ces dispositions exceptionnelles exigent l'avis du conseil de charité.

Art. 23. — Les cautionnements en numéraire sont versés, à titre de dépôt et de prêt, dans les caisses des monts-de-piété.

S'il n'y a point de mont-de-piété dans la ville où sont les établissements de charité, et qu'il y en ait un dans le département, celui-ci reçoit le dépôt. S'il y en a plusieurs, le préfet désigne celui qui doit le recevoir. S'il n'y en a point dans le département, la désignation est faite par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur.

Art. 24. — Lorsque les recettes des hospices, réunies aux recettes des bureaux de bienfaisance, n'excèdent pas vingt mille francs, elles sont confiées à un même receveur. Lorsqu'elles n'excèdent pas dix mille francs elles sont confiées au receveur municipal. — Il peut n'y avoir qu'un même receveur pour les hospices et les bureaux de bienfaisance, et leurs recettes réunies peuvent être confiées au receveur municipal, lors même qu'elles s'élèvent au-dessus des proportions ci-dessus déterminées; mais, dans ce cas, la mesure ne peut avoir lieu que du consentement des administrations respectives et des conseils de charité.

Art. 25. — Indépendamment des vérifications de caisse et d'écritures auxquelles les administrations charitables peuvent, toutes les fois qu'elles le jugent utile, soumettre leurs receveurs, les préfets sont tenus de les faire vérifier au moins deux fois par an, et toujours à la fin de chaque année, et d'en transmettre les procès-verbaux à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur.

Art. 26.—Des vérifications extraordinaires des mêmes comptables seront confiées aux inspecteurs des finances pendant leur inspection dans les départements. A cet effet, notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur adressera la désignation des receveurs à vérifier, avec ses instructions particulières, à notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, qui donnera, en conséquence aux inspecteurs, les ordres nécessaires, et transmettra ensuite à notredit ministre de l'intérieur les résultats de ces vérifications.

Art. 27. — Les inspecteurs des finances devront se renfermer dans les ordres qu'ils auront reçus en vertu de l'article précédent. Ils ne pourront néanmoins se refuser, pendant le cours de leur tournée, à toutes autres vérifications des mêmes comptables, demandées par les préfets, auxquels ils auront soin de donner connaissance de toutes celles qu'ils auront faites, et d'adresser sur chacune d'elles les observations qu'ils jugeront utiles au bien du service.

Art. 28. — Les receveurs des établissements de charité sont tenus de rendre, dans les premiers six mois de chaque année, les comptes de leur gestion pendant l'année précédente. Ces comptes, après avoir été examinés dans les réunions prescrites par l'art. 8, et revêtus des observations résultant de cet examen, seront immédiatement transmis aux préfets pour être définitivement jugés et arrêtés, conformément à nos ordonnances des 21 mars 1816 et 21 mai 1817.

Art. 29. — Les arrêtés de compte seront notifiés dans le mois aux administrations et aux comptables qu'ils concerneront, sans préjudice de la faculté laissée aux parties d'en réclamer plutôt une expédition. Le recours réservé par notre ordonnance du 21 mai 1817 devra être exercé dans les

l'institution des secours à domicile son véritable nom de bu-

---

trois mois de la notification ou de la délivrance de l'expédition, l'une et l'autre constatées par le reçu de la partie intéressée.

Art. 30 Les préfets pourront prononcer la suspension de tout receveur des hospices ou des bureaux de bienfaisance qui n'aurait pas rendu ses comptes dans les délais prescrits par les articles précédents, ou qui les aurait rendus d'une manière assez irrégulière pour déterminer cette mesure de rigueur. La suspension entraînera telles poursuites que de droit, soit qu'il y ait nécessité d'envoyer, aux frais du receveur, un commissaire pour l'apurement de ses comptes; soit que, déclaré en débet, faute d'avoir justifié de l'emploi des sommes dont il était chargé en recette, il y ait lieu de prendre inscription sur ses biens, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 24 mars 1812.

Art. 31. — Tout arrêté de suspension sera suivi de la révocation du comptable, s'il n'a pas rendu ses comptes dans les délais qui lui auront été fixés par ledit arrêté, ou s'il résulte de leur examen des charges suffisantes pour motiver cette mesure. Les révocations sont prononcées par notre ministre secrétaire d'état au département de l intérieur, d'après l'avis des préfets, lesquels ne peuvent le donner qu'après avoir entendu les commissions administratives ou les bureaux de bienfaisance.

Art. 32. — Les préfets useront des mêmes moyens contre tout receveur dans la gestion duquel des vérifications faites comme il est réglé par la présente ordonnance, auraient constaté, soit une infidélité, soit un déficit, ou un désordre grave, ou une négligence coupable.

Art. 33 — Lorsque les mesures de rigueur prévues par les articles qui précèdent concerneront un receveur de commune se trouvant en même temps receveur d'établissements charitables, il en sera immédiatement donné connaissance à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, qui, s'il y a lieu, prononcera la révocation, après s'être concerté avec notre ministre de l'intérieur

Art. 34. Les comptes d'administration des commissions des hospices et des bureaux de bienfaisance seront, dans les mêmes délais que les comptes des receveurs, rendus aux préfets, qui prononceront sur ceux de ces comptes concernant les établissements dont ils règlent les budgets, et soumettront les autres, avec leur avis, à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur.

TITRE IV. — Dispositions générales et transitoires.

Art 35. — Il n'est rien innové, par la présente ordonnance. à l'organisation administrative du service des hospices et des secours dans notre bonne ville de Paris. Lui seront toutefois applicables les dispositions d'ordre et de comptabilité résultant des art. 12, 14, 15, 16, 31, 25, 26. 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 34. Il n'est également rien innové aux formes particulières d'administration établies pour l'hôpital royal des Quinze-Vingts, les instituts des sourds-muets, des jeunes aveugles, et l'hospice de Charenton. Seulement les mêmes règles de comptabilité s'appliqueront par analogie à ces établissements, à l'exception du règlement des comptes, lequel continuera a être fait par notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur.

Art. 36. — Les dispositions des décrets et ordonnances relatives au service des hospices et des bureaux de bienfaisance, non abrogées ou modifiées par la présente ordonnance, continueront à être exécutées.

Art. 37. — Les changements ordonnés par les dispositions qui précèdent, dans l'organisation administrative de l'un et de l'autre service, recevront leur exécution à dater du 1er janvier 1822. Là où les membres actuels des commissions des hospices ou des bureaux de bienfaisance excéderont le nombre de cinq fixé par l'art. 1er, la réduction s'opérera par une nouvelle nomination faite parmi les membres en exercice Seront également pris de préférence parmi eux, pour la première formation des conseils de charité, les membres à nommer dans ces conseils.

veaux de charité, et, fidèle aux anciennes traditions, il ap-

---

Art. 38. — Les receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance, actuellement titulaires et régulièrement nommés, dont les recettes et les remises ne seraient point réglées comme il est dit aux art. 22 et 24, les conserveront telles qu'elles sont établies, jusqu'à ce qu'il y ait lieu de procéder à leur remplacement, auquel cas lesdits articles recevront leur exécution.

Art. 39. — Nos ministres secrétaires d'Etat de l'intérieur et des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés, etc.

L'ordonnance du 31 octobre 1821 fut suivie de plusieurs instructions ministérielles, et entre autres d'une du 8 février 1823, que nous croyons devoir rapporter, parce que beaucoup de ses dispositions n'ont point cessé d'être mises en pratique.

Instruction ministérielle, du 8 février 1823, relative aux secours à domicile à distribuer par les bureaux de bienfaisance.

Les bureaux de bienfaisance étant les auxiliaires nés des hospices, peuvent éviter à ces établissements une grande dépense, au moyen d'une sage distribution de secours à domicile. En effet, il n'est point de père de famille qui ne s'estime heureux, lorsqu'il est atteint de maladie, de pouvoir rester près de sa femme et de ses enfants, et pour cela il suffit d'alléger une partie de sa dépense par des distributions de médicaments et de secours à domicile. En conséquence, on ne peut mieux entendre la charité qu'en multipliant les secours à domicile, et en leur donnant la meilleure disposition possible.

Tous les malheureux ont droit aux secours, toutes les fois que la force des circonstances les met dans l'impossibilité de pourvoir à leurs premiers besoins ; ce sont donc ces besoins que les bureaux de bienfaisance doivent constater ; car autant on doit s'empresser de secourir le véritable indigent, autant on doit éviter, par une distribution aveugle, d'alimenter l'oisiveté, la débauche et les autres vices dont le résultat inévitable est la misère.

Une des principales choses dont les bureaux de bienfaisance ont à s'occuper, est de s'assurer si l'indigent qui se présente pour être secouru a le domicile de secours voulu par la loi du 15 octobre 1793 (24 vendémiaire an II).

Il est bon de tenir un livre des pauvres, où l'on inscrit tous les indigents qui sont assistés.

Ce livre est divisé en deux parties. La première, pour les indigents temporairement secourus, et la seconde, pour les indigents secourus annuellement.

Dans la première partie, on comprend les blessés, les malades, les femmes en couches ou nourrices, les enfants abandonnés, les orphelins et ceux qui se trouvent dans des cas extraordinaires et imprévus.

Dans la seconde partie, sont portés les aveugles, les paralytiques, les cancérés, les infirmes, les vieillards, les chefs de famille surchargés d'enfants en bas-âge. Les infirmités qui donnent lieu aux secours annuels doivent être constatées par les médecins attachés au bureau de bienfaisance.

Les listes dont il s'agit sont arrêtées par ces bureaux en assemblée ; on ne doit pas y comprendre un plus grand nombre d'indigents que n'en peut secourir l'établissement

On porte, dans la formation de ces listes, de la sévérité ; car comme il est souvent impossible de secourir tous les pauvres, et que ceux qui le sont ne peuvent l'être que dans une proportion inférieure à leurs besoins, il y a un choix à faire, et la justice, ainsi que l'humanité, exigent que ce choix soit en faveur des plus malheureux.

Cet examen doit reposer sur l'âge, les infirmités, le nombre d'enfants, les causes de la misère, les ressources qui sont à leur disposition, et leur conduite. Du moment où les motifs qui ont fait admettre un pauvre aux

pela au sein des bureaux le curé de la paroisse et les desservants des succursales comme membres-nés (1).

Ce ne fut pas toutefois pour longtemps. Laissons dire à M. Dufau, directeur de l'Institut royal des aveugles de Pa-

---

secours n'existent plus, les secours doivent cesser ; ils doivent également cesser, s'ils sont plus nécessaires à d'autres.

Si le pauvre abuse des secours qu'il reçoit, il mérite d'être puni, ce qui pourra avoir lieu en le privant des secours pour quelque temps ou pour toujours.

C'est, autant que possible, en nature que les secours doivent être distribués. Le pain, la soupe, les vêtements et les combustibles sont les objets qui peuvent le mieux remplir les besoins : les soupes aux légumes forment aussi une ressource facile et énonomique.

On s'applique surtout, autant que les localités le permettent, à procurer du travail aux indigents valides. A défaut de manufacturiers ou de maîtres artisans, on peut proposer l'établissement d'ateliers de charité

Les bureaux de bienfaisance ne doivent pas borner leurs soins à la distribution des secours à domicile ; ils doivent encore les étendre aux écoles de charité. Ces écoles sont une des parties les plus intéressantes de leur administration ; car si, par des secours appliqués avec discernement, ils soutiennent la vieillesse sans ressources, d'un autre côté, par une éducation morale et religieuse, ils disposent les enfants à se garantir du fléau de la misère, en leur inculquant l'amour du travail, l'esprit d'ordre, d'économie et de prévoyance.

En conséquence, il ne suffit pas d'apprendre aux enfants à lire, à écrire et à compter ; il est bien plus important encore de leur former le cœur et d'y jeter les semences de la religion. Pour atteindre ce but, les bureaux de bienfaisance ne doivent pas perdre de vue que, dans le choix des maîtres, ils devront donner la préférence à ceux qui, par leurs lumières, leur piété et leur zèle, peuvent faire espérer l'instruction religieuse la plus convenable et la plus solide ; ne pas perdre de vue que les Frères de la doctrine chrétienne et les Sœurs de charité offrent, sous ce rapport, des avantages qu'il est rare de trouver dans les autres individus.

(1) C'était d'autant plus naturel, que l'administration publique s'en étant longtemps remise à l'action de la charité individuelle du soin de découvrir et de soulager les pauvres à leur domicile, les ministres de la religion, de l'aveu de M. de GERANDO, *Traité de la bienfaisance publique*, t. IV, p 195, furent les premiers dispensateurs de ce genre d'aumônes.

« Leurs exhortations ont provoqué les dons, l'exercice de leurs fonctions les a rendus confidents de l'infortune, ils ont tout naturellement servi d'intermédiaires entre le riche et l'indigent.

Les diacres, dans l'Eglise primitive, avaient la touchante mission de recueillir et de distribuer les aumônes. Des troncs étaient placés dans les églises, pour en recevoir le dépôt.

Les secours à domicile furent ainsi considérés, offerts et administrés à l'origine, comme une chose du domaine de la conscience, de la piété et de la religion. Le voile du secret devait même environner la distribution des aumônes, pour leur conserver tout leur mérite avec leur pureté. Un tel mode d'assistance semblait se refuser à subir des règles, comme à manifester ses œuvres.

Tel fut, pendant plusieurs siècles, l'état de choses dans la société chrétienne.

Bien qu'aujourd'hui les institutions civiles aient grandi, il subsiste encore en partie et doit continuer par l'effet des mêmes causes. Aussi longtemps que les ministres des autels seront pénétrés du véritable esprit de leur mission, ils seront les premiers bienfaiteurs des infortunés, de même qu'ils en sont les plus dévoués consolateurs, et les dons des fidèles tendront aussi à s'écouler, par leur organe, avec une juste confiance. »

V. aussi *Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1853, pag. 145.

ris (1), comment après 1830 l'état de choses que la Restauration avait modifié reparut :

« Les bureaux de bienfaisance portaient anciennement le « nom de *bureaux de charité.* Ils avaient repris ce titre à la « Restauration; mais sous l'action de cette loi d'instabilité « qui domine, dans notre pays, les grandes comme les peti- « tes choses, ils l'ont reperdu de nouveau en 1830. Ce chan- « gement eut lieu d'après le rapport de je ne sais quel com- « mis, et sur ce curieux motif que *la charité avilit et dégrade* « celui qui en est l'objet. On se demandera sans doute par « quel secret le don n'aurait plus le même résultat parce « qu'il serait fait *à titre de bienfaisance;* c'est là assurément « emprunter au dictionnaire des synonymes une analyse « bien subtile et qui ne mérite guère qu'on s'y arrête. Mais « s'il y a une différence, j'oserai dire qu'elle est à l'avantage « de la charité. En effet, à ce mot s'attache en général un « caractère religieux et fraternel qui affaiblit cette sorte d'hu- « miliation résultant de l'aumône pour celui qui la reçoit. « Aussi ce reproche d'ingratitude si fréquemment adressé « aux pauvres, c'est surtout de la part de la bienfaisance ad- « ministrative qu'il est mérité. L'indigent, qui, après plu- « sieurs heures d'attente, obtient d'un commis impatient et « dédaigneux un bon de pain ou de bois, ne paraît pas en « général, je l'avoue, en sortant du bureau de son quartier, « pénétré d'un bien vif sentiment de reconnaissance; mais « souvent au contraire cette faible offrande qu'inspire l'es- « prit de charité et qu'accompagnent quelques-unes de ces « paroles, de ces témoignages d'intérêt qui relèvent le cou- « rage et raniment l'espérance, pourra laisser de profondes « traces dans son cœur ! »

En vertu de l'ordonnance royale du 2 avril 1831 (2), les bu-

---

(1) *Lettres à une dame sur la charité.*

(2) Voici le texte de cette Ordonnance :

Ordonnance du roi qui supprime les conseils de charité, du 2 avril 1831.

Louis-Philippe, roi des Français, etc., vu l'ordonnance du 31 octobre 1821, relative à l'administration des établissements de bienfaisance; — considérant que l'institution des conseils de charité, qui avait eu pour objet de faciliter l'administration des établissements charitables, n'a pas atteint le but qu'on s'en était promis; — que dans plusieurs localités, ces conseils n'ont pas pu même être organisés, et que, dans les autres, leurs réunions étaient souvent incomplètes; — qu'il en est résulté, pour les administrations charitables, des retards et des embarras qui compromet-

reaux de charité reprirent le nom de bureaux de bienfaisance, et les ecclésiastiques furent écartés en principe de la composition du personnel des bureaux.

Une nouvelle organisation fut également donnée aux bureaux de bienfaisance de la capitale par l'ordonnance du 29 du même mois qui révoqua celle du 2 juillet 1816, organisation qui subsiste encore aujourd'hui (1).

---

tent le service et excitent depuis longtemps les justes réclamations des autorités locales, qui en ont, dans un grand nombre de lieux, demandé la suppression ; — le comité de l'intérieur de notre conseil d'État entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. L'ordonnance du 31 octobre 1821, relative à l'administration des hospices, est rapportée dans les dispositions qui instituent des conseils de charité et en déterminent l'organisation.

(1) Voici le texte de cette ordonnance :

Ordonnance du roi qui confie à des bureaux de bienfaisance le service des secours à domicile dans la ville de Paris, et qui règle l'organisation de ces bureaux, du 29 avril 1831.

Louis-Philippe, roi des Français, etc..., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat, du commerce et des travaux publics;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. — Le service des secours à domicile, dans chacun des douze arrondissements de la ville de Paris, sera spécialement confié à un bureau de bienfaisance.

Art 2. — Les bureaux de bienfaisance seront placés sous la direction du préfet de la Seine et la surveillance du conseil général d'administration des hospices.

Art. 3. — Chaque bureau sera composé:

1° Du maire de l'arrondissement, président-né;

2° Des adjoints, membres-nés ;

3° De douze administrateurs;

4° D'un nombre illimité de commissaires de bienfaisance et de dames de charité, qui n'assisteront aux séances qu'avec voix consultative, et lorsqu'ils y seront invités par le bureau ;

5° D'un secrétaire trésorier;

Art. 4. — Chacun des administrateurs sera choisi par notre ministre du commerce et des travaux publics, et sur l'avis du préfet, parmi quatre candidats, dont deux seront présentés par le conseil général des hospices, et deux par le bureau dont il devra faire partie.

Pour la première formation, le préfet présentera les deux candidats dont la nomination est attribuée aux bureaux de bienfaisance.

Art. 5. — Les bureaux se renouvelleront par quart chaque année; les trois premières années les membres sortants seront désignés par le sort, et ensuite par l'ancienneté.

Art 6. — Les commissaires de bienfaisance et les dames de charité seront nommés par les bureaux.

Art. 7. — Les secrétaires-trésoriers seront salariés et fourniront un cautionnement.

Ils seront nommés par le préfet de la Seine.

Art. 8. — Une instruction réglementaire, relative à l'organisation des bureaux de bienfaisance, à l'ordre de leur comptabilité, à la fixation des cautionnements des trésoriers, à la classification des indigents, au mode de distribution des secours, et au nombre de médecins, de chirurgiens, de sages-femmes et de sœurs de charité, qui devront faire partie du ser-

§ 2. — *Organisation actuelle.*

L'organisation des bureaux de bienfaisance comprend : 1° les conditions de leur existence ; 2° leur circonscription ; 3° la commission administrative ; 4° les agents et employés ; 5° les sœurs de charité ; 6° les adjoints et dames de charité.

ART. PREMIER. — *Existence légale.*

Aucun établissement de bienfaisance ne peut exister sans une autorisation expresse du gouvernement. (*Avis du Conseil d'Etat du 17 janvier 1806 et circulaire ministérielle du 3 novembre 1806.*)

La création des bureaux de bienfaisance est autorisée par arrêté préfectoral.

Il n'en est établi que lorsque l'autorité locale le juge nécessaire ou utile : les communes, c'est là le caractère distinct de la législation actuelle, ne sont tenues de former des bureaux de bienfaisance qu'autant qu'elles allouent des subventions sur leur budget pour les indigents, ou qu'il est fait des dons ou legs pour être distribués en secours à domicile.

Les bureaux de bienfaisance n'excluent pas les associations particulières de charité.

Il est à désirer, dit une instruction de 1829, que les associations particulières se rallient aux bureaux de bienfaisance, ou s'entendent avec eux pour coordonner les secours ou étendre les moyens d'assistance. On ne doit rien prescrire à cet égard..... on risquerait de tout perdre ou de diminuer considérablement la masse de secours qui arrivent aux pauvres, si, par des prétentions exagérées ou des rivalités contraires à la charité, on voulait exclure ou gêner les associations particulières fondées sur une confiance mutuelle, ainsi que les

---

vice des secours à domicile dans chaque arrondissement, sera soumise, dans le moindre délai possible, par le préfet, à l'approbation du ministre.

Art. 9. — Les administrateurs des bureaux de bienfaisance, après deux années d'exercice, seront, de droit, candidats aux places vacantes dans le conseil général d'administration des hospices de Paris, concurremment avec ceux que ce conseil présente en vertu de l'art. 2 de l'ordonnance du 18 février 1818.

Art. 10. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance, et spécialement celles de l'ordonnance royale du 2 juillet 1816, sont et demeurent rapportées.

Le 24 septembre de la même année, arrêté du ministre pour l'exécution de l'ordonnance précédente.

aumônes dont on ne s'avisera jamais de vouloir régler la mesure et l'emploi. (*Annales de la Charité*, *vol.* 1845, *p.* 339.)

Art. 2. — *Circonscription.*

A l'origine, les bureaux de bienfaisance comprenaient toutes les communes d'un même canton. C'était la conséquence de la division territoriale de la France.

Il en est autrement depuis la loi du 28 pluv. an VIII, qui a supprimé les administrations cantonnales. Aujourd'hui la circonscription des bureaux de bienfaisance ne s'étend pas en général au-delà de la commune où ils sont établis.

Toutefois, rien n'empêche qu'il n'y ait plusieurs bureaux de bienfaisance dans la même commune ; leurs circonscriptions respectives sont alors réglées par l'arrêté préfectoral qui les institue.

Il s'en faut qu'il y ait autant de bureaux de bienfaisance que de communes ; sur 36,835 communes on ne compte guère en France que 8,000 bureaux de bienfaisance. Encore dans beaucoup de communes n'ont-ils qu'une existence nominale.

Art. 3. — *Commission administrative. — Composition.*

Aux termes d'un décret du 17 juin 1852, les dispositions du décret du 23 mars 1852 (1), relatif à la composition des commissions administratives des hospices et hôpitaux, sont applicables aux commissions administratives des bureaux de bienfaisance.

Ainsi, l'administration des bureaux de bienfaisance se com-

---

(1) Le texte du décret du 23 mars 1852 a été rapporté dans le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, p. 145. — Voici celui du décret du 17 juin suivant, que l'abondance des matières ne nous a pas permis de reproduire :

Décret relatif à la composition des commissions administratives des bureaux de bienfaisance, du 17 juin 1852.

Louis-Napoléon, président de la République française, sur le rapport du ministre de l'intérieur, le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. — Les dispositions du décret du 23 mars 1852, relatif à la composition des commissions administratives des hospices et hôpitaux, sont applicables aux commissions administratives des bureaux de bienfaisance.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

pose de cinq membres nommés par le préfet, et du maire de la commune.

Leurs fonctions sont gratuites.

Toutefois, le nombre des membres des commissions administratives peut, en raison de l'importance des établissements ou des circonstances locales, être porté à plus de cinq, par des décrets rendus sur l'avis du conseil d'Etat.

La qualité de curé ou desservant ne donne point aux prêtres qui en sont revêtus le droit de siéger dans le bureau de bienfaisance. L'ordonnance du 31 octobre 1821 appelait ces ecclésiastiques à prendre place dans les conseils de charité, mais l'ordonnance du 2 avril 1831 a supprimé ces conseils. Toutefois, rien n'empêche que le préfet nomme le curé ou desservant membre du bureau de bienfaisance, si cette nomination lui paraît utile aux pauvres que le bureau a mission de secourir (1).

Il n'y a pas d'empêchement à ce que les mêmes individus soient membres de la commission des hospices et des bureaux de bienfaisance. L'art. 5 de l'ordonnance du 31 octobre 1821 envisageait même cette réunion de fonctions analogues comme désirable, parce qu'elle assure une distribution de secours plus égale et mieux entendue, et que l'un des deux établissements étant plus riche, il peut arriver qu'il secoure le plus pauvre. (Affre, *De l'administration des paroisses*, p. 570.)

Le même article dispose que les membres de ces différents conseils doivent avoir leur domicile réel dans le lieu où siégent ces conseils, ou du moins dans la circonscription administrative pour laquelle le bureau est établi. (Affre, *De l'adm. des paroisses*, p. 570.)

Il convient, bien que la loi n'en impose pas l'obligation, de ne point placer dans le même bureau plusieurs parents ou alliés à un degré trop rapproché ; ce serait contraire aux principes de la jurisprudence administrative. (*Circul. minist.* du 13 février 1818 ; de Watteville, *Rapport au minist. de l'intérieur*, 1851, p. 35.)

Les membres des bureaux de bienfaisance ne peuvent non

---

(1) L'exclusion des curés a eu de fâcheux effets ; elle a éloigné les hommes religieux, dont le concours est indispensable, et a forcé les curés eux-mêmes à organiser des secours dans leurs paroisses. Ainsi s'exprime M. le comte de Boissard, *Annales de la charité*, tom. II, pag. 424; *Bulletin*, vol. 1853, p. 145.

plus être parents ou alliés du receveur jusqu'au degré de cousin germain inclusivement. (*Instruct. minist.* du 8 fév. 1823.)

Un instituteur communal, qui reçoit un traitement du bureau de bienfaisance pour l'instruction des enfants indigents, ne peut être membre de ce bureau.

Présidence du bureau de bienfaisance. — Les maires sont présidents-nés des bureaux de bienfaisance, et ils ne doivent pas être comptés dans le nombre des cinq membres dont se composent ces administrations. En cas de partage, leur voix doit être prépondérante. (*Circul. minist., floréal an* IX *et* 13 *fév.* 1818.)

L'adjoint ne peut remplacer le maire dans les fonctions de président des bureaux de bienfaisance que dans le cas d'absence de ce magistrat; il ne peut le suppléer par délégation spéciale. (*Circul.* 16 *sept.* 1830; *Décision ministérielle*, 17 *mars* 1832.)

En cas d'absence du maire et de l'adjoint, la présidence appartient au plus ancien des membres présents, et, à défaut d'ancienneté, au plus âgé.

Dissolution et révocation. — Les commissions administratives des bureaux de bienfaisance, de même que celles des hospices, peuvent être dissoutes par le ministre de l'intérieur, sur la proposition ou l'avis du préfet.

Les membres de ces commissions peuvent être individuellement révoqués dans la même forme.

Renouvellement. — Le renouvellement des membres des bureaux de bienfaisance s'opère chaque année par cinquième; pendant les quatre premières années, le renouvellement est déterminé par le sort et ensuite par l'ancienneté.

En cas de remplacement dans le cours d'une année, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Ainsi se trouve abrogée la règle posée par la circulaire ministérielle du 14 fév. 1823, suivant laquelle les vacances survenues dans le cours de chaque année par mort ou démission comptaient pour la sortie périodique. (Affre, *loco citato, p.* 569.)

Il serait donc contraire au nouveau décret de prétendre que le cinquième du bureau étant renouvelé par suite de la mort ou de la démission d'un membre, il n'y a pas lieu de procéder, dans la même année, à d'autre renouvellement, et

que le membre ainsi nommé pour remplacer un administrateur décédé ou démissionnaire prend son tour d'ancienneté à dater de sa nomination, indépendamment de la durée d'exercice que le membre remplacé avait encore à remplir.

L'usage est que le préfet demande aux bureaux de bienfaisance de présenter une liste de trois candidats pour remplacer chaque membre sortant; mais cette présentation n'impose point l'obligation de les nommer. (*Ordonn. 6 juin* 1830; *Circul. 16 septembre* 1830; Affre, *loco citato, p.* 570.)

Serment. — Les membres des bureaux de bienfaisance ne peuvent entrer en fonctions qu'après avoir prêté serment entre les mains du maire. (*Décret du* 8 *mars* 1852, *art.* 2 *et* 3.)

Le curé ou desservant nommé membre est-il assujéti à ce serment? Une circulaire du ministre de l'intérieur du 25 juin 1852, rapportée dans le *Bull. des lois civ. eccl.*, vol. 1852, p. 176, dispense de cette formalité les aumôniers des hôpitaux et des prisons et les ecclésiastiques faisant partie des commissions instituées près des bureaux de bienfaisance. Le caractère des membres du clergé et la nature même des fonctions qu'ils remplissent, est-il dit dans cette circulaire, placent ces ecclésiastiques complétement en dehors de l'action politique, et c'est moins comme fonctionnaires publics qu'en leur qualité de ministres de la religion qu'ils sont appelés dans les commissions dont il s'agit. Cette exemption s'applique donc aux curés et desservants nommés membres des bureaux de bienfaisance.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Jurisprudence.

ANNEXES.

ADMINISTRATION. — CONSEILS DE FABRIQUE.

Les églises annexes ne doivent pas avoir de conseil de fabrique spécial; ces églises doivent être administrées, ainsi que leurs biens et revenus, par le conseil de fabrique de la cure ou succursale dont elles dépendent.

Toutefois, les revenus de ces annexes doivent être exclusivement appliqués à leur avantage.

Les annexes et les chapelles de tolérance qui n'ont pas été civilement reconnues n'ont aucune existence légale et ne peuvent préjudicier aux droits de l'église paroissiale dans la circonscription de laquelle elles sont placées.

Lettre du ministre de l'instruction publique et des cultes, du 17 mai 1831.

Les annexes vicariales qui sont aussi dans la dépendance des cures ou succursales dans la circonscription desquelles elles sont situées ne doivent pas non plus avoir de conseil de fabrique.

Ainsi décidé par une lettre du ministre des cultes au préfet de la Haute-Garonne, du 26 mars 1845.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de mars.

MM. les marguilliers voudront bien se rappeler les indications que nous leur avons données précédemment au sujet de leur séance du premier dimanche de mars. (Voy. vol. 1852, p. 58.) Cette séance tombe le 5 dudit mois.

C'est dans cette réunion que le trésorier doit présenter au bureau des marguilliers son compte annuel avec les pièces à l'appui (art. 85 du décret du 30 décembre 1809) (1).

En déposant ce compte avec les pièces justificatives, le trésorier est en droit de demander un récépissé, que le président du bureau ou l'un de ses membres est tenu de lui remettre (même art. 85). (Voy. un modèle de ce récépissé, volume 1851, p. 48.)

Examen immédiat par le bureau de ce compte, et préparation du rapport qui doit en être présenté au conseil de fabrique dans sa séance de *Quasimodo* (même article).

---

(1) Voy. le texte des articles du décret relatif à ce compte, et le modèle que nous en avons donné, ***Bulletin***; vol. 1850, p. 55.

Le bureau doit toujours mentionner la présentation du compte et sa réception, dans le procès-verbal de sa séance. (Voyez nos observations sur ces divers points, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 52 et 53 ; vol. 1850, p. 54 et suiv. ; vol. 1851, p. 47.)

Après cet examen, préparation du budget de l'année 1855, qui doit être voté par le conseil dans cette même séance de *Quasimodo*. (Voy. le modèle de budget que nous avons donné dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 78 et suiv.)

Nous avons donné le modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau des marguilliers dans le même recueil, vol. 1851, p. 48.

INSTRUCTIONS ÉPISCOPALES

CONCERNANT L'ADMINISTRATION DES FABRIQUES.

CIRCULAIRE *de Mgr l'évêque d'Arras à messieurs les curés de son diocèse.*

Messieurs, l'Église étant une société visible est obligée de se maintenir sur la terre dans les conditions qui constituent toutes les sociétés humaines. Divine dans son principe, toute spirituelle dans ses grâces, dans son objet, dans son but, elle n'est pourtant pas établie ici-bas pour de purs esprits. Destinée à réunir les vrais enfants de Dieu pendant les jours de leurs combats au milieu de tant d'erreurs et de passions, il faut qu'elle puisse conserver visibles les signes de son unité, maintenir la dignité de son culte et pourvoir à tous les besoins de son gouvernement extérieur.

Son administration temporelle tient donc essentiellement à son existence, et ce serait mal comprendre son esprit que de regarder comme indigne d'elle ou comme étranger aux devoirs de ses ministres, le soin des intérêts terrestres qui lui sont confiés.

Les conciles, les souverains pontifes, les saints docteurs ont été dans tous les temps unanimes sur ce point : toujours ils ont imposé aux évêques, et souvent sous des peines redoutables, l'obligation de veiller sur les biens de l'Église.

Dans le sentiment de cette vérité, nous vous enverrons successivement, Messieurs, les instructions dont vous pourrez avoir besoin sur cette matière, trop longtemps négligée (1). Aujourd'hui nous

---

(1) Nous recommandons à ce sujet le *Manuel des Conseils de Fabrique*, par M. l'abbé Vourior, vicaire général de Langres, que nous regardons comme l'ouvrage le plus exact et le plus complet sur la matière. — On peut se le procurer au Secrétariat de l'Evêché.

nous bornons à vous adresser les formules de budget que vous aurez à remplir. Vous y trouverez des notes qui vous en feront suffisamment comprendre les détails. Nous voulons seulement fixer votre attention sur la colonne 4 de la première page: c'est à MM. les curés qu'il appartient d'apprécier les besoins du culte divin et de les signaler sans crainte comme sans exagération. Cette initiative vous donne une influence précieuse et considérable sur tout l'ensemble du budget. Vous en userez avec zèle en pensant à toute la responsabilité qui pèserait sur vous, si, par un motif humain quelconque, vous ne remplissiez pas complétement cette partie de vos devoirs.

Quoique, depuis le décret du 30 décembre 1809, la législation sur les fabriques soit devenue moins exclusivement ecclésiastique, elle laisse cependant encore aux chefs des paroisses des moyens efficaces pour pourvoir à tous les besoins, même temporels, de l'Eglise. Vous vous en servirez, Messieurs, et vous trouverez ainsi dans la bonne tenue de toutes les choses consacrées au service de Dieu une de vos plus douces et de vos plus habituelles consolations.

Les budgets sont votés dans la session de Quasimodo et doivent ensuite être soumis à notre approbation dans le plus court délai possible.

Agréez, Messieurs, l'assurance de mes sentiments les plus affectueux en N. S.

† PIERRE-LOUIS, ÉVÊQUE D'ARRAS.

CIRCULAIRE *du même prélat à messieurs les membres des conseils de fabrique de son diocèse.*

Arras, en la fête de sainte Agnès, le 21 janvier 1854.

Messieurs, l'importance des fonctions que vous remplissez, les avantages nombreux que peut procurer à chaque église, dans l'ordre temporel et même dans l'ordre spirituel, votre sage et intelligente administration, ont depuis longtemps préoccupé notre sollicitude pastorale, et nous engagent aujourd'hui, sans plus tarder, à commencer avec vous des rapports que nous avons l'intention formelle de continuer désormais. Il nous a semblé qu'il était necessaire avant tout de vous faire bien comprendre et la dignité de vos fonctions et l'étendue de vos devoirs, afin que, voyant d'une part ce que vous êtes dans la pensee de l'Eglise, et de l'autre ce que vous avez à faire pour répondre à sa confiance, vous apportiez dans l'exercice de votre charge un zèle plus éclairé, une régularité plus exacte, un dévoûment plus religieux.

Commençons d'abord, Messieurs, par nous former une juste idée de l'origine des fabriques paroissiales.

Dans les premiers siecles, l'évêque administrait seul les biens que la piété des fidèles avait offerts soit pour secourir les pauvres, soit pour orner les temples où se célébraient les saints mystères. Père de la famille chrétienne, il embrassait dans ses soins paternels aussi bien les intérêts qui touchent à la terre que ceux qui se rapportent directement au ciel. Plus tard les églises s'étant multipliées, les évêques durent insensiblement se decharger de ces détails matériels; mais, jusqu'au treizieme siecle, cette administration resta exclusivement entre les mains du clerge. A cette epoque seulement les simples laïques commencerent à être admis à la gestion des biens parois-

siaux. Plusieurs conciles particuliers supposent leur présence au sein des fabriques, mais toujours sous la dépendance du clergé; et l'on remarque que les différents conciles du quatorzième et du quinzième siècle, qui permettent aux simples fidèles de prendre part au gouvernement des biens de l'Eglise, ne manquent pas d'y mettre pour condition le consentement de l'évêque et l'obligation de lui rendre, soit directement et en personne, soit par son archidiacre, des comptes annuels (1). Le saint concile de Trente consacra cet état de choses en ordonnant *que les administrateurs tant ecclésiastiques que laïques de la fabrique d'une église quelconque seraient tenus, chaque année, de rendre compte à l'Ordinaire de leur administration.* (Sess. 22, chap. IX.)

Nous pouvons ajouter que sous ce rapport les édits des rois et les arrêts des parlements, bien que l'Eglise n'eût pas précisément besoin de leur sanction, n'ont fait que confirmer ses doctrines et ses droits (2).

---

(1) Voir le concile d'Exeter, en 1287, où il est ordonné (chap. XII) que ceux qui sont chargés du soin de la fabrique rendront chaque année leurs comptes devant les curés ou vicaires de l'Eglise, en présence de cinq ou six paroissiens choisis par lesdits curés ou vicaires; que ces comptes seront rédigés par écrit, et qu'ils seront présentés à l'archidiacre lors de sa visite.

Le concile de Wurtzbourg, tenu en 1287, sous le pontificat d'Honorius IV et sous la présidence de Jean, son légat, en présence de l'empereur Rodolphe, statue, dans le chapitre XXXV, que les laïques chargés, sans le consentement des prélats, ou des chapitres, de l'administration de la fabrique, seront privés immédiatement de leur office; qu'il est défendu aux laïques et même aux clercs de se charger de ces fonctions sans le consentement des prélats ou des chapitres .. que c'est une chose blâmable que les biens de l'Eglise soient administrés par des laïques contre le gré des prélats ou des chapitres, et qu'en conséquence ceux qui, avertis par l'Ordinaire, n'auraient pas dans le cours du mois quitté leur office, seraient excommuniés *ipso facto*.

Enfin, le concile de Saltzbourg, tenu en 1420, renouvelle dans son 53e canon les dispositions précédentes. Les laïques, dit-il, ne peuvent, sans l'assentiment des prélats et des chapitres, administrer les biens des églises. Ceux qui feraient le contraire, s'ils ne se désistent point dans le mois qui suit la monition de l'Ordinaire, seront excommuniés *ipso facto*.

(2) Voir en particulier l'édit de 1695, dont l'art. 17 prescrit la reddition des comptes du trésorier à l'Ordinaire, et antérieurement les lettres patentes de Charles IX, en date du 3 octobre 1571, par lesquelles il statue, conformément aux conciles de Saltzbourg et de Trente, que des comptes annuels seraient rendus sans frais aux évêques et aux archidiacres dans leurs visites.

Cet édit est rapporté textuellement dans le *Recueil général du droit civil eccl*, de M de CHAMPEAUX, tom. I, p. 218.

On peut consulter encore les édits du 26 mars 1609 et du 4 septembre 1619 (*même recueil*, tom. I, p. 164 et 169).

Quant aux arrêts des parlements, voir celui du parlement de Paris, en date du 21 août 1702, concernant les fabriques du diocèse de Sens. Cet arrêt porte que, dans le cas où l'archevêque ou ses archidiacres n'auraient point fait leurs visites deux mois après l'année expirée, les comptes seraient rendus devant les curés, juges, procureurs fiscaux des seigneurs et les habitants notables de la paroisse, mais sans préjudice des droits de l'archevêque et de ses archidiacres, qui pourront, si bon leur semble, se les faire représenter lors de leurs prochaines visites.

Voir aussi l'arrêt du 15 décembre 1728 en faveur de l'évêque de Langres contre les maires et échevins de Chaumont en Bassigny, où le droit de l'Ordinaire est hautement reconnu.

La révolution de 1789 arriva: l'Eglise, proscrite et dépouillée, vit fermer ses temples et chasser ses ministres; mais quand, au retour de l'ordre, elle eut recouvré une partie de ses biens, non encore aliénés, le gouvernement lui-même provoqua le rétablissement des fabriques (1); il en régla l'organisation telle qu'elle existe aujourd'hui (2); et bien que des préjugés peu favorables aux vrais intérêts de la religion dominassent encore l'esprit public, forcé par les traditions du passé et plus encore peut-être par la nature même des choses, le législateur ne put s'empêcher de reconnaître le juste domaine de l'Eglise en cette matière; les fabriques nouvelles, en vertu de la loi, se trouvèrent placées, quant à leur administration, sous la surveillance immédiate et la juridiction presque exclusive de l'évêque.

Ce rapide aperçu vous montre, Messieurs, ce qu'étaient les fabriques autrefois, ce qu'elles sont encore aujourd'hui; par quels liens nos fabriques actuelles se rattachent au passé, dans quelles fins elles furent primitivement instituées, et comment, malgré les transformations successives qu'elles ont subies, elles n'ont pas cessé de conserver par le fait, et en vertu de leur destination, un caractère éminemment religieux.

Oui, Messieurs, et c'est par cette pensée que nous voulons en ce moment relever à vos propres yeux la dignité des fonctions dont vous êtes revêtus. Comme fabriciens, vous faites partie d'une institution véritablement religieuse; vous administrez des revenus paroissiaux; vous veillez à la conservation, à la décence du saint lieu et de tout ce qui s'y rattache; vous remplissez une charge que nous appellerions presque ecclésiastique, puisqu'elle était autrefois réservée aux seuls membres du clergé; ministres temporels de l'Eglise, vous êtes vraiment les économes de la maison de Dieu, investis du droit et du devoir de veiller à son entretien, à sa bonne tenue, à sa splendeur; non-seulement autorisés, mais obligés à vous occuper de tout ce qui concerne extérieurement la dignité du culte, la célébration convenable de nos mystères sacrés, c'est à-dire de tout ce qu'il y a de plus vénérable et de plus auguste dans notre sainte religion! Est-il, je vous le demande, une fonction plus noble, plus relevée, plus digne aux yeux de la foi? Aussi l'honneur d'être choisi pour représenter la paroisse au sein de la fabrique était autrefois avidement recherché. C'était une distinction qu'on ambitionnait; et nos pères, si fermes et si simples dans leur religion, aimaient à la regarder tout ensemble comme un précieux témoignage de l'estime générale dont ils jouissaient, et comme une douce récompense de leur pieux dévoûment aux intérêts de l'Eglise.

Voilà, Messieurs, les sentiments qui doivent vous animer encore aujourd'hui, et il nous semble bien difficile que vos cœurs chrétiens n'en soient pas pénétrés, si vous songez au bien très important que vous pouvez produire par cette influence inévitable qu'exerce sur le moral d'une paroisse une bonne administration temporelle.

L'expérience démontre que la foi, la piété, la pratique de la religion, sont presque toujours en rapport direct avec la dignité du culte et la convenance des édifices qui lui sont consacrés. Quand,

---

(1) Lois du 18 germinal an x, art. 76, et du 7 thermidor an xi.
(2) Décret du 30 décembre 1809.

par les soins de fabriciens habiles à se créer des ressources et à bien user de celles qui sont à leur disposition, la maison du Seigneur est belle, ornée, richement pourvue, presque toujours on trouve dans les cœurs des semences fécondes de religion et de piété ; mais là, au contraire, où l'église offre aux regards le spectacle d'une nudité irrespectueuse et d'un affligeant désordre, on peut être sûr que dans bien des âmes déjà la foi est endormie ou éteinte.

Cette corrélation qui se fait presque toujours remarquer entre l'administration temporelle et l'état religieux d'une paroisse, ne prouve-t-elle pas clairement, Messieurs, que par le fidèle et intelligent exercice de vos fonctions, vous pouvez étendre autour de vous une bien utile et bien salutaire influence?

Si vous parvenez à donner à votre église cet éclat extérieur, cette sainte beauté qui frappe les regards et attire les cœurs, sans vous en douter, vous ferez une chose à laquelle le dévoûment et le zèle d'un prêtre ne pourraient pas toujours suppléer. Vous inspirerez l'amour du lieu de la prière. On y viendra plus souvent; on y restera plus longtemps, parce qu'on s'y plaira davantage Sous l'empire de la parole divine qu'on entendra plus fréquemment, sous l'action mystérieuse du Dieu de l'Eucharistie qu'on visitera, qu'on recevra à des intervalles moins éloignés, la foi se fortifiera, la piété s'augmentera, la charité se développera, la sainteté se perfectionnera, et c'est ainsi que, par le simple accomplissement de vos fonctions, vous aurez produit autour de vous un bien d'un ordre très élevé et dont Dieu seul connaîtra l'étendue.

Voilà ce que vous pouvez, Messieurs, et jugez par là de l'importance de votre charge. Au reste, avant de vous dire ce que vous avez à faire pour vous en acquitter convenablement, nous voulons, par une dernière réflexion, vous bien faire comprendre ce que vous êtes et comment vous devez vous considérer vous-mêmes.

Comme fabriciens, vous formez une institution à part, spéciale, qui a sa vie propre, son action particulière et indépendante, en ce sens qu'elle ne relève que de l'autorité supérieure, et nullement d'une administration locale quelconque. Sans doute il est à désirer que la bonne harmonie règne toujours entre la fabrique et la commune; l'intérêt général, la fréquence et la nécessité de vos rapports, et par-dessus tout la religion et la charité l'exigent impérieusement.

Mais cette bonne harmonie si désirable ne peut exister qu'à une condition, c'est que les droits réciproques soient mutuellement reconnus et respectés. De même que la fabrique n'a pas à s'occuper des intérêts de la commune, de même la commune n'a pas à s'immiscer dans l'administration des ressources paroissiales.

En certaines circonstances, le conseil municipal est appelé à donner son avis. Il a même le droit, en certains cas prévus, de se faire présenter le budget et les comptes ; mais autre chose est de donner un avis, de voir des comptes, autre chose d'administrer. L'administration des biens de l'Eglise demeure toujours tout entière entre les mains de la fabrique, et sous ce rapport elle n'a point à subir la tutelle non plus que le contrôle de la commune. Investie par la loi civile, comme par la loi de l'Eglise, d'une pleine liberté d'action à cet égard, elle n'est responsable de ses actes que devant l'autorité diocésaine, qui seule fixe ses dépenses, arrête ses comptes et règle en dernier ressort son budget.

Si nous insistons sur ce point, Messieurs, c'est d'abord que nous ne saurions trop nous appesantir sur ce qui peut vous faire appré-

cier la dignité de vos fonctions, et qu'ensuite il y a bien des illusions fâcheuses à ce sujet. Que chacun se tienne à sa place, et l'union, la paix, le bon ordre ne pourront qu'y gagner.

Il est temps maintenant, Messieurs, que nous vous disions un mot de vos devoirs. Nous les ramenons à deux points principaux : 1° se créer des ressources ; 2° en faire un emploi sagement entendu.

Il faut reconnaître, Messieurs, que dans ce diocèse il est bien peu de fabriques dont les ressources soient au-dessus des dépenses ordinaires, le plus grand nombre se trouve dans un état voisin de l'indigence. Sans doute il faut faire ici la part des temps ; mais pourquoi ne pas le dire aussi ? l'inertie, la négligence de certains fabriciens, plus attentifs à ne pas se créer des difficultés qu'à gérer avec discernement et fidélité les intérêts de l'Eglise, n'ont pas été certainement étrangères à un état de choses dont la religion peut justement s'affliger. Que conclure de là, Messieurs ? C'est que le premier devoir d'un fabricien qui a conscience de ses obligations est de travailler à augmenter, selon son pouvoir, les ressources paroissiales, à étendre la sphère des droits et des produits de la fabrique ; c'est de ne négliger aucune des occasions où il est possible, avec ménagement et prudence, de lui procurer quelque avantage nouveau, quelque nouvelle branche de revenus.

Location des bancs et des chaises faite à de meilleures conditions ; droits casuels établis avec plus d'intelligence et de proportion sur la sonnerie, les ornements, les fournitures *facultatives* demandées par les familles pour les baptêmes, mariages, enterrements ; participation de la fabrique au revenu de fondations en rapport avec les dépenses qu'elles lui font faire ; placements des capitaux opérés sans retard en temps opportun ; quêtes, soit à l'église, soit même à domicile, faites du consentement de l'autorité compétente avec plus d'à propos et de régularité ; souscription même, en certains cas extraordinaires, quand il s'agit d'une dépense considérable et d'un intérêt général : voilà quelques-uns des moyens dont on peut disposer, et qui, sagement employés, procurent toujours aux ressources de la fabrique une plus profitable extension. Sans doute, Messieurs, pour obtenir cet heureux résultat, vous aurez plus d'une fois des difficultés à vaincre, des contradictions à surmonter. Mais quand on vous verra apporter à l'accomplissement de vos fonctions ce zèle intelligent, actif, désintéressé, qui ne s'épargne aucune peine pour ménager la rentrée des fonds, pour solliciter des secours, pour améliorer les revenus de la fabrique, pour surveiller et défendre ses intérêts en tout ; qui sait même, au besoin, lorsque des circonstances extraordinaires l'exigent, se mettre en tête des listes de souscription, oh ! soyez-en sûrs, on ne tardera pas à reconnaître la pureté de vos intentions ; on approuvera, on admirera votre dévoûment au service de l'Église ; on vous pardonnera vos pieuses importunités, et la piété, comme la charité des fidèles, ne vous feront pas longtemps défaut.

Mais il ne suffit pas, Messieurs, de vous créer des ressources, il faut encore, et surtout, les bien administrer ; il faut en faire un sage et utile emploi ; il faut mettre de l'ordre, de l'à-propos, de l'économie dans toutes les dépenses ; il ne faut pas que des sommes importantes soient consacrées à des achats inutiles, tels que vases de porcelaine, fleurs artificielles et autres petites vanités d'une utilité douteuse, au préjudice d'objets essentiels ; il ne faut pas que les réparations soient faites trop tardivement ; opérées en temps oppor-

tun, elles évitent souvent, avec peu de frais, beaucoup de dépenses. Nous aurions ici, Messieurs, bien des conseils à vous donner, bien des détails à toucher ; mais, pour nous borner cette fois, nous nous contenterons de vous rappeler un principe élémentaire qu'on ne saurait trop méditer, et que pourtant on oublie bien souvent: c'est qu'une bonne administration ne peut pas exister sans une bonne comptabilité. Une comptabilité régulière est le premier élément de la prospérité d'une fabrique. Eussiez-vous à votre disposition des revenus considérables, si les dépenses ne sont pas convenablement réglées, si les écritures sont mal tenues, si le trésorier néglige d'inscrire en temps utile les paiements, les rentrées de fonds, les charges qui grèvent tels ou tels capitaux, il est impossible que le désordre ne finisse pas par s'introduire au sein de votre administration, qu'un malaise général ne se fasse pas bientôt sentir..... Insensiblement les finances seront dilapidées, et, à un état même prospère, ne tardera pas à succéder une pénurie réelle dont l'existence ne pourra se dissimuler aux regards clairvoyants. — Aussi, Messieurs. nous ne saurions trop insister sur la nécessité d'une comptabilité régulière. Il faut en étudier les principes et la pratique; et pour vous faciliter cette étude, nous vous recommandons d'une manière toute spéciale le *Manuel des Conseils de Fabrique*, par M. Vouriot, vicaire général de Langres (1).

Vous comprenez aisément, Messieurs. qu'indépendamment de ces devoirs, il en est d'autres d'un ordre différent auxquels nous n'attachons pas une moindre importance.

La place distinguée (2) que vous occupez dans l'église doit vous rappeler que vous devez être, autant par une conduite édifiante et régulière, que par la *distinction* de votre charge, les premiers d'entre les paroissiens..... Sous ce rapport, Messieurs, vous serez jaloux d'occuper le premier rang; et ce serait bien mal comprendre le caractère spécial de vos fonctions que de ne pas leur associer, pour les relever encore davantage, l'observation la plus fidèle des lois de Dieu et de l'Eglise.

Vous vous rappellerez aussi, Messieurs, que si vous êtes chargés de veiller aux intérêts temporels de la paroisse, c'est pour aider, par une sage et prudente administration, le zèle de votre pasteur, et non pas pour l'entraver par des exigences déplacées ou de mesquines tracasseries. Que vos rapports avec lui soient toujours animés de cet esprit de respectueuse déférence qui sait au besoin sacrifier quelque chose pour la concorde et la paix; ne soyez jamais pour votre curé une cause de peine, de difficultés ou d'embarras: au contraire, qu'il trouve toujours en vous des auxiliaires dévoués, qui, par leur empressement à seconder ses pieux désirs pour le bien des âmes et la gloire de Dieu, lui rendent plus consolant et plus aisé l'exercice quelquefois si difficile du ministère paroissial.

Nous terminons, Messieurs, par une dernière recommandation : Un des caractères distinctifs de l'Eglise catholique, c'est sa sollicitude pour les membres souffrants de Jésus-Christ. Dès l'origine,

---

(1) Il serait à désirer que chaque fabrique s'en procurât un exemplaire. On en trouvera un dépôt au secrétariat de l'évêché.

(2) Nous exigeons qu'il y ait dans chaque église un banc d'œuvre pour MM. les fabriciens. Seuls ils ont droit à des places réservées, à moins qu'il n'y ait d'autres bancs pour les confréries canoniquement établies.

elle mettait sur le même rang et confiait aux mêmes mains le soin des temples et le soin des pauvres; les offrandes des fidèles étaient partagées entre ces deux destinations également saintes, également respectables aux yeux de la foi. — Il semblait à l'Eglise qu'elle n'eût pas complétement répondu aux désirs de son divin fondateur, si sur les biens que la piété de ses enfants mettait à sa disposition elle n'eût pas prélevé une part spéciale pour les plus indigents d'entre eux: toujours elle s'est fait un devoir comme un bonheur de les soulager par d'abondantes aumônes, et l'histoire est là pour attester qu'elle n'a jamais failli à ce ministère de charité.

Quand plus tard les fabriques furent instituées pour venir en aide au clergé dans le gouvernement temporel des paroisses, elles durent naturellement prendre part à la gestion des biens des pauvres et à la distribution des aumônes. Aussi, dans les siècles de foi, c'était vers elles que se dirigeaient les libéralités de la piété chrétienne, et souvent des fondations importantes, venant augmenteur leurs ressources premières, les mettaient à même d'etendre davantage le cercle de leurs charités.

De nos jours, il faut bien en convenir, les fabriques, bien que la loi civile elle-même reconnaisse leur droit à cet égard (1), ont pour la plupart été spoliées, dans des temps calamiteux, des ressources qui leur avaient été affectées pour cette sainte destination. Pourtant, il en est encore plusieurs qui ont recueilli quelques débris de ce triste naufrage. Qu'elles se réjouissent d'être appelées à remplir cette fonction de charité qui rentre si bien dans les devoirs de leur charge. Heureuses d'être les économes de la divine Providence envers ceux de nos frères qui occupent les dernières places selon le monde, qu'elles administrent leurs modestes ressources avec une sollicitude d'autant plus minutieuse qu'il s'agit de biens destines à ceux qui en manquent le plus; qu'elles apportent à la distribution des aumônes ce tact éclairé qui discerne les vraies misères, cette activité vigilante et empressée qui ne s'endort pas sur des souffrances qu'on peut immédiatement secourir, et par-dessus tout, ce véritable esprit de charité chrétienne qui se garde bien d'oublier l'âme en soulageant le corps, mais qui s'efforce par tous les moyens de réveiller dans des cœurs souvent flétris encore plus par le péché que par la misere, des pensées de foi, de confiance, de repentir, de retour à Dieu.

Tels sont, Messieurs, les conseils que dans notre désir du bien nous avons cru devoir vous adresser. Vous les lirez, vous les relirez,

---

(1) L'art. 76 de la loi du 18 germinal an x porte: « Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, *à l'administration des aumônes*. » L'art 1er du décret impérial de 1809 reconnait le même droit: « Les fabriques dont l'art. 76 de la loi du 18 germinal an x a ordonné l'établissement sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, *d'administrer les aumônes, etc* .. » Aussi M. Portalis, dans son rapport en date du 28 fructidor an xi, après avoir constaté que le clergé est plus en mesure de connaître les besoins des pauvres et de les secourir que les administrateurs des bureaux de bienfaisance les plus zélés, ajoute, en parlant des fabriques: « Pour moi, je pense que tant qu'aucune disposition législative n'aura pas distrait des attributions des fabriques l'*administration des aumônes*, qu'une disposition législative y a comprise, cette administration doit y rester. »

vous les méditerez, vous en ferez la règle de votre conduite, et vous y trouverez, nous n'en doutons pas, une preuve de la haute estime et de l'intérêt tout paternel que nous vous portons en Notre-Seigneur.

† Pierre-Louis, évêque d'Arras.

Chronique.

— Par décret impérial, en date du 19 décembre dernier, M. l'abbé Gerbet, vicaire général honoraire de Paris et d'Amiens, a été nommé évèque de Perpignan, en remplacement de Mgr de Saunhac-Belcastel.

Les vicaires généraux capitulaires chargés de l'administration du diocèse, pendant la vacance du siége, étaient MM. les abbés Galtier, vicaire général, et Pujade, curé archiprêtre de l'église cathédrale.

— La nomination, faite par Mgr l'évêque de Valence, de M. l'abbé Traisson (Jean-Etienne-Xavier), supérieur du séminaire diocésain de Romans, aux fonctions de vicaire général, en remplacement de M. l'abbé Grivet, démissionnaire; et celle, faite par Mgr le cardinal archevêque de Reims, de M. l'abbé Bara (Jean-Honoré), aux mêmes fonctions, en remplacement de M. l'abbé Regnart, décédé, ont été agréés par décrets des 31 janvier et 20 février.

— Mgr l'évêque de Quimper vient de recevoir de N. S. P. le Pape un bref qui autorise sa grandeur à joindre à son titre d'évêque de Quimper celui d'évêque de Léon.

— Un décret du 16 janvier porte à 15,000 fr. le traitement attribué aux évêques des colonies : de la Martiniqúe, de la Guadeloupe et de la Réunion, tant dans les colonies qu'en Europe. Ces prélats recevront, en outre, dans les colonies, une indemnité de 5,000 fr. pour frais de tournée épiscopale et de secrétariat.

— Mgr l'archevêque de Paris, dans le but d'améliorer le sort des prêtres âgés et infirmes, vient de fonder cinq canonicats honoraires auxquels est affectée une pension de retraite de 2,400 fr.

— Une ordonnance du même prélat, du 27 décembre 1853, règle le service divin dans l'église de la Sorbonne, et charge de ce service le doyen et les professeurs de la faculté de théologie de Paris.

— Par arrêté du 31 décembre 1853, M. l'abbé Lavigerie, docteur ès-lettres, bachelier en théologie, chapelain de Sainte-Geneviève, a été chargé du cours d'histoire ecclésiastique à la faculté de théologie à la Sorbonne, M. l'abbé Duquesnay, doyen de Sainte Geneviève, a été chargé du cours d'éloquence sacrée en la même faculté; M. l'abbé Bautain, vicaire général, promoteur du diocèse, a été autorisé à faire un cours libre de morale en la même faculté.

La faculté de théologie se trouve d'après cela ainsi constituée : doyen, M. l'abbé Maret, professeur de dogme; M. l'abbé Glaire, professeur d'Écriture sainte; M. l abbé Receveur, professeur de morale évangélique, M. l'abbé Bautain, chargé du cours; M. l'abbé Lavigerie, chargé du cours d'histoire ecclésiastique; M. l'abbé Duquesnay, chargé du cours d'éloquence sacrée; M. l'abbé Icard, chargé du

cours de droit canonique; M. l'abbé Bargès, chargé du cours d'hébreu.

— En vertu d'un décret impérial, du 28 novembre 1853, il est accordé, à dater du 1er décembre de la même année, sur les fonds du chapitre IX du budget des cultes, une allocation annuelle de 18,000 fr., pour l'entretien d'un certain nombre de bourses et de fractions de bourses dans l'école de musique religieuse fondée à Paris par M. Niédermeyer. — Ces bourses et ces fractions de bourses seront accordées sur l'avis des archevêques et évêques par le ministre de l'instruction publique et des cultes.

— Un arrêté de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 29 décembre 1853, prescrit dans les lycées l'enseignement du dessin. Cet enseignement doit commencer à la classe de sixième, et être continué d'année en année jusqu'à la classe de logique inclusivement.

Actes officiels

VICAIRES GÉNÉRAUX.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à la légalisation des signatures des évêques et de leurs vicaires généraux* (1).

Paris, le 20 janvier 1854.

Monseigneur, les nombreux changements survenus depuis quelques années dans le personnel de l'administration diocésaine occasionnent parfois des doutes, lorsqu'il s'agit de la légalisation de la signature apposée par MMgrs les évêques ou leurs vicaires généraux au bas d'actes destinés à servir à l'étranger.

J'ai l'honneur de vous prier, Monseigneur, de vouloir bien faire apposer la signature de MM. les vicaires généraux agréés sur la

(1) La prescription de cette circulaire n'est point nouvelle. Nous la retrouvons dans une circulaire adressée aux évêques par M. Barthe, ministre de la justice et des cultes, le 10 mai 1837, dans les termes suivants:

Monseigneur, de nombreuses demandes me sont journellement adressées pour la légalisation de la signature apposée par MM. les évêques ou leurs vicaires généraux agréés, au bas d'actes destinés à servir à l'étranger. Les changements assez fréquents qui surviennent dans le personnel de l'administration diocésaine rendent souvent ces signatures fort incertaines; quelquefois même elles sont totalement inconnues. La légalisation est dès lors à peu près impossible.

Afin de remédier à ces inconvénients, je viens vous prier de vouloir bien faire apposer la signature de MM. les vicaires généraux agréés sur la feuille ci-jointe, que vous me renverrez après l'avoir certifiée. Il sera nécessaire, vous le comprendrez sans peine, Mgr, que celle des nouveaux vicaires généraux qui viendraient à être nommés me soit transmise dans la même forme dès le moment de leur entrée en fonctions.

feuille ci-jointe, que vous me renverrez après l'avoir certifiée ; je vous prie également d'y apposer le sceau de vos armes.

Agréez, Monseigneur, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé : H. FORTOUL.

CULTE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul), *aux préfets, relative à l'envoi des états de crédit pour les dépenses des cultes de l'exercice* 1854, *avec invitation de se reporter à ces états pour la délivrance des mandats* (du 21 janvier 1854).

Nous nous bornons à rapporter le sommaire de cette circulaire, la lecture de son texte ne pouvant avoir aucun intérêt pour nos lecteurs.

ÉDIFICES DIOCÉSAINS. — TRAVAUX. — ÉTAT DE SITUATION.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul), *aux préfets, relative à la formation des états destinés à constater la situation, en fin d'année, des dépenses effectuées dans le courant de l'année* 1853, *aux édifices diocésains* (du 26 janvier 1854).

Le texte de cette circulaire ne pouvant avoir aucun intérêt pour nos lecteurs, nous nous bornons à en reproduire le sommaire.

Une circulaire particulière sur le même sujet a été adressée le même jour aux architectes diocésains, avec un exemplaire de la précédente.

ÉVÊQUES. — INSIGNES.

Sommaire du décret relatif à la publication du bref délivré à Rome, le 16 *décembre* 1853, *par lequel S. S. le pape Pie IX permet à Mgr l'évêque de Gap et aux chanoines de son église cathédrale, ainsi qu'à leurs successeurs respectifs, de porter, dans les limites du diocèse, et suivant les formes déterminées par ledit bref, une croix d'argent, ornée d'une médaille représentant, d'un côté, l'effigie de saint Grégoire-le-Grand, et de l'autre, celle d'Arigius, évêque de Gap* (du 16 février 1854).

Actes officiels

LEGISLATION.

AUMÔNIERS DE L'ARMÉE.

DÉCRET *impérial qui établit des aumôniers pour l'armée d'Orient* (du 10 mars 1854).

Napoléon, etc.; considérant que la création de l'aumônerie de la flotte a déjà donné les plus heureux résultats; — considérant que la présence, au milieu des troupes, des ministres du culte est particulièrement indispensable dans une guerre lointaine où elles pourraient se trouver dépourvues de secours spirituels, non-seulement en raison de la différence des cultes, mais encore en raison de la différence des rites; qu'il est du plus haut intérêt qu'au milieu des épreuves de la guerre nos soldats de l'armée d'Orient ne soient pas privés des encouragements et des consolations de la religion; — sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Des aumôniers seront attachés à l'armée d'Orient; ils seront nommés par le ministre de la guerre, qui en déterminera le nombre suivant les besoins du service.

Art. 2. Un aumônier supérieur, chargé de centraliser tout le service religieux de l'armée d'Orient, et un aumônier adjoint, seront placés au quartier général. Un aumônier sera attaché à chaque division active, et un aumônier à chaque hôpital-grande-ambulance.

Art. 3. Les aumôniers de l'armée d'Orient prendront leurs pouvoirs spirituels de l'évêque du port d'embarquement.

Art. 4. L'aumônier supérieur jouira de la solde et de toutes les indemnités allouées par les tarifs à un chef de bataillon d'infanterie. Les autres aumôniers recevront les allocations de même nature attribuées aux capitaines d'infanterie de seconde classe.

Art. 5. Pendant la durée de l'expédition, il sera mis un

cheval à la disposition des aumôniers, pour les besoins de leur service.

Art. 6. Nos ministres secrétaires d'État, aux départements de la guerre et de l'instruction publique et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

CLERGÉ. — ÉTAT DU PERSONNEL.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les noms de MM. les vicaires généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier* 1854 (1).

Paris, le 16 janvier 1854.

Monseigneur, je vous prie de m'adresser, selon l'usage, les états du personnel de votre clergé et de vos séminaires.

J'ai l'honneur de vous transmettre en double exemplaire deux cadres que vous voudrez bien faire remplir exactement. L'un de ces cadres vous servira de minute; vous me renverrez l'autre le plus tôt possible, afin de me mettre à même de connaître la situation générale du clergé au 1er janvier 1854.

Je désire que ces renseignements me parviennent avant le 1er mars prochain.

Je vous prie également, Monseigneur, de vouloir bien indiquer sur le tableau ci-joint les noms de MM. les vicaires généraux honoraires et ceux de MM. les chanoines honoraires de votre diocèse, ainsi que la composition actuelle de votre secrétariat.

Agréez, Monseigneur, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé: H. FORTOUL.

OBSERVATIONS.

La demande de ces états, qui est d'ailleurs faite chaque année par le ministre des cultes, remonte au premier temps de l'empire. Elle est fondée sur l'art. 25 de la loi du 18 germinal an x, pour ce qui concerne les séminaires, et sur un grand nombre de circulaires ministérielles pour ce qui regarde l'état du personnel du clergé de chaque diocèse.

---

(1) Voy. le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853. p. 62.

La première circulaire ministérielle que nous trouvions sur cette matière est du 13 janvier 1808. Elle est reproduite dans le recueil des circulaires du ministère de l'intérieur, tome 2, p. 67. Elle nous apprend que l'état du personnel du clergé de chaque diocèse était réclamé pour *chaque trimestre.* Mais elle suppose nécessairement un acte antérieur de même nature, et qui avait sans doute consacré la prescription dont il s'agit, puisqu'elle en parle comme d'une chose établie, et que son principal objet est d'en rappeler l'exécution. Toutefois, cet acte n'a été, à notre connaissance, consignée nulle part; il n'existe ni dans le recueil des circulaires du ministère de l'intérieur, ni dans les archives du ministère des cultes.

La mesure dont nous parlons, encore mal organisée, donna lieu à une seconde circulaire le 21 décembre de la même année 1808. Par cette circulaire le ministre des cultes (*M. Bigot de Préameneu*) demandait aux évêques : 1° un état des vicaires en activité et de ceux qui seraient nécessaires; des prêtres non employés et de ceux qui ne desservaient que des chapelles domestiques; 2° des renseignements sur les chanoines honoraires. (*Recueil du ministère de l'int.*, t. 2, p. 136.)

Une autre circulaire du même jour demandait également aux évêques des renseignements sur tous ceux qui se destinaient à l'état ecclésiastique (*ibidem*).

Le gouvernement de la Restauration ne crut pas devoir renoncer à cet usage. En effet, par une circulaire du 12 décembre 1820, M. le ministre de l'intérieur, qui avait alors dans ses attributions l'administration des cultes, demanda aux évêques des états généraux du personnel du clergé et des séminaires. Dans la pensée du ministre, ces états devaient conduire à apprécier la possibilité d'élever le traitement des desservants et accorder une indemnité de 250 fr., à tous les vicaires. (*Recueil des circulaires du ministère de l'intérieur*, t. 4, p. 117.)

Le 30 septembre 1824 et le 25 octobre 1825, circulaires de M. le ministre des affaires ecclésiastiques (*Mgr l'évêque d'Hermopolis*), par lesquelles ces états sont de nouveau réclamés aux évêques.

Le gouvernement de 1830 commença par demander aux préfets des rapports concernant les établissements et les personnes ecclésiastiques (circulaire de M. le ministre de l'in-

struction publique et des cultes (*M. de Montalivet*), du 22 mars 1831); et c'est seulement en 1833 que l'on réclama auprès des évêques l'état du personnel du clergé. (*Circulaire du* 30 *mars* 1833.)

Le même gouvernement demanda en 1837 aux évêques une statistique comparative des décès et des ordinations (Circulaire du 17 mars); et depuis cette époque jusqu'à ce jour, l'envoi de l'état du personnel a toujours été rappelé chaque année aux évêques. (Voyez les circulaires ministérielles des 31 janvier 1838, 31 janvier 1839, 20 février 1840, et les suivantes.)

Il n'est pas inutile d'ajouter que, par sa circulaire du 31 janvier 1839, le ministre recommandait aux évêques de joindre à l'état du personnel du clergé et des séminaires une note des changements survenus dans le personnel de l'administration diocésaine.

D'après ces diverses circulaires, et dans l'état actuel de la jurisprudence, les états dont il s'agit sont divisés en trois parties : la première contient le tableau des ecclésiastiques avec l'indication de leurs titres et emplois. Ce tableau est dressé conformément au modèle qui est transmis chaque année par l'administration des cultes, et dont nous ne croyons pas la reproduction utile ici. Il doit présenter le nombre des décès pendant l'année précédente. — La seconde partie contient l'état des élèves ecclésiastiques dans les grands et petits séminaires, dans les colléges et chez les curés. — La troisième partie contient l'état des ordinations. (*Circulaire du* 30 *septembre* 1824.)

Ajoutons qu'outre ces états généraux et statistiques, les évêques sont encore invités à adresser au ministre des cultes des états spéciaux sur chacun de leurs vicaires généraux, et même sur ceux des ecclésiastiques de leur diocèse, chanoines, curés ou autres qui, par leur instruction, leur vertu et leur éloquence de la chaire, se seraient acquis quelque supériorité dans le clergé.

ÉVÊQUES. — TITRES.

DÉCRET *impérial relatif à la publication en France du décret pontifical, donné à Rome, le* 23 *novembre* 1853, *par lequel*

S. S.** le pape **Pie IX** a autorisé **Mgr** l'évêque d'**Arras** et ses successeurs à joindre à leur titre les titres purement honorifiques des évêchés supprimés de **Boulogne** et de **Saint-Omer (du 13 mars 1854).

Autre décret impérial concernant la publication du décret pontifical, aussi en date du 23 *novembre* 1853, *par lequel **S. S.** a autorisé **Mgr** l'évêque de **Quimper** et chacun de ses successeurs à joindre à leur titre celui purement honorifique d'évêque de **Saint-Pol-de-Léon*** (du même jour).

ÉCOLE SECONDAIRE ECCLÉSIASTIQUE.

DÉCRET *impérial qui autorise **Mgr** l'évêque de **Chartres** à établir une école secondaire ecclésiastique à **Nogent-le-Rotrou*** du 13 mars).

INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉCOLES COMMUNALES. — INSTITUTEURS.

Un nouveau décret concernant les écoles communales et les instituteurs a été rendu le 31 décembre 1853. Sur la demande d'un grand nombre de nos lecteurs nous reproduisons aujourd'hui cet acte, comme nous avons d'ailleurs reproduit précédemment ceux qui ont été publiés depuis la loi du 15 mars 1850 (1).

Ce décret a pour objet d'introduire des améliorations dans le service si important de l'instruction primaire, au double point de vue de l'intérêt des instituteurs et des communes.

---

(1) Voy. *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1850, p. 100 et suivantes, et les vol. 1851 et 1852.

Ainsi, nul ne pourra être désormais nommé instituteur communal, s'il n'a déjà exercé comme instituteur suppléant, par analogie à ce qui a lieu dans d'autres degrés de l'enseignement, où nul n'obtient le titre de professeur, s'il n'a déjà exercé pendant plusieurs années avec un titre provisoire. Cette innovation a en même temps pour résultat de former de bons instituteurs et d'établir parmi eux une hiérarchie et une émulation qui ne peuvent qu'être très profitables. Les instituteurs suppléants seront chargés de remplacer les instituteurs communaux dans tous les cas de vacances momentanées ou définitives, ou même de diriger des écoles publiques dans les communes dont la population n'excède pas 500 âmes. Dans ce cas ils recevraient le traitement fixe de 200 fr. déterminé par la loi du 15 mars 1850, et, si ce traitement, réuni à la rétribution scolaire, n'assurait pas aux instituteurs suppléants un revenu suffisant, ce revenu serait élevé aux frais de l'Etat de 400 à 500 francs.

Comme on le voit, l'instruction primaire présente à tous les degrés des encouragements pour l'émulation, des récompenses pour le travail; l'instituteur suppléant aurait successivement 400 et 500 francs, et l'instituteur communal, rétribué à 600 francs, a en perspective l'espérance de voir son traitement s'élever à 700 ou même à 800 francs après dix ans d'exercice.

D'autres réformes sont encore apportées par ce décret à la loi de 1850, sous le rapport de la surveillance et de l'inspection à exercer dans les écoles de filles, que cette loi n'avait réglées qu'en partie. Ainsi les autorités instituées par la loi du 15 mars 1850 pour la surveillance des écoles qui reçoivent des externes exerceront cette autorité dans les écoles communales ou libres dirigées, soit par des institutrices laïques, soit par des associations religieuses non cloîtrées dans lesquelles on admet des élèves externes.

Dans les pensionnats laïques l'inspection est faite par des dames désignées par le recteur, et dans les pensionnats de religieuses par des ecclésiastiques nommés par le ministre sur la présentation de l'évêque diocésain.

Cette dernière mesure étend la surveillance de l'Etat sur tous les établissements d'éducation publique.

L'innovation la plus capitale apportée en cette matière par le présent décret est celle introduite par l'art. 13 qui remplace l'art. 45 de la loi de 1850, et qui dispose qu'il appar-

tient au préfet de fixer pour chaque commune le maximum des enfants qui pourront être portés sur la liste des élèves à admettre gratis, et le maximum une fois fixé, c'est au maire et au curé qu'il appartient de dresser la liste de ceux qui devront profiter de cet enseignement gratuit.

Enfin le rôle des rétributions scolaires doit être dressé à la fin de chaque trimestre au lieu de l'être au commencement du trimestre, de telle sorte qu'il ne comprenne que les enfants qui auront réellement suivi l'école. Cette mesure a pour objet de remédier aux inconvénients que présentait la nécessité du rôle annuel qui avait besoin d'être sans cesse remanié, par suite, soit de l'admission d'élèves nouveaux, soit de la sortie d'élèves qui y figuraient.

Tel est en substance cet important décret qui, tout en laissant subsister, quant aux principes mêmes de l'enseignement, la loi de 1850, apporte néanmoins d'importantes modifications dont les résultats ne peuvent qu'être favorables à tous les intérêts.

Voici le texte de ce décret :

DÉCRET *concernant les écoles communales et les instituteurs* (du 31 déc. 1853).

TITRE Ier. — *Des écoles communales et des instituteurs.*

ART. 1. Nul n'est nommé définitivement instituteur communal s'il n'a dirigé pendant trois ans au moins une école en qualité d'instituteur suppléant, ou s'il n'a exercé pendant trois ans, à partir de sa vingt-unième année, les fonctions d'instituteur adjoint.

ART. 2. Nul ne peut être nommé instituteur-suppléant s'il ne remplit les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 15 mars 1850.

ART. 3. Les instituteurs suppléants peuvent être chargés par les recteurs des académies de la direction soit des écoles publiques dans les communes dont la population ne dépasse pas 500 âmes, soit des écoles annexes dont l'établissement serait reconnu nécessaire.

Ils remplacent temporairement les instituteurs communaux en cas de congé, de démission ou de révocation, de maladie ou de décès.

ART. 4. Les instituteurs suppléants dirigeant les écoles publiques reçoivent un traitement dont le minimum est fixé ainsi qu'il suit, y compris le produit de la rétribution scolaire.

Instituteurs suppléants de première classe. . . . . 500 fr.
Instituteurs suppléants de deuxième classe. . . . . 400 fr.

Il est pourvu au traitement et au logement des instituteurs suppléants, conformément aux dispositions de la loi du 15 mars 1850.

Le traitement des instituteurs suppléants remplaçant des instituteurs communaux est fixé par le recteur de l'académie. Il peut être prélevé sur le traitement du titulaire.

Le passage d'un instituteur suppléant de la deuxième à la première classe peut avoir lieu sans changement de résidence.

Le nombre des instituteurs suppléants de première classe ne peut excéder dans chaque département le tiers du nombre des instituteurs suppléants.

ART. 5. Sur la proposition du recteur de l'académie une allocation supplémentaire peut être accordée par le ministre de l'instruction publique aux instituteurs communaux qui l'auront méritée par leurs bons services.

Cette allocation est calculée de manière à élever à 700 fr., après cinq ans, et à 800 fr. après dix ans, le revenu scolaire, dont le minimum est fixé à 600 fr. par la loi du 15 mars 1850; elle peut être annuellement renouvelée si l'instituteur continue à s'en rendre digne.

Dans tous les cas le nombre des instituteurs communaux qui reçoivent cette indemnité ne peut dépasser le dixième du nombre total des instituteurs communaux de la circonscription académique. Ce dixième ne devra être complétement atteint, s'il y a lieu, que dans cinq ans, à partir du 1er janvier 1851.

TITRE II. — *Des écoles de filles.*

ART. 6. Les écoles de filles, avec ou sans pensionnat, sont divisées en deux ordres, savoir :

Ecoles de premier ordre;

Ecoles de second ordre.

ART. 7. Aucune aspirante au brevet de capacité ne peut être admise à se présenter devant une commission d'examen si elle n'est âgée, au jour d'ouverture de la session, de dix-huit ans accomplis.

Le brevet de capacité mentionne l'ordre d'enseignement pour lequel il a été délivré.

ART. 8. Nulle institutrice laïque ne peut diriger une maison d'éducation de premier ordre si elle n'est pourvue d'un brevet de capacité, délivré après un examen portant sur toutes celles des matières d'enseignement énumérées aux art. 23 et 48 de la loi du 15 mars 1850, qui sont exigées pour l'éducation des femmes.

ART. 9. Des institutrices peuvent être chargées de la direction des écoles publiques communes aux enfants des deux sexes, qui, d'après la moyenne des trois dernières années, ne reçoivent pas annuellement plus de 40 élèves.

Les dispositions de l'art. 4 du présent décret, relatives au traitement et au logement, sont applicables à ces institutrices.

ART. 10. Toutes les écoles communales ou libres de filles, tenues soit par des institutrices laïques, soit par des associations religieuses non cloîtrées, ou même cloîtrées, sont soumises quant à l'inspection et à la surveillance de l'enseignement, en ce qui concerne l'externat, aux autorités instituées par les art. 18 et 20 de la loi du 15 mars 1850.

ART. 11. Le recteur de l'académie délègue, lorsqu'il y a lieu, des dames, pour inspecter, aux termes des art. 50 et 53 de la loi du 15 mars 1850, l'intérieur des pensionnats tenus par des institutrices laïques.

ART. 12. L'inspection des pensionnats de filles tenus par des associations religieuses cloîtrées ou non cloîtrées est faite, lorsqu'il y a lieu, par des ecclésiastiques nommés par le ministre de l'instruction publique, sur la présentation de l'évêque diocésain.

Les rapports constatant les résultats de cette inspection sont transmis directement au ministre.

TITRE III. — *De la rétribution scolaire.*

ART. 13. A la fin de chaque année scolaire, le préfet, ou par délégation le sous-préfet, fixe, sur la proposition des délégués cantonnaux et l'avis de l'inspecteur de l'instruction primaire, le nombre maximum des enfants qui, en vertu des prescriptions de l'art. 24 de la loi du 15 mars 1850, pourront être admis gratuitement dans chaque école publique, pendant le cours de l'année suivante.

La liste des élèves gratuits, dressée par le maire et les ministres des différents cultes et approuvée par le conseil municipal, conformément à l'art 45 de la loi du 15 mars 1850, ne doit pas dépasser le nombre ainsi fixé.

Lorsque cette liste est arrêtée par le préfet, il en est délivré par le maire un extrait, sous forme de billet d'admission, à chaque enfant qui y est porté.

Aucun élève ne peut être reçu gratuitement dans une école communale s'il ne justifie d'un billet d'admission délivré par le maire.

ART. 14. A partir de l'exercice 1854, le rôle de la rétribution scolaire, prescrit par l'art. 22 du décret du 7 octobre 1850, sera dressé à la fin de chaque trimestre. Il comprendra tous les enfants présents à l'école pendant le trimestre écoulé, avec l'indication du nombre de douzièmes dus pour chacun d'eux. Il ne sera tenu compte, dans le rôle trimestriel, d'aucune fraction de douzième, tout mois commencé étant dû en entier.

ART. 15. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Chronique.

Par décret impérial du 13 février 1854, la nomination de M. l'abbé Joannis, curé doyen de Vaison (diocèse de Valence), au titre de curé de première classe par faveur, a été agréée par le gouvernement.

—Par un autre décret, en date du 16 du même mois, la nomination, faite par Mgr l'évêque de Valence, de M. l'abbé Belle (Mathieu), curé de Marsanne, à la cure de Die, en remplacement de M. l'abbé Vial, décédé, a aussi été agréée par le gouvernement.

— Ont encore été agréées : la nomination, faite par Mgr l'évêque de Rennes, de M. l'abbé Voiton (Marie-Joseph), desservant de Montgermont, à la cure de Saint-Aubin-d'Aubigné (*décret du 1er mars* 1854); — la nomination, faite par Mgr l'évêque de Saint-Brieuc, de M. l'abbé Thébault (Yves), professeur de son séminaire diocésain, à la cure de Jugon, en remplacement de M. Odix, décédé; la nomination, faite par Mgr l'évêque de Limoges, de M. l'abbé Vigniane (Jean-Julien), desservant de la Celle-Danoise, à la cure de Gouzon, en remplacement de M. Carbonneau, décédé (*décrets du* 6 *mars* 1854); — la nomination faite par Mgr l'évêque de Strasbourg, de M. l'abbé Philippi (Joseph), desservant de Blodelsheim, à la cure de Molsheim, en remplacement de M. Streicher, démissionnaire; la nomination, faite par le même prélat, de M. l'abbé Bidaine (Joseph), vicaire de Belfort, à la cure de Giromagny, en remplacement de M. l'abbé Négelen, démissionnaire; la nomination, faite par Mgr l'évêque de Grenoble, de M. l'abbé Alègre (Joseph), desservant de la Buisse, à la cure de Saint-André-le-Bas, à Vienne, en remplacement de M. Gilos, démissionnaire (*décrets du* 13 *mars*); — la nomination, faite par Mgr l'évêque de Nancy, de M. l'abbé Jacques (Jean-Baptiste), curé de Deneuvre, à la cure de Baccarat, érigée par décret du 9 février dernier (*décret du* 15 *mars*); — la nomination faite par S. E. le cardinal archevêque de Reims, de M. l'abbé Sury (Nicolas), desservant de Gespunsart, à la cure de Saint-Hilaire, à Givet, en remplacement de M. Tormeau, décédé (*décret du* 20 *mars*).

— Par décrets impériaux du 15 mars, ont été érigées en succursales les églises des communes ou centres de population de Saint-Ferdinand, Lodi, Teniet-el-Had, Bou-Medfa, dans la province d'Alger; de Bou-Tlélis, Sainte-Léonie, Ain-Tédélès, dans la province d'Oran; de Biscara et de Ledoug, dans la province de Constantine.

— Mgr l'archevêque de Paris vient de rendre un mandement qui ordonne des prières publiques pour le succès de l'armée expéditionnaire d'Orient.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois d'avril.

CONSEILS DE FABRIQUE.

Nous rappelons à MM. les membres des conseils de fabrique que, d'après l'art. 10 du décret du 30 décembre 1809, et l'article 1er de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, ils doivent se réunir en séance ordinaire le dimanche de *Quasimodo*, qui se trouve être, cette année, le 23 avril.

Aux termes de l'art. 10 du décret que nous venons de citer, l'avertissement de cette séance doit être donné par le curé ou desservant, au prône de la grand'messe du dimanche précédent. Il sera donc publié le jour même de Pâques. Si cette annonce publique ne pouvait avoir lieu, le curé, ou desservant, ou le président du conseil, ne devrait point manquer de convoquer à domicile les fabriciens, afin qu'ils puissent se rendre à la séance qui peut d'ailleurs être tenue soit après la messe, soit après les vêpres.

Nous avons fait connaître quelles étaient les règles applicables à toutes les séances ordinaires des conseils de fabrique. (Voyez le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 79, et vol. 1853, p. 48 et suiv.) Nous avons indiqué aussi quels étaient les objets dont ces conseils avaient à s'occuper dans la séance de *Quasimodo*.

Nous avons dit qu'il devait être procédé dans cette séance à la reddition et à l'apurement du compte annuel du trésorier, au vote du budget et au remplacement des fabriciens sortants, au renouvellement du président et du secrétaire du conseil ; enfin à la nomination de celui de ses membres qui doit entrer dans le bureau des marguilliers à la place du marguillier dont les pouvoirs sont expirés.

Pour ce qui concerne la reddition et l'apurement du *compte* du trésorier, et les obligations du bureau et du conseil à cet égard, on peut se reporter aux articles 82 et suivants du décret du 30 décembre 1809, et aux explications que nous avons

données sur cette matière. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 81 ; vol. 1850, p. 54 et suivantes. — Voyez aussi un modèle de compte, *loco citato.*)

Pour ce qui regarde le *budget*, nos lecteurs pourront consulter nos observations précédentes et le modèle du budget que nous avons publié dans le *Bulletin*, vol. 1850, p. 78 et suivantes.

Toute fabrique, quelle que soit sa position financière, est tenue de dresser un budget ; elle ne peut, en aucun cas, se dispenser de se conformer aux prescriptions de la loi à cet égard (art. 45 et suivants du décret du 30 décembre 1809 ; décision ministérielle du 30 août 1848). — En ne le faisant pas, elle perd le droit de demander à la commune une subvention, et au gouvernement les secours qu'il a coutume d'accorder aux fabriques pauvres pour la réparation de leurs églises et de leurs presbytères.

Le budget doit toujours être voté une année d'avance. Ainsi, il faut dresser, cette année, le budget de 1855.

S'il arrivait que les membres présents à la séance ne fussent point en majorité pour émettre un vote régulier, le curé ou le président du conseil de fabrique devrait en écrire immédiatement à l'évêque diocésain, et lui demander l'autorisation de réunir extraordinairement le conseil, pour voter le budget qui n'a pu l'être dans la séance de dimanche de *Quasimodo*.

MM. les fabriciens se rappelleront que le vote du budget leur offre naturellement l'occasion d'examiner la situation générale de la fabrique, et nous les engageons à le faire avec le plus grand soin. Voyez, à cet égard, les observations que nous avons publiées l'année dernière, vol. 1853, p. 73, et les avis contenus dans les instructions de Mgr l'évêque de Langres, que nous reproduisons ci-après. Le conseil portera spécialement son attention sur la situation financière de la fabrique : il s'informera si tous les dons et legs faits à la fabrique ont été acceptés, ou si du moins les démarches nécessaires pour cette acceptation ont eu lieu, etc. Quand il est venu à sa connaissance que quelque testateur a prescrit à ses héritiers ou légataires de faire acquitter des messes à son intention, il ne doit pas manquer de charger le trésorier de faire les démarches nécessaires pour en poursuivre l'acquittements s'il y a lieu. Le trésorier est un des plus intéressés à ce que ces divers actes d'administration ne soient poin

négligés, car il est personnellement responsable du préjudice ou des pertes que leur omission pourrait entraîner pour la fabrique. La même responsabilité pèse d'ailleurs sur le bureau et sur le conseil qui auraient à se reprocher à cet égard quelque négligence.

C'est, autant que possible, dans la session de *Quasimodo* que les conseils de fabrique doivent délibérer sur les demandes de secours à faire à la commune. Les délibérations qu'ils peuvent prendre à cet égard seront envoyées sans retard avec le budget à l'évêque, afin que le budget étant revêtu de son approbation, l'un et l'autre soient présentés au conseil municipal dans sa session du mois de mai, époque à laquelle ce conseil dresse le budget communal.

Quant aux pièces à fournir à l'appui de la demande en subvention, voyez ce que nous avons dit à ce sujet dans notre livraison de février, vol. 1849, p. 48; voyez aussi l'instruction épiscopale de Mgr l'évêque de Langres, du 23 février 1854, ci-après, p. 73.

Les demandes en érection de cures, de succursales, de chapelles, de vicariats et d'annexes, doivent également être, autant que possible, adressées aux conseils municipaux pour leur session de mai.

Relativement aux renouvellements et élections, ils ont aussi été de notre part l'objet de plusieurs observations et consultations auxquelles nos lecteurs voudront bien se reporter. (*Voyez le Bulletin*, vol. 1849. p. 83, 149, 305, 382; vol. 1850, p. 49, 51, 72, 77; vol. 1851, p. 24, 78, 81; vol. 1852, p. 83; vol. 1853, p. 29 et suiv.)

Nous avons indiqué dans la livraison de février de l'année 1853, p. 52, l'ordre dans lequel il doit être procédé aux diverses opérations de la séance de *Quasimodo*.

Nous avons également donné dans le *Bulletin*, vol. 1851, p. 84, le modèle d'un procès-verbal d'une séance de *Quasimodo*.

BUREAU DES MARGUILLIERS.

Dans sa première réunion après la séance du conseil, le bureau des marguilliers doit, à son tour, s'occuper du renouvellement de son président, de son trésorier et de son secrétaire (art. 16, 17, 19 et 22 du décret du 30 déc. 1809). Il n'y a aucune loi qui éloigne les curés de la présidence du bureau: mais, d'après la jurisprudence ministérielle, ils ne

doivent point être appelés à cette fonction (*Lettres ministérielles* des 4 avril 1811, 13 nov. 1834, 24 déc. 1841, 24 août 1842, 26 oct. 1848; *Bulletin*, vol. 1849, p. 85; vol. 1851, p. 75 et 280; vol. 1853, p. 80.)

Avant de s'occuper de ses élections, le bureau ne doit point oublier de procéder à la vérification du bordereau trimestriel de situation, à l'évaluation des dépenses du trimestre suivant, à la formation du fonds de roulement et à la vérification du compte-rendu des fondations, dont le tableau doit être affiché dans la sacristie, conformément à l'art. 26 du décret du 30 déc. 1809. — Voyez sur ces divers points d'administration les indications que nous avons données, vol. 1852, p. 196, et vol. 1853, p. 113 et suiv., et les formules publiées à la suite.

Le récolement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église est ordinairement dressé à *Quasimodo*, mais il peut l'être aussi lors de la séance du 1er dimanche de janvier. Aux termes de l'art. 55 du décret précité, ce récolement doit être signé par le curé et par le président du bureau.

INSTRUCTIONS EPISCOPALES

CONCERNANT L'ADMINISTRATION DES FABRIQUES.

EXTRAIT D'UNE CIRCULAIRE *de Mgr l'évêque de Langres à MM. les membres des conseils de fabrique de son diocèse. — Avis pour la session de Quasimodo, concernant les comptes et budgets, l'entretien des édifices paroissiaux, etc.* (du 28 février 1853).

Le bureau des marguilliers doit, dans le courant du mois de mars, vérifier les comptes de l'année écoulée, et préparer le projet de budget de l'année suivante. C'est pour lui l'occasion d'examiner la situation générale de la fabrique et de prévoir les propositions qu'il aura à faire au conseil à cet égard. Il s'assurera donc s'il n'y a pas des actes conservatoires à faire, des prescriptions à interrompre, des déchéances à prévenir, des inscriptions hypothécaires à renouveler, des titres nouvels à exiger, des arrérages à percevoir, des poursuites à exercer contre les débiteurs en retard, des économies à

opérer sur certaines dépenses, des branches de revenu à créer ou à rendre plus productives, des legs ou donations à recueillir ou à faire autoriser. Il s'occupera de la mise en ordre et de la conservation des archives paroissiales. Il visitera avec des hommes de l'art les édifices paroissiaux pour constater les réparations dont ils auraient besoin : il portera particulièrement son attention sur l'état des toitures, l'entretien des conduits, la conduite des eaux pluviales, qu'il faut à tout prix empêcher de pénétrer à l'intérieur ou de s'infiltrer dans le sol sur lequel reposent les fondations: il veillera à la destruction des végétaux qui croissent sur les murs ou qui grandissent autour et y entretiennent une humidité funeste ; et pour se mettre mieux à même de remplir ses obligations à cet égard, il fera bien de se reporter aux instructions données à ce sujet dans les circulaires des 25 mars 1845 et 4 janvier 1846 (nos 66 et 68).

On voit par cette énumération rapide de quelle utilité doit être pour le conseil de fabrique ce travail préparatoire du bureau ; aussi MM. les marguilliers sont-ils invités à ne rien négliger pour s'en acquitter comme il convient.

La session de Quasimodo peut toujours, si cela est nécessaire, être prorogée jusqu'au dimanche suivant. L'ouverture de cette session sera annoncée au prône le dimanche précédent, jour de Pâques. Cette annonce tient lieu de convocation.

Il arrive quelquefois que les membres réunis en majorité, après une convocation régulière, s'abstiennent de délibérer par égard pour quelques membres absents. Cela aurait un très grand inconvénient pour la session de Quasimodo, qui ne doit être ajournée sous aucun prétexte.

Les membres présents devront donc délibérer s'ils forment la majorité des membres dont le conseil est composé. Ils auront à régler les comptes et à voter le budget. Ce sera pour le conseil l'occasion de se livrer à un examen approfondi de la situation générale de la fabrique et de prendre sur toutes les matières qui rentrent dans ses attributions les résolutions qu'il jugera utiles. Avant de clore cette session, le conseil procédera aux élections annuelles de son président, de son secrétaire et d'un membre du bureau des marguilliers en remplacement du marguillier sortant, conformément aux instructions contenues dans la circulaire du 19 mars 1844 (n° 58).

C'est dans leur session de mai que les conseils municipaux doivent être mis à même de délibérer sur les subventions communales demandées par les fabriques pour l'exercice suivant. Les conseils de fabrique qui auraient à réclamer un secours de cette nature doivent donc soumettre sans délai leur budget à l'approbation épiscopale. Ils adresseront à cette fin, à l'évêché, les *quatre* pièces ci-après :

1° *Un* exemplaire du compte ;
2° La copie du journal du trésorier produite à l'appui du compte;
3° *Deux* exemplaires du budget voté.

Aussitôt que le budget aura été réglé par l'évêque, il sera renvoyé au bureau des marguilliers chargé d'en procurer l'exécution, et si, tel qu'il aura été réglé, il présente un déficit, il sera immédiatement communiqué au conseil de fabrique, qui se réunira en séance extraordinaire, sans autre autorisation que celle qui résulte de cette lettre, pour délibérer sur les moyens de pourvoir à ce déficit, et, s'il le faut, demander la subvention communale qui lui serait nécessaire. Mais la fabrique ne doit user de ce dernier moyen qu'autant qu'elle a fait usage de ses autres ressources et qu'elle a tiré tout le parti possible des diverses branches de revenu que la loi lui a créées et que rappelle en partie la circulaire précitée du 25 mars 1845 (n° 66).

Dans le cas où le conseil de fabrique reconnaîtrait que le secours de la commune lui est indispensable, le dossier de sa demande devra être immédiatement envoyé à l'évêque pour être adressé par l'évêché à M. le préfet et transmis par ce magistrat au conseil municipal, qui aura à en délibérer dans sa session de mai. Ce second dossier se composera des *trois* pièces suivantes :

1° Le procès-verbal de la délibération dans laquelle le conseil de fabrique aura motivé et formulé sa demande de secours;
2° Une expédition du budget, tel qu'il aura été réglé par l'évêque;
3° Une expédition du compte.

Il suffit que ces pièces soient en simple copie portant à la fin la mention : *Pour expédition conforme* et la *signature* du secrétaire, ainsi qu'il est dit à la note 9 de la feuille du budget. Mais qu'on remarque bien que l'expédition doit être réellement *conforme*. Ainsi une expédition du budget dans laquelle on aurait omis de transcrire le règlement des dépenses par l'autorité diocésaine et d'en relater la signature ne serait une expédition ni conforme ni régulière.

La marche que nous venons de tracer à l'égard des subventions communales, ajoute le prélat, doit être strictement suivie à l'égard des indemnités de binage, qui ne peuvent être votées par les conseils municipaux, qu'à titre de *secours à la fabrique*.

Il ne faut pas confondre les subventions communales dont l'objet est de pourvoir aux dépenses de la célébration du culte avec celles dont l'objet est de pourvoir aux réparations à faire aux édifices paroissiaux. Quand ces réparations doivent être faites intégralement aux frais de la commune, la dépense n'est pas portée au budget de la fabrique et elle fait la matière d'une demande particulière. Une fabrique qui aurait à demander en même temps le secours de la commune pour ces deux objets doit donc former deux dossiers distincts et compléter chacun d'eux, comme il est dit plus haut. La raison d'en agir ainsi est que l'instruction de ces deman-

des est assujétie à des règles différentes selon la nature des dépenses auxquelles il faut pourvoir.

Il arrive quelquefois que des fabriques adressent directement soit à MM. les sous-préfets, soit à M. le préfet, soit même à M. le ministre, des demandes en autorisation d'intenter ou de soutenir une action judiciaire, d'accepter des donations ou des legs, d'employer des capitaux en achat de rente sur l'Etat, etc. L'autorité civile se trouve alors dans la nécessité de renvoyer les pièces à l'évêché, parce qu'elle n'intervient dans aucune affaire de fabrique sans son concours. Cette marche irrégulière, qui donne lieu à d'inutiles complications et à des retards toujours préjudiciables, présente de très graves inconvénients. Il faut donc toujours adresser *d'abord* et directement à l évêché tout ce qui concerne la fabrique, même les affaires dans lesquelles l'autorité civile doit intervenir.

Il est nécessaire que les pièces soient dressées et les dossiers formés avec un soin tel qu'on ne soit pas dans la nécessité de les renvoyer pour les faire rectifier ou compléter. Ces renvois ont le double inconvénient de multiplier démesurément le travail et d'entraver la marche des affaires, dont le succès dépend le plus souvent de la première direction qui leur est donnée.

Autre circulaire du même prélat relative aux demandes de subventions communales pour 1855.

Langres, le 23 février 1854.

C'est dans leur session de mai que les conseils municipaux doivent être mis à même de délibérer sur les subventions communales demandées par les fabriques pour l'exercice suivant.

Cette année, la Quasimodo est trop rapprochée du mois de mai pour que les formalités qu'exigent les demandes de cette nature puissent être accomplies dans un intervalle de temps aussi court. Les conseils de fabrique qui auraient à solliciter un secours de la commune pour 1855 auront donc besoin de devancer l'époque ordinaire pour le règlement de leur compte de 1853 et le vote de leur budget de 1855; et nous les autorisons à se réunir *d'ici au dimanche de la Passion*, 2 *avril*, à l'effet de procéder à cette double opération. Ces fabriques devront nous adresser, au plus tard pour le 10 avril prochain, les *quatre* pièces suivantes :

1° *Un* exemplaire du compte de 1853; — 2° *la copie* du journal du trésorier; — 3° *deux* exemplaires du budget voté pour 1855.

Aussitôt que le budget sera réglé, il sera renvoyé à la fabrique; et, si, tel qu'il aura été réglé par nous, il présente un déficit qui nécessite le secours de la commune, il sera immédiatement commu-

niqué au conseil de fabrique, dont nous autorisons la réunion, afin qu'il forme sa demande en temps utile. Le dossier de cette demande devra nous être parvenu *avant le* 25 *avril* et se composer des 3 pièces suivantes :

1° Copie de la délibération dans laquelle le conseil de fabrique aura motivé et formulé sa demande de secours;

2° Copie du budget de 1855, réglé par nous;

3° Copie du compte de 1853, arrêté par le conseil.

S'il s'agissait de réparations à faire aux édifices paroissiaux, il faudrait joindre aux pièces copie du rapport des hommes de l'art qui auront assisté le bureau dans la visite de ces édifices.

Les demandes dont les dossiers nous parviendraient soit tardivement, soit incomplets, seraient exposées à être ajournées à l'année suivante.

Pour les autres opérations de la session de Quasimodo, on fera bien de se reporter à notre circulaire du 28 février 1853 (n° 11).

† JEAN, év. de Langres.

Questions proposées.

CIMETIÈRE. — PORTION SUPERPLUE. — MISE EN CULTURE.

I. *Lorsque, dans un cimetière, il existe une portion de terrain qui n'est pas nécessaire aux inhumations, le maire peut-il l'affecter à une autre destination, retourner le sol, l'ensemencer, récolter, créer des pâturages, etc.?*

II. *Qui peut s'opposer à un tel abus, et quels sont les moyens d'y remédier?*

Les cimetières sont, en général, la propriété des communes.

Il existe même plusieurs avis du conseil d'Etat qui ne permettent pas d'accorder aux fabriques l'autorisation d'en établir.

Mais, bien que propriétaires des cimetières, les communes n'ont pas le droit d'en disposer d'une manière absolue. Les cimetières sont essentiellement affectés aux inhumations, et les communes ne sauraient les distraire en tout ou en partie de cette affectation spéciale. Le respect qui est dû à la mémoire des morts ne permet pas que dans l'enceinte même du lieu qui est consacré à les recevoir, on applique à des usages profanes même les portions de terrain qui seraient

inutiles aux inhumations. D'une part, ce serait autoriser l'introduction dans le cimetière de personnes, de choses, d'habitudes et même de travaux contraires au recueillement et à la prière; et, d'un autre côté, ce serait exposer les convois et enterrements à des rencontres blessantes pour la douleur des familles.

Il semble d'ailleurs résulter du décret du 23 prairial an XII que les lieux consacrés aux inhumations ne peuvent être utilisés que par des plantations d'ornement, en prenant les précautions nécessaires pour ne pas gêner la circulation de l'air, ou par des concessions particulières aux personnes qui désirent posséder des sépultures séparées pour elles et leurs parents (art. 3 et 10).

Ce n'est qu'après leur suppression, — et même cinq années après, — que les cimetières peuvent être ensemencés; et encore ne peut-il être fait aucune fouille ou fondation pour des constructions de bâtiments, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné (art. 9).

§ II.

En général, les lieux de sépulture, soit qu'ils appartiennent aux communes, soit qu'ils appartiennent aux particuliers, sont soumis à l'autorité, police et surveillance des administrations municipales (art. 16).

Ce sont les autorités locales qui sont spécialement chargées de maintenir l'exécution des lois et règlements qui prohibent les inhumations non autorisées, et d'empêcher qu'il ne se commette dans les lieux de sépulture aucun désordre ou qu'on s'y permette aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts (art. 17).

Mais ces dispositions seraient inefficaces, si, comme dans l'espèce, le trouble venait de l'autorité municipale elle-même.

Dans ce cas, le curé, qui accomplit les derniers actes de la religion sur la tombe des morts, serait bien fondé à se plaindre au préfet du caractère fâcheux d'inconvenance et de lésinerie qui s'attache à l'espèce de profit qu'un maire prétendrait tirer des portions actuellement inutiles du cimetière communal; mais c'est par la voie de l'évêché que cette plainte devrait être transmise. Outre qu'elle acquerrait ainsi plus d'autorité, elle échapperait au reproche d'antagonisme trop souvent adressé aux réclamations les plus légitimes du

curé contre les actes du maire, lorsque ces deux autorités agissent directement.

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Suite. (*Voir la livraison de janvier* 1854, *page* 26.)

ART. 4. — *Agents et employés des bureaux de bienfaisance.*

Aux termes de l'art. 5 de la loi du 7 frimaire an V, les membres des bureaux de bienfaisance ne peuvent toucher personnellement aucuns fonds.

Un *receveur*, qui reçoit un salaire et fournit un cautionnement, est chargé de recouvrer tous les revenus et de payer toutes les dépenses. (*Loi du* 16 *vendémiaire an* V.)

Il est nommé par le préfet sur une liste de trois candidats présentés par le bureau de bienfaisance.

Il ne peut être en même temps membre ou greffier des tribunaux, notaire, avocat, juge de paix ou greffier, ainsi que maire, adjoint ou conseiller de préfecture. (*Lois des* 24 *vendémiaire an* III; 25 *ventôse an* XI *et* 14 *décembre* 1810.)

Une décision du ministre de l'intérieur, en date du 14 mai 1823, a joint à ces incompatibilités celle de vérificateur des poids et mesures. — Voyez d'ailleurs *infra*, *Perception des revenus*.

Les *médecins*, *chirurgiens*, pharmaciens et agents comptables sont également nommés par le préfet sur la présentation de trois candidats par les commissions administratives.

Quant au droit de révocation, il peut être exercé *proprio motu* par le préfet.

Les employés des bureaux de bienfaisance, au contraire, sont nommés par les commissions administratives et peuvent être révoqués par elles.

Le nombre et les traitements des employés sont réglés par les préfets, sur la proposition des commissions administratives.

ART. 5. — *Des sœurs de charité.*

Les bureaux de bienfaisance peuvent également s'adjoindre des sœurs de charité, conformément au décret du 18 février 1809.

Les administrateurs déterminent, sous l'approbation du préfet, à quelles communautés il doit être demandé des sœurs pour le service du bureau.

Les sœurs doivent visiter à domicile les indigents malades, les panser au besoin, préparer et distribuer, sous les ordres des médecins, les tisanes et les médicaments simples qui sont indiqués dans le nouveau formulaire des bureaux de bienfaisance.

Elles peuvent être chargées, en outre, par le bureau de faire certaines distributions de secours en nature.

D'après une décision du ministre des finances du 27 avril 1840, sont exempts du timbre les comptes d'avances et les états récapitulatifs des secours distribués aux indigents par les sœurs de charité, et que celles-ci doivent remettre aux receveurs des bureaux de bienfaisance pour former leur compte général.

Art. 6. — *Des adjoints et dames de charité.*

Les bureaux de bienfaisance peuvent, d'après l'art. 4 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, nommer, en nombre indéfini, des adjoints et des dames de charité, dans les divers quartiers des villes, pour les soins qu'il est jugé utile de leur confier, et notamment pour la visite des indigents (1).

---

(1) Nous aimons à donner ici, comme un modèle, le règlement adopté pour la ville de Bar-le-Duc (Meuse); il associe d'une manière convenable l'autorité civile et l'autorité religieuse à la distribution des secours à domicile.

Règlement du comité des dames bienfaisantes de la ville de Bar-le-Duc.

L'an 1829, le 12 avril, s'est réuni le bureau de bienfaisance de la ville de Bar-le-Duc.

Vu l'art. 4 de l'ordonnance royale du 31 octobre 1821 qui autorise tout bureau de bienfaisance à nommer des dames pour seconder ses soins et rendre la répartition des secours plus éclairée et plus efficace;

Vu l'instruction ministérielle du 8 février 1823, qui exige toutefois que le siége de l'action administrative, comme de la responsabilité, reste dans le bureau de bienfaisance,

Arrête, comme il suit, l'organisation du comité des dames bienfaisantes.

Chapitre 1er. — *Du personnel.*

Art. 1er. — Un comité, dit des dames bienfaisantes, est adjoint au bureau de bienfaisance, etc.

Art. 2. — Le comité se compose :

1° D'une dame ***présidente;***

Ces adjoints et ces dames partagent les soins du bureau de bienfaisance et rendent la répartition des secours plus éclairée et plus efficace.

Dans quelques grandes villes, ces adjonctions par quar-

2° D'une dame *directrice* pour chàcune des trois paroisses ;

3° De treize *dames de charité* pour chacune des paroisses, et dont l'une porte le titre de dame *assistante ;*

4° Enfin, de *dames quêteuses* au nombre de douze dans chaque paroisse.

Il peut aussi y avoir des *dames honoraires de charité* qui, par leurs longs et généreux services, auront mérité cette distinction. Elles sont dispensées de tout service actif ; mais elles ont le droit d'assister aux assemblées avec les dames en exercice, et elles y ont voix délibérative.

Art. 3. — Douze demoiselles sont désignées par paroisse pour aider les *dames quêteuses*. Chacune de celles-ci choisit la demoiselle qui doit l'accompagner.

Art. 4. — La dame présidente est nommée par les dames directrices, les dames assistantes, les dames de charité et les dames quêteuses réunies en assemblées générales. Le scrutin est dépouillé par le maire secondé des deux dames directrices ou assistantes, les plus anciennes en exercice. Les fonctions de dame présidente et de dame directrice sont compatibles.

Toute assemblée de dames, soit en comité général, soit par paroisse, est tenue par la dame présidente, qui y donne son suffrage, sauf néanmoins l'art. 31.

Art. 5. — La dame directrice de chaque paroisse est nommée par les dames de charité et les dames quêteuses de la même paroisse. Pour le dépouillement du scrutin, la dame présidente est assistée de deux dames de charité les plus anciennes en exercice dans la paroisse.

Art. 6. — La dame assistante est choisie dans chaque paroisse parmi les dames de charité, selon le mode indiqué en l'article précédent. Elle aide la dame directrice et la supplée en cas d'empêchement.

Art. 7. — Les dames de charité sont nommées par celles déjà en exercice dans la paroisse et par les dames quêteuses.

Art. 8. — Les dames quêteuses sont choisies par celles déjà en exercice dans la paroisse et par les dames de charité.

Art. 9. — Les nominations réglées par les deux articles précédents se font sous la tenue de la dame présidente qui dépouille les suffrages avec l'assistance de la dame directrice et de la dame de charité la plus ancienne en exercice dans la paroisse.

Art. 10. — Toute nomination a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Art. 11. — Les dames directrices et assistantes sont en fonctions pour deux ans ; elles sont rééligibles.

La dame présidente, les dames de charité et les dames quêteuses sont nommées à vie.

Art. 12. — La dame qui, sans excuse agréée, aurait manqué à remplir pendant un mois le ministère à elle confié, est censée démissionnaire et doit être remplacée.

Art. 13. — Aucune dame ne peut être appelée aux fonctions de dame directrice ou assistante, de dame de charité ou de dame quêteuse, que dans la paroisse qu'elle habite.

La dame directrice doit avoir été dame de charité. Les dames de charité ne peuvent être élues que parmi les dames quêteuses ; et celles-ci sont, autant que possible, choisies parmi les jeunes dames qui auront, avant leur mariage, accompagné les dames quêteuses, comme il est dit aux art. 3 et 16.

Art. 14. — En cas d'empêchement de la dame quêteuse, elle est suppléée par la dame directrice la plus ancienne en exercice dans le comité.

tiers forment dans chacun d'eux des sortes de bureaux secondaires qui dépendent du bureau principal dont ils reçoivent les ordres et auquel ils rendent compte. Il n'y a point d'inconvénient à mentionner de telles dispositions partout

Chapitre II. — *Des quêtes.*

Art. 15. — Dans la dernière quinzaine de décembre, il se fait entre toutes les dames quêteuses de la même paroisse un tirage au sort des mois, pour fixer celui dans lequel chacune d'elles doit recueillir les quêtes.

Ce tirage s'opère successivement pour les trois paroisses, mais en présence de tout le comité des dames charitables.

Art. 16. — Au commencement de chaque mois, les quêtes ont lieu à domicile dans chaque paroisse. Chaque dame quêteuse est accompagnée d'une demoiselle.

Art. 17. — Le produit des quêtes et tous autres dons sont versés de suite entre les mains du receveur du bureau de bienfaisance. Le receveur en donne récépissé à chaque dame quêteuse qui le vise et le remet à la dame présidente.

Art. 18. — Si une dame quêteuse est valablement empêchée de remplir son ministère, elle en donne avis à la dame directrice qui la fait suppléer par une autre dame quêteuse, sauf à la première à remplacer celle-ci dans le mois qui lui était assigné par le sort.

Chapitre III. — *De la distribution des secours.*

Art. 19. — Pour la recherche des véritables nécessiteux et pour la distribution des secours, chaque paroisse est divisée en plusieurs sections suivant l'étendue de sa population.

A chaque section sont attachées au moins deux dames de charité, qui agissent sous l'indication de la dame directrice.

Elles visitent les malades et les indigents de leurs sections respectives.

Elles proposent à la dame directrice la distribution des aumônes et des secours de tous genres.

Art. 20. — La dame directrice, sur le vu de ces propositions, s'entend de suite avec la dame de Saint-Charles, et en cas de besoin, avec le médecin des pauvres de la paroisse, pour réaliser les soulagements qu'il est convenable de procurer.

Nul bon, pour quelque secours que ce soit, ne peut être donné que par la dame directrice.

Les aumônes en bouillon et en médicaments ne sont accordées par la dame directrice qu'*après avoir pris l'avis du curé de la paroisse.* Cet avis est demandé par le malade ou l'un de ses proches parents qui se rend, à cet effet, près du curé.

Art. 21. — Pour assurer une plus égale répartition des secours et en déterminer l'usage le plus fructueux, il se tient :

Chaque mois, dans toutes les paroisses, une assemblée de la dame présidente, de la dame directrice et de son assistante et des dames de charité de la paroisse.

Chaque deux mois une assemblée du bureau de bienfaisance, auquel se réunissent la dame présidente et les dames directrices et assistantes de chaque paroisse, *ainsi que les curés des trois paroisses.*

Chaque trois mois une réunion de la dame présidente, des dames directrices et des dames assistantes. Cette réunion est même plus fréquente, si la dame présidente le trouve convenable.

A toutes ces assemblées, se trouve la sœur de Saint-Charles ; elle y a voix délibérative.

Art. 22. — La liste des nécessiteux de toutes les classes est dressée ou vérifiée, pour chaque paroisse, dans l'assemblée du mois et encore exa-

où elles existent, pourvu que les formes en soient régularisées par arrêté du préfet.

SECTION II. — DE L'ADMINISTRATION DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Cette administration comprend : 1° l'administration intérieure ; 2° l'administration des biens.

§ 1. — *De l'administration intérieure.*

Règlements particuliers. — Les préfets prescrivent, partout où ils le jugent utile, la rédaction d'un règlement par-

---

minée dans l'assemblée qui a lieu de deux en deux mois, comme il est dit en l'article précédent.

Hors les cas d'urgence, la dame directrice ne peut user des droits qui lui ont été accordés par l'art. 20, qu'en faveur des nécessiteux portés sur les listes.

Art. 23. — Dans l'assemblée qui se tient chaque deux mois, il est donné connaissance des ressources du bureau, et il est fait règlement de la distribution approximative des secours de toute nature pour le terme suivant.

Art. 24. — La dame présidente ou l'une des dames directrices peuvent demander, en cas de besoin pressant, dans l'intervalle de deux mois, une réunion du bureau et du comité pour modifier le règlement de distribution.

Art. 25. — Dès que chaque budget annuel du bureau est arrêté, le bureau règle la somme qui est remise pour l'exercice à venir, *à chacun des curés des trois paroisses pour l'employer en aumônes secrètes*. Ils touchent directement cette somme des mains du receveur et lui en donnent, à la suite du bon de l'ordonnateur, une quittance qui est la seule pièce d'emploi exigée. Pour la présente année, cette somme est fixée à 100 francs.

Art. 26. — Les secours sont répartis de manière qu'en soulageant les véritables souffrances on tende à arrêter la mendicité, à favoriser l'enseignement de l'enfance et à procurer du travail aux indigents valides. Tout secours est refusé à la famille qui se livre à la mendicité, ou qui refuse d'envoyer ses enfants à l'école, ou qui néglige de les faire vacciner.

CHAPITRE IV. — *De la comptabilité.*

Art. 27. — Dans l'assemblée qui, conformément à l'art. 19, se tient chaque deux mois, la sœur de Saint-Charles présente l'état des aumônes de tous genres qui ont été distribuées dans le cours des deux mois antérieurs. Cet état, dressé par paroisse, est appuyé des bons délivrés par les dames directrices. Il est arrêté par l'assemblée et signé par le président du bureau et par la dame présidente.

Art. 28. — Le bureau de bienfaisance n'admet pour pièces comptables devant figurer à la décharge de la gestion de son receveur que les bons ou ordonnances donnés par celui des membres du bureau qui est revêtu du titre d'*ordonnateur*. En conséquence, c'est sur la signature de celui-ci que sont délivrés à la sœur de Saint-Charles les objets de toute nature qu'elle doit employer en secours et en aumônes.

Art. 29. — Dans la dernière quinzaine du mois de janvier, le bureau réunit à lui le comité des dames bienfaisantes pour entendre l'exposé des travaux de l'année écoulée et de la situation morale et financière de l'établissement. *On invite à cette assemblée le clergé des paroisses*, les médecins

ticulier pour le service des bureaux de bienfaisance. Ces règlements proposés par les bureaux doivent être approuvés par les préfets.

Tel est l'art. 17 de l'ordonnance du 31 octobre 1821.

Ces règlements ont surtout pour objet de déterminer : 1° le nombre et l'ordre des séances du bureau ; 2° le nombre et les attributions des employés ; 3° le mode d'admission aux secours ; 4° les règles à suivre pour leur répartition.

Ordonnateur général. — Aux termes de l'art. 7 du décret du 7 floréal an XIII, un des membres de l'administration, sous le titre d'ordonnateur général, est spécialement chargé de la signature de tous les mandats.

Aucune dépense, ajoute l'art. 506 de l'ordonnance du 21 mai 1838, ne peut être acquittée, si elle n'a été préalablement ordonnancée par l'ordonnateur.

L'ordonnateur a, en outre, dans ses attributions, tout ce qui regarde la comptabilité.

Il prépare le compte d'administration particulièrement en ce qui concerne la situation financière de l'exercice.

Il surveille la comptabilité du receveur, procède, à la fin de chaque année, à la clôture des registres de ce comptable,

---

des pauvres et les demoiselles qui auront accompagné les dames quêteuses.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales.*

Art. 30. — En outre des assemblées réglées au chapitre III, le bureau de bienfaisance et le maire peuvent réunir le comité des dames, soit par paroisse, soit en assemblée générale, toutes les fois qu'il y a utilité.

Art. 31. — Le curé de chaque paroisse et la sœur de Saint-Charles sont appelés avec voix délibérative à toute assemblée particulière de paroisse ou à toute réunion générale. Chaque curé préside l'assemblée de sa paroisse, en cas d'absence du maire et des membres du bureau de charité.

Art. 32. — Toutes assemblées ou réunions ont lieu à l'Hôtel-de-Ville.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires.*

Art. 33. — Si au moment de la mise à exécution de ce règlement il existe des dames de charité ou des dames quêteuses en nombre supérieur à celui limité par l'art. 2, il ne sera fait aucune nomination aux places qui deviendront vacantes dans une paroisse, jusqu'à ce que le nombre des dames qui sont en exercice soit au-dessous de celui réglé par le même article.

Art. 34. — Jusqu'à cette réduction accomplie, le sort indiquera chaque année, dans la réunion prévue par l'art. 15, les dames qui seront en exercice. Celles non désignées par lui seront *suppléantes.*

Art. 35. — En exécution de l'art. 11, les dames directrices et assistantes seront nommées de nouveau pour le 1er janvier 1831.

J.-L. GILLOIS, de Rosière, curé de St-Antoine.

MICHEL.

7 juillet 1829, approuvé par le préfet, N...

et dresse le procès-verbal des valeurs de caisse ou de portefeuille à la même époque.

Les fonctions des ordonnateurs sont tout-à-fait distinctes de celles des comptables; aussi ne fournissent-ils pas de cautionnement, et la cour des comptes ne peut-elle, en aucun cas, s'attribuer de juridiction sur les ordonnateurs. (*Loi, 16 septembre* 1807, *art.* 18.)

Ils n'en peuvent pas moins être exposés à une responsabilité sérieuse. Ainsi, les dépenses qu'ils auraient ordonnées en dehors des autorisations prescrites par les règlements et sans crédit préalable retomberaient à leur charge personnelle, soit que le receveur, ainsi qu'il en aurait le droit et le devoir, eût refusé de les acquitter, soit que ce comptable les ayant indûment payées, exerçât contre eux le recours qui lui serait ouvert.

Comptabilité. — Le point de départ de toute comptabilité administrative est le budget annuel, c'est-à-dire l'état des recettes présumées d'après les titres des revenus et l'état des dépenses également présumées pour l'année.

Ce budget, qui doit être dressé avant l'année à laquelle il se rapporte, devient la règle commune de l'administration et des receveurs, qui ne peuvent, l'un dépenser, l'autre payer rien au-delà du crédit spécial autorisé par chaque nature de dépense.

Les bureaux de bienfaisance, de même que les hospices, sont astreints à présenter annuellement un budget de leurs recettes et de leurs dépenses.

Ce budget, à quelque somme qu'il s'élève pour les bureaux de bienfaisance, est définitivement réglé par le préfet.

L'approbation doit toujours être précédée de l'avis des conseils municipaux des communes qui donnent au bureau de bienfaisance des subventions sur leurs octrois ou sur toute autre branche de leurs revenus. (*Art.* 21 *de la loi du* 18 *juill.* 1837.)

Les bureaux de bienfaisance doivent faire usage, pour leurs budgets, leurs registres et leurs comptes, des modèles prescrits par les instructions ministérielles des 11 novembre 1827 et 15 avril 1835, qui ont organisé spécialement leur comptabilité (1).

---

(1) Nous publierons ces modèles à la suite de cet article.

§ 2. *Administration des biens.*

Sous le nom d'administration des biens, nous comprendrons non-seulement les recettes et dépenses et la gestion des biens, mais encore les modes d'acquisitions et d'aliénations et le contentieux.

Art. 1er. — *Biens. — Modes d'acquérir et d'aliéner.*

Les administrations des bureaux de bienfaisance doivent faire tenir un sommier général des biens, rentes et revenus quelconques qui leur appartiennent, et ce sommier doit être revu et rectifié chaque année, selon les changements survenus dans leurs dotations.

Au nombre des biens qui appartiennent aux bureaux de bienfaisance sont :

1° Ceux qui leur appartenaient à l'époque de la Révolution et qui, n'ayant pas été aliénés ou transférés, leur ont été rendus (1);

2° Les biens et rentes qui leur ont été concédés en paiement ou en remplacement de ceux de leurs biens qui avaient été aliénés révolutionnairement;

3° Les biens usurpés sur l'Etat et les rentes célées au domaine qui leur ont été concédés à titre de révélation (2).

Les bureaux de bienfaisance qui, en vertu de la loi du 4 ventôse an IX et des arrêtés y relatifs, ont été mis gratuitement en possession de quelques biens et rentes chargées précédemment de fondations pour quelques services religieux, sont obligés de payer régulièrement la rétribution de ces services aux fabriques des églises auxquelles ces fondations doivent retourner. (*Décret*, 19 *juin* 1806, *art.* 1er.)

---

(1) L'un des premiers actes de la révolution de 1789 fut de placer les établissements de bienfaisance sous une menace d'expropriation; les décrets des 20-22 avril 1790, 18 juin et 28 octobre 1791, 5-11 février 1791, 19-22 *janvier* 1792, 19-24 *mars* 1793, ne firent que les acheminer vers la spoliation consommée par le décret du 23 messidor an II, qui décida que tous leurs biens faisaient partie des propriétés nationales, et qu'ils seraient administrés et vendus comme les autres biens nationaux.

(2) Les bureaux de bienfaisance sont propriétaires d'un grand nombre de rentes sur particuliers. Il serait à désirer qu'elles puissent être remboursées. La perception en est difficile, onéreuse; elle produit souvent des non-valeurs, et force les administrations à faire des poursuites considérables pour en opérer le recouvrement. (*De Watteville*, p. 10.)

Il en serait autrement, si ces biens et rentes avaient été abandonnés à l'hospice, en remplacement de quelques-uns de ses biens vendus au profit du domaine. Dans ce cas, les fabriques ne seraient pas recevables à exiger le paiement des fondations dont les biens étaient chargés, parce qu'en les exigeant, on diminuerait d'autant le remplacement opéré au profit de l'hospice. (*Décis. minist. du* 21 *juillet* 1807.)

Les autres biens des bureaux de bienfaisance sont ceux qu'ils acquièrent soit à titre onéreux, soit à titre gratuit.

Les formalités de ces acquisitions varient suivant qu'il s'agit de meubles ou d'immeubles.

Achats et ventes. — Les acquisitions d'*immeubles* doivent être spécialement autorisées par le gouvernement, conformément à l'instruction du 8 février 1823.

Les délibérations des bureaux de bienfaisance ayant pour objet des acquisitions d'immeubles sont exécutoires sur arrêtés des préfets en conseil de préfecture, quand il s'agit d'une valeur n'excédant pas 3,000 fr., pour les établissements dont le revenu est au-dessous de 100,000 fr., et 20,000 fr. pour les autres établissements.

S'il s'agit d'une valeur supérieure, il est statué par ordonnance du chef de l'Etat. (*Ord.*, 6 *juillet* 1846.)

Aux termes de l'art. 21 de la loi du 18 juillet 1837, le conseil municipal de la commune où est établi le bureau de bienfaisance est toujours appelé à donner son avis sur les acquisitions projetées par cet établissement.

Il en est de même pour les *aliénations* d'immeubles, lesquelles ne peuvent avoir lieu que par adjudications publiques, à la chaleur des enchères, à moins d'autorisation expresse du gouvernement motivée sur des circonstances particulières.

Les inscriptions de rente sur l'État, possédées par les bureaux de bienfaisance, sont considérées comme immeubles. (*Inst gén. du min. des finances*, 17 *juin* 1840, § 838.)

Quant aux *meubles*, les acquisitions ne peuvent être faites que par voie d'adjudication au rabais, conformément à la loi du 16 messidor an VII, art. 8 ; à moins qu'il ne s'agisse d'objets dont la valeur n'excède pas 300 fr. ; dans ce cas, il peut être traité de gré à gré, sauf l'approbation du préfet.

Mais cette règle ne s'applique point aux *menues denrées* qui s'achètent au jour le jour, et qui ne peuvent guère, sur-

tout dans les établissements peu importants, être l'objet de marchés.

La vente des objets mobiliers qui proviennent, soit des récoltes, soit des legs et donations, ou enfin qui sont mis hors de service par vétusté, doit être autorisée par le préfet, en exécution de l'art. 15 de l'ordonnance du 31 octobre 1821.

Dons et legs. — Les règles qui régissent les fabriques et les communes, concernant l'acceptation des dons et legs, sont applicables aux bureaux de bienfaisance. (*Arrêté du 4 pluviôse an* XII)

Ainsi, c'est au bureau de bienfaisance à solliciter l'autorisation d'accepter les dons et legs faits aux pauvres d'une commune déterminée (*Loi du 7 frim., an* V, *art* 4).

Ce serait au maire à demander cette autorisation, s'il n'existait pas d'établissement charitable. (*Ordon. du* 2 *avril* 1817, *art.* 3.)

Mais de ce que les bureaux de bienfaisance doivent accepter et être mis en possession, il ne s'ensuit pas qu'ils doivent faire la distribution des secours, si d'autres personnes, telles que le curé ou la fabrique, ont été indiquées par le testateur ou donateur.

Il est certain aussi, que quoi qu'en général une donation faite aux pauvres doive être autorisée par le gouvernement ou par le préfet, suivant que le legs est de 3.000 francs ou d'une somme plus forte, les bureaux de bienfaisance peuvent recevoir de la main à la main des dons quelle qu'en soit l'importance. Les dons manuels n'ont donc pas besoin d'être autorisés ni d'être expressément acceptés.

L'autorisation du gouvernement et l'intervention du bureau de bienfaisance ne seraient pas non plus nécessaires, si, par testament, un légataire universel était chargé de donner aux pauvres, et que ces pauvres ne fussent pas désignés; dans ce cas, l'exécution de cette disposition est abandonnée au légataire universel.

C'est aux bureaux de bienfaisance ou à leurs représentants légaux, qui sont les maires, à accepter les legs ou donations qui sont faits par devant notaires, ou par testament, aux curés, aux fabriques aux congrégations religieuses, pour les pauvres, ou aux pauvres pour être distribués par les curés, par les fabriques ou par les congrégations religieuses.

Cette solution a donné lieu à de fréquentes discussions

sous l'Empire et sous la Restauration ; mais depuis l'ordonnance de 1817, la question est résolue en faveur des bureaux de bienfaisance (1).

Il est, toutefois, aujourd'hui, reconnu par la jurisprudence que, lorsqu'un legs ou une donation est fait à un établissement public, dans l'intérêt des pauvres, cette libéralité doit être acceptée simultanément par l'établissement public et par le bureau de bienfaisance, et, à défaut de bureau de bienfaisance, par le maire de la commune. (*Avis du conseil d'État du 4 mars* 1841 ; *lettre du ministre des cultes à l'évêque de La Rochelle du* 29 *sept.* 1841.)

Ainsi, le legs fait directement à une congrégation religieuse dans l'intérêt des pauvres doit être accepté conjointement par la communauté légataire et par le bureau de bienfaisance. (*Avis du comité de législation du conseil d'État. du* 24 *nov.* 1846.)

De même encore, les legs faits aux curés pour les pauvres, ou aux pauvres pour être distribués par les curés, doivent être acceptés par les curés et par les autorités préposées au service légal des pauvres ; mais les legs et donations faits aux pauvres, par l'intermédiaire des curés et des fabriques, doivent toujours être acceptés par les bureaux de bienfaisance, lors même que les fabriques et les fonctionnaires ecclésiastiques sont seuls nommés pour les recevoir ou les distribuer, sauf, toutefois, à prendre dans les ordonnances d'autorisation toutes les précautions nécessaires à l'accomplissement des volontés du testateur ou donateur. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du* 20 *décembre* 1820.)

Lorsque le legs s'applique aux pauvres de plusieurs communes d'un même département, l'autorisation de l'accepter est donnée par le préfet. S'il s'applique à plusieurs départements, elle est donnée par le ministre de l'intérieur.

Mais, dans tous les cas, lorsque le testateur a manifesté l'intention qu'une fabrique, qu'un curé, qu'une commune ou qu'un consistoire intervînt dans la distribution des secours, ce droit doit leur être accordé. (*Avis du conseil d'État du* 15 *fév.* 1837.)

---

(1) De 1800 à 1845, la somme des dons et legs faits officiellement aux pauvres n'a pas été moindre de 122,514,890 fr. 53 c., non compris les dons manuels et les dons et legs autorisés par les préfets (*de Watteville, Rapport au ministre de l'intérieur*, 1851, p. 6).

Il a été décidé par un avis du conseil d'Etat du 20 février 1839 qu'un legs fait à un établissement de bienfaisance, dirigé par une communauté religieuse, doit être accepté par la supérieure générale de la communauté, et non par le bureau de bienfaisance, lorsque l'intention du testateur a été de léguer à un établissement religieux.

Lorsqu'une clause d'un testament appelle éventuellement les pauvres d'une commune à recueillir un legs fait à une fabrique dans le cas où les conditions de ce legs ne seraient pas exécutées, cette clause, ne conférant aucun droit actuel, il n'y a pas lieu à statuer sur la demande d'autorisation d'accepter cette clause. Ainsi décidé par un avis du comité de égislation du conseil d'Etat du 17 février 1840.

On ne peut autoriser les bureaux de bienfaisance d'une localité à accepter, aux lieu et place des communautés religieuses non légalement autorisées, les legs qui leur sont faits pour les pauvres. (*Avis du comité de législation des 17 fév. et 2 décembre* 1840.)

L'acceptation d'un legs fait à une communauté religieuse, au profit des pauvres, sous la condition que le bureau de bienfaisance restera étranger à l'administration de ce legs, ne peut être autorisée. (*Avis du comité de législation du conseil d'État du* 26 *fév.* 1841.)

Lorsqu'un testateur lègue un immeuble à la fois à une fabrique et à un bureau de bienfaisance, s'il confère l'administration de l'immeuble à la fabrique seule, cette clause est considérée comme non écrite, et dès lors le bureau de bienfaisance ou le maire de la commune à son défaut doit non-seulement intervenir dans l'acceptation du legs, mais même en réclamer l'administration et être autorisé à en faire, s'il le faut, l'aliénation, pour payer les droits de mutation dus à l'occasion du legs. (*Avis du comité de législation du conseil d'État du* 26 *mai* 1841.)

La disposition qui serait insérée dans une donation faite à un établissement de bienfaisance par suite de laquelle le maire du chef-lieu serait exclu du conseil qui doit administrer les biens donnés, serait une atteinte aux principes de la législation qui régit ces établissements, et s'opposerait à ce que l'acceptation de la libéralité qui en est l'objet fût autorisée par le gouvernement. (*Avis du comité de législation du conseil d'État du* 10 *fév.* 1846.)

La rente achetée avec le produit d'un legs fait à une com-

munauté religieuse, dans l'intérêt des pauvres, doit être inscrite au nom de la communauté légataire, avec mention sur l'inscription de l'origine et de la destination du capital. Il n'est pas nécessaire de faire intervenir directement et nominativement le bureau de bienfaisance dans l'acquisition de cette rente. (*Avis du conseil d'État du* 30 *déc.* 1846: *Arrêt du même conseil du* 2 *mars* 1847.)

Les établissements de bienfaisance chargés soit par donation, soit par testament, de faire célébrer des messes ou autres services religieux dans une église déterminée, sont tenus de payer à la fabrique de cette église pour la célébration de ces messes ou services l'honoraire fixé par le tarif diocésain pour les messes de fondation. Ils ne peuvent, en s'adressant directement pour faire dire ces messes au curé de la paroisse ou à tout autre prêtre, s'affranchir du paiement de la rétribution due à la fabrique. (*Lettre du directeur-général de l'administration des cultes à l'évêque de Nantes, du* 15 *déc.* 1848.)

Le legs fait au profit d'un bureau de bienfaisance, à la charge de faire célébrer des messes annuellement et à perpétuité, doit être accepté avec l'intervention de la fabrique de la paroisse du testateur, si le testament n'indique pas le lieu où le service religieux sera célébré. (*Lettre du ministre des cultes du* 17 *juill.* 1850.)

Lorsque l'administration des biens légués aux pauvres a été donnée par le testateur au curé de la paroisse sans dispense expresse de rendre compte, s'il résulte de l'ensemble des circonstances que l'intention du testateur était de laisser à ce curé une liberté absolue dans le choix des pauvres, le receveur du bureau de bienfaisance doit toucher le revenu des biens légués, les remettre au curé qui en disposera, à la charge par lui de produire au bureau, pour toute reddition de compte, la liste des pauvres qu'il aura secourus; il pourra même ne pas indiquer le nom des pauvres honteux. (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Saint-Claude du* 14 *octobre* 1844.)

D'après la même décision, le curé ne doit aucun compte des secours ainsi distribués, lorsque le donateur ou testateur l'en a formellement dispensé.

Les legs faits aux pauvres de deux communes ne doivent pas être partagés par moitié; le partage doit être fait eu égard au nombre des pauvres de chaque commune.

Il n'appartient pas aux administrateurs d'un bureau de

bienfaisance de détourner le legs dont il a la gestion et distribution de son but, même pour en répandre le bienfait sur un plus grand nombre de personnes.

Aussi est-il certain que le legs fait aux pauvres d'une paroisse ne peut, même quand il est administré par le bureau de bienfaisance de la commune, être étendu à tous les pauvres de la commune : dans ce cas, le bureau de bienfaisance doit, pour respecter la volonté du testateur, restreindre la distribution provenant du legs aux seuls pauvres qui habitent la partie de la commune correspondante à la circonscription de la paroisse.

Il importe peu que les pauvres de la paroisse soient admis à partager les autres secours que distribue la commune avec les pauvres des autres parties du territoire. La volonté du testateur ne peut être violée ni modifiée, dans le but de maintenir l'égalité entre tous les pauvres de la commune. C'est au bureau de bienfaisance à diminuer, s'il le juge convenable, l'importance des secours qui sont distribués aux pauvres de la paroisse sur les revenus communaux, à l'effet de ramener l'égalité entre ces derniers et les pauvres qui ne profitent pas de la libéralité.

Art. 2. — *Gestion des biens.*

La gestion des biens des bureaux de bienfaisance, assimilée par l'ord. du 31 oct. 1821 à celle des biens des hospices, est dès lors régie par des règles analogues à la législation sur les fabriques, sauf que les budgets des bureaux de bienfaisance sont toujours définitivement approuvés par les préfets.

Ainsi les baux des biens-fonds sont faits par les bureaux de bienfaisance, aux enchères publiques, conformément au décret du 12 août 1807.

Les administrateurs qui voudraient se soustraire à la formalité des enchères compromettraient gravement leur responsabilité (1).

---

(1) Le bureau de bienfaisance qui, à la fin d'un bail, laisse le fermier en jouissance des biens à lui précédemment loués, ne peut procéder ultérieurement à une nouvelle adjudication desdits biens, avant d'avoir signifié à ce fermier un congé régulier et avant l'expiration des délais prescrits par les art. 1774 et 1776 du Code civil.

Les membres du bureau allégueraient en vain que le fermier a été suffisamment averti par des affiches annonçant l'adjudication.

Non-seulement il est équitable en pareil cas que le fermier, qui est resté en possession du consentement du propriétaire, puisse recueillir l'intégralité des fruits dont la perception a commencé, d'après la révolution des saisons et la distribution des terres en plusieurs lots, mais il est certain

L'hypothèque n'existe que si le bail a été reçu par devant notaire (C. civ., 2127.)

La contrainte par corps peut être exercée pour le paiement des fermages (C. civ., 2062), mais il faut qu'il y ait stipulation expresse dans le bail.

Aux termes de la loi du 25 mai 1835, les bureaux de bienfaisance peuvent affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années et au-dessous, sans autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf années.

Bois. — Ceux qui appartiennent aux bureaux de bienfaisance sont administrés suivant les règles prescrites pour les bois des communes. (*Loi du* 21 *mai* 1827.)

Eaux minérales. — Il en est de même des eaux minérales appartenant aux bureaux de bienfaisance (*Ord. du* 18 *juin* 1823.)

ART. 3. — RECETTES ET DÉPENSES.

§ 1er. — *Recettes.*

Les revenus des bureaux de bienfaisance se composent : 1° du produit des biens qui leur appartiennent ; 2° des fonds qui leur sont alloués par les communes ; 3° des dons et legs qu'ils sont autorisés à accepter ; 4° du produit du droit établi sur le prix de chaque billet d'entrée dans tous les spectacles où se donnent des pièces de théâtre, des bals, des feux d'artifice, des concerts, des courses et exercices de chevaux pour lesquels les spectateurs paient ; 5° du produit des souscriptions, quêtes, collectes et troncs placés dans les églises ou autres lieux de réunions.

1. *Du droit des pauvres sur la recette des spectacles, bals et fêtes publiques.*

Ce droit est réglé par les art. 6 et 7 de la loi du 7 frimaire an v (29 nov. 1796). Aujourd'hui cette branche de recettes

---

que la tacite reconduction, *qui est un effet de la loi*, et non le résultat d'*un accord pur et simple des parties*, a lieu même à l'égard des incapables. En contestant que l'art. 1776 du Code civil fût applicable aux biens des communes, M. Favard et le Dictionnaire du notariat nous semblent avoir méconnu la nature de la tacite reconduction. Un incapable ne peut valablement acquiescer à un jugement, et pourtant l'expiration des délais de l'appel produit le même effet;..... c'est d'après la même distinction que la tacite reconduction doit être envisagée.

est presque abandonnée par les commissions administratives. M. de Watteville, *Rapport au ministre de l'intérieur*, 1851, fait observer que c'est bien à tort. Si l'on défalque les sommes perçues à Paris et à Bordeaux du montant total, il ne reste qu'une misérable somme de 140,451 fr. 21 c. pour toute la France. S'il est cependant un impôt légitime et juste, facile à percevoir, et dont la perception n'ait jamais excité la moindre plainte de ceux qui l'acquittent, c'est certainement celui-là ! C'est le seul impôt somptuaire qui existe en France, et les administrations charitables, en négligeant de faire rentrer les sommes qui appartiennent aux pauvres par le recouvrement de ce droit, manquent évidemment à leurs devoirs.

II. — *Des quêtes à domicile.*

Les bureaux de bienfaisance sont autorisés à faire procéder, tous les trois mois, dans leurs arrondissements respectifs, à des collectes ou quêtes à domicile ; et ce n'est pas seulement un droit pour ces établissements de faire pratiquer ces collectes, c'est une obligation qui leur est imposée et à l'accomplissement de laquelle ils ne doivent point manquer (*art.* 3 *de l'arrêté du* 5 *prairial an* XI) (1).

---

(1) Voici le texte de cet arrêté qui contient plusieurs autres dispositions qu'il est important de consigner ici, et qui règle notamment ce qui concerne les troncs et les quêtes dans l'intérieur des églises.

Arrêté du ministre de l'intérieur, du 5 *prairial an* XI (25 *mai* 1803), *sur les quêtes des bureaux de bienfaisance, les troncs et les collectes.*

Le ministre de l'intérieur, vu l'art. 8 de la loi du 7 frimaire an V (29 novembre 1796), arrête ce qui suit :

Art. 1er. Les administrateurs des hospices et des *bureaux de bienfaisance* organisés dans chaque arrondissement, sont autorisés à faire quêter dans tous les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses, et à confier la quête, soit aux filles de charité vouées au service des pauvres et des malades, soit à telles autres dames charitables qu'ils jugeront convenable.

Art. 2. Ils seront pareillement autorisés à faire poser dans tous les temples, ainsi que dans les édifices affectés à la tenue des séances des corps civils, militaires et judiciaires, dans tous les établissements d'humanité, auprès des caisses publiques, et dans tous les autres lieux où l'on peut être excité à faire la charité, des troncs destinés à recevoir les aumônes et les dons que la bienfaisance individuelle voudrait y déposer.

Art. 3. Tous les mois, les *bureaux* de charité feront aussi procéder, dans leurs arrondissements respectifs, à des collectes.

Art. 4. Le produit des quêtes, des troncs ou des collectes sera réuni dans la caisse de ces institutions, et employé à leurs besoins, suivant et

L'art. 4 du même arrêté ajoute que le produit de ces quêtes ou collectes doit être réuni dans la caisse de ces institutions, et employé à leurs besoins, conformément aux lois, et que les préfets en transmettront tous les trois moïs l'état au ministre de l'intérieur.

III. — *Des quêtes dans les Eglises.*

Les bureaux de bienfaisance sont encore autorisés à faire quêter dans les églises, dans l'intérêt des pauvres. C'est un droit qui leur est reconnu par la législation civile actuelle, et spécialement par l'arrêté du ministre de l'intérieur, du 5 prairial an XI, par le décret du 12 septembre 1806 et par l'art 75 du décret du 30 décembre 1809 (1).

---

conformément aux lois. Les préfets en transmettront l'état tous les trois mois au ministre de l'intérieur.

Art. 5 Dans les arrondissements où l'établissement des *bureaux de bienfaisance* et des bureaux auxiliaires n'a point encore eu lieu. les préfets, conformément aux instructions du 28 vendémiaire an X, s'occuperont sans délai de leur organisation, et soumettront à la confirmation du ministre les arrêtés qu'ils croiront devoir prendre.

Art 6. Les préfets sont respectivement chargés d'assurer l'exécution de ces dispositions, et d'en rendre compte.

(1) A l'arrêté du 5 prairial an XI que nous venons de reproduire, nous croyons devoir ajouter le texte du décret du 12 septembre 1806 et celui de l'art. 75 du décret du 30 décembre 1809 Nous ferons toutefois précéder ce décret du rapport de Portalis sur cette matière, rapport qui indique suffisamment les inconvénients qui résult ient de l'application de l'arrêté du 5 prairial an XI, et l'esprit qui a présidé à la rédaction du décret du 12 septembre 1806.

Rapport présenté à Sa Majesté l'empereur et roi, par son ministre des cultes (Portalis).

Paris, 10 septembre 1806

Sire,

D'après la décision de Votre Majesté. le ministre de l'intérieur prit un arrêté, le 5 prairial an XI, qui autorise les membres des bureaux de bienfaisance à faire des quetes dans les églises.

D'un autre côté, les évèques, dans les règlements pour les fabriques intérieures, que Votre Majesté, par sa décision du 9 floréal an XI, les a autorisés à faire, sauf son approbation, ont tous inséré un article qui, réglant les quêtes à faire et les troncs à poser, tant au profit de la fabrique qu'à celui des pauvres, interdit toutes les autres quêtes pour lesquelles ils n'auraient pas donné permission expresse. Les évèques ont certainement le droit de prendre une semblable mesure, parce qu'il leur appartient de régler ce qui concerne l'intérieur des églises; parce qu'il y aurait confusion et désordre, si, sans leur concours. une autre institution avait le droit arbitraire de disposer des églises, d'y faire des incursions quand et comme elle le voudrait, sans être astreinte a aucun ordre, et sans autre règle que sa propre volonté.

C'est ce qui est résulté de l'arrêté du ministre de l'intérieur, du 5 prairial an XI; les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, autorisés par

Suivant l'art. 1er de l'arrêté du 5 prairial an XI, les bureaux de bienfaisance pouvaient confier le soin de faire leurs quêtes dans les églises soit aux filles de charité vouées au service des pauvres et des malades, soit à telles autres dames charitables de leur choix. Mais cette dernière faculté ayant entraîné des abus, on reconnut bientôt la nécessité de les modifier, et c'est ce que l'on fit par le décret du 12 septembre 1806, d'après lequel les administrateurs des bureaux de bienfaisance ne sont plus autorisés à faire la quête que *par eux-mêmes*.

---

cet arrêté, n'ont pas cru devoir obtenir, pour quêter dans les églises, la permission des évêques; les fabriques et les curés ont soutenu le droit qui était acquis aux prélats par leurs règlements de fabriques approuvés par Votre Majesté elle-même, et postérieurement à l'arrêté du ministre de l'intérieur.

Dans ce conflit réciproquement désavantageux aux pauvres, les administrateurs des bureaux de bienfaisance et ceux des fabriques trouvent respectivement des partisans, suivant la disposition des esprits dans les diverses communes; et je dois dire à Votre Majesté que la cause des fabriques est plus généralement soutenue. Plusieurs motifs produisent cet effet: 1° le droit naturel et positif qu'ont les évêques de régler ce qui concerne l'intérieur des églises; 2° l'inconvenance d'une attribution arbitraire et non réglée à une institution civile sur les églises; 3° la destination du produit d'une partie des quêtes faites et de la totalité de celui des troncs placés par les fabriques, qui tourne au profit de cette espèce de pauvres que des circonstances et des malheurs ont renversés d'un état honnête, et qui, ne voulant pas confesser leur misère à des administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, leurs égaux et quelquefois leurs ennemis ou leurs rivaux, vont chercher auprès de leurs pasteurs des consolations qui soutiennent leur courage et des secours qui ne les humilient pas. C'est à cet intéressant emploi que sont, en général, consacrées les aumônes faites par les fabriques et les curés.

Il est quelques communes où les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, mieux éclairés pour l'avantage des pauvres, se sont réunis avec ceux des assemblées de charité, et il en est résulté un très grand bien; mais partout où, soit ces administrateurs, soit les maires et les préfets, ne prévoyant pas cet avantage, où n'ayant pas de dispositions favorables à ce qui tient aux institutions ecclésiastiques, ont voulu exécuter sans ménagement l'arrêté du ministre de l'intérieur, la division entre les *bureaux de bienfaisance* et les fabriques subsiste, s'entretient et perpétue un état d'opposition qu'il est instant de faire cesser

Le nouveau préfet du département du Nord, en réformant les mesures conciliatrices prises par son prédécesseur, vient d'établir une espèce de trouble dans la plupart des églises de son département, et par les expressions inconsidérées d'une lettre circulaire, il s'est mis et a mis même les ministres de Votre Majesté dans l'impuissance de calmer ce trouble par les moyens ordinaires de l'administration.

Le ministre de l'intérieur, par son arrêté du 5 prairial an XI, a donné à une institution qui se trouve dans ses attributions une simple faculté, mais ne l'a pas dégagée de l'obligation de se soumettre à ce que le bon ordre prescrit pour exercer régulièrement cette faculté. En permettant aux administrateurs des *bureaux de bienfaisance* de quêter dans les églises, il ne les a point autorisés à se passer de la permission des évêques, et à se refuser à leur demander de régler convenablement ces quêtes.

Autrefois, lorsque pour des secours extraordinaires pour le rachat des

Il est vrai que l'art. 75 du décret du 30 décembre 1809, qui a confirmé pour les bureaux de bienfaisance le droit de quêter dans les églises, n'a point rappelé cette restriction. Mais en ne la rappelant point il ne l'a pas abrogée, et elle subsiste encore aujourd'hui.

C'est donc dans l'état actuel de la législation sur la matière un point constant, que les administrateurs des bureaux de bienfaisance doivent quêter dans les églises *personnellement*, et qu'ils ne sont plus autorisés, comme ils l'étaient avant le décret de 1806, à confier ces quêtes à des personnes étrangères à leur administration.

On se retrancherait vainement derrière cette circonstance que le décret du 12 septembre 1806, qui a établi le nouveau droit, n'a point été publié dans le *Bulletin des lois*. Ce décret n'en est pas moins regardé par l'administration comme réglant la matière, et c'est en réalité conformément à ses dispositions que les quêtes des bureaux de bienfaisance sont faites dans les édifices consacrés au culte.

La loi ne prescrit pour aucun cas aux administrateurs des bureaux de bienfaisance la nécessité d'obtenir l'agrément du curé. C'est qu'en général les personnes préposées à l'admi-

---

captifs, les missionnaires et les trinitaires, obtenaient des rois la permission de quêter dans les églises des divers diocèses de France, on leur imposait toujours la condition de présenter les lettres-patentes aux évêques respectifs, qui réglaient le temps et l'ordre de ces quêtes.

C'est donc pour faire cesser un conflit et des divisions funestes à l'ordre et à l'avantage des pauvres, et pour établir une règle nécessaire, que j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté le projet ci-joint.

Décret du 12 septembre 1806 sur les quêtes à faire et les troncs à placer dans les églises par les bureaux de bienfaisance.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie,

Sur le rapport de notre ministre des cultes, décrétons et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. Les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* sont autorisés à faire, par eux-mêmes, des quêtes et à placer un tronc dans chaque église paroissiale de l'empire.

Art. 2. Les évêques, par un article additionnel à leurs règlements de fabriques intérieures, et qui sera soumis à notre approbation par notre ministre des cultes, détermineront le nombre de ces quêtes, les jours et les offices où elles se feront.

Art. 3. Nos ministres des cultes et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

Art. 75 du décret du 30 décembre 1809. « Tout ce qui concerne les « quêtes dans les églises sera réglé par l'évêque, sur le rapport des mar- « guilliers, *sans préjudice des quêtes pour les pauvres, lesquelles devront « toujours avoir lieu dans les églises, toutes les fois que les bureaux de « bienfaisance le jugeront convenable.* »

nistration de ces bureaux présentent toutes les garanties de moralité et de convenance que l'on peut désirer. La loi, dans cette supposition, donne elle-même à ces personnes l'autorisation et l'agrément que le curé devrait être appelé à donner. Mais cette dérogation au droit de police du curé n'a lieu que lorsque les administrateurs quêtent *eux-mêmes*, et il est constant qu'ils ne pourraient se passer de cet agrément s'ils prétendaient faire effectuer la quête par des personnes étrangères à l'administration des bureaux. C'est ce qui résulte de plusieurs décisions ministérielles, notamment d'une lettre de M. le ministre de l'intérieur au préfet des Vosges, du 29 mars 1847 ; d'une seconde à M. le ministre des cultes, du 21 mai 1847, et enfin d'une lettre de M. le ministre des cultes à Mgr l'évêque de Saint-Dié, du 1er juin 1847, dans lesquelles il est formellement reconnu que le droit de règlement pour tout ce qui concerne les quêtes dans les églises appartient à l'autorité ecclésiastique, en vertu de l'art. 75 du décret du 30 décembre 1809, et qu'il résulte de la combinaison de ce décret avec l'arrêté du 5 prairial an XI et le décret du 12 septembre 1806, que si les membres des bureaux de bienfaisance ne font pas par *eux-mêmes* les quêtes pour les pauvres dans les églises, ils ne peuvent confier ce soin qu'à des personnes agréées par les curés et desservants auxquels appartient la police de l'église. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, 49).

Aux termes de l'art. 2, du décret du 12 septembre 1806, le nombre des quêtes des bureaux de bienfaisance dans les églises paroissiales, les jours et les offices où elles se feront, doivent être déterminés par les évêques.

Cette disposition est très sage, car elle a pour objet de faire cesser toute rivalité entre l'administration civile et le clergé, sur un sujet délicat et pour lequel ces deux autorités peuvent se trouver continuellement en contact.

Les règlements faits par les évêques sur ce point doivent être soumis à l'approbation du gouvernement (*art. 2 du décret du 12 septembre* 1806).

Quelques bureaux de bienfaisance ont voulu se soustraire à l'agrément des évêques, en ce qui concerne la fixation des quêtes, et ils ont soutenu que l'art. 75 du décret du 30 décembre 1809 a dérogé, sous ce rapport, au décret de 1806, en

autorisant ces établissements à quêter pour des pauvres *toutes les fois qu'ils le jugent convenable*. Nous croyons que c'est à tort. C'est ici le cas de faire application de la maxime *Generalia specialibus non derogant*. D'ailleurs, il est évident qu'une telle interprétation n'engendrerait que désordre et confusion, et qu'elle serait une atteinte à l'autorité des évêques auxquels seuls il appartient de régler tout ce qui concerne l'intérieur des églises (*Rapport de Portalis à l'empereur, du 10 septembre 1806 ; Bulletin des lois civiles ecclésiastiques, vol. 1850, p. 47 ad notam, et vol* 1852, *p.* 94).

Les convenances religieuses exigent en outre que les administrateurs des bureaux de bienfaisance se conforment à la règle établie dans l'église pour le choix du moment où ils devront commencer leurs quêtes. Car il importe que le prêtre ne soit point troublé dans ses fonctions et les fidèles dans leur recueillement.

C'est, par conséquent, au curé de la paroisse à déterminer le moment de l'office où les administrateurs du bureau de bienfaisance pourront commencer à circuler dans l'église pour quêter.

En cas de difficultés sur ce point, il y aurait lieu d'en référer à l'évêque qui déciderait.

Les administrateurs des bureaux de bienfaisance n'ont pas le droit d'exiger qu'un employé de l'église les accompagne, mais il est convenable de leur en donner un.

L'usage est que les administrateurs des bureaux de bienfaisance ne marchent qu'après les membres du clergé qui quêtent pour les besoins du service paroissial.

IV. — *Des troncs.*

De même que sous l'ancien régime (*lettres patentes pour l'hôpital général de Tours, du 12 août* 1733), les administrateurs des bureaux de bienfaisances sont autorisés à faire poser dans tous les temples, ainsi que dans les édifices affectés à la tenue des séances des corps civils, militaires et judiciaires, dans tous les établissements d'humanité auprès des caisses publiques, et dans tous les autres lieux où l'on peut être excité à faire la charité, des troncs destinés à recevoir les aumônes et les dons que la bienfaisance indivi-

duelle voudrait y déposer. (*Arrêté du ministre de l'intérieur du 5 prairial an* XI; *décret du 12 septembre* 1806).

De tous les établissements civils de bienfaisance, les bureaux de bienfaisance sont les seuls auxquels appartient le droit de quêter et de placer des troncs dans les églises, et en aucun cas ce droit ne pourrait être exercé par les commissions administratives des hospices. L'art. 75 du décret du 30 décembre 1809 ne l'ayant réservé qu'au profit des bureaux de bienfaisance, le droit accordé aux hospices, par l'arrêté du 5 plairial an XI, doit être considéré comme aboli. (Vuillefroy, v°. *quêtes ;* — *Décision du ministre des cultes, du 15 février* 1827.)

V. — *Du droit des curés et des fabriques de quêter pour les pauvres dans les églises.*

De ce que les bureaux de bienfaisance ont été institués pour administrer la charité légale, on en a conclu qu'il était interdit à tout autre établissement, comme à toute autre personne, de solliciter pour les indigents la bienfaisance publique.

Ainsi, on a contesté aux curés et aux fabriques le droit de faire, au profit des pauvres, des quêtes dans leurs églises, et l'on a formellement soutenu tout au moins que le produit de ces quêtes devait être versé dans la caisse des bureaux de bienfaisance.

Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, rendu le 6 juillet 1831, adopta ce système que l'administration du ministère de l'intérieur paraissait devoir suivre.

Tel fut aussi l'avis émis plus tard par MM. Durieu et Roche, dans leur *Répertoire des établissements de bienfaisance*, v°. *quêtes;* et par M. Vuillefroy, dans son *Traité de l'administration du culte catholique*, v°. *quêtes*.

Mais ce système est combattu avec avantage, suivant nous, par MM. Carré, *Du gouvernement des paroisses*, n° 17; Affre, *De l'administration des paroisses*, p. 188; et dans le *Journal des conseils de fabriques*, t. 1er, p. 65, 242, 251.

Cette question a même été l'objet d'un examen approfondi dans le sein d'un comité de charité où se trouvait M. Durieu, et grâce aux sages et vives observations de MM. Bioche et

Charles de Riancey, M. Durieu paraît lui-même avoir reconnu que le temps est passé de la prédominance exclusive des institutions civiles, relativement aux fabriques. (Voy. *Annales de la charité*, vol. 1845, p. 600; et vol. 1849, p. 74.)

Au surplus, quant à nous, la question n'a jamais fait de doute, et la simultanéité des droits des bureaux de bienfaisance et des fabriques de quêter dans les églises, au profit de leurs pauvres, est incontestable (1).

D'une part, la loi du 18 germinal an x, et l'art. 1er du décret du 30 décembre 1809, ayant formellement reconnu aux fabriques le droit de *veiller à l'administration des aumônes*, on doit reconnaître que ce droit comprend tout à la fois le droit de les recueillir et celui de les distribuer aux pauvres directement et sans intermédiaire.

Il est certain, d'autre part, qu'en conférant aux bureaux de bienfaisance le droit de quêter dans les églises, sous des conditions déterminées, le décret du 12 septembre 1806 n'a point porté atteinte au droit des fabriques d'y quêter elles-mêmes, et qu'au contraire ce droit a été clairement réservé dans le rapport de Portalis, à l'empereur, du 10 septembre 1806, rapport dans lequel on lit le passage suivant, qui ne saurait être plus concluant :

« *La destination des produits d'une partie des quêtes faites*
« et de la totalité de celui des troncs placés *par les fabriques*,
« *qui tourne au profit de cette espèce de pauvres que des circonstances ou des malheurs ont renversés d'un état honnête*,
« et qui ne voulant point confesser leur misère à des administrateurs des bureaux de bienfaisance, leurs égaux et
« quelquefois leurs ennemis ou leurs rivaux, vont chercher
« auprès de leurs pasteurs des consolations qui soutiennent
« leur courage et des secours qui ne les humilient pas. *C'est*

---

(1) Fidèles aux traditions de leurs prédécesseurs, les curés de Paris continuent d'ailleurs dans leurs paroisses respectives des distributions dont les abondantes aumônes qu'on leur confie fournissent les fonds, distributions auxquelles les sœurs de charité prêtent aussi leur ministère. C'est un service analogue et parallèle à celui des bureaux de bienfaisance ; ces distributions s'accomplissent en partie dans les maisons de secours formées par les bureaux de bienfaisance. Des dames charitables concourent à ce service avec le zèle d'un dévoûment éclairé par l'expérience. On ne connaît pas l'importance précise des distributions ainsi faites dans les paroisses, mais on peut présumer qu'elle égale, qu'elle surpasse peut-être celle des secours distribués par l'administration civile. (V. de Gérando, *de la Bienfaisance publique*, t. IV, p. 202).

« *à cet intéressant emploi que sont, en général, consacrées les « aumônes faites par les fabriques et les curés.* »

Il est donc évident que, dans l'état actuel de la législation, le droit des bureaux de bienfaisance, de quêter pour les pauvres dans les églises, n'exclut pas celui du clergé et des fabriques, et que par conséquent les curés et ces administrations peuvent toujours, comme sous l'ancien régime, et avec l'autorisation de l'évêque, faire appel à la charité pour les indigents, et leur distribuer directement le produit des aumônes qu'ils ont recueillies.

Les pauvres n'ont d'ailleurs qu'à gagner à cette louable concurrence.

Par suite de la faculté qui leur est ici reconnue, les fabriques et les curés peuvent faire placer dans les églises des troncs pour les indigents.

Les fabriques qui s'occupent ainsi du soin des pauvres n'établiront toutefois aucune confusion entre les aumônes qu'elles auraient recueillies pour eux et leurs revenus propres, qui sont légalement affectés au service paroissial, et qui ne sauraient être détournés de cette destination.

L'excédant même de leurs ressources, après le paiement de toutes les dépenses du culte, ne pourrait pas être distribué par elles aux pauvres, ni même versé dans la caisse du bureau de bienfaisance.

Cette règle d'administration est essentielle; autrement les fabriques s'interdiraient tout recours à la commune, pour les cas où elles manqueraient de ressources pour subvenir aux frais de l'église.

Les bureaux de bienfaisance n'ont pas non plus le droit de s'opposer aux quêtes autorisées dans les églises par le clergé, en faveur des pauvres visités et secourus par les conférences de Saint-Vincent-de-Paul.

§ 2. *Dépenses.*

Les dépenses à la charge des bureaux de bienfaisance sont :

1° Le traitement des personnes employées par ces établissement ;

2° Le paiement de toutes les dépenses intérieures ;

3° Le paiement des contributions des biens appartenant à ces établissements ;

4° Le paiement des pensions à la charge de ces établissements;

5° Les frais de constructions et réparations des édifices;

6° Les dépenses pour secours à domicile.

ART. 4. *Perception des revenus et paiement des dépenses.*

Les receveurs ont seuls qualité pour recevoir et pour payer. Les recettes et les paiements effectués sans leur intervention, ou faits de toute autre manière en contravention aux lois et règlements, donnent lieu à toutes répétitions et poursuites de droit.

Lorsque les recettes des bureaux de bienfaisance réunies à celles des hospices n'excèdent pas 20,000 fr., elles sont confiées au receveur municipal. (*Ord. 17 sept.* 1837.)

Il en serait de même alors que les recettes seraient supérieures, si les administrations respectives y donnaient leur consentement.

Les receveurs des bureaux de bienfaisance sont tenus de faire, sous leur responsabilité respective, toutes les diligences nécessaires pour la recette et la perception desdits revenus, et pour le recouvrement des legs et donations et autres ressources affectées au service de ces établissements; de faire faire contre tous les débiteurs en retard de payer, et à la requête de l'administration à laquelle ils sont attachés, les exploits, significations, poursuites et commandements nécessaires; d'avertir les administrateurs de l'échéance des baux; d'empêcher les prescriptions; de veiller à la conservation des domaines, droits, priviléges et hypothèques; de requérir à cet effet l'inscription au bureau des hypothèques de tous les titres qui en sont susceptibles, et de tenir registre desdites inscriptions et autres poursuites et diligences.

Pour faciliter aux receveurs l'exécution des obligations qui leur sont imposées par l'article précédent, ils pourront se faire délivrer par l'administration dont ils dépendent une expédition en forme de tous les contrats, baux, etc., concernant les domaines dont la perception leur est confiée.

Les receveurs seront nommés par le ministre de l'intérieur, sur une liste de trois candidats présentés par les bureaux de bienfaisance, sur l'avis des préfets.

Les receveurs ne peuvent être installés dans leurs fonctions qu'en justifiant qu'ils ont fourni le cautionnement pres-

crit par la loi du 28 avril 1816 (art. 96) et l'ord. du 6 juin 1830 (1).

---

(1) L'ordonnance du 6 juin 1830 est tout à la fois relative à l'administration et à la comptabilité des hospices et des établissements de bienfaisance. En voici le texte :

Ordonnance du roi relative à l'administration et à la comptabilité des hospices et des établissements de bienfaisance, du 6 juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, roi de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur; — vu les lois, ordonnances et règlements concernant l'administration et la comptabilité des hospices et des établissements de bienfaisance, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art 1er. A l'avenir, les préfets nommeront les membres des commissions administratives des hospices et des autres établissements de bienfaisance dont ils règlent les budgets

2. Ils nommeront également les receveurs des mêmes établissements, sur une liste de trois candidats présentés par la commission administrative, en se conformant d'ailleurs aux dispositions de l'art. 24 de notre ordonnance du 31 octobre 1821.

Ils arrêteront les remises et les cautionnements des mêmes comptables, en observant les proportions rappelées par l'art. 22 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, et sauf le compte périodique qu'ils rendront à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de l'exécution de ces deux dispositions dans la forme et aux époques qui leur seront indiquées.

3. Les préfets pourront, pour de justes causes, provoquer la révocation des administrateurs et des receveurs par eux nommés. S'il y a urgence, ils en prononceront la suspension provisoire Dans l'un et l'autre cas, ils en référeront à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui statuera définitivement sur leurs propositions. Quant aux simples remplacements que des démissions acceptées rendraient nécessaires, il y sera pourvu par le préfet, conformément à l'art 1er.

4. Les cautionnements auxquels sont assujétis les receveurs des hospices et des établissements de bienfaisance, seront, à l'avenir, fournis en immeubles ou en rentes sur l'Etat.

Toutefois, notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur pourra, s'il y a lieu, autoriser ces comptables à fournir leur cautionnement en deniers, dont le versement demeurera soumis aux règles prescrites par l'art. 23 de l'ordonnance du 31 octobre 1821.

5. Les cautionnements immobiliers seront établis sur des immeubles libres de tous priviléges et hypothèques, et d'une valeur qui excédera d'un tiers au moins la fixation en deniers du cautionnement. Les commissions administratives seront toujours appelées à délibérer sur l'acceptation des immeubles offerts à cet effet

6 Les cautionnements en rentes sur l'Etat seront, à la volonté des receveurs qui les proposeront, fournis, soit en inscriptions de rentes 5 p. 0[0, soit en rentes à 4 ou à 4 et 1[2 au pair, ou en 3 pour 0[0 à 75 francs, suivant la faculté consacrée par l'ordonnance du 19 juin 1825.

7. Les arrérages des rentes appartiendront aux titulaires des cautionnements, qui auront droit de les réclamer auprès des commissions administratives, sauf les cas d'oppositions légales.

8. Les receveurs ne pourront être installés qu'après avoir réalisé le cautionnement auquel ils sont soumis En conséquence, ils ne seront admis au serment qu'autant qu'ils représenteront, soit le certificat d'inscription hypothécaire si le cautionnement est en immeubles, soit le récépissé des inscriptions de rentes dont il se composerait, soit enfin le reçu du caissier du mont-de-piété, dans le cas où le cautionnement serait fourni en nu-

Ce cautionnement est fixé au 10e des recettes ordinaires portées au compte de l'année qui précède la nomination du receveur. (*Ord.* 31 *oct.* 1821.)

Il est versé à titre de dépôt ou de prêt dans la caisse du Mont-de-Piété. S'il n'y a point de Mont-de-Piété, la désignation de la caisse est faite par le préfet. Le taux de l'intérêt du cautionnement suit la fixation adoptée pour les cautionnements versés dans la caisse d'amortissement. (*Décision ministérielle du* 14 *juin* 1845.)

Les receveurs peuvent toutefois être autorisés à faire leur cautionnement en immeubles; dans ce cas, il doit être d'une valeur qui excède d'un tiers au moins la fixation des deniers. Les commissions administratives sont toujours appelées à délibérer sur l'acceptation des immeubles offerts à cet effet. (*Ord. du* 6 *juin* 1830.)

Si le cautionnement est fourni en rentes sur l'État, elles doivent être nominatives, et non au porteur (*Décis. ministérielle du* 25 *oct.* 1832).

Les traitements des receveurs consistent en remises proportionnelles tant sur les recettes que sur les paiements (*Ord. du* 17 *avril* 1839.)

Ces remises doivent être calculées ainsi qu'il suit (*Ord. des* 17 *avril et* 23 *mai* 1839) :

Sur les premiers 5,000 fr., à raison de 2 p. 0/0 sur les recettes et de 2 p. 0/0 sur les dépenses.

Sur les 25,000 fr. suivants, à raison de 1 50 p. 0/0 sur les recettes et de 1 50 p. 0/0 sur les dépenses.

Sur les 70,000 fr. suivants, à raison de 0 75 p. 0/0 sur les recettes et de 0 75 p. 0/0 sur les dépenses.

---

méraire, en vertu de l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

9. Lorsqu'il y aura lieu au remboursement des cautionnements fournis par les receveurs, les préfets, sur le vu des pièces constatant la libération définitive des comptables, pourront autoriser, suivant les cas, la main-levée des inscriptions hypothécaires, la remise des inscriptions de rentes, ou la délivrance des fonds versés aux monts-de-piété.

10. Dans le cas où, par suite d'un débet régulièrement constaté, il y aura lieu à l'application du cautionnement au profit de l'établissement créancier, le préfet ordonnera les poursuites nécessaires pour parvenir à l'expropriation du débiteur en vertu des condamnations qu'il aurait encourues, et pour assurer l'exercice du droit acquis audit établissement sur le produit de la vente des immeubles ou rentes qui en répondront.

11. Continueront de recevoir leur plein et entier effet les ordonnances et actes du gouvernement relatifs à la recette et à la comptabilité des établissements de bienfaisance, en tout ce qui ne serait pas contraire aux présentes dispositions.

Sur les 100,000 fr. suivants jusqu'à un million, à raison de 0 33 p. 0/0 sur les recettes et de 0 33 p. 0/0 sur les dépenses.

Sur les sommes excédant un million, à raison de 0 12 p. 0/0 sur les recettes et de 0 12 p. 0/0 sur les dépenses.

Les commissions administratives sont toujours appelées à délibérer sur la fixation des remises de leur receveur, sans toutefois que les proportions du tarif ci-dessus puissent être élevées ou réduites de plus d'un dixième, et sauf décision de l'autorité compétente. (*Ord. du* 17 *avril* 1839.)

Les receveurs ne peuvent être révoqués de leurs fonctions que par le ministre de l'intérieur : en cas d'urgence, ils peuvent être provisoirement suspendus par les préfets. (*Ord. du* 6 *juin* 1830.)

Art. 5. *Vérification et règlement des comptes des receveurs.*

Ce qui concerne les comptes des receveurs a été réglé par des ordonnances royales et des instructions ministérielles. Les principales sont celles des 23 avril 1823, 30 mai 1827, 1er mars 1835 et 17 juin 1840.

Le décret du 7 floréal an XIII n'est plus en vigueur que dans ses principes fondamentaux.

Les formes spéciales prescrites pour la reddition des comptes dus aux bureaux de charité ne sont applicables qu'aux comptes à rendre par les receveurs de bureaux, et non par les bureaux eux-mêmes, et non aux comptes que des tiers peuvent devoir à ces bureaux. (*Loi du* 7 *frimaire an* V, *art.* 3, 5 *et* 9; *ord.* 31 *oct.* 1821, *art.* 8, 28; *cass.*, 7 *juin* 1832, *Sirey*, 32, 1, 785.)

Art. 6. *Compte moral d'administration.*

Un compte moral, explicatif et justificatif des opérations administratives, sera présenté aux commissions des bureaux de bienfaisance, tant sous le rapport de la régie des biens que sous le rapport du régime sanitaire, économique et alimentaire, du 1er au 15 avril de chaque année.

A l'appui de ces comptes seront joints : 1° l'état des mercuriales de chaque mois des principaux objets de consommation ; 2° le précis des maladies graves traitées par les soins

de l'établissement; 3° l'état du mouvement constatant les entrées, les sorties, les naissances, le nombre et le prix des journées; 4° l'état général de tous les mandats expédiés sur la caisse, celui de toutes les dépenses à solder et des approvisionnements disponibles à la fin de l'exercice. (*Ordon. du 31 mai 1838.*)

Art. 7. *Contentieux.*

Les actions juridiques que les bureaux de bienfaisance croient devoir intenter pour la conservation de leurs biens sont préalablement soumises à l'examen d'un comité consultatif formé dans chaque arrondissement communal. Il est composé de trois membres, qui seront choisis, par le sous-préfet, parmi les jurisconsultes les plus éclairés de l'arrondissement.

Ce comité déclare, par une consultation écrite et motivée, s'il y a lieu de les autoriser à plaider.

L'avis du comité est transmis au conseil de préfecture, qui accorde ou refuse l'autorisation.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Jurisprudence.

FABRIQUES. — BIENS. — ÉCHANGE. — BIENS COMMUNAUX.

L'échange entre une fabrique et une commune de biens qui leur appartiennent ne peut résulter que d'actes réguliers intervenus entre elles après les autorisations qui leur sont réciproquement nécessaires Cet échange ne peut résulter notamment de l'usage fait par la fabrique, même avec l'assentiment de la commune, d'un terrain communal, aux lieu et place d'un terrain appartenant à la fabrique et joignant la voie publique.

En 1845, la fabrique de la paroisse Saint-Joseph, à Angers, fut autorisée par ordonnance royale à acquérir un emplacement propre à recevoir la construction d'une nouvelle église et de ses dépendances, et fit en conséquence l'acquisition

de plusieurs terrains bordés, au couchant, par la rue *des Jardins*. Mais l'emplacement acquis n'était suffisant que pour asseoir la construction, et, selon le plan, la façade ou entrée de l' difice aurait atteint l'alignement même de la rue *des Jardins*. Le conseil municipal d'Angers, désirant que, pour la convenance du culte et la facilité de la circulation, il y eût devant l'église un espace libre qui servirait de parvis, acheta du côté opposé à la rue *des Jardins*, c'est-à-dire vers le levant, un terrain qui devait être employé, avec partie de celui qui appartenait à la fabrique, à la construction de l'église, de manière à laisser libre, sur le devant de l'église et du côté de la rue *des Jardins*, une partie du terrain de la fabrique. C'est en effet ainsi que l'église fut construite sur la totalité du terrain acquis par la ville, et sur partie seulement du terrain acquis par la fabrique.

En 1847, l'église étant terminée, le sieur Paumard, propriétaire d'un terrain faisant l'angle de la rue *des Jardins* et de l'espace laissé libre devant l'église, terrain sur lequel il voulait élever des constructions, s'adressa à l'autorité municipale pour obtenir l'alignement et l'autorisation de faire toutes les ouvertures nécessaires sur l'espace ou place qui se trouvait entre la façade de l'église et la rue *des Jardins*. Cette autorisation et l'alignement furent donnés au sieur Paumard par un arrêté du maire d'Angers, en date du 3 avril 1847.

La maison du sieur Paumard était en cours de construction, lorsque, sur la réclamation de la fabrique, une délibération du conseil municipal d'Angers enjoignit au sieur Paumard de fermer les jours ouverts du côté de l'église.

Le sieur Paumard, n'ayant pas complétement obéi à cette injonction, la fabrique de Saint-Joseph le fit citer devant le tribunal civil d'Angers, pour voir dire qu'il serait tenu de supprimer les jours par lui pratiqués dans le mur de sa maison bordant l'emplacement réservé au parvis.

Sur cette assignation, le sieur Paumard a appelé la ville d'Angers en garantie; et il a soutenu que la ville ayant cédé, pour la construction de l'église, un terrain à elle appartenant, cession qui avait eu pour résultat de laisser libre, sur le devant de l'église, une partie du terrain de la fabrique, il était résulté de là entre la ville et la fabrique un échange qui avait rendu la ville propriétaire du terrain non employé, aux lieu

et place du terrain employé, qui lui appartenait primitivement; d'où le sieur Paumard concluait que la fabrique était non recevable et mal fondée dans sa demande.

La ville d'Angers s'est jointe à la fabrique et a pris les mêmes conclusions qu'elle.

11 décembre 1849, jugement qui accueille la demande de la fabrique et de la ville, et ordonne la suppression des ouvertures. Ce jugement considère, en substance, que la fabrique de Saint-Joseph n'a pas cessé d'être propriétaire du terrain situé devant la façade principale de la nouvelle église, conformément à son titre d'acquisition; qu'à la vérité, un projet d'échange est intervenu entre la fabrique et la ville relativement à ce terrain, par suite de l'acquisition d'un terrain faite par celle-ci en 1846, et sur lequel la fabrique a reculé l'édifice, afin de laisser un espace libre en avant de la façade pour faciliter l'accès du temple; que la fabrique ne pouvait, aux termes de l'art. 62 du décret du 30 décembre 1809, transférer la propriété dudit terrain à la ville qu'après délibération du conseil de fabrique, l'avis de l'évêque diocésain et l'autorisation du pouvoir central, dans les formes tracées par les lois et règlements; que la ville elle-même est astreinte à l'autorisation de l'Etat aux mêmes fins; qu'il n'apparaît même pas de contrat synallagmatique entre la ville et l'église, dont les délibérations seulement ont préparé l'accomplissement d'un projet d'échange; que la prise de possession par la fabrique du terrain acheté par la ville n'est qu'un fait irrégulier permis par la ville dans un intérêt public, qui recevra sans doute plus tard sa consécration, soit dans la forme d'une vente, soit dans celle d'un échange; mais qu'en attendant, la fabrique de Saint-Joseph a le droit d'agir contre l'œuvre de Paumard, et comme propriétaire du terrain sis devant l'église, et comme intéressée à l'ordonnance de la place qui doit s'y établir, qu'elle soit publique ou non.

Appel par le sieur Paumard; et, le 29 mai 1851, arrêt de la Cour d'Angers, qui infirme et déclare la fabrique et la ville non recevables et mal fondées dans leurs demandes. Les motifs de cet arrêt sont : que l'emplacement faisant partie du terrain acquis en 1845 par la fabrique est devenu la propriété de la ville, par l'effet d'un échange dudit emplacement contre le terrain acquis en 1846 par la ville, sur le sol duquel

l'église se trouve assise en partie ; que, depuis cet échange, ledit emplacement a été converti en place publique, et est devenu, par conséquent, une de ces parties de la voirie sur lesquelles chacun peut avoir des jours et des ouvertures, et des alignements ; enfin, que le sieur Paumard a agi de bonne foi, et que les jours qu'il a ouverts sur l'emplacement dont il s'agit n'ont aucun caractère nuisible.

POURVOI en cassation par la fabrique de Saint-Joseph et par la ville d'Angers, pour, entre autre moyens, violation des art. 552 et 555, Cod. Nap., et des art. 1108 du même Code, 62 du décret du 30 mars 1809 ; 19, n° 3, 20 et 46 de la loi du 18 juillet 1837, en ce que l'arrêt attaqué avait supposé que la fabrique, en construisant sur un sol qui appartenait à la ville, était devenue propriétaire de ce sol, et qu'un échange s'était, par suite, opéré entre la fabrique et la ville, bien qu'il n'existât entre elles aucun acte d'échange, et que ni l'une ni l'autre n'eût été autorisée à aliéner, sous quelque forme que ce fût, leurs propriétés respectives.

ARRÊT.

LA COUR ; — Sur le premier moyen : — Vu l'art. 1108, Cod. Nap., l'art. 62 du décret impérial du 30 déc. 1809, l'art. 19, n° 3, et l'art. 20 de la loi du 18 juillet 1837 ; — Attendu qu'il est constant, en fait, d'après l'arrêt attaqué, que l'espace resté libre au devant de la façade principale de l'église récemment construite fait partie d'un terrain acheté en 1845 par la fabrique de Saint-Joseph ; que l'église est édifiée sur le surplus de ce terrain et sur un autre immédiatement voisin que la ville d'Angers a acquis en 1846 ; — Que l'arrêt attaqué conclut de la destination à laquelle la fabrique a employé une partie du sol qui lui appartient à elle-même et le sol entier qui est à la ville, qu'il y a eu un échange opéré entre elles deux, au moyen duquel la portion non bâtie du terrain de la fabrique et qui est indiquée par celle-ci comme devant servir de parvis à l'église, a passé dans le domaine de la ville et fait partie de sa voirie ; — D'où l'arrêt a tiré la conséquence que la fabrique est non recevable et la ville mal fondée dans leurs demandes respectives contre Paumard, en suppression des ouvertures pratiquées dans la maison que, sur un alignement donné par le maire, il a construite joignant le sol du parvis ;

Attendu que la fabrique et la ville dénient également l'échange à elles imputé, et invoquent, contre une telle supposition, la législation spéciale sur la matière ; que, en effet, aux termes de l'art. 62 du décret impérial du 30 déc. 1809, les immeubles de l'église ne peuvent être vendus, aliénés, échangés, sans une délibération du

conseil de fabrique, l'avis de l'évêque diocésain et l'autorisation de l'empereur; — Qu'aux termes de l'art. 19, n° 3, et des art. 20 et 46 de la loi du 18 juillet 1837, les communes ne peuvent non plus vendre, échanger leurs immeubles ou en acquérir, sans délibération du conseil municipal rendue exécutoire, soit par le préfet en conseil de préfecture ou par le ministre compétent, soit par ordonnance du chef de l'Etat, selon la valeur des biens;

Attendu, dans l'espèce, qu'en déclarant l'existence d'un contrat d'échange, nonobstant le défaut d'intervention de l'évêque diocésain, du préfet du département et du chef du Gouvernement, et en se fondant sur la seule considération que les conseils et administrateurs spéciaux de la ville et de la fabrique auraient consenti cet échange, qui (dit l'arrêt) étant loyalement formé, entièrement réalisé et conforme à l'intérêt public, doit être maintenu; — Et, en conséquence, en tenant la ville pour propriétaire de l'emplacement destiné par la fabrique à servir de parvis à l'eglise, et, par suite, en jugeant l'action de la fabrique non recevable et celle de la ville mal fondée, l'arrêt attaqué a violé les dispositions ci-dessus visées; — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen; — Casse, etc.

Arrêt de la Cour de cassation, du 27 juin 1853.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de mai.

Les diverses opérations des conseils de fabrique et du bureau des marguilliers pour la séance du dimanche de Quasimodo ont été indiquées dans notre livraison de mars.

Nous nous bornerons à rappeler aujourd'hui, en ce qui concerne le compte du trésorier, que si quelques conseils de fabrique n'avaient pu s'entendre sur certains articles, les contestations doivent être portées devant l'autorité diocésaine, ainsi que cela résulte d'une lettre ministérielle du 10 mars 1812. L'évêque règle les comptes des fabriques comme il règle leur budget.

C'est d'ailleurs un principe constant que les comptes des fabriques doivent être rendus, débattus et réglés en la forme administrative; les tribunaux civils ne pourraient donc point être saisis de ces contestations; ils ne seraient compétents que pour contraindre le trésorier à rendre ses comptes et à en payer le reliquat administrativement fixé.

MM. les trésoriers n'oublieront point non plus qu'une copie de leur compte annuel doit toujours être déposée à la mairie, conformément à l'art. 89 du décret du 30 décembre 1809. Le bureau et les autres fabriciens veilleront à l'observation de cette règle.

Pour ce qui est du budget de 1855, les conseils de fabrique ont dû se mettre en mesure de l'envoyer à l'approbation de l'évêque. Une double expédition de ce budget est adressée à cet effet, par le trésorier ou par le curé, au prélat, avec l'état des dépenses intérieures relatives à la célébration du culte (art. 47 du décret précité). Cette formalité de l'approbation épiscopale est de toute nécessité, puisque c'est elle qui rend le budget exécutoire, ainsi qu'on peut le voir dans le *Bulletin*, vol. 1850, p. 79. Mais elle doit surtout être promptement remplie par les fabriques qui reçoivent des subventions de leurs communes, afin qu'elles puissent communiquer ce budget, dûment approuvé, aux conseils municipaux qui doivent se réunir en session ordinaire dans les premiers jours de mai.

Si quelques conseils de fabrique n'avaient pu se réunir à *Quasimodo*, ou bien si quelques-unes des opérations que nous avons indiquées avaient été omises, il y aurait lieu de demander immédiatement à l'évêque l'autorisation de se réunir extraordinairement, afin de réparer ce qui n'a point été fait.

MM. les marguilliers se rappelleront, dans leur réunion du mois, que l'art. 41 du décret du 30 décembre 1809 leur prescrit de visiter les bâtiments paroissiaux au commencement du printemps et d'y faire toutes les réparations nécessaires. (Voy. nos observations sur ce point, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 390, et vol. 1853, p. 322.)

CONTRIBUTIONS.

Au nombre des charges des fabriques, il faut ranger les contributions auxquelles elles sont soumises. Nous avons fait connaître quelles étaient celles de ces contributions qui pouvaient être mises à leur charge, ainsi que celles dont MM. les curés sont affranchis. Sans répéter tout ce que nous avons dit à ce sujet, nous rappellerons que la contribution foncière n'est pas due pour les édifices consacrés au culte, les archevêchés, les évêchés, les séminaires, les maisons com-

munes, les presbytères et jardins y attenant, les cimetières, cs maisons d'écoles appartenant aux fabriques (voy. ***Bulletin des lois civiles ecclésiastiques***, vol. 1849, p. 54 et 274); mais qu'elle l'est pour les biens appartenant aux communes, aux évêchés, aux chapitres, aux séminaires, aux fabriques, aux cures et aux succursales (*ibid.*, p. 275); — qu'il y a exemption de la contribution des portes et fenêtres pour les bâtiments servant d'église ou d'école, même lorsque ces bâtiments sont loués par l'administration (*ibid.*, p. 54); que le curé n'est pas exempté de la contribution des portes et fenêtres, ni de la contribution personnelle et mobilière, ni de la prestation pour les chemins vicinaux (*ibid.*, p. 274); vol. 1850, p. 248; — que, d'après un arrêt du conseil d'État, du 26 décembre 1839, le vicaire logé en garni ou gratuitement chez son curé n'est même pas dispensé de la contribution personnelle et mobilière; — que le curé, qui dessert à la fois les églises de deux communes ayant chacune un presbytère, ne peut être imposé à la contribution des portes et fenêtres que pour celui de ces presbytères qui sert à son habitation personnelle (*ibid.*, p. 47); — que le curé ou desservant qui a quitté une commune avant le 1er janvier n'y doit aucune contribution, à moins qu'il n'ait pas été imposé dans la commune où il s'est transporté (*ibid.*, p. 54); — que les ecclésiastiques sont assujétis à la contribution des portes et fenêtres pour les ouvertures de toutes les pièces habitables du presbytère dans lequel ils sont logés gratuitement, alors même que lesdites pièces seraient momentanément employées à resserrer les grains, ustensiles et effets de ménage (vol. 1851, p. 260).

Le délai pour réclamer est de trois mois, à partir de l'émission du rôle. Il est toujours facile de connaître la date de cette émission en consultant l'arrêté rendu par le préfet à cet égard (voy. nos observations, ***Bulletin***, vol. 1849, p. 52).

Nous avons indiqué dans le ***Bulletin*** de l'année 1849, p. 53, la forme des réclamations et l'autorité à laquelle elles doivent être adressées. Voyez aussi notre volume de 1851, p. 359.

Actes officiels

AUMONIER DE L'ARMÉE.

Arrêté du ministre de la guerre, concernant le costume des aumôniers de l'armée, du 26 avril 1854.

Le maréchal de France, ministre secrétaire d'État de la guerre, vu le décret du 10 mars dernier (1), arrête ce qui suit :

Art. 1er. Les aumôniers supérieurs et autres attachés à l'armée de terre porteront le costume ecclésiastique, la soutane ou la soutanelle.

Lors des réceptions et visites, ils porteront la soutane avec la ceinture, le petit manteau et les souliers à boucles.

Art. 2. Comme marque distinctive des fonctions qu'ils exercent, ils porteront, savoir :

L'aumônier supérieur, la croix en émail blanc suspendu au cou par un cordon vert ; glands également verts au chapeau et à la ceinture ;

Les autres aumôniers, la croix en argent, suspendue au cou par un cordon vert ; glands également verts au chapeau et à la ceinture.

La croix, comme forme et proportion, sera conforme au modèle ci-annexé.

Art. 3. L'aumônier supérieur prendra rang avec les chefs de bataillon, et les autres aumôniers avec les capitaines. Ils recevront les honneurs militaires attribués à ces grades.

VAILLANT.

Chronique.

Par décret impérial, du 19 avril, la nomination faite par Mgr l'évêque de Valence, de M. l'abbé Boissonnier, desservant d'Allex, à la cure de Crest, en remplacement de M. Genthon, démissionnaire, a été agréée par le gouvernement.

— Par un autre décret du 27 du même mois, la nomination faite par Mgr. l'évêque de Poitiers, de M. l'abbé Dupré, desservant de Beceleuf, à la cure de Sauzé-Vaussais, en remplacement de M. l'abbé Millet, démissionnaire, a aussi été agréée.

— Par décrets impériaux, ont été érigées en *chapelles de secours* : l'église de Nanteuil, commune de Montrichard, arrondissement de Blois (Loir-et-Cher) ; — l'église de Machy, canton de Rue, arrondissement d'Abbeville (Somme), (*décrets du 6 avril*) ; — les églises de Cuissy et Geny, canton de Craonne, arrondissement de Laon (Aisne) ; d'Oncourt, arrondissement d'Epinal (Vosges), (*décrets du 12 avril*).

(4) Décret rapporté dans la livraison de mars, ci-dessus, page 58.

— Par un autre décret impérial, du 15 du même mois, ont été érigées en succursales les églises des communes suivantes :

Eglise de Raphèle, section de la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône); — de Saint-Salvi-du-Sérail, section de la commune de Saint-Julien-du-Puy, canton de Lautrec (Tarn); — de Saint-Josse-au-Val, basse ville de Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais); — de Peyrusse-Vieille, canton de Montesquiou (Gers); — de Féas, canton d'Aramitz (Basses-Pyrénées); — de Reyssouze, canton de Pont-de-Vaux (Ain); — de Saint-Ferdinand, de la ville de Bordeaux (Gironde); — de Montigo, section de la commune de la Gorce, canton de Guitres (Gironde); — de Notre-Dame d'Arcachon, section de la commune de la Teste (Gironde); — de Caminel, section de la commune de Lebreil, canton de Montcuq (Lot); — de Saint-Martin, section de la ville de Dunkerque (Nord); — de Lastours, canton de Mas-Cabardès (Aude); — de la Chapelle-sur-Usson, canton de Jumeaux (Puy-de-Dôme); — de Mornay, canton de Fontaine-Française (Côte-d'Or); — de Beauchamp, canton de Bonnbonne (Haute-Marne); — de Saint-Martial de Limoges (Haute-Vienne); — de Chauconin, canton de Meaux (Seine-et-Marne); — de Vieux-Maisons, canton de Villiers-Saint-Georges (Seine-et-Marne), — de Fourilles, canton de Chantelles (Allier); — de Sazeret, canton de Montmarault (Allier); — de Plaine-de Valsch, canton de Sarrebourg (Meurthe); — de Labarre, section de la ville de Foix (Ariége); — de la Chapelle-Péchaud, canton de Domme (Dordogne); — de Loublande, section de la commune des Echaubrognes, canton de Châtillon-sur-Sèvres (Deux-Sèvres); — de Somerance, canton de Grand-pré (Ardennes); — de Labarde, canton de Montguyon (Charente-Inférieure); — de Milhac, section de la commune de Calmont, canton de Cassagnes (Aveyron); — de Mesnil-sous-Jumièges, canton de Duclair (Seine-Inférieure); — de Triquerville, canton de Lillebonne (Seine-Inférieure); — de Ceffia, canton d'Arinthod (Jura); — de Lasclade, section de la commune de Saint-Mary-le-Cros, canton de Massiac (Cantal); — de Lomné, canton de Labarthe (Hautes-Pyrénées), — de Frechède, canton de Trie (Hautes-Pyrénées); — de la Riche-extrà, canton de Tours (Indre-et-Loire); — d'Epiez, canton de Vaucouleurs (Meuse).

— Par décrets impériaux, rendus le 19 suivant, ont été érigées en cures de 2e classe : l'église succursale de Saint-Julien, de la ville d'Arles (Bouches-du-Rhône); — l'église succursale de Saint-Marcel, canton et arrondissement de Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

— Le 7 avril, le pape Pie IX a tenu, au palais apostolique du Vatican, un consistoire secret; après une allocution, Sa Sainteté a préconisé plusieurs prélats, et entre autres Mgr Gerbet, du diocèse de Saint-Claude et vicaire général d'Amiens, pour l'évêché de Perpignan.

— Dans sa séance du 7 avril, la congrégation des Rites a discuté une dernière fois la cause de béatification dite des *quarante martyrs* de la compagnie de Jésus. On sait que ces quarante martyrs sont le P. Ignace d'Azévédo et ses trente-neuf compagnons, qui, s'étant embarqués pour la mission du Brésil, furent tous massacrés pour la foi et jetés à la mer par les huguenots, le 15 juillet 1570. Par un décret du 21 septembre 1742, Benoît XIV avait déjà déclaré constants le martyre de ces héros et la cause de ce martyre.

Actes officiels

LÉGISLATION.

PROCESSIONS DU SAINT-SACREMENT. — GENDARMERIE.

Extrait du décret impérial portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, en ce qui concerne l'accompagnement du Saint-Sacrement aux processions de la Fête-Dieu (*du* 1er *mars* 1854).

Art. 153. — Lorsque la gendarmerie accompagne le Saint-Sacrement aux processions de la Fête-Dieu, elle est en grande tenue et en armes; deux sous-officiers ou gendarmes suivent immédiatement le dais; le surplus du détachement marche entre les fonctionnaires et les assistants.

AUMÔNIERS DE LA FLOTTE.

Décret impérial relatif au logement des aumôniers à bord des bâtiments de la flotte (du 23 mars 1853).

Art. 1er. Le paragraphe 3 de l'art. 702 du décret du 5 août 1851, sur le service à bord des bâtiments de la flotte, est rapporté. Ce troisième paragraphe sera remplacé par ce qui suit :

L'aumônier occupe la chambre la plus en avant, à babord, dans le faux-pont. Toutefois, à bord des vaisseaux, il occupe la chambre de la batterie basse à babord. S'il n'existe pas de chambre dans la batterie basse, l'aumônier occupe dans le faux-pont la chambre contiguë à celle du commandant.

DÉPENSES DU CULTE DANS LA MARINE ET DANS LES COLONIES, POUR 1854.

Les crédits alloués cette année pour les dépenses du service du culte en ce qui concerne les aumôniers de la marine et les colonies, ne présentent avec l'année 1853 aucune différence qui mérite d'être

signalée. Nous prions donc nos lecteurs de vouloir bien se reporter pour lès détails à notre livraison de janvier de l'année dernière (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1853, p. 14).

ÉDIFICES DIOCÉSAINS.

Règlement sur la comptabilité des travaux des édifices diocésains (du 1er avril 1854).

TITRE Ier. — *Dispositions générales.*

Art. 1er. La comptabilité des services d'entretien et de construction des édifices diocésains a pour base des écritures élémentaires constatant les dépenses faites au fur et à mesure de l'exécution.

Art. 2. Ces écritures sont tenues, soit par les architectes, soit par les agents chargés sous leurs ordres de la surveillance des travaux, et font l'objet de carnets d'attachements sur lesquels tous les faits relatifs aux travaux sont inscrits successivement, par ordre de date.

Art. 3. Les quantités inscrites sur le carnet sont reportées sur des feuilles de métrés ou résumé des carnets. — Chaque feuille est exclusivement affectée aux ouvrages appartenant à une même entreprise, et à imputer sur une même subdivision du crédit.

Art. 4. Les feuilles de métrés sont arrêtées à la fin de chaque trimestre, et les dépenses sont résumées dans un état de situation qui est transmis à l'administration centrale.

Art. 5. A la fin de chaque année, l'architecte dresse les décomptes de toutes les entreprises de son service, notifie chacun d'eux à l'entrepreneur qu'il concerne, et les envoie au préfet, qui les soumet à l'approbation du ministre.

Art. 6. Les mandats pour paiements d'à-compte dans le cours d'un exercice sont délivrés par le préfet, sur les certificats dressés par l'architecte. Les mandats ayant pour objet le solde des dépenses faites pendant l'exercice entier ne sont délivrés qu'après approbation du décompte final par le ministre.

TITRE II. — *Dispositions particulières.*

Art. 7. L'architecte numérote les feuillets de chaque carnet, et les parafe par premier et dernier, avant de s'en servir ou de le remettre à l'agent qui en sera chargé. L'architecte ou l'agent qui tient un carnet est responsable des erreurs commises. Il ne doit se dessaisir de son carnet que sur l'ordre de l'administration. Les carnets remplis sont déposés dans les archives de l'agence, après avoir été visés *ne varietur* par l'architecte. Les carnets successivement

remis, dans une même année, à chaque agent, reçoivent une même série de numéros par nature d'ouvrages. Ils doivent être clos le 31 décembre.

Art. 8. Chaque article est inscrit à l'encre sur les carnets. Chaque attachement porte son numéro et sa date. Les attachements qui, par leur nature, doivent être contradictoires, reçoivent sur le carnet la signature de la partie intéressée, avec ses observations ou réserves en cas de contestation. Les dépenses qui figurent sur les carnets ne sont définitivement portées en compte qu'autant qu'elles ont été admises par l'administration. Les métrés sont, quand il en est besoin, accompagnés de croquis cotés, qui sont dessinés sur la page de droite du carnet. Lorsque les dessins exigent de trop grandes dimensions pour être portés sur les carnets, ils forment des feuilles séparées, qui sont rappelées sur le carnet par un numéro d'ordre. La même disposition est applicable aux métrés des travaux apparents qui comportent un grand développement. Dans l'un et l'autre cas, on inscrit sur le carnet les quantités récapitulatives des ouvrages et fournitures.

Art. 9. Les quantités consignées sur le carnet sont classées sur les feuilles de métrés, où elles sont converties en argent au moyen de l'application des prix de la série, ou de ceux de la série supplémentaire, s'il y a lieu. Chaque entrepreneur est tenu de signer les feuilles de métrés relatives à ses travaux. En cas de contestation, il inscrit ses réserves ou réclamations. Chaque article porté sur les feuilles de métrés est inscrit avec le numéro du carnet, et reçoit un numéro d'ordre du métré, lequel est immédiatement reporté sur le carnet, pour témoigner de sa transcription et prévenir les doubles emplois.

Art. 10. Le décompte annuel de chaque entreprise consiste en un résumé des feuilles des métrés, présenté par nature d'ouvrages avec indication des prix et des quantités. Ces décomptes devront être transmis à l'administration, par l'intermédiaire du préfet, avant le 15 février de l'année qui suit l'exercice. Les carnets et feuilles d'attachements y annexées sont transmis à l'administration centrale, lorsqu'elle le juge nécessaire au contrôle des décomptes. Ils sont ensuite renvoyés à l'architecte, qui les replace dans ses archives.

Art. 11. Tous les faits de comptabilité concernant les édifices d'un même diocèse sont classés dans le livre de comptabilité de l'architecte. Ce livre comprend : 1° un état des crédits ouverts; 2° un état de sous-répartition de ces crédits; un journal d'inscription des certificats pour paiement délivrés par l'architecte; 4° un registre des comptes ouverts.

Art. 12. Lorsqu'il y a lieu de faire un paiement d'à-compte, l'architecte délivre un certificat pour paiement, visant les feuilles de métrés et indiquant le montant des dépenses. Les feuilles de métrés visées qui n'ont pas encore été produites accompagnent le certifi-

cat, mais ne sont pas remises au payeur. Lorsqu'il y a lieu de faire un paiement pour solde, le certificat pour paiement n'est délivré qu'après l'approbation du décompte par le ministre, et ce décompte est joint au certificat. Il est donné avis à l'architecte de la délivrance des ordonnances ou des mandats émis sur sa proposition.

Art. 13. L'architecte arrête au 31 décembre les divers comptes de son livre de comptabilité, et en consigne les résultats sur un état de situation définitive.

Art. 14. Dans les départements, les états trimestriels, les décomptes et les états de situation définitive sont remis au préfet, qui les transmet au ministre, après en avoir consigné les résultats dans ses écritures. A Paris, ils sont adressés directement au ministre.

Art. 15. Les honoraires, traitements et indemnités des architectes et de leurs agents sont soldés sur les états dressés par les architectes dans les départements, au moyen de mandats délivrés par les préfets, et à Paris, par les soins de l'administration des cultes.

Art. 16. En fin d'exercice l'administration des cultes établit le compte général de toutes les dépenses des édifices diocésains.

Art. 17. Le directeur général de l'administration des cultes est chargé de l'exécution du présent règlement.

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes, H. FORTOUL.

CIRCULAIRE *aux architectes diocésains, relative au nouveau règlement sur la comptabilité des travaux des édifices diocésains.*

Paris, le 4 avril 1854.

Monsieur, ma circulaire du 21 juin dernier, à laquelle était jointe une ampliation de l'arrêté du 10 mai 1853, portant réorganisation du service des édifices diocésains, vous annonçait l'envoi prochain d'une instruction spéciale qui aurait pour objet de vous tracer de nouvelles règles concernant la comptabilité du service qui vous est confié.

Déjà cette circulaire vous faisait connaître que, désormais, les comptes des entreprises seraient arrêtés tous les ans, que les règlements en fin d'entreprise au-delà d'un an n'auraient plus lieu, que les liquidations annuelles ne se feraient plus d'après de simples états de situation, qu'elles devraient se confondre avec le règlement même du compte des travaux.

J'ajoutais que votre tâche serait, du reste, singulièrement facilitée par les états de situation trimestriels que vous deviez m'adresser et par le mode de comptabilité qui vous serait prescrit. Il ne restait donc plus qu'à vous notifier ce nouveau mode de comptabilité.

J'ai consulté sur cette matière délicate le comité des inspecteurs

généraux, appelé par le décret impérial du 7 mars 1853 à émettre son avis sur toutes les affaires importantes intéressant les édifices diocésains, et notamment sur les questions de comptabilité se rattachant aux travaux de ces édifices. Ce comité m'a soumis un projet de règlement que j'ai approuvé par un arrêté du 1er de ce mois; je vous en transmets ci-joint une expédition avec le modèle des diverses formules que vous devrez employer pour son exécution. Je crois devoir ajouter en même temps quelques explications pour vous faire apprécier d'une manière complète le mécanisme et les avantages du nouveau système de comptabilité que vous devrez suivre désormais.

Les dispositions du règlement que j'ai adopté ne sont point, à proprement parler, des innovations en matière de comptabilité; elles ont été empruntées en grande partie au règlement du 28 septembre 1849, sur la comptabilité du ministère des travaux publics et au décret du 10 novembre 1851, qui a modifié le titre de ce règlement concernant les bâtiments civils. J'ai cru pouvoir, toutefois, simplifier les écritures, tout en voulant atteindre le même but.

Articles 2, 7 et 8. Carnet d'attachement. — Formule nº 1.

Les art. 2, 7 et 8 du nouveau règlement sont relatifs à la tenue des carnets.

Pour les travaux de simple entretien, il suffira que MM. les architectes diocésains tiennent un carnet sur lequel tous les faits se rapportant à ces travaux seront inscrits successivement par ordre de date.

Mais, pour les travaux d'une certaine importance, vous devrez avoir une série de carnets distincts par entreprise ou par nature d'ouvrages; ainsi, vous tiendrez des carnets séparés pour la maçonnerie, la charpente, etc. Sur chaque carnet, vous inscrirez à leurs dates les faits de dépense, c'est-à-dire les métrés partiels des travaux exécutés; mais il faudra se garder de tomber dans un détail qui aurait le double inconvénient de multiplier outre mesure les écritures et d'augmenter les chances d'erreurs. Du reste, la constatation immédiate sur le carnet ne sera indispensable que pour les ouvrages qui ne devront pas rester apparents; pour les autres, vous pourrez attendre l'achèvement d'une partie de travail susceptible d'une définition précise. Toutes les écritures du carnet devront être faites à l'encre et sans grattage; s'il y a erreur, on corrigera par voie de biffage et d'inscription en interligne, et l'on parafera. Les écritures seront accompagnées de croquis cotés, toutes les fois que besoin sera, pour faciliter le contrôle.

Il y a des métrés qui exigent un grand développement ou doivent être appuyés par des dessins exacts, exécutés sur une trop grande échelle pour être tracés sur le carnet. Ces métrés et dessins seront

rapportés sur des feuilles séparées qui seront rattachées au carnet par un numéro d'ordre, et l'on consignera leur résultat sur le carnet à la date de l'achèvement des ouvrages. . . . . .

. . . . . .

Il en sera de même des feuilles de journées et des factures pour menues fournitures ; on se bornera à indiquer la nature et le montant de la dépense dans la dernière colonne de la première page.

Les numéros d'ordre, inscrits sur une suite de carnets, formeront une seule série, depuis le commencement jusqu'à la fin de l'année, afin d'éviter d'avoir à rappeler les numéros des carnets et de prévenir la confusion.

Il sera indispensable que les entrepreneurs ou leurs fondés de pouvoirs reconnaissent immédiatement, après leur inscription sur le carnet, les attachements qui doivent être tenus contradictoirement. En cas de contestation, ils feront leurs réserves, en les motivant brièvement.

Lorsque le carnet sera tenu par un inspecteur, l'architecte devra le viser à chacun de ses voyages, et y apposer sa signature avec ses observations, s'il y a lieu.

L'architecte ou l'inspecteur chargé d'un carnet ne devra jamais s'en dessaisir, à moins d'un ordre de l'administration. Les entrepreneurs pourront être autorisés à faire des relevés sur le carnet, mais sans déplacement et sous la surveillance de l'architecte ou de l'inspecteur.

Articles 3 et 9. Feuilles de métrés. — Formule n° 2.

A des intervalles plus ou moins rapprochés, suivant l'importance et l'activité des travaux, les quantités d'ouvrages inscrites sur les carnets seront reportées sur des feuilles de métrés spéciales, où elles seront converties en argent par l'application des prix de la série qui aura servi de base à l'adjudication, ou des prix portés dans un bordereau supplémentaire, s'il y a lieu. Il arrive souvent, en effet, qu'il est nécessaire d'introduire, en cours d'exécution, des modifications au projet approuvé, et que, par suite, la série de prix qui a servi de base à l'adjudication présente des lacunes plus ou moins nombreuses. Il convient, dans ce cas, de débattre avec l'entrepreneur les nouveaux prix à établir, de les faire accepter par lui, puis de les soumettre à mon approbation. Ces prix sont classés sur un ou plusieurs bordereaux supplémentaires, et reçoivent des numéros qui viennent à la suite de ceux de la série.

Les feuilles de métrés devront résumer, autant que faire se pourra, le détail consigné sur le carnet. Il ne sera pas nécessaire, toutefois, de transcrire sur ces feuilles chacun des articles du carnet avec son numéro et sa date. Il suffira, je pense, pour simplifier le travail sans que la concordance des écritures soit moins assurée, d'ajouter, pour

n'en faire qu'un seul article, tous les ouvrages de même nature qui, en raison de leur situation, demandent à être réunis, et de rappeler en même temps tous les numéros du carnet affectés à ces ouvrages.

Il est impossible de préciser des époques pour la transcription sur les feuilles de métrés; c'est à l'architecte qu'il appartiendra de décider à ce sujet, suivant le degré d'activité des travaux. Mais, comme il doit se rendre le compte le plus exact possible de la marche des dépenses, il ne devra jamais, sauf dans le cas de suspension des travaux, laisser écouler plus d'un mois sans procéder à cette opération.

Les détails inscrits sur le carnet seront réunis sur la feuille de métrés par nature d'ouvrages et par portions de l'édifice, de sorte que les articles de cette feuille seront moins nombreux que ceux du carnet; mais au droit de chacun d'eux, on indiquera les numéros du carnet attribués aux ouvrages qu'il résumera. . . . . .

. . . . . .

Au moment même où un article du carnet sera porté sur la feuille de métrés, on inscrira sur le carnet, à côté de son numéro, dans la colonne à ce destinée, le numéro de l'article du métré dans la composition duquel il sera entré. C'est le moyen de prévenir les omissions et les doubles emplois. Un même numéro des feuilles de métrés pourra se trouver ainsi reporté plusieurs fois sur le carnet.

Les numéros des feuilles de métrés pour une même entreprise, ou une même nature de travaux, ne devront former, de même que ceux des carnets, qu'une seule série depuis le commencement jusqu'à la fin de l'année.

Les feuilles de métrés, une fois arrêtées, devront être acceptées par l'entrepreneur, avec ou sans réserve, et avant que l'architecte délivre le certificat pour paiement qui les visera, et à l'appui duquel elles seront produites.

Articles 5 et 10. Décompte. — Formule nº 3.

Le décompte des ouvrages exécutés par chaque entrepreneur, dans le cours d'un exercice, devra être arrêté à la fin de l'année et notifié à l'entrepreneur, qui fera ses réserves, s'il juge qu'il y ait lieu. Ces décomptes, dressés en double expédition, dont une sur timbre, et auxquels seront joints les devis, séries de prix, cahier des charges et autres pièces du projet approuvé, devront être soumis à mon approbation avant le 15 février de l'année suivante.

A la rigueur, les feuilles de métrés d'un même exercice pourraient être réunies par entreprise pour former les décomptes annuels, puisqu'elles ne sont autre chose que des décomptes partiels; mais, dans la plupart des circonstances, il en résulterait un trop grand développement d'écritures, et les objets principaux de la dépense ne

ressortiraient pas avec une netteté suffisante. Il m'a paru préférable de résumer les feuilles de métrés, de même que ces feuilles résument les carnets, en ne consignant sur le décompte que les quantités d'ouvrages afférentes aux principales divisions du travail. S'il s'agit, par exemple, de travaux neufs, un article du décompte comprendra tous les articles relatifs à l'établissement d'un mur désigné ou de la partie de ce mur qui aura été exécutée dans l'année; il faudra, dans ce cas, bien définir les limites de cette partie; un autre article aura pour objet toutes les colonnes d'une même salle; dans le décompte de la charpente, un article embrassera un plancher entier; un autre, tout en comble. Pour des travaux en reprise, l'architecte procédera par travées ou par membres principaux d'architecture, tels que soubassements ou murs de tel point à tel point, etc.

Article 11. Livre de comptabilité. — Formule n° 4.

Aux termes de l'art. 11 du règlement, l'architecte devra tenir un livre de comptabilité qui comprendra tous les édifices d'un même diocèse, et sur lequel seront inscrits les objets ci-après désignés :

1° Les crédits qui lui seront ouverts pour les divers travaux à exécuter;

2° La sous-répartition de ce crédit entre les divers entrepreneurs; cette sous-répartition, faite au commencement de la campagne, ne devra pas être considérée comme définitive; elle se trouvera, en effet, souvent plus ou moins modifiée à la fin de l'exercice; on mettra alors les écritures d'accord avec les faits, au moyen de corrections faites à l'encre rouge.

3° Par ordre de dates, les certificats pour paiement délivrés dans le cours de l'exercice : les parties prenantes émargeront pour récépissé, ou, en cas d'empêchement, enverront un accusé de réception, dont la date sera mentionnée dans la colonne d'observations;

4° Les principaux faits de comptabilité relatifs à chaque entreprise.

Articles 12 et 15. Certificats pour paiement et états d'honoraires et de traitements. Formule n^os 5 et 6.

Ces formules n'ont pas besoin d'explications : je me bornerai à vous rappeler qu'il faut toujours indiquer, sur la première de ces pièces, si elle a pour objet le paiement d'un à-compte ou d'un solde.

Article 4. Etat de dépenses trimestrielles. — Formule n° 7.

Ces états devront être adressés au préfet dans les huit jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre : le préfet me les

transmettra dans un délai de dix jours à dater de leur réception. Le décret précité du 10 novembre 1851 exige ces certificats à la fin de chaque mois : mais il m'a semblé qu'il n'y avait, pour les travaux diocésains, aucun intérêt sérieux à les multiplier autant.

Article 13. Situation définitive au 31 décembre. — Formule nº 8.

L'état de situation définitive des crédits et dépenses au 31 décembre sera établi par l'architecte et adressé au préfet, qui le transmettra à l'administration des cultes, après l'avoir vérifié. Le préfet devra le recevoir avant le 1er mars de l'année suivante. Il n'y aura pas lieu de faire accepter ces états par les entrepreneurs.

Article 12. Bulletin de délivrance des mandats. — Formule nº 9.

J'ai pensé qu'il serait utile que les architectes fussent avisés des mandats qui auraient été délivrés sur leurs certificats ; la formule nº 9 a pour but de faciliter l'accomplissement de cette formalité.

Résumé.

Telles sont, Monsieur, les nouvelles règles auxquelles vous devrez désormais vous conformer pour la comptabilité des travaux que vous êtes appelé à diriger. Les obligations qui résulteront pour vous de l'exécution de ce nouveau règlement peuvent se résumer ainsi :

1º Tenue des carnets d'attachements sur lesquels tous les faits relatifs aux travaux seront inscrits successivement par ordre de date (*art.* 2, 7 *et* 8 *du règlement*) ;

2º Report, au moins mensuel, sur des feuilles de métrés, des quantités inscrites au carnet (*art.* 3 *et* 9) ;

3º Envoi au préfet, dans les huit jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, d'un état de situation résumant les dépenses du trimestre (*art.* 4) ;

4º Etablissement à la fin de l'année des décomptes de toutes les entreprises, et envoi au préfet de ces décomptes pour être transmis par lui à l'administration centrale avant le 15 février (*art.* 5 *et* 10) ;

5º Tenue d'un livre de comptabilité sur lequel seront classés tous les faits de comptabilité concernant les édifices d'un même diocèse (*art.* 11) ;

6º Envoi au préfet, avant le 1er mars, de l'état de situation définitive des crédits et dépenses au 31 décembre de l'année précédente (*art.* 13).

Ainsi que vous en aurez sans doute déjà fait la remarque, Monsieur, ces diverses opérations s'enchaînent : elles ont pour base principale le carnet. En effet, les feuilles de métrés sont

le résumé du carnet ou des carnets d'attachements. Ces feuilles de métrés, qui sont arrêtées à la fin de chaque trimestre, sont elles-mêmes résumées par les états trimestriels et par les décomptes annuels.

Enfin l'état de situation définitive en fin d'année est également le résumé des divers comptes portés sur le livre de comptabilité.

Ce nouveau système est d'une grande simplicité. Je pense qu'en réalité il n'augmentera pas le travail qui vous incombait précédemment, et j'espère d'ailleurs qu'il aura pour résultat d'introduire l'ordre et la clarté désirables dans vos écritures. Les constatations journalières et les fréquents résumés de dépenses que MM. les architectes diocésains seront obligés de faire auront pour effet, je n'en doute pas, de leur faciliter l'établissement des divers décomptes, de prévenir beaucoup de contestations avec les entrepreneurs, et de simplifier celles qui pourraient encore se produire. Je n'insisterai donc pas davantage pour vous faire sentir toute l'importance que j'attache à ce que le nouveau règlement que je vous envoie soit rigoureusement exécuté.

Je compte sur le zèle et le bon esprit dont vous êtes animé pour entrer franchement dans la nouvelle voie qui vous est ouverte, et dont vous ne tarderez pas, j'en suis persuadé, à reconnaître tous les avantages.

Recevez, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

H. FORTOUL.

A cette circulaire sont jointes plusieurs formules que nous n'avons pas cru devoir reproduire comme étant sans aucun intérêt pour nos lecteurs.

Le même jour, circulaires aux archevêques, et évêques et aux préfets, pour leur annoncer l'envoi de l'instruction précédente, avec recommandation aux préfets d'en surveiller l'exécution.

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES. — CONSTRUCTION OU RESTAURATION. — SECOURS AUX COMMUNES.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, relative aux secours à accorder aux communes pour construction ou restauration des églises et presbytères.*

Paris, le 8 mai 1854.

Monsieur le Préfet, ma circulaire du 1er août dernier vous a indiqué le mode d'après lequel les demandes de secours

formées par les communes dans l'intérêt de leurs édifices paroissiaux devraient, à l'avenir être instruites, et vous a prescrit de me faire l'envoi de ces demandes deux fois par an, le 1er juin et le 1er décembre.

Il m'avait paru utile que l'administration fût saisie assez à temps de vos propositions pour que les communes pussent être informées de ses décisions dans les premiers mois de l'année, et fussent ainsi à même de commencer, s'il y avait lieu, leurs travaux dès l'ouverture de la campagne. J'ai voulu, d'un autre côté, que les demandes qui n'auraient pu m'être transmises en décembre, ou que motiveraient des circonstances imprévues, pussent également me parvenir dans le cours de l'exercice.

Je vous faisais remarquer, en outre, ainsi que maintes fois je l'avais rappelé à MM. les préfets, que le fonds de secours ne pouvant suffire à l'étendue des besoins, il en résultait la nécessité de ne m'adresser de propositions qu'en faveur des communes qui seraient dans l'impossibilité absolue de pourvoir, avec leurs seules ressources, à la dépense totale de travaux d'une urgence réelle.

Toutefois, dans la plupart des départements, les demandes qui m'ont été transmises en décembre dernier sont si nombreuses et le chiffre en est si considérable, qu'en épuisant même la totalité du crédit mis à ma disposition, je ne saurais les accueillir toutes. Un nouvel envoi deviendrait dès lors complétement inutile et aurait le grave inconvénient de faire naître des espérances dont la réalisation serait impossible.

Je vous prie donc, Monsieur le Préfet, de prévenir les communes dont vous vous proposiez de m'adresser les demandes en juin prochain, qu'aucune suite ne pouvant leur être alors donnée, elles ne sauraient, dans aucun cas, m'être transmises avant l'époque où il y aura lieu de s'occuper de la répartition du crédit alloué au budget de 1855.

Du reste, les demandes qui m'ont été transmises en décembre dernier ont été déjà examinées en grande partie, et je me suis empressé d'informer MM. les préfets que cela concernait des communes auxquelles il m'avait été possible de venir en aide. Les autres de ces demandes non encore examinées le seront sans délai, et mes décisions seront immédiatement notifiées.

Quant aux demandes rejetées ou ajournées pour complé-

ment d'instruction, elles seront successivement renvoyées, afin que les communes qu'elles concernent puissent aviser aux moyens de pourvoir elles-mêmes à la totalité de la dépense, ou de se conformer aux observations auxquelles auront donné lieu les projets présentés par elles.

Recevez, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé **H. FORTOUL.**

Jurisprudence.

DONS ET LEGS. — AUTORISATION. — ARRÊTÉ. — AMPLIATION.

Lorsque l'administration supérieure a autorisé l'acceptation d'une libéralité en faveur d'une fabrique ou de tout autre établissement religieux, il n'est pas nécessaire qu'elle adresse à l'évêché deux ampliations de l'arrêté d'autorisation, l'un pour l'établissement légataire ou donataire, l'autre pour les archives du secrétariat de l'évêché.

C'est aux préfets qu'il appartient de donner à la partie intéressée des copies ou extraits certifiés conformes de ces arrêtés.

Les notaires et autres officiers publics ne peuvent refuser de faire usage des copies et extraits ainsi délivrés et certifiés.

Ces décisions résultent d'une lettre du directeur général de l'administration des cultes adressée à Mgr l'archevêque de Paris le 26 décembre 1848, dans les termes suivants :

Paris, le 26 décembre 1848.

Monsieur l'Archevêque, vous m'avez informé, par votre lettre du 27 novembre dernier, que le trésorier de la fabrique de Saint-Nicolas-des-Champs à Paris vous a demandé une ampliation de l'arrêté du 30 octobre 1848, qui a autorisé cet établissement à accepter le legs d'une rente de 200 fr. faite à son profit par le sieur Deharembure, pour réclamer l'envoi en possession de la rente léguée.

Vous faites remarquer, à cette occasion, que les notaires ont plusieurs fois refusé de faire usage des copies certifiées conformes et délivrées par l'archevêché, et vous demandez, en conséquence, qu'à l'avenir il vous soit toujours adressé

deux ampliations des arrêtés autorisant l'acceptation des libéralités destinées aux établissements religieux, savoir, une pour les archives de votre secrétariat, et l'autre pour les établissements intéressés.

J'ai l'honneur, Monsieur l'Archevêque, de vous transmettre une seconde ampliation de l'arrêté du 30 octobre 1848 pour le trésorier de la fabrique de Saint-Nicolas-des-Champs; mais je dois en même temps vous exprimer le regret de ne pouvoir vous envoyer à l'avenir deux ampliations des arrêtés de cette nature.

Une pareille mesure, qui devrait naturellement être étendue à tous les diocèses, entraînerait pour l'administration des cultes une augmentation de travail considérable, et serait d'ailleurs contraire aux usages établis. Il est, en effet, de règle que les préfets délivrent les copies ou extraits certifiés conformes des arrêtés dont les ampliations leur sont exactement expédiées. Les notaires et autres officiers publics ne seraient point fondés à refuser de pareilles copies pour les productions qu'il peut y avoir lieu de faire en justice ou les mentions à insérer dans les actes. C'est donc à ces administrateurs que les établissements intéressés doivent s'adresser pour obtenir les copies ou extraits dont ils peuvent avoir besoin.

Le directeur général de l'administration des cultes,

DURIEU.

MARIAGE. — CERTIFICAT DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL. — TIMBRE.

Les certificats qui doivent être remis aux ministres du culte, conformément à l'art. 54 *de la loi du* 18 *germinal an* X, *pour justifier l'accomplissement des formalités du mariage civil, et les autoriser à procéder au mariage religieux, sont assujétis au timbre de* 25 *centimes* (*art.* 12 *de la loi du* 13 *brumaire an VII, et décret du* 9 *déc.* 1810).

Il est recommandé aux agents du parquet de prendre les mesures nécessaires pour que les officiers de l'état civil se conforment avec la plus grande exactitude aux dispositions précitées.

Ces propositions ont été consacrées par une circulaire du

ministre de la justice aux procureurs généraux du 26 juillet 1848.

Questions proposées.

ANNEXES. — BIENS. — ADMINISTRATION. — MAIRE. — FABRIQUE PAROISSIALE.

C'est au conseil de fabrique qu'il appartient légalement d'administrer les biens de l'annexe qui existe dans la paroisse.

La commission spéciale qui serait choisie parmi les habitants de l'annexe pour régir ces biens, ne peut être considérée que comme une commission déléguée par la fabrique principale.

En aucun cas, il ne saurait appartenir au maire de l'annexe d'en administrer les biens, même conjointement avec les administrateurs officieux et de leur interdire d'obtempérer aux résolutions financières prises par le conseil de fabrique de la paroisse principale.

M. le curé de *** expose les faits suivants :

Une annexe régulièrement établie, et dépendant pour le spirituel d'une paroisse voisine, possède un revenu assez fort, provenant d'un legs fait par une personne décédée depuis longtemps. Dès l'origine de ce revenu, le conseil de fabrique de la paroisse fut chargé d'administrer les biens compris dans le legs.

Plus tard, le maire de la commune érigée en annexe, prétextant à tort que le conseil de fabrique n'administrait pas, comme il le devait, exclusivement dans l'intérêt de l'église annexe, obtint de l'autorité ecclésiastique que deux habitants de la commune fussent nommés administrateurs de ce revenu, sous la condition de tenir leurs comptes en bon état, afin de pouvoir les produire au conseil de fabrique dans le cas où, pour quelque raison de droit, son intervention deviendrait nécessaire.

Le maire de la commune érigée en annexe, piqué sans doute de ce qu'il n'a pas été nommé administrateur, s'est toujours opposé à ce que les administrateurs, dont il avait provoqué la nomination, s'entendissent avec le conseil de fabrique de la paroisse, et, s'arrogeant le droit d'administrer

le revenu de l'église annexe, il a prétendu qu'à lui seul appartenait le droit d'autoriser les dépenses nécessaires au culte et défendu aux administrateurs, dont l'un conserve l'argent, de payer aucune dépense arrêtée par le conseil de fabrique.

Le conseil de fabrique, de son côté, se fondant sur le décret du 30 septembre 1807, ne croit pas devoir supporter plus longtemps une telle illégalité, il est résolu de rentrer dans la plénitude de ses droits, relativement à l'administration des revenus de l'annexe et à leur emploi.

En présence d'un tel conflit, on demande laquelle des deux prétentions est fondée?

Le droit du conseil de fabrique n'est réellement pas contestable, et la conduite du maire de l'annexe constitue un abus d'autorité.

Nous concevons qu'ainsi que la circulaire du 11 mars 1809 en a donné l'idée, on établisse dans une annexe un conseil de fabrique spécial chargé d'administrer les biens qui appartiennent à l'annexe, mais ce conseil ne peut être considéré que comme une commission déléguée par la fabrique principale. Une fabrique indépendante serait entièrement contraire aux principes qui ne permettent de voir dans l'annexe qu'un établissement précaire et secondaire qui doit rester constamment sous la direction et la surveillance du chef-lieu de la paroisse.

Qu'est-ce, en effet, qu'une *annexe*, sous l'empire du décret du 30 septembre 1807?

C'est une église qui n'a pas de circonscription propre, qui est située sur le territoire d'une église paroissiale, et dans laquelle l'exercice public du culte est autorisé sur la demande de souscripteurs qui s'engagent à en supporter *seuls* tous les frais.

L'art. 13 du décret du 30 septembre 1807 dispose même textuellement :

« Les chapelles ou annexes dépendront des cures ou succursales dans l'arrondissement desquelles elles seront placées. Elles seront aussi sous la surveillance des curés ou desservants; et le prêtre qui y sera attaché n'exercera qu'en qualité de vicaire ou de chapelain. »

Il importe aussi de remarquer que la commune ou section de commune où est établie l'annexe, malgré les dépenses volontaires qu'elle fait pour l'exercice du culte dans la localité,

ne reste pas moins obligée de concourir, dans la même proportion qu'auparavant, tant aux frais d'entretien de l'église paroissiale qu'aux autres dépenses du culte, dans le chef-lieu de la cure ou succursale dont elle dépend. (VUILLEFROY, *de l'Administration du culte catholique*, v° *Annexe*, p. 65.)

Enfin, il est certain que si l'annexe peut acquérir des biens à titre gratuit, les donations ou legs qui lui seraient faits ne peuvent être acceptés que par le trésorier de la fabrique paroissiale.

Avec de telles conditions d'existence, il est évident que la commission officieuse d'une annexe n'a d'impulsion à recevoir que de la fabrique paroissiale, et ne relève que d'elle seule.

Quant au maire de la commune érigée en annexe, il n'a nullement le droit de haute surveillance ou d'administration personnelle qu'il s'attribue arbitrairement, au mépris de toutes les convenances et même en violation des lois relatives aux biens de l'église.

Il en est de même du conseil municipal.

Leur reconnaître à l'un ou à l'autre des pouvoirs sur les biens qui appartiennent à l'institution ecclésiastique qualifiée d'*annexe*, ce serait confondre des choses que la loi a soigneusement distinguées et séparées, l'administration des biens communaux et l'administration des biens ecclésiastiques, et placer l'autorité ecclésiastique, vis-à-vis des pouvoirs civils, dans un état de dépendance contraire à sa dignité.

CIMETIÈRE. — PLACE PUBLIQUE. — ARBRES. — PLANTATION. — DISTANCE. — DROITS DU MAIRE.

Est-ce au maire ou bien au trésorier de la fabrique qu'il appartient d'exiger que les arbres de haute tige ou autres, plantés dans le voisinage du cimetière ou de la place publique, à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ?

Les art. 671 et 672 du Code civil sont ainsi conçus :

Art. 671. Il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement

existants, ou par les usages constants et reconnus ; et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives.

Art. 672. Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a droit de les y couper lui-même.

Ces dispositions sont applicables aux communes ou établissements publics, et leur profitent, de même qu'aux particuliers.

Il s'agit seulement de savoir à qui, du maire ou du trésorier de la fabrique, il appartient de revendiquer le bénéfice de ces dispositions à l'égard du voisin d'une place publique ou d'un cimetière?

Mais il est évident, dans l'un et l'autre cas, que ce droit n'appartient qu'au maire, puisqu'il s'agit de propriétés communales (art. 10, loi du 18 juillet 1837), et qu'au titre de représentant de la commune, il réunit les attributions de police qui résultent, soit de la loi du 24 août 1791, tit II, art. 3, relativement à la voirie, soit du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures.

Le trésorier de la fabrique serait absolument sans qualité ; le décret du 30 décembre 1809 ne confère aucun droit aux fabriques relativement à la propriété ou à l'administration des cimetières; et, quant aux places publiques, elles dépendent de la voirie municipale exclusivement.
(*Consultant*, M. de Guéran, curé de Valettes (Lot-et-Garonne.)

INHUMATION. — AUTORISATION. — PARENTS. — LEVÉE DU CORPS. — PEINES. — DÉLAI. — CIMETIÈRE. — PRIÈRES. — AUTORISATION.

I. *L'autorisation d'inhumer que délivre le maire, en conformité de l'art. 77 du Code civil, doit-elle s'adresser au curé ou aux parents du défunt?*

II. *Le curé qui procède à la levée du corps et aux cérémonies religieuses, sans qu'il lui soit justifié de l'autorisation de*

l'officier de l'état civil, est-il passible des peines portées par l'art. 358 *du Code pénal?*

Quid *des parents?*

L'art. 471, § 15 *du Code pénal ne pourrait-il pas du moins être invoqué contre le curé?*

III. *L'autorisation d'inhumer serait-elle inutile, s'il s'était écoulé plus de vingt-quatre heures depuis le décès?*

IV. *Le curé a-t-il besoin d'une autorisation laïque quelconque pour réciter ou chanter les prières des funérailles au cimetière plus que dans son église?*

§ Ier.

La première de ces questions a déjà été résolue dans le *Bull. des lois civ. eccl.*, vol. 1849, p. 304.

Nous avons dit que c'était aux parents du défunt à demander au maire l'autorisation d'inhumer, et que c'est par conséquent à eux que cette autorisation doit être donnée.

Il serait d'ailleurs aussi peu convenable qu'irrégulier que l'autorisation d'inhumer s'adressât au curé.

D'une part, il résulte de l'art. 77 du Code civil que cette autorisation doit être délivrée à ceux qui font l'inhumation. Or, M. l'abbé Dieulin, *Guide des curés*, t. I, p. 331, fait remarquer, avec raison, que « les curés lèvent et accompagnent les corps, mais ne les inhument pas. »

Et, d'autre part, une telle autorisatisn, si elle s'adressait au curé, le placerait vis-à-vis du maire dans une sorte de subordination ou de dépendance qu'il importe au clergé de ne pas accepter vis-à-vis de gens trop disposés à en abuser, au détriment de la religion elle-même et de la dignité de ses ministres.

Si, malgré l'usage contraire, quelque maire tenait absolument à consigner dans l'autorisation d'inhumer le nom de celui auquel elle est accordée, il est clair que ce nom devrait être celui de l'un des parents ou amis du défunt, car ce sont ceux-là seuls qui font procéder à l'inhumation et que la loi punit, en cas d'infraction à l'art. 358 du Code pénal, ainsi qu'il va résulter du paragraphe suivant.

Nous avons donné dans le *Bulletin*, *loco citato*, un modèle de permis d'inhumer, tel qu'il doit être rédigé d'après la loi. Ce modèle est, au surplus, conforme à celui qui est suivi par la majorité des maires, et qui a été proposé par M. l'abbé Dieulin dans son *Guide des curés*.

§ II.

Il est certain que, quelque impératifs que soient les termes du décret du 4 thermidor an XIII, relatif à l'autorisation d'inhumation, il n'est intervenu aucune loi pour édicter une peine contre les curés et desservants qui y contreviendraient; et, quant à l'art. 358 du Code pénal, il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 27 janvier 1832, Sirey, 32, 1, 386, que cet article ne punit, en cas d'infraction, que ceux qui prennent les dispositions nécessaires pour les inhumations, auxquels la loi impose le devoir de faire les déclarations légales, en un mot, ceux qui font inhumer le défunt, et non pas ceux qui assistent seulement à l'inhumation.

Il est évident, par conséquent, et c'est là ce que la Cour de cassation a jugé, que le curé ou desservant qui procède à la levée d'un corps et l'accompagne hors de l'église, sans qu'il lui apparaisse de l'autorisation de l'état civil, ne peut être poursuivi et puni en vertu de l'art. 358 du Code pénal. (MORIN, *Répertoire du droit criminel*, v° *Cultes*, § 2; CHAUVEAU ADOLPHE et FAUSTIN HÉLIE, *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 468.)

La famille et les amis du défunt, c'est-à-dire ceux d'entre eux qui ont procédé à l'inhumation, pourraient seuls être traduits devant les tribunaux, et punis d'un emprisonnement de six jours à deux mois et d'une amende de 16 à 50 fr.

Toutefois, le curé ou desservant ne serait pas entièrement à l'abri de toute pénalité.

Le même arrêt décide, en effet, qu'il pourrait, dans ce cas, être puni d'amende depuis 1 fr. jusqu'à 5 fr. inclusivement, conformément à l'art. 471, § 15, du Code pénal.

En cas de récidive, c'est-à-dire en cas d'infraction nouvelle dans les douze mois, la peine d'emprisonnement devrait même être prononcée par le tribunal de simple police pendant trois jours (art. 474 et 483, Code pénal).

§ III.

Quelques ecclésiastiques s'imaginent que lorsqu'il s'est écoulé plus de vingt-quatre heures après le décès, ils peuvent faire la levée du corps et l'accompagner au cimetière, sans autorisation préalable. Mais il n'y a pas de distinction à faire, le décret du 4 thermidor an XIII est absolu; il veut,

sans aucun calcul du temps plus ou moins long qui s'est écoulé depuis le décès, la production de l'autorisation régulière d'inhumer. A défaut de cette pièce, la pénalité est encourue. (L'abbé ANDRÉ, *Cours de législation civile ecclésiastique*, v° *Inhumations*, t. 2, p. 190; DIEULIN, *Guide des curés*, t. 1, p. 332.)

§ IV.

Le curé qui accomplit au cimetière les devoirs de son ministère n'a besoin d'aucune autorisation laïque quelconque; cela ressort des termes du décret du 4 thermidor qui, s'il apparaît d'une autorisation d'inhumation, autorise implicitement, sans qu'il soit besoin d'autre chose, le curé ou desservant à procéder à la levée du corps et à l'accompagner hors de l'église.

D'un autre côté, il est certain que l'autorité, la police et la surveillance que la loi attribue à l'autorité municipale sur les lieux de sépulture, aux termes de l'art. 16 du décret du 23 prairial an XII, ne s'étend pas aux cérémonies du culte qui ont lieu dans les cimetières; les bornes de cette surveillance sont fixées par l'art. 17 du même décret qui charge spécialement l'autorité municipale de maintenir l'exécution des lois et règlements qui prohibent les exhumations non autorisées, et d'empêcher qu'il ne se commette dans les lieux de sépulture aucun désordre, ou qu'on s'y permette aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts.

Quant à la prohibition portée dans l'art. 45 de la loi du 18 germinal an X, relativement aux cérémonies du culte catholique qui ont lieu hors des églises dans les villes où il y a des temples destinés aux différents cultes, elle ne s'applique qu'aux processions, au transport du viatique et à l'accompagnement du corps *à travers les villes ou populations*. Jamais cette prohibition n'a été invoquée contre la présence du clergé et l'accomplissement des cérémonies religieuses *dans l'enceinte des cimetières*. Il résulte, au contraire, des mesures prescrites par l'art. 15 du décret du 23 prairial an XII, relativement aux cimetières, que ces cérémonies y sont implicitement autorisées par la loi. Si dans les communes où l'on professe plusieurs cultes, chaque culte doit avoir un *lieu particulier d'inhumation*; si, dans le cas où il n'existe qu'un seul cimetière, l'espace consacré aux sépultures doit être partagé par des murs, haies ou fossés, en autant de parties

qu'il y a de cultes différents *avec une entrée particulière pour chacun d'eux*, c'est évidemment parce que le gouvernement a supposé, qu'au moyen des dispositions préventives du décret, chaque culte pourrait librement accomplir, dans l'enceinte de son cimetière, les cérémonies qui lui sont propres, sans qu'il en pût résulter aucun trouble pour la paix publique ou la liberté religieuse, et qu'il a été dans son intention que les cérémonies du cimetière qui consolent et rassurent ne manquassent ni à la douleur ni à la pieuse espérance des familles. (*Consultant*, M. Clerc-Jacquier, curé de Saint-André-en-Royans (Isère).

FABRIQUES. — CONSEILS. — DÉLIBÉRATIONS. — REFUS.

Comment peut-on forcer le conseil d'une fabrique à délibérer sur une affaire où l'intérêt de la fabrique est en opposition avec les intérêts personnels de chaque membre en particulier ?

En cas de refus des membres de s'assembler, quelles mesures faut-il prendre pour suppléer à ce refus ?

Ces questions sont nées dans les circonstances suivantes : la fabrique de l'église de N.... a été déclarée propriétaire d'une rente de quatre-vingt-quatre boisseaux de froment assise sur des biens situés dans ladite commune.

Cette rente a été reconnue par un jugement du tribunal civil, à la poursuite de l'hospice général de la ville. Cet hospice n'ayant plus d'intérêt à suivre cette affaire, il ne s'agit plus que de faire intervenir la fabrique propriétaire de cette rente, pour obtenir que la reconnaissance de l'étendue de ses droits soit confirmée par un jugement définitif.

Il résulte des lettres du curé et du maire que tous les membres de cette fabrique ont refusé constamment de délibérer sur cet objet, parce qu'ils sont tous possesseurs de biens sujets à cette rente.

Voici comment le ministre chargé des affaires ecclésiastiques a résolu cette difficulté dans une affaire analogue.

D'après l'art. 10 du décret du 30 décembre 1809, le conseil

peut s'assembler extraordinairement sur l'autorisation de l'évêque ou du préfet, lorsque l'urgence des affaires l'exige.

Le conseil de fabrique convoqué obtempérera à la réquisition de l'autorité qui lui est faite de délibérer sur l'affaire de sa compétence.

L'invitation doit être faite à chaque membre à son domicile. Si quelqu'un d'eux refuse de s'y rendre, le curé ou le maire lui demandera acte de son refus et de ses motifs, en dressera procès-verbal qu'il enverra au préfet ou à l'évêque, afin que l'un ou l'autre puisse faire remplacer le membre refusant. Si tous les membres refusent, il y aura lieu de provoquer la révocation du conseil. (*Lettre de M. le ministre de l'intérieur au préfet d'Indre-et-Loire, du* 28 *mai* 1818.)

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Masson, de Villepin, Gervais et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de juin.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers, conformément à l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809.

Pour ce qui concerne les fonctions et les devoirs généraux des marguilliers, voyez *le Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1849, p. 150; vol. 1851, p. 29, 95, et suiv.; vol. 1852, p. 97; vol. 1853, p. 85.

Préparation, dans cette réunion, des affaires sur lesquelles il peut y avoir lieu d'appeler la délibération du conseil de fabrique, dans sa séance trimestrielle du premier dimanche du mois de juillet prochain.

Le dimanche 25 juin, annonce au prône de la grand'messe, par M. le curé, de cette séance trimestrielle.

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Suite. (*Voir les livraisons de janvier et de mars* 1854, *ci-dessus, page* 26 *et* 27.)

SECTION III.

DE LA DISTRIBUTION DES SECOURS A DOMICILE.

Les indications que nous allons donner pour la distribution des secours à domicile sont extraites des règles établies pour Paris. Quoiqu'elles soient spéciales pour la capitale, elles n'en peuvent pas moins être suivies dans toutes les localités; mais les bureaux de bienfaisance sont d'ailleurs libres d'adopter le règlement qui leur paraîtra le plus convenable pour atteintre le but qu'ils se proposent et qui est d'assister les malheureux de la manière la plus efficace.

Le service de la distribution des secours à domicile comprend : 1° la recherche des indigents ; 2° l'admission aux secours; 3° le mode des secours.

ART. 1er. *Recherche des indigents.*

Les commissaires de bienfaisance et les dames de charité prennent et donnent aux administrateurs des renseignements sur les demandes d'inscription, mais ne proposent aucune admission qu'après avoir visité à domicile l'indigent, et recueilli sur sa personne, sa position et sa moralité, tous les renseignements désirables.

L'indigent étant inscrit, les commissaires et dames ont mission de lui remettre à domicile les secours ordinaires ou extraordinaires qui lui ont été attribués, et dont ils doivent surveiller l'emploi; de le visiter souvent afin de constater, s'il y a lieu, son changement de demeure, de s'assurer si ses enfants, s'il en a, vont aux écoles et sont vaccinés, de connaître la conduite et la situation de la famille (1).

(1) « L'autorité supérieure doit savoir accorder à des personnes honorables la confiance dont elles sont dignes. Des formes trop compliquées em-

En un mot, les commissaires de bienfaisance et dames de charité sont chargés d'apprécier, de contrôler à domicile tous les besoins comme toutes les demandes des indigents inscrits ou à inscrire, et de provoquer, le cas échéant, soit la suspension momentanée, soit la radiation définitive de ceux qui, étant inscrits, ne se trouvent plus dans les conditions réglementaires, ou qui ont habituellement une conduite mauvaise.

Art. 2. *Admission aux secours.*

A Paris, il est tenu dans chaque bureau un livre ou contrôle sur lequel sont inscrits sous un seul numéro d'ordre les indigents qui doivent être assistés.

Un bulletin reproduisant le numéro du contrôle est dressé pour chaque indigent, dont l'admission n'est prononcée que par le bureau en séance, sur la demande de l'un des administrateurs, et sur les indications et renseignements fournis par les commissaires et dames.

Il y a deux classes d'indigents : 1° ceux qui ont droit aux secours temporaires ; 2° ceux qui ont droit aux secours annuels.

Ont droit aux secours annuels : les aveugles, les paralytiques, les épileptiques, les cancérés, les infirmes et les vieillards de soixante-cinq ans et au-dessus.

Ont droit aux secours temporaires : les blessés, les malades, les femmes en couches, les mères nourrices ayant d'autres enfants à soutenir ou se trouvant sans aucun moyen d'existence ; les enfants abandonnés et les orphelins âgés de moins de seize ans ; les chefs de famille ayant à leur charge trois enfants au-dessous de quatorze ans ; les veufs ou veuves ayant deux enfants en bas âge, et les veuves qui, ayant un enfant en bas âge, se trouvent enceintes de six mois (1).

Le ménage qui compte déjà deux enfants au-dessous de

---

barrassent les gens de bien, servent facilement de voile aux infidélités qu'elles veulent prévenir et finissent par rester inexécutables. On accumule ainsi d'énormes masses de papier, on perd la lumière des faits. On entrave le jeu de tous les ressorts. L'exagération des garanties est la perte de la plus vraie garantie, celle qu'offre le concours zélé des gens de bien.» (De Gerando, *de la Bienfaisance publique*, page 195.)

(1) De Gerando, *de la Bienfaisance publique*, tome IV, page 198 ; ***Manuel des établissements d'assistance de Paris***, page 63 et suiv.

quatorze ans peut être admis temporairement quand la femme est enceinte de son troisième enfant.

Les blessures, les maladies ou les infirmités doivent être constatées par les médecins du bureau réunis en commission ou jury. L'attestation d'un seul médecin suffit néanmoins pour cette constatation.

Nul, du reste, ne peut être admis s'il ne justifie :

1° De son état d'indigence ;

2° D'une année non interrompue de domicile à Paris ;

3° De l'identité des enfants à sa charge, ainsi que de leur présence au domicile paternel.

Suspensions. — La distribution des secours est temporairement suspendue :

1° Pour l'indigent admis dans un hôpital;

2° Pour celui qu'un labeur passager met à même de se suffire;

3° Et pour celui qui s'est rendu coupable d'une action répréhensible.

Art. *Mode des secours.*

A Paris, les secours sont, autant que possible, donnés en nature. Ils consistent essentiellement en pain, viande, bouillon, combustibles, vêtements, chaussures, coucher. Quelques bureaux prêtent aussi du linge et des effets de coucher; quelques-uns concourent à acquitter les loyers; les malades sont traités gratuitement ; on fournit de la farine aux femmes en couches; quelques layettes pour les nouveau-nés, des bandages et autres appareils aux infirmes.

Effets d'habillement et coucher. — Les effets de coucher accordés aux indigents sont des lits de sangle, et quelquefois des couchettes en bois, des paillasses, de la paille de seigle, de la paille d'avoine, des draps et des couvertures. Les draps et les couvertures ne sont que prêtés, et l'indigent doit les rapporter à la maison de secours, savoir: les draps tous les mois et les couvertures tous les six mois, pour être blanchis. Certains bureaux prêtent également des chemises.

Les commissaires et dames de charité sont chargés de la surveillance de ces effets prêtés.

Les effets d'habillement consistent en chemises, gilets ou tricots de laine, pantalons et vestes de drap, bas, chaussons

de laine, sabots, demi-layettes pour les femmes accouchées qui rapportent le certificat de la sage-femme qui a fait l'accouchement; et ils sont remis, sur des bons des administrateurs, aux indigents, par l'employé ou la sœur chargés du magasin.

Comestibles. — Les comestibles distribués consistent en pain, servi par tous les boulangers; en viande crue, livrée par tous les bouchers; en viande cuite et bouillon gras, pris dans les dépôts de la compagnie hollandaise; en rations ou soupes fournies par les fourneaux de la société philanthropique au prix de dix centimes.

La viande et le bouillon sont donnés de préférence aux malades traités à domicile.

Tous les bureaux accordent en outre un kilogramme de farine par mois aux mères qui nourrissent leurs enfants; mais ces distributions ne se prolongent pas au-delà de l'année qui suit les couches.

Radiations. — La radiation définitive de l'indigent est opérée :

1° Quand il est décédé, déménagé ou disparu ;

2° Quand les infirmités ou maladies qui lui ont conféré des droits à l'admission ont cessé ;

3° Quand il n'a plus le nombre d'enfants exigé ;

4° Quand il est en état de travailler et qu'il a la facilité d'obtenir de l'occupation ;

5° Quand il fait habituellement un mauvais usage des secours qui lui sont accordés ;

6° Quand il manque gravement au respect qu'il doit aux coopérateurs du bureau ;

7° Quand il refuse d'envoyer ses enfants aux écoles et qu'il ne veut point les faire vacciner ;

8° Quand il est placé dans un hospice ;

9° Quand, enfin, il change de domicile.

Le ménage est rayé de même si l'indigent, étant veuf, laisse à son décès des enfants auxquels les secours ne doivent pas être continués.

Si ces orphelins sont dans le cas de recevoir les secours, ils sont inscrits individuellement comme chefs de ménage.

Enfin, le ménage entier est rayé quand son chef est décédé,

et la veuve est inscrite nominativement, pourvu qu'elle se trouve dans les conditions exigées par les règlements.

Combustibles. — Les secours en combustibles consistent en cotrets, falourdes, bois de corde, charbon et mottes, selon que les bureaux le jugent convenable.

Médicaments. — Les soins à donner aux blessés, aux malades, aux femmes en couches ou nourrices, sont placés au premier rang des secours temporaires que les bureaux peuvent accorder. Ces soins sont toujours gratuits, et, pour les rendre complets, il a été établi dans chaque maison de secours une pharmacie pourvue de tous les médicaments simples qui peuvent être prescrits par les médecins des bureaux aux malades traités à domicile.

Les médicaments magistraux que peuvent ordonner les médecins sont livrés par quelques pharmaciens de la ville.

Bains. — Les bains exigés par l'état des malades traités à domicile sont fournis sur la prescription des médecins, par quelques maîtres de bains désignés dans chaque quartier.

Quant aux bains de vapeur, douches et fumigations, ils sont donnés dans certains hôpitaux, sur la présentation de certificats d'indigence délivrés par les médecins attachés aux bureaux.

Secours en argent. — Il est aussi quelquefois délivré des secours en argent sur bons nominatifs; les plus importants sont :

1° Ceux accordés extraordinairement en vertu d'une délibération spéciale du bureau;

2° Ceux d'apprentissage;

3° Ceux pour l'habillement d'enfants d'indigents appelés à faire leur première communion;

4° Ceux accordés à titre de primes, à raison de trois francs l'une, pour chaque enfant vacciné;

5° Ceux de maladie à domicile quand le médecin en a déclaré la nécessité;

6° Ceux de convalescence de maladie traitée à domicile lorsqu'ils sont également réclamés par le médecin.

Secours spéciaux. — Des secours spéciaux sont acquis, à Paris :

1° A tous vieillards âgés de 74 ans révolus, inscrits depuis plus d'un an au contrôle des bureaux de bienfaisance;

2° Aux aveugles atteints d'une cécité complète;

3° Et aux paralytiques de deux membres.

Ces infirmités doivent être dûment constatées par les médecins.

Le secours spécial est mensuel et payable pour le mois commencé.

Il est de 5 francs pour les vieillards de 74 ans accomplis,
De 8 fr. pour ceux de 79 ans,
De 10 fr. pour ceux de 82 ans,
De 12 fr. pour ceux de 85 ans,
De 5 fr. pour les aveugles,
Et de 3 fr. pour les paralytiques.

Les admissions à ces secours sont prononcées par le directeur de l'assistance publique, sur la présentation des bureaux.

Les actes de naissance et les certificats d'infirmités doivent être joints à la demande d'admission.

Les vieillards des catégories de 10 et 12 fr. ne reçoivent le secours afférent à leur classe qu'autant qu'ils jouissent depuis trois ans du secours de la classe immédiatement inférieure.

Le cumul des secours d'aveugle ou de paralytique avec ceux accordés en raison de l'âge n'a lieu qu'après trois ans de jouissance des premiers, et réciproquement.

ART. 4. — *Quittances à donner par les indigents.* — *Timbre.* — *Dispense.*

Les quittances des indigents pour les secours à eux accordés sont, aux termes de la loi du 13 brumaire an VII, art. 16, exemptes de timbre, à quelque somme qu'elles puissent monter.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Actes officiels

ÉVÊQUES. — INSTITUTION CANONIQUE.

DÉCRET IMPÉRIAL *portant réception de la bulle d'institution canonique de Mgr* GERBET, *pour l'évêché de Perpignan* (*du 26 mai* 1854).

NAPOLÉON, etc. — Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes; — vu les art. 1er et 18 de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an x); — vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance royale du 31 octobre 1822; — vu notre décret du 19 décembre 1853, qui nomme Mgr Gerbet à l'évêché de Perpignan, vacant par le décès de Mgr de Saunhac-Belcastel; — vu la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX audit évêque nommé, notre conseil d'Etat entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. La bulle donnée à Rome, le 7 des ides d'avril (7 avril) de l'année de l'Incarnation 1854, portant institution canonique de Mgr Gerbet (Olympe-Philippe), pour l'évêché de Perpignan, est reçue et sera publiée dans l'empire, en la forme ordinaire.

2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane.

3. Ladite bulle sera transcrite, en latin et en français, sur les registres de notre conseil d'Etat; mention de cette transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

4. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes est chargé, etc.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nouvelle loi sur l'Instruction publique (*du 14 juin* 1854) (1).

TITRE Ier.

DE L'ADMINISTRATION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

ART. 1er. La France est divisée en seize circonscriptions académiques, dont les chefs-lieux sont : Aix, Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse.

2. Chacune des académies est administrée par un recteur, assisté d'autant d'inspecteurs d'académie qu'il y a de départements dans la circonscription.

Un décret déterminera le nombre des inspecteurs d'académie du département de la Seine.

3. Il y a au chef-lieu de chaque académie un conseil académique, composé : — 1° du recteur, président; — 2° des inspecteurs de la circonscription ; — 3° des doyens des facultés ; — 4° de sept membres, choisis, tous les trois ans, par le ministre de l'instruction publique, — un, parmi les archevêques ou évêques de la circonscription; — deux parmi les membres du clergé catholique, ou parmi les ministres des cultes non catholiques reconnus; — deux dans la magistrature; — deux parmi les fonctionnaires publics ou autres personnes notables de la circonscription.

4. Le conseil académique veille au maintien des méthodes d'enseignement prescrites par le ministre, en conseil impérial de l'instruction publique, et qui doivent être suivies dans les écoles publiques d'instruction primaire, secondaire ou supérieure du ressort. — Il donne son avis sur les questions d'administration, de finance ou de discipline, qui

---

(1) Voyez, pour les divers actes législatifs et réglementaires qui ont été rendus sur la même matière depuis la loi du 15 mars 1850 et antérieurement à cette loi, le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 100 et suivantes; vol. 1851, p. 229, 286, 360 et suivantes; vol. 1852, p. 113, 116, 244, et ci-dessus, p. 61.

intéressent les colléges communaux, les lycées et les établissements d'enseignement supérieur.

5. Il y a au chef-lieu de chaque département un conseil départemental de l'instruction publique, composé : — 1° du préfet, président; — 2° de l'inspecteur d'académie; — 3° d'un inspecteur de l'instruction primaire désigné par le ministre; — 4° des membres que les paragraphes 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de l'art. 10 de la loi du 15 mars 1850 appelaient à siéger dans les anciens conseils, et dont le mode de désignation demeure réglé conformément à ladite loi et à l'art. 3 du décret du 9 mars 1852.

6. Pour le département de la Seine, le conseil départemental de l'instruction publique se compose : — 1° du préfet, président; — 2° du recteur de l'académie de Paris, vice-président; — 3° de deux des inspecteurs d'académie attachés au département de la Seine; — 4° de deux inspecteurs de l'instruction primaire dudit département; — 5° des membres que les paragraphes 4, 5, 6, 7, 8, 11, 12, 13, 14 et 15 de l'art. 11 de la loi du 15 mars 1850 appelaient à faire partie de l'ancien conseil académique de la Seine, et dont le mode de désignation demeure réglé conformément à ladite loi et à l'art. 3 du décret du 9 mars 1852.

7. Le conseil départemental de l'instruction publique exerce, en ce qui concerne les affaires de l'instruction primaire et les affaires disciplinaires et contentieuses relatives aux établissements particuliers d'instruction secondaire, les attributions déférées au conseil académique par la loi du 15 mars 1850.

Les appels de ses décisions, dans les matières qui intéressent la liberté d'enseignement, sont portés directement devant le conseil impérial de l'instruction publique, en conformité des dispositions de ladite loi.

8. Le préfet exerce, sous l'autorité du ministre de l'instruction publique, et sur le rapport de l'inspecteur d'académie, les attributions déférées au recteur par la loi du 15 mars 1850 et par le décret organique du 9 mars 1852, en ce qui concerne l'instruction primaire publique ou libre.

9. Sous l'autorité du préfet, l'inspecteur d'académie instruit les affaires relatives à l'enseignement primaire du département.

Sous l'autorité du recteur, il dirige l'administration des colléges et lycées, et exerce, en ce qui concerne l'enseigne-

ment secondaire libre, les attributions déférées au recteur par la loi du 15 mars 1850.

10. Le local de l'académie, le mobilier du conseil académique et des bureaux du recteur, sont fournis par la ville chef-lieu.

Le local et le mobilier nécessaires à la réunion du conseil départemental, et les bureaux de l'inspecteur d'académie, ainsi que les frais du bureau, sont à la charge du département.

Ces dépenses sont obligatoires.

11. Un décret, rendu en la forme des règlements d'administration publique, déterminera les circonscriptions des académies, ainsi que tout ce qui concerne la réunion et la tenue des conseils académiques et départementaux.

12. Les dispositions du présent titre sont exécutoires à partir du 1er septembre 1854.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

13. A partir du 1er janvier 1855, les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades formeront un service spécial subventionné par l'État; le budget de ce service spécial sera annexé à celui du ministère de l'instruction publique et des cultes; le compte des recettes et des dépenses sera annexé à la loi des comptes, conformément à l'art. 17 de la loi du 9 juillet 1836.

Les fonds destinés à acquitter les dépenses régulièrement effectuées, qui n'auraient pu recevoir leur emploi dans le cours de l'exercice, seront reportés, après clôture, sur l'exercice en cours d'exécution; les fonds restés libres seront cumulés avec les ressources du budget nouveau.

14. Un décret, rendu en la forme des règlements d'administration publique, déterminera le tarif des droits d'inscription, d'examen et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades.

Un décret, rendu en la même forme, après avis du conseil impérial de l'instruction publique, réglera les conditions

d'âge et d'études pour l'admission aux grades, sans qu'il puisse être dérogé à l'art. 63 de la loi du 15 mars 1850.

15. Les dispositions des lois, décrets, ordonnances et règlements contraires à la présente loi, sont et demeurent abrogées.

Jurisprudence.

CULTE.

EXERCICE. — TROUBLE.

L'art. 261, *Code pénal, qui punit le fait d'empêcher, de retarder ou d'interrompre les exercices du culte par des troubles causés dans le temple, s'applique même au cas où le trouble serait produit par un bruit fait à dessein en dehors du temple.*

Cette solution a été consacrée par l'arrêt suivant de la Cour impériale de Metz, du 21 décembre 1853. (Affaire Antoine et Poinsotte.)

ARRÊT.

La Cour, — attendu que, parmi les entraves au libre exercice des cultes prévues et réprimées par le Code pénal, l'art. 261 de ce Code a placé l'empêchement, le retard ou l'interruption des exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices; que, pour qu'il y ait lieu à l'application dudit article, trois conditions sont nécessaires; qu'il faut : 1° que les exercices d'un culte aient été empêchés, retardés ou interrompus par des troubles ou désordres; 2° que ces troubles ou désordres aient été causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement aux exercices de ce culte; 3° que les auteurs de ces troubles ou désordres aient eu l'intention d'empêcher, retarder ou interrompre lesdits exercices; — attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats que, dans la matinée

du 15 août dernier, les exercices du culte catholique ont été, pendant la célébration de la fête religieuse et nationale dudit jour, interrompus, retardés et même empêchés, dans l'église paroissiale de Kédange, par un trouble ou désordre dont la cause était due à un bruit considérable arrivant de l'extérieur; qu'il est certain que ce bruit provenait de l'établissement du sieur Antoine, brasseur à Kédange, situé à quelques mètres de distance de l'église, dont il n'est séparé que par le cimetière entourant cet édifice et par un mur de clôture peu élevé; qu'il est établi qu'à la suite d'un coup de fusil tiré par Auguste Antoine, il a été fait aussitôt dans la cour de la brasserie un violent tapage produit par ledit Antoine, Joseph Poinsotte, son jardinier, et un autre de ses ouvriers, lesquels frappaient tous trois à coups redoublés sur des tonneaux vides ; — attendu qu'il importe peu que les prévenus, auteurs de ce tapage, et par suite du trouble causé dans l'église de Kédange, se soient tenus et aient agi hors de cette église; qu'il suffit, pour donner lieu à l'application de la loi, que le trouble ou désordre causé par le tapage extérieur se soit manifesté dans l'intérieur du temple ; que tel est évidemment le sens qu'il faut attribuer à l'art 261, Code pénal, soit qu'on veuille ne consulter que la lettre, soit qu'on interroge l'esprit de cette disposition; — attendu que, dans le cas où, s'attachant particulièrement à la lettre de l'art. 261, Code pénal, il faudrait décider que l'empêchement, le retard ou l'interruption des exercices d'un culte n'est punissable qu'autant qu'il serait l'effet de troubles ou désordres *causés dans* le temple, c'est-à-dire ayant eu leur cause dans *l'intérieur* de ce temple, il y aurait toujours lieu d'examiner la nature de cette cause, qui peut être médiate ou immédiate, directe ou indirecte, première ou seconde, la cause agissant dans le temple pouvant n'être parfois que la conséquence d'une autre cause agissant en dehors ; qu'au cas particulier, le trouble ou désordre a été causé par le bruit qui, venu de l'extérieur, a pénétré et s'est répandu dans l'église de Kédange; qu'il serait inexact de prétendre que le bruit ou le son est précisément dans l'acte matériel de celui qui le produit ; qu'il est réellement dans les effets consécutifs de cet acte ; qu'il existe, impalpable et invisible, dans l'air atmosphérique, dont les vibrations le propagent avec plus ou moins d'intensité, et à une distance plus ou moins grande, suivant les circonstances ; qu'il est

donc physiquement vrai de dire que le bruit fait hors de l'église de Kédange, après avoir pénétré dans cette église, y est devenu par lui-même une véritable cause de trouble ou de désordre; qu'il faut d'ailleurs reconnaître que le bruit ainsi parvenu dans l'église se rattache par un lien nécessaire à ceux qui lui ont donné naissance; qu'ainsi, tout en considérant le trouble ou le désordre comme ayant été causé dans l'église de Kédange par le bruit qui y a pénétré, il est impossible de séparer ce bruit de ceux qui en sont les auteurs et à qui en remonte la responsabilité, quel que soit du reste le lieu où aient été placés ces agents, quand ils ont créé le bruit devenu, par ce fait, la cause du trouble; — attendu que cette interprétation du texte de l'art. 261, Code pénal, est parfaitement conforme à l'esprit de la loi, qui a voulu atteindre, partout où ils peuvent se trouver, les auteurs de tous les genres de troubles ou désordres propres à empêcher, retarder ou interrompre les exercices des cultes dans les lieux destinés ou servant à ces exercices; que la pénalité concernant ces délits deviendrait évidemment illusoire, si les troubles ou désordres causés dans l'intérieur des temples demeuraient impunis toutes les fois que les agents de ces causes de trouble ou désordre seraient parvenus à les produire en se tenant personnellement à l'extérieur; que tels n'ont pu être assurément la pensée et le but de l'art. 261, Code pénal, dont le texte aussi bien que l'esprit se refusent à un pareil résultat; — attendu que, dans les lois qui ont précédé ou dans celles qui ont suivi la promulgation de l'art. 261, Code pénal, on ne trouve rien qui soit de nature à modifier cette appréciation; qu'en effet, ces dispositions législatives ont eu pour objet de protéger, dans une mesure différente, la liberté des cultes garantie à la France par toutes les constitutions qui l'ont successivement régie depuis soixante ans, parce qu'elle est devenue un des besoins les plus impérieux et un des droits les plus respectables de la société moderne; — attendu que la protection assurée par la loi à la liberté des cultes n'est pas de nature à mettre obstacle aux manifestations de la liberté individuelle ou de la liberté d'industrie; qu'elle ne leur impose d'autre obligation que celle de respecter la liberté d'autrui en évitant d'apporter des entraves à l'exercice des cultes; que ces entraves ne deviennent d'ailleurs punissables qu'autant qu'il est démontré et reconnu par les tribunaux qu'elles

sont l'œuvre d'une intention criminelle ; — attendu que l'intention qu'ont eue Auguste Antoine et Joseph Poinsotte de troubler la fête religieuse et nationale du 15 août ne saurait être douteuse ; que cette intention coupable ressort de tous les faits de la cause, notamment des circonstances mêmes de l'action, qui excluaient pour tous ceux qui en ont été témoins la pensée d'un travail sérieux, de la persistance mise à continuer le bruit après l'avertissement donné par la gendarmerie, enfin de la cessation complète de ce bruit dès que la cérémonie fut terminée et pendant le reste de la journée ; — attendu que les premiers juges ont sainement apprécié les faits..... par ces motifs, ordonne que le jugement de première instance recevra son entière exécution, etc.

Arrêt de la cour impériale de Metz, chambre correctionnelle, du 21 *décembre* 1853.

Questions proposées.

BUREAUX DE BIENFAISANCE.

COMMUNE. — DIVISION.

Lorsqu'une commune est divisée en deux paroisses, chaque paroisse a-t-elle le droit d'avoir un bureau de bienfaisance particulier ?

Et quand, avant la séparation, cette commune avait un bureau de bienfaisance, la paroisse séparée est-elle fondée à réclamer le partage des revenus de ce bureau, pour l'appliquer spécialement aux pauvres de sa circonscription ?

M. Courtial, propriétaire à Mariac (Ardèche), l'un de nos abonnés, expose les faits suivants :

« La commune de Mariac vient d'être divisée en deux paroisses. Comme la partie séparée se trouve en majorité, elle a nommé tout le conseil municipal de son côté, ainsi que les membres du bureau de bienfaisance.

« Cependant, les dons qui se font à présent aux pauvres ne sont donnés qu'à chaque paroisse. Il importe donc de savoir :

« 1° Si la portion de commune formant la paroisse de Mariac n'a pas le droit d'avoir son bureau de bienfaisance particulier, afin d'administrer le revenu de ses pauvres, et si l'administration municipale, qui se trouve toute concentrée dans l'autre section de commune, peut s'y opposer ;

« 2° Si, en supposant qu'un bureau de bienfaisance lui soit accordé, le bureau actuel ne devrait pas lui rendre un compte ;

« 3° Quel est le bureau de bienfaisance des deux sections qui devrait administrer les revenus des pauvres pour les donations faites antérieurement à la séparation ;

« 4° Si la section séparée doit participer aux revenus des donations et fondations en faveur des pauvres existantes avant sa séparation, ou bien si ces revenus doivent appartenir exclusivement à la circonscription paroissiale de Mariac, ainsi que cela a été décidé pour les fondations à charge de messes ou services religieux. »

Ce n'est pas la première fois que nous déplorons que la circonscription communale ne soit pas entièrement conforme à la circonscription paroissiale. Les différences territoriales qui existent entre la commune et la paroisse ont souvent des conséquences fâcheuses et donnent lieu à des difficultés absolument imprévues.

Les questions dont M. Courtial nous entretient en sont un exemple ; essayons néanmoins de les résoudre.

Dans l'origine, il ne devait y avoir qu'un seul bureau de bienfaisance par canton.

Aujourd'hui, l'influence du bureau de bienfaisance ne peut, en général, s'étendre au-delà de la commune.

Cependant, rien n'empêche qu'il n'y ait plusieurs bureaux de bienfaisance dans la même commune, si l'administration y consent.

Dans ce cas, l'acte du gouvernement qui en autorise la fondation règle en même temps leurs circonscriptions respectives. (*Bulletin*, vol. 1854, p. 41 et 42.)

Il est donc certain qu'il n'y a pas d'obstacle légal à ce que la paroisse de Mariac, en tant que section de commune, réclame la fondation d'un bureau de bienfaisance qui lui soit propre, et absolument distinct du bureau de bienfaisance particulier à l'autre section ; mais il est douteux pour nous que l'administration consente à cette création, à cause du peu d'importance des localités. Dans tous les cas, elle n

prendrait d'arrêté à cet égard qu'après une instruction administrative, au cours de laquelle le conseil municipal de la commune serait consulté, et pourrait incontestablement formuler son opposition à la création d'un second bureau de bienfaisance. Une telle opposition ne serait pas, à coup sûr, un obstacle invincible pour l'administration : il est évident qu'en droit elle pourrait passer outre ; mais nous hésitons beaucoup à penser qu'elle y consentît.

En supposant qu'un second bureau de bienfaisance fût créé pour la circonscription de la paroisse de Mariac, il est indubitable qu'il y aurait un partage, une sorte de compte à faire entre les deux bureaux ; mais il n'est pas moins certain que les bases de cette opération seraient posées dans l'arrêté de création, et qu'il y aurait lieu de s'y conformer strictement.

Sous le bénéfice de cette dernière observation, nous inclinerions à penser que le bureau de bienfaisance actuel devrait conserver l'administration des biens donnés aux pauvres antérieurement à la séparation, à moins qu'il ne résultât des termes des libéralités elles-mêmes qu'elles devaient, dans l'esprit des donateurs, être plus particulièrement affectées aux besoins des indigents de la circonscription paroissiale de Mariac.

Il en serait de même de la jouissance des fruits et revenus.

Nota. — Notre prochaine livraison contiendra la fin de notre travail sur les bureaux de bienfaisance.

CLOCHES. — REFONTE.

Lorsque la refonte d'une cloche est devenue nécessaire, la fabrique est-elle obligée de mettre le travail de cette refonte en adjudication, ou bien peut-elle se borner à confier cette refonte à un fondeur de son choix ?

Cette question doit être résolue par les principes exposés dans une consultation insérée dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853, p. 68, et en ce sens

qu'il n'est point nécessaire que la refonte dont il s'agit soit mise en adjudication, et qu'il suffit que la fabrique en confie le soin à un fondeur choisi par elle.

En effet, les cloches des églises sont classées parmi les objets mobiliers qui doivent être fournis par les fabriques. Le soin de pourvoir à leur acquisition, à leur refonte et à leur entretien, est dans les attributions du bureau des marguilliers.

Or, nulle part, la loi n'a prescrit aux marguilliers de mettre en adjudication publique l'achat ou la réparation des meubles et ustentiles de l'église. (Art. 27 du décret du 30 décem. 1809.)

L'art. 28 du décret du 30 décem. 1809 dit, au contraire, que tous les marchés concernant l'acquisition et la réparation de ces choses doivent être arrêtés par le bureau des marguilliers et signés par le président (1).

---

(1) Voici la formule d'un marché arrêté de gré à gré entre un bureau de marguilliers et un fondeur pour la refonte d'une cloche.

Marché pour la refonte d'une cloche.

Entre les marguilliers de la paroisse Saint-Michel et le sieur Boulet, fondeur audit lieu, il a été convenu que M Boulet refondrait la grosse cloche de cette paroisse aux conditions suivantes :

Il prendra la cloche à la place du clocher où elle est, il la démontera, la descendra, la refondra et la rendra en place ainsi que tous ses accessoires, prête à sonner, en un mot.

Avant d'être fondue, la cloche sera pesée pour le poids être constaté.

La fabrique pourra exiger que pour cette opération et la pesée après refonte, on emploie le mode des doubles pesées.

Il sera distrait de la cloche un petit morceau qui sera soumis à l'analyse aux frais de la fabrique, afin de constater les proportions de l'alliage du bronze dont elle est faite, et la cloche refondue devra présenter exacetement le même alliage, ce qui se vérifiera par l'analyse d'un jet, ou de limaille choisie et détachée de la cloche par les soins et en la présence d'un membre de la fabrique. Le trésorier devra être prévenu des jours et heures de la mise au four, et déléguer quelqu'un afin de constater que les matières ajoutées pour compenser le déchet sont de la meilleur-qualité.

La cloche nouvelle sera exactement de la même dimension que celle qu'elle remplacera, et devra s'accorder avec les trois autres au moins aussi bien que celles-ci s'accordent entre elles; et par conséquent, quelque peu que le défaut d'accord se trouve plus considérable, la fabrique aura le droit de refuser la cloche.

En cas de contestation sur l'accord des cloches, les parties choisissent dès à présent pour arbitres M. A..., notaire; M. B. ., musicien; et M. C..., facteur d'orgues; en cas d'empêchement de l'un d'eux il serait remplacé par M. de F..., rentier, et en cas d'empêchement de deux des personnes désignées ci-dessus, les deux restantes choisiront le troisième arbitre.

Dans les cas où les résultats de l'analyse chimique que M. G..., ou à son défaut M. H... sera prié de faire, seraient contestés par M. Boulet,

D'ailleurs, il est évident que la refonte d'une cloche est un travail d'art, de précision, qui exige des connaissances spéciales, et qu'à ce titre elle est dispensée de l'adjudication publique, par application de l'ordonnance royale du 4 décembre 1836, qui dispense expressément de cette formalité les ouvrages de cette nature.

CIMETIÈRE. — VILLES ET BOURGS. — DISTANCE. — COMMUNES RURALES. — EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — CIMETIÈRE. — JARDIN VOISIN.

Le décret du 23 *prairial an* XII (*art.* 2), *qui prescrit qu'il y ait, hors des* villes et bourgs, *à la distance de* 35 *à* 40 *mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts, s'applique-t-il aux* communes rurales ?

---

il présenterait ses observations à M. le docteur de H .. qui statuerait définitivement, les parties s'en rapportant à lui, ainsi qu'aux musiciens indiqués plus haut.

La main de la cloche sera percée carrément de manière à ce que le battant ne tourne point dans la cloche et que ses oscillations soient plus régulières.

La cloche sera refondue et replacée dans le délai de quarante jours à peine de deux francs par jour de retard, à moins que le replacement ne soit retardé par l'inachèvement des réparations que la fabrique va faire aux mornages.

M. Boulet répondra pendant l'an et jour des accessoires de la cloche et pendant dix ans de la cloche elle-même.

Pour prix de toute main-d'œuvre, déchet en un mot de toute chose sans exception, il sera payé au fondeur soixante-dix centimes par kilogramme.

Si la nouvelle cloche était plus pesante que l'ancienne, l'excédant, pour les dix premiers kilogrammes serait payé trois francs cinquante centimes le kilogramme, puis cinq centimes en moins à chaque kilogramme excédant, en décroissant ainsi à mesure, sans que dans aucun cas la fabrique puisse être tenue d'accepter la cloche si l'excédant dépasse cinquante kilogrammes.

Si la cloche était plus légère, M. Boulet tiendrait compte de deux francs soixante-dix centimes par kilogramme pour les dix premiers kilogrammes, et si la différence était plus grande le prix s'accroîtrait de cinq centimes par kilogramme progressivement, ce calcul se faisant sur la totalité du poids de la différence. La fabrique ne serait pas tenue d'accepter la cloche à plus de cinquante kilogrammes de diminution.

Dans le cas où l'alliage de la cloche se trouverait d'un titre inférieur, c'est-à-dire, s'il y était introduit du plomb ou du zinc, ou si l'expertise constatait qu'il y en a dans la cloche après la refonte plus qu'il n'en aura été reconnu dans la cloche actuelle, ce plomb ou ce zinc serait considéré comme du métal manquant, et il n'y aurait même point lieu de les payer à leur valeur commerciale. La somme due à M. Boulet lui sera payée moitié dans le mois de la réception et l'autre moitié au 31 décembre 18.., avec intérêt à cinq pour cent depuis la réception.

Lorsque, dans une agglomération de 1,250 *habitants, le cimetière, placé autour de l'église, est insuffisant, peut-on, pour l'agrandir, recourir à l'expropriation d'un jardin voisin pour cause d'utilité publique ?*

Le propriétaire de ce jardin serait-il fondé à s'y opposer, en invoquant l'art. 1er *du décret précité qui interdit les inhumations dans l'enceinte des villes et bourgs ?*

§ I.

En commentant le décret du 23 prairial an XII, M. VUILLEFROY, *Principes d'administration,* page 68 *ad notam*, exprimait l'opinion que, bien que ce décret ne parût pas avoir voulu étendre aux communes rurales l'obligation de transporter les cimetières à 35 ou 40 mètres des villes et bourgs, cependant, toutes les fois qu'elles pouvaient exécuter, il était utile qu'elles le fissent.

M. AFFRE, *De l'administration des paroisses,* page 534 *ad notam,* manifestait lui-même combien l'administration était favorable aux translations des cimetières, même pour les villages, surtout lorsqu'ils étaient placés autour des églises.

Telle était aussi l'opinion de M. DAVENNE, *Du régime administratif des communes,* p. 118.

Néanmoins, il y avait toujours des incertitudes et des embarras, à raison du texte du décret qui, en parlant limitativement des *villes et bourgs,* semblait exclure les *communes rurales.*

Il n'en est plus de même aujourd'hui, grâce à l'ordonnance royale du 6 décem. 1843 relative aux cimetières. Suivant les propres expressions du ministre de l'intérieur, dans sa circulaire du 30 décem. 1843, l'art. 1er du tit. 1er de cette ordonnance étend INDISTINCTEMENT à *toutes les communes du royaume* les dispositions des art. 1 et 2 du décret du 23 prairial an XII, dont l'application avait jusqu'alors soulevé des doutes.

§ II.

Si l'acquisition du terrain nécessaire pour agrandir un cimetière ne peut se faire à l'amiable, soit que le propriétaire refuse de vendre, soit qu'il demande un prix

exorbitant, nul doute que la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique ne puisse être employée. (L. 3 mai 1841; circ. 30 décem. 1843; VUILLEFROY, *loc. cit.*, p. 66; l'ABBÉ ANDRÉ, *Cours de législation civile ecclésiastique*, V. *cimetière*, p. 432.)

Toutefois, on trouve dans les avis du conseil d'État des 4 juillet 1833 et 8 juillet 1834 qu'on ne doit recourir à cette mesure qu'avec une grande réserve.

Toute demande d'acquisition par voie d'expropriation, qui ne serait pas impérieusement réclamée par le besoin de la localité serait impérieusement rejetée (Davenne, *eod. loc.*, p. 117.)

Il en serait de même, s'il s'agissait de l'acquisition de terrains destinés à l'agrandissement d'un cimetière qui serait placé à une distance de l'enceinte des villes, bourgs et villages, moindre que la distance légale. (Avis du comité de l'intérieur, des 22 mai 1833 et 1er mars 1834; AFFRE, *eod. loc.*)

Cette dernière restriction se trouve incidemment renouvelée dans une lettre ministérielle du 2 avril 1850, qui rappelle que la faculté d'agrandissement des cimetières est expressément subordonnée à la condition qu'ils soient situés à la distance exigée par le décret du 23 prairial an XII. (*Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1853, p. 201.)

§ III.

Il résulte de là que le propriétaire dont la commune voudrait acquérir le terrain par expropriation pour l'agrandissement du cimetière serait fondé à invoquer lui-même les précédents administratifs pour s'y opposer; et nous ne doutons pas qu'il ne réussît dans son opposition: le motif d'utilité publique, à l'aide duquel l'expropriation serait poursuivie contre lui, trouvant amplement sa réfutation dans la législation spéciale qui considère au contraire comme d'utilité publique que les cimetières soient transférés à une distance de 35 à 40 mètres des *villes*, *bourgs* et *villages*.

Délibéré à Paris, par MM. DE VILLEPIN, MASSON, SUVIGNY, TRIPET ET DE CHAMPEAUX.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de juillet.

Réunion des membres du conseil de fabrique en séance ordinaire, le premier dimanche de juillet, conformément à l'art. 10 du décret du 30 décembre 1809.

Dans leur réunion, MM. les fabriciens se rappelleront que les fabriques qui n'ont pas les ressources suffisantes pour couvrir leurs dépenses, et qui sont, par conséquent, obligées de demander une subvention à leurs communes, doivent, si elles ne l'ont déjà fait à la fin d'avril ou au commencement de mai, s'empresser d'adresser leur demande à cet égard, accompagnée de leur compte et de leur budget, soit au sous-préfet, soit directement au maire, afin que les conseils municipaux puissent en délibérer au commencement du mois d'août, époque à laquelle ces derniers conseils se réunissent en session ordinaire. (Voy. nos observations à ce sujet, *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1849, p. 177 et 178.)

Réunion des membres du bureau des marguilliers dans le cours du même mois de juillet. (Art. 22 du décret du 30 décembre 1809.) L'objet de cette réunion a également été précédemment indiqué. Les marguilliers doivent y procéder à la signature et au dépôt dans la caisse à trois clefs du bordereau trimestriel de la situation active et passive de la fabrique présenté par le trésorier (art. 34 du décret précité), et à l'évaluation des dépenses du trimestre qui va commencer, à la formation du fonds de roulement ou au versement à la même caisse de l'excédant (art. 34 et 35, même décret) ; au compte-rendu, à l'affichage, et à l'exécution des fondations (art. 26 du même décret). — (Voy. sur ces diverses opérations le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 179 ; vol. 1850, p. 261 ; vol. 1852, p. 240 , vol. 1853, p. 135.

DES FABRIQUES.

Suite du décret du 30 *décembre* 1809, *concernant l'organisation et l'administration des fabriques des églises.* (Voyez le volume de 1853, pages 21, 77, 113, 151, 215, 274, 322 et suivantes.)

Par suite de la longueur de notre travail sur les bureaux de bienfaisance, d'une part, et de l'abondance des matières, de l'autre, il ne nous a pas encore été possible de reprendre la publication du décret du 30 décembre 1809 et de notre commentaire, interrompue par la terminaison de notre volume de 1853. Nous le regrettons vivement, et nous prions nos lecteurs, qui ont bien voulu nous faire connaître leurs désirs pour la continuation de ce travail, de nous pardonner ce temps d'arrêt, tout-à-fait indépendant de notre volonté. Nous reprenons aujourd'hui la suite de cette publication, et nous espérons bien qu'aucune cause ne nous forcera désormais de l'interrompre.

Réparations du presbytère à la charge des curés et desservants. — Prise de possession par ces derniers. — Constatation. — Procès-verbal du bureau des marguilliers. — État de situation du presbytère et de ses dépendances.

« ART. 44. Lors de la prise de possession de chaque curé
« ou desservant, il sera dressé, aux frais de la commune, et
« à la diligence du maire, un état de situation du presbytère
« et de ses dépendances. Le curé ou desservant ne sera tenu
« que des simples réparations locatives et des dégradations
« survenues par sa faute. Le curé ou desservant sortant, ou
« ses héritiers ou ayant-cause, seront tenus desdites répara-
« tions locatives et dégradations. »

1. Aux termes des art. 1^er^ et 2 de l'ordonnance royale du 13 mars 1832, la prise de possession des curés et desservants doit être con-

statée par procès-verbal du bureau des marguilliers. (*Recueil général du droit civil ecclésiastique*, t. II, p. 529.)

2. Une expédition de ce procès-verbal de prise de possession doit être immédiatement envoyée à l'évêque. Une autre est également adressée au préfet pour servir à la formation des états de paiement; car ce n'est qu'à dater du jour de leur prise de possession pour les curés, et du jour de leur installation pour les desservants et vicaires, que les uns et les autres jouissent de leur traitement. (*Art.* 3 *de la même ordonnance.*)

3. Pour que le bureau des marguilliers d'une paroisse puisse régulièrement constater la prise de possession du curé, ou l'installation du desservant ou du vicaire de cette paroisse, et dresser procès-verbal de ces opérations, il suffit qu'il ait été convoqué par son président. En cas de refus du président de faire cette convocation, l'ecclésiastique intéressé devrait en informer aussitôt l'évêque.

4. Si les marguilliers dûment convoqués refusaient de dresser procès-verbal de la prise de possession d'un presbytère par le curé, le nouveau titulaire devrait aussitôt les mettre en demeure, par ministère d'huissier, de dresser ce procès-verbal. Cet acte de l'officier ministériel devrait tenir lieu d'une constatation régulière. Si le préfet ne s'en contentait pas, il faudrait s'adresser à l'évêque.

Le seul fait d'avoir refusé de dresser le procès-verbal d'installation d'un curé peut motiver la révocation des membres du bureau, sans qu'il soit besoin d'entendre les motifs de leur refus.

5. L'état de situation prescrit par l'art. 44 du présent décret ne doit jamais être négligé à chaque mutation de titulaire. Il est tout à la fois dans l'intérêt du propriétaire, de la conservation du presbytère, et dans l'intérêt de celui qui doit l'habiter.

6. En ce qui concerne le titulaire, l'état de situation du presbytère détermine l'étendue de son obligation à l'égard des réparations à sa charge. Constate-t-il, en effet, que les lieux ont été reçus en bon état, ils doivent être rendus de même. Constate-t-il, au contraire, qu'ils ont été livrés en mauvais état, le pasteur n'est point tenu de les rendre en un meilleur. A-t-on négligé de le dresser, et, nonobstant cette négligence, le nouveau titulaire a-t-il pris possession des lieux sans contestation aucune, la commune ou la fabrique sont en droit d'exiger de lui qu'ils soient rendus en parfait état. Telles sont les conséquences qui découlent de la prescription légale, et qui suffisent pour démontrer qu'il importe aux curés et desservants de réparer l'oubli des maires et des trésoriers, et de demander eux-mêmes que l'état du presbytère et de ses dépendances, s'il y en a, soit régulièrement constaté avant leur entrée en jouissance.

7. Suivant l'avis des plus graves interprètes et notamment de

M. Affre (1), la disposition de l'art. 44, qui statue que l'état de situation sera dressé *aux frais de la commune et à la diligence du maire,* ne paraît avoir été établie que pour le cas où la commune est propriétaire du presbytère, ce qui arrive le plus souvent. Encore bien que l'on puisse soutenir qu'elle est d'une application générale, puisque le décret ne fait aucune distinction entre le cas où le presbytère est une propriété communale et celui où il est une propriété fabricienne, nous n'hésitons pas à penser que, dans cette dernière hypothèse, l'état de situation dont il s'agit peut valablement être fait à la diligence du bureau des marguilliers et par le trésorier.

8. Par suite de la même distinction, ce serait encore à la diligence de la fabrique qu'il y aurait lieu de procéder à l'état de situation des presbytères dépendant des dotations curiales.

9. Il résulte de ce que nous venons de dire que les frais nécessités par l'état de situation ne sont jamais à la charge du titulaire. Ces frais devront toujours être payés par les communes, suivant la prescription de l'art. 44 du décret du 30 décembre 1809.

10. Quand la paroisse n'a pas de presbytère et qu'elle loue une maison pour en tenir lieu, l'état de lieux est encore à la charge de la commune. Cet état de lieux doit être signé par le maire, par le titulaire et par le propriétaire de la maison louée.

11. Toutefois, l'intervention du maire ou de la fabrique cesse d'être nécessaire lorsque la commune ou la fabrique se borne à payer au curé ou desservant une indemnité pécuniaire. Dans ce cas, le titulaire loue la maison qui lui convient à ses risques et périls, et il suffit que l'état des lieux soit signé par lui et par le propriétaire de la maison. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques,* vol. 1851, p. 207.)

12. Lorsque, à l'époque de la prise de possession d'un curé ou de l'installation d'un desservant, il n'a été fait aucun état de situation du presbytère et de ses dépendances, le titulaire est réputé avoir reçu les lieux en bon état de réparations, et il doit les rendre de même à sa sortie.

j D'ailleurs, cet état peut toujours être dressé après son entrée en ouissance, et la circonstance que le conseil de fabrique aurait reconnu dans une délibération qu'il n'a commis aucune dégradation ne suffirait point pour le décharger de l'obligation de le faire et de rétablir, en outre, les lieux en bon état. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1851, p. 101.)

13. La loi n'a prescrit aucun mode qui doive être suivi plutôt qu'un autre dans la rédaction de l'état de situation. Cet état n'est autre chose qu'un procès-verbal d'*état de lieux*, tel qu'on l'entend dans le langage ordinaire, et il remplit toujours le but qu'on se-

---

(1) *Traité de l'administration temporelle des paroisses.*

propose quand il contient la description exacte et détaillée de toutes les parties de la maison presbytérale et de ses dépendances.

14. Nous avons publié, dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques* de 1851, p. 204, un modèle d'état de situation, et nous prions le lecteur de vouloir bien s'y reporter.

15. Il doit être dressé un état de situation du jardin dépendant du presbytère comme du presbytère lui-même.

Pour ce qui concerne la prise de possession des biens qui composent la dotation curiale, quand il y en a quelques-uns, voyez ci-après les numéros 130 et suivants.

De l'étendue de la jouissance du curé ou desservant sur le presbytère, sur le jardin et autres dépendances de la propriété presbytérale.

16. On n'est pas d'accord sur la nature des droits que confère cette jouissance. L'administration des cultes, ainsi qu'on le voit par plusieurs de ses décisions, semble vouloir les restreindre à ceux d'un simple usage. Quelques décisions judiciaires ont, de leur côté, assimilé les curés et desservants, par rapport à leurs presbytères, à de simples locataires. Prises dans un sens absolu, ces décisions ne sont point exactes. Aux termes de l'art. 630 du Code civil, celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille; de même, d'après l'art. 633 du même Code, le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui le droit est concédé et de sa famille. Or, les droits de jouissance des curés et desservants ne sont point ainsi limités, puisque chaque titulaire a droit à la totalité de la maison presbytérale comme à la totalité des fruits produits par le jardin et les autres dépendances du presbytère.

Nous pensons donc que, pour déterminer ces droits, il est plus vrai de dire que la jouissance conférée aux curés et desservants constitue une espèce d'usufruit; non pas l'usufruit légal et proprement dit, puisque, suivant l'art. 605 du Code civil, l'usufruitier est tenu des réparations d'entretien, tandis que les curés et desservants ne sont tenus que des simples réparations locatives, mais un usufruit *sui generis*, qui, dans tous les cas, confère aux titulaires des droits plus étendus que ceux de l'usager et du locataire.

C'est pour cela que plusieurs auteurs enseignent que le droit de jouissance dont il s'agit participe tout à la fois de l'usufruit, de l'usage et de la simple location.

La question est d'ailleurs formellement décidée, pour les presbytères appartenant au titre ecclésiastique, par l'art. 6 du décret du 6 novembre 1813, qui dispose que les titulaires exerceront les droits d'usufruit et qu'ils en supporteront les charges : le tout ainsi qu'il est réglé par le Code civil. Or, nous ne croyons pas qu'il y ait de distinction à faire pour la jouissance du presbytère entre le cas

où ce presbytère appartient à la commune ou à la fabrique et celui où il appartient à la cure ou succursale.

17. Quelle que soit l'étendue du presbytère et de ses dépendances, la jouissance intégrale en appartient exclusivement au titulaire.

18. Le curé qui habite un presbytère communal ne peut y faire d'autres changements à l'état des lieux que ceux que pourrait faire un locataire dans la maison par lui louée.

19. Il ne peut par conséquent se permettre, d'après M. l'abbé Dieulin lui-même, aucun changement susceptible d'en dénaturer l'ensemble ou même d'en modifier la distribution.

20. Sans refuser absolument aux curés et desservants la faculté de faire dans la maison presbytérale quelques distributions intérieures pour leur commodité personnelle, nous estimons qu'ils doivent se montrer très réservés à ce sujet : d'abord, parce que leurs distributions peuvent nuire au presbytère, et en second lieu parce qu'elles peuvent ne pas satisfaire leurs successeurs.

21. D'ailleurs le curé qui, sans autorisation, fait faire des changements au presbytère, s'oblige par là même à rétablir les lieux dans leur primitif état, et ce alors même que ces changements constitueraient de véritables améliorations.

22. Lorsqu'un curé veut faire effectuer dans son presbytère des constructions nouvelles ou des réparations, au moyen de fonds fournis par lui ou par des tiers, mais n'appartenant ni à la fabrique, ni à la commune, il est obligé d'obtenir préalablement l'autorisation du conseil de fabrique et celle de l'autorité civile. (*Consultation insérée au journal des Conseils de Fabrique,* t. VI, p. 59.)

23. Le curé ne peut sans autorisation de la commune ou de la fabrique, selon que le presbytère appartient à l'une ou à l'autre, percer de nouvelles portes, établir de nouveaux jours.

24. Cependant lorsque l'église et le presbytère sont contigus ou séparés seulement par un jardin, il est d'usage qu'il soit établi une porte de communication entre les deux édifices. La commune ou la fabrique propriétaire ne serait point fondée à refuser au titulaire cette commodité; mais leur consentement est nécessaire pour le percement de la porte.

25. Si un curé croyait pouvoir agir sans cette autorisation, l'action en suppression de cette ouverture peut être exercée non-seulement par la fabrique, mais encore par la commune, surtout dans le cas où la fabrique n'agit pas. (*Arrêt de la cour de Paris du* 29 *décembre* 1835.)

26. Encore bien que les changements et les réparations qu'un curé peut être autorisé à faire dans son presbytère constituent des améliorations, c'est un point de jurisprudence hors de toute controverse qu'il n'est point fondé à réclamer d'indemnité pour les dépenses qu'il prétendrait avoir faites.

27. Le curé ou desservant jouit de tous les ustensiles et objets

mobiliers qui sont dans le presbytère et qui paraissent y être attachés à perpétuelle demeure.

28. Ainsi, lorsque dans un presbytère il existe un pressoir et une cuve, pour l'exploitation des fruits de la cure, du jardin presbytéral ou de quelques autres de ses dépendances, la commune et la fabrique ne seraient pas fondées à les enlever au curé ou desservant.

29. Toutefois ces derniers objets devant être considérés comme immeubles par destination, le titulaire n'a pas le droit d'en disposer, et il ne peut que les appliquer à l'usage pour lequel ils ont été établis. En cas de vente, le produit doit profiter à la commune ou à la fabrique propriétaire. (*Lettre du ministre des cultes à Mgr l'évêque de Blois, du 9 avril* 1839 ; *Bulletin des lois civiles, eccl.*, vol. 1850, p. 280.)

30. Le curé jouit du jardin presbytéral et de ses dépendances, comme du presbytère lui-même.

31. Il n'en peut pas changer la nature; il ne doit point, par conséquent, y pratiquer des fouilles nuisibles au sol, mais il a le droit d'y faire toutes les plantations, et d'en retirer tout le produit et tout l'avantage dont le terrain est susceptible.

32. Les droits que les curés et desservants peuvent exercer sur les arbres existants dans les jardins et dépendances des presbytères appartenant aux fabriques ou aux communes sont de faire à leur profit la tonte des oseraies, des peupliers, etc., en se conformant à la coutume locale.

33. Le curé n'a pas le droit d'abattre les arbres improductifs ou même dépérissants; il ne le peut qu'après en avoir obtenu la permission de la commune ou de la fabrique à laquelle ces arbres appartiennent à titre de propriétaire.

34. Toutefois, les arbres fruitiers qui meurent ou sont arrachés, ou brisés par accident, lui appartiennent, mais à la charge de les remplacer par d'autres.

35. Il ne peut, même avec l'autorisation du maire, arracher une haie du jardin du presbytère, à moins qu'il ne s'agisse d'une simple haie d'arbustes. (*Journal des communes*, t. XIII, p. 159.)

36. Le curé ou desservant a le droit de faire creuser dans l'enclos presbytéral un réservoir pour l'arrosement de son jardin.

37. Il peut empêcher qu'on ne vienne puiser de l'eau à ce réservoir ou au puits du presbytère, lorsque le droit de le faire n'est point légalement acquis aux habitants.

38. Il a le droit de s'opposer à ce que l'on passe sur la propriété presbytérale, et serait fondé à demander en justice des dommages-intérêts contre ceux qui enfreindraient sa défense.

39. Lorsqu'il dépend du presbytère un terrain à destination de jardin, qui n'est ni clos ni cultivé, et où il s'est établi un sentier qui existe depuis plus de 30 ans, le curé peut faire clore ce terrain et supprimer le sentier. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, p. 330.)

40. Rien ne s'oppose à ce que le curé fasse dans la cour et dans le jardin du presbytère des plantations d'arbres utiles ou d'agrément, lorsque cela peut avoir lieu sans nuire aux propriétés voisines; et à ce sujet il n'est pas inutile de faire remarquer ici que, d'après l'art. 671 du Code civil, il n'est permis de planter des arbres à haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par les usages constants et reconnus; et à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les arbres à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres arbres et haies vives.

41. Au surplus, suivant l'art. 672 du même Code, le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à couper ces branches. Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y couper lui-même.

42. Un curé ou desservant a-t-il le droit d'appliquer des espaliers ou des vignes sur les murs qui séparent la cour ou le jardin de son presbytère des héritages voisins ou d'y adosser des ouvrages quelconques? — Oui, si le mur appartient intégralement à la fabrique ou à la commune, ou s'il est seulement mitoyen, pourvu qu'on ait soin que les vignes ou espaliers qui doivent être adossés au mur ne soient pas plantés à une distance moindre d'un demi-mètre de l'héritage voisin. (Art. 671 et 672 du Code civil.) — Non, si le mur appartient au propriétaire voisin, à moins que le curé n'ait obtenu son consentement.

43. Lorsque le jardin d'un presbytère joint un autre héritage, et que le conseil de fabrique ou le curé veut faire clore ce jardin au moyen d'un fossé, on est obligé de laisser au-delà de ce fossé, entre le talus et l'héritage voisin, un espace déterminé selon les usages des lieux, et qui est ordinairement de trente-trois centimètres.

44. Et quand un propriétaire voisin de ce jardin est dans l'intention de faire des plantations d'arbres près de la ligne séparative des deux propriétés, la distance à laquelle il peut planter doit se calculer à partir, non du bord extérieur du fossé qui clôt le jardin ou la cour, mais de l'extrémité du terrain qui est réputé avoir été laissé libre au moment de l'établissement de ce fossé.

Ces règles, qui sont de droit commun, sont par suite applicables aux biens des fabriques.

45. Les curés et desservants ont droit à l'affouage et aux autres usages établis dans les bois des communes dans lesquelles ils exercent leurs fonctions. Mais ils sont soumis aux mêmes conditions de domicile que les autres habitants.

46. Le conseil municipal ne peut toutefois faire comprendre dans le rôle des ayant-droit à l'affouage de chacune des sections le curé

ou le desservant, afin de lui tenir lieu d'une indemnité en argent. (*Journal des Communes*, t. XIII, p. 206.)

47. Quelques communes attribuent quelquefois aux curés, à perpétuité, une part dans le partage des pâtis communaux. Mais, quand cette attribution ne leur est point faite à leur entrée dans la paroisse, ils ne sont point fondés à la réclamer, parce que le droit à ce partage est, d'après les règlements, subordonné à l'ancienneté du domicile dans la commune.

48. Les curés et desservants ont droit, à raison de leurs fonctions, au passage gratuit sur les ponts, bacs et bateaux à péage. Cette exemption en leur faveur est stipulée dans toutes les concessions d'entreprise de cette nature.

Distraction des parties superflues du presbytère.

49. Le vœu de la loi est que les curés et desservants soient logés convenablement. Ce but eût été quelquefois manqué, si l'on eût laissé aux conseils municipaux la faculté de juger arbitrairement ce qui est convenable aux curés. On aurait pu faire de la partie des logements qu'on leur aurait enlevée tel emploi qui les aurait incommodés, et leur donner tel voisinage qui se serait mal assorti avec leur personne ou leur caractère. Le législateur, prévoyant ces inconvénients, a cru devoir y remédier. C'est ce qu'il fit en 1802, ainsi que cela résulte d'un rapport de Portalis, du 3 nivôse an XI, approuvé par l'empereur le 4 du même mois (1). D'après cet acte, toute demande en distraction de parties d'un presbytère devait être faite au gouvernement par délibération des conseils généraux des communes, accompagnée de devis et de l'avis des préfets et de celui des évêques.

Cette jurisprudence a été suivie jusqu'à l'ordonnance du 3 mars 1825, dont l'art. 1er règle aujourd'hui la matière, et qui dispose qu'aucune distraction de parties superflues d'un presbytère, pour un autre service, ne peut avoir lieu qu'après avoir été autorisée par une ordonnance du chef du gouvernement, délibérée dans le conseil d'État.

50. Depuis le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, les distractions des parties superflues des presbytères peuvent être autorisées par arrêtés des préfets, lorsqu'il n'y a pas opposition de l'autorité diocésaine; mais quand l'avis de l'évêque y est contraire, l'on rentre dans l'application de l'ordonnance du 3 mars 1825, et elles ne peuvent plus être autorisées régulièrement que par ordonnance du chef de l'État. (*Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1852, p. 149.)

---

(1) Le texte de ce rapport est reproduit dans le *Rec. général du droit civ. eccl.*, t. II, p. 294.

51. D'ailleurs, toute demande de distraction, outre qu'elle doit être revêtue de l'avis de l'évêque et du préfet, doit être accompagnée d'un plan qui figure le logement à laisser au curé ou desservant et la distribution à faire pour isoler ce logement.

52. Il suit de ce que nous venons de dire qu'une commune, tout en alléguant qu'elle est propriétaire du presbytère, ne peut, de sa propre autorité, enlever à un curé une portion de ce presbytère. (*Ordonn. en conseil d'Etat, du 9 février* 1825.)

53. La fabrique n'a pas plus de droit que la commune, sur ce point, quand elle est elle-même propriétaire de la maison presbytérale.

54. Dans le cas où le presbytère appartient à la commune, la distraction des parties superflues qui peut être ordonnée ne donne lieu à aucune indemnité en faveur de la fabrique. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du* 13 *août* 1836.)

55. Cette distraction ne donne non plus lieu à aucune indemnité au profit du desservant, soit que le presbytère appartienne à la commune, soit qu'il appartienne à la fabrique. Et si une pareille indemnité avait été consentie par la commune, elle ne serait point autorisée par le gouvernement. (*Avis du conseil d'État, du* 10 *octobre* 1837.)

56. Lorsqu'une commune demande la distraction d'une partie des dépendances d'un presbytère, et que la portion à retrancher appartient, non à la commune, mais à la fabrique, celle-ci a le droit de se refuser à la distraction ou de subordonner son consentement au paiement d'une indemnité représentant la valeur du sol ou des bâtiments destinés à une nouvelle affectation. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du* 26 *septembre* 1834 ; *Journal des cons. de fab.*, t. XVIII, p. 53.)

57. Il en est de même pour le cas où il s'agit d'un presbytère dépendant d'une paroisse supprimée; il n'y a pas lieu de procéder par voie de distraction à l'égard de ces presbytères, l'ordonnance du 3 mars 1825 n'étant applicable qu'aux presbytères des paroisses conservées. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, du* 3 *décembre* 1849.)

58. On ne peut non plus demander la distraction d'une partie du presbytère appartenant à la cure ou à la succursale, ni de toute autre partie des dépendances des biens curiaux.

59. Est susceptible dêtre autorisée par le gouvernement la distraction des dépendances d'un presbytère communal, pour l'établissement d'une maison d'école, lorsque ces dépendances ne sont d'aucune utilité pour le curé, dont le logement ne continue pas moins d'être suffisant et entièrement isolé. (*Lettre du ministre de l'intérieur au ministre de la justice et des cultes, du* 8 *octobre* 1844; *lettre de ce dernier au ministre de l'intérieur, du* 29 *janvier* 1845.)

60. Le projet de distraire une partie des dépendances d'un pres-

bytère pour construire une école et une mairie, qui aurait pour résultat de ne laisser qu'une cour commune pour le curé, l'école et la mairie, ne ferait point une habitation convenable au curé ou desservant, et par conséquent ne peut être approuvée par le gouvernement. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, du 27 octobre* 1843. — Commune de la Meyze, Haute-Vienne.)

61. Lorsque l'on demande l'autorisation de vendre des parcelles de terrain dépendant d'un presbytère, pour, avec le prix, faire construire une école communale, il faut joindre à la demande l'état des dépenses des constructions de l'école, l'état des ressources de la commune pour les payer, l'estimation en capital et revenu des parcelles de terrain, et un avis régulier sur la question de savoir si le terrain restant formera pour le desservant un jardin convenable et suffisant. (*Avis du comité de l'intérieur du* 3 *avril* 1840; *et lettre du ministre des cultes à l'évêque de Viviers, du* 9 *mai de la même année.* — Commune de Saint-Julien-de-Serre.)

62. Il n'y a pas lieu d'autoriser à distraire du presbytère une grange contiguë à l'église, pour en faire une salle à l'usage des réunions communales et un dépôt des archives de la commune, en raison des inconvénients pour le culte d'un pareil voisinage. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, du* 24 *février* 1837. — Commune de Saint-Marcel, Haute-Garonne.)

63. Quand le gouvernement croit devoir autoriser une distraction des parties superflues d'un presbytère, cette distraction doit être pure et simple; et par suite une fabrique ne serait point admise à demander qu'on imposât pour condition que le local distrait redeviendra partie intégrante du presbytère, dans le cas où il cesserait de servir à sa nouvelle destination. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat du* 18 *novembre* 1834.)

64. La disposition de l'ordonnance du 3 mars 1825, qui autorise la distraction des parties superflues des presbytères, s'étend à leurs dépendances, et notamment au jardin. (*Lettre du ministre des affaires ecclés. au garde des sceaux, du* 15 *juillet* 1829.—Fabrique de Longvillers, Calvados.)

65. Toutefois, l'on ne peut distraire une parcelle de terrain du jardin presbytéral que pour l'employer à un autre service public, conformément à l'ordonnance royale du 3 mars 1825. (*Lettre du ministre des affaires ecclés. au préfet d'Indre-et-Loire du* 16 *mars* 1826. — Commune de Cravant.)

66. Il a été décidé, par une lettre ministérielle du 25 juillet 1843, que, si les communes sont libres de fournir un jardin aux curés et desservants, elles ne peuvent plus le reprendre à leur gré, lorsque l'abandon leur en a été régulièrement fait;

Spécialement, qu'une commune qui a abandonné il y a plus de trente ans à son desservant un terrain, pour servir de jardin presbytéral, ne peut aujourd'hui s'en remettre en possession, sans re-

courir aux formalités de l'ordonnance royale du 3 mars 1825, et en alléguant que la concession par elle effectuée n'était que temporaire et personnelle au desservant, lorsqu'il résulte d'un arrêté ultérieur du préfet que l'abandon dudit terrain a été fait d'une manière irrévocable.

Peu importe que le terrain servant de jardin soit contigu ou non au presbytère. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, du 25 juillet* 1843. — Commune de Creuzier-le-Vieux, Allier.)

67. De ce que l'ordonnance réglementaire du 3 mars 1825 n'autorise la distraction des parties superflues des presbytères que pour le seul cas où il s'agit de les employer à un autre service public, il s'ensuit qu'elle n'est point applicable à la demande en autorisation formée par une commune de vendre un arbre situé dans le jardin presbytéral pour en verser le prix dans la caisse municipale. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, du 15 mai* 1835. — Commune de Trye-le-Château, Oise.)

68. Une commune n'a pas le droit de vendre, de son chef, les arbres qui existent dans l'enclos presbytéral. (*Bull. des lois civ. eccl.*, vol. 1852, p. 187.)

69. Mais elle peut être autorisée à le faire, en cas de nécessité, par ordonnance du chef de l'État. (*Ordonn. du roi rendue en conseil d'Etat, du 14 décembre* 1836.)

De la location du presbytère par le curé ou desservant.—Succursales vacantes.

70. Aucun texte de loi n'interdit aux curés ou desservants la faculté de louer leur presbytère quand ils préfèrent habiter une maison qui leur appartient ou un autre logement situé dans la circonscription paroissiale. Il ne leur est non plus défendu par aucune loi de louer tout ou partie du jardin ou quelque autre dépendance de la maison presbytérale. Il semble que dans une pareille circonstance ils n'aient besoin que de l'autorisation de leur évêque, et que d'ailleurs la commune n'est fondée ni à se plaindre de cette location ni à s'y opposer.

Cependant, l'administration dss cultes est contraire à cette location. (*Décisions ministérielles, des 24 octobre* 1845 *et* 22 *août* 1848.) D'après la jurisprudence de cette administration, les curés et desservants ne sont considérés que comme usagers du presbytère et de ses dépendances; leur jouissance est purement personnelle, et dès lors ils n'ont point le droit d'en consentir la location ou d'en disposer d'une manière quelconque. (*Lettre du ministre des cultes au préfet des Basses-Pyrénées, du* 22 *août* 1848.)

71. L'administration des cultes ne considère comme valablement faite par les curés et desservants que la location des presbytères des

succursales vacantes où ils ont été autorisés à biner. L'art. 2 de l'ordonnance du 3 mars 1825, après avoir attribué à ces ecclésiastiques la jouissance de ces presbytères et de leurs dépendances pendant le temps du binage, leur reconnaît, en effet, le droit de les louer en tout ou en partie avec l'autorisation de l'évêque. (*Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1850, p. 199.)

72. Par suite de la jurisprudence de l'administration des cultes, dans les communes qui ne sont ni paroisses, ni succursales, et dans les succursales où le binage n'a pas lieu, les presbytères et leurs dépendances doivent être amodiées, soit par la fabrique, soit par la commune, selon que l'une ou l'autre est propriétaire, mais sous la condition expresse qu'ils seront rendus immédiatement, dans le cas où un desservant serait nommé, comme aussi dans le cas où le binage y serait autorisé. (*Avis du conseil d'Etat du 9 février* 1825.)

73. Il résulte encore de cette jurisprudence que, puisque le binage n'est point autorisé dans les cures, l'administrateur de l'une de ces paroisses n'aurait point le droit de louer à son profit le presbytère pendant la vacance, comme il pourrait le faire s'il binait dans une succursale.

74. S'il était possible, ainsi que le prétend l'administration des cultes, de réduire la jouissance des curés et desservants sur leurs presbytères à un simple droit d'usage et d'habitation, il est certain qu'ils n'auraient point la faculté d'en faire la location, puisque, d'après les art. 631 et 634 du Code civil, les droits d'usage et d'habitation ne sont pas susceptibles d'être loués ni cédés par celui auquel ils ont été accordés. Mais si l'on fait attention que le droit de jouissance du curé comprend quelque chose de plus que le droit d'usage, et l'on s'en convaincra facilement en se reportant à ce que nous avons dit au commencement de cet article, on conviendra que la jurisprudence de l'administration est très contestable en droit.

La plupart des auteurs, en effet, les rédacteurs du *Journal des communes* et ceux du *Journal des conseils de fabrique*, notamment, décident formellement que les curés et desservants peuvent louer à leur profit tout ou partie de leur presbytère. (Voy. *Journal des communes*, t. IX, p. 192, et *Journal des fabriques*, t. I, p. 68.) — On ne voit pas d'ailleurs, ajoute l'abbé Dieulin (1), pourquoi le curé qui peut louer le presbytère de la paroisse où il bine, avec l'autorisation de son évêque, n'aurait pas le droit de louer le presbytère de la paroisse qu'il habite, avec la même autorisation.

75. Quoi qu'il en soit, si la location dont il s'agit n'est expressément interdite par aucune loi, il ne s'ensuit pas qu'elle doive toujours être autorisée par les évêques. Il y a du moins plusieurs motifs de convenance pour qu'il n'en soit pas ainsi. Il ne suffit pas,

(1) *Guide des curés*, t. I^er^, p. 66.

en effet, que les garanties de la commune propriétaire n'aient subi aucune modification, il faut encore que le service paroissial et les règlements d'administration n'en souffrent nullement. Or, l'intérêt paroissial et les règlements d'administration exigent que le pasteur habite toujours la demeure qui lui est officiellement affectée. Les curés et desservants qui se croiraient dans la nécessité de demander à leur évêque l'autorisation de louer tout ou partie de leur presbytère ou de ses dépendances ne perdront point de vue ces considérations, et les évêques appelés à statuer sur cette autorisation; les pèseront également dans leur sagesse avant de la leur donner.

76. Les fabriques ne sont, de leur côté, nullement fondées à s'opposer à une location, soit totale, soit partielle, qui aurait été autorisée par l'autorité diocésaine.

Contributions à la charge du titulaire du presbytère.

77. Les presbytères sont considérés comme affectés à un service public, et jouissent, à ce titre, de l'exemption de la contribution foncière prononcée par l'art. 105 de la loi du 3 frimaire an VII. (*Arrêts du conseil d'État du* 1er *nov.* 1838; 10 *mai* 1839; 12 *déc.* 1851; *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, p. 205.)

78. Par suite, les curés ou desservants ne sont pas tenus de cette contribution pour les presbytères qu'ils habitent. (*Décis. minist. du* 17 *messidor, an* XIII.)

79. L'exemption de l'impôt foncier n'existe point, toutefois, pour la maison particulière louée par la commune pour l'usage du curé; mais dans ce cas le paiment de cet impôt est à la charge du propriétaire.

80. Les jardins, soit potagers, soit d'agrément, et les autres terrains qui entourent le presbytère et qui y sont attenants à titre définitif, jouissent également de l'exemption de l'impôt foncier. (*Lois des* 3 *et* 4 *frimaire an* VII; *décision minist. du* 22 *mars* 1808; *et arrêt du conseil d'État, du* 23 *avril* 1836.)

81. Mais les terrains mis en culture et susceptibles de revenus sont soumis à l'impôt foncier, et c'est au titulaire que la charge en est imposée.

82. Il en est de même pour ce qui concerne les biens immeubles qui font partie de la dotation curiale. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 275.)

83. Les curés, desservants et vicaires ne sont pas dispensés de payer la contribution des portes et fenêtres des presbytères occupés par eux. (*Arrêt du conseil d'État, des* 19 *avril* 1838; 1er *nov. de la même année et* 10 *mai* 1839.) Cette contribution est due par tous les ecclésiastiques logés gratuitement par l'État ou dans les bâtiments appartenant aux communes.

84. Un arrêt du conseil d'État du 2 mars 1850, rapporté dans le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1851, p. 260, décide que les ecclésiastiques sont assujétis à cette contribution pour les ouvertures de toutes les pièces habitables du presbytère dans lequel ils sont logés gratuitement, alors même que lesdites pièces seraient momentanément employées à resserrer des grains, ustensiles et effets de ménage.

85. Le curé qui dessert à la fois les églises de deux communes ayant chacune un presbytère ne peut être imposé à la contribution des portes et fenêtres que pour celui de ces presbytères qui sert à son habitation personnelle. (*Arrêt du conseil d'État du 22 juin 1848.*)

86. Lorsqu'après l'entrée en jouissance du curé ou desservant, la commune établit une porte cochère à un presbytère, le titulaire est obligé d'en payer la contribution. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, p. 51.)

87. Les curés, desservants et vicaires doivent aussi la contribution personnelle et mobilière.

88. Un ecclésiastique qui paie dans sa paroisse la contribution personnelle et mobilière peut être en même temps imposé à la taxe mobilière dans une autre commune où il possède une habitation plus ou moins meublée. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1853, p. 267.)

89. Le vicaire auquel son curé fournit, dans le presbytère, gratuitement ou à prix d'argent, un appartement meublé ou non meublé, doit acquitter la contribution mobilière à raison de cet appartement, lors même que le curé acquitte déjà cette contribution pour la totalité du presbytère. (Arrêt du conseil d'Etat du 26 décembre 1839 cité dans le *Recueil général du droit civil ecclésiastique*, tome II, p. 48).

Le curé a toutefois, dans ce cas, le droit de se faire dégrever de la portion de l'impôt mise à la charge du vicaire.

90. Lorsque c'est un logement meublé que le curé fournit au vicaire, ce logement garni ne devient imposable qu'après une résidence de six mois de cet ecclésiastique dans la commune.

91. Les curés, desservants et vicaires ne sont point dispensés, en leur qualité de ministres du culte, des prestations en nature pour la réparation des chemins vicinaux. (*Arrêt du conseil d'État des 1er juillet 1840 et 30 décembre 1841 ; Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 274.)

92. Le curé ou desservant qui a besoin d'un cheval pour le service de sa paroisse ne peut être assujéti à la prestation en nature à raison de son cheval. (*Ibid.*)

93. L'administration n'est pas fondée à exiger que le prêtre qui a été imposé à la prestation vicinale acquitte cette prestation en argent, sous le prétexte que les autres habitants l'ont ainsi fait, et que la prestation en nature ne peut être utilisée, attendu que les travaux à exécuter ont été donnés à un entrepreneur. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853, p. 188.)

94. L'administration ne peut, en convertissant les journées en tâches, les rendre tellement considérables que le contribuable soit indirectement forcé de payer sa prestation en argent. (*Bulletin*, vol. 1853, p. 188.)

95. Les journées de cheval ne peuvent être d'office converties en journées d'hommes, par le motif que la commune n'a pas de transports à faire, ou parce que le cheval, ne sachant que porter la selle, est impropre aux travaux des chemins. (*Ibid.*)

96. L'obligation de fournir les prestations se prescrivent par le laps de temps que le préfet a fixé pour leur emploi, en exécution de la loi du 21 mai 1836. (*Ibid.*)

97. Le curé ou desservant qui a quitté une commune avant le 1er janvier n'y doit pour cette année aucune contribution, à moins qu'il n'ait pas été imposé dans la commune où il s'est transporté. (*Bulletin*, vol. 1850, p. 54.)

98. Le curé, desservant ou vicaire qui change de paroisse dans le courant de l'année, peut être obligé de payer les contributions personnelle et mobilière dans la commune dont il sort et non dans celle où il vient se fixer.

Et si, à la fin de l'année, il continuait à tort à être porté au rôle pour le logement qu'il a quitté, il devrait être déchargé de la cote qui lui a été assignée ; mais il y aurait lieu de le cotiser pour le nouveau logement qu'il habite. (*Arrêt du conseil d'État du 19 janvier* 1836.)

99. Les ecclésiastiques peuvent être dispensés de l'impôt personnel et mobilier et de celui des portes et fenêtres, par les conseils municipaux, en vertu de l'art. 18 de la loi du 21 avril 1832. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, p. 55.)

100. Ils peuvent être exemptés aussi de la prestation en nature pour la réparation des chemins vicinaux.

101. Lorsque, dans une commune, la commission chargée de dresser l'état matrice des contribuables, ou le conseil municipal chargé de rectifier cet état, est d'avis de ne point y porter le curé ou desservant, soit pour la contribution personnelle et mobilière, soit pour celle des portes et fenêtres, soit pour la prestation vicinale, le contrôleur et le percepteur n'ont pas le droit de l'y inscrire de leur propre autorité.

102. Dans le cas où l'un ou l'autre de ces deux agents croirait ne devoir tenir aucun compte de cette exemption, il y aurait lieu de réclamer auprès du conseil municipal lui-même ou directement auprès du préfet.

103. Le curé ou desservant pour lequel la charge des contributions, soit personnelle et mobilière, soit des portes et fenêtres, soit de la prestation en nature pour les chemins vicinaux, est onéreuse, et qui désire en être exempté, doit s'adresser au conseil municipal

avant la formation du rôle. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, p. 56.)

104. Après l'émission du rôle, les réclamations en matière de contributions doivent être adressées, en forme de pétition, au préfet du département ou au sous-préfet de l'arrondissement dans l étendue duquel le contribuable est imposé. (*Ibid.*, vol. 1849, p. 53.)

105. Pour ce qui concerne le recouvrement des contributions, le percepteur peut être contraint d'aller, une fois par mois, dans celles des communes de son ressort où il ne réside pas, pour y recevoir les douzièmes des contribuables. (*Ibid.*, vol. 1853, p. 187.)

106. Les curés et desservants ne sont point formellement exemptés du logement militaire; mais il est convenable de ne les y point soumettre. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 246.)

Réparations du presbytère et de ses dépendances à la charge du curé ou desservant.

107. Les curés et desservants sont, relativement aux réparations dont ils sont tenus à l'égard des presbytères qu'ils habitent, assimilés aux locataires ordinaires qui ne doivent que les réparations locatives.

108. L'obligation où ils sont de subvenir à ces réparations est toujours entière, soit que le presbytère appartienne à la commune, soit qu'il appartienne à la fabrique.

109. Il en est de même quand ce presbytère appartient à la cure. (*Art.* 21 *du décret du* 6 *novembre* 1813.)

110. Il en est encore ainsi lorsqu'il s'agit d'une maison louée par la commune ou par le curé lui-même.

111. Nous avons fait connaître sous l'art. 37, nº 67, en quoi consistaient les réparations locatives, et nous prions le lecteur de vouloir bien se reporter à ce que nous avons dit à ce sujet. (Voy. aussi le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1850, p. 296, et l'art. 1754 du Code civil.)

112. Il est d'ailleurs facile de déterminer les réparations qui sont à la charge du curé ou desservant, au moyen de l'état de situation dressé à son entrée dans la paroisse.

113. Pour cela, le curé et le maire ou le trésorier de la fabrique, si la maison presbytérale appartient à cette dernière administration ou à la cure, se réunissent, et après avoir visité les lieux, arrêtent à l'amiable l'état des réparations exigibles. Cet état doit être fait double et signé par les parties.

114. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire qu'il soit sur papier timbré (1).

115. Le pavage en entier de la cour du presbytère, ainsi que le

---

(1) On trouvera dans le *Bulletin*, vol. 1851, p. 262, un modèle de cet état.

curage des puits et celui des fosses d'aisances, n'est pas considéré comme réparation locative. Dès lors, il n'est pas à la charge du curé ou desservant.

126. Les frais nécessités par ce pavage doivent être supportés par la fabrique et subsidiairemen t par la commune.

117. Les réparations à faire aux toits et couvertures des presbytères ne sont pas non plus à la charge des curés ou desservants.

118. Les réparations qui seraient la suite d'une distraction d'une partie du presbytère, obtenue par la commune, seraient à la charge de cette administration.

119. Le curé est responsable des détériorations et dégradations arrivées par sa faute ou par celle des personnes qui habitent avec lui la maison presbytérale.

120. Il est responsable des dégradations causées par un feu de cheminée, car c'était à lui à la faire ramoner en temps utile.

121. Il répond encore des fours, tant de la voûte que de l'âtre, des pompes, des bornes de cours et entrées, des poulies et cordes des puits, des râteliers et mangeoires des écuries.

122. Il ne répond pas toutefois des pavés des cours et des écuries.

123. Que doit faire le curé, lorsque, pendant sa jouissance, des dégradations surviennent par force majeure, lorsque par exemple une pluie violente détériore les plafonds, la grêle casse les carreaux? Le curé qui n'est point responsable de ces dégradations doit immédiatement faire dresser un procès-verbal de l'état des lieux.

124. Pour ce qui concerne la réparation des clôtures des cours, jardins, prés, champs, vignes et autres dépendances du presbytère, les obligations du titulaire sont les mêmes que celles du fermier.

125. Il doit entretenir les haies vives, les tailler aux époques d'usage, et remplacer les arbres qui meurent par des arbres nouveaux.

126. Les réparations locatives à la charge du curé doivent être faites par lui en temps utile; car s'il néglige de les effectuer, l'art. 44 du décret du 30 décembre 1809 le rend responsable des détériorations qui peuvent en résulter.

127. D'après l'art. 1755 du Code civil, il ne doit aucune des réparations réputées locatives, lorsqu'elles n'ont été occasionnées que par vétusté ou par force majeure.

128. Quand le presbytère devient vacant par la mutation ou par le décès du titulaire, il appartient au trésorier de la fabrique de poursuivre contre lui ou contre sa succession l'exécution des réparations à sa charge. Toutefois, pendant le cours de sa jouissance, il n'a le droit de lui faire aucune injonction à cet égard.

129. L'action de la fabrique ou de la commune contre le curé ou desservant, pour les réparations locatives qu'il n'aurait point faites à sa sortie du presbytère, dure cinq ans, après lequel temps, lui ou ses héritiers ne peuvent plus être recherchés pour cet objet. Tel est

le sentiment de Carré, *Traité du gouv. des paroisses*, n° 389, sentiment que nous considérons comme parfaitement acceptable.

Réparations des biens pouvant appartenir à la cure ou succursale.— Prise de possession de ces biens par le curé ou desservant. — Jouissance et administration. — Obligations de la fabrique et du titulaire.

130. Quand des biens-fonds sont attachés au titre ecclésiastique, la prise de possession de ces biens par le curé ou desservant, le mode de leur jouissance et de leur administration, les obligations de la fabrique et du titulaire, sont réglés d'une manière spéciale par le décret du 6 novembre 1813 (1).

131. Aux termes de l'art. 7 de ce décret, le procès-verbal de prise de possession doit être dressé par le juge de paix du canton, et il doit porter la promesse, souscrite par le curé ou desservant, de jouir des biens en bon père de famille, de les entretenir avec soin, et de s'opposer à toute usurpation ou détérioration.

132. Cependant, depuis l'ordonnance royale du 13 mars 1832, qui a attribué d'une manière générale au bureau des marguilliers la constatation de la prise de possession et de l'installation des curés, desservants et vicaires, nous croyons que cette prise de possession peut valablement être constatée par les marguilliers, au moins en ce qui concerne le presbytère.

133. Dans toutes les paroisses dont les curés ou desservants possèdent à ce titre des biens-fonds ou des rentes, la fabrique établie près de chaque paroisse est d'ailleurs chargée de veiller à la conservation desdits biens. (*Art.* 1er *du décret précité.*)

134. La fabrique veillera donc à ce qu'il soit procédé aux inventaires des titres, registres et papiers de la cure ou succursale, et à leur récolement; en outre, à ce qu'il soit formé, si cela n'a déjà été fait, un registre sommier de ces titres : le tout conformément aux art. 55 et 56 du décret du 30 décembre 1809. (*Art.* 5 *du décret précité du* 6 *nov.* 1813.)

135 .Ces inventaires, ainsi que tous les papiers, titres et documents qui y sont énoncés, les comptes, les registres, les sommiers, etc., doivent être déposés dans la caisse ou armoire à trois clefs de la

---

(1) Ce décret a été rendu dans le principe pour les provinces belges et italiennes, alors réunies à l'empire français; mais il n'en a pas moins toujours été suivi en France, ainsi que le constatent un grand nombre d'actes de l'administration, notamment plusieurs circulaires ministérielles des 8 janv. 1824, 26 juillet 1831, 20 avril 1835; l'arrêt du conseil d'État du 4 mars 1835 et celui de la Cour de cassation du 8 février 1837.

Le texte de ce décret a été rapporté intégralement dans le *Recueil général du droit civil ecclésiastique*, t. II, p. 460.

fabrique, selon qu'il est statué par l'art. 54 du décret du 30 décembre 1809. (*Art. 2 et 3 du décret précité.*)

136. Nulle pièce ne peut être retirée de ce dépôt que sur un avis motivé, signé par le titulaire. (*Art. 4 du décret précité.*)

137. Les titulaires exercent sur les biens dont il s'agit les droits d'usufruit; ils en supportent les charges : le tout ainsi qu'il est établi par le Code civil, et suivant quelques modifications qui seront indiquées ci-après. (*Art. 6 du décret précité.*)

138. Les curés et desservants ainsi dotés ne peuvent faire de leur chef aucun acte d'aliénation concernant les biens dont ils ont la jouissance et l'administration. C'est ce que porte l'art. 8 du décret précité du 6 nov. 1813, qui est ainsi conçu : « Sont défendus aux titulaires, et déclarés nuls, toutes aliénations, échanges, stipulations d'hypothèques, concessions de servitudes, et en général toutes dispositions opérant un changement dans la nature desdits biens, ou une diminution dans leurs produits, à moins que ces actes ne soient par nous autorisés en la forme accoutumée. »

139. D'après l'art. 9 du même décret, les titulaires ne pouvaient faire des baux excédant neuf ans que par forme d'adjudication aux enchères, et après que l'utilité en avait été déclarée par deux experts, nommés par le sous-préfet à l'effet de visiter les lieux et de faire leur rapport. Aujourd'hui, et par suite de la loi du 25 mai 1835, la durée des baux peut être portée à dix-huit ans, sans qu'il soit nécessaire de remplir d'autres formalités que celles prescrites pour les baux de neuf ans.

140. Les baux faits par les titulaires ne continuent à l'égard de leurs successeurs que de la manière prescrite par l'art. 1429 du Code civil; c'est-à-dire que ces successeurs ne sont obligés de garder les fermiers que pendant le temps qui leur est nécessaire pour achever la jouissance de la période de neuf ans où ils se trouvent au moment de la mutation. (*Art. 9 du décret précité.*)

141. Il est défendu de stipuler des pots de vin pour les baux des biens ecclésiastiques. Le successeur du titulaire qui a pris un pot de vin a la faculté de demander l'annulation du bail à compter de son entrée en jouissance, ou d'exercer son recours en indemnité, soit contre les héritiers ou représentants du titulaire, soit contre le fermier. (*Art. 10.*)

142. Les remboursements des capitaux faisant partie de la dotation de la cure ou succursale doivent être faits conformément au décret du 16 juillet 1810 et à l'avis du conseil d'État du 21 décembre 1808 ; c'est-à-dire qu'ils doivent être autorisés par le gouvernement, qui détermine dans l'ordonnance d'autorisation de quelle manière les capitaux remboursés seront employés. (*Art. 11 du décret précité, et ordonn. royale du 14 janv.* 1831.)

143. Les capitaux remboursés sont versés dans la caisse de la fabrique par le débiteur, qui n'est valablement libéré qu'au moyen

de la décharge signée par les trois dépositaires des clefs. (*Même article.*)

144. Lorsqu'il y a des bois parmi les biens, les titulaires en jouissent conformément à l'art. 590 du Code civil, si ce sont des bois taillis. Ils sont d'après cela tenus d'observer l'ordre et la quotité des coupes, suivant l'aménagement qui doit être réglé par arrêté du gouvernement, ou à l'usage précédemment établi, sans qu'ils puissent toutefois réclamer d'indemnité pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaie, qu'ils n'auraient pas faites pendant leur jouissance. (*Art.* 12 *du décret précité.*)

145. S'il existe des bois de haute futaie, les curés et desservants profitent, en se conformant aux époques et aux usages antérieurs, des parties de ces bois qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la superficie. (*Art.* 591 *du Code civil et* 90 *du Code forestier.*) Dans tous les autres cas, ils ne doivent pas toucher aux arbres de haute futaie ; ils peuvent seulement employer, pour faire les réparations dont ils sont tenus, les arbres arrachés ou brisés par accident, ou même en faire abattre pour cet objet s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec la fabrique ou la commune, d'obtenir l'autorisation du préfet et de se conformer d'ailleurs aux règles spéciales établies pour les bois communaux, ainsi que cela est prescrit par le dernier paragraphe de l'art. 12 du décret du 6 novembre 1813.

146. Les titulaires ont le droit de prendre dans les bois dépendants des biens de la cure ou succursale des échalas pour les vignes, et généralement tous les produits annuels et périodiques des arbres, en se conformant à la coutume du pays. (*Art.* 593 *du Code civil.*)

147. S'il existait dans la dotation une pépinière, les arbres qu'on en pourrait tirer sans la dégrader appartiendraient au titulaire, à la charge par lui, toutefois, de se conformer à l'usage des lieux pour le remplacement. (*Art.* 590 *du Code civil.*)

148. Pour ce qui concerne les arbres épars, tels que peupliers, ormes, châtaigniers, tilleuls et autres qui peuvent exister dans les dépendances de la cure ou succursale, les droits du titulaire sont limités par la dernière disposition de l'art. 12 du décret du 6 novembre 1813 : il ne peut les faire abattre ou, lorsqu'ils sont abattus, il ne peut les vendre ni en percevoir le prix sans y avoir été dûment autorisé.

149. L'abattage étant considéré comme une réduction de la propriété curiale, il doit être autorisé comme une aliénation ordinaire. Il faut donc, pour arriver à ce résultat, prendre préalablement l'avis de l'évêque et celui du préfet, et obtenir un arrêté du gouvernement. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 208.)

150. Les titulaires sont tenus de toutes les réparations des biens

dont ils jouissent, sauf à l'égard des presbytères, pour lesquels ils ne doivent que les réparations locatives. S'il s'agit de grosses réparations et qu'il y ait dans la caisse à trois clefs des fonds provenant de la cure, ils y seront employés; s'il n'y a point de fonds dans cette caisse, le titulaire est tenu de les fournir jusqu'à concurrence du tiers du revenu foncier de la cure, indépendamment des autres réparations dont il est chargé. Quant à l'excédant du tiers du revenu, le titulaire pourra être autorisé, en la forme accoutumée, soit à un emprunt avec hypothèque, soit même à l'aliénation d'une partie des biens. Le décret d'autorisation d'emprunt fixera alors les époques de remboursement à faire sur les revenus, de manière qu'il en reste toujours les deux tiers au curé. En tout cas, il sera suppléé par le trésor impérial à ce qui manquerait pour que le revenu restant au curé égale le taux ordinaire des congrues. (*Art.* 13 *du décret du 6 novembre* 1813.)

151. Les poursuites à fin de recouvrement des revenus doivent être faites par les titulaires à leurs frais et risques. Ils ne peuvent néanmoins, soit plaider en demandant ou en défendant, soit même se désister lorsqu'il s'agit des droits fonciers de la cure ou succursale, sans l'autorisation du conseil de préfecture, auquel doit être envoyé l'avis du conseil de fabrique. (*Art.* 14 *du décret précité du 6 novembre* 1813.)

152. Par application de ce principe, il a été décidé que le curé ou desservant n'est pas recevable à intenter une action en complainte relative à un droit foncier de sa cure, et, par exemple, à un droit de servitude qu'un tiers voudrait établir sur le fonds du presbytère, s'il n'y a été préalablement autorisé par le conseil de préfecture, sur l'avis du conseil de fabrique. (*Arrêt de la Cour de cassation du 8 février* 1837, *rapporté par Devilleneuve*, t. XXXVII, 1re partie, p. 804.)

153. Les frais des procès sont à la charge des curés et desservants, de la même manière que les dépenses pour réparations. (*Art.* 15 *du décret précité.*)

154. L'obligation qui est imposée par la loi à la fabrique, de veiller à la conservation des biens composant la dotation curiale, prend une nouvelle importance quand la cure devient vacante. C'est, en effet, à elle qu'incombe l'initiative des mesures capables de garantir la bonne administration de ces biens.

155. Ainsi, dans le cas de décès du titulaire, le juge de paix est tenu : 1° d'apposer les scellés d'office, sans rétribution pour lui et son greffier, ni autres frais, si ce n'est le seul remboursement du papier timbré; 2° de procéder, en présence des héritiers et du trésorier de la fabrique, au récolement du précédent inventaire, contenant l'état de la partie du mobilier et des ustensiles dépendants de la cure, ainsi que des papiers la concernant; 3° de délivrer au trésorier une expédition de cet acte de récolement, avec les titres et

papiers dépendants de la cure. (*Art.* 16, 18 *et* 19 *du décret du* 6 *novembre* 1813.)

Mais tous les juges de paix ne sont pas toujours au courant de cette importante partie de leurs fonctions; c'est aux membres de la fabrique à la leur rappeler et à veiller à l'exécution des formalités prescrites en pareil cas.

156. C'est d'ailleurs au trésorier que le décret du 6 novembre 1813 a imposé d'une manière spéciale le soin de suivre l'administration des biens curiaux pendant la vacance de la cure.

Les attributions que la loi lui a conférées à cet égard ont été indiquées précédemment sous l'art. 25 du décret du 30 décembre 1809 (vol. 1853, p. 93), et nous prions le lecteur de vouloir bien s'y reporter. (*Art.* 17 *et suivants du décret du* 6 *novembre* 1813.)

157. Pendant la vacance, le trésorier perçoit les revenus et subvient à toutes les charges nécessitées par la conservation des biens. (*Art.* 24 *et* 28 *du décret précité.*)

Il doit tenir du tout un compte particulier et séparé de celui de la fabrique.

158. Quand le trésorier néglige d'exercer les poursuites à l'époque de l'entrée en possession du nouveau titulaire, celui-ci est tenu d'agir lui-même contre les héritiers de son prédécesseur, ou de faire audit trésorier une sommation de remplir à cet égard ses obligations. Cette sommation doit être dénoncée par le titulaire au procureur impérial, afin que celui-ci contraigne le trésorier d'agir et que lui-même fasse d'office les poursuites, aux risques et périls du trésorier. (*Art.* 22 *du décret précité.*)

159. Les revenus qui ont cours du jour de l'ouverture de la vacance jusqu'au jour de la nomination d'un nouveau titulaire doivent être mis en réserve dans la caisse à trois clefs, pour faire face aux grosses réparations qui surviendront dans les bâtiments appartenant à la dotation curiale. (*Art.* 24 *du décret précité.*)

160. Dans le cas où il y aurait lieu à remplacer provisoirement un curé ou desservant qui se trouverait éloigné, ou par suspension par peine canonique, ou par maladie, ou par voie de police, la fabrique est autorisée à appliquer au paiement de l'indemnité du remplaçant provisoire les revenus des biens curiaux. (*Décret du* 17 *novembre* 1811, *et art.* 27 *du décret du* 6 *novembre* 1813); mais hors ce cas, elle ne doit pas les appliquer à ses dépenses propres.

Changement de titulaire. — Partage des fruits et revenus du jardin et autres dépendances du presbytère.

161. Lorsque le curé ou desservant d'une paroisse reçoit une nouvelle destination, et qu'il est remplacé dans cette paroisse, soit immédiatement, soit après un certain temps de vacance, par un nouveau titulaire, les fruits et revenus de la cure ou succursale,

pendant l'année où la vacance a lieu, doivent être attribués à l'ancien et au nouveau titulaire proportionnellement au temps pendant lequel ils ont possédé le titre ecclésiastique qui donne droit à la jouissance de ces fruits et revenus.

Telle était la règle suivie sous l'ancienne jurisprudence ; telle est également celle reçue dans le nouveau droit, ainsi que cela résulte des art. 24 et 25 du décret précité du 6 novembre 1813, articles dont voici la teneur :

« Dans tous les cas de vacance d'une cure, les revenus de l'année courante appartiendront à l'ancien titulaire ou à ses héritiers, jusqu'au jour de l'ouverture de la vacance, et au nouveau titulaire, depuis le jour de sa nomination. — Les revenus qui auront eu cours du jour de l'ouverture de la vacance jusqu'au jour de la nomination seront mis en réserve dans la caisse à trois clefs, pour subvenir aux grosses réparations qui surviendront dans les bâtiments appartenant à la dotation, conformément à l'art. 13. (Art. 24.)

« Le produit des revenus pendant l'année de la vacance sera constaté par les comptes que rendront, le trésorier pour le temps de la vacance, et le nouveau titulaire pour le reste de l'année : ces comptes porteront ce qui aurait été reçu par le précédent titulaire pour la même année, sauf reprise contre sa succession s'il y a lieu.» (Art. 25.)

162. La seule difficulté que l'on pourrait soulever, à l'égard de ces articles, serait celle provenant de ce qu'ils ne parlent que des *revenus* de la cure, comme si le législateur n'avait eu en vue que les fruits civils, tels que les prix des baux, les arrérages des rentes, les intérêts des capitaux, etc., qui, d'après le Code civil, s'acquièrent jour par jour, d'où l'on pourrait conclure qu'ils ne s'appliquent point aux fruits naturels, que l'on obtient par la culture. Mais une pareille interprétation serait erronée. Le mot *revenus*, ainsi d'ailleurs que l'entendaient les anciens canonistes, comprend évidemment les fruits de toute nature, et il indique ici aussi bien les fruits naturels ou industriels que les fruits civils. C'est ce dont il n'est pas permis de douter en lisant la suite du décret, et surtout en présence du rapport du 12 février 1811 qui l'a précédé. Ce rapport mentionne simultanément des baux, des ventes de bois, de denrées, une recette dont les frais seront déduits. Cela n'eût pas été possible si le décret n'avait pas entendu parler de tous les revenus en général des biens de la cure. Voici les termes dudit rapport : « L'intervalle entre le décès d'un curé titulaire et l'arrivée de son successeur est ordinairement de deux mois, trois mois au plus. La gestion (de la fabrique) pendant un aussi bref délai ne doit consister que dans la surveillance, pour qu'il n'arrive aucun dommage aux biens de la cure. Il (le trésorier) doit pourvoir à ce qui serait urgent; mais il ne devra ni passer ou résilier des baux, ni faire des

ventes de bois, ni *même des denrées*, à moins que le bureau ne décide qu'il y a péril en la demeure, ou qu'il est dans l'intérêt de la cure que cette vente ne soit pas retardée. Lorsque le successeur arrivera, le bureau des marguilliers lui fera remettre un compte de sa gestion...

« Le prorata se calculera sur le produit des revenus de la cure pendant l'année de la vacance, et ce produit sera constaté par la recette du trésorier, par l'état que remettra le nouveau titulaire de ce qu'il aura perçu pour cette année, frais déduits, et par les quittances qu'aurait données le précédent titulaire.

« Il sera dressé un acte de répartition de ce prorata, signé par les membres du bureau et par le successeur titulaire. »

Il est donc manifeste que, dans l'esprit du législateur, l'expression dont il s'est servi doit s'entendre de tous les fruits et revenus des biens de la cure, et que, par conséquent, le mode de partage qu'il a réglé, par l'art. 24 précité, est applicable aux divers produits de ces biens.

163. Il est encore un point sur lequel il ne saurait y avoir de contestation : c'est que les revenus à partager ne peuvent consister que dans ce qui reste après que les dépenses et les frais ont été payés à ceux qui les ont faits. Il y a donc lieu de tenir compte, soit au premier, soit au second titulaire, soit au trésorier de la fabrique, des frais de culture, de semences ou autres, avancés par chacun d'eux. On comprend parfaitement que ces prélèvements réciproques sont indispensables pour arriver à l'égalité du partage. Pour opérer ce partage, on doit prendre pour point de départ le 1er janvier de l'année de la vacance.

164. Aux termes de l'art. 26 du décret du 6 novembre 1813 précité, les contestations sur les comptes ou répartitions de revenus, dans les cas indiqués ci-dessus, doivent être décidées par le conseil de préfecture. Mais il faut dire que le plus souvent les parties intéressées s'en réfèrent à l'avis de l'évêque diocésain.

165. La solution que nous venons de donner pour le partage des fruits et revenus des biens de la cure doit-elle être différente pour le partage des fruits et revenus produits par le jardin et les dépendances du presbytère appartenant à la commune ou à la fabrique? Non. Quoique ces derniers biens ne soient pas, comme les biens de la cure, régis spécialement par le décret du 6 novembre 1813, il n'en est pas moins vrai qu'il y a entre eux une parfaite analogie. Le fondement du droit du curé est toujours un usufruit particulier, un usufruit à titre onéreux qui lui permet d'en jouir à peu près de la même manière dont il jouit des autres. Dès lors, les fruits et revenus de ces biens doivent être partagés de la même manière entre l'ancien et le nouveau titulaire. (*Bull. des lois civ. eccl.*, vol. 1852, p. 218.)

166. Un curé qui a fait faire, à ses frais, au presbytère ou à ses

dépendances, des réparations, est fondé, lorsqu'il quitte la paroisse, à demander à la fabrique ou à la commune une indemnité pour ces réparations, si elles sont nécessaires ou seulement utiles, parce qu'il les a fait faire à la décharge de la fabrique ou de la commune. Il n'en est pas de même, s'il s'agit d'améliorations, pour lesquelles il ne lui est dû aucune indemnité.

167. Lorsqu'un curé ou desservant a fait, dans le presbytère ou ses dépendances, des constructions ou des améliorations qu'il peut enlever sans aucune détérioration, la fabrique ou la commune ne sont pas fondées, en payant les objets ainsi placés par le curé ou desservant, à s'opposer à ce qu'il les enlève. (*Journal des conseils de fabrique,* t. x, p. 366.)

168. Ainsi, le curé peut toujours enlever les glaces, tableaux, ornements qu'il aurait fait placer dans le presbytère, en rétablissant les lieux dans leur état primitif. (*Art.* 599 *du Code civil.*)

169. Un curé qui a fait placer à ses frais une cheminée portative dans le presbytère a le droit de l'enlever en quittant la paroisse. (*Bull.*, vol. 1852, p. 137.)

170. Le curé a-t-il, en cas de changement, le droit d'enlever du jardin presbytéral les arbres qu'il y a lui-même plantés? Non. Si le curé a le droit de faire dans le presbytère et ses dépendances des plantations, soit d'arbres d'agrément, soit d'arbres à fruit, toute action en indemnité lui est refusée, quand même ces plantations auraient ajouté plus de valeur à l'enclos presbytéral; car, d'une part, les avantages qu'il a retirés des améliorations compensent ce qu'elles lui ont coûté; d'autre part, il pourrait porter un préjudice réel au propriétaire, c'est-à-dire à la fabrique ou à la commune, par des impenses que ces dernières n'auraient peut-être pas le moyen de rembourser. Il est censé avoir voulu donner : *donasse censetur.*

Il est vrai que l'art. 599 du Code civil donne à l'usufruitier ou à ses héritiers le droit d'enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état; d'où l'on pourrait conclure que le curé qui a planté quelques arbres dans le jardin du presbytère est en droit de les arracher quand bon lui semble, en se conformant d'ailleurs à l'article 599.

Nous croyons que si les arbres plantés ne l'ont point été pour en remplacer d'autres, le curé reste bien certainement le maître de leur destinée pendant tout le temps qu'il occupe le presbytère. Mais il faut se placer au cas de l'espèce, c'est-à-dire au moment où il quitte la maison presbytérale et où finit sa jouissance. Nous disons que, dans ce cas, il ne semble plus autorisé à arracher ces arbres, parce qu'ils sont devenus une partie intégrante du sol, et que, d'après le vieil adage de la loi romaine, *quod solo inædificatur solo cedit.* Le motif qui l'autorise à enlever les glaces, tableaux et autres ornements, qu'il aurait fait placer n'existe pas ici. Ces objets sont mobiliers, de

pur ornement et susceptibles d'être enlevés sans fracture. Voilà pourquoi la loi autorise l'usufruitier à les emporter. Mais s'il avait plu au curé d'élever dans le jardin ou dans la cour du presbytère une construction quelconque, il ne serait pas fondé à la démolir, contre le gré de la commune ou de la fabrique; il ne pourrait enlever les boiseries, parquets ou plafonds qu'il aurait fait placer, car les boiseries ne sont pas de pur agrément; enfin, il ne pourrait faire enlever les peintures et sculptures en faisant gratter les murs ou plafonds, ou même en offrant de rétablir les choses dans leur état primitif, parce que l'on ne pourrait voir dans cette action qu'une destruction affectée.

Nous croyons qu'il en est de même des plantations, car, enlever des arbres ce serait souvent les détruire. Il n'y a même pas à distinguer entre le cas où ces arbres sont plantés depuis longtemps, et celui où ils n'auraient pas encore poussé de racines. Sous ce rapport, le législateur français s'est écarté des lois romaines. Le Code civil déclare indistinctement acquises au propriétaire du terrain toutes les plantations qui s'y trouvent. (Voy. cependant Toullier, *Droit français*, n° 127.)

171. Toutefois, malgré la généralité de ces termes, il y a lieu de faire exception pour les arbres en pépinières, qui sont naturellement destinés à être déplacés, et encore pour les plantes exotiques, précieuses par leur rareté, et qui n'ont pour des amateurs qu'un prix d'affection. Tel est au moins le sentiment des auteurs qui ont écrit sur cette matière, et notamment de M. Duranton, t. IV, n° 374. Rien n'empêcherait donc, d'après cela, le curé de les enlever, à sa sortie du presbytère. (*Bull. des lois civ. eccl.*, vol. 1849, p. 208.)

Jurisprudence.

DONS ET LEGS. — ÉGLISES. — FABRIQUES. — CURÉS ET DESSERVANTS. — CONDITIONS CONTRAIRES AUX LOIS.

La disposition d'un testament qui confie aux desservants seuls *l'administration de biens immeubles laissés* à l'église *d'une commune n'est pas de nature à être approuvée. Elle est contraire au décret du* 30 *décembre* 1809 *et à toutes les lois qui prescrivent que les biens des églises seront administrés par les fabriques. Les desservants sont, il est vrai, membres de droit des conseils de ces établissements; mais*

on ne peut concentrer dans leurs mains les droits qui sont attribués à un conseil tout entier.

Ces propositions ont été consacrées dans un rapport ministériel du 23 mars 1849. (*Affaire de la fabrique et du desservant de Livet-en-Charnie, Mayenne.*)

Questions proposées.

VICAIRES. — TRAITEMENT. — FABRIQUES. — CHARGES. — ALLOCATION PAR LA COMMUNE. — JUSTIFICATIONS DEMANDÉES PAR LE PRÉFET.

1° *Lorsqu'une commune, au défaut d'une fabrique dont les ressources sont insuffisantes, s'est engagée à faire le traitement du vicaire, et qu'elle le vote spontanément depuis un certain nombre d'années, le préfet est-il fondé à exiger annuellement la production à la préfecture du budget, des comptes et autres pièces justificatives de la gestion de la fabrique, sous peine de suppression du vote de la commune?*

Cette communication annuelle des pièces précitées est-elle toujours de rigueur, soit que le conseil municipal, au défaut de la fabrique, vote spécialement et habituellement le traitement du vicaire, soit qu'il vote un secours purement accidentel ou une allocation permanente, sans application déterminée; et ce, alors même que ladite communication a été régulièrement faite au conseil municipal?

2° *En admettant que cette production de pièces à la préfecture soit obligatoire, quel est le budget qu'il faut produire? est-ce celui de l'exercice courant ou celui de l'exercice prochain? et quant au budget municipal, est-ce celui de l'exercice courant ou celui de l'exercice prochain qui doit contenir le traitement du vicaire ou le secours de la fabrique?*

3° *Le préfet a-t-il le droit de renvoyer l'approbation du vote à l'époque du budget supplémentaire?*

Le conseil de jurisprudence, après avoir examiné les questions ci-dessus exposées et après en avoir délibéré, a été d'avis des résolutions suivantes :

1° En ce qui touche les questions première, deuxième, troisième et quatrième, relatives au droit du préfet de demander la production à la préfecture des comptes et budgets des fabriques auxquelles la commune accorde une subvention :

Il y a lieu de considérer qu'il résulte de la législation sur la matière que les communes ne sont obligées de contribuer aux dépenses du culte que lorsque les fabriques sont dans l'impossibilité d'y subvenir elles-mêmes avec leurs propres ressources, et que cette impossibilité a été régulièrement constatée. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État du* 31 *décembre* 1838.) (1)

Il n'y a aucune distinction à faire, relativement à la charge de la commune, entre ces dépenses, et il ressort clairement de la combinaison des art. 38, 39, 49, 92 et suivants du décret du 30 décembre 1809, que le traitement du vicaire est assimilé aux autres frais de l'église pour lesquels la commune supplée à l'insuffisance des revenus de la fabrique.

Par conséquent, la première chose à faire par une fabrique qui manque de ressources pour couvrir ses dépenses, c'est de justifier de l'insuffisance de ses revenus par la production de ses comptes et budgets, d'abord au conseil municipal, qui doit pourvoir à cette insuffisance et qui vote en premier ressort sur l'allocation demandée, et, en second lieu, au préfet, chargé d'approuver, d'après les justifications produites, le

---

(1) Il est de jurisprudence administrative que, pour qu'une commune soit tenue de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique, il est d'abord nécessaire que cette insuffisance soit justifiée, mais qu'il faut encore que cette fabrique ne néglige pas de tirer parti des ressources dont ses revenus se composent, d'après l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809, et que, quand notamment cette administration néglige, pour augmenter ses ressources, de recourir à la location des bancs et chaises de l'église, au produit des troncs et quêtes, à celui des frais d'inhumation, le conseil municipal auquel elle demande une subvention est fondé à la lui refuser. (Lettre du ministre des cultes à Mgr l'évêque de Strasbourg, du 25 mai 1850, rapportée dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, p. 223.)

vote du conseil municipal, ou de le réformer s'il résulte de ces justifications qu'il s'est trompé.

Sans doute, l'examen auquel se livre le conseil municipal, sur la demande de la fabrique, peut être considéré comme une garantie contre la dissipation des fonds de la commune, et, dans la plupart des cas, les préfets peuvent se contenter de sanctionner le vote du conseil municipal sur ce point sans vérification aucune.

Mais cette garantie est-elle suffisante? La loi ne le suppose pas, puisqu'elle soumet le vote du conseil municipal au contrôle du préfet.

Ce fonctionnaire exerce en effet, en sa qualité de tuteur légal des communes et des fabriques, un droit de surveillance sur les deniers communaux, et il n'est pas possible de lui refuser les moyens de l'exercer d'une manière efficace.

Nous ne saurions donc limiter le droit d'examen et de vérification du préfet, au cas où le conseil municipal refuse l'allocation à la fabrique, ou à celui où il peut avoir des raisons de croire que la commune dépense aveuglément des fonds qui pourraient être employés à un meilleur usage.

La communication des pièces justificatives à l'appui des allocations portées au budget communal lui est due en tout état de cause, soit qu'elle ait déjà été faite au conseil municipal, soit que ce conseil ne l'ait pas réclamée, dans le cas où ce conseil refuse à la fabrique toute subvention communale, comme dans celui où il lui en accorde une (1).

Nous ajouterons que, quand la subvention allouée par la commune à la fabrique a un caractère de permanence, cette production doit être faite *annuellement* au conseil municipal et au préfet, parce qu'en principe la commune ne doit de subvention à la fabrique que lorsqu'elle lui est demandée et qu'elle est dûment justifiée.

Il y a une chose qui ne peut être mise en question, chaque année : c'est la conservation du vicaire (voyez toutefois *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853, p. 292, nos 16

---

(1) Cette production des pièces justificatives, à la préfecture, que le préfet peut demander, ne doit d'ailleurs entraîner pour la fabrique ni charge ni dérangement. Elle doit être naturellement faite par le conseil municipal qui l'a reçue.

Pour ce qui concerne la nature des pièces qui doivent être fournies au conseil municipal, voyez le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, volume 1853, p. 355, n° 125.

et suiv.); mais la nature de l'obligation de la commune, qui n'est que supplétive et subsidiaire, exige que l'insuffisance des revenus de la fabrique soit établie à l'appui de chaque budget.

Il peut arriver, en effet, que, dans l'intervalle d'une année à une autre, les ressources de la fabrique augmentent de façon qu'elle soit en mesure de suffire à toutes les charges qui lui incombent *directement*.

Dans un pareil cas, la commune peut certainement continuer l'allocation pour le traitement du vicaire, si le préfet n'y voit aucun obstacle; mais, comme cette allocation n'est plus *légalement* obligatoire, il peut, après s'être assuré de l'excédant des ressources de la fabrique, comme à défaut de production des pièces justificatives de l'insuffisance des revenus de la fabrique, la rayer du budget communal, sauf au vicaire à se pourvoir contre la fabrique pour obtenir le paiement de son traitement.

II. En ce qui touche la question de savoir quel est le budget qui doit être produit à l'appui de la demande en subvention :

Nous estimons que c'est le budget de l'exercice prochain, c'est-à-dire celui qui est arrêté au mois d'avril de l'année courante, dans la séance du dimanche de *Quasimodo*. (Articles 45 et 47 du décret du 30 décembre 1809; art. 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825.)

Ce budget, après avoir reçu l'approbation épiscopale, doit être communiqué au conseil municipal au moment où il s'assemble pour régler celui de la commune, c'est-à-dire lors de sa session du mois de mai (Davenne, *Régime des communes*, p. 66); et c'est dans ce budget que doit être comprise l'allocation faite par la commune pour le traitement du vicaire.

III. En ce qui touche la question de savoir si le préfet a le droit de renvoyer l'approbation du vote relatif au traitement du vicaire à l'époque du budget supplémentaire :

Cette question est résolue par ce qui précède. Le préfet a le droit de vérifier la nécessité de tous les articles du budget communal. Il peut modifier ces articles, les augmenter, en supprimer même; à plus forte raison, peut-il en renvoyer un à l'époque du budget supplémentaire, s'il ne lui paraît pas présentement justifié.

Mais si, en droit, les préfets ont un pareil pouvoir, il en

est peu qui en fassent usage, du moins pour ce qui concerne l'allocation du vicaire portée dans le budget communal. Ces fonctionnaires comprennent l'inconvénient de cette mesure, dont le résultat serait de priver accidentellement le vicaire de son traitement, sans enlever à la commune l'obligation de le payer, puisque si, jusqu'au vote du budget supplémentaire, la fabrique a épuisé ses ressources vraies ou prétendues, ce traitement retombera en définitive sur la commune. Il est donc beaucoup plus simple et d'une meilleure administration de statuer sans délai sur l'allocation dont il s'agit, en demandant au conseil municipal ou à la fabrique la production des pièces justificatives, qui ne peuvent être refusées.

D'ailleurs, les préfets ne sont point, en cette matière, juges en dernier ressort; et la fabrique, ou la commune, ou le vicaire même, qui croirait avoir à se plaindre de leurs décisions à cet égard, aurait la faculté d'en référer au ministre compétent. — (*Consultant :* un secrétaire d'évêché.)

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Masson, Suvigny, de Villepin, Gervais, Tripet et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois d'août.

Réunion du bureau des marguilliers dans le courant du mois, au lieu ordinaire de ses séances, conformément à l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809. (Voy. un modèle de procès-verbal d'une séance ordinaire du bureau, *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1851, p. 48.)

Les conseils de fabrique, qui, dans leur réunion du premier dimanche de juillet, auraient reconnu la nécessité de quelque dépense, et qui, par suite de l'insuffisance de leurs ressources, auraient décidé qu'il sera fait une demande de secours à la commune, se rappelleront que les conseils municipaux se réunissent au commencement du mois d'août (art. 23 de la loi du 21 mars 1831), et qu'ils doivent s'empresser de leur adresser leurs demandes, s'ils ne l'ont déjà fait, afin qu'il en soit délibéré dans cette session. Nous avons

établi dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques* que les conseils de fabrique peuvent faire aux communes ces sortes de demandes, à quelque époque de l'année que ce soit. (Voy. vol. 1849, p. 178; vol. 1851, p. 159 et 171.)

DES BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Suite. — (*Voir les livraisons de janvier, mars et mai* 1854, *ci-dessus, pages* 26, 76, 135 *et suivantes.*)

SECTION IV. — DE LA TENUE DES ÉCRITURES, DE LA COMPTABILITÉ ET DU RÈGLEMENT DES COMPTES ET BUDGETS.

ART. 1er. — *De la tenue des registres et écritures.*

Les règlements de l'administration supérieure prescrivent aux receveurs des bureaux de bienfaisance la tenue des livres suivants : 1° un livre à souche pour l'enregistrement de toutes les recettes et pour la délivrance des quittances au-dessous de dix francs aux parties intéressées, à tenir par année; 2° un livre à souche de quittances timbrées, pour les quittances à délivrer aux débiteurs, dans le cas où ces quittances exigent la formalité du timbre; 3° un livre de détail sur lequel le receveur doit inscrire d'abord ses opérations en recettes ou en dépenses, d'après leur nature; 4° un journal général destiné à constater, au fur et à mesure qu'elles ont lieu, les recettes et les dépenses; 5° enfin un grand livre où sont reportés tous les comptes des divers services dont le receveur peut être chargé.

Le receveur d'un bureau de bienfaisance peut être en même temps receveur de l'hospice, ou receveur de la commune, ou receveur des contributions.

Tous les livres ou registres indiqués ci-dessus sont indispensables pour la régularité de la comptabilité.

Ils doivent être cotés et paraphés par le maire président de la commission administrative du bureau, sauf le livre de détail, pour lequel cette formalité n'est point prescrite.

Le journal général ou livre-journal et le livre à souche de quittances timbrées sont les seuls qui doivent être sur papier timbré.

Il est recommandé aux receveurs qui entrent en fonctions d'avoir de nouveaux registres ou au moins un nouveau journal général.

L'achat des registres nécessaires pour la tenue des écritures est fait aux frais des bureaux de bienfaisance.

Bordereaux de situation à remettre par le receveur.— Les livres de comptabilité du receveur sont soumis à la vérification des receveurs des finances et de la commission administrative des bureaux.

En ce qui concerne les receveurs des finances, il doit leur remettre tous les dix jours un bordereau détaillé des recettes et des dépenses présentant la situation sommaire des opérations faites pendant la dizaine, ainsi que le détail des valeurs en caisse. (*Ordonn. du* 17 *et circul. du* 30 *sept.* 1837.)

Les receveurs généraux et particuliers des finances sont aussi autorisés à vérifier, à domicile, une fois par trimestre, la caisse ou la comptabilité du receveur. (*Ord. du* 17 *sept.* 1837, et *circul. du min. des fin. du* 5 *oct. et du min. de l'int. du* 15 *déc.* 1837.)

En ce qui concerne la commission administrative du bureau, la loi oblige le receveur à lui remettre, chaque trimestre, un bordereau de situation des recettes et des dépenses. Ce bordereau se fait au moyen du relevé des additions du livre de détail. (*Instr. du* 30 *mai* 1827 ; *instr. du min. des fin. du* 17 *juin* 1840.)

Les receveurs des bureaux de bienfaisance sont encore tenus d'adresser à la commission administrative, à l'expiration de chaque mois, une balance des comptes de leur grand-livre, plus une simple récapitulation sommaire des recettes et des dépenses effectuées pendant ledit mois. (*Instr. des* 30 *mai* 1827 *et* 17 *juin* 1840 ; *circul. du* 16 *mars* 1840.)

Ces diverses pièces doivent être signées par le comptable et visées par l'ordonnateur du bureau. Elles doivent être exactement classées et conservées dans les archives de l'établissement. (*Circul. du* 16 *mars* 1840.)

Clôture des registres du receveur au 31 *décembre.*

Le 31 décembre de chaque année, les registres des receveurs des bureaux de bienfaisance doivent être arrêtés par l'ordonnateur. (*Ordonn. des* 31 *oct.* 1821 et 23 *avril* 1823.)

Cette opération est faite par un procès-verbal que dresse

cet administrateur, qui a soin, dans tous les cas, d'exiger à l'appui le bordereau de la situation du receveur au 31 décembre. (Voy. le modèle n° 7.)

Il doit être remis au comptable une ampliation de ce procès-verbal et du bordereau. Une autre ampliation des mêmes pièces doit être adressée au receveur des finances. (*Instr. du 30 déc. 1827 ; ordonn. du 17 sept.* et *circul. du 30 sept. 1837.*)

Art. 2. — *Formation du budget annuel.*

Le budget du bureau de bienfaisance de chaque année doit être établi par la commission administrative de l'établissement, dans le mois qui suit la clôture de l'exercice, c'est-à-dire dans les premiers jours d'avril, au plus tard, afin que les budgets des bureaux auxquels les communes fournissent des subventions puissent être soumis aux conseils municipaux dans la session de mai ou d'août, et que ces conseils puissent délibérer sur les subventions à accorder. (*Instr. gén. du min. des fin. du 17 juin* 1840, § 715 et 894.)

Chaque exercice comprenant la période d'une année, commence au 1er janvier et finit au 31 décembre de l'année qui lui donne son nom. (*Ordonnance royale du 23 avril* 1823.) Il est toutefois accordé, en vertu de l'ordonnance royale du 24 janvier 1843, un délai de trois mois pour compléter les opérations qui s'y rattachent ; de sorte que la clôture de l'exercice est fixée au 31 mars de la seconde année de l'exercice.

Alors même que la commune ne fournit aucune allocation au bureau de bienfaisance, le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur le budget, conformément à la loi du 18 juillet 1837.

Le budget est divisé en deux titres, l'un pour les recettes, l'autre pour les dépenses.

Le titre des recettes doit se diviser en deux chapitres : le premier pour les recettes ordinaires, et le deuxième pour les recettes extraordinaires. Le chapitre des recettes ordinaires sera divisé, à son tour, s'il y a lieu, en deux sections : l'une pour les recettes en argent, et l'autre pour les revenus en nature.

Le deuxième chapitre des recettes doit indiquer le détail des recettes extraordinaires, c'est-à-dire de celles qui ne peuvent être prévues, et qui, de leur nature, ne se présen-

tent qu'éventuellement et ne constituent pas un revenu annuel.

On divisera le titre des dépenses, comme celui des recettes, en deux chapitres. Le premier, qui est affecté aux dépenses ordinaires, sera aussi subdivisé en deux sections, l'une pour les dépenses en argent, et l'autre pour les consommations en nature. Le deuxième chapitre comprendra les dépenses extraordinaires que l'établissement sera obligé de faire accidentellement dans le courant de l'exercice.

Les chapitres des recettes tant ordinaires qu'extraordinaires seront totalisés séparément. Il en sera de même des chapitres des dépenses.

D'après une circulaire ministérielle du 25 septembre 1841, les budgets des établissements de bienfaisance doivent contenir une colonne destinée à reproduire le chiffre des recettes et des dépenses porté au compte de l'exercice clos, afin que l'on puisse, par un simple examen, apprécier les changements en augmentation ou en diminution proposés dans le nouveau budget. (Voy. le modèle n° 4.)

Le compte de l'exercice clos se règle d'ailleurs au moment même où le bureau de bienfaisance s'occupe de la formation du budget de l'exercice qui doit suivre.

Lorsque la commission du bureau de bienfaisance a arrêté son budget, elle doit se mettre en mesure de le faire approuver par le préfet.

A cet effet, le budget, après avoir été soumis à la délibération du conseil municipal, doit être envoyé au préfet en double expédition, et avec les pièces suivantes : 1° un cahier d'explications détaillées sur les causes qui ont motivé des changements tant en recette qu'en dépense sur les fixations du budget précédent (*circul. du* 25 *fév.* 1826); 2° l'avis du conseil municipal; 3° l'avis du sous-préfet.

Budget supplémentaire. — On peut établir un budget supplémentaire, toutes les fois que les crédits ouverts par le budget sont insuffisants ou lorsqu'il doit être pourvu à des dépenses imprévues lors de la formation de ce budget. Ce budget est soumis aux mêmes formalités que le budget primitif. (*Loi du* 18 *juillet* 1837; *circul. du* 16 *nov.* 1839, *et instr. du minist. des fin. du* 17 *juin* 1840.)

Lorsqu'il s'agit d'obtenir du préfet l'approbation d'un budget supplémentaire, le bureau de bienfaisance doit joindre à l'envoi de ce budget : 1° l'état des restes à payer, s'il y

en a ; 2° le compte d'administration de l'exercice précédent accompagné du compte moral ; 3° l'état de situation du receveur; 4° le règlement de l'exercice clos; 5° le cahier d'explications détaillées sur les causes qui ont motivé les demandes de crédits supplémentaires ou produit des recettes de même nature; 6° l'avis du conseil municipal; 7° l'avis du sous-préfet. (*Circul. des* 20 *avril* 1834, 10 *avril* 1835, 15 *juin* 1836 *et* 20 *nov. de la même année.*)

Les bureaux de bienfaisance doivent faire en sorte que leurs budgets soient remis au préfet assez tôt pour qu'ils puissent être renvoyés, avant l'ouverture de l'exercice, aux receveurs chargés de les mettre à exécution. (*Instruction du ministre des finances du* 17 *juin* 1840, § 894.)

ART. 3. — *Règlement définitif du budget de l'exercice clos.*

Avant de délibérer sur le budget de l'exercice prochain, le bureau de bienfaisance doit procéder au règlement définitif du budget de l'exercice clos.

Ce règlement est arrêté sur le vu des pièces suivantes, qui doivent être fournies au bureau par le receveur et l'ordonnateur : le budget de l'exercice clos et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés par l'ordonnateur, le compte d'administration de l'exercice, accompagné de l'état de situation du receveur, ainsi que l'état des restes à payer reportés, s'il y en a eu.

Nous donnons ci-après un modèle de ce règlement définitif. (Voy. le modèle n° 5.)

L'état qui doit être remis à la commission administrative du bureau présente la situation financière de l'établissement au 31 décembre, et doit être établi par le receveur au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'époque de la clôture de l'exercice. (Voy. le modèle n° 6.)

Dans les bureaux de bienfaisance, dont les revenus sont de peu d'importance, il arrive souvent que les opérations de l'exercice sont terminées à l'époque de la clôture, sans qu'il existe ni restes à payer ni restes à recouvrer. Dans un pareil cas, la commission administrative du bureau mentionne cette circonstance dans sa délibération, et cette mention tient

lieu de toute autre justification. (*Code de l'administration charitable par M. le baron de Watteville.*)

Dans le cas contraire, il y a lieu à report de crédits et à produire les états des restes à payer et à recevoir.

ART. 4. — *Formation et règlement du compte de gestion du receveur et du compte administratif de la commission du bureau de bienfaisance.*

L'époque à laquelle le budget doit être réglé est aussi celle à laquelle il doit être procédé aux comptes à rendre par le receveur et par le bureau lui-même.

I. *Formation et règlement du compte de gestion à rendre annuellement par le receveur.*

Le receveur du bureau de bienfaisance doit rendre annuellement le compte de sa gestion.

Il ne doit apporter aucune négligence dans cette partie importante de ses fonctions; car la législation sur la matière statue qu'en cas de simple retard dans la présentation de ce compte, le comptable peut être condamné par l'autorité chargée de les juger à une amende de 10 fr. à 100 fr. par chaque mois de retard, s'il est justiciable des conseils de préfecture, et de 50 fr. à 500 fr. également par chaque mois de retard, s'il est justiciable de la Cour des comptes. (*Lois des* 28 *pluv. an* III, 16 *sept.* 1817; *ordonn. des* 31 *oct.* 1821, 28 *avril* 1823; *loi du* 18 *juillet* 1837 *et ordonn. du* 31 *mai* 1838.)

La forme dans laquelle le compte de gestion du receveur doit être rendu est réglée par les instructions ministérielles. Nous en donnons un modèle ci-après. (Voy. le modèle n° 8.)

Ce compte doit comprendre les opérations de l'année précédente et celles des trois premiers mois de l'année courante.

Ainsi, la période pendant laquelle les recettes et les dépenses de chaque exercice doivent être terminées est fixée au 31 mars de la deuxième année de l'exercice.

Le compte doit être divisé en deux parties et de manière à présenter, d'une part, le compte final qui a achevé sa période de quinze mois, et de l'autre, le compte partiel de l'exercice dont les douze premiers mois sont écoulés.

Tout compte a nécessairement pour point de départ l'excédant constaté par le procès-verbal de clôture des registres au 31 décembre de l'année qui précède le compte, et pour résultat final l'excédant constaté par le procès-verbal de clôture des registres de l'année pour laquelle le compte est rendu.

Toutefois chaque receveur n'est comptable que de sa gestion personnelle.

Le compte de gestion du receveur, après avoir été signé par lui, est arrêté par la commission administrative du bureau de bienfaisance, vérifié par le conseil municipal et par le receveur des finances. (*Ordonn. du* 17 *septembre* 1837, *et circul. des* 30 *sept. et* 15 *déc. de la même année.*)

Il doit être fait en double expédition. La copie qu'il est obligé de soumettre au receveur des finances, et qui lui est rendue pour servir de minute, est assujétie au timbre.

Le compte du receveur doit être accompagné, pour chaque article de recette et de dépense, des pièces justificatives prescrites par les règlements.

Après que le receveur a réuni ces pièces, il les adresse, avec l'expédition timbrée de son compte, au préfet. Ce fonctionnaire les remet au conseil de préfecture, lorsque les revenus ordinaires de l'établissement n'excèdent pas 30,000 f.; mais s'ils dépassent cette somme, c'est à la Cour des comptes, seule compétente pour statuer, qu'il les renvoie. (*Ordonn. du* 31 *mai* 1838.)

Le receveur, en envoyant son compte de gestion au préfet, doit y joindre toujours une expédition du budget de chaque exercice, dûment arrêté par le préfet; la délibération du conseil municipal et celle du bureau de bienfaisance sur le compte présenté; un procès-verbal de situation de caisse au 31 décembre, et du bordereau de situation offrant la division, entre chaque service, des valeurs qui représentent l'excédant total des recettes; enfin, l'expédition de l'inventaire des pièces justificatives exigées, classées et numérotées. (*Circulaire du procureur général de la Cour des comptes du* 10 *mars* 1835; *instruct. des* 30 *mai* 1827, 17 *juin* 1840, *et loi du* 18 *juillet* 1837.)

Suivant les instructions ministérielles des 30 mai 1827 et 17 juin 1840, le receveur qui rend son compte de gestion pour la première fois est tenu de produire, avec les pièces dont nous venons de parler, des copies certifiées par la com-

mission administrative du bureau de l'arrêté de sa nomination, du certificat d'inscription de son cautionnement et de l'acte de sa prestation de serment.

Une circulaire du procureur général de la Cour des comptes du 10 mars 1835 l'oblige encore à y ajouter un état certifié par la commission administrative, indiquant le montant des recettes tant ordinaires qu'extraordinaires, effectuées pour les trois exercices qui ont précédé l'année à laquelle le compte se rapporte.

Décharge du receveur. — Le receveur qui a été remplacé dans l'année dont il rend compte, et qui désire obtenir sa décharge et par suite le remboursement de son cautionnement, doit produire : 1° une copie en forme du procès-verbal de la remise du service à son successeur, et une déclaration de ce dernier qu'il consent à demeurer chargé de la suite des recettes et des dépenses, ainsi que du reliquat qu'il aurait versé entre ses mains ; 2° un certificat de la commission administrative du bureau de bienfaisance constatant que l'établissement n'a aucune reprise à exercer contre lui, notamment à l'égard des obligations qui lui sont imposées par l'art. 1er de l'arrêté du gouvernement du 19 vendémiaire an XII, concernant la conservation des biens des établissements publics et les poursuites à exercer pour la perception de leurs revenus. Quand le receveur a été remplacé dans l'année qui suit celle dont il rend compte, et qu'il allègue n'avoir fait, entre la clôture de son compte et la date de son remplacement, aucune opération de recette ni de dépense, il est obligé de produire, outre les pièces déjà indiquées, un certificat négatif des autorités locales visé par le préfet et par le receveur des finances du département. (*Circul du procureur général de la Cour des comptes précitée, du* 10 *mars* 1835.)

II. *Formation et règlement du compte d'administration à rendre annuellement par les administrateurs du bureau.*

Après avoir arrêté le compte de gestion du receveur, les administrateurs du bureau de bienfaisance préparent leur compte annuel d'administration. Ce compte est un compte d'exercice, qui doit présenter les opérations en recettes et en dépenses faites en exécution du budget pendant l'espace de quinze mois. (Voy. la circul. du ministère de l'intérieur du 18 nov. 1845, et celle du ministère des fin. du 21 oct. 1847.)

Nous en donnons ci-après le modèle fourni par l'administration. (Voy. le modèle n° 9.)

Au surplus ce compte doit indiquer par colonnes distinctes et suivant l'ordre des chapitres et des articles du budget, pour ce qui concerne la recette : 1° la nature de la recette; 2° l'évaluation admise par le budget; 3° la fixation définitive de la somme à recouvrer, d'après les titres justificatifs; 4° les recettes effectuées pendant l'année du budget et pendant les premiers mois de la seconde année, en une seule colonne (*circul. du* 18 *nov.* 1845); 5° la somme restant à recouvrer; et pour ce qui concerne *la dépense :* 1° la désignation des articles de dépenses admises par le budget; 2° le montant des crédits ouverts par le budget et les autorisations supplémentaires; 3° les droits constatés au 31 décembre 18... (*circul. du* 18 *nov.* 1845); 4° le montant des sommes payées sur ces crédits, soit dans la première année, soit dans les premiers mois de la seconde, en une seule colonne; 5° les restes à recouvrer et à payer, à reporter au budget de l'exercice suivant; 6° les crédits et portions de crédit à annuler, faute d'emploi dans les délais prescrits. (*Circul. du* 10 *avril* 1835.)

Le compte d'administration est ordinairement rédigé par l'ordonnateur.

Ce compte est soumis à la délibération du conseil municipal. (*Loi du* 18 *juillet* 1837.) Il doit être rendu au préfet dans les mêmes délais que le compte du receveur, et à cet effet, il est transmis à ce fonctionnaire par le maire, en double expédition, avec l'état de situation présenté par le receveur et la délibération du conseil municipal. (*Ordonn. du* 31 *oct.* 1821 ; *circul. des* 15 *juin*, 18 *juillet* 1837.)

D'après la circulaire du 10 avril 1835, les administrateurs du bureau de bienfaisance doivent joindre à leur compte annuel d'administration toutes les explications et tous les développements qui peuvent aider l'autorité à apprécier les actes de leur administration.

Section V. — Des formules d'après lesquelles les actes et écritures de l'administration des bureaux de bienfaisance doivent être tenus.

L'administration supérieure a rédigé elle-même des formules et des modèles d'après lesquels les écritures des bureaux de bienfaisance doivent être tenues.

Les administrateurs des bureaux de bienfaisance et les agents qui exercent une partie de l'administration de ces établissements doivent, autant que possible, s'y conformer.

Il ne leur est même pas permis de s'en écarter toutes les fois que le bureau de bienfaisance est régulièrement institué et qu'il a été reconnu comme établissement public.

Dans le cas contraire, on comprend toute la latitude laissée, sous ce rapport, aux administrations charitables, qui doivent néanmoins toujours s'appliquer, dans l'intérêt de leur responsabilité morale, à mettre dans leurs écritures toute la clarté et toute la régularité dont elles sont capables.

Parmi le grand nombre de modèles fournis par l'administration, nous avons choisi les principaux et les plus indispensables. Nous avons été sobre dans ce choix; mais le peu que nous donnons suffira, nous l'espérons du moins, pour aider à rédiger les autres, et dans cette matière encore, l'intelligence des administrateurs saura toujours suppléer à ce que nous avons pu omettre.

Modèle nº 1.

BUREAU DE BIENFAISANCE DE LA COMMUNE DE...

Formule d'un procès-verbal de prestation de serment des membres composant la commission administrative du bureau de bienfaisance.

Ce jourd'hui... du mois de... de l'an mil huit cent cinquante..., par devant nous, maire de la commune de..., arrondissement de... département de..., se sont présentés : 1° M...; 2° M...; 3° M...; 4° M...; 5° M..., tous domiciliés dans cette commune, à l'effet de prêter le serment requis par la loi, en qualité de membres du bureau de bienfaisance de ladite commune, qualité à laquelle ils ont été nommés par arrêté de M. le préfet, en date du...

Après avoir donné lecture dudit arrêté, et de l'article du décret du 8 mars 1852 qui assujétit les administrateurs des bureaux de bienfaisance à la formalité du serment, nous avons appelé successivement chaque membre et procédé à la réception du serment, fait par lui de bien et fidèlement remplir les fonctions qui lui sont confiées par la loi. Nous avons donné acte à chacun de sa prestation de serment, et nous avons rédigé du tout le présent procès-verbal. Fait a... les jour, mois et an susdits.

(*Signature des membres.*) (*Signature du maire.*)

Une expédition de ce procès-verbal de prestation de serment doit être adressée au prefet.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE

Modèle n° 2.

Procès-verbal d'une délibération ordinaire du bureau de bienfaisance.

L'an mil huit cent cinquante..... le..... les membres composant le bureau de bienfaisance de la commune de..... se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Etaient présents MM.....

M. le maire a exposé que les objets sur lesquels il y avait lieu d'appeler l'attention du bureau étaient les suivants.....

M. le président propose de décider que....

Le bureau, considérant que (énonciation des motifs de la décision), arrête, à l'unanimité.....

1°..... 2°..... 3°.....

Aucun autre objet ne restant à mettre en délibération, et personne ne demandant plus la parole, le présent procès-verbal a été clos, et les membres présents l'ont signé après lecture faite.

(*Signature du maire, président.*)

(*Signatures des membres.*)

Ce procès-verbal doit être inscrit sur un registre spécial des délibérations.

Modèle n° 3.

Délibération du bureau de bienfaisance relative à l'acceptation des dons et legs.

Ce jourd'hui..... du mois de..... l'an..... les membres du bureau de bienfaisance de la commune de..... réunis au lieu ordinaire de leurs séances, conformément à la convocation faite par M. le maire,

M. le président donne lecture d'un acte de donation (*ou* d'un testament), par lequel N..... donne (*ou* lègue) aux pauvres de la commune de..... une parcelle de terre, de la contenance de..... évaluée en capital à la somme de..... et produisant un revenu annuel de.....

(Si le don ou legs consistait en un capital ou en une rente sur l'Etat, on l'exprimerait.)

Ce don (*ou* ce legs) est fait, sous la condition..... (*énoncer les charges s'il y en a*). Cette donation (*ou* ce legs) offrant un revenu supérieur aux frais qu'entraînent les charges imposées par le donateus (*ou* testateur), le bureau de bienfaisance, après en avoir délibéré, est d'avis qu'elle est avantageuse pour les pauvres, et, en conséquence, il accepte la susdite donation, avec les charges énumérées dans l'actif constitutif.

Il charge en même temps M. N..... de faire toutes les diligences nécessaires pour obtenir du gouvernement (*ou* du préfet) l'autorisation de faire l'acte d'acceptation définitive.

Fait et délibéré à..... les jour, mois et an susdits.

(Signatures.)

— L'autorisation du préfet suffit pour toutes les libéralités mobilières ou de sommes d'argent qui ne dépassent pas 300 fr.

Il n'est pas inutile de faire observer ici que l'acceptation d'une donation entre-vifs ne peut être faite que par un acte notarié et du vivant du donateur. Cet acte doit être signé par ledit donateur ou lui être notifié, conformément à l'art. 932 du Code civil. Toutefois, l'acceptation des legs n'exige pas cette formalité : la réception des titres de propriété et la mutation sur la matrice des rôles, s'il s'agit d'un immeuble; la tradition des fonds pécuniaires et de tous les objets mobiliers entre les mains du maire, avec un récépissé de sa part, constituent l'acceptation définitive des legs.

Voici au surplus, la nomenclature des pièces à produire par le bureau de bienfaisance, pour obtenir l'autorisation d'accepter définitivement la libéralité : 1° un extrait du testament, en ce qui concerne le legs fait au bureau de bienfaisance, ou une expédition authentique de l'acte de donation; 2° une délibération du bureau de bienfaisance; 3° l'avis du conseil municipal; 4° l'avis du sous-préfet; 5° l'acte de décès du testateur s'il s'agit d'un legs, ou le certificat de vie du donateur, s'il s'agit d'une donation; 6° l'avis motivé du préfet.

Il faut joindre à ces pièces des renseignements sur les héritiers du testateur ou donateur, et faire connaître si la libéralité a donné ou peut donner lieu à quelques réclamations.

Modèle n° 4.

DÉPARTEMENT
d

d

ARRONDISSEMENT
d

COMMUNE
d

BUREAU DE BIENFAISANCE

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES

DE L'EXERCICE 185...

Population recevant habituellement les secours du Bureau, et celle des Préposés au service.

			fr. c.	OBSERVATIONS.
PREMIÈRE PARTIE				
Indigents temporairement secourus.				
Nombre de blessés	donnant	journées, à		
Nombre de malades.	donnant	journées, à		
Nombre de femmes en couches ou nourrices.	donnant	journées, à		
Nombre d'orphelins.	donnant	journées, à		
Nombre d'enfants dans des cas extraordinaires et imprévus. .	donnant	journées, à		
DEUXIÈME PARTIE				
Indigents annuellement secourus.				
Nombre d'aveugles.	donnant	journées, à		
Nombre de paralytiques. . . .	donnant	journées, à		
Nombre de cancérés.	donnant	journées, à		
Nombre d'infirmes	donnant	journées, à		
Nombre de vieillards.	donnant	journées, à		
Nombre de chefs de famille surchargés d'enfants en bas âge.	donnant	journées, à		
	donnant	journées, à		
TROISIÈME PARTIE				
Préposés au service du bureau.				
Nombre de personnes attachées au service de santé.	donnant	journées, à		
Nombre des employés à divers services (*).	donnant	journées, à		
Total général. . . .	Total. .			
Total de la dépense générale présumée. .				

(*) Joindre le détail de chacune de ces deux catégories.

N° DES ART.	NATURE DES RECETTES.	SOMMES portées au compte de l'exercice clos.	SOMMES PROPOSÉES par l'administration.	SOMMES PROPOSÉES par le sous-prefet.	SOMMES admises par le préfet.	OBSERVATIONS.
	TITRE PREMIER. **Recettes.**					
	CHAPITRE PREMIER. RECETTES ORDINAIRES.					
	SECTION Ire. — *Recettes en argent.*					
	Loyers des maisons et terrains.					
	Fermage en argent des biens ruraux. .					
	Coupes de bois réglées					
	Rentes sur l'Etat					
	Rentes sur particuliers.					
	Rentes sur communes.					
	Intérêts des fonds placés à la Caisse du Trésor					
	Fonds alloués sur l'octroi.					
	Pensions.					
	Produit des droits sur les spectacles, bals, concerts					
	Produit du travail de l'établissement.					
	Dons, aumônes, quêtes et collectes. . .					
	Amendes et confiscations.					
	Produit de la vente des denrées ou grains excédant les besoins de l'établissement.					
	SECTION II. — *Revenus en nature.*					
	Montant des rentes, fermages ou autres produits recueillis en nature, détaillés dans le cahier ci-joint, et évalués en argent suivant le prix des mercuriales, ainsi que le justifie la note de développement ci-annexée, savoir .					
	1° La partie réservée pour la consommation de l'établissement, ci.					
	2° La partie qui doit être vendue au dehors, ci (pour ordre).	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL du Chapitre 1er. .					
	CHAPITRE II. RECETTES EXTRAORDINAIRES.					
	Coupes de bois extraordinaires. . . .					
	Legs et donations					
	Rachats de rentes.					
	Ventes de terrains et maisons.					
	Soultes d'échange					
	Remboursements de capitaux.					
	TOTAL du Chapitre II. . .					
	RÉCAPITULATION.					
	CHAP. Ier. — Recettes ordinaires. . . .					
	CHAP. II. — Recettes extraordinaires. .					
	TOTAL GÉNÉRAL des Recettes.					

N° DES ART.	NATURE DES DÉPENSES.	SOMMES portées au compte de l'exercice clos.	SOMMES PROPOSÉES par l'administration.	SOMMES PROPOSÉES par le sous-préfet.	SOMMES admises par le préfet.	OBSERVATIONS
	TITRE II. **Dépenses.**					
	CHAPITRE PREMIER. DÉPENSES ORDINAIRES.					
	SECTION Ire.—*Dépenses en argent.*					
	Traitements des médecins et chirurgiens (joindre le détail)					
	Traitements des employés de l'administration					
	Gages des préposés et servants.					
	Réparation et entretien des bâtiments.					
	Contributions assises sur les propriétés.					
	Entretien du mobilier et ustensiles. . .					
	Linge et habillement.					
	Blé, farine, pain.					
	Viande.					
	Vin.					
	Comestibles.					
	Menus objets de consommation.					
	Blanchissage.					
	Chauffage					
	Eclairage.					
	Dépenses de pharmacie, achat de médicaments					
	Pensions ou rentes à la charge de l'établissement					
	Entretien et réparation des propriétés.					
	Frais de bureau.					
	Frais de procédure.					
	Dépenses imprévues.					
	SECTION II.—*Consommations en nature.*					
	Montant des grains et autres produits recueillis en nature, consommés pour le compte de l'établissement, et évalués en argent, suivant le prix moyen des mercuriales, ainsi que le justifie la note de développement ci-annexée, savoir :					
	1° La partie servant à la consommation de l'établissement, ci					
	2° La partie vendue au dehors, et dont le produit figure au chapitre des recettes ordinaires du présent budget, ci (pour ordre).	"	"	"	"	"	"	"	"	
	TOTAL du Chapitre Ier. .					
	CHAPITRE II. DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.					
	Constructions et grosses réparations. .					
	Achats de terrains ou bâtiments					
	TOTAL du Chapitre II. .					
	RÉCAPITULATION.					
	CHAP. Ier. — Dépenses ordinaires . . .					
	CHAP. II. — Dépenses extraordinaires.					
	TOTAL GÉNÉRAL des Dépenses.					

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

	SUIVANT LES PROPOSITIONS		SUIVANT LA DÉCISION du préfet.	
	de l'administration.		du sous-préfet.	
RECETTES.				
DÉPENSES.				
RÉSULTAT en excédant .				
RÉSULTAT en déficit. . .				

Présenté par nous, membres du bureau de bienfaisance d
Le 18

Vu et Présenté par nous, sous-préfet de l'arrondissement d conformément aux sommes portées dans la deuxième colonne.
Le 18

Vu et arrêté par nous, préfet du département d conformément aux sommes portées dans la troisième colonne.
A , *le* 18

DÉPARTEMENT
d

ARRONDISSEMENT
d

COMMUNE
d

Modèle n° 5.

BUREAU DE BIENFAISANCE

de la commune d

L'an mil huit cent cinquante le les Membres composant le Bureau de Bienfaisance de la commune de se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances.

Etaient présents MM.

Ouï le rapport de M. l'Ordonnateur des dépenses ;

Vu les diverses ordonnances et instructions ministérielles sur la comptabilité des communes, et notamment celles des 20 avril 1834 et 10 avril 1835 ;

Le Bureau, après s'être fait représenter le Budget de l'exercice 18 et les autorisations supplémentaires qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées, et celui des mandats délivrés par l'Ordonnateur, le compte d'Administration de l'exercice 18 accompagné de l'état de situation du Comptable, ainsi que l'état des restes à payer reportés sur 18

Procédant au règlement définitif du Budget de 18 propose de fixer ainsi qu'il suit les Recettes et les Dépenses dudit exercice, savoir :

RECETTES.

Les recettes tant ordinaires qu'extraordinaires et supplémentaires de l'exercice 18 évaluées au budget à ont dû s'élever, d'après les titres définitifs des créances à recouvrer, à la somme de. . . . . .

De laquelle somme il convient de déduire celle de. . .

SAVOIR :

SOMME ÉGALE. . . . . .

Au moyen de quoi la recette de 18 demeure définitivement fixée à la somme de. . . . . .

DÉPENSES.

Les dépenses créditées au budget de 18 s'élèvent à. . .

Il faut y joindre celles qui ont été l'objet de crédits supplémentaires accordés dans le cours de l'exercice. . . . .

TOTAL DES DÉPENSES PRÉSUMÉES. . . . . .

De cette somme, il faut déduire celle de. . . . . .

SAVOIR :

1° Crédits ou portions de crédits restés sans emploi, comme excédant le montant réel des dépenses, ci. . . . .

2° Dépenses faites, mais non ordonnancées, avant le 15 mars 18 et à reporter au budget de. . . . . .

SOMME ÉGALE. . . . . .

Au moyen des déductions ci-dessus, les dépenses de l'exercice 18 sont définitivement fixées à. . . . . .

Les recettes de toute nature étant de. . . . . .
Les dépenses de. . . . . .

Il reste par conséquent, pour excédant définitif, la somme de. . . . . .

laquelle sera portée au chapitre additionnel du Budget de l'exercice 18 (CHAPITRE III, *Recettes supplémentaires.*)

Toutes les opérations de l'exercice 18 sont définitivement closes et les Crédits annulés.

La présente délibération sera jointe, comme pièce justificative, au Budget de 18

Délibéré à

Et ont signé,

Les Membres du Bureau de Bienfaisance,

DÉPARTEMENT
d

ARRONDISSEMENT
d

CANTON
d

COMMUNE
d

Modèle n° 6.

BUREAU DE BIENFAISANCE

ETAT DE SITUATION

QUE PRÉSENTE AU BUREAU DE BIENFAISANCE

de la commune d

M. receveur

pour les Recettes et Dépenses faites par lui pendant l'exercice 185 .

TITRE Ier — RECETTES.

Numéros des art. du budget.	NATURE des RECETTES.	SOMMES A RECOUVRER		RECETTES EFFECTUÉES		TOTAUX.	RESTES à RECOUVRER.	OBSERVATIONS.
		d'après le budget primitif et les autorisations supplementaires.	fixation définitive d'après les titres justificatifs.	pendant la 1re année de l'exercice 185 .	pendant la 2e année de l'exercice 185 , du 1er janv. au 31 mars 185 .			
	RECETTES ORDINAIRES.							
	TOTAUX DES RECETTES.							

TITRE II. — DÉPENSES.

Numéros des art. du budget.	NATURE des DEPENSES.	DÉPENSES AUTORISÉES par le budget primitif.	DÉPENSES AUTORISÉES par le budget supplémentaire.	DROITS constatés au 31 déc. 185 .	PAIEMENTS EFFECTUÉS en 185 (1re année.)	PAIEMENTS EFFECTUÉS en 185 du 1er jan. au 31 mars	TOTAL.	RESTES à payer à reporter à l'exerc. 185 .	RESTES annulés faute d'emploi au 31 déc. 185 .
	Dépenses								
	Totaux des depenses.	—	—	—	—	—	—	—	—

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 185 .

PREUVE.

Solde au 31 déc.	
Ajouter les recettes faites pendant le 1er tri- [illegible]	

	OPÉRATIONS EFFECTUÉES En 185 .	En 185 .	TOTAUX.
RECETTES .			
DEPENSES .			
Excédant des RECETTES .			
Excédant [illegible]ENSES.			
[illegible]nitif de [illegible]porté ci- [illegible] mémoire			
[illegible] définitif de [illegible]5 , égal au compte d'ad- [illegible]n du même [illegible]'élève à. . . .			

[illegible] ution présenté pour les recettes et les dé- [illegible]

[illegible] 185 .

LE RECEVEUR.

Modèle n° 7.

BUREAU DE BIENFAISANCE

verbal de clôture des livres et de vérification de la caisse du receveur au 31 décembre.

Cejour[illegible], mil huit cent cinquante , nous assisté de M. , nous sommes rendus au bureau du sieur à l'effet d'arrêter et de clore les registres relatifs aux divers services dont il est chargé, comme aussi de constater les recettes et les dépenses qu'il a effectuées jusqu'à ce jour inclu-

sivement, et d'en comparer les résultats avec les fonds et les valeurs existant en caisse ou en portefeuille.

Nous avons d'abord invité le Comptable à nous représenter les fonds et les valeurs qu'il a entre les mains, appartenant aux divers services qui lui sont confiés, et à quoi le Comptable ayant satisfait, nous avons procédé immédiatement à leur vérification, et en avons fait dresser le bordereau ci-après :

1° *Numéraire en caisse.*	REPORT. . . .
Pièces de 40 francs	2° *Traites de coupes de bois.*
Pièces de 20 francs	Traites d'adjudicataires de coupes ordinaires. . . . .
Pièces de 5 francs.	Traites d'adjudicataires de coupes extraordinaires, représentées par une declaration du receveur des finances chez lequel elles sont déposées . . .
Monnaie blanche	3° *Fonds placés.*
Cuivre et billon	Solde des placements au trésor. . . . .
. . . . .	Solde des placements à la caisse des dépôts et consignations pour fonds de retraite. . . . .
. . . . .	Récépissé pour achat de rentes sur l'Etat.
. . . . .	4° *Fonds avancés.*
. . . . .	Avances pour le timbre des journaux à souche de quittances timbrées . . . .
TOTAL à reporter. . . .	TOTAL des valeurs . . .

Ce Bordereau de Valeurs, s'élevant à la somme totale de a été reconnu par nous exact et sincère.

Nous avons ensuite demandé au Comptable de nous déclarer toutes les comptabilités dont il est chargé concurremment, et de nous représenter tous les registres qu'il tient pour chacune de ses gestions.

Le sieur nous a déclaré qu'il réunissait aux fonctions de celles de , et de suite il a mis sous nos yeux tous les registres relatifs aux comptabilités ci-dessus indiquées. Ayant procédé à l'examen desdits registres, nous avons reconnu qu'ils étaient tenus conformément aux instructions et avec la régularité prescrite, et le Comptable nous ayant déclaré que tous ses recouvrements, paiements et versements avaient été exactement et inté-

gralement inscrits auxdits registres, nous les avons fait additionner en notre présence, et de suite nous les avons arrêtés et clos.

Continuant notre opération, nous avons fait procéder immédiatement à la formation d qui présente, pour chacun des services dont ce Comptable est chargé, les recettes et les dépenses, ainsi que les *excédants* propres à chaque service, lesquels excédants sont justifiés par les valeurs dont le détail est donné de l'autre part.

De tout ce que dessus nous avons dressé le présent procès-verbal, en quatre expéditions, dont une sera adressée par nous à M. ; la seconde a été remise au Comptable pour servir de pièce justificative aux comptes qu'il rendra pour l'année 185 ; la troisième est envoyée par le Comptable au Receveur des finances, et la quatrième a été retirée par nous, pour être déposée aux archives de la Mairie. A chacune de ces quatre expéditions est jointe une copie du

Fait à le 185 .

Le *Le* *Le Comptable,*

DÉPARTEMENT
d

ARRONDISSEMENT
d

BUREAU DE BIENFAISANCE
d

Modèle n° 8.

COMPTE DE GESTION que présente au conseil de préfecture M. , *receveur* , *pour les recettes et dépenses faites pendant l'année* 185 .

SITUATION DU COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 185 .

Excédant des au 31 décembre 185 , résultant du compte de l'année 185 ,et représenté à cette époque par les valeurs matérielles qui ont été constatées par le procès-verbal de clôture des registres, lequel excédant sera reporté à la fin du présent compte, pour établir la situation du comptable au 31 décembre 185 , ci. . . . . F.

1re PARTIE. — COMPTE FINAL DE L'EXERCICE 185 ,

Clos au 185 .

Recettes.

Fait recette le Comptable de la somme de montant des recouvrements effectués par lui, en 185 , sur les divers produits appartenant à l'*exercice* 185 , ou sur les produits reportés sur cet exercice 185 , ci. . . . . F.

Lesquels recouvrements, réunis à ceux effectués au C/ du même exercice pendant l'année 185 , et compris au C/ de 185 , pour la somme de. . . . . .

complètent celle de. . . . . .

montant des recettes pour ledit exercice 185 , ainsi que l'indique le développement ci-après.

Ces recouvrements sont justifiés par les pièces produites, tant avec le compte de l'année 185 , qu'avec le présent compte, conformément aux Instructions, et détaillées dans le bordereau qui les accompagne.

NUMÉROS DES ARTICLES.	DÉSIGNATION des CHAPITRES ET ARTICLES.	SOMMES A RECOUVRER. d'après le budget et les autorisations supplémentaires.	SOMMES A RECOUVRER. fixation définitive d'après les titres et actes justificatifs.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 185 , suivant le compte de la gestion 185 .	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS en 185 , du 1er janvier au d'après le présent compte.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS TOTAUX.	RESTES à recouvrer au 31 185 , à reporter sur l'exercice 185 .	OBSERVATIONS.
	Totaux généraux. . . .							

Dépenses.

Fait dépense le Comptable de la somme de montant des paiements qu'il a effectués, en 185 , en acquit des mandats délivrés, avec désignation spéciale,

Soit sur les crédits ouverts dans le budget de 185 ,

Soit sur les crédits reportés de l'exercice 185 , relativement a l'ordonnance royale du 1er mars 1835,

Soit sur les crédits supplémentaires alloués extraordinairement par des autorisations régulières, ci . . . . . F.

Lesquels paiements, réunis à ceux effectués pendant l'année 185 , et compris au C/ de 185 , pour la somme de. . . . . ____

complètent celle de. . . . . ____

montant des dépenses pour ledit *exercice* 185 , ainsi qu'il résulte du développement ci-après.

Ces paiements sont justifiés par les pièces produites, tant avec le compte de l'année 185 , qu'avec le présent compte, conformément aux Instructions, et détaillées dans le bordereau qui les accompagne.

NUMÉROS DES ARTICLES.	DÉSIGNATION des CHAPITRES ET ARTICLES.	CRÉDITS ouverts par le budget et les autorisations supplémentaires.	PAIEMENTS EFFECTUÉS pendant l'année 185 , suivant le compte de la gestion 185 .	PAIEMENTS EFFECTUÉS en 185 , du 1er janvier au d'après le présent compte.	PAIEMENTS EFFECTUÉS TOTAUX.	CRÉDITS ou portions DE CRÉDITS réservés pour restes à payer, à reporter sur l'exercice 185 . (1)	CRÉDITS ou portions DE CRÉDITS annulés faute d'emploi au 31 déc. 185 . (2)	OBSERVATIONS.
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . . .							

(1) Les sommes à porter dans cette colonne sont celles qui figurent dans l'état des restes à payer dont la formation est prescrite par l'Instruction du Ministre de l'Interieur du 10 avril 1835.

(2) Les sommes à porter dans cette solonne forment la différence du crédit alloué et du montant des dépenses constatées au 31 decembre.

RÉSULTAT DU COMPTE FINAL DE L'EXERCICE 185 .

OPÉRATIONS effectuées en 185 .	OPÉRATIONS effectuées en 185 .	TOTAUX.

RECETTES . . . . . .

DÉPENSES . . . . . .

EXCÉDANT de . . . . . .

Le résultat définitif de l'exercice 185 , porté pour *mémoire* au compte ci-dessus, présentant un excedant de ci

Le résultat définitif de l'exercice 185 , égal au résultat du compte d'administration du même exercice, est un excédant de

2me PARTIE. — COMPTE DE LA PREMIÈRE ANNÉE DE L'EXERCICE 185 .

Recettes.

Fait recette le Comptable de la somme de montant des recouvrements effectués par lui pendant l'année 185 , tant sur les produits portés au *budget de l'exercice* 185 , et sur les produits reportés de l'*exercice* 185 , que sur les produits perçus en vertu d'autorisations supplémentaires, ci. . . . . F.

Desquels recouvrements le développement est établi ci-après.

Ces recouvrements sont justifiés par les extraits de chaque titre de recette, qui présentent les sommes dont le recouvrement doit être fait d'après ces titres : lesquels extraits produits avec le présent compte conformément aux instructions, sont certifiés par qui de droit, et détaillés dans le bordereau qui les accompagne.

NUMÉROS DES ARTICLES.	DÉSIGNATION des CHAPITRES ET ARTICLES.	SOMMES A RECOUVRER d'après le budget et les autorisations supplémentaires.	SOMMES A RECOUVRER fixation définitive d'après les titres et actes justificatifs.	RECOUVREMENTS effectués pendant l'année 185 . suivant le présent compte.	RESTES à recouvrer au 31 decemb. 185 .	OBSERVATIONS.
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . . .					

Dépenses.

Fait dépense le Comptable de la somme de montant des paiements qu'il a effectués pendant l'année 185 , en acquit des mandats délivrés avec désignation spéciale.

Soit sur les crédits ouverts dans le *budget de l'exercice* 185 ;

Soit sur les crédits reportés de l'exercice 185 sur l'exercice 185 , conformément à l'ordonnance royale du 1er mars 1835;

Soit sur les crédits supplémentaires alloués extraordinairement par des autorisations régulières, ci. . . . . F.

Desquels paiements le développement est établi ci-après.

Ces paiements sont justifiés par les pièces produites avec le présent compte, conformément aux instructions, et détaillés dans le bordereau qui les accompagne.

NUMÉROS DES ARTICLES.	DÉSIGNATION des CHAPITRES ET ARTICLES.	CRÉDITS ouverts par le budget et les autorisations supplémentaires.	PAIEMENTS effectués pendant l'année 185 . suivant le présent C/.	RESTES au 31 décemb. 185 .	OBSERVATIONS.
	TOTAUX GÉNÉRAUX.				

RÉSULTAT *général des opérations effectuées pendant l'année* 185 , *et situation du Receveur au* 31 *décembre* 185.

	RECETTE		DÉPENSE	
1° *Services compris dans les Budgets.*				
Les recettes effectuées pendant l'année 185 s'élevent, savoir :				
Sur l'exercice 185 (première partie du compte), à.			»	»
Sur l'exercice 185 (deuxième partie du compte), à			»	»
Les dépenses acquittées pendant l'année 185 s'élevent, savoir :				
Sur l'exercice 185 (première partie du compte), à	»	»		
Sur l'exercice 185 (deuxième partie du compte), à	»	»		
D'après le compte de la gestion 185 , dont le résultat est rapporté en tête du présent compte, le Receveur se trouvait, au 31 décembre 185 , *débiteur* de , pour excédant de recette, ci.				
TOTAL des recettes et des dépenses concernant les services compris dans les budgets.			»	»
Il en résulte que le Comptable était, au 31 décembre 185 , *débiteur*, envers la commune, pour les services compris dans les budgets, de la somme de. .				

	RECETTE.		DÉPENSE	
2° *Services exécutés en dehors des Budgets.*				
Les recettes effectuées sur ces services pendant l'année 185 s'élevent à			»	»
Les dépenses effectuées sur ces services pendant l'année 185 s'élevent à	»	»		
D'après le compte de la gestion 185 , le Receveur se trouvait, au 31 décembre 185 , *débiteur* de. . . .			»	»
TOTAUX				
Il en résulte qu'au 31 décembre 185 , il était, sur les mêmes services, *débiteur* de				
ci. . . .				

Situation et solde de caisse au 31 décembre 185

En définitive, le Comptable était, à ladite époque, *débiteur*, sur les divers services, de la somme de				
Cette somme a été représentée à la même époque du 31 décembre 185 . ainsi que le constate le procès-verbal rapporté à l'appui du présent compte, par les valeurs ci-après, savoir :				
Fonds disponibles en caisse — appartenant à la commune				
Fonds disponibles en caisse — provenant de cautionnements d'adjudicataires				
Fonds disponibles en caisse — provenant d'autres services exécutés en dehors des budgets				
Traites d'adjudicataires de coupes ordinaires de bois en dépôt chez le Receveur des finances et représentées par un récépissé de ce comptable. . . .				
Traites d'adjudicataires de coupes extraord., *Idem*.				
Fonds placés au trésor — appartenant à la commune..				
Fonds placés au trésor — provenant d'adjudicataires de travaux				
Idem à la caisse des dépôts et consignations — déposés en numéraire. . .				
Idem à la caisse des dépôts et consignations — convertis en rentes sur l'Etat				
Avances à recouvrer — pour frais de route de voyageurs indigents et de forçats libérés				
Avances à recouvrer — pour feuilles de passe ports à l'intérieur.				
Avances à recouvrer — pour frais du livre des quittances timbrées				
Avances à recouvrer — pour frais judiciaires en matière d'octroi.				
Avances à recouvrer — pour				
SOMME ÉGALE.				

Cet excédant de recette, au 31 décembre 185 , sera rapporté en tête du compte de la gestion de 185 , en conformité des instructions.

Le Receveur soussigné *affirme véritable*, sous les peines de droit, le présent compte de la gestion 184 , qui sera présenté à dans la session du mois d 185 et transmis à avant le 1er juillet 185 .

Le Comptable *affirme* en outre, et sous les mêmes peines, que les recettes et les dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service d et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Vu et vérifié sur pièces en conformité de l'instruction par le Receveur général des finances.

Le Receveur,

A le 185 .

DÉPARTEMENT
d

ARRONDISSEMENT
d

CANTON
d

Modèle n° 9.

COMPTE ADMINISTRATIF que présente à la Commission administrative du Bureau de Bienfaisance M. *ordonnateur,* *pour l'exercice* 185 .

TITRE Ier. — RECETTES.

Numéros des articles du budget.	NATURE des RECETTES.	SOMMES à recouvrer d'après le budget.	FIXATION definitive d'après les titres justificatifs	RECETTES EFFECTUÉES pour l'exerc. 185 .	RESTES à recouvrer.	OBSERVAT.
	TOTAUX DES RECETTES .					

TITRE II. — DÉPENSES.

Numéros des articles du budget.	NATURE des DÉPENSES.	DÉPENSES AUTORISÉES par le budget primitif.	DÉPENSES AUTORISÉES par le budget supplément.	DROITS constatés au 31 déc. 185 .	SOMMES dépensées jusqu'au 31 mars, époque de la clôture de l'exercice 185 .	RESTES à payer à reporter à l'exerc. 185 .	RESTES annulés faute d'emploi.	OBSERVATIONS.
	TOTAUX DES DÉPENSES.							

RÉSULTAT DU COMPTE DE L'EXERCICE 18 .

RECETTES. . . . . .

DÉPENSES . . . . . .

Excédant. . . . . { de recettes. . . . . / de dépenses. . . . . .

A reporter au budget supplémentaire de 18 .

Certifié le présent compte d'administration rendu pour les Recettes et Dépenses de l'exercice 18 *par nous* .

Fait à *le* 18 .

NOTA.

Le compte d'administration doit offrir, à la suite des chapitres du Budget primitif, les chapitres additionnels comprenant tout ce qui complète les opérations relatives à l'exercice clos. Lorsque des crédits additionnels ainsi classés séparément auront pour objet de payer une dépense déjà créditée au budget primitif pour une somme insuffisante, il ne sera pas nécessaire de scinder l'ordonnancement de cette dépense de manière à ce qu'il y ait un mandat délivré sur le crédit primitif, et un second mandat sur le crédit supplémentaire. Il conviendra seulement qu'en divisant la dépense dans le compte, on rappelle, par une note placée dans la colonne d'observations, en regard du *crédit primitif*, « qu'il y a au chapitre III, article « , un complément de la même dépense, et que les pièces rapportées à l'appui du crédit primitif « justifient la dépense totale. »

Au reste, le cas prévu ci-dessus ne devra pas se présenter fréquemment si l'on a le soin d'imputer sur le *fonds des dépenses imprévues* les légers excédants de dépenses qui peuvent exister, afin d'éviter la multiplicité des demandes de crédits additionnels. (*Instruction du Ministère de l'Intérieur des* 20 *avril* 1834 *et* 15 *juin* 1836.)

Lorsque le compte administratif comprend des articles nombreux, il doit être totalisé *par chapitres*; les totaux des chapitres sont ensuite récapitulés à la suite de la recette et de la dépense, pour former des totaux généraux. (*Instruction du Ministre de l'Intérieur du* 1er *juillet* 1837.)

Ce compte doit rappeler tous les articles des recettes ou des dépenses admis, soit dans le budget primitif, soit dans les chapitres additionnels; si quelques-uns des crédits alloués restent sans emploi, ils n'en doivent pas moins être mentionnés dans le compte et figurer dans la colonne des *dépenses autorisées*, sauf à rentrer ensuite dans la colonne des *restes annulés*. (*Même instruction.*)

Le *boni* ou le *déficit* résultant du compte administratif de l'exercice précédent doivent être portés comme *recette* ou comme *dépense effective*, dans le compte administratif du nouvel exercice. (*Idem.*)

Modèle n° 19.

Livre des pauvres à tenir par le bureau de bienfaisance.

Numéros d'ordre d'inscription.	NOMS des pauvres.	DEMEURES.	MOTIFS de l'indigence, (âge, infirmités, nombre d'enfants, etc.)	NOMS des personnes à la recommandation desquelles l'inscription a eu lieu.	NATURE des SECOURS		OBSERVATIONS.
					temporaires	annuels.	

La liste des pauvres doit contenir l'inscription de tous les indigents qui sont assistés. Elle peut être divisée en deux parties, la première pour les pauvres secourus temporairement, et la seconde pour ceux qui le sont annuellement. Elle doit être arrêtée par le Bureau de Bienfaisance en assemblée.

Actes officiels

CAISSE DE SECOURS. — PRÊTRES AGÉS ET INFIRMES.

DÉCRET *impérial qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la caisse de secours pour les prêtres âgés et infirmes du diocèse de Blois* (du 18 juillet 1854).

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français, à tous présents et à venir, salut : — sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes; — vu le projet de statuts dressé le 25 mars 1854 par l'évêque de Blois, et portant règlement de la caisse de secours à établir en faveur des prêtres âgés ou infirmes de ce diocèse; — vu le projet de règlement, en date du même jour, proposé par l'évêque pour déterminer le mode et les précautions relatifs au prélèvement autorisé par le décret du 13 thermidor an XIII d'un dixième sur le produit de la location des bancs et chaises des églises en faveur de ladite caisse; — vu l'avis du préfet de Loir-et-Cher du 15 mai 1854; — vu le décret du 13 thermidor an XIII; — vu la loi du 2 janvier 1817; — notre conseil d'Etat entendu, — avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. La caisse de secours pour les prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Blois est reconnue comme établissement d'utilité publique.

2. Sont approuvés les statuts de ladite caisse. Une expédition en restera annexée au présent décret.

3. Les dispositions du décret du 13 thermidor an XIII, qui autorise le prélèvement d'un sixième sur le produit des bancs et chaises des églises pour être employé à secourir les prêtres âgés ou infirmes, recevront leur exécution jusqu'à concurrence d'un dixième seulement dans le diocèse de Blois. Le règlement relatif à l'emploi de ce prélèvement, fait par l'évêque le 25 mars 1854, est approuvé.

4. Seront applicables à la caisse précitée la loi du 2 janvier 1817, et les ordonnances des 2 avril 1817 et 14 janvier 1831 concernant les dons, legs, placements et tous actes transla

tifs de propriété; l'arrêté du 21 frimaire an XII relatif aux formalités à observer pour les transactions et procès ;

Le titre 4 du décret du 6 novembre 1813, sur l'administration des biens des séminaires, et celles de ses dispositions qui ne sont pas contraires aux statuts dont il est parlé à l'article précédent;

Et généralement toutes les dispositions qui régissent les établissements ecclésiastiques.

5. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

CULTE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de S. E. M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul) *aux préfets, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année* 1853.

Paris, le 20 juillet 1854.

CULTE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de S. E. M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul) *aux préfets, relative à la situation des dépenses des cultes au* 31 *août* 1854, *par suite de la clôture des paiements*.

Paris, le 12 août 1854.

FÊTE DU 15 AOUT.

CIRCULAIRE *de S. E. M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à l'anniversaire du* 15 *août*.

Paris, le 4 août 1854.

Monseigneur, la fête de l'Empereur emprunte cette année une solennité nouvelle aux événements dans lesquels le pays

a retrouvé avec orgueil le sentiment de son influence sur les destinées du monde. En ce jour, consacré par une coutume séculaire à la patronne de la France, la reconnaissance publique confondra dans ses vœux le prince et la patrie. Les prières qui s'élèveront vers le ciel associeront aussi au nom de l'Empereur, gardien de l'honneur et des intérêts de la nation, le nom de l'Impératrice, qui, de tous les priviléges de la couronne, semble n'ambitionner que celui de soulager le malheur.

Veuillez donc, monseigneur, inviter le clergé de votre diocèse à prier Dieu pour la France, pour Leurs Majestés Impériales, pour nos armées et nos escadres, qui soutiennent au loin, avec les droits de nos alliés, la gloire de notre drapeau.

J'invite aujourd'hui M. le préfet à concerter avec Votre Grandeur les mesures à prendre pour cette cérémonie religieuse, qui consistera, comme l'année précédente, dans le *Te Deum*, chanté à l'issue de l'office divin.

Agréez, etc.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

H. FORTOUL.

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES. — SECOURS PERSONNELS.

CIRCULAIRE *de S. E. M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative au mode de présentation et d'instruction des demandes de pensions ecclésiastiques et de secours personnels.*

Paris, le 12 août 1854.

Monseigneur, j'ai examiné les demandes de pension de retraite que tous les évêques m'ont adressées en faveur des prêtres âgés ou infirmes de leurs diocèses, conformément au décret du 28 juin 1853 et à ma circulaire du 30 novembre dernier (1). Malgré l'immense travail qu'ont exigé le dépouillement, l'instruction et les décisions d'un nombre considérable d'affaires, douze cents ecclésiastiques ont déjà obtenu

---

(1) Voyez ce décret et cette circulaire, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853.

une pension proportionnée à leurs besoins. Il ne reste plus à distribuer qu'une faible partie de la somme de 600,000 fr. affectée à la dotation de la caisse générale des retraites. Lorsque cette somme sera entièrement employée, je ne pourrai plus disposer que du produit successif des extinctions; il est donc essentiel que je puisse en connaître exactement la quotité. Je vous prie, monseigneur, de vouloir bien me donner avis des décès survenus parmi les pensionnaires de votre diocèse, aussitôt que vous en aurez été informé.

Toutefois, si vous aviez de nouvelles propositions à me transmettre, il ne serait pas nécessaire d'attendre la mort d'un pensionnaire pour le remplacer. Quelques prélats ont paru croire qu'il y avait une somme déterminée par chaque diocèse pour les pensions, et qu'on observerait à leur égard les règles précédemment adoptées pour les *secours personnels.*

Il n'en est point ainsi, monseigneur. Le décret du 28 juin 1853 est applicable à tous les ecclésiastiques qui remplissent les conditions prescrites pour obtenir une pension. Suivant les intentions bienveillantes de l'Empereur pour le clergé, je suis disposé à accueillir vos propositions, quel qu'en soit le nombre, lorsque les ressources de la caisse des retraites me le permettront.

Plusieurs curés, desservants et vicaires exerçant encore leurs fonctions ont été présentés, après avoir déclaré renoncer à leur titre. Pour faciliter l'administration diocésaine, j'ai pensé que ces ecclésiastiques pouvaient être admis à profiter du décret précité; mais, d'après les principes de la comptabilité, on doit indiquer dans les brevets de pension la date précise de la jouissance des arrérages payables par trimestre.

Je vous serai obligé, monseigneur, de désigner, dans vos propositions relatives aux prêtres *en activité*, l'époque de la cessation de leurs fonctions, qu'il vous appartient de fixer.

La plupart des demandes que j'ai reçues jusqu'à présent étaient appuyées des pièces détaillées dans ma circulaire du 30 novembre 1853; cependant, j'ai remarqué qu'on n'avait pas toujours joint aux dossiers l'acte de naissance et l'état des services de chaque ecclésiastique. Ces deux documents sont indispensables. Je ne saurais trop vous recommander, monseigneur, de veiller à ce qu'ils soient produits d'une manière régulière.

Les pensions que le décret du 28 juin 1853 m'autorise à

concéder ont pour objet d'assurer aux vieux serviteurs de l'Eglise et de l'Etat une retraite convenable; elles n'ont été instituées que dans l'intérêt des *prêtres français*. J'ai décidé qu'elles ne seraient pas accordées aux ecclésiastiques étrangers qui n'auraient pas été naturalisés; mais je continuerai d'allouer des secours temporaires, sur l'avis de l'évêque de leur domicile actuel, à ceux qui, depuis longtemps établis en France, se trouveront dans une position nécessiteuse.

Le prélèvement autorisé en faveur de la caisse des retraites, à titre de subvention, par le décret du 9 janvier 1854 d'une somme de 400,000 fr. sur le crédit général de 765,000 fr. destiné aux secours personnels, m'a empêché de vous transmettre, comme par le passé, les cadres des états collectifs de secours. Désormais, monseigneur, les secours ne seront plus donnés que sur une proposition spéciale et individuelle; il sera formé un dossier distinct pour chaque ecclésiastique et chaque ancienne religieuse. Aux termes des circulaires ministérielles des 2 janvier 1833 et 25 avril 1848, relatives au mode d'envoi des affaires, je vous prie de m'adresser une lettre séparée, soit pour chaque demande de secours, soit pour les avis et renseignements qui vous seraient réclamés.

Telles sont, monseigneur, les observations que m'a suggérées l'examen des dossiers concernant les pensions ecclésiastiques.

J'ai cru devoir vous les communiquer, dans le double but d'activer l'expédition des affaires et de seconder votre constante sollicitude pour les intérêts de votre clergé.

Agréez, monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

Jurisprudence.

FABRIQUES. — CONSEILS. — RÉVOCATION.

En procédant à la vente d'arbres provenant des dépendances du presbytère, et en mettant en régie les bancs et chaises, sans avoir pris, au préalable, aucune délibération régulière,

et sans avoir d'ailleurs appelé le curé ou desservant à émettre son avis, les membres d'un conseil de fabrique violent la loi et les règles administratives, en même temps qu'ils portent atteinte aux droits que la législation garantit au pasteur.
Un pareil conseil est dans le cas d'être révoqué.
Il en doit être surtout ainsi, lorsqu'à ces faits il ajoute celui de refuser de se rendre à une séance extraordinaire autorisée par l'évêque, et à laquelle tous les membres avaient été officiellement convoqués.

Ces propositions ont été consacrées par un arrêté ministériel du 2 juin 1853. (Affaire de la fabrique de Tremons, Lot-et-Garonne.)

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. — BIENS DE MAIN-MORTE. — TAXE.

Les congrégations religieuses non autorisées ne sont pas assujéties à la taxe des biens de main-morte établie par la loi du 20 février 1849.

Cette décision résulte d'un arrêt du conseil d'Etat, du 28 décembre 1853. On peut voir, dans le même sens, une consultation insérée dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1850, page 50. La loi du 9 février 1849 a été rapportée dans le même volume, page 33.

Questions proposées.

FABRIQUES. — CHARGES. — LIVRES LITURGIQUES. — COMMUNES.

Lorsqu'un évêque a ordonné le changement de la liturgie diocésaine, une fabrique serait-elle fondée à refuser de faire l'acquisition des nouveaux livres liturgiques, en alléguant qu'elle n'a pas les fonds suffisants pour faire face à cette dépense?
Dans le cas où elle manque réellement de ressources, les frais de cette acquisition deviennent-ils une depense obligatoire pour la commune?

Ces deux questions, qui nous ont été adressées par plusieurs de nos abonnés, doivent être résolues affirmativement.

Le soin du règlement de la liturgie étant essentiellement dans les attributions de l'évêque, c'est à lui qu'il appartient de déterminer les livres dont le clergé devra faire usage dans chaque paroisse.

Les fabriques des églises sont, de leur côté, tenues de se conformer à ses prescriptions à cet égard, et de fournir tous les livres qui peuvent être nécessaires, parce que la loi met à leur charge tous les frais du culte. (*Art.* 37 *du décret du* 30 *déc.* 1809. — *Bulletin des lois civiles, eccl., vol.* 1853, *p.* 119 *et* 274).

Ajoutons que la charge imposée aux fabriques, de fournir les livres d'église, emporte avec elle l'obligation de les remplacer par d'autres, quand ils ont été déclarés hors d'usage.

En vain une fabrique alléguerait-elle qu'elle n'a aucune ressource pour subvenir à cette dépense. Une pareille allégation ne serait point recevable, parce que, quand une fabrique manque de ressources, elle doit s'adresser à la commune, qui est tenue de venir à son secours et de suppléer à son insuffisance.

Et à cet égard, l'obligation de la commune n'est point douteuse. Le décret du 30 décembre 1809 met à sa charge, sans aucune distinction, toutes les dépenses du culte qui sont obligatoires pour les fabriques. (*Art.* 37 *et* 92.) Et parmi ces dépenses sont nécessairement compris les frais d'achat et de renouvellement des livres liturgiques.

C'est aussi dans ce sens que M. le préfet des Vosges vient de décider la question dans une circulaire par lui adressée, le 27 mai dernier, aux maires de son département, et dans laquelle il dit formellement que si le conseil municipal refusait à tort de voter l'allocation demandée, il l'insérerait lui-même d'office au budget communal. Voici, au surplus, les termes mêmes de cette circulaire, qui est d'un trop bon exemple pour que nous ne nous empressions pas de la reproduire intégralement.

« Epinal, le 27 mai 1854:

« Monsieur le maire, Mgr l'évêque de St-Dié va prochainement mettre à exécution une mesure qui lui est imposée par la nécessité: je veux dire le changement de la liturgie diocésaine.

« Ce changement a pour conséquence l'acquisition, par toutes les églises où s'exerce le culte, de nouveaux livres liturgiques.

« Un très grand nombre de paroisses pourra, je l'espère, faire face à la dépense de cette acquisition au moyen des ressources de la fabrique. Le concours de la commune sera néanmoins indispensable pour quelques paroisses pauvres, et j'invite ceux de MM. les maires auxquels des demandes seront adressées par les conseils de fabrique à les soumettre sans retard au conseil municipal de leur commune, qui s'empressera, je n'en doute pas, de voter le crédit sollicité.

« Vous ne perdrez pas de vue qu'aux termes des art. 37 et 92 combinés du décret du 30 décembre 1809, l'acquisition des livres liturgiques est une dépense obligatoire, qui tombe à la charge du budget des communes, en cas d'insuffisance des ressources des fabriques, et que si le conseil municipal refusait de voter le crédit nécessaire, je me verrais contraint d'inscrire d'office ce crédit au budget.

« Par l'adoption du rite romain, Mgr l'évêque de St-Dié a évité les frais d'une réimpression spéciale, et la dépense sera peu considérable pour les fabriques pauvres, et par conséquent pour les communes qui devront leur venir en aide.

« J'ai lieu d'espérer, monsieur le maire, que vous ferez tous vos efforts pour faciliter autant que cela vous sera possible, au point de vue financier, l'exécution de la mesure projetée par l'autorité diocésaine, et je vous serai personnellement reconnaissant du zèle et du soin que vous apporterez à éviter toutes difficultés entre votre conseil muuicipal et le conseil de fabrique.

« Agréez, etc.

« *Le préfet des Vosges*, L. Bourlon de Rouvres. »

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique, et des marguilliers pendant le mois de septembre.

Réunion mensuelle des membres du bureau des marguilliers. (Art. 22 du décret du 30 déc. 1809.)

Dans cette séance, MM. les marguilliers ont à pourvoir, comme à l'ordinaire, aux soins de l'administration et aux besoins matériels de l'église; mais ils feront très bien de s'occuper à l'avance des objets sur lesquels le conseil de fabrique pourra avoir à délibérer dans sa séance trimestrielle du premier dimanche d'octobre.

Le dimanche 24 septembre, MM. les curés et desservants annonceront au prône de la grand'messe le jour et l'heure de cette séance, conformément à l'art. 10 du décret du 30 déc. 1809 précité.

DES FABRIQUES.

Suite du décret du 30 *décembre* 1809, *concernant l'organisation et l'administration des fabriques des églises.* (Voyez le volume de 1853, pages 21, 77, 113, 151, 215, 274, 322 et suivantes ; et ci-dessus, p. 156.)

SECTION III.

Du budget de la fabrique.

« ART. 45. Il sera présenté chaque année au bureau, par « le curé ou desservant, un état par aperçu des dépenses né- « cessaires à l'exercice du culte, soit pour les objets de con- « sommation, soit pour réparations et entretien d'ornements, « meubles et ustensiles d'église.

« Cet état, après avoir été, article par article, approuvé « par le bureau, sera porté en bloc, sous la désignation « de *dépenses intérieures*, dans le projet du budget général : « le détail de ces dépenses sera annexé audit projet.

« ART. 46. Ce budget établira la recette et la dépense de « l'église. Les articles de dépense seront classés dans l'ordre « suivant :

« 1° Les frais ordinaires de la célébration du culte ;

« 2° Les frais de réparation des ornements, meubles et « ustensiles d'église ;

« 3° Les gages des officiers et serviteurs de l'église ;

« 4° Les frais de réparations locatives.

« La portion de revenus qui restera après cette dépense « acquittée servira au traitement des vicaires légitimement « établis ; et l'excédant, s'il y en a, sera affecté aux grosses « réparations des édifices affectés au service du culte.

« ART. 47. Le budget sera soumis au conseil de la fa- « brique, dans la séance du mois d'avril de chaque année ; il « sera envoyé, avec l'état des dépenses de la célébration du

« culte, à l'évêque diocésain, pour avoir sur le tout son ap-
« probation.

« ART. 48. Dans le cas où les revenus de la fabrique cou-
« vriraient les dépenses portées au budget, le budget pourra,
« sans autres formalités, recevoir sa pleine et entière exé-
« cution.

« ART. 49. Si les revenus sont insuffisants pour acquitter,
« soit les frais indispensables du culte, soit les dépenses né-
« cessaires pour le maintien de sa dignité, soit les gages des
« officiers et des serviteurs de l'église, soit les réparations des
« bâtiments, ou pour fournir à la subsistance de ceux des
« ministres que l'État ne salarie pas, le budget contiendra
« l'aperçu des fonds qui devront être demandés aux parois-
« siens pour y pourvoir, ainsi qu'il est réglé dans le cha-
« pitre IV. »

Définition du budget. — Sa nécessité. — Conséquences du défaut de budget.

1. Le budget est l'état général et détaillé des recettes et des dépenses de la fabrique pendant le cours d'une année.

2. Le budget n'a pas seulement pour objet de régler toutes les dépenses présumées de l'exercice (1), c'est-à-dire du 1er janvier au 31 décembre, mais encore de simplifier la comptabilité de la fabrique et d'assurer le meilleur emploi de ses revenus.

3. La formation du budget est ordonnée par les art. 24, 45 et suivants du décret du 30 décembre 1809, et les fabriques qui ne se conforment pas à cette prescription de la loi se mettent en état d'illégalité.

4. Le défaut de budget a d'ailleurs des conséquences fâcheuses pour les intérêts de la fabrique et qu'il est du devoir de cette administration d'éviter.

5. Ainsi, quand une fabrique néglige d'arrêter annuellement son budget, il n'y a plus de régularité dans sa comptabilité : elle court le risque de dépasser la proportion entre ses recettes et ses dépenses; elle s'expose à manquer des ressources les plus nécessaires, non-seulement à la dignité, mais au maintien même de l'exercice du culte. Elle perd en outre le droit de recourir à la caisse municipale pour couvrir son déficit.

6. Aucune demande d'approbation de dons ou legs, de construc-

---

(1) On appelle exercice l'ensemble des actes de gestion faits dans le cours d'une année.

tions ou réparations importantes, d'érection de vicariat ou d'autres affaires graves, ne peut non plus être adressée, soit au conseil municipal, soit aux autorités supérieures, sans qu'une expédition du budget soit fournie à l'appui de la demande.

7. Le défaut de budget a encore cette conséquence qu'il est important de signaler, c'est que tous les paiements faits par la fabrique sont susceptibles d'être attaqués comme illégaux et laissés à la charge des marguilliers qui les ont effectués.

8. Enfin, l'art. 5 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825 (1) déclare susceptible d'être révoqué tout conseil de fabrique qui n'a pas présenté de budget lorsque ce conseil, requis de remplir ce devoir, a refusé ou négligé de le faire.

9. C'est à l'évêque qu'il appartient d'ordonner aux fabriques négligentes de dresser leur budget, et de provoquer leur révocation quand elles ne se conforment point à ses prescriptions à cet égard.

10. La présentation du budget n'est point une formalité qui doive être considérée comme entièrement nouvelle. Les anciens règlements, et notamment celui du 2 avril 1737, rapporté textuellement dans le tome IIe du *Recueil général du droit civil ecclésiastique*, avaient aussi prescrit cette présentation sous le nom d'*état des revenus et dépenses* de la fabrique. (On peut voir encore sur ce sujet les anciens règlements des fabriques de Saint-Louis de Versailles de 1747, art. 18 et 19; de Saint-Louis-en-l'Isle de Paris de 1749, art. 20 et 21; de Saint-Donatien d'Orléans de 1783, art. 22; du diocèse de Reims de 1785, art. 43, 44 et 65; des diocèses de Poitiers et de Tours de 1786, art. 42, 43 et 64; du diocèse d'Angers de 1786, art. 43, 44 et 65.)

Préparation du budget. — Epoque. — Forme. — Etat des dépenses intérieures à fournir par le curé.

11. D'après l'art. 24 du décret du 30 décembre 1809, le budget doit être préparé par le bureau des marguilliers; mais le soin de le rédiger est ordinairement laissé au trésorier et au curé, qui sont, en effet, les deux fabriciens les plus capables d'établir convenablement le budget.

12. C'est dans sa séance du premier dimanche de mars que le bureau des marguilliers doit s'occuper de cette préparation.

13. Le projet de budget doit être signé par tous les membres qu ont pris part à sa préparation.

14. Le curé, étant le seul membre de la fabrique à même de bien

---

(1) Voyez le texte de cette ordonnance dans le *Recueil général du droit civil ecclésiastique.*

connaître les besoins de l'église en ce qui concerne la célébration du culte, doit faire à cet égard ses propositions au bureau. A cet effet, il présente, suivant la prescription de l'art. 45 du présent décret, un état des dépenses nécessaires à l'exercice du culte, tant pour les objets de consommation que pour réparations et entretien d'ornements, meubles et ustensiles d'église.

15. En présentant l'état de ses propositions, le curé doit fournir tous les renseignements propres à les justifier. Le chiffre des dépenses pour les objets de consommation se justifie par les comptes des exercices antérieurs; celui des dépenses pour réparations et achats d'objets mobiliers se justifie ordinairement par la notoriété des prix ou par des devis ou mémoires des artisans et des marchands.

16. Le bureau examine article par article et approuve l'état des propositions du curé; puis il en porte le résultat en un seul article sous la désignation de *dépenses intérieures de la célébration du culte* dans son projet de budget général, auquel l'état lui-même reste annexé, afin d'être communiqué au conseil et d'être mis sous les yeux de l'évêque lorsqu'il s'agira de régler le budget. (*Manuel des conseils de fabrique* (1).

17. Aucune loi n'a déterminé d'une manière précise la forme du budget; mais le décret du 30 décembre 1809 contient à ce sujet les dispositions les plus essentielles.

18. En 1811, des modèles de budget ont été transmis aux évêques par le ministre des cultes. (*Circulaire du* 22 *avril* 1811 (2). Dans quelques diocèses, ces modèles ont été suivis; dans d'autres, ils ont été modifiés. Le devoir des marguilliers en cette matière est de se conformer à ceux qui leur sont transmis par l'autorité diocésaine, car la fabrique qui suit le modèle proposé par son évêque est toujours dans la légalité.

19. Voici, au surplus, les bases d'après lesquelles le budget doit être rédigé. On le divise ordinairement en deux titres, l'un pour les

---

(1) En ce qui concerne le droit du curé relativement aux dépenses de la célébration du culte, dépenses que le bureau des marguilliers est appelé à discuter, M. l'abbé Vouriot fait remarquer, en son *Manuel des conseils de fabrique*, que les anciens règlements reconnaissaient un pouvoir plus étendu au pasteur, qui avait le droit d'ordonner ou de faire de son chef les dépenses accoutumées pour le service de l'église (art. 18 des règlements pour les diocèses de Reims, Tours, Poitiers et Angers de 1785 et 1786). Ces dépenses ordinaires étaient, en effet, inscrites sans discussion dans l'état des revenus et des charges qui constituait ce que nous appelons aujourd'hui budget. Mais le même auteur fait encore observer avec raison que, si d'une part, sous la législation actuelle, le droit du curé est moins absolu qu'autrefois, de l'autre il est plus étendu, puisqu'il s'applique non plus seulement aux dépenses ordinaires de la célébration du culte, mais encore aux acquisitions extraordinaires pour l'entretien du mobilier de l'église.

(2) Nous avons donné dans le *Bulletin* de 1850 un modèle de ce budget, et nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter.

recettes et l'autre pour les dépenses. On divise ensuite le titre des recettes en deux chapitres. Le premier comprend les *recettes ordinaires*, c'est-à-dire celles qui forment le revenu annuel et régulier de la fabrique. Le décret ne prescrit aucun ordre dans leur énumération ; cependant on est dans l'usage d'énoncer d'abord les revenus fixes, comme ceux qui proviennent des biens affermés, du produit des rentes et fondations, de la location des chaises et des bancs. Quant aux recettes variables et éventuelles, telles que le montant des quêtes et des troncs, celui des oblations, du produit spontané du cimetière, et de tous autres droits perçus en vertu des tarifs, on ne les transcrit qu'après. Leur évaluation ne pouvant être qu'approximative est ordinairement calculée sur les comptes et budgets des années précédentes.

Le deuxième chapitre comprend les *recettes extraordinaires*. Le premier article de ce chapitre est affecté à l'excédant des revenus qui peuvent exister en caisse. Cet excédant n'est point, à proprement parler, une recette extraordinaire, mais il convient de le considérer comme tel, afin de n'être point obligé de lui consacrer un chapitre à part, et de pouvoir offrir au premier coup d'œil l'ensemble de toutes les ressources de la fabrique.

On appelle *recettes extraordinaires* celles qui ne sont point de nature à se reproduire annuellement. Tels sont les dons et legs que la fabrique a été autorisée à accepter, les remboursements de capitaux, les secours temporaires accordés par la commune ou par le gouvernement.

Le titre affecté aux dépenses est également divisé en deux chapitres, l'un pour les dépenses ordinaires et l'autre pour les dépenses extraordinaires. Les frais de célébration du culte doivent toujours former le premier article du chapitre des dépenses ordinaires, conformément à la prescription de l'art. 45 du décret du 30 décembre 1809. On peut remarquer que ce décret ordonne seulement l'inscription en bloc de ces dépenses, et l'annexe de l'état détaillé, au budget; mais rien n'empêche que cet état n'y soit transcrit lui-même, lorsque les marguilliers jugent cette inscription nécessaire. C'est dans ce sens qu'a été rédigé notre modèle.

Après les frais de célébration du culte et ceux de réparation des ornements, meubles et ustensiles de l'église, viennent le traitement et les honoraires des personnes employées au service de l'église, ce qui comprend : le traitement des vicaires et celui des autres prêtres rétribués par la fabrique, l'honoraire des prédicateurs, les appointements des sacristains, chantres, organistes, serpents, suisses, bedeaux, sonneurs, enfants de chœur. Les autres dépenses sont ordinairement inscrites dans l'ordre suivant : les frais de réparations locatives des bâtiments paroissiaux et de la clôture du cimetière, ceux du service des fondations, les charges sur les biens, les frais

de location, quand il y en a, les frais d'administration et les dépenses imprévues (1).

Le chapitre des dépenses extraordinaires peut comprendre aussi plusieurs articles. Le déficit de l'année précédente, s'il en existe, est toujours inscrit en première ligne. Viennent ensuite les achats nécessités par l'exercice du culte, les dépenses relatives à la décoration et à l'embellissement de l'église, les réparations autres que les locatives, etc.

20. Les articles de dépenses extraordinaires pour acquisitions et pour travaux doivent être détaillés de manière à présenter toutes les données nécessaires pour la vérification des prix. Comme ces détails ne peuvent le plus souvent entrer dans le budget, on y supplée par les devis qui ont servi à établir les évaluations. Dans ce cas, ces devis sont relatés soit dans les articles qui en font l'objet, soit dans la colonne des observations du conseil; et, après avoir été revêtus du visa et de l'approbation du conseil, sont joints au budget auquel ils doivent demeurer annexés.

21. Le chapitre des dépenses extraordinaires et celui des dépenses ordinaires sont additionnés; le total est rapproché de celui des deux chapitres de recettes, et la différence, soit en excédant, soit en déficit, est exactement exprimée.

22. Les dépenses du budget doivent, en général, être calculées sur le produit des recettes. Cependant, toutes les dépenses présumées nécessaires doivent être portées dans le budget, sauf à recourir à la commune.

23. Les marguilliers éviteront d'ailleurs soigneusement, dans leurs évaluations, de dissimuler les ressources et d'exagérer les besoins de la fabrique, surtout lorsqu'il y aura lieu de faire à la commune une demande de secours.

24. Le projet de budget doit être disposé de manière à ce que chaque article de recette ou de dépense corresponde à trois colonnes. La première reçoit le montant des sommes inscrites ou proposées par le bureau; la deuxième est destinée au règlement du conseil, au cas où il n'admet pas les chiffres du bureau; enfin la troisième est consacrée à recevoir les modifications apportées par l'évêque à ce règlement.

Discussion et vote du budget. — Epoque.

25. Le projet de budget, dressé par le bureau des marguilliers, est soumis à la délibération du conseil de la fabrique, dans sa session de *Quasimodo*.

---

(1) Les vicaires doivent être compris dans le personnel de l'église et leur traitement inscrit sur la même ligne que les gages des officiers et autres employés comme dépense ordinaire. L'article concernant ce traitement devra donc venir dans le budget avant celui des réparations locatives.

26. Ce budget devant être voté dans la session du dimanche de *Quasimodo*, il s'ensuit que le conseil de fabrique ne saurait être autorisé à se réunir extraordinairement avant ce jour pour s'occuper de ce vote. Telle est la jurisprudence du ministère des cultes, ainsi que cela résulte d'une lettre *du 22 février* 1850, *de M. le ministre de l'inst. publique et des cultes, à Mgr l'évêque de Versailles*; mais elle n'est point suivie dans tous les diocèses.

27. Le conseil de fabrique discute séparément chacun des articles du budget. Il est en droit d'en modifier les évaluations, d'ajouter certains articles et d'en supprimer d'autres. Ses observations à ce sujet doivent être consignées dans une colonne destinée à cet effet.

28. Le vote des articles se fait à la majorité des voix; mais les membres de la minorité sont fondés à demander qu'il soit fait mention de leurs motifs d'opposition à telle ou telle dépense, pour éclairer la religion de l'évêque. Ces motifs doivent être consignés dans la colonne des observations.

29. Lorsque le conseil de la fabrique n'a point voté le budget dans la séance de *Quasimodo*, peut-il le faire le dimanche suivant sans en avoir obtenu l'autorisation de l'évêque? — Si le conseil de fabrique ne s'est point réuni le dimanche de *Quasimodo*, il ne peut plus se réunir, sans autorisation de l'évêque ou du préfet, le dimanche suivant, et, par conséquent, s'occuper, dans cette séance illégale, du vote du budget. Mais s'il s'est régulièrement assemblé le dimanche de *Quasimodo*, et s'il n'a point voté le budget uniquement par défaut de temps, dans un pareil cas, si l'on considère, d'une part, que la séance de *Quasimodo* peut être prorogée au dimanche suivant, d'après l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, pour l'arrêté du compte annuel du trésorier; et de l'autre, que le budget se lie étroitement aux comptes de la fabrique, puisqu'il en est le point de départ, on décidera avec raison que le vote émis par le conseil de fabrique, dans cette séance prorogée, sur le budget, doit être regardé comme valable (1).

29 *bis*. La discussion du budget doit être, pour le conseil, une occasion d'examiner la situation générale de la fabrique. Ainsi, le conseil portera son attention sur l'état de l'église et du presbytère, sur les réparations et reconstructions qu'il y aurait lieu d'effectuer; il s'assurera s'il n'y a pas des actes conservatoires à faire, des prescriptions à interrompre, des déchéances à prévenir, des inscriptions hypothécaires à renouveler; il vérifiera si toutes les rentes sont ré-

---

(1) *Délibération d'un conseil de fabrique pour la formation du budget.*

L'an mil huit cent cinquante....., le....., etc. (Voy. vol. 1849, pag. 284.) M....., marguillier trésorier, a soumis à l'examen du conseil le projet de budget de l'exercice 18....., dressé par le bureau des marguilliers dans sa séance du..... Le projet, appuyé de tous les documents propres à justifier les propositions du bureau, ayant été discuté article par article, le

ulièrement payées, s'il n'y a pas quelques poursuites à exercontre des débiteurs en retard ; si tous les dons et legs faits à la fabrique ont été acceptés, ou si du moins les démarches nécessaires pour arriver à cette acceptation ont eu lieu, etc.

30. Le budget ne concerne point l'année dans laquelle il est voté, mais bien l'année suivante; de sorte que le budget réglé par le conseil de fabrique, le dimanche de *Quasimodo*, ne commence son exercice qu'au 1er janvier de l'année suivante, pour finir le 31 décembre de la même année.

Approbation du budget par l'évêque.

31. Le budget voté par le conseil de fabrique doit être envoyé en double expédition, avec l'état des *dépenses intérieures* proposées par le curé, à l'évêque diocésain, pour avoir sur le tout son approbation.

32. L'envoi du budget à l'évêché est ordinairement fait par le président ou par le secrétaire du conseil ; mais il peut l'être aussi, soit par le curé, soit par le trésorier.

33. Pour appuyer le budget auprès de l'évêque, il est nécessaire d'y joindre les pièces justificatives des dépenses qui y sont portées. Au nombre de ces pièces il faut compter les devis pour achats et travaux, s'il en a été dressé; une expédition du procès-verbal de la séance où le budget a été voté, et une expédition du compte du dernier exercice.

34. L'évêque a d'ailleurs le droit de réclamer de la fabrique et du curé toutes les autres pièces qu'il croit propres à éclairer son approbation.

35. L'évêque est le véritable régulateur du budget de la fabrique.

---

conseil l'a voté sans modification ; *ou bien :* avec les modifications suivantes :

Art..... de la recette.....

Art..... de la dépense.....

Il a ensuite complété le tableau du budget qui doit être soumis à l'approbation de Mgr l'évêque, et, résumant ses votes, il a arrêté pour ledit exercice 18..... :

Les recettes tant ordinaires qu'extraordinaires, à la somme de.....

Les dépenses ordinaires, à celle de.....

Les dépenses extraordinaires, à celle de.....

On ajoutera, s'il y a lieu :

En conséquence, le conseil municipal de la commune sera appelé à pourvoir à l'insuffisance des revenus de la fabrique, par une subvention de la somme de.....

Ou bien :

En conséquence, les conseils municipaux des communes comprises dans la circonscription de la paroisse seront appelés à pourvoir à l'insuffisance des revenus de la fabrique, chacun dans la proportion des contributions directes de la commune, par une subvention de la somme de.....

Fait et délibéré à....., les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Pour ce qui concerne les recettes, il est évident que le règlement du prélat doit peu porter sur elles. La plupart de ces recettes proviennent, en effet, ou de droits casuels ou d'offrandes volontaires ; elles ne sont pas, comme celles d'une commune, assujéties à une autorisation préalable ni susceptibles d'une évaluation rigoureuse : elles figurent, par conséquent, au budget, moins pour être fixées par l'autorité diocésaine que pour mettre cette autorité à même de régler plus convenablement les dépenses; mais elles peuvent néanmoins devenir, de la part de l'évêque, le sujet d'observations et même de décisions. (*Manuel des conseils de fabrique* de M. l'abbé Vouriot.)

Pour ce qui regarde les *dépenses* du budget, le droit de contrôle de l'évêque lui donne le pouvoir de modifier à son gré les évaluations du bureau et du conseil. Il peut donc diminuer les dépenses qui lui paraissent excessives, supprimer celles qui lui semblent inutiles, augmenter celles qu'il prévoit être insuffisantes et inscrire d'office celles qu'il croit nécessaires. Le droit de l'évêque à ce sujet résulte de sa qualité de chef du diocèse. Il est au surplus seul juge de la dignité et de la décence du culte, puisque c'est sous sa direction et sous sa surveillance qu'il est exercé dans la paroisse.

36. Il suit de là que, lorsqu'un conseil de fabrique refuse de porter à son budget les sommes indispensables pour l'achat des ornements ou linges nécessaires au culte, pour des réparations nécessaires à l'église ou pour d'autres dépenses également nécessaires, l'évêque diocésain peut porter d'office au budget des allocations pour ces objets.

37. Et les crédits ainsi ouverts d'office ne doivent pas nécessairement se renfermer dans les limites des fonds dont la fabrique peut disposer, puisque, en cas d'insuffisance de ces fonds, il y a lieu de recourir à la commune.

38. L'évêque peut de même inscrire d'office au budget de la fabrique le traitement du vicaire lorsque l'établissement de ce vicaire a été fait dans les formes légales. (*Avis du conseil d'Etat du* 19 *mai* 1811.) Si le traitement ainsi alloué n'était payé ni par la fabrique ni par la commune, l'évêque devrait révoquer le vicaire.

39. La formule d'approbation de l'évêque est ordinairement inscrite au bas même du budget.

40. Les budgets des fabriques doivent, indépendamment de l'approbation et de la signature de l'évêque, être revêtus du sceau de l'évêché; c'est une sorte de légalisation de la signature épiscopale et de preuve d'authenticité pour la pièce.

41. Des deux expéditions ou copies du budget adressées à l'évêque, une est destinée à rester aux archives de l'archevêché ou évêché; l'autre, après avoir été approuvée par l'autorité épiscopale, est renvoyée au bureau des marguilliers, qui est chargé d'en procurer l'exécution.

42. Aux termes de l'art. 48 du présent décret, l'approbation épiscopale rend le budget exécutoire toutes les fois que les revenus de la fabrique sont suffisants pour couvrir ses dépenses.

43. La fabrique n'a pas le droit de critiquer les modifications que l'évêque aurait faites au budget. Elle n'a à ce sujet, par rapport à l'évêque, qu'un simple droit d'observation.

44. Par suite, toutes les prescriptions du budget doivent être exécutées, et le conseil ne pourrait pas décider ultérieurement que les dépenses qui y sont indiquées n'auront pas lieu, ou bien qu'elles seront effectuées pour partie seulement.

45. Pour que le conseil de fabrique pût changer quelque chose au budget, il faudrait que sa délibération tendant à cet effet fût approuvée par l'évêque comme le budget lui-même.

46. Des *crédits supplémentaires* peuvent, toutefois, être votés en dehors du budget, soit pour un objet ou une dépense qui y aurait déjà été inscrite, mais avec un crédit insuffisant, soit pour une dépense accidentelle et qui n'y aurait point été portée. Une pareille mesure donne alors lieu à un véritable budget supplémentaire qui est assujéti aux mêmes formalités que le budget primitif.

47. La fabrique qui refuserait d'effectuer des achats d'ornements, ou toute autre dépense inscrite au budget par l'évêque, se mettrait dans le cas d'être révoquée.

48. Encore bien que le règlement du budget par l'évêque doive être, en principe, suivi par la fabrique, celle-ci a néanmoins le droit d'interjeter appel de la décision épiscopale. Dans un pareil cas, si l'ordonnance de l'évêque est purement administrative, et si elle n'a rapport ni au culte ni à des matières de l'ordre spirituel, le recours de la fabrique peut être porté par voie de pétition devant le ministre des cultes; mais, si la décision de l'évêque a trait à des objets purement religieux et canoniques, c'est au métropolitain que ce recours doit être déféré. (*Art.* 15 *de la loi organique du* 18 *germinal an* x; l'abbé Dieulin, *Guide des curés.*)

49. Pour l'exécution du budget, il est bon que le trésorier en ait une expédition, ainsi que le président du bureau qui remplit les fonctions d'ordonnateur des paiements. Le bureau fera donc faire ces deux copies sur l'expédition approuvée par l'évêque. Il en sera de même pour les autorisations de crédits supplémentaires dans le cas où il en aurait été accordé.

50. D'après les règles admises en matière de comptabilité publique, la somme allouée pour une dépense déterminée ne doit pas être employée à une autre destination.

Insuffisance des revenus de la fabrique pour couvrir les dépenses présumées du budget et recours à la commune pour l'obliger à subvenir à celte insuffisance. — Forme de ce recours.

51. Lorsque les ressources de la fabrique sont *insuffisantes* pour

faire face aux dépenses portées au budget, la commune doit être appelée à pourvoir à cette insuffisance, en vertu des art. 49 et 92 du décret du 30 décembre 1809 et dans les formes déterminées par les art. 93 et suivants du même décret.

52. Nous ne discuterons point ici l'obligation où est la commune de venir au secours de la fabrique; nous constaterons seulement que, d'après la législation actuelle, l'exécution de cette obligation légale est subordonnée à la justification régulière de l'insuffisance des ressources de la fabrique.

La fabrique doit donc préalablement, avant de s'adresser à la caisse municipale et pour ne pas compromettre le succès de son recours, épuiser toutes les ressources que la loi met à sa disposition. Il est, en effet, de jurisprudence administrative que, pour qu'une commune soit obligée de suppléer à l'insuffisance des revenus d'une fabrique, il est d'abord nécessaire que cette insuffisance soit justifiée, mais qu'il faut encore que cette fabrique ne néglige pas de tirer parti des ressources dont ses revenus se composent, d'après l'art. 36 du décret du 30 décembre 1809, et que, quand notamment cette administration néglige d'avoir recours à la location des bancs et chaises de l'église, au produit des troncs et quêtes, à celui des frais d'inhumation, le conseil municipal auquel elle demande une subvention est fondé à la lui refuser. (Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Strasbourg du 25 mai 1850, rapportée dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, volume 1850, page 223.)

53. Toutefois, rien ne s'oppose à ce qu'un conseil de fabrique porte en même temps dans son budget des dépenses facultatives et demande une subvention à la commune; mais, dans ce cas, il est loisible au conseil municipal, malgré l'inscription de ces dépenses au budget, d'accorder ou de refuser l'allocation réclamée.

54. Le recours de la fabrique à la commune a pour objet ou une dépense ordinaire relative aux frais du culte et au logement du curé, ou une dépense concernant les réparations des édifices paroissiaux.

S'il s'agit de pourvoir à une dépense ordinaire ou relative au logement du curé ou desservant, cette dépense est portée au budget, et le conseil de fabrique prend une délibération dans laquelle, constatant la nécessité de ladite dépense et l'insuffisance des revenus de la fabrique pour y subvenir, il demande que la commune y supplée par un secours dont il détermine la quotité.

Quand le secours à demander par la fabrique doit s'appliquer tout à la fois à une dépense ordinaire et aux réparations des bâtiments paroissiaux, la fabrique doit avoir soin de fixer séparément les deux allocations qui lui sont nécessaires, afin que les difficultés qui pourraient s'élever sur le vote de l'une ne soient pas un obstacle au vote de l'autre. M. l'abbé Vouriot, dont nous aimons toujours à citer le sentiment, conseille même à la fabrique de s'abstenir de porter dans

son budget général, autrement que pour mémoire, la dépense relative aux réparations, et d'en faire l'objet d'une délibération particulière. Cette marche est parfaitement légale et elle a cet incontestable avantage signalé par M. l'abbé Vouriot, et que nous reconnaissons comme lui, c'est que l'approbation du budget et celle des demandes pour acquisitions d'ornements et autres dépenses intérieures de l'église ne sont pas entravées par les lenteurs et les difficultés auxquelles donnent souvent lieu les réparations des églises et presbytères.

Nous ferons seulement observer avec M. l'abbé Vouriot que, dans ce cas, la délibération du conseil qui est relative à ces réparations est soumise aux mêmes formalités que le budget lui-même, dont elle est une dépendance.

55. Lorsque la fabrique n'a recours à la commune que pour une dépense de réparation à faire à l'église ou au presbytère, le même motif de division n'existe plus; mais la fabrique, tout en portant cette dépense, par aperçu, au budget général, n'en doit pas moins faire l'objet d'une délibération spéciale, comme dans le cas ci-dessus.

56. Aussitôt que le budget, préparé dans ces conditions, est revenu de l'évêché, dûment revêtu de l'approbation diocésaine, la fabrique doit se mettre en mesure de le faire parvenir au conseil municipal. A cet effet, des copies de ce budget, de la délibération y relative et du dernier compte-rendu sont, à la diligence et par les soins du président du bureau ou du trésorier, transmises, par l'intermédiaire de l'évêché, au préfet du département.

Ce fonctionnaire adresse les pièces au maire pour être communiquées au conseil municipal dans sa session de mai, époque à laquelle on dresse le budget communal. Mais ce délai n'est point de rigueur, et la fabrique a toujours le droit de présenter à la commune sa demande en subvention à quelque époque de l'année que ce soit. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, volume 1849, page 178; volume 1851, pages 159 et 171.)

57. Si, au lieu d'une commune, il s'en trouve plusieurs qui soient comprises dans la circonscription paroissiale, la demande de la fabrique doit être adressée séparément au conseil municipal de chaque commune.

58. L'envoi du budget doit toujours être accompagné des pièces nécessaires pour constater et la nécessité de la dépense et l'insuffisance des revenus de la fabrique pour y subvenir.

Et, à cet égard, nous croyons devoir faire observer que les art. 89 et 93 du décret du 30 décembre 1809 ne prescrivaient que l'envoi à la mairie d'une copie du compte annuel et la présentation du budget pour obtenir le secours de la commune; mais que, depuis, l'art. 30 de la loi du 18 juillet 1837 sur les attributions municipales a prescrit de soumettre les comptes, afin d'éclairer le conseil municipal dans son vote.

59. Nous ajouterons que le conseil municipal pourrait même exiger la communication des pièces justificatives du compte, en se fondant sur un avis du conseil d'Etat du 20 novembre 1839; mais que cette communication, destinée seulement à éclairer son vote, ne lui donne point le droit de contrôler la nécessité ou l'opportunité des dépenses approuvées par l'êvêque, qui seul est juge compétent des besoins du culte.

60. Cette communication de pièces, quand elle est demandée, doit d'ailleurs avoir lieu sans déplacement.

61. Le conseil municipal n'est point fondé à exiger la production de la minute du budget de la fabrique qui est revêtue de l'approbation et du sceau de l'évêché. La fabrique a rempli le but de la loi quand elle a produit une copie dûment certifiée de cette minute. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, p. 189.)

62. C'est le président du conseil qui doit seul certifier sincère et véritable la copie du budget et qui doit accompagner la demande de la fabrique. Et il n'est pas nécessaire que sa signature soit légalisée par l'évêque qui a approuvé le budget.

63. Quand le traitement du vicaire est à la charge de la commune par suite de l'insuffisance des ressources de la fabrique, cette dernière est-elle obligée de justifier *chaque année* cette insuffisance au conseil municipal par la production de son budget et de son compte? Oui. — Autrement, le conseil municipal serait fondé à ne point porter l'allocation nécessaire sur son budget, puisqu'il ne la doit qu'en cas d'insuffisance régulièrement justifiée des deniers de la fabrique.

64. Le conseil municipal, après avoir délibéré sur la demande de la fabrique, porte au budget de la commune la subvention qu'il juge à propos de voter (1). S'il n'est pas d'avis d'accorder le secours réclamé par la fabrique, s'il croit devoir notamment demander une

---

(1) *Délibération du conseil municipal sur les compte et budget de la fabrique.*

L'an mil huit cent cinquante.. .., le....., le conseil municipal de la commune de....., réuni en session ordinaire sous la présidence de M. le maire, au lieu ordinaire de ses séances, étaient présents MM.....

M..... a été nommé au scrutin secrétaire du conseil;

M. le maire a déposé sur le bureau :

1° Le compte de la fabrique de l'église paroissiale d....., rendu par le trésorier pour l'année 18....., avec les pièces justificatives des recettes et dépenses effectuées;

2° Le budget voté par le conseil de ladite fabrique pour l'année 18..., et présentant en résultat un déficit de..... que la commune est appelée à combler.

M. le maire a invité le conseil à donner son avis sur ces deux pièces, et à déterminer en même temps le montant de la subvention qui sera accordée à la fabrique pour l'année 18...

Le conseil municipal, vu le compte de M. le trésorier et les pièces à l'appui, attendu que toutes les recettes et dépenses qui y sont inscrites

réduction sur quelques articles de dépense de la célébration du culte, sa délibération doit en porter les motifs (art. 96 du présent décret). Cette délibération est transmise au préfet, qui doit la communiquer à l'évêque avec son avis. Après un nouvel examen, l'évêque prononce, et son ordonnance devient obligatoire en ce qui concerne le règlement des besoins du culte. (Art. 96.)

65. Pour ce qui concerne la nécessité et la fixation de la quotité du secours dû par la commune, si l'évêque et le préfet sont du même avis, le préfet alloue à la fabrique le secours réclamé; s'ils sont d'avis différents, alors même que la fabrique et le conseil municipal seraient d'accord, il en peut être référé, soit par l'un, soit par l'autre, au ministre des cultes. (Art. 93.)

Dans ce cas, comme dans celui où la décision de l'évêque est opposée à la délibération du conseil municipal, le préfet doit transmettre le budget et les pièces qui doivent l'accompagner au ministre des cultes, et sur son rapport il intervient une ordonnance du chef de l'État, qui statue. (Art. 97.)

Lorsqu'il s'agit d'une dépense relative aux réparations ou à la reconstruction de l'église ou du presbytère, la délibération *spéciale* du conseil de fabrique tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune, et qui est adressée au préfet par le trésorier, doit être appuyée de toutes les justifications et constatations prescrites par les art. 93 à 97 du décret du 30 décembre 1809. Ainsi, le préfet charge des gens de l'art de dresser le plus promptement possible un devis estimatif des travaux, en présence de l'un des membres du conseil municipal et de l'un des marguilliers. Le devis est soumis au conseil municipal. Sur son avis, il est statué par le préfet, par le ministre compétent ou par une ordonnance du chef de l État, suivant les cas et suivant l'importance des revenus de la commune, dans les limites et dans les formes tracées par les lois et règlements. (Art. 95 et 101 du décret du 30 décembre 1809; art. 33, 34 et 35 de la loi du 18 juillet 1837.)

Les projets et devis des travaux doivent être soumis à l'approbation du ministre des cultes, lorsque la dépense excède trente mille francs. (Art. 45 de la loi du 18 juillet 1837; Vuillefroy, *Administration du culte catholique.*)

66. Si le conseil municipal ne donnait aucune suite à la demande

---

ont été régulièrement faites, approuve dans son ensemble ledit compte de l'année 18.....

En ce qui concerne le budget de 18...., le conseil, considérant qu'il a été établi d'après les mêmes bases que ceux des années précédentes, et que toutes les dépenses sont suffisamment motivées, estime qu'il y a lieu de l'approuver et vote au profit de la fabrique pour ladite année 18..... une allocation sur les fonds communaux, de la somme de.....

Fait et délibéré à....., les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

de la fabrique, celle-ci devrait immédiatement se plaindre au préfet, soit directement, soit par l'entremise de l'évêché.

67. Le préfet, saisi de la demande de la fabrique; a le droit de se faire remettre toutes les pièces capables de la justifier. Le conseil de fabrique ne serait point fondé à la lui refuser, sous le prétexte qu'elle aurait déjà été faite au conseil municipal.

68. La communication des pièces justificatives que le préfet peut demander, à la préfecture, quand il le juge à propos, ne doit d'ailleurs entraîner, pour la fabrique, ni charge ni dérangement. Elle doit être faite par le conseil municipal qui l'a reçue, ou par la fabrique directement, si ce conseil n'en avait demandé aucune.

69. Il a été décidé par plusieurs circulaires ministérielles, et notamment par celle du ministre de la justice et des cultes du 14 septembre 1839, que les préfets sont autorisés à refuser, dans l'instruction des demandes des fabriques, toute expédition du budget qui ne serait point régulièrement formée. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1850, p. 80.)

70. Quand la quotité de la dépense a été déterminée, s'il s'agit d'une dépense ordinaire ou relative au logement du curé ou desservant, par l'accord de la fabrique et du conseil municipal, ou à défaut d'accord par l'ordonnance intervenue, et s'il s'agit de réparations ou constructions, par la décision de l'autorité compétente, la portion de la dépense que la fabrique ne peut supporter est inscrite au budget communal.

S'il arrivait que le conseil municipal refusât cette inscription, il y serait pourvu d'office par le préfet et, au besoin, par le ministre compétent. (Art. 39 de la loi du 18 juillet 1837; Vuillefroy, *Admin. du culte catholique.*)

71. Si le préfet lui-même refusait d'imposer à la commune le secours demandé, dans le cas où il le peut, ou bien s'il négligeait de transmettre au ministre des cultes la demande de la fabrique, il y aurait lieu d'en référer au ministre des cultes et de lui adresser, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'évêché, les pièces susindiquées.

72. Les arrêtés préfectoraux ou décisions ministérielles qui mettent à la charge d'une commune des frais de culte, et notamment une partie du prix d'acquisition d'une cloche, ne sont que des actes de pure administration, qui ne font pas obstacle à ce que la commune attaque devant qui de droit l'inscription d'office faite de ces frais à son budget. Mais, par suite, il y a lieu de déclarer non recevable le recours au conseil d'État formé contre de tels arrêtés ou décisions. (Décision du conseil d'État du 29 novembre 1851 ; *Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1852, p. 96.)

73. Le conseil municipal n'est appelé à donner son avis sur le budget de la fabrique que lorsque cette administration demande à la commune une subvention. (Art. 21 de la loi du 18 juillet 1837.)

74. D'après la jurisprudence ministérielle, les allocations communales affectées à la dépense intérieure de l'église sont versées dans la caisse de la fabrique, sur la simple quittance du trésorier, et employées par cette administration. Celles qui doivent être appliquées aux réparations des bâtiments paroissiaux sont directement employées par l'autorité municipale. La distinction établie ici par la jurisprudence ministérielle n'est point à l'abri de toute critique. Elle consacre, selon nous, une violation formelle de l'art. 1er du décret du 30 décembre 1809, qui attribue expressément aux fabriques l'administration des sommes supplémentaires qui leur sont fournies par la commune.

75. Pour compléter nos indications sur cette partie de la doctrine et de la jurisprudence, nous renvoyons le lecteur aux art. 92 et suivants du décret du 30 décembre 1809.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Actes officiels

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.

DÉCRET IMPÉRIAL *relatif à la dotation des pensions ecclésiastiques.* (Du 31 juillet 1854.)

NAPOLÉON, etc.;— sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes ; — vu les décrets des 22 janvier et 27 mars 1852, et du 28 juin 1853 (1) ; — vu l'avis de la commission de surveillance près la caisse des dépôts et consignations, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. La dotation de cinq millions affectée, par les décrets des 22 janvier et 27 mars 1852, à l'établissement d'une caisse de retraite en faveur des ecclésiastiques âgés et infirmes, sera inscrite pour le trésor à un compte courant à la caisse des dépôts et consignations.

Art. 2. La caisse des dépôts et consignations recevra du trésor et bonifiera des intérêts à quatre pour cent l'an de ladite somme de cinq millions, pour en appliquer le produit au paiement des pensions de retraite ecclésiastiques accordées par notre ministre de l'instruction publique et des cultes, en exécution de l'art. 1er du décret du 28 juin 1853.

(1) Voyez le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, p. 12, et vol. 1853, p. 359.

Ces intérêts seront alloués à partir du 1er janvier 1854.

Art. 3. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'instruction publique et des cultes et au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

ÉVÊQUES. — ADJONCTION DE TITRE.

DÉCRET IMPÉRIAL *relatif à la publication d'un décret pontifical qui autorise Mgr l'évêque de Périgueux et ses successeurs à joindre à ce titre celui de l'évêché supprimé de Sarlat.* (Du 16 août 1854.)

NAPOLÉON, etc.; — vu le décret pontifical en date du 17 juin 1854, par lequel, sur notre proposition, S. S. le pape Pie IX autorise l'évêque de Périgueux et ses successeurs à joindre à ce titre celui de l'évêché supprimé de Sarlat; — vu les lettres de l'évêque de Périgueux à notre ministre de l'instruction publique et des cultes en date des 14 mars et 10 juillet 1854; — vu la loi du 18 germinal an x (art. 1er); — notre conseil d'État entendu, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Le décret pontifical donné à Rome le 17 juin 1854, par lequel S. S. le pape Pie IX, sur notre proposition, autorise l'évêque de Périgueux et ses successeurs à joindre à leur titre le titre purement honorifique de l'évêché supprimé de Sarlat, est reçu et sera publié dans l'empire en la forme ordinaire.

Art. 2. Ledit décret pontifical est reçu sans approbation des clauses, formules et expressions qu'il renferme et qui sont ou pourraient être contraires à la constitution, aux lois de l'empire, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

Art. 3. Ledit décret sera transcrit en latin et en français sur le registre du conseil d'État; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

Art. 4. Notre ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes est chargé, etc.

Jurisprudence.

OBLATIONS. — CURÉS OU DESSERVANTS. — BAPTÊME.

En principe, l'oblation fixée par les règlements pour l'administration d'un sacrement, par exemple du baptême, est due au curé ou desservant de la paroisse de celui qui reçoit le baptême.

En un mot, le lieu de la naissance pour le baptême, comme le lieu du décès pour les enterrements, détermine la juridiction curiale.

Toutefois si, par suite de l'état transitoire créé par l'érection d'une succusale, le curé de l'ancienne paroisse a, pour le salut des âmes, reçu de l'autorité épiscopale les pouvoirs nécessaires à l'effet de conférer le baptême aux enfants de la succursale qui lui seraient présentés, les parents qui ont acquitté l'oblation entre ses mains ne peuvent être contraints de payer une seconde fois à leur propre curé.

Par cela seul qu'ils ont effectué le paiement de l'oblation au moment du baptême, conformément à l'usage, entre les mains du prêtre qui se trouve en rapport avec eux, leur libération est parfaite et absolue à l'égard de tous.

Ces solutions résultent du jugement ci-après, rendu le 16 juin 1854, par le tribunal civil de Montbrison, dans l'affaire du sieur Raffard contre M. le curé Vial.

Les faits de cette affaire ont été exposés dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, page 177 et suivantes. Toutefois, pour permettre à nos lecteurs d'apprécier exactement le jugement qui a consacré les décisions que nous venons de transcrire, il n'est pas inutile d'en rappeler quelques-uns.

La commune de Pelussin, chef-lieu de canton, se compose de plusieurs sections dont l'une porte particulièrement le nom de Pelussin.

Dans cette section se trouve une église très ancienne, appelée Notre-Dame de Pelussin; c'était, il y a peu d'années, l'unique église de la commune.

Mais les réparations qu'elle exigeait et l'accroissement de la population ont déterminé l'érection d'une église nouvelle sur le plateau ou quartier des Croix, qui, sous le vocable de

Saint-Jean, est devenue la paroisse curiale et est desservie par le curé cantonal.

Cet état de choses fut régularisé par un décret du 17 mai 1848, qui établit le siége de la cure dans la nouvelle église ou paroisse Saint-Jean, et érigea en succursale l'ancienne église de Notre-Dame. Le même décret répartissait les différentes sections de la commune de Pelussin entre les deux églises.

C'est dans ces circonstances que le sieur Raffard, habitant du hameau de Franchiles, compris dans la circonscription paroissiale de Saint-Jean, fit baptiser deux de ses enfants, sans l'autorisation du curé de sa paroisse, par le prêtre desservant l'église de Notre-Dame, et versa entre ses mains, au moment de chacune des cérémonies, les oblations d'usage. M. l'abbé Vial, curé de la paroisse Saint-Jean, prétendant que c'était à lui que ces oblations étaient dues, bien que les deux baptêmes eussent été conférés ailleurs, cita le sieur Raffard devant le juge de paix du canton de Pelussin, en paiement de la somme de 2 fr. 40 c., montant du casuel qui lui revenait, suivant le tarif des oblations dans le diocèse de Lyon, approuvé par le gouvernement, le 25 novembre 1803.

18 novembre 1850, sentence par défaut, qui condamne le sieur Raffard au paiement de la somme réclamée.

Appel par le sieur Raffard, et le 5 mars 1851, jugement confirmatif du tribunal de Saint-Étienne (1).

Sur le pourvoi, la Cour de cassation a, par arrêt du 25 février 1852, décidé (2) :

1° Que l'oblation est due pour l'administration des sacrements, lorsqu'il existe à cet égard un règlement épiscopal approuvé par le gouvernement ;

2° Mais que, dans l'espèce, le baptême n'ayant pas été administré par le curé de la paroisse de Saint-Jean, celui-ci n'a aucun droit et aucune action pour réclamer l'oblation ;

3° Qu'il appartient à l'autorité épiscopale de remédier aux abus qui pourraient résulter de la collation du baptême hors de la circonscription paroissiale dans laquelle les enfants sont nés et les père et mère domiciliés.

Le jugement du tribunal civil de Saint-Étienne fut donc

---

(1) Voir le texte de ce jugement, ***Bulletin des lois civiles ecclésiastiques***, vol. 1852, p. 178.

(2) L'arrêt de la Cour de cassation a aussi été rapporté, même vol., p. 179.

cassé, et les parties furent renvoyées devant le tribunal civil de Montbrison.

C'est dans cette situation que les graves questions qui viennent d'être indiquées ont été l'objet d'une discussion nouvelle.

Hâtons-nous d'ajouter qu'au nombre des pièces produites se trouvaient les documents dont la teneur suit :

« 1° Je soussigné, vicaire de Notre-Dame de Pelussin, dé-
« clare avoir conféré le saint baptême à Marie-Mathias Raf-
« fard, fille de François Raffard, le 4 novembre 1850, par
« l'autorisation verbale et écrite de Mgr de Bonald, arche-
« vêque de Lyon.

« Notre-Dame de Pelussin, 15 juillet 1851.

« *Signé :* COUCHOUX. »

2° Extrait des instructions autographes qui me furent transmises par son Em. le cardinal-archevêque en 1848, lorsque je fus envoyé par lui à Pelussin.

« Vous résiderez dans le bas de la paroisse près de l'an-
« cienne église. Vous accepterez tous ceux qui viendront à
« vous. Le casuel sera pour vous. Je vous donne tous les
« pouvoirs qui vous sont nécessaires..... Vous ferez, en ar-
« rivant, une visite au maire et il vous indiquera votre loge-
« ment; je lui ai écrit.

« Saint-Etienne, 25 mars 1854.

« *Signé :* GILLET. »

3° *Réponse de Mgr. de Bonald* à M. Julien, maire.

« Voici, monsieur le maire, les instructions que j'ai don-
« nées à M. Collardon en 1850. Quand un habitant de Saint-
« Jean se présentera à Notre-Dame pour faire baptiser un
« enfant, le curé de Notre-Dame doit renvoyer le paroissien
« à M. le curé de Saint-Jean pour obtenir l'agrément de don-
« ner le baptême. Si les parents refusent de solliciter cette
« permission et qu'on ait à craindre que pendant ce débat
« l'enfant puisse courir des dangers pour le salut, qu'il
« vienne à mourir, alors, j'ai donné la permission à M. le
« curé de Notre-Dame, en lui recommandant d'aller expo-
« ser l'affaire à M. le curé de Saint-Jean. L'enfant ne doit
« pas être victime de l'entêtement de ses parents.

« Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de mon sincère
« attachement.

« Lyon, 29 mars 1854.

« *Signé :* CARDINAL DE BONALD. »

4° Autre déclaration plus générale relativement aux instructions qu'il a données à tous les prêtres qui ont passé à Notre-Dame :

« Lorsque j'ai envoyé un prêtre à Pelussin pour desservir « la paroisse de Notre-Dame, je lui ai donné pour instruc- « tion, d'abord de maintenir la bonne intelligence entre lui « et le clergé de la paroisse de Saint-Jean. En second lieu, je « lui ai tracé la conduite à tenir lorsqu'un paroissien de « Saint-Jean, ne voulant pas avoir de rapports avec son curé, « voudrait demander les sacrements au curé de Notre-Dame. « Je lui ai recommandé, avant tout, d'engager cette personne « à s'adresser aux prêtres de Saint-Jean, s'il était question « d'un baptême ou d'un mariage et quel es familles ne vou- « lussent pas consentir à se présenter au curé de Saint-Jean. « J'ai donné au desservant de Notre-Dame la permission, « pour ne pas laisser mourir un enfant sans baptême et pour « éviter un mariage purement civil, de baptiser et de ma- « rier dans ce cas, mais d'aller ensuite exposer à M. le curé « de Saint-Jean toute l'affaire; j'ai exprimé à M. le curé de « Saint-Jean le désir que j'avais qu'il se montrât facile dans « toutes ces circonstances; le salut des âmes m'a paru devoir « passer avant tout. J'ai dit aussi que le casuel devait être « versé dans la caisse de la fabrique Saint-Jean, quoique « j'eusse pu, par ma seule autorité, l'attribuer à d'autres. « M. l'abbé Gilliot, qui a rendu d'importants services à Pe- « lussin par ses prédications, a reçu le premier de moi les « instructions dont je viens de parler.

« Lyon, 16 avril 1854.

« *Signé :* CARDINAL DE BONALD. »

Outre ces dernières pièces, le sieur Raffard a produit au délibéré une quittance de l'abbé Couchoux, attestant qu'il avait reçu l'oblation et l'avait remise à son curé, M. l'abbé Blanchet.

De son côté, M. Vial s'est particulièrement élevé contre les empiétements sur les droits du curé de la paroisse de Saint-Jean.

Il en a signalé pour les baptêmes, pour les mariages et même pour les sépultures; l'autorité civile elle-même a dû intervenir. Mais ses arrêtés ont été forcément bornés aux sépultures.

Le débat a révélé, en outre, que le sieur Raffard avait, depuis l'arrêt de cassation, fait enterrer deux de ses enfants à

Notre-Dame, sans demander la permission ni au curé de Saint-Jean, ni à l'archevêque.

Il a fallu que M. Callard, curé de Notre-Dame, en demandât la permission à M. le curé de Saint-Jean, toujours disposé à l'accorder *gratuitement*. Une lettre de M. Callard, demandant cette permission sur le refus obstiné de M. Raffard, le 18 janvier 1853, a été jointe aux pièces. Enfin, le maire de Pelussin a constaté dans un rapport que le sieur Raffard avait déclaré à plusieurs de ses amis que le procès pendant ne le regardait pas, parce que ceux qui le soutenaient sous son nom se chargeaient de tous les frais, soit qu'il perdît, soit qu'il gagnât.

C'est dans cette situation qu'a été rendu, le 16 juin 1854, au tribunal de Montbrison, le jugement qui a décidé les questions ci-dessus, et dont voici le texte :

« Considérant que les enfants pour lesquels Raffard a réclamé « le baptême sont nés dans la circonscription territoriale de « la paroisse desservie par le curé Vial; — considérant que « le lieu de la naissance, pour le baptême, comme le lieu du « décès pour les enterrements, détermine la juridiction cu- « riale; — considérant que les sacrements du culte catholi- « que apostolique et romain sont essentiellement gratuits; « que ce principe de haute morale religieuse doit toujours « être hautement proclamé ; — considérant que l'oblation « acquittée par les fidèles, à l'occasion des sacrements qu'ils « sollicitent, n'est point le prix de ces sacrements, mais une « offrande admise par l'usage dès les premiers temps de l'E- « glise chrétienne et sanctionnée comme une partie du trai- « tement des curés, vicaires et desservants, par la loi civile « (art. 68 et 69 de la loi du 18 germinal an x); — considérant « que l'oblation est le droit du curé, du prêtre qui a juridic- « tion pour les actes religieux que le paroissien accomplit;

« Mais dans l'*espèce particulière* et *en fait*, considérant « qu'il résulte des documents de la cause que le prêtre au- « quel Raffard a présenté ses enfants, pour leur faire confé- « rer le baptême, avait obtenu une permission verbale et « écrite de l'archevêque diocésain pour accomplir cet acte « religieux ; que si bien il paraît résulter de ces mêmes do- « cuments que le vénérable prélat qui dirige le diocèse de « Lyon, mû par des considérations de l'ordre le plus élevé « bien au-dessus des intérêts terrestres, voulant, comme il « le dit dans le plus noble langage, le salut des âmes avant

« tout, a formulé cependant des instructions qui prescrivaient « que, dans tous les cas, les droits seraient versés dans la « fabrique de Saint-Jean. Or, il y a tout lieu de présumer « que ces instructions, touchant un règlement de fabrique « du supérieur à ses subordonnés, subordonnés qui se sou- « mettent à la discipline ecclésiastique, quelle que soit l'indé- « pendance de leur position, avec un respect, une abnégation « personnelle, qui font la force et la gloire du clergé catholi- « que, n'avaient pas été communiquées à Raffard, et que « Raffard, qui a remis l'oblation au ministre du culte auquel « il s'était adressé, avait de justes motifs pour croire que ce « ministre, autorisé par son archevêque, était autorisé aussi « et avait pouvoir, même de son confrère, membre de la « même famille cléricale, soumis comme à lui à la même « puissance épiscopale, pour recevoir une offrande que les « fidèles ont la constante habitude d'acquitter immédiate- « ment sans sortir du temple, entre les mains du prêtre qui « se trouve dans le moment même en rapport avec eux, « curé, vicaire ou simple prêtre attaché à la paroisse, avec « la conviction que ces offrandes si minimes, mises en « des mains si sûres, vont ensuite à qui de droit ; — le tri- « bunal infirme le jugement du juge de paix du canton de « Pelussin, en date du 18 novembre 1850; déboute le curé « Vial de sa demande, et le condamne aux dépens; — or- « donne la restitution de l'amende. »

OBSERVATIONS.

La décision que nous rapportons ne nous surprend pas. Tout dans l'instruction paraissait l'avoir préparée.

Il est remarquable, en effet, d'après les pièces produites devant le tribunal de Montbrison, qu'on s'est surtout attaché à décider la question *en fait*.

Quant au droit, il paraîtrait n'avoir pas été l'objet d'une discussion approfondie.

Quoi qu'il en soit, les principes sont sauvés, et bien que le jugement du tribunal de Montbrison décide, d'après les faits et circonstances de la cause, que le sieur Raffard n'est pas obligé de payer une seconde fois les oblations relatives au baptême de ses deux enfants, *le droit du curé* est explicitement reconnu.

Le tribunal de Montbrison, contrairement à l'arrêt de la

Cour de cassation, décide que l'*oblation est le droit du prêtre qui a* JURIDICTION *pour les actes religieux que le paroissien accomplit.*

Ainsi se trouve confirmée l'opinion que nous avons exprimée précédemment au *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1852, page 185.

Quant aux motifs sur lesquels le tribunal de Montbrison a basé la libération du sieur Raffard, nous les croyons autorisés par l'art. 1240 du Code civil, lequel est ainsi conçu :

« Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en posses-« sion de la créance est valable, encore que le possesseur « soit par la suite évincé. »

POTHIER, auquel cet article a été emprunté, exprime la même pensée dans les termes suivants (*Traité des obligations*, tome II, n° 467):

« On répute quelquefois pour créancier celui qu'on a « juste sujet de croire tel, quoique ce soit une autre per-« sonne qui soit le créancier véritable; et le paiement fait à « ce créancier putatif est valable comme s'il eût été fait au « créancier véritable. »

Il est évident que le jugement du tribunal de Montbrison ne renferme dans la seconde partie que la paraphrase et l'application soit de l'art. 1240 du Code civil, soit de la doctrine du judicieux Pothier.

Le tribunal, en effet, s'est d'abord attaché à établir que le curé qui a conféré le baptême avait reçu de l'archevêque les pouvoirs nécessaires pour accomplir cet acte religieux.

Puis il a ajouté qu'il était d'usage constant parmi les fidèles d'acquitter immédiatement, sans sortir de l'Eglise, entre les mains du prêtre qui se trouve en rapport avec eux, l'offrande ou oblation établie pour le baptême.

Il n'en fallait pas davantage pour reconnaître que le prêtre qui avait conféré le baptême aux enfants Raffard devait être considéré comme ayant, à ses yeux, la possession nécessaire pour que le paiement fût valable.

Mais cette possession se trouve surabondamment confirmée par les instructions de l'archevêque au curé, instructions qui lui attribuaient expressément le droit de recevoir les oblations relatives au baptême des enfants de la nouvelle paroisse.

L'obligation de restituer ces oblations au propre curé des enfants ne modifie en rien vis-à-vis des familles le droit qu;

lui appartient de recevoir les oblations, et la conséquence qui en résulte, c'est-à-dire la parfaite libération en cas de paiement. Cette obligation a seulement pour effet de confirmer le droit qui appartient au curé dont la juridiction est atteinte, dans l'intérêt du salut des âmes, d'exiger la restitution des oblations qui lui sont dues en vertu de son droit curial.

Quant à nous, nous n'hésitons pas à penser qu'une telle demande ne serait susceptible d'aucune objection, si, par impossible, le curé, dont les attributions ont été *spirituellement* accrues, sans qu'il ait été rien changé au *temporel*, prétendait conserver, au mépris des instructions épiscopales, les oblations qui lui auraient été remises dans de telles circonstances.

Questions proposées.

PRÉSÉANCES. — MEMBRES DE LA FABRIQUE. — PROCESSION. — CONSEIL MUNICIPAL.

Quand les autorités civiles assistent en corps à une procession, peuvent-elles se placer immédiatement après le clergé, et, partant, obliger les membres du conseil de fabrique à marcher après elles?

En d'autres termes : *Quelle est la place respective que les règlements et la coutume assignent aux membres du conseil de fabrique et aux autorités municipales, quand ils assistent concurremment aux processions?*

Ces questions ont été adressées au conseil de jurisprudence par M. Fabre, curé de Camplong, l'un des abonnés du *Bulletin*.

Il est bien certain que l'ordre des préséances à observer dans les cérémonies publiques par les conseillers de fabrique n'a été réglé nulle part.

Le décret du 24 messidor an XII est absolument muet à leur égard.

Toutefois, la mission que les lois, ordonnances et décisions ministérielles assignent à la fabrique, la police inté-

rieure de l'église qu'elles lui confient, conjointement avec le curé, dans les cérémonies publiques; le soin qu'elles lui attribuent de prononcer sur le lieu où doivent être disposées dans le chœur, et, à défaut de place suffisante, dans la nef, les places des autorités, l'obligation même de fournir les fauteuils et autres objets nécessaires pour les cérémonies, semblent fixer la nature des fonctions des membres des conseils de fabrique, et les font en quelque sorte participer aux fonctions, priviléges, rang et dignités du clergé lui-même, dont ils sont les auxiliaires. (DIEULIN, *Guide des curés*, t. 1er, p. 363; VUILLEFROY, *de l'Administration du culte catholique*, p. 462.)

Aussi, une circulaire du ministre des cultes, du 2 juillet 1809, a-t-elle décidé que les fabriciens, étant attachés au service de l'église, doivent suivre les *premiers* le saint-sacrement aux processions : c'est un privilége de leurs fonctions. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853, p. 84, n° 10.)

Nous estimons donc que les diverses autorités invitées aux cérémonies religieuses ou aux processions ne prennent rang et séance qu'à la suite des membres de la fabrique.

Tel est l'esprit de l'art. 4 du décret du 24 messidor an XII, ainsi conçu :

« Lorsqu'un corps ou un des fonctionnaires dénommés « dans l'art. 1er invitera dans le local destiné à l'exercice de « sa fonction d'autres corps ou fonctionnaires publics, pour « y assister à une cérémonie, *le corps* ou le fonctionnaire « *qui aura fait l'invitation y conservera sa place ordinaire*, « et les fonctionnaires invités garderont entre eux les rangs « assignés par l'art. 1er du présent titre. »

ANNEXE. — ADMINISTRATION SPÉCIALE. — RÉVOCATION. — DÉMISSION.

Les marguilliers désignés par l'évêque, d'après la circulaire du 11 mars 1809, pour administrer les revenus d'une église annexe, le sont-ils à perpétuité?
Dans quels cas sont-ils révocables?
Qui peut les révoquer?

Dans le cas où ils n'ont pas assez de soin pour l'entretien et la propreté de l'église, le curé peut-il seul les révoquer ?

Subsidiairement, le peut-il avec le conseil de fabrique de la paroisse principale ?

Ou bien, est-ce à l'évêque seul qui les a nommés qu'il appartient de les révoquer dans tous les cas ?

Est-ce assez pour qu'un de ces marguilliers soit démissionnaire qu'il refuse de signer le compte annuel des recettes et dépenses de l'annexe ?

Est-ce assez aussi, pour qu'il soit démissionnaire, qu'il donne sa démission de vive voix, soit au curé, soit aux autres marguilliers, sans qu'il soit nécessaire qu'il la donne par écrit ou qu'elle soit mentionnée dans les registres de la fabrique ?

Il n'est pas suivi de règles bien précises pour l'administration des biens des annexes.

En principe, ces biens devraient être régis par la fabrique de la paroisse dans la circonscription de laquelle l'annexe est située.

Mais il existe, dans un grand nombre d'annexes, un conseil de fabrique spécial, ainsi que la circulaire du 11 mars 1809 en a donné l'idée.

Ce conseil, bien que nommé par l'évêque, ne peut être considéré que comme une commission déléguée par la fabrique de l'église paroissiale. (*Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1854, p. 126.)

Tels sont les principes à l'aide desquels doivent être résolues les questions qui nous sont soumises.

1° En ce qui touche la révocation des membres composant la commission administrative de l'annexe :

Il résulte de ce qui précède que les membres de l'administration officieuse de l'annexe constituent de véritables mandataires de la fabrique paroissiale, et qu'en conséquence, bien loin d'être nommés à vie, ils peuvent être révoqués et remplacés d'un instant à l'autre, sans qu'aucune durée fixe soit assignée à leurs fonctions.

Ajoutons que les cas de révocation ne sont ni caractérisés ni limités par la loi, et que les administrateurs officieux des annexes, de même que de simples mandataires, peuvent être

révoqués quand bon semble à l'évêque. (Art. 2004 du Code civil.)

Ces derniers mots tranchent la question de savoir à qui appartient le droit de révocation.

Il est clair qu'il ne pouvait appartenir qu'au conseil de fabrique de la paroisse, dont la commission exerce les fonctions relativement à l'annexe par suite d'une sorte de mandat, ou à l'évêque lui-même.

Mais, outre qu'en général le pouvoir de nommer emporte le pouvoir de révoquer, il serait contraire à toute hiérarchie que le conseil de fabrique pût paralyser les nominations faites par l'évêque au moyen de la faculté de révocation. Quels conflits ne verrait-on pas naître, si jamais un mauvais esprit se glissait au sein du conseil de fabrique?

En définitive, le droit de nomination appartenant à l'évêque, aux termes de la circulaire du 11 mars 1809, le droit de révocation, qui implique le droit de remplacer le membre révoqué, doit également lui appartenir.

Vainement dirait-on qu'il est contradictoire avec les principes rigoureux du mandat en matière civile de remettre la nomination du mandataire à un autre que le mandant lui-même! Le droit qui est spécialement conféré à l'évêque par la circulaire du 11 mars 1809 prouve que cette règle n'est pas absolue; et bien qu'en cas de minorité le tuteur soit souvent nommé par le conseil de famille, n'arrive-t-il pas aussi que la nomination du tuteur appartient à des personnes dont l'autorité respectée offre de précieuses garanties de sollicitude et de lumières? tel est le père, en cas de prédécès de la mère; telle est aussi la mère non remariée, lorsque le père est prédécédé.

Pourquoi donc n'en serait-il pas ainsi de l'évêque, auquel l'ordonnance du 12 janvier 1825 elle-même confère des pouvoirs si étendus pour le remplacement, en cas de négligence des conseils, des membres dont les fonctions sont expirées?

Quant au curé, il n'est pas admissible qu'il puisse, même de l'agrément du conseil de fabrique de la paroisse principale, ou avec son concours, prononcer, pour quelque motif que ce soit, et surtout pour défaut de soin dans l'entretien ou la propreté de l'église, la révocation de la commission

spéciale de l'annexe ou même d'un ou plusieurs de ses membres individuellement.

2° En ce qui touche la démission :

Il nous semble que les règles applicables aux conseils de fabrique paroissiaux doivent être appliquées aux commissions des annexes.

Ainsi, si l'un des membres de la commission spéciale donne sa démission verbalement en séance et que le procès-verbal en fasse mention, cette démission est suffisamment constatée, et il doit être pourvu au remplacement du fabricien qui s'est ainsi démis de ses fonctions.

Il en serait autrement si, au lieu d'avoir été donnée au conseil, lors de sa réunion, la démission l'avait été hors de la séance, soit au curé, soit aux autres membres de la commission. Dans ce cas, le président doit inviter par lettre ce fabricien à renouveler sa démission par écrit. Si, pour quelque cause que ce soit, il ne répond pas à cette lettre, la démission doit être considérée comme acceptée, et il doit être pourvu à son remplacement, après constatation au registre des délibérations tant de la démission verbale que de la mise en demeure et du refus de s'y soumettre. (***Bulletin des lois civ. eccl.***, vol. 1852, p. 190 ; vol. 1853, p. 37.)

Quant au refus de signer le compte annuel des recettes et dépenses de l'annexe, il constitue, s'il est arbitraire ou mal fondé, un refus de concourir à l'administration de l'annexe qui peut être interprété dans le sens d'une démission tacite ou verbale, dont il importe de s'assurer comme ci-dessus, et peut même devenir, suivant la gravité des circonstances, la base d'une révocation formelle. (***Bulletin des lois civ. eccl.***, vol. 1853, p. 37 et 42.)

Délibéré, à Paris, par MM. Béchard, de Villepin, Masson, Gervais, Suvigny, Tripet et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois d'octobre.

Le dimanche 1er octobre, réunion trimestrielle des conseils de fabrique, conformément à l'art. 10 du décret du 30 décembre 1809.

Les règles concernant la convocation du conseil, le lieu de sa réunion, sa présidence, le nombre de fabriciens nécessaire pour délibérer, la forme des délibérations, etc., ont été antérieurement exposées dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, et nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter. (Voy. vol. 1849, p. 69 et suiv.) MM. les fabriciens trouveront aussi, dans notre livraison du mois de septembre 1849, un modèle de procès-verbal de séance ordinaire. (Vol. 1849, p. 284.)

Si, depuis la séance du mois de juillet dernier, il était arrivé quelque vacance par mort ou par démission, il y aurait lieu de pourvoir au remplacement des membres qui auraient occasionné cette vacance. (Voy. vol. 1851, p. 159).

Pour ce qui concerne le bureau des marguilliers, nous nous bornerons à rappeler les prescriptions du décret relativement à la vérification du bordereau trimestriel de situation, à l'évaluation des dépenses du trimestre suivant, à la formation du fonds de roulement (art. 34 du décret du 30 décembre 1809; *Bulletin*, vol. 1849, p. 179; vol. 1850, p. 261); à la vérification du compte-rendu des fondations (art. 26 du même décret; *Bulletin*, vol. 1849 et 1850, *locis citatis*).

Nous avons fait connaître, dans la livraison de juillet 1852, pages 196, 240, et dans la livraison de mai 1853, tout ce qui concerne le bordereau trimestriel de situation et l'exécution des fondations. Nous avons donné le modèle des écritures nécessitées par ces actes d'administration.

Il peut y avoir lieu aussi, de la part de MM. les membres du conseil et du bureau, de s'occuper dans la séance d'octobre des questions que peut soulever le renouvellement des baux des bancs et chaises et des biens des fabriques. Nous

avons indiqué dans le *Bulletin* de 1849 les formalités à suivre en pareil cas, et nous invitons nos lecteurs à vouloir bien se reporter à nos observations sur ce sujet. (Voy. vol. 1849, p. 281 et 282).

MM. les marguilliers se rappelleront encore nos observations concernant la visite à faire, par eux ou par des gens de l'art, avant l'arrivée de l'hiver, aux bâtiments paroissiaux dont l'administration leur est confiée, et la nécessité de pourvoir aux réparations dont ils peuvent avoir besoin. On peut voir ce que nous avons dit à cet égard, ainsi que nos indications relatives à la marche à suivre pour obtenir de la commune les allocations nécessaires pour subvenir aux dépenses que la fabrique est dans l'impossibilité de couvrir avec ses propres ressources. (*Bulletin*, vol. 1849, p. 283, et vol. 1850, p. 357 et 370. On trouvera aussi à la page 371 de ce dernier volume un modèle de procès-verbal de cette visite.)

Chronique.

Promotions et nominations dans l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur.

Par décret impérial du 16 août 1854 ont été promus ou nommés dans l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur :

Au grade d'officier : S. Em. le cardinal Mathieu, archevêque de Besançon, chevalier depuis 1836.

Au grade de chevalier : Mgr Allou, évêque de Meaux; Mgr Foulquier, évêque de Mende; Mgr Chalandon, évêque de Belley; Mgr Ginouilhac, évêque de Grenoble; M. l'abbé Caillau, vicaire général du diocèse de Bourges; M. l'abbé Du Bois, vicaire général du diocèse du Mans; M. l'abbé Boullay, doyen du chapitre de Tours; M. l'abbé Le Grand, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris); M. l'abbé Delcusy, archiprêtre d'Aurillac; M. l'abbé Just, doyen de la faculté de théologie de Rouen; M. l'abbé Flandrin, aumônier de l'École normale supérieure; M. l'abbé Tourvielle, prêtre de l'ordre de Saint-Basile, directeur du collége libre d'Annonay.

12.

DES FABRIQUES.

Suite du décret du 30 *décembre* 1809, *concernant l'organisation et l'administration des fabriques des églises.* (Voyez le volume de 1853, pages 21, 77, 113, 151, 215, 274, 322 et suivantes ; et ci-dessus, pages 156, 226 et suivantes.)

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

CHAPITRE III.

DE LA RÉGIE DES BIENS ET DES COMPTES.

SECTION PREMIÈRE.

DE LA RÉGIE DES BIENS DE LA FABRIQUE.

Conservation des fonds, titres et papiers.

« ART. 50. Chaque fabrique aura une caisse ou armoire « fermant à trois clefs, dont une restera dans les mains du « trésorier, l'autre dans celles du curé ou desservant, et la « troisième dans celles du président du bureau.

« ART. 51. Seront déposés dans cette caisse tous les de- « niers appartenant à la fabrique, ainsi que les clefs des « troncs des églises.

« ART. 52. Nulle somme ne pourra être extraite de la « caisse sans autorisation du bureau et sans un récépissé qui « y restera déposé.

« ART. 53. Si le trésorier n'a pas dans les mains la somme « fixée à chaque trimestre, par le bureau, pour la dépense « courante, ce qui manquera sera extrait de la caisse; comme « aussi ce qu'il se trouverait avoir d'excédant sera versé dans « cette caisse.

« ART. 54. Seront aussi déposés dans une caisse ou ar- « moire les papiers, titres et documents concernant les reve- « nus et affaires de la fabrique, et notamment les comptes « avec les pièces justificatives, les registres de délibérations « autres que le registre courant, le sommier des titres et les « inventaires ou récolements dont il est mention aux deux « articles qui suivent. »

Caisse ou armoire de la fabrique.

1. La caisse ou armoire dont il est ici question est le meuble destiné à renfermer les fonds de la fabrique, ainsi que les registres, titres et papiers qui lui appartiennent.

2. L'art. 50 du décret du 30 décembre 1809, en prescrivant dans chaque fabrique l'établissement de cette caisse ou armoire à trois clefs, n'a fait que reproduire une institution fort antique dans l'Église, et que l'ancienne législation avait aussi consacrée dans un grand nombre d'actes. (Voy. l'art. 17 de l'arrêt de parlement du 26 juillet 1751, et la *Discipline de l'Église*, du P. Thomassin, t. III, p. 765, p. IV, liv. IV, ch. 29.)

3. Tous les fonds reçus par le trésorier, et qui sont jugés inutiles pour le service du trimestre courant, doivent être déposés dans la caisse, et il doit être donné par les marguilliers ou trésoriers un récépissé de ce dépôt (1).

4. De même, lorsqu'il est nécessaire d'extraire de la caisse une somme pour les besoins du service, et que cette extraction a été autorisée par le bureau, le trésorier est à son tour obligé de donner un récépissé de la somme qui lui est remise (2).

5. La caisse de la fabrique est sous la garde des trois marguilliers qui en ont les clefs, et qui répondraient de leur négligence ou de leur incurie, s'ils en commettaient quelqu'une.

---

(1) Voici la formule ordinaire de ce récépissé :

Récépissé des sommes déposées dans la caisse de la fabrique comme inutiles au service du trimestre.

Nous, membres du bureau des marguilliers de la fabrique de l'église de....., soussignés, reconnaissons avoir reçu aujourd'hui de M....., trésorier, et immédiatement déposé dans la caisse de la fabrique, la somme de....., jugée inutile au service du trimestre courant.

En foi de quoi nous avons délivré à M. le trésorier le présent récépissé pour lui servir de décharge.

A....., le..... 185 .

(*Signatures.*)

(2) *Modèle de récépissé des sommes extraites de la caisse et remises au trésorier.*

Je soussigné, trésorier de la fabrique de l'église de....., reconnais avoir reçu aujourd'hui la somme de....., extraite ce même jour de la caisse de la fabrique et jugée nécessaire au service du trimestre courant. (*S'il s'agit d'une dépense déterminée, on la mentionnera au récépissé.*)

En foi de quoi j'ai délivré le présent récépissé pour être déposé dans ladite caisse, conformément à l'art. 52 du décret du 30 décembre 1809.

A....., le..... 18...

(*Signature.*)

6. L'évêque ou ses délégués sont en droit d'inspecter la caisse de la fabrique quand ils visitent la paroisse, et sous aucun prétexte l'ouverture de cette caisse ne saurait leur être refusée. (Art. 87 du décret du 30 déc. 1809.)

7. Encore bien qu'en rapprochant les art. 50 et 54, il semble qu'il doive y avoir, dans chaque fabrique, deux caisses ou armoires, l'une pour les fonds et les clefs des troncs, l'autre pour les titres et papiers, nous croyons qu'une seule caisse ou armoire suffit, au moins dans les paroisses rurales. C'est aussi ce qui résulte d'une lettre du ministre des cultes, du 24 septembre 1842, qui décide que l'art. 54 du décret du 30 décembre 1809 n'oblige les fabriques à avoir qu'une seule caisse ou armoire où elles sont tenues de déposer leurs fonds, leurs titres, registres et papiers. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de la Manche.*)

8. Mais rien n'empêche qu'une fabrique, pour éviter toute confusion, n'ait une caisse pour ses fonds et une armoire pour ses titres et papiers.

9. Au surplus, lorsqu'une fabrique possède en même temps une caisse et une armoire, elles doivent toujours, l'une et l'autre, fermer à trois clefs, selon la prescription de l'art. 50 du décret. Quoique l'art. 54, en parlant du dépôt des titres, ne prescrive rien touchant la fermeture de l'armoire qui leur est destinée, l'identité de raison fait que cette mesure lui est applicable.

10. La règle qui prescrit le dépôt dans la caisse ou armoire à trois clefs des registres de la fabrique n'est point applicable au registre courant des délibérations, qui doit toujours être a la disposition des fabriciens qui veulent le consulter.

11. La conservation des papiers exige que la caisse ou armoire soit placée dans l'endroit le plus sain et en même temps le plus sûr de la sacristie. (Art. 42 du règlement du 7 septembre 1785.)

12. Les titres et papiers ne peuvent être extraits de la caisse que suivant les formalités prescrites par l'art. 57 ci-après. Toute extraction irrégulière engagerait la responsabilité du bureau, qui pourrait être condamné à des dommages-intérêts envers la fabrique, s'il en était résulté quelque préjudice pour elle.

13. Une lettre ministérielle du 16 mars 1846 décide que le curé, qui, à raison de sa qualité, doit avoir une des clefs de la caisse ou armoire de la fabrique, n'a pas droit à la troisième de ces clefs s'il vient à être nommé président du bureau, parce qu'il y a incompatibilité entre ses fonctions et celles de président du bureau (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Grenoble*). Mais lorsque, nonobstant cette jurisprudence, le curé a été investi de cette présidence, on ne voit pas pourquoi la clef destinée au président ne lui serait pas remise.

Inventaires du mobilier et des titres de la fabrique. — Récolement annuel. — Sommier des titres.

« ART. 55. Il sera fait incessamment, et sans frais, deux « inventaires, l'un, des ornements, linges, vases sacrés, ar- « genterie, ustensiles, et en général de tout le mobilier de « l'église ; l'autre, des titres, papiers et renseignements, avec « mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu « qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle « les biens ont été donnés à la fabrique. Un double inven- « taire du mobilier sera remis au curé ou desservant.

« Il sera fait, tous les ans, un récolement desdits inven- « taires, afin d'y porter les additions, réformes ou autres « changements : ces inventaires et récolements seront si- « gnés par le curé ou desservant, et par le président du bu- « reau.

« ART. 56. Le secrétaire du bureau transcrira, par suite « de numéros et par ordre de dates, sur un registre som- « mier :

« 1° Les actes de fondation, et généralement tous les titres « de propriété ;

« 2° Les baux à ferme ou loyer.

« La transcription sera entre deux marges, qui serviront « pour y porter, dans l'une, les revenus, et dans l'autre, les « charges.

« Chaque pièce sera signée et certifiée conforme à l'ori- « ginal par le curé ou desservant, et par le président du bu- « reau. »

Inventaire du mobilier de l'église.

1. L'inventaire du mobilier de l'église est indispensable dans l'intérêt de sa conservation. Aussi cette mesure avait-elle été soigneusement prescrite par les anciens règlements, et, sous ce rapport encore, l'art. 55 du décret du 30 décembre 1809 ne fait que confirmer ce qui était en usage sous l'ancienne législation. (Voy. l'art. 38 du règlement du 15 décembre 1783, et l'art. 9 de l'édit de Melun de 1580 ; — *Recueil général du droit civil ecc.*, t. 1er, p. 109.)

2. Les fabriques et les curés doivent tenir la main à la confection de cet inventaire, car l'inobservation de cette règle donne toujours lieu à des abus et entraîne aussi bien souvent la perte d'objets précieux pour les églises.

3. Une fois fait, cet inventaire ne doit pas être renouvelé tous les ans, car ce serait multiplier inutilement les écritures; mais il y a lieu d'en faire le récolement annuel, suivant la prescription de l'art. 55.

4. Le récolement annuel consiste dans un procès-verbal qui constate la représentation exacte des objets décrits dans le précédent inventaire.

5. Les conseils municipaux et les maires n'ont pas qualité pour faire dresser l'inventaire, soit du mobilier en général, soit spécialement des objets d'art existant dans les églises. La confection de cet inventaire appartient exclusivement aux fabriques, alors même qu'il serait allégué que les objets à inventorier ont été donnés par la commune. (*Lettre du* 21 *juillet* 1843 *du ministre de la justice et des cultes au préfet de Saône-et-Loire*. Affaire de la fabrique de l'église Saint-Philibert, à Tournus; — *Lettre du même au préfet de la Seine du* 21 *juillet de la même année.*)

5. *bis*. La commune n'a pas non plus le droit d'exiger qu'il lui soit remis un double de l'inventaire du mobilier de l'église, afin de le comprendre dans le compte du mobilier de l'administration communale. (*Lettre précitée du ministre des cultes au préfet de la Seine du* 21 *juillet* 1843.)

6. Le soin de dresser l'inventaire du mobilier de l'église est dans les attributions du bureau des marguilliers. Si ceux-ci croyaient devoir y faire procéder par un notaire, ils le pourraient, car, dans la loi, rien ne s'y oppose expressément; mais ils feront très bien de n'avoir recours à aucun ministère étranger.

7. Encore bien qu'il n'y ait d'exigé pour les inventaires et récolements que la signature du curé et celle du président du bureau, celle des autres marguilliers peut y être apposée, quand ils assistent à l'opération de l'inventaire ou du récolement. Dans tous les cas, la signature du curé et celle du président du bureau sont indispensables. Sans elles l'acte ne serait pas régulier et n'aurait par suite aucune valeur légale.

8. Pour ce qui concerne le récolement annuel de l'inventaire, nous estimons qu'il doit être aussi fait par le bureau des marguilliers; cependant cette formalité n'est point essentielle, et il suffit qu'il soit fait par le secrétaire du bureau; mais, pour être valable, il est nécessaire qu'il soit signé, ainsi, d'ailleurs, que l'inventaire, par le curé ou desservant et par le président du bureau.

9. Dans le cas où le bureau ferait dresser les actes dont il s'agit par un notaire, les honoraires de cet officier ministériel seraient à la charge de la fabrique; car si l'art. 55 du présent décret porte que ces inventaires seront faits *sans frais*, il ne parle que de la fabrique, dont les membres ne peuvent rien exiger pour la confection desdits inventaires; mais on ne peut induire de cet article que des notaires seraient obligés d'instrumenter gratuitement.

10. L'époque de l'année à laquelle doit être fait le récolement de l'inventaire du mobilier de l'église n'est indiquée ni dans l'ancien ni dans le nouveau droit. Il serait cependant utile qu'elle le fût, afin que toutes les fabriques fussent obligées de procéder à cette opération à peu près dans le même temps. Cette simultanéité aurait cet incontestable avantage que les évêques et les préfets pourraient surveiller efficacement l'accomplissement de cette formalité, tandis que, dans l'état actuel des choses, cette surveillance est fort difficile, puisque l'exécution de la mesure est abandonnée à l'arbitraire des fabriques.

La plupart des auteurs qui se sont occupés de cette matière pensent que ce récolement doit être effectué immédiatement après la réorganisation du bureau des marguilliers, à la suite de la séance de Quasimodo du conseil de fabrique. Tel est aussi notre sentiment. En effet, les marguilliers nomment assez souvent, à cette époque, un nouveau président du bureau, et il est nécessaire que ce fonctionnaire prenne immédiatement une connaissance exacte du mobilier de l'église, parce qu'il en partage la responsabilité avec le curé.

11. Y a-t-il lieu de renouveler le récolement de l'inventaire lors de l'installation d'un nouveau curé? M. l'abbé André, qui a examiné cette question dans son *Cours de législation civile ecclésiastique*, s'est prononcé pour l'affirmative, en se fondant sur ce motif que le curé est tenu, comme l'évêque, de représenter les ornements, les vases sacrés et autres objets mobiliers qui lui ont été remis; que l'évêque nouvellement installé ne reçoit le mobilier que sur *inventaire*, et qu'après qu'un récolement a été fait; qu'il y a par conséquent beaucoup d'analogie, sous ce rapport, entre la prise de possession d'un curé et celle d'un évêque: d'où l'auteur conclut que, dans tous les cas de mutation, il doit être fait un récolement des *inventaires*.

Quoique cette doctrine soit certainement très rationnelle, nous ne croyons pas cependant qu'elle doive être admise d'une manière absolue. D'ailleurs, le renouvellement du récolement, dans la circonstance dont il s'agit, n'est nullement prescrit par la loi. En second lieu, l'analogie sur laquelle on se fonde est loin d'être parfaite, puisque, pour ce qui concerne l'évêque, il s'agit de la prise de possession du mobilier de l'*évêché*, tandis que, pour le curé, c'est de la prise de possession du mobilier même de l'*église* qu'il est question.

Nous estimons, d'après cela, tout en reconnaissant, en principe la nécessité d'une vérification de l'état du mobilier, à chaque mutation de titulaire, et dans le but de simplifier les écritures, nous estimons, disons-nous, que, si cette vérification n'amène aucune modification au dernier récolement, le renouvellement de ce récolement est inutile, et qu'il suffit de remettre au nouveau titulaire le double des inventaires et récolements dont l'ancien était en possession.

12. Mais, dans le cas contraire, c'est-à-dire s'il y avait quelque addition, réforme ou changement à faire au dernier récolement, il ne faudrait point hésiter à en dresser un nouveau.

13. Dans tous les cas, cette mesure ne doit concerner que le mobilier de l'église, car il ne nous paraît nullement nécessaire de s'occuper du récolement de l'inventaire des titres et des archives.

14. L'art. 55 du décret du 30 décembre 1809, en ordonnant la confection des inventaires du mobilier et des titres de la fabrique, ne les a soumis à aucune forme spéciale. Le but du législateur est toujours rempli, quand tous les objets mobiliers de l'église et de la sacristie y sont mentionnés avec exactitude, et que chaque chose inventoriée y est décrite avec assez de soin et de détail pour en bien constater l'état et l'identité.

15. Il est d'ailleurs convenable d'établir un certain ordre dans la classification des objets pour la facilité des recherches. Ainsi, pour ce qui concerne l'inventaire du mobilier, on inscrira dans un même chapitre les ornements, le linge et les tentures; dans un second, les vases sacrés, l'argenterie et les ustensiles; dans un troisième, les meubles de l'église et de la sacristie; dans un quatrième, les livres et objets divers.

Chaque chapitre pourra ensuite être divisé en plusieurs articles, et chaque article en autant de numéros que le nombre des objets l'exigera.

On énoncera, autant que possible, la date des achats ou de la donation des objets, ainsi que le prix d'estimation. Mais cette énonciation n'est pas cependant indispensable, et le décret du 30 décembre 1809 ne la prescrit pas plus pour l'inventaire que pour les récolements.

Les récolements annuels se feront d'après les bases que nous venons d'indiquer, et correspondront, autant que possible, aux divisions des inventaires dont ils sont la continuation (1).

---

(1) Modèle d'un inventaire d'objets mobiliers :

Inventaire des objets mobiliers appartenant à la fabrique de l'église de.... , *dressé le....* 18...

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES OBJETS.	DATES des achats ou donations	PRIX d'achat ou d'estimation.	OBSERVATIONS.
	SECTION Ire. *Ornements, linge, tentures.*			
1	5 chasubles (1 de chaque couleur), en damas brodé d'or, croix en gros de Tours, galons or mi-fin.	1er juillet 18..	800 »	

16. Dans certaines fabriques, chaque chapitre de l'inventaire est suivi d'un certain nombre de feuilles blanches pour recevoir les récolements annuels des objets spéciaux qui y sont mentionnés. Sans condamner ce mode de procéder, nous proposons d'en suivre un autre, qui consiste à ne rien intercaler dans le corps de l'inventaire, et à inscrire seulement à la fin les récolements successifs.

Ces récolements doivent d'ailleurs être faits avec le plus grand soin et constater exactement les additions et acquisitions, les détériorations, les réformes, changements, avec les diverses circonstances qui y sont relatives.

17. S'il arrive que des objets portés à l'inventaire ou à un précédent récolement ne sont pes représentés, et que la perte ou l'aliénation n'en soit pas régulièrement justifiée, il en doit être référé au bureau des marguilliers, qui prend ou qui propose au conseil de prendre les mesures nécessaires, d'après les circonstances.

18. Les récolements annuels peuvent être dressés sur un cahier

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION DES OBJETS.	DATES des achats ou donations.	PRIX d'achat ou d'estimation.	OBSERVATIONS.
2	. . . . .	. . . . .	. . . . .	
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	
	SECTION II.			
	Vases sacrés, argenterie, ustensiles.			
	1 calice argent à double coupe; coupe intérieure dorée; coupe extérieure ciselée; patène dorée.	5 janv. 18...	230 »	
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	
	SECTION III.			
	Meubles de l'église et de la sacristie.			
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	
	Certifié exact le présent inventaire, le. . . . . (Signat. du présid. du bureau.) (Signat. du Curé ou Desservant.)	TOTAL. . . .		
	Récolement d..... 18. . .			
	. . . . .			
	. . . . .			
	Certifié exact, etc. (Comme ci-dessus.)			

spécialement destiné à cet effet, et tout-à-fait indépendant des inventaires.

19. L'art. 55 porte textuellement qu'un double inventaire du mobilier sera remis au curé ou desservant. Cette expression est incorrecte et ne doit pas être prise à la lettre. C'est un double de l'inventaire du mobilier qui doit être remis au curé ou desservant, et non point deux inventaires.

20. La loi attribue au curé seul le droit d'avoir un double de l'inventaire du mobilier. Le président du bureau ne serait pas fondé à vouloir conserver en sa possession les inventaires et récolements destinés à être enfermés dans la caisse. Toutefois, s'il désirait en avoir une copie, il n'y aurait aucun inconvénient à la lui donner.

21. Le double de l'inventaire du mobilier qui doit être remis au curé ou desservant doit être signé comme celui qui est destiné à être déposé dans la caisse ou armoire à trois clefs, conformément à l'art. 54.

22. Le curé est-il fondé à exiger qu'il lui soit remis annuellement un double du récolement de l'inventaire du mobilier de l'église? Quand le procès-verbal de récolement ne fait que constater la représentation des objets inventoriés, sans aucune observation, il est évident qu'un double de ce récolement est complétement inutile au curé, et qu'il suffit que l'accomplissement de la formalité du récolement soit mentionné sur le double de son inventaire. Mais si le récolement contenait des modifications à l'inventaire, comme par exemple, l'indication de quelque objet nouvellement acheté, ou de quelque ustensile mis à la réforme, on ne pourrait refuser au curé un double de ce récolement, parce que, en pareil cas, le procès-verbal de récolement est la continuation de l'inventaire, et que l'inventaire du curé ne serait plus au courant, si on ne lui remettait pas la copie de l'acte qui constate les changements qui y ont été apportés.

23. Si le récolement est fait à la suite de l'inventaire, il pourra n'en être point fait une expédition pour le curé, et le secrétaire se bornera à copier le procès-verbal sur le double de l'inventaire du curé.

24. Anciennement, un double de l'inventaire et du récolement était remis au sacristain, qui devait y apposer sa signature. Cette mesure n'est plus en usage aujourd'hui, mais elle ne serait certainement pas sans utilité, dans les paroisses où le curé a coutume de confier les clefs et le mobilier de l'église à ce serviteur.

Inventaire des titres et des archives de la fabrique.

25. L'inventaire des titres et son récolement annuel ne sont pas moins indispensables que l'inventaire du mobilier; et ils sont soumis aux mêmes formalités que lui.

Ils avaient aussi été consacrés par l'ancienne législation.

Il y a donc lieu d'appliquer à la confection de cet inventaire et à son récolement les diverses indications que nous venons de donner pour l'inventaire du mobilier de l'église.

26. Il sera, par conséquent, procédé à ces deux inventaires et à leurs récolements respectifs, à la même époque, autant que possible, et suivant les mêmes règles (art. 55 du décret du 30 décembre 1809) (1).

27. Le bureau aura soin de mentionner, à chaque récolement annuel, les nouveaux titres de la fabrique, ainsi d'ailleurs que les

---

(1) Modèle d'un inventaire des archives :

Inventaire des archives de la fabrique de l'église de...
dressé le... 18...

Nos d'ordre des articles.	OBJETS DES TITRES, Papiers et Documents.	DÉSIGNATION DES PIÈCES.	NOMBRE de pièces.
	SECTION Ire. *Titres de propriété, de rentes, de location, etc.*		
1	Donation faite par M...., d'un terrain appelé le..... situé à..... de la contenance de... Revenu, 60 fr.; charge de fondation, 35 fr...	1o Acte de donation passé devant Me..... notaire à..... le..... 18 .; 2o Ordonnance d'autorisation, en date du..... 3o Acte d'acceptation passé devant Me..... notaire à .... le..... 18..; 4o Copie de la signification faite au donateur, conformément à l'art. 932 du Code civil	4
2	Constitution d'une rente de..... sur.....	1o Ordonnance d'autorisation en date du.....; 2o Contrat passé le..... devant Me..... notaire à.....; 3o Certificat d'inscription hypothécaire	3
3	Location de biens fonds.	1 Bail à loyer; 2 Baux à ferme; 2 Certificats d'inscription hypothécaire pour cautionnement; 8 Anciens titres de location, périmés et conservés pour mémoire.....	13
4	Location des chaises...	1 Bail à ferme passé devant Me..... notaire à ..... le..... 18..; Inscription hypothécaire pour cautionnement.....	2
5	Location des bancs....	20 Soumissions acceptées par le conseil de fabrique; 20 Procès-verbaux d'adjudication.....	40

modifications qui seraient apportées à ceux qui ont déjà été inventoriés.

28. Il n'est pas nécessaire que l'inventaire des titres soit fait double, du moins le décret du 31 décembre 1809 ne le prescrit pas. Le curé n'est point, par conséquent, fondé légalement à exiger qu'il lui en soit remis une expédition ; mais quand il désire l'avoir, il n'y a aucune raison pour la lui refuser.

Nos d'ordre des articles.	OBJETS DES TITRES, Papiers et Documents.	DÉSIGNATION DES PIÈCES.	NOMBRE de pièces.
	SECTION II. *Acte de l'Administration, Comptabilité, Corresp.*		
6	Délibérations de... 18... à 18.	6 Registres cartonnés (non compris les registres courants). . .	8
7	Registres des recettes et des dépenses de 18. . à 18.	10 Registres.	10
8	Budgets de 18. . à 18. .	25 Pièces (manquent les budgets de 18... et de)	25
9	Comptes annuels de 18.. à 18.	35 Comptes (série complète); 12 Liasses de pièces justificatives, contenant ensemble 150 pièces.	187
10	Lettres et circulaires de l'administration supérieure de 18. . à 18. .	70 Pièces.	70
	SECTION III. *Documents divers.*		
11	Livres d'administration.	Le Bulletin des lois civiles ecclésiastiques, recueil complet, 6 volumes; —Manuel des conseils de fabriques, vol.	7
12	Anciens documents. . .	1 Liasse contenant 100 titres et pièces antérieures à 1793 (voir le bordereau qui les accompagne)	100

Certifié exact le présent inventaire, par nous soussignés.

A..... le..... 18..

(Signat. du président du bureau.) (Signat. du curé.)

Récolement de 18..

(Désigner les nouvelles pièces)

Certifié, etc. (comme ci-dessus).

29. Il n'y a point non plus lieu de procéder à un nouveau récolement de l'inventaire des titres et des archives de la fabrique, en cas de mutation du curé ou desservant.

30. Les inventaires et récolements, étant des actes d'administration intérieure, pourront être faits sur papier non timbré; ils ne sont pas non plus assujétis à l'enregistrement.

Sommier des titres. — Registre analytique.

31 Le secrétaire du bureau doit transcrire sur le registre sommier des titres la copie textuelle des actes. Il ne remplirait pas le but de la loi en ne les transcrivant que par extrait. Il faut que le registre-sommier puisse au besoin remplacer les titres, dans le cas où l'on viendrait à les perdre (1).

32. Le secrétaire, en transcrivant un acte de donation ou un testament contenant une libéralité en faveur de la fabrique, doit-il y inscrire aussi l'ordonnance, le décret ou l'arrêté de l'autorité civile qui en a autorisé l'acceptation?

Quoique le décret du 30 décembre 1809 ne prescrive, en principe, sur le sommier, que la transcription des titres de propriété, le secrétaire ne doit pas moins y transcrire aussi, à la suite de ces titres, les actes du gouvernement qui y sont relatifs et qui font leur force légale.

33. Dans quelques fabriques, cependant, on supplée à cette transcription littérale par une mention de l'acte du gouvernement ou de l'administration en marge du titre auquel il se réfère.

34. Le registre-sommier des titres doit être déposé, comme les titres, dans la caisse ou armoire à trois clefs. C'est, d'ailleurs, ce que prescrit l'art. 54 ci-dessus.

35. Le registre-sommier des titres, prescrit par l'art. 56 du présent décret, ne doit pas être confondu avec le registre ou sommier analytique des titres que doit avoir le trésorier pour suivre la rentrée

---

(1) Voici le modèle d'un sommier des titres :

Registre des actes de propriété.

Fabrique de l'église de...

Revenu :		Charges :
Prix à ferme. . f.	N° 1. Contrat d'acquisition d..... (Copie textuelle de l'acte.) . . . . . . Certifié conforme à l'original. A....., le..... 18..... (*Signat. du présid. du bureau.*) (*Signature du curé.*) N° 2.	Fondation. . » f.» Redevances annuelles. » » Total. . » »

des revenus fixes de la fabrique, et dont nous parlerons sous les articles 82 et suivants.

36. Il ne suffirait pas que, lors de la confection du sommier des titres, le curé et le président du bureau n'y apposassent qu'une signature et se bornassent à certifier que toutes les copies qui y sont inscrites sont conformes aux originaux. Il est nécessaire, pour être en état de régularité, que chaque pièce soit signée et certifiée conforme séparément, après sa transcription.

37. La tenue du registre-sommier des titres est dans les attributions du secrétaire du bureau, mais rien n'empêche que tout autre membre du bureau soit chargé de ce soin.

38. Il n'est pas nécessaire que le sommier des titres soit sur papier timbré.

Formalités auxquelles doit donner lieu l'extraction des titres ou autres pièces de la caisse ou armoire de la fabrique.

« ART. 57. Nul titre ni pièce ne pourra être extrait de la « caisse sans un récépissé qui fera mention de la pièce retirée, « de la délibération du bureau par laquelle cette extraction « aura été autorisée, de la qualité de celui qui s'en chargera « et signera le récépissé, de la raison pour laquelle elle aura « été tirée de ladite caisse ou armoire; et, si c'est pour un « procès, le tribunal et le nom de l'avoué seront désignés.

« Ce récépissé, ainsi que la décharge au temps de la re- « mise, seront inscrits sur le sommier ou registre des ti- « tres. »

1. Les formalités prescrites par cet article doivent être exactement observées, car c'est de leur accomplissement que dépend la conservation des titres de la fabrique (1).

2. Le récépissé à donner par celui auquel la pièce est confiée doit énoncer, au moins approximativement, le temps après lequel la pièce devra être réintégrée dans la caisse.

---

(1) Voici les écritures à faire en pareil cas :

Autorisation d'extraire de la caisse un titre ou papier appartenant à la fabrique.

L'an ....., le bureau des marguilliers de l'église d....., sur la proposition (*ou* la demande) de M. ....., a été d'avis d'extraire de la caisse où sont déposés les papiers de la fabrique, le titre de ....., et de le donner en communication à M. ....., pour ..... (motif de la communication) .....,

3. Le fabricien qui signe le récépissé de la pièce extraite de la caisse est responsable de sa perte, arrivée par sa faute.

4. La décharge de la pièce, lors de sa remise, doit être donnée par le bureau, et être signée par tous les membres présents.

Cette décharge et le récépissé qu'elle a pour objet d'annuler sont faits sur papier libre.

5. De ce que l'art. 57 du présent décret ne s'explique point sur la manière dont ce récépissé et cette décharge doivent être transcrits, il faut conclure que cette transcription peut avoir lieu à la suite du sommier, ou bien en marge du titre auquel ils s'appliquent.

(*La suite à la prochaine livraison.*)

---

sous la réserve expresse que ledit titre sera réintégré au lieu de dépôt avant le ..... prochain.

Fait en séance, les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Récépissé d'un titre extrait de la caisse pour les affaires de la fabrique.

Je soussigné ..... (noms, qualité, domicile) ....., reconnais avoir reçu aujourd'hui de MM. les membres du bureau de la fabrique de l'église de ....., l'acte d....., lequel m'est communiqué d'après l'autorisation desdits administrateurs, pour ....., et m'engage à leur rendre cette pièce avant le ..... prochain (*ou*, immédiatement après que l'affaire qui a motivé la communication sera terminée).

A. . . . . le. . . . . 18...

(*Signature.*)

Avis motivé du curé constatant la remise entre ses mains d'un titre concernant les biens de la cure.

Je soussigné, curé d....., reconnais avoir reçu en communication, ce présent jour, le titre d....., qui m'est nécessaire pour ....., m'engageant à le réintégrer dans la caisse de la fabrique dans le délai d.....

A . . . . . le . . . . . 18. .

(*Signature.*)

Décharge au temps de la remise du titre.

Le titre de ..... qui avait été communiqué à M. ....., le ....., pour ....., a été réintégré dans la caisse de la fabrique par les marguilliers soussignés, aujourd'hui..... du mois d..... 18.....

(*Signatures.*)

Le récépissé, ainsi que la décharge, est inscrit sur le sommier ou registre des titres. (Décret du 30 décembre 1809, art. 57.)

Jurisprudence.

ASSOCIATIONS ET RÉUNIONS.

CULTE. — AUTORISATION.

***Les réunions** de plus de vingt personnes, dans le but de s'occuper, à certains jours, d'objets religieux, telles que des réunions dirigées par des pasteurs protestants dans un lieu privé, sont soumises, comme toutes autres, à la nécessité d'une autorisation préalable de l'autorité : vainement invoquerait-on, pour se soustraire à cette autorisation, le principe de la liberté des cultes.* (Cod. pén. 291 et suiv. ; décret, 25 mars 1852.) (1)

Cette décision résulte de l'arrêt ci-après de la Cour de cassation, du 9 décembre 1853. (*Affaire Porchat.*)

ARRÊT.

LA COUR ; — sur l'unique moyen, tiré de la fausse application de l'art. 2 du décret du 25 mars 1852, et, par suite, de la prétendue violation du principe de la liberté des cultes, inscrit dans les articles 1er et 26 de la constitution du 14 janvier 1852 ; — attendu, que le décret du 25 mars 1852 a été promulgué dans la plénitude de la puissance législative at-

---

(1) De nombreux arrêts de la Cour de cassation, rendus avant la révolution de 1848, avaient consacré la même doctrine (voyez l'analyse de ces arrêts dans la table générale du recueil de MM. Devilleneuve, Gilbert et Carrette ; V° *Associations et réunions*, § 2, et *Culte*, n° 8 et suivants). La cour de Paris, par un arrêt du 8 janvier 1853 (affaire *Recordon* et *Dugand*), intervenu, comme celui que nous rapportons ci-dessus, depuis le décret législatif du président de la République du 25 mars 1852, s'est prononcée dans le même sens :

« Considérant, porte cet arrêt, que le décret du 25 mars 1852 a rendu applicables aux réunions publiques, de quelque nature qu'elles soient, les art. 291, 292, 294, Code pénal, et les art. 1 et 2 de la loi du 10 avril 1834 ; qu'il résulte de l'instruction et des débats qu'en avril, mai et juin 1852, postérieurement à la promulgation du décret susdaté dans le département de l'Aube, Recordon et Dugand, sans autorisation du gouvernement, ont fait partie, comme chefs et directeurs, d'une association de plus de vingt personnes, dont le but était de se réunir à certains jours marqués dans la commune d'Estissac pour s'occuper d'objets religieux ; que Solay, sans permission de l'autorité municipale, a sciemment consenti l'usage d'un local dépendant de sa maison pour les réunions de ladite association ; délit prévu et puni par les art. 291, 292, 294, Code pénal, 1 et 2 de la loi du 10 avril 1834, et le décret du 25 mars 1852... ; par ces motifs, etc...

tribuée au président de la République par l'art. 58 de la constitution du 14 janvier 1852 ; — attendu que ce décret, après avoir abrogé d'une manière expresse le décret du 28 juillet 1848 sur les clubs, à l'exception de l'art. 15, qui interdit les sociétés secrètes, déclare, par son art. 2, que les art. 291, 292, Cod. pén., et les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1834, sont applicables aux réunions publiques, de quelque nature qu'elles soient ;— attendu que cette dernière disposition est générale ; qu'elle ne comporte aucune distinction ni exception ; qu'elle embrasse, en conséquence, les réunions ayant pour objet l'exercice d'un culte ; — attendu que le principe de la liberté des cultes, garanti par les art. 1er et 26 de la constitution du 14 janvier 1852, n'est point incompatible avec les lois de police, qui doivent régir toutes les réunions publiques, quels que soient la cause et le but de ces réunions ; qu'il n'exclut donc ni la surveillance de l'autorité publique, ni les mesures de police et de sûreté, sans lesquelles cette surveillance serait inefficace : qu'il ne se concilie pas moins avec la nécessité d'obtenir l'autorisation du gouvernement dans les cas prévus par l'art. 291, Cod. pén., relativement aux réunions dont le but est de s'occuper d'objets religieux ;

Attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué (1), qu'il y a eu à Mamers, en 1852 et 1853, des réunions publiques de plus de vingt personnes, non autorisées, et présidées par le demandeur, ayant pour but de s'occuper, à certains jours marqués, d'objets religieux ;— attendu qu'en décidant que ces faits constituaient à la charge du demandeur le délit prévu par les art. 2 du décret du 25 mars 1852, 291, 292, Cod. pén., 1 et 2 de la loi du 10 avril 1834, ledit arrêt a sainement interprété les art. 1 et 26 de la constitution de 1852, et fait une juste et légale application du décret du 25 mars, des articles du Code pénal et de la loi de 1834, précités ; — rejette.

Arrêt de la Cour de cassation, ch. crim., du 9 décembre 1853.

---

(1) La décision attaquée avait été rendue par le tribunal correctionnel du Mans, statuant sur appel.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES. — AUTORISATIONS. — LEGS.

Le legs fait à un établissement dépendant d'une congrégation religieuse de femmes autorisée est valable, bien que cet établissement lui-même ne soit pas spécialement autorisé, si d'ailleurs, à raison du but de l'institution, il ne doit être considéré que comme faisant partie de la maison-mère et non comme un établissement particulier : dans ce cas, le legs est réputé fait à la maison-mère elle-même, et peut être valablement accepté par la supérieure de cette maison. (Art. 4 de la loi du 24 mai 1825 ; art. 937 du Code civil.) (1)

(Congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, — Contre Pley.)

Par son testament, en date du 24 janvier 1843, M. Lefebvre de Trois-Marquets, conseiller à la cour de Douai, a fait, entre autres legs, la disposition suivante : « Je donne et lègue *à la Maison des Dames de Charité d'Arras* la nue-propriété des biens immeubles et rentes sans exception que je possède à Lillers et aux environs, pour réunir, par *les Dames de Charité d'Arras*, la jouissance à la nue-propriété desdits immeubles et rentes à partir de l'extinction de l'usufruit que j'en ai légué ci-dessus à ma femme. » Le testateur est décédé le 29 du même mois de janvier.

Le 6 mars 1843, a été rendu une ordonnance royale ainsi conçue : —« Art. 1er. La congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul dont la maison chef d'ordre est à Paris est autorisée à fonder à Arras un établissement de son ordre, à la charge par les membres de cet établissement de se conformer aux statuts approuvés par décret du 8 nov. 1809 pour la maison-mère. — Art. 2. La supérieure générale des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul est autorisée à accepter, au nom de la communauté du même ordre établie à Arras (Pas-de-Calais), par l'art. 1er de la présente ordonnance, le legs fait à cet établissement par le sieur

---

(1) La Cour de cassation a fait ici une juste application des principes de la matière, et nous ne pouvons qu'approuver une pareille jurisprudence. Toutefois, l'affaire ayant été renvoyée devant la cour d'Amiens, cette cour, par un arrêt du 14 juillet 1854, s'est prononcée pour la nullité du legs, comme la cour de Douai dont l'arrêt est ici cassé. La Cour de cassation sera donc appelée de nouveau à statuer. (Voir, pour l'arrêt de la cour d'Amiens du 14 juillet 1854, le journal *le Droit* du 25 juillet.)

Thomas-François-Joseph Lefebvre de Trois-Marquets, suivant son testament public du 24 janvier 1843, aux clauses et conditions y énoncées, et consistant dans la nue-propriété, etc., etc. »

Le sieur Pley, héritier du testateur, a demandé la nullité de ce legs, en se fondant sur ce que, au moment du décès du sieur Lefebvre, la maison des dames de la Charité d'Arras n'avait aucune existence légale et était, par conséquent, incapable de recevoir par testament.

7 août 1850, jugement du tribunal de Douai qui prononce la nullité du legs en ces termes : — « Considérant que, par disposition de dernière volonté en date du 24 janvier 1843, le testateur a légué à la maison des dames de la Charité d'Arras divers biens immeubles et rentes, sous la réserve d'usufruit en faveur de son épouse survivante ; — considérant qu'à l'époque du décès du testateur, arrivé le 29 du même mois, l'établissement religieux des dames de la charité d'Arras n'était point pourvu de l'autorisation exigée par la loi du 24 mai 1825 ; que cette autorisation, destinée à lui donner l'existence légale et à lui conférer par suite les droits attachés à la personne civile, n'a été obtenue par l'établissement dont il s'agit que suivant ordonnance royale du 6 mars 1847 ; — considérant que, jusqu'au moment où par l'effet de l'autorisation obtenue la vie légale a commencé pour lui, cet établissement n'avait qu'une existence purement matérielle, dépourvue de toute capacité civile, et notamment du droit de recueillir le bénéfice d'une disposition testamentaire ; — considérant que, par suite de cette incapacité qui résulte expressément du principe posé dans les art. 725 et 906, Code civil, le legs fait à l'établissement dénué d'existence civile au moment du décès du testateur était caduc et devait demeurer sans effet ; que, dès lors, le droit légitime des héritiers du sang ne rencontrait plus d'obstacle, et que les biens, objet du legs, demeuraient définitivement acquis à la succession ; — considérant que l'ordonnance d'autorisation rendue le 6 mars 1847 ne pouvait avoir d'effet rétroactif ; qu'elle ne pouvait donc attribuer à l'établissement dont s'agit une existence antérieure contraire à la loi, ni conférer à cet établissement, pour le temps qui a précédé son existence légale, des droits et avantages qui ne pouvaient résulter que de l'autorisation régulièrement accordée ; — considérant que l'autorisation d'accepter le legs en question, insérée dans

cette même ordonnance du 6 mars 1847, n'a pu intervenir que sauf, bien entendu, les droits acquis aux tiers intéressés, et qu'elle ne pourrait en aucun cas faire obstacle à l'application des règles du droit civil par les tribunaux ordinaires; — par ces motifs, le tribunal dit que le legs fait par le testateur en faveur de l'établissement des dames de la Charité d'Arras, non autorisé à l'époque de l'ouverture de la succession, est caduc, comme fait en faveur d'un incapable. »

Appel par les sœurs de la Charité ; mais, le 30 juin 1851, arrêt de la cour de Douai qui confirme en ces termes : — « Attendu que la capacité d'un légataire pour recueillir l'institution qui lui a été faite doit être fixée au moment de l'ouverture de la succession; attendu que, par son testament en date du 24 janvier 1843, le sieur Lefebvre de Trois-Marquets, conseiller à la cour de Douai, a légué à la maison des dames de la Charité d'Arras la nue-propriété des biens immeubles et rentes qu'il possédait à Lillers ; — que la succession du sieur de Trois-Marquets s'est ouverte le 29 janvier de la même année; — attendu que ce legs ne peut être recueilli par la maison des dames de la Charité d'Arras que tout autant que cette maison ou communauté religieuse aurait eu une existence civile au moment du décès du sieur de Trois-Marquets; — attendu que les sœurs de la Charité d'Arras produisent une ordonnance royale rendue sur l'avis du conseil d'État, et dans la forme déterminée par la loi du 24 mai 1825, qui, par son art. 1er, autorise la congrégation des sœurs de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul dont la maison chef d'ordre est à Paris à fonder à Arras un établissement de son ordre; — attendu que cette ordonnance, rendue le 6 mars 1847, n'a pu conférer à la communauté des sœurs de la Charité d'Arras une aptitude rétroactive qui la rendît habile à recueillir un legs ouvert le 29 janvier 1843; — attendu que les sœurs de la Charité d'Arras se prévalent du décret général du 8 novembre 1809, dont l'art. 1er approuve et confirme les lettres patentes du mois de novembre 1657, concernant les sœurs hospitalières de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, ainsi que les lettres d'érection et statuts qui y sont annexés; qu'il est prétendu dans leur intérêt que ce décret a conféré l'existence civile à tous les établissements de sœurs de la Charité qui, au moment de sa promulgation, jouissaient d'une existence de fait, et qu'il est établi, par un document émané du ministère des cultes, que la maison d'Arras comptait sept

sœurs avant le décret du 8 novembre 1809 ; — attendu que le décret du 8 novembre 1809, rapproché des lettres patentes qui y sont annexées, n'est applicable qu'à la fondation et à la reconnaissance comme communauté religieuse légalement instituée de la maison-mère dont le chef-lieu était à Paris ; — que ce décret, comme les lettres patentes, confère bien à la maison-mère la faculté d'envoyer dans les lieux où elles seront appelées des sœurs de la Charité ; mais que ces sœurs, ainsi momentanément détachées de la maison chef d'ordre, ne forment pas, par le seul fait de leur résidence même prolongée dans un autre lieu, une maison spéciale ayant une existence civile distincte de celle de Paris ; — qu'en effet l'art. 1er du décret du 8 novembre 1809 ne rétablit pas d'une manière générale et absolue les maisons des sœurs hospitalières de Saint-Vincent-de-Paul ; — qu'il soumet, au contraire, leur rétablissement à la condition de se conformer au règlement général du 18 février précédent, dont l'art. 2 exige que *les statuts de chaque congrégation ou maison séparée soient approuvés par l'empereur pour être insérés au* Bulletin des lois *et avoir force d'institution publique ;* — qu'à moins de prêter au législateur une contradiction choquante il ne serait pas possible d'admettre qu'après avoir, par l'art. 2 du décret du 18 février 1809, exigé *des statuts particuliers et une autorisation spéciale pour chaque maison distincte*, il eût, par le décret subséquent de la même année, dérogeant au décret précédent, auquel cependant il se référait, autorisé en bloc toutes les maisons hospitalières qui n'avaient qu'une existence de fait et dont les statuts lui étaient inconnus ; — attendu que les documents produits dans l'intérêt des appelantes, et émanés du ministère des cultes, ne sauraient avoir le sens et la portée qui leur ont été donnés dans l'intérêt des sœurs de la Charité ; — que les productions complémentaires qui ont été faites par l'intimé, et qui émanent aussi du ministère des cultes, démontrent que la maison chef d'ordre de Paris a été seule autorisée par le décret du 8 novembre 1809 et qu'aucun autre établissement de ce genre n'était autorisé avant ce décret ; — qu'ainsi la maison des sœurs de la Charité d'Arras ne peut trouver dans le décret du 8 novembre 1809 une existence civile qui la rende habile à recueillir le legs contenu dans le testament du sieur de Trois-Marquets ; — attendu, sur le moyen pris de ce qu'à défaut de la maison des sœurs de la Charité d'Arras le legs pourrait être

accepté par la congrégation générale ; — que les termes du testament du sieur de Trois-Marquets sont formels ; — qu'il ressort clairement des expressions dont le testateur s'est servi qu'il a entendu gratifier spécialement la maison des dames de la Charité d'Arras ; — attendu qu'il n'est pas permis à la justice de substituer un légataire à celui que le testateur a désigné ; — adoptant au surplus les motifs des premiers juges ; — confirme. »

Pourvoi en cassation par les sœurs de la Charité pour fausse application de l'art. 4 de la loi du 24 mai 1825 et violation de l'art. 937 du Code Napoléon, en ce que la cour de Douai a refusé à un établissement régulièrement autorisé le bénéfice d'un legs, sous prétexte que cette autorisation était tardive.

ARRÊT.

La cour ; — vu l'art. 4 de la loi du 24 mai 1825 et l'art. 937 du Code Napoléon ; — attendu que Lefebvre de Trois-Marquets a légué plusieurs immeubles et rentes à la maison des dames de la Charité d'Arras ; qu'il est décédé le 29 janvier 1843 ; — attendu que les religieuses de la maison d'Arras appartenaient toutes à la congrégation des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, régulièrement autorisée par décret du 8 novembre 1809 ; — attendu que les religieuses d'Arras, détachées de la maison-mère, conformément au but de leur institut et aux prescriptions de leur saint fondateur, rappelées dans tous les actes législatifs qui en ont favorisé l'exécution, ne formaient pas, par le fait seul de leur résidence, même prolongée, dans la ville d'Arras, un établissement particulier ; qu'elles sont restées membres de la congrégation-mère et ont continué à participer de sa vie civile ; — que le legs à elle adressé, en leur qualité de sœurs de la Charité, n'était en réalité qu'un legs fait à la communauté même, avec affectation spéciale aux besoins des sœurs chargées de la représenter et d'accomplir son œuvre charitable dans la ville d'Arras ; — qu'il suffisait donc, pour la validité de ce legs, que la communauté fût régulièrement autorisée ; — qu'aux termes des statuts de l'ordre, de l'art. 12 du décret du 18 février 1809, de l'art. 16 de l'instruction du 17 juillet 1825 concernant l'exécution de la loi du 17 juillet précédent, la supérieure générale avait seule qualité pour accepter le legs ; — que cette acceptation, autorisée par ordonnance royale du

6 mars 1847, a été réalisée suivant acte authentique du 19 janvier suivant; — que toutes les conditions voulues par la loi se trouvaient donc accomplies; d'où il suit qu'en déclarant nul le legs de Trois-Marquets et en rejetant la demande en délivrance de la supérieure générale des sœurs hospitalières de Saint-Vincent-de-Paul, l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'art. 4 de la loi du 24 mai 1825 et violé l'art. 937 du Code Napoléon; — casse, etc.

Arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1854.

Questions proposées.

TRAITEMENT DES CURÉS OU DESSERVANTS. — PERCEPTEUR. — REFUS DE PAIEMENT.

Le percepteur peut-il refuser d'acquitter un mandat revêtu des formalités voulues par les lois et règlements, sous prétexte qu'il n'a pas les fonds?

Quid, *si le percepteur n'est pas celui de la circonscription où demeure l'ecclésiastique?*

Les mots : Vu bon à payer par le receveur particulier ou le percepteur, *ne donnent-ils pas le droit d'exiger d'eux l'acquit du mandat?*

En cas de refus, à qui faut-il s'adresser?

Ces diverses questions, qui déjà nous ont été adressées par plusieurs de nos abonnés, reviennent ici sur la demande de M. Clément, curé d'Arthemonay, canton de Saint-Donat (Drôme).

M. Berruyer, desservant de Chasselay (Isère), nous a également écrit en dernier lieu pour se plaindre de ce que, dans l'arrondissement de Saint-Marcellin, les mandats du clergé ne sont délivrés que vingt-quatre jours au moins après l'expiration du trimestre.

Ainsi, bien que dès le 4 décembre 1853 les sommes nécessaires aient été mises à la disposition du préfet par le ministre, les mandats ne sont signés à la préfecture que le 10 janvier.

Puis viennent les lenteurs des employés de la préfecture, les retards de la sous-préfecture, etc., etc.

On croirait, en vérité, qu'il n'existe ni lois ni règlements pour le paiement des traitements du clergé, et que les curés et desservants, dont la modeste existence mériterait plus d'égards, sont trop heureux quand, à la suite de demandes réitérées, de remises d'un jour à un autre, et de déplacements qui ne sont que trop faits pour humilier leur caractère, les employés du gouvernement les admettent à toucher le traitement que l'Etat doit à leurs services.

Cependant il y a des règles fixes.

Les traitements des curés et desservants doivent être payés, par trimestre, d'après des mandats que le préfet délivre sur les fonds du trésor public que le ministre des cultes met à sa disposition.

Ces mandats sont payables, non-seulement chez le payeur du département, mais encore chez les percepteurs et les receveurs d'arrondissement.

Aucun mandat ne peut être payé que sur l'acquit même de la partie prenante ou d'un fondé de pouvoirs.

Tel est le résumé des dispositions réglementaires établies par l'administration supérieure. (AFFRE, *de l'Administration des paroisses*, p. 463; ANDDRÉ, *Cours de législation civile ecclésiastique*, verbis *Mandat*, *Quittance*, *Traitement*; *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, p. 332.)

Les circulaires des 1er frimaire an XIV et 10 janvier 1826 ne laissent d'ailleurs aucun doute relativement à la caisse à laquelle les ecclésiastiques doivent se présenter pour recevoir leurs traitements. Il est clair qu'ils ne jouissent pas à cet égard d'une liberté absolue; autrement toute vérification, tout contrôle, toute comptabilité, seraient impossibles. C'est à la caisse du payeur du département, du receveur de l'arrondissement ou du percepteur de la commune, dans lesquels la paroisse est située, que le curé ou desservant doit se présenter pour obtenir le paiement de son mandat.

Tout autre fonctionnaire auquel il s'adresserait aurait le droit de répondre par un refus formel.

Mais quand le mandat est régulièrement porté au bureau de recette ou de perception compétent, l'employé n'est pas fondé à en refuser le paiement, sous prétexte qu'il n'a pas les fonds.

Les mandats ne sont pas délivrés avant que les fonds du trésor public soient mis à la disposion des préfets.

Par conséquent, à moins de négligence ou de mauvaise volonté, il n'est pas de percepteur qui, au moment où le mandat de paiement lui est présenté, ne doive être en mesure de l'acquitter au moyen des fonds qui sont à sa disposition.

S'il refuse, il manque à son devoir; et le préfet, dont il méconnaît la signature, a le droit de l'y rappeler.

Nous ne doutons pas qu'il ne le fît si le refus se renouvelait plusieurs fois et pouvait ressembler à une tracasserie ou à une vexation vis-à-vis du curé ou desservant.

Un tel manquement aux ordres de l'administration et à la dignité du prêtre pourrait d'ailleurs, ainsi que nous l'avons déjà exprimé, motiver, *suivant les circonstances*, un avertissement ou une censure contre le percepteur, ou même la révocation de ses fonctions. (*Bulltein des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1853, p. 140.)

PRESBYTÈRE. — DISTRACTION. — ÉCURIE. — PRESSOIR. — USAGE COMMUNAL.

Lorsque, depuis plus de trente ans, il existe un pressoir dans l'écurie du presbytère, et qu'au temps des vendanges l'écurie et la cour du presbytère qui est au-devant sont tellement encombrées par les habitants qui viennent au pressoir commun que le curé n'a plus l'usage paisible ni de l'écurie ni de la cour elle-même, peut-il exiger que la commune enlève le pressoir de l'écurie?

Comment doit-il s'y prendre si la commune s'y refuse?

Ces questions nous ont été adressées par l'un de nos abonnés dans le département des Hautes-Pyrénées. Elles nous ont paru d'un intérêt général, et, à ce titre, nous croyons devoir en publier la solution.

Le presbytère et ses dépendances ont une destination spéciale.

Il n'appartient pas aux communes de la changer ou de la modifier. (*Décision ministérielle*, 24 août 1806.)

Le maire ou le conseil municipal qui, sans une autorisa-

tion régulière, emploierait une partie du presbytère à un autre usage que le logement du curé, commettrait une véritable usurpation de pouvoirs. (*Lettre ministérielle*, 25 brumaire an XIV.)

Tels sont les vrais principes.

M. VUILLEFROY, qui les rapporte en son *Traité de l'administration du culte catholique*, p. 456, verbo *Presbytères*, section II, *Distraction des parties superflues*, ajoute : « La distraction est applicable aux jardins et dépendances comme aux bâtiments. » (*Décision ministérielle*, 1825.)

En même temps il explique que, dans le cas où il y a lieu de distraire certaines portions superflues du presbytère ou de ses dépendances, « la distribution à faire pour isoler le « logement du curé doit être faite de manière que la partie « laissée au curé soit absolument indépendante, libre et sans « aucune communication avec la partie distraite. » (*Décision ministérielle*, 27 juillet 1807.)

Ces diverses règles n'ont subi aucune modification jusqu'à ce jour ; seulement, aux termes du décret du 25 mars 1852 et de la circulaire ministérielle du 5 mai suivant sur la décentralisation administrative, c'est aux préfets qu'il appartient de statuer définitivement sur les distractions de parties superflues de presbytères communaux lorsqu'il n'y a pas d'opposition de la part de l'autorité diocésaine. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, p. 149.)

Dans le cas contraire, c'est-à-dire s'il y a opposition, c'est par décret impérial qu'il doit être statué, conformément à l'ordonnance du 3 mars 1825.

Faisons maintenant l'application de ces principes aux faits qui nous sont soumis :

Il est clair que l'écurie presbytérale est une dépendance du presbytère ;

Il est clair que la commune ne pouvait la distraire de son affectation spéciale au service du curé, même pour un temps.

Il est clair que le dépôt d'un pressoir dans cette écurie, l'usage auquel il est affecté chaque année, l'encombrement de la cour du presbytère à l'époque des vendanges, ne laissent pas à l'habitation du curé *la liberté*, *l'indépendance* et *le calme* qui lui sont nécessaires, et qu'elle est bien loin

d'être *sans aucune communication* avec l'écurie où se trouve le pressoir.

Dans cette situation, nous n'hésitons pas à penser que le curé peut, bien que l'état des choses remonte à plus de trente ans, exiger que le pressoir soit enlevé de l'écurie dont il a la jouissance, comme dépendance du presbytère.

Aucune *prescription ne peut être invoquée*, et la gêne causée au curé par l'encombrement de la cour du presbytère est une raison de plus pour que l'état des choses, tout ancien qu'il soit, ne doive pas être toléré plus longtemps.

En réalité, ce n'est pas l'écurie seulement, c'est la cour elle-même qui, chaque année, est temporairement distraite du presbytère pour être affectée à un usage que l'autorité ne saurait autoriser en aucun cas, et qui, s'étant établi sans aucune des formalités et précautions exigées pour conserver à l'habitation presbytérale la commodité, le calme et les convenances dont elle ne peut être arbitrairement privée, constitue un *abus véritable*.

Reste à savoir quels moyens il faut employer pour le faire cesser.

L'avis du conseil est que le curé doit en référer sans retard à l'évêque, qui se concertera avec le préfet.

Nul doute que l'autorité municipale ne soit rappelée à l'exécution de la loi et des convenances.

S'il n'était pas fait droit aux justes réclamations de l'autorité ecclésiastique, il nous semble que le curé aurait le droit de refuser la clef de l'écurie presbytérale dont il est en possession et d'interdire l'entrée de la cour du presbytère aux personnes qui, à l'époque des vendanges, voudraient se rendre au pressoir.

Mais, nous le répétons, il est préférable d'agir d'abord auprès de l'autorité administrative, et ce n'est qu'en cas de déni de justice que nous admettrions le curé à défendre personnellement ses droits par des mesures qui pourraient entraîner des violences toujours fâcheuses.

RENTE PORTABLE. — DÉFAUT DE PAIEMENT DES ARRÉRAGES. — RÉSOLUTION.

Lorsqu'il s'agit d'une rente perpétuelle, portable, *c'est-à-dire payable au domicile du rentier, le défaut de paiement des*

arrérages pendant deux années rend-il le capital exigible de plein droit, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure?

L'intervention des tribunaux est-elle nécessaire?

Cette question, fort intéressante pour les fabriques, dont la principale ressource consiste ordinairement en anciennes rentes, a été adressée au conseil de jurisprudence, par M. l'abbé Boucheix, curé de S.-Pierre (Puy-de-Dôme), l'un des abonnés du *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques* (1).

Elle doit être résolue par une distinction entre les *rentes constituées* ou rentes établies moyennant un capital que le prêteur s'est interdit d'exiger, et les *rentes foncières*, c'est-à-dire établies à perpétuité pour prix de la vente d'un immeuble, ou comme condition de la cession à titre onéreux ou gratuit d'un fonds immobilier (art. 530 et 1909 du Code civil).

Des rentes constituées.

Les rentes constituées sont régies par l'art. 1912 du Code civil, c'est-à-dire que le débiteur d'une rente constituée en perpétuel même avant la promulgation du Code civil peut être *contraint* au rachat s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années.

Le sens de cette disposition est même tellement rigoureux, qu'il a été jugé que le droit de demander le remboursement appartient au créancier par la seule force de la loi, et sans qu'il soit besoin d'aucune *mise en demeure* du débiteur. (Arrêts de la Cour de cassation des 8 avril 1818, SIREY 18, 1, 238; 10 novembre, 16 décembre 1818, SIREY 19, 1, 13, 174 273; — ou de *signification du titre à ses héritiers*, art. 877 du Code civil; arrêt de la Cour de cassation du 9 août 1841, SIREY 41, 1, 796; TROPLONG, *Du prêt*, nos 474-483; DUVERGIER, *ibid.*, nos 342 à 349.)

C'est aujourd'hui, suivant les propres termes de TOULLIER,

---

(1) Nous avons déjà publié plusieurs articles sur les rentes dues aux fabriques, notamment dans le vol. de 1853, pages 152 et 259. Il nous reste néanmoins un certain nombre de questions qui n'ont pu encore être insérées dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*. Nous espérons pouvoir rassembler prochainement tous ces documents, quand nous traiterons du remboursement des rentes, en commentant l'art. 63 du décret du 30 décembre 1809.

Droit civil, tome 6, nº 559, un point de droit irrévocablement fixé.

Des *offres réelles*, faites postérieurement par le débiteur, ne pourraient même enlever au créancier le droit qui lui est acquis d'exiger son remboursement dès qu'il a cessé de remplir ses obligations pendant deux années. Mêmes autorités; et, de plus, arrêts des Cours d'Áix, du 28 avril 1813, SIREY 13, 2, 279; de Douai, 17 novembre 1814, SIREY 15, 2, 233; de Caen, du 3 août 1827, SIREY 28, 2, 140.

Le mode de procéder que le créancier doit employer est d'ailleurs aussi simple que rapide, s'il est porteur d'un *titre exécutoire*.

Dans ce cas, il peut, en vertu de l'art. 1912 du Code civil, employer la *voie parée*, c'est-à-dire faire commandement et saisir les valeurs mobilières ou immobilières appartenant à son débiteur, à l'effet d'obtenir le remboursement de son capital, tout comme si la clause résolutoire et la convention de remboursement, à défaut de paiement des arrérages pendant deux années, étaient écrites dans le contrat lui-même.

Le débiteur, s'il a des moyens valables à opposer contre l'exigibilité du capital, ne peut les faire valoir qu'en saisissant les tribunaux par voie d'opposition au commandement ou à la saisie. (Arrêts de la cour de Dijon du 21 juillet 1809; de la Cour de cassation du 4 novembre 1812, SIREY, 13, 1, 397; TOULLIER, tome 6, nº 250.)

Ces moyens ne peuvent d'ailleurs être tirés que de l'impossibilité où il aurait été, par le fait personnel du créancier, d'acquitter exactement les arrérages; par exemple, s'il n'a pas connu d'une manière légale à qui la rente était due et où elle devait être payée. (Arrêts de la Cour de Caen, des 13 avril 1824, 17 janvier 1825, SIREY, 26, 2, 13, 215; de la Cour de cassation du 19 avril 1831, SIREY, 31, 1, 168).

En résumé, en matière de rentes constituées, ce n'est qu'autant que le créancier n'a pas de titre exécutoire qu'il doit se pourvoir par voie d'action principale, précédée de conciliation, pour introduire devant les tribunaux sa demande en remboursement.

Des rentes foncières.

Quant aux rentes foncières, bien que les lois nouvelles les aient mobilisées, elles ne jouissent pas des mêmes avantages.

Ainsi, l'art. 1912 du Code civil ne saurait leur être appliqué.

Le défaut de paiement de deux années d'arrérages n'est point une cause d'extinction *de plano* de la rente foncière. En principe, le créancier ne peut agir que par voie d'action en résolution, dans les termes de l'art. 1184 du Code civil, c'est-à-dire que la résolution du contrat doit être demandée et prononcée en justice, et qu'il peut être accordé un délai au débiteur suivant les circonstances. (Arrêts de la Cour de Caen du 13 mars 1815, SIREY, 16, 2, 287 ; de la Cour de cassation, du 28 juillet 1824, SIREY, 24, 1, 351 ; DURANTON, tome 4, nº 140; TROPLONG, nºs 487 et 488; DUVERGIER, nº 365.)

Ce n'est qu'*exceptionnellement* qu'on pourrait procéder tout de suite par voie de commandement et de saisie. Il faudrait pour cela qu'il y eût dans le contrat revêtu de la forme exécutoire une clause spéciale portant qu'à défaut de paiement des deux années d'arrérages, le capital fixé pour le rachat deviendrait exigible de *plein droit*. La stipulation serait alors pour les rentes foncières l'équivalent de l'art. 1912 à l'égard des rentes constituées; et des *offres réelles* faites avant toutes poursuites de la part du créancier, mais après l'échéance de deux années d'arrérages, seraient impuissantes pour empêcher le remboursement. (Arrêt de la Cour de Rouen du 27 février 1829, SIREY, 30, 2, 234.)

Délibéré, à Paris, par MM. BÉCHARD, DE VILLEPIN, MASSON, GERVAIS, SUVIGNY, TRIPET et DE CHAMPEAUX.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de novembre.

Nous rappellerons à MM. les membres du bureau des marguilliers qu'ils doivent se réunir en séance ordinaire dans le courant du mois de novembre, en conformité de l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809. (Voy. cet art. et le commentaire qui l'accompagne, *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1853, p. 84.)

Nous avons donné dans le même recueil, vol. 1851, p. 48, un modèle de procès-verbal d'une délibération et d'une séance ordinaire du bureau des marguilliers.

Dans leur séance mensuelle d'octobre, MM. les membres du bureau porteront leur attention sur le renouvellement des baux des bancs et chaises de l'église, et sur celui des baux des biens immeubles de la fabrique, dans les paroisses où il est d'usage de le faire à cette époque de l'année. Voy. nos observations sur ces deux points d'administration dans le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 281 et 282 et vol. 1851, p. 269 et suivantes.

Nous rappellerons aussi, d'une manière toute spéciale, à MM. les membres du bureau des marguilliers, leur obligation concernant les réparations dont les bâtiments paroissiaux peuvent avoir besoin, et auxquelles ils doivent s'empresser de pourvoir conformément aux art. 41 et suivants du décret du 30 décembre 1809. — Voy. encore, à cet égard, nos observations dans le *Bulletin*, vol. 1849, p. 283 et 315; vol. 1850, p. 357 et 370; vol. 1851, p. 261; et vol. 1853, p. 322 et suivantes.

Actes officiels

CULTE. — CONSEILS-GÉNÉRAUX.

Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes (M. Fortoul) *aux préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils-généraux dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes* (du 18 sept. 1854) (1).

CULTE. — COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Fortoul) *aux préfets, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pendant l'exercice* 1854 (du 26 septembre 1854) (2).

ÉDIFICES DIOCÉSAINS.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes aux architectes diocésains, leur demandant des propositions de travaux à exécuter en* 1855, *et leur indiquant de nouvelles formes à suivre pour la rédaction des projets.*

(1) Voy. *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 849, p. 300.
(2) Voir le texte d'une circulaire analogue, *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 300; voy. aussi vol. 1850, p. 287.

Paris, le 30 septembre 1854.

Monsieur, vous allez avoir bientôt à me transmettre vos propositions des travaux à faire en 1855, aux édifices diocésains dont la conservation vous est confiée.

Je crois devoir, à cette occasion, vous rappeler quelques-unes des règles contenues dans mes précédentes instructions.

On s'est plaint souvent de la lenteur mise à l'examen des projets des travaux concernant les édifices diocésains. Sans rechercher si ces plaintes ont été toujours fondées, je dois néanmoins reconnaître que quelques architectes ont pu les motiver par leur négligence à m'envoyer promptement leurs propositions. Aussi suis-je fermement résolu à empêcher que des retards si préjudiciables au bien du service se renouvellent.

La circulaire du 21 juin 1853 exige que les propositions annuelles soient transmises à l'administration avant la fin de l'année. Cette mesure a surtout pour but de mettre l'administration à même de pouvoir examiner toutes les propositions et répartir les crédits avant l'ouverture de l'exercice, de manière à faciliter la prompte exécution des travaux.

Il convient de ne pas s'écarter de cette voie. Je viens donc vous recommander, de la manière la plus formelle, de m'adresser vos propositions, pour l'année 1855, assez tôt pour qu'elles me parviennent, VISÉES *par Mgr l'évêque du diocèse et par M. le préfet du département*, avant le 15 novembre prochain.

Les propositions qui arriveront après cette époque, *ou qui ne seraient pas revêtues du visa* de l'évêque et du préfet, seront écartées et renvoyées purement et simplement à leurs auteurs. Elles devront toutes me parvenir, du reste, par l'intermédiaire des préfets.

Vous trouverez ci-joint, Monsieur, deux modèles des propositions et des séries de prix que vous aurez à me soumettre désormais. Ces modèles ont été adoptés par le comité des inspecteurs généraux des édifices diocésains, et je les approuve. Ils s'appliquent, conformément à la circulaire du 21 juin 1853, aux travaux d'entretien et aux gros travaux. Vous voudrez bien les suivre pour toutes les propositions que vous serez appelé à formuler dorénavant. Les bureaux ont reçu l'ordre de tenir la main à ce qu'aucun architecte ne s'en écarte, ou, à défaut par l'un d'eux de se conformer à cette prescription, de lui renvoyer ses projets sans examen.

Je vous prie de m'accuser réception de cette circulaire, dont j'envoie une expédition à Mgr l'évêque d
et à M. le préfet du département d

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé : H. FORTOUL.

Le même jour, envoi de la circulaire ci-dessus aux préfets et aux archevêques et évêques.

Cet envoi à NN. SS. les archevêques et évêques était accompagné de la circulaire suivante.

Paris, le 30 septembre 1854.

MONSEIGNEUR, j'ai l'honneur de vous envoyer ci-jointe une circulaire que j'adresse à MM. les architectes diocésains, pour leur demander les propositions de travaux à faire, en 1855, aux édifices dont la conservation leur est confiée.

J'ai cru devoir prescrire quelques nouvelles mesures pour éviter les retards qu'on m'a souvent signalés, soit dans l'examen des projets, soit dans l'approbation des travaux.

Je ne doute pas que MM. les architectes diocésains ne s'y conforment avec empressement. Néanmoins, j'ai pensé, Monseigneur, que, si vous vouliez me prêter votre concours en cette circonstance, les lenteurs que j'ai à cœur de faire cesser ne se renouvelleraient plus. Permettez-moi donc de vous le demander, afin d'obtenir que les instructions que j'ai cru devoir adresser à MM. les architectes soient exactement suivies dans votre diocèse.

Agréez, etc. *Le ministre de l'instruction publique et des cultes, Signé :* H. FORTOUL.

Chronique.

L'épiscopat français vient de faire une perte bien regrettable. Mgr l'évêque d'Évreux est décédé le 21 de ce mois, assisté par Mgr l'évêque de Séez. Mgr Nicolas-Théodore Olivier était né à Paris le 28 avril 1798. Il n'était par conséquent âgé que de 56 ans et 6 mois. Après avoir été, à Paris, curé de Saint-Étienne-du-Mont, puis de Saint-Roch, il fut nommé à l'évêché d'Évreux par ordonnance royale du 18 avril 1841, et sacré le 6 août de la même année.

— Monseigneur l'archevêque de Paris vient de publier un mandement remarquable pour la promulgation de l'encyclique de N. S. P. le pape Pie IX, en date du 1er août 1854, et la publication de l'indulgence plénière en forme de jubilé qui y est accordée.

— Par décret impérial, en date du 21 septembre, M. l'abbé Belland, chanoine de la cathédrale de Valence (Drôme), a été nommé chevalier de la Légion-d'Honneur. M. l'abbé Belland compte huit années de services militaires, six campagnes, deux blessures, et plus de trente ans de services ecclésiastiques.

43.

Actes officiels.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.

RAPPORT de S. Exc. *Monsieur le Ministre de l'instruction publique et des cultes, à l'Empereur, sur l'exécution du décret du 28 juin 1853, concernant les pensions ecclésiastiques* (1).

Paris, le 18 novembre 1854.

SIRE,

Le clergé français, qui s'est toujours signalé par sa vive charité autant que par ses lumières, a donné de nos jours des témoignages de dévoûment qui ont profondément touché le cœur de Votre Majesté. Dans des contrées douloureusement éprouvées, il ne s'est pas contenté de remplir avec un zèle apostolique les devoirs que lui impose sa mission divine, on l'a vu prodiguer aux malades les soins les plus touchants et rendre les derniers devoirs aux malheureux qu'avaient abandonnés leurs familles. Ces vertus n'attendent pas de récompenses humaines : le gouvernement, fidèle interprète des sentiments du pays, ne peut qu'exprimer sa reconnaissance au sacerdoce et à l'épiscopat, qui a partout donné les plus nobles exemples.

Mais si la dette est trop grande pour qu'on puisse songer à l'acquitter en entier, il est au moins des souffrances que Votre Majesté a voulu soulager. Après avoir consumé ses forces et épuisé ses ressources dans l'exercice du saint ministère, le prêtre se trouve souvent réduit à un dénûment que les infirmités de la vieillesse rendent plus douloureux encore. Sa mission divine, les vœux qui le lient à l'Eglise lui interdisent de se préparer, vers la fin de sa vie, quelques jours de repos et de bien-être, et s'il pouvait faire quelques épargnes, son cœur en aurait bientôt trouvé l'emploi.

L'épiscopat a toujours réclamé comme l'une de ses plus

(1) Le décret du 28 juin 1853, sur les pensions ecclésiastiques, et le rapport de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, sur lequel il est intervenu, ont été reproduits dans le *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol. 1853, p. 141. — Voyez aussi p. 359.

chères attributions le droit de remédier à cette sainte imprévoyance. Dans un grand nombre de diocèses, il a formé des caisses ou maisons de retraite qui ont déjà soulagé bien des misères. Mais les besoins dépassant de beaucoup les ressources, l'intervention de l'Etat restait toujours indispensable, et, chaque année, sur la proposition des évêques, le gouvernement accordait un modique secours aux prêtres que l'âge ou les infirmités condamnaient au repos.

Une subvention annuelle et précaire n'était pas en rapport avec les longs services de ces vétérans du sacerdoce. Divers projets ont été étudiés pour apporter, d'une manière plus régulière et plus digne, quelques adoucissements à leur vieillesse ; il était réservé à Votre Majesté d'acquitter, en partie du moins, la dette du pays, et le décret du 28 juin 1853, réparant un trop long oubli, est venu enfin créer des pensions de retraite pour ces vieux serviteurs de l'Eglise et de l'Etat.

Vous avez bien voulu, Sire, me remettre l'application et la signature des brevets de pensions ; je dois aujourd'hui vous rendre compte de l'exécution de vos ordres.

Le ministère auguste du prêtre ne saurait être assimilé aux fonctions qui ont trouvé place dans la loi récente sur les pensions civiles. Cette loi suppose des versements antérieurs et elle crée des droits incommutables à la pension de retraite. Les modiques traitements du clergé ne peuvent être soumis à une retenue mensuelle, et la discipline ecclésiastique ne laisse pas à l'Etat le droit d'accorder du repos à un prêtre que son évêque juge encore valide.

Les pensions ecclésiastiques ne devaient donc être accordées que sur l'avis de l'épiscopat. L'évêque seul peut déterminer le moment où chacun de ses prêtres quittera le poste qui lui est confié. Toutes les mesures ont été prises pour maintenir intact ce droit d'initiative et de juridiction épiscopale ; les propositions des prélats ont toujours servi de base à mes décisions.

Une disposition empruntée à tous les règlements analogues exige, comme seconde condition, trente années d'exercice du saint ministère. Mais, par une interprétation de faveur, les trente années ont été comptées à partir de la réception du sous-diaconat, conféré ordinairement deux années

avant la prêtrise ; et le bienfait du décret a pu être étendu à des prêtres infirmes qui n'en auraient joui que quelques années plus tard.

Enfin, une troisième condition ressort de la lettre et de l'esprit du décret : les pensions ecclésiastiques, en raison même de leur caractère de libéralité, ne doivent être accordées qu'aux prêtres français dont les ressources personnelles sont reconnues insuffisantes.

Si l'on pouvait aisément s'assurer que les candidats réunissaient ces trois qualités indispensables, il était bien plus facile de déterminer la quotité de la pension de retraite. L'âge, les infirmités, la durée et l'importance des services, la position nécessiteuse des ecclésiastiques, le pays même qu'ils habitent, et enfin les renseignements fournis par l'épiscopat, tels sont les éléments d'appréciation qu'il a fallu combiner pour arriver à fixer équitablement le chiffre de chaque allocation.

Les ressources de la caisse générale des retraites, créée par le décret du 28 juin 1853, s'élèvent, pour 1854, à 600,000 fr. Depuis le mois de mars jusqu'au 15 octobre dernier, 544,100 fr. ont été répartis entre 1,246 prêtres en retraite. Le taux moyen des pensions est donc d'environ 450 fr.

Parmi les ecclésiastiques qui ont obtenu ces pensions, on compte : 1 chanoine, 91 curés, 1,023 desservants, 99 vicaires, 23 aumôniers, 4 missionnaires, 1 directeur de séminaire et 4 professeurs de séminaire. Total : 1,246.

La durée des services de 958 pensionnaires varie de 30 à 40 années ; 230 ont exercé le saint ministère pendant un espace de 40 à 50 ans, — 26 durant une période de 50 à 60 ans, — et 32 ont été en fonctions pendant plus de 60 ans.

392	pensionnaires sont âgés	de 50 à 60 ans.
576	—	de 60 à 70
170	—	de 70 à 80
85	—	de 80 à 90
23	—	de 90 et au-dessus.

La répartition par diocèse présentait de nombreuses difficultés : j'ose espérer qu'elles ont été résolues de la manière la plus satisfaisante, grâce au concours de l'épiscopat. On ne saurait dès maintenant comparer utilement les divers dio-

cèses de la France sous le double point de vue du nombre et de la quotité des pensions. Les différences qui existent entre eux proviennent de causes multipliées que le temps et l'expérience mettront seuls à même d'apprécier. On ne s'étonnera pas, du reste, que les diocèses les plus pauvres aient été les mieux partagés : ainsi le diocèse d'Ajaccio compte 69 pensionnaires; le diocèse de Saint-Flour, 44 ; le diocèse de Rodez, 39.

Je suis heureux, Sire, d'avoir pu achever, au jour fixé d'avance, cette longue et délicate opération ; j'avais hâte de faire jouir tant de dignes ecclésiastiques du bienfait que Votre Majesté avait voulu leur assurer. Depuis longtemps déjà ils ont reçu leur brevet, et je dois compter sans réserve, pour le service régulier des pensions, sur le concours actif de la caisse des dépôts et consignations, chargée de réaliser les ressources et payer les arrérages.

Je ne puis terminer ce rapport sans transmettre à Votre Majesté les témoignages de reconnaissance de NN. SS. les évêques et des membres de leur clergé qui ont éprouvé l'effet de votre haute sollicitude : tous m'ont exprimé de la manière la plus chaleureuse et la plus unanime leur profonde gratitude pour le prince qui vient d'assurer aux vétérans du sacerdoce une retraite honorable, si longtemps regardée comme impossible.

J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect, Sire, de Votre Majesté le très humble, très obéissant et fidèle serviteur.

Le Ministre secrétaire d'État au département de l'instruction publique et des cultes,

H. Fortoul.

Approuvé : NAPOLÉON.

Par décret, en date du 1er novembre 1854, l'Empereur, sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, a nommé au siége épiscopal d'Évreux Mgr de Bonnechose, évêque de Carcassonne.

Par décret impérial, rendu le 28 octobre 1854, sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes,

et sur l'avis conforme du conseil d'État, le bref donné à Rome, le 31 janvier 1854, par lequel S. S. le pape Pie IX permet aux membres du chapitre de l'église métropolitaine de Tours et à leurs successeurs de porter sur la poitrine et sur l'habit de chœur une croix suspendue par un ruban de soie rouge et blanc, et reproduisant sur une face l'effigie de saint Maurice, avec la légende : *Chapitre métropolitain de Tours*, et sur l'autre face, l'effigie de saint Gatien, avec la légende : *Pie IX étant souverain pontife, année* 1854, est reçu et sera publié dans l'Empire en la forme ordinaire.

Par décret impérial, rendu le 28 octobre 1854, sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, les chanoines de l'église métropolitaine de Tours et leurs successeurs sont autorisés à porter sur l'habit de ville, dans les limites du diocèse de Tours, la décoration ecclésiastique qui leur a été conférée par le décret pontifical du 31 janvier 1854.

Par décret impérial, rendu le 11 novembre 1854, sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, le décret pontifical donné à Rome, le 12 juin 1854, par lequel S. S. le Pape Pie IX, sur la proposition de l'Empereur, autorise l'évêque de Coutances et ses successeurs à joindre à leur titre le titre purement honorifique de l'évêché supprimé d'Avranches, est reçu et sera publié dans l'Empire en la forme ordinaire.

Jurisprudence.

FÊTES ET DIMANCHES. — FERMETURE DES BOUTIQUES.

La loi du 18 *novembre* 1814, *relative à la célébration des fêtes et dimanches, est encore en vigueur; dès lors le commerçant qui ouvre sa boutique les jours de fêtes et dimanches comme les jours de la semaine commet une contravention à*

l'art. 2 de cette loi, qui défend aux marchands d'étaler et de vendre, les ais et volets des boutiques ouverts (1).

Cette décision a été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation, du 15 septembre 1854, qui a rejeté le pourvoi en cassation formé par le sieur Julien Blanchard, contre un jugement du tribunal de Guingamp, du 17 août 1854, qui l'a condamné à 19 fr. d'amende pour étalage et vente le dimanche, en contravention à l'art. 2 de la loi précitée.

Questions proposées.

DONS ET LEGS. — CHARGES. — ACQUITTEMENT. — ÉPOQUE. — AUTORISATION.

Lorsqu'un legs d'une somme d'argent a été fait à une fabrique, sous diverses charges, sans indication de l'époque à laquelle commencera l'acquit de ces charges, comme sans aucune stipulation relative aux intérêts de la somme léguée, les charges imposées sont-elles dues par la fabrique du jour du décès du testateur, ou seulement après l'autorisation du gouvernement et à partir du jour où elle a été légalement mise en possession du montant du legs?

Un legs d'une somme de 10,000 francs a été fait à la fabrique de Ch..., avec charge : 1° de célébrer cinquante-deux messes par an et à perpétuité pour l'âme du testateur; 2° de donner tous les ans 100 francs aux pauvres de la paroisse.

Le testament ne contient aucune stipulation relative aux intérêts de la somme léguée.

La fabrique, après avoir accepté provisoirement ce legs, a formé une demande auprès du gouvernement, à l'effet d'être autorisée à l'accepter.

Le décret d'autorisation n'a été rendu que dix-huit mois

---

(1) Voyez, dans le même sens, la savante dissertation de M. Gaudry, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Paris, dissertation insérée dans le *Bulletin des lois civiles ecclés.*, vol. 1850, p. 349, ainsi que les arrêts et autres autorités qui y sont cités.

après le décès du testateur, et le montant du legs payé seulement à cette époque, sans intérêt.

On demande si la fabrique, qui n'a été mise en possession du legs qu'après cette autorisation, est tenue de remplir les charges de ce legs à partir du décès du testateur, ou bien si elle ne les doit qu'à partir de sa mise en possession.

Il est incontestable que ce n'est qu'à partir de son entrée en jouissance du legs que la fabrique doit en acquitter les charges.

Les services religieux sont corrélatifs à la jouissance; et de même que la jouissance cessant par une cause quelconque, les services religieux cessent d'être obligatoires, de même ils ne sauraient être exigés avant que la jouissance ait commencé. (V. en ce sens AFFRE, *De l'admin. des paroisses*, p. 545; *Bulletin des lois civ. eccl.*, vol. 1853, p. 116, 117.)

Tel est d'ailleurs l'esprit du legs, que les intérêts d'une somme fixe et non susceptible d'être réduite doivent servir en totalité à l'acquittement des charges déterminées.

Or, si la délivrance du legs ayant été retardée, les charges devaient être acquittées à partir du décès du testateur, il s'ensuivrait que la somme nécessaire à l'acquit de ces charges devrait être prélevée sur le capital, et qu'à partir du jour où la délivrance (C. civ. 1014 et 1015) aurait eu lieu, les charges du legs ne trouveraient plus dans les intérêts du reliquat la rémunération qu'il avait été dans l'intention du testateur d'accorder, où qu'il faudrait recourir dès l'origine à une réduction des charges de la fondation.

Un tel résultat est inadmissible, et prouve suffisamment qu'à moins de stipulation expresse, la fabrique ne doit les charges imposées qu'à partir du moment où elle commence à jouir de la chose léguée.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de décembre.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers, conformément à l'article 22 du décret du 30 décembre 1809.

Préparation dans cette séance des affaires qu'il peut y avoir lieu de soumettre à l'examen du conseil de fabrique, dans sa session du mois de janvier prochain.

Si le récollement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église n'avait point été fait à la suite de la séance de Quasimodo, après la réorganisation du bureau, il y aurait lieu d'y procéder à la fin de l'année. (Voyez le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 85; vol. 1850, p. 78; vol. 1853, p. 308, et ce que nous avons dit sur ce point dans le cours de cette année.)

Nous prions nos lecteurs de vouloir bien se reporter aussi aux observations que nous avons faites, les années précédentes, à la même époque, au sujet de l'inventaire du mobilier des archevêchés et évêchés. On peut consulter sur cette matière l'art. 5 de l'ordonnance royale du 7 avril 1819, l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1829, et les ordonnances des 3 février et 4 janvier 1832 (*Recueil général du droit civil eccl.*, t. II), mais particulièrement, pour le résumé de ces actes législatifs et réglementaires, la livraison de novembre de l'année dernière. (Vol. 1853, p. 307.)

DES FABRIQUES.

Suite du décret du 30 *décembre* 1809, *concernant l'organisation et l'administration des fabriques des églises.* (Voyez le volume de 1853, pages 21, 77, 113, 151, 215, 274, 322 et suivantes; et ci-dessus, pages 156, 226, 257 et suivantes.)

DONS ET LEGS FAITS AUX FABRIQUES DES ÉGLISES.

Obligation des notaires en matière de dons et legs faits au profit des fabriques des églises. — Fonctions du trésorier relativement à l'autorisation et à l'acceptation de ces dons ou legs.

« ART. **58.** Tout notaire devant lequel il aura été passé un « acte contenant donation entre-vifs, ou disposition testa-

« mentaire au profit d'une fabrique, sera tenu d'en donner « avis au curé ou desservant.

« ART. 59. Tout acte contenant des dons ou legs à une « fabrique sera remis au trésorier, qui en fera son rapport à « la prochaine séance du bureau. Cet acte sera ensuite « adressé par le trésorier, avec les observations du bureau, « à l'archevêque ou évêque diocésain, pour que celui-ci « donne sa décision s'il convient ou non d'accepter.

« Le tout sera envoyé au ministre des cultes, sur le rap- « port duquel la fabrique sera, s'il y a lieu, autorisée à ac- « cepter : l'acte d'acceptation, dans lequel il sera fait men- « tion de l'autorisation, sera signé par le trésorier au nom de « la fabrique. »

De quelles manières les libéralités peuvent être faites aux fabriques.

1. Des libéralités peuvent être faites aux fabriques, soit par donation entre-vifs, soit par testament.

Donation entre-vifs. — Quelles personnes peuvent donner. — Forme dans laquelle la donation entre-vifs doit être faite.

2. La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. (Art. 894 du Code civil.)

3. Pour faire une donation entre-vifs, il faut être majeur, c'est-à-dire avoir atteint sa vingt-unième année, et ce, alors même qu'on serait émancipé. (Art. 903 et 904 du Code civil.)

4. Toutefois, la femme mariée ne peut donner entre-vifs sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari, ou sans y être autorisée par justice. (Art. 905 du Code civil.)

5. Pour pouvoir faire une donation entre-vifs, il faut être sain d'esprit. (Art. 901 du Code civil.)

6. Les fabriques, qui, en leur qualité d'établissements publics, sont placées sous la haute tutelle du gouvernement, et assimilées aux mineurs, ne peuvent valablement disposer de leurs biens par donation entre-vifs.

7. Par suite de ce principe, il a été décidé par l'administration des cultes qu'une fabrique ne peut céder à titre gratuit, à la commune, un terrain destiné à servir d'emplacement à une maison d'école. Cette cession ne peut être faite qu'à titre de vente. (Art. 902 du Code civil. Affaire de la fabrique de Montaigu (Manche.)

8. Aux termes de l'art. 931 du Code civil, les donations entre-

vifs doivent être faites par devant notaires ; elles ne sont valables qu'en cette forme.

9. De ce que les donations entre-vifs doivent être constatées par actes publics, il suit que celles qui résulteraient purement et simplement d'un acte sous seing privé seraient frappées de nullité et ne pourraient être autorisées par le gouvernement. (*Ordonn. du conseil d'Etat des* 26 *et* 28 *mars* 1839; *Avis du comité de législation des* 7 *février et* 4 *juin* 1840; *Lettre du ministre des cultes au préfet de la Marne, du* 13 *juillet de la même année.*)

10. Tout acte de donation doit être clair dans ses dispositions, et énoncer avec précision les charges et conditions, afin de prévenir tout risque de refus d'autorisation.

11. Quand on donne des objets mobiliers, l'acte n'est valable que pour les objets dont un état estimatif, signé du donateur et du donataire, a été annexé à la minute de la donation. (Art. 948.)

Il faut donc désigner d'une manière certaine tous les meubles qui sont l'objet de la donation ; autrement rien ne constaterait quels sont ceux qu'on a pris l'engagement de donner, à moins que l'acte n'en constatât la livraison.

12. Les donations entre-vifs faites sous des conditions dont l'exécution dépendrait de la seule volonté du donateur seraient nulles, par ce que, si une pareille condition était admise, le donateur pourrait arbitrairement reprendre ce qu'il a donné, ce qui est contraire au principe même de la donation. (Art. 944 du Code civil.)

Testament, — Quelles personnes peuvent tester et en quelles formes.

13. Le testament est un acte par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus, de tout ou partie de ses biens, et qu'il peut révoquer. (Art. 895 du Code civil.)

14. Toute personne peut disposer par testament, soit sous le titre d'institution d'héritier, soit sous le titre de legs, soit sous toute autre dénomination propre à manifester sa volonté. (Art. 967.)

15. Cependant, la loi limite le droit de tester à l'égard de ceux qui, à raison de la faiblesse de leur âge ou de leur position dépendante, sont considérés comme n'ayant pas une volonté ou une capacité suffisante pour l'exercer. (Art. 903 et suiv. du Code civil.)

16. Celui qui n'est pas sain d'esprit ne peut valablement tester. (Art. 901.)

17. La monomanie ou démence, bien que portée sur un seul ordre d'idées, peut, selon les circonstances, être une cause de nullité du testament de celui qui en est atteint. (*Arrêt de la cour de Bordeaux du* 14 *avril* 1836; Sirey-Devilleneuve, 36. 2. 409.)

18. Celui qui n'a pas seize ans accomplis ne peut faire un testament valable ; mais il le peut aussitôt qu'il a atteint cet âge. Néanmoins on ne peut, de seize à vingt et un ans, disposer par testa-

ment que jusqu'à concurrence de la moitié des biens dont la loi permet au majeur de disposer. (Art. 904 du Code civil.)

19. La femme mariée n'a pas besoin du consentement de son mari ni d'autorisation de la justice pour disposer de ses biens par testament. (Art. 905 du Code civil.)

20. Les libéralités faites par un testateur qui a atteint la majorité ne peuvent non plus excéder la moitié des biens du disposant, si celui-ci laisse à son décès un enfant légitime; le tiers, s'il en laisse deux; le quart, s'il en laisse trois ou un plus grand nombre. Si, à défaut d'enfants, il laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des deux lignes paternelle et maternelle, il ne peut léguer que la moitié de ses biens; il peut disposer des trois quarts, s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne. Les libéralités peuvent comprendre la totalité des biens si le disposant n'a pour héritiers ni ascendants ni descendants. (Art. 913, 915 et 916 du Code civil.)

21. La loi reconnaît trois formes de testaments : le testament olographe, le testament par acte public et le testament mystique. (Art. 969 du Code civil.)

22. Le *testament olographe* est celui qui est écrit par le testateur lui-même, sans assistance de témoins ou d'officier public.

23. Suivant l'art. 970 du Code civil, le testament olographe, pour être valable, *doit être écrit en entier, daté et signé de la main du testateur*. Il n'est assujéti à aucune autre forme.

24. La loi ne prescrit rien en ce qui concerne le mode d'écriture ou de rédaction des testaments olographes.

25. Un testament olographe écrit au crayon et signé de même est valable, dès lors qu'il est certain que l'écriture et la signature sont bien de la main du testateur, aucune disposition n'ayant spécifié ni l'instrument ni la matière avec lesquels doivent être tracés les caractères d'un testament olographe. (*Arrêt de la cour royale d'Aix du* 27 *janvier* 1846; Sirey-Devilleneuve, 47. 2. 30.)

26. On doit, autant que possible, écrire son testament olographe sur du papier timbré; mais cela n'est point de rigueur, et le testament sur papier libre vaut autant que celui qui est écrit sur papier timbré.

27. Il n'est pas de rigueur non plus que le testament olographe soit écrit sur un papier isolé : il peut l'être sur les registres domestiques ou sur les livres de compte du testateur. (*Arrêt de la cour de Nîmes du* 10 *janvier* 1810; Sirey-Devilleneuve, 10. 2. 231.)

28. Pareillement, est valable le testament olographe écrit sur deux feuilles séparées, encore bien que la seconde seule soit signée et que toutes les dispositions testamentaires se trouvent sur la première, si d'ailleurs il règne entre ces deux feuilles une liaison nécessaire qui n'en forme qu'un seul et même acte. (*Arrêt de la Cour de cassation du* 21 *juin* 1842; Sirey-Devilleneuve, 42. 1. 577.)

29. Au surplus, il appartient aux tribunaux de connaître si

l'acte qui leur est soumis constitue un véritable testament ou un simple projet de testament. (*Arrêt de rejet de la Cour de cassation du 3 déc.* 1850; Sirey-Devilleneuve, 50. 1. 780.)

30. Le testament olographe devant être entièrement écrit de la main du testateur, il serait nul pour le tout s'il portait quelques mots d'une main étrangère, même quand ces mots seraient inutiles au sens du testament. (Duranton, t. IX, n° 27; Coin-Delisle, sur l'art 970, n° 11, Marcadé, *ibid.*, n° 2.)

31. La signature qui doit être mise au bas du testament olographe est celle que le testateur a coutume d'apposer sur ses actes obligatoires. (Coin-Delisle, *loco citato*, n° 40; Marcadé, *ibid.*, n° 4.)

32. Est valable le testament olographe d'un évêque signé d'une croix, des initiales de ses prénoms et du nom de son évêché, lorsque le testateur était dans l'usage de signer ainsi. (*Arrêt de la cour de Pau du 12 juillet* 1822; Sirey-Devilleneuve, 22. 2. 337; *Arrêt de rejet de la Cour de cassation du 23 mars* 1824; Sirey-Devilleneuve, 24. 1. 245.)

33. Pour prévenir les procès, il faut apporter dans la rédaction des testaments la plus grande exactitude; car la moindre obscurité dans les expressions, l'emploi d'un mot impropre, seraient susceptibles d'en causer l'annulation (1).

34. Tout testament olographe doit, avant d'être mis à exécution, être présenté au président du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel la succession est ouverte. Ce testament est ouvert, s'il est cacheté, et le président dresse procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament, dont il or-

---

(1) Voici la formule d'un testament olographe :

Formule de testament olographe.

Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit.

Je soussigné, N..., demeurant à..., incertain de l'heure de ma mort, et voulant disposer, selon les lois, des biens que la Providence a laissés à mon usage pendant la vie, déclare que le présent écrit est mon testament, que je veux être fidèlement et ponctuellement exécuté après ma mort.

Je charge, pour cet effet, M. N... d'y veiller exactement, d'en prendre soin comme pour lui-même, et, à son défaut, M..., que je désigne l'un et l'autre pour être mes exécuteurs testamentaires.

Lorsqu'il plaira à Dieu de me retirer de ce monde, je le prie par les mérites de son Fils adorable, par l'intercession de la très sainte Vierge, des Anges et des Saints, d'oublier mes péchés et de recevoir mon âme dans le sein de sa miséricorde.

Je veux que mon corps soit enterré à...

Je donne et lègue à M..., prêtre ou curé de..., la somme de..., pour célébrer des messes et faire des services religieux pour le repos de mon âme.

Je donne et lègue à... la somme de... une fois payée et qui lui sera comptée un mois après mon décès, par mon légataire universel.

Je donne à... *tel* immeuble; à... mon armoire fermée, mon bureau, etc.; à... une rente viagère de..., payable d'avance et par quartier

donne le dépôt entre les mains d'un notaire qu'il désigne. (Art. 1007 du Code civil.)

35. Le *testament par acte public* est celui qui est reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou par un notaire, en présence de quatre témoins. (Art. 971 du Code civil.)

36. Si le testament est reçu par deux notaires, il leur est dicté par le testateur, et il doit être écrit par l'un de ces notaires tel qu'il est dicté. — S'il n'y a qu'un notaire, il doit également être dicté par le testateur et écrit par ce notaire. — Dans l'un et l'autre cas, il doit en être donné lecture au testateur, en présence des témoins. — Il est fait du tout mention expresse. (Art. 972.)

37. Ce testament doit être signé par le testateur; s'il ne sait ou ne peut signer, il doit être fait dans l'acte mention expresse de sa déclaration à cet égard, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer. (Art. 973.)

38. Le testament doit également être signé par les témoins; et néanmoins, dans les campagnes, il suffit qu'un des deux témoins signe, si le testament est reçu par deux notaires, et que deux des quatre signent, s'il est reçu par un notaire. (Art. 974.)

39. Ne peuvent être pris pour témoins du testament par acte public ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni les clercs des notaires par lesquels les actes auront été reçus. (Art. 975 du Code civil.)

40. Suivant un arrêt de la cour de Liége, du 23 juillet 1806, les ecclésiastiques peuvent être témoins dans les testaments qui contiennent des legs en faveur de la paroisse à laquelle ils sont attachés. (Sirey-Devilleneuve, 7. 2. 21.)

41. Il a également été jugé par arrêt de la cour d'Angers du 13 août 1807 que les prêtres desservants d'une église peuvent être témoins dans le testament public où leur église est instituée. (Sirey-Devilleneuve, 7, 2, 653.)

42. Il a toutefois été décidé, par un arrêt de la cour de Bordeaux

---

jusqu'à son décès, époque où le capital sera reversible à mon légataire universel.

Je donne et lègue à la fabrique de...

J'institue pour mon légataire universel M. N..., à la charge par lui d'acquitter les legs sus-mentionnés, de suite après mon décès.

Je révoque tous mes précédents testaments.

Fait à..., le du mois de..., l'an...

(*Signature.*)

Lorsqu'on a de la difficulté pour écrire, on peut mettre simplement :

Je lègue à..., à la fabrique de..., à l'hôpital de..., aux pauvres de..., telle chose. J'institue M..., mon légataire universel, à la charge par lui d'acquitter les legs ci-dessus. Je choisis pour exécuteur testamentaire M... Je révoque tous mes testaments antérieurs.

Fait à..., le... du mois de... l'an...

(*Signature.*)

du 14 juillet 1807, que la disposition par laquelle le testateur charge son héritier institué de payer une somme d'argent (pour être employée en prières) au ministre du culte qui, lors de son décès, exercera dans telle commune, est un véritable legs, de telle sorte que le prêtre qui se trouve profiter de la disposition est incapable d'assister au testament comme témoin, étant légataire présumé. (Sirey-Devilleneuve, 7. 2. 161.)

43. Mais la Cour de cassation, par arrêt du 11 septembre 1809 (Sirey-Devilleneuve, 9. 1. 417), a jugé, au contraire, qu'une telle disposition n'est pas un legs, mais seulement une charge de l'hérédité, et qu'en conséquence, le prêtre qui se trouve profiter de cette disposition n'est pas réputé avoir été incapable d'assister au testament en qualité de témoin, comme légataire présumé.

Nous conseillons cependant aux ecclésiastiques, pour éviter toute difficulté ultérieure, de ne point figurer comme témoins dans les testaments qui pourraient contenir quelques dispositions en faveur de leur église, ou d'eux-mêmes, ou de l'exercice de leurs fonctions.

44. Le notaire qui a reçu un testament est responsable de la nullité de cet acte, prononcée à raison de l'incapacité de l'un des témoins instrumentaires résultant de la parenté avec l'un des légataires, alors même que ces témoins ont été appelés et présentés par le testateur lui-même, si d'ailleurs le notaire n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour s'assurer de la capacité des témoins. (*Arrêt de la cour d'appel de Nîmes du 7 nov.* 1848.)

45. Le *testament mystique* ou secret est celui que le testateur écrit lui-même, ou qu'il fait écrire par un tiers, et qu'il présente ensuite, clos et cacheté, à un notaire qui en reste dépositaire. (Article 976 du Code civil.)

46. Toute personne sachant et pouvant lire peut faire son testament en la forme mystique; mais cette forme est particulièrement à l'usage de ceux qui ne savent pas écrire, ou qui, par des motifs souvent plausibles, ne veulent ni faire leur testament par écrit privé, ni confier le secret de leurs dispositions.

47. La forme du testament mystique est permise même à ceux qui ne peuvent ou ne savent signer; il suffit, dans ce cas, d'appeler un témoin de plus à l'acte de suscription. (Art. 977 du Code civil.)

48. Mais ceux qui ne savent ou ne peuvent lire ne peuvent faire de testament en la forme mystique. (Art. 978 du Code civil.)

49. Lorsque le testateur a *clos* et *scellé* son testament, ou en même temps qu'il le fait clore et sceller, il doit le présenter à un notaire et à six témoins (ou à sept s'il ne sait ou n'a pu signer), en leur déclarant que c'est là son testament. (Art. 976 et 977 du Code civil.)

50. Le notaire, en recevant le testament, doit immédiatement dresser l'acte de suscription, qu'il est nécessaire d'écrire sur le pa-

pier même qui contient le testament ou sur la feuille qui lui sert d'enveloppe. (Art. 976 du Code civil.)

51. Le notaire qui a reçu un acte de donation entre-vifs ou un testament en faveur d'une fabrique, et qui a négligé de se conformer à la prescription de l'art. 58 du décret du 30 décembre 1809, en n'en donnant point connaissance au curé ou desservant ou au représentant de la fabrique, peut être condamné à des dommages-intérêts envers cet établissement.

52. Lorsqu'après avoir fait un legs en faveur d'une fabrique ou d'un autre établissement public, un testateur vend à une autre personne l'immeuble ou l'objet mobilier qu'il avait ainsi légué, cette aliénation révoque la libéralité.

Des dénominations sous lesquelles peuvent être faites les dispositions testamentaires.

53. Les dispositions testamentaires sont ou universelles, ou à titre universel, ou à titre particulier. — Elles peuvent être faites soit sous la dénomination d'institution d'héritier, soit sous la dénomination de legs. (Art. 1002 du Code civil.)

54. Il y a trois sortes de legs : le legs universel, le legs à titre universel, le legs particulier.

55. Le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès. (Art. 1003 du Code civil.)

56. Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote part des biens dont la loi permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier. (Art. 1010 du Code civil.)

57. Le legs particulier est celui par lequel le testateur lègue des objets déterminés de sa succession. (*Ibid.*)

De la capacité des fabriques de recevoir les dons et legs qui leur sont faits. — Caractère et objet des dons et legs.

58. Les fabriques sont des établissements publics reconnus par la loi, et capables de recevoir, dans les limites de leurs attributions légales et avec l'autorisation de l'autorité civile, toutes sortes de biens, meubles et immeubles, susceptibles d'une propriété privée. (Art. 1er de la loi du 2 janvier 1817.)

59. On peut donner aux fabriques non-seulement pour l'entretien des églises et le service divin, mais encore pour tous les besoins généraux et particuliers de la paroisse.

60. Il suit de là que toute disposition se référant au service paroissial pour lequel elles sont établies, et de laquelle il peut résulter

pour elles un avantage direct ou indirect, est susceptible d'être recueillie par elles.

61. Les dons et legs faits aux titres ecclésiastiques, aux cures, succursales, chapelles vicariales, doivent être acceptés par les titulaires; mais, à leur défaut, ils doivent l'être par la fabrique. (Art. 1 et suivants du décret du 6 nov. 1813.)

62. Les dons et legs faits pour favoriser l'érection des églises sans titre légal ne sont pas nuls. (*Ordonn. du 19 janv.* 1820.)

Les fabriques ont qualité pour recevoir ceux qui sont faits aux églises supprimées, aux annexes, aux chapelles de secours qui sont situées dans la circonscription de la paroisse qu'elles administrent, parce que ces églises sont légalement représentées par elles. (*Ordonn. du 19 janv.* 1820; *Avis du comité de l'int. des 8 juin* 1819, 28 *mars* 1830, 5 *mai* 1838; *Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur du 7 avril* 1849.)

63. Et peu importe que la circonscription ecclésiastique dont ces églises dépendent existe sous le titre de cure, de succursale ou de chapelle vicariale.

64. Et si des services religieux sont attachés comme condition à ces libéralités, ils doivent être célébrés dans l'église paroissiale tant que l'église légataire ou donataire n'aura pas été légalement ouverte au culte. (*Avis du comité de législation du 5 avril* 1842.)

65. Mais, dans un pareil cas, il est convenable d'ériger au moins en chapelle de secours l'église qu'avait en vue le testateur, lorsqu'elle ne peut l'être en chapelle vicariale. (*Avis du comité de législation du 20 mai* 1842.)

66. Les libéralités faites pour la célébration de messes et services religieux, avec ou sans indication de l'église dans laquelle ces messes et services doivent être célébrés, ne sont pas toujours susceptibles d'être revendiquées par les fabriques.

67. Lorsque le testateur a désigné l'église dans laquelle il entend que ses intentions soient exécutées, il semble naturel de faire intervenir la fabrique de cette église en sa qualité d'établissement légal chargé de la surveillance des fondations.

Ainsi, dans ce système, les clauses testamentaires suivantes: Je lègue ma maison à Pierre, à la charge par lui de faire célébrer, dans l'église Notre-Dame, cinquante messes, ou bien : Je charge Pierre, mon légataire, de faire célébrer, dans l'église Notre-Dame, cinquante messes, etc... sont obligatoires pour le légataire.

En cas de refus du légataire de faire acquitter ces messes, le droit d'en demander la célébration appartient aux héritiers légitimes du défunt, à ses légataires universels, à ses exécuteurs testamentaires et à la fabrique de l'église dans laquelle les messes demandées par le testament doivent être célébrées.

Mais cette doctrine n'a point été admise par le conseil d'Etat. Il résulte, en effet, de plusieurs avis de ce conseil, et notamment d'un

avis du comité de législation du 14 septembre 1841, que, encore bien que le testateur désigne une église dans laquelle il désire que ses héritiers fassent célébrer des services religieux, s'il n'a pas expressément désigné la fabrique pour les faire exécuter, celle-ci est sans qualité pour accepter la disposition par laquelle le testateur a manifesté sa volonté.

68. Quand le testateur n'a point désigné l'église dans laquelle les services par lui demandés seront célébrés, par qui la libéralité doit-elle être recueillie?

Il faut distinguer. Si les héritiers du défunt n'élèvent aucune opposition à l'exécution de la disposition, ou si cette disposition prend le caractère d'une fondation perpétuelle, elle peut être acceptée par la fabrique de la paroisse que le testateur habitait au moment de son décès. C'est ce qui a été décidé par plusieurs lettres du ministre des cultes, et notamment par celle du 16 juin 1846, adressée à l'évêque de Saint-Brieuc. (*Affaire de la fabrique de Merdrignac, Côtes-du-Nord.*)

69. Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du 20 décembre 1833, décide également que, si le legs a pour objet une fondation de messes, la fabrique peut être appelée à accepter la somme nécessaire, suivant le tarif du diocèse, pour la célébration des messes demandées par le testateur.

70. De même encore, lorsqu'un legs est fait à un bureau de bienfaisance à la charge de faire célébrer des messes annuelles et à perpétuité, ce legs doit être accepté avec l'intervention de la fabrique de la paroisse du testateur, si le testament n'indique pas le lieu où ces services religieux seront célébrés. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur du* 17 *juillet* 1850, (bureau de bienfaisance de Neuvillalais, Sarthe.)

71. Il en faut dire autant pour le cas où un testateur dispose dans son testament que *telle partie de sa fortune sera employée en messes* pour le repos de son âme; si le desservant n'est point nominativement désigné dans la disposition testamentaire, il ne doit pas être admis à en accepter le bénéfice; c'est à la fabrique de l'église qu'il appartient de le recueillir. (*Avis du comité de législation du* 10 *nov.* 1846.)

72. Si la disposition testamentaire n'affecte point le caractère d'une fondation perpétuelle, et si elle ne fait qu'imposer aux héritiers du testateur l'obligation d'employer une partie de ses biens en messes ou autres services religieux, sans désignation d'aucune église, d'aucune fabrique ni d'aucun ministre du culte, elle ne constitue point un legs au profit de la fabrique, mais simplement une charge d'hérédité dont l'exécution est entièrement abandonnée à la conscience des héritiers ou représentants du testateur.

Et, dans ce cas, la fabrique ne serait point admise à revendiquer le bénéfice de cette disposition, ni à intervenir dans un procès ayant

pour objet de contraindre les héritiers du testateur à faire dire les messes. (*Avis du comité de l'intérieur du* 2 *mars* 1832; *Lettre du ministre de la justice et des cultes du* 13 *février* 1833; *Avis du comité de législation des* 20 *janvier*, 27 *mai*, 11 *sept.* 1841, 14 *janvier et* 14 *octobre* 1845; *Avis du conseil d'Etat du* 6 *janvier* 1847.

73. Un arrêt de la Cour de cassation du 16 juillet 1834 a décidé aussi que les libéralités faites par testament pour dire des messes sans indication de l'église où ces messes doivent être célébrées, sont considérées comme des charges d'hérédité et qu'elles ne sont point soumises, pour l'acceptation, à l'autorisation du gouvernement.

74. Lorsqu'un testateur charge un légataire de donner à une fabrique un certain nombre de messes sans fixer la rétribution pour chacune de ces messes, celle-ci doit être autorisée à accepter la somme déterminée d'après le tarif du diocèse pour faire dire le nombre de messes réclamé par le testateur. L'autorisation d'accepter doit être donnée à la fabrique, alors même qu'elle n'en aurait pas fait la demande spéciale dans l'instruction relative aux autres dispositions du testament. (*Avis du comité de législation du* 16 *avril* 1841.)

75. Les sommes provenant de pareilles dispositions doivent être remises par les héritiers, légataires ou exécuteurs testamentaires, aux ministres du culte qui ont été désignés par le testateur, et, à défaut de désignation, aux prêtres qu'ils croiront devoir choisir pour célébrer les messes et services demandés par le testateur.

76. Lorsqu'en l'absence de toute preuve de fait, un individu déclare être détenteur d'objets dépendants d'une succession, mais ajoute que ces objets ne lui ont été confiés ou remis par le défunt qu'à la condition de certaines œuvres pies, il y a indivisibilité dans cette déclaration. Si donc le détenteur offre de remettre aux héritiers les objets à lui confiés, sous la condition par eux de remplir les intentions du défunt, les héritiers sont tenus de se soumettre à cette condition ; ils ne peuvent obtenir la remise pure et simple des objets. (*Arrêt de la cour royale de Montpellier du* 6 *mars* 1828; Sirey-Devilleneuve, collect. nouv., 9. 2. 49; S. V., 29. 2. 18.)

77. Quand des services religieux sont imposés à des établissements publics, les fabriques doivent, pour les faire acquitter, en cas de difficulté, s'adresser au préfet et au ministre, qui arrêtent les budgets de ces établissements et qui auront soin de veiller à ce que les frais nécessaires pour ces fondations y soient compris. (*Circulaire ministérielle du* 15 *juillet* 1838.)

78. La disposition testamentaire par laquelle un testateur prescrirait de faire pour lui ou les siens des recommandations au prône, sans affecter pour cela aucune somme, ne constitue point pour la fabrique une libéralité, et ne doit, par conséquent, pas être, de sa part, l'objet d'une demande d'acceptation ou de refus. (*Avis du comité de l'intérieur du* 10 *mai* 1850.)

79. Le legs fait aux enfants de chœur d'une église, à charge de

messes, est valable, et la fabrique a qualité pour réclamer à son profit la délivrance de ce legs. (*Jugement du tribunal civil de Tournai* (*Belgique*) *du 14 juillet* 1845. — La cathédrale de Tournai contre Pauquez ; *Journal des Fabriques*, t. XII, p. 311.)

80. Les libéralités faites aux fabriques peuvent quelquefois ne consister que dans l'exécution d'une charge ou d'une condition d'une donation, d'une institution d'héritier, d'un legs ou d'une stipulation au profit d'un tiers ou d'un établissement public. Quand il en est ainsi, les fabriques peuvent les recevoir sans aucune formalité. Cependant, dans le cas où ces libéralités contiendraient des charges religieuses ou toutes autres conditions de nature à engager l'administration fabricienne, elles auraient besoin de l'autorisation du gouvernement pour les accepter.

81. La vente sous seings privés, qui porte que le prix en sera versé dans la caisse de la fabrique pour être employé à dire des messes et aux besoins de l'église, contient, au profit de la fabrique, un avantage qui peut être revendiqué par elle. Une lettre du ministre des cultes au préfet du Gers, en date du 12 octobre 1839, avait d'abord décidé que cet avantage ne rentrait pas dans les prévisions de la loi du 2 janvier 1817 et de l'ordonnance du 2 avril de la même année, de telle sorte que cette libéralité n'était point susceptible d'être autorisée par le gouvernement, par ce motif que la loi et l'ordonnance dont nous venons de parler ne soumettent à l'approbation du gouvernement que les dispositions faites par acte entre-vifs ou par testament. Mais, depuis, l'administration des cultes a reconnu l'erreur de cette doctrine et décidé qu'elle ne devait plus être suivie. (*Lettre du 19 mai* 1841.)

82-83. La fabrique a-t-elle qualité pour accepter les dons et legs faits aux confréries existant de fait dans la paroisse ?

Le conseil d'Etat a décidé la question affirmativement, dans un cas où la libéralité avait pour objet une *fondation de messes* devant profiter à l'église (*Avis du comité de l'intérieur du 10 juillet* 1835), mais négativement dans le cas où cette libéralité n'a point une pareille destination. (*Avis du comité de l'intérieur du 5 octobre* 1827 ; *Avis du conseil d'Etat du 10 avril* 1840 ; *Avis du comité de législation du 8 octobre* 1846.)

84. Un avis du comité de l'intérieur du même conseil, en date du 18 octobre 1836, a aussi décidé que le legs fait à une association de pénitents pour la *réparation de la chapelle* qui leur est affectée n'est pas susceptible d'être autorisé au profit de la fabrique. Mais cette jurisprudence n'a point été admise d'une manière absolue par l'administration des cultes, et il existe de cette administration une décision en date du mois d'août 1849, qui a statué avec raison, selon nous, que le legs fait à une confrérie de filles pour l'*entretien de l'autel de la sainte Vierge* doit être censé fait à la fabrique de l'église. (*Fabrique de Bussang, Vosges.*)

85. La capacité des fabriques pour recueillir les dons et legs dépend bien souvent de l'objet de ces dons ou legs et des conditions sous lesquelles ils sont faits.

86. En général, aucun établissement n'a qualité pour accepter un legs ou une donation dont il doit être fait emploi à une destination qui, par sa nature, ne rentre pas dans les attributions spéciales de cet établissement. (*Avis du conseil d'Etat des* 5 *août* 1813 *et* 4 *mars* 1841.)

87. Et il a été souvent décidé que cette règle est applicable aux fabriques des églises, qui sont au nombre des établissements publics reconnus par la loi.

88. Il a également été décidé qu'il n'appartient pas aux donateurs ou aux testateurs d'étendre la capacité légale des établissements publics au-delà des limites d'attributions qui leur ont été fixées par les lois et règlements en matière de legs et donations. (*Avis du conseil d'Etat du* 15 *janvier* 1837.)

89. Ainsi, les fabriques n'ont pas qualité pour accepter la donation ou le legs d'un terrain devant servir à l'établissement d'un cimetière, et sous la condition qu'on ne fera plus aucune inhumation dans le cimetière actuel. C'est à la commune que la libéralité doit être faite. (*Avis du comité de l'intérieur du* 8 *septembre* 1826; *Avis du comité de législation du* 13 *novembre* 1840; *Avis du conseil d'Etat du* 29 *janvier* 1845.)

90. Il n'y a pas lieu non plus d'autoriser une fabrique à accepter la *donation* à elle faite, en vue d'une concession de terrain accordée au donateur dans le cimetière, au moins jusqu'à ce que cette concession ait été elle-même autorisée. (*Avis du comité de législation du conseil d'Etat du* 21 *mai* 1841.)

91. Il n'entre pas dans les attributions des fabriques d'établir ou d'entretenir des écoles. Par conséquent, les donations qui leur seraient faites soit pour un établissement de ce genre, soit pour payer les mois d'école des enfants pauvres, ne seraient pas susceptibles d'être autorisées par le gouvernement. (*Avis du comité de l'int. des* 15 *av. et* 27 *juin* 1836; *du cons. d'Etat du* 12 *av.* 1837; *Lettre du min. des cultes à M. Boucarat, vicaire général de Nimes, mars* 1842.)

92. Par la même raison, une fabrique ne serait pas autorisée à accepter une donation faite à la condition de construire une maison affectée à une école dont les maîtres seraient nommés par le curé. (*Avis du comité de l'intérieur des* 15 *avril,* 27 *juin,* 14 *juillet* 1836, *et du comité de législation du* 17 *décembre* 1844.)

93. Mais l'autorisation pourrait être donnée si le donateur voulait modifier ses conditions et se contenter de réserver au curé la faculté de donner l'usage de sa maison à un instituteur breveté, au cas où les autorités locales ne s'accorderaient pas avec le curé sur le choix d'un instituteur communal. (*Avis du comité de l'intérieur du* 14 *juillet* 1835.)

94. L'autorisation d'accepter la libéralité serait refusée alors même qu'il s'agirait de la fondation d'une école gratuite, et qu'il serait proposée par le ministre de l'intérieur de faire intervenir dans cette acceptation la commune conjointement avec la fabrique. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur du* 14 *mai* 1842; fabrique de Saint-Martory.)

95. Mais nous croyons que l'administration des cultes et le conseil d'Etat lui-même se montreraient aujourd'hui moins rigides sur l'application de cette règle, à laquelle il a d'ailleurs été fait plus d'une infraction.

96-97. Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du 24 avril 1833, avait décidé que la donation d'une maison, faite à une fabrique pour servir au logement des sœurs de la Charité dévouées à l'éducation des jeunes filles, ne pouvait pas être autorisée, par ce motif que les fabriques ne sont point appelées à contribuer aux frais d'éducation des enfants pauvres de la commune. Mais cette jurisprudence n'a point été suivie d'une manière absolue, et il a été décidé depuis, par le comité de législation du même conseil, que le legs fait à une fabrique à la charge par elle d'entretenir dans une commune deux sœurs de Charité, sans désignation de la communauté à laquelle elles appartiendront, est susceptible d'être accepté même par la fabrique seule et sans l'intervention de la communauté à laquelle elles sont demandées. (*Avis du comité de législation du* 21 *juill.* 1846; fabrique de Saint-Igny-de-Vers, Rhône.)

98. Quoique l'art. 1er du décret du 30 décembre 1809 mette dans les attributions des fabriques l'administration des aumônes, il est néanmoins de jurisprudence que les dons et legs qui leur sont faits pour les pauvres ne peuvent pas être acceptés par elles sans l'intervention des bureaux de bienfaisance.

99. Ainsi, lorsqu'une fabrique est expressément désignée par un donateur ou un testateur pour l'exécution de ses dispositions en faveur des pauvres, elle peut être autorisée à les acquitter; mais les donations ou legs doivent, même dans ce cas, être acceptés par l'administration des pauvres, à laquelle il doit être fait communication de l'emploi des sommes données. (*Avis du comité de l'intérieur du* 6 *juin* 1828.)

100. La clause par laquelle un testateur ou un donateur charge son héritier ou son légataire universel de faire distribuer aux pauvres par la fabrique une somme déterminée est légale et de nature à être autorisée par le gouvernement; elle constitue une disposition qui doit être acceptée par la fabrique.

101. Il n'entre pas non plus dans les attributions des fabriques de fonder des hospices. Cependant, si une libéralité leur était faite pour cet objet, elle ne serait point sans effet, et un avis du conseil d'Etat du 4 mars 1841 décide, dans ce cas spécial, qu'il y a lieu de

statuer simultanément sur l'acceptation de cette libéralité et sur la création de l'établissement à fonder.

102. Les fabriques peuvent recevoir des legs ou donations d'une nue-propriété ou simplement d'un usufruit, ou de ces deux droits réunis. Ainsi un donateur ou un testateur peut disposer d'un immeuble ou d'une rente, de manière à laisser à une personne l'usufruit de cet immeuble, et, après sa mort, l'usufruit et la nue-propriété à la fabrique ou à l'église.

103. Les fabriques peuvent recevoir ou à titre gratuit ou à titre onéreux. La donation est à titre gratuit, quand le donataire ne fait et ne donne rien en échange de ce qu'il reçoit du donateur. Elle est à titre onéreux lorsque le donataire s'oblige à donner ou à faire quelque chose.

104. Lorsqu'une rente a été léguée à une fabrique pour la nue-propriété, et au *curé* de la paroisse pour l'usufruit, la fabrique doit-elle, en cas de répudiation par le curé du legs qui le concerne, être considérée *ipso jure* comme légataire de la pleine propriété? Nous le croyons, parce que, en principe, le droit de profiter de la caducité des legs est attaché à la charge de les acquitter. Et telle est ici la condition de la fabrique à laquelle était imposée l'obligation de souffrir l'acquit du legs. Proudhon, t. IV, nº 2041, enseigne aussi que la caducité d'un legs d'usufruit fait à terme profite au légataire de la nue-propriété et non à l'héritier.

105. Ainsi encore, lorsqu'un testateur a légué à des collatéraux une portion déterminée de ses biens, à la charge par eux de payer perpétuellement une rente à la fabrique d'une paroisse, s'il arrive que le legs de cette rente devienne caduc à défaut d'autorisation du gouvernement, ce sont les légataires qui avaient été chargés de la payer qui profitent de la caducité, à l'exclusion d'autres héritiers collatéraux auxquels le testateur avait également légué une partie de ses biens. (*Arrêt de la cour de Bourges du 4 juillet* 1821; Sirey-Devilleneuve, collect. nouv., 6. 2. 442.)

Dons et legs d'usufruit.

106. Nous avons dit que les fabriques sont aptes à recevoir des dons ou des legs d'usufruit. Mais, sous ce rapport, elles sont régies, en leur qualité d'établissements publics, par la disposition de l'article 619 du Code civil, portant que tout usufruit qui n'est pas donné à des particuliers ne peut excéder trente ans. Ainsi, tout usufruit d'un bien quelconque, qui serait légué à perpétuité à une fabrique, à une cure, à une succursale ou à une chapelle, est nécessairement réduit à trente années. (*Décision ministérielle du* 12 *juin* 1823; *Avis du comité de législation du* 29 *avril* 1840.)

107. Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat du 7 mai 1823 a décidé que, pour assurer l'exécution de cette interdiction

relative à la limite des usufruits légués aux établissements publics, il était nécessaire de la rappeler dans l'acte d'autorisation.

108. D'après l'art. 4 de l'ordonnance royale du 14 janvier 1831, les fabriques d'église ne peuvent pas recevoir *les donations entre-vifs* qui leur sont faites avec *réserve d'usufruit au profit du donateur*. Par suite, aucune donation de ce genre n'est susceptible de recevoir l'approbation du gouvernement. (*Avis du comité de l'intérieur des* 13 *octobre et* 1er *décembre* 1830, 24 *juillet* 1835; *Avis du comité de législation du* 4 *novembre* 1843.)

109. Mais un *donateur* peut-il au moins se réserver, comme condition de sa libéralité, une pension viagère? Non. Cette réserve équivaut à une réserve d'usufruit, dans le sens de l'art. 4 de l'ordonnance royale du 14 janvier 1831, et s'oppose à ce titre à l'autorisation de l'acceptation de la donation ainsi consentie. (*Journal des Fabriques*, 17, p. 136.)

110. Une donation entre-vifs faite à une fabrique ou à tout autre établissement écclésiastique ou religieux, avec réserve d'usufruit en faveur du donateur, ne peut être annulée pour ce motif par les tribunaux civils; la seule sanction de l'art. 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, qui déclare non susceptibles d'autorisation les libéralités de cette nature, consiste dans le refus à faire par le gouvernement d'autoriser l'acceptation de semblables donations. (*Ibid.*)

111. L'art. 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, qui prohibe les *donations* faites aux établissements ecclésiastiques avec réserve d'usufruit au profit des donateurs, n'est pas applicable aux dispositions testamentaires. C'est en vertu de cette exception qu'une lettre du ministre des cultes, en date du 20 novembre 1841, a décidé que le legs fait à une fabrique d'une nue-propriété par une femme, avec réserve de l'usufruit au profit de son mari, est valable, et que l'acceptation en peut être autorisée par le gouvernement. (*Lettre du ministre des cultes au préfet du Finistère, du* 20 *novembre* 1841. — Fabrique de Ploumoguer.)

Des donations anonymes faites aux fabriques.

112. Les fabriques, à l'instar des autres établissements ecclésiastiques, ne peuvent pas être autorisées à accepter des donations anonymes, parce que le nom des donateurs doit toujours être connu et inséré dans l'ordonnance d'autorisation. (*Avis du comité de l'intérieur, des* 17 *et* 22 *septembre* 1830.) — Mais il ne suit pas de là qu'elles ne peuvent point recevoir de ces sortes de donations sans autorisation. (*Voy.* ce que nous disons des *dons manuels.*)

113. Avant d'autoriser l'acceptation d'une donation faite à une fabrique par une personne qui désire rester inconnue, les autorités du domicile de cette personne doivent être engagées à fournir sur cette personne les renseignements nécessaires. Le nom du donateur

pourra du reste ne pas être inséré dans l'ordonnance royale. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 20 *décembre* 1839.)

Dons manuels.

114. Les fabriques peuvent recevoir des dons manuels, c'est-à-dire des dons faits de la main à la main, soit de sommes d'argent, soit de choses mobilières dont la tradition réelle suffit pour transférer la propriété.

115. Les donations manuelles sont parfaites par la remise de la chose donnée entre les mains du donataire. Mais cette remise de la part du donateur est indispensable pour transférer la propriété.

116. De simples paroles ou promesses de donner, qui ne sont pas suivies de la mise en possession du donataire, sont sans aucun effet. Par conséquent, si le donateur verbal vient à décéder avant d'avoir livré l'objet au donataire, cet objet n'est pas aliéné et fait encore partie de la succession du donateur.

117. Par suite, on doit considérer comme nul, en droit, le don manuel qui serait fait par un curé, pendant sa dernière maladie, à la fabrique, de tous les objets composant sa chapelle, tels que vases sacrés, ornements, etc., si ces objets étaient restés dans le presbytère jusqu'à sa mort; du moins les héritiers du curé pourraient légalement les conserver.

118. Une donation manuelle d'objets mobiliers, prouvée ou non contestée, mais qui n'a pas été suivie de tradition, peut-elle produire effet? — Une donation semblable est valable, par la seule déclaration du donateur qu'il entend gratifier le donataire, quand ce donataire est déjà en possession, à un titre quelconque, des objets donnés.

Les donations manuelles faites *in extremis* ou par des mourants sont valables.

119. Lorsqu'un objet mobilier a été donné manuellement à une fabrique, si le donateur, se fondant sur ce qu'il n'existe aucun acte qui constate la donation, revendique cet objet, la fabrique est admissible à prouver sa propriété par témoins.

120. La tradition réelle ne suffit pas pour la validité d'une donation de meubles incorporels, tels que des créances, il faut que le détenteur qui prétend que ces créances lui ont été données justifie que la transmission lui en a été faite, soit par acte de libéralité valable, soit par acte sous forme de contrat onéreux, ayant le caractère de légalité voulu par la loi. (Code civil, art. 893 et 931.) — S'il s'agit d'une créance établie par billet non négociable, par voie d'ordre, le don ne saurait résulter d'un simple endossement, et surtout d'un endossement irrégulier, en ce que, par exemple, il n'exprime pas la valeur fournie. (Code de commerce, art. 137;— *Arrêt de la Cour de cassation, du* 1er *février* 1842.)

121. Est valable, par la tradition réelle, le don manuel d'effets mobiliers, par exemple, d'inscriptions de rentes au porteur. (*Arrêt de la Cour de cassation, du* 6 *février* 1844.)

122. En général, les dons manuels ne sont ni assujétis aux formes prescrites pour les donations entre-vifs, ni soumis à la nécessité de l'autorisation du préfet ou du gouvernement, lors surtout qu'ils s'appliquent à des objets d'une valeur minime; mais les dons de sommes importantes, et ceux qui ont pour but d'assurer l'acquit de fondations perpétuelles, doivent toujours être constatés par actes notariés et soumis à l'approbation du gouvernement.

L'accomplissement de ces formalités est indispensable pour que le placement en rentes sur l'État des fonds provenant de semblables libéralités puisse être autorisé. (*Ordonnance en conseil d'État, du* 12 *janvier* 1837; *Lettre du* 27 *octobre* 1846 *du garde des sceaux au préfet de la Haute-Marne; Lettre du même, du* 5 *février* 1850.)

123. Lorsqu'il y a nécessité pour la fabrique de demander l'autorisation d'accepter une donation manuelle, comme dans le cas où cette donation est grevée de services religieux, le gouvernement qui autorise cette acceptation peut désigner l'emploi du montant de la donation. (*Avis du conseil d'État; Ordonnance rendue sur cet avis, le* 12 *mai* 1833.)

Libéralités faites à des églises situées en pays étranger.

124. Des églises étrangères peuvent-elles recevoir des dons ou legs d'immeubles situés en France? Cette question doit être résolue affirmativement, parce qu'il n'y a dans la législation aucune disposition qui s'y oppose. Mais l'église légataire doit se conformer en tout aux conditions qui sont imposées aux étrangers pour posséder en France.

125. En ce qui concerne la nécessité de l'autorisation préalable, l'administration des cultes a reconnu que le gouvernement français n'est point le tuteur des églises ou établissements religieux sis hors de son territoire, et qu'en conséquence, ce n'est point à lui qu'il appartient de leur donner l'autorisation d'accepter les legs d'immeubles situés sur le territoire français qui leur ont été faits par un testateur décédé en France. (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Saluces, en Piémont, du* 29 *août* 1842; *Lettre du même à Me Poupinel, avoué à Paris, du* 11 *mai* 1850.)

126. Toutefois, il résulte d'une lettre postérieure émanée du ministère des cultes, que, lorsque la demande en délivrance de legs formée par une église étrangère a été repoussée par les tribunaux français qui exigent, comme pour les églises de France, l'autorisation préalable du gouvernement français, bien que le ministre des cultes ait déclaré que ce gouvernement n'a pas le droit de la donner,

l'église étrangère peut renouveler sa demande en autorisation, et alors cette demande doit être instruite en la forme ordinaire, et soumise au conseil d'État. (*Lettre du ministre des cultes au ministre des affaires étrangères, du 17 décembre* 1844.)

127. Toutefois, avant de donner suite à une demande formée par un établissement ecclésiastique étranger afin d'obtenir l'autorisation d'accepter un legs qui lui a été fait par un Français, il y a lieu de demander au ministre des affaires étrangères, qui a transmis la demande, des renseignements sur l'origine, le but, les ressources et la position sous le rapport légal de l'établissement légataire.

Il y a également lieu de lui demander son avis sur la question de savoir si l'autorisation doit être donnée. (*Lettre du ministre des cultes au ministre des affaires étrangères, des 25 septembre* 1849, 18 *janvier* 1850.)

Des charges et conditions qui peuvent être imposées aux legs et donations.

128. *Charges.* — Les dons et legs faits aux fabriques peuvent, comme ceux faits aux particuliers, être soumis à des charges et à des conditions.

129. Ces administrations examineront donc soigneusement la nature et l'importance des charges qui leur sont imposées. Quand ces charges sont supérieures à la valeur des choses données, le legs ou la donation ne doit pas être acceptée par elles, parce que, par le fait de l'acceptation de la libéralité, elles contractent l'obligation de remplir fidèlement les intentions exprimées par le donateur ou par le testateur. (*Avis du comité de l'intérieur, du 21 mai* 1833.)

130. Ainsi, il y a lieu de refuser un legs fait à charge de services religieux toutes les fois que le prix de ces services, tel qu'il est réglé par les tarifs, dépasse la valeur du legs. (*Avis du comité de l'intérieur et du commerce, du* 30 *mai* 1832.)

131. Toutefois, en matière de fondations, lorsqu'il y a disproportion entre une libéralité et la charge qu'elle impose, l'évêque peut réduire les charges imposées à la fabrique légataire. (*Avis du comité de législation, du* 17 *mars* 1841.)

132. Et dans ce cas, l'autorisation d'accepter un legs fait à la condition de célébrer un nombre déterminé de services religieux, lorsque la somme léguée paraît insuffisante pour remplir les charges imposées, peut être accordée avec la condition de ne célébrer que le nombre de services auquel le legs donne droit d'après le tarif du diocèse. (*Avis du Comité de l'intérieur, du* 17 *juillet* 1835.)

133. Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du 10 novembre 1835, avait décidé que, quand il y avait lieu de réduire les services religieux pour les mettre en rapport avec la valeur de la libéralité, il était nécessaire d'obtenir l'adhésion des héritiers

pour cette réduction. Mais cette doctrine a été abandonnée postérieurement, ainsi que cela résulte de l'avis du comité de législation du 17 mars 1841, qui reconnaît en principe que l'évêque peut faire cette réduction malgré l'opposition des héritiers du testateur.

134. Le même avis du comité de législation, du 17 mars 1841, reconnaît encore que l'évêque peut statuer sur les réductions qu'il juge convenables, avant comme après l'autorisation donnée par le gouvernement à l'acceptation de la libéralité.

135. Lorsqu'un legs est fait à une fabrique sous la condition d'accomplir des services religieux, de servir à l'agrandissement de l'église et de construire un caveau pour le défunt, si la somme léguée est insuffisante pour ce triple emploi, et si, en définitive, la disposition paraît être faite plutôt dans l'intention de provoquer d'autres libéralités de la part des habitants qu'en vue d'exécuter les volontés du testateur, il y a lieu d'autoriser la fabrique à accepter ce legs, en supprimant les deux dernières conditions. (*Avis du comité de législation, du* 6 *avril* 1840.)

136. Lorsque les charges imposées à une donation paraissent à la fabrique assez onéreuses pour motiver son refus de l'accepter, ces charges peuvent être modifiées par le donateur; mais dans un pareil cas, cette modification doit être faite par un acte passé devant notaire, comme la donation elle-même. (*Avis du comité de législation, des* 7 *février et* 13 *novembre* 1840.)

137. La charge imposée dans un legs fait à une fabrique de laisser à une personne désignée par le testateur, pour tout le temps de sa vie, la jouissance d'un banc dans l'église, est acceptable par sa nature, et dans tous les cas susceptible d'être autorisée par le gouvernement. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 25 *octobre* 1850.)

138. Pour assurer l'exécution des charges imposées par les donateurs ou testateurs, les immeubles qui en seraient la garantie doivent, autant que possible, rester entre les mains de la fabrique; car on pourrait, en les dénaturant, compromettre l'accomplissement des intentions du donateur. Par les mêmes motifs, si le don consiste en une somme d'argent, il doit en être fait emploi en achat de rentes sur l'Etat, et les arrérages être affectés exclusivement et par priorité au service imposé. (Vuillefroy, *Administration du culte catholique.*)

139. *Conditions.* — Les conditions doivent être exécutées comme les charges. Mais pour qu'elles ne soient point un obstacle à l'autorisation de la libéralité, il est nécessaire qu'elles soient licites et conformes aux principes du Code civil et aux règlements spéciaux relatifs à l'administration des fabriques.

140. Toute donation entre-vifs ou testamentaire qui contiendrait des clauses auxquelles la loi a attaché l'effet de vicier la disposition principale, ne saurait être autorisée par le gouvernement. (*Avis du comité de législation et de l'intérieur, du* 29 *septembre* 1821.)

141. D'après l'article 900 du Code civil, les conditions impos-

sibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, doivent être réputées non écrites; les marguilliers ne s'y arrêteront donc point. Les libéralités faites sous des conditions semblables n'en sont pas moins susceptibles d'être acceptées, car elles sont valables; il n'y a que les conditions qui soient nulles. (*Avis du comité de l'intérieur, des 7 juillet* 1830 *et* 6 *mai* 1831, 10 *mars* 1837; *Avis du comité de législation, du* 20 *mai* 1841.)

142. Une disposition testamentaire, quoique renfermant une clause de pleine collation laïque, n'en est pas moins susceptible d'être autorisée par le gouvernement. Cette clause, qui est contraire aux lois (art. 900 du Code civil), doit être seulement considérée comme non écrite, et ne vicie pas la disposition testamentaire. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 25 *mai* 1811.)

143. Il a été décidé par un avis du comité de l'intérieur, du 30 avril 1828, que la condition qui serait imposée à une fabrique dans un legs qui lui serait fait de laisser la jouissance de la chose léguée à un tiers qui lui en paierait la rente annuelle, n'est pas recevable, et que l'acceptation n'en devrait pas être autorisée par le gouvernement.

144. Lorsqu'une *donation* d'une rente annuelle et perpétuelle est faite à une fabrique, à charge de services religieux et à la condition expresse qu'en cas de remboursement de ladite rente, le capital en sera employé non en rentes sur l'Etat, mais en placement sur hypothèque, cette dernière clause peut être regardée par le gouvernement comme un empêchement à l'autorisation ; mais dans un pareil cas, il y a lieu d'inviter le donateur à supprimer la condition de l'emploi du capital à laquelle il avait subordonné l'exécution de sa libéralité. (*Avis du comité de législation, du* 19 *décembre* 1843.)

145. Toutefois, en matière de *legs*, la clause par laquelle le testateur aurait stipulé que la somme léguée serait placée en rentes sur particuliers et sur des immeubles libres d'hypothèques, ne constitue pas de la part du testateur une condition essentielle qui ne permette pas au gouvernement d'ordonner l'emploi des legs en rentes sur l'Etat. (*Avis du comité de législation, du* 22 *février* 1842.)

146. A plus forte raison en doit-il être ainsi, lorsque le testateur ne fait qu'exprimer le désir que, dans le cas de remboursement du capital d'une rente par lui léguée à un établissement, et dont il a déterminé la destination, ce capital soit placé sur des particuliers et non sur l'Etat; ce désir ne doit pas être considéré comme condition du legs; et l'acceptation doit être autorisée avec la modification qu'en cas de remboursement, le capital sera employé en achat de rentes sur l'Etat. (*Avis du comité de législation, du* 5 *août* 1843.)

147. La condition de ne pas aliéner la chose léguée est contraire au droit que s'est réservé le gouvernement d'autoriser l'aliénation des biens appartenant aux établissements publics, et doit être con-

sidérée comme non écrite. (*Avis du comité de législation, du* 30 *juin* 1846; *Lettre du ministre des cultes au préfet de Nantes, du* 18 *août* 1849, *affaire de la fabrique de Saint-Emilien.*)

148. La prohibition d'aliéner l'immeuble légué, si ce n'est pour une somme exorbitante relativement à sa valeur, doit être considérée comme une clause d'inaliénabilité, et par suite réputée non écrite. (*Avis du comité de législation, du* 21 *janvier* 1842.)

149. La clause testamentaire portant défense au légataire de vendre ou d'engager, avant une époque déterminée, les biens légués, doit également être réputée non écrite, comme contraire à la loi. Par suite, le légataire n'est pas recevable à demander la nullité des aliénations faites contrairement à cette clause. (*Arrêt de la cour royale de Douai, du* 29 *décembre* 1847.)

150. La disposition d'un testament qui confie aux *desservants seuls* l'administration des biens immeubles laissés à l'*église* d'une commune, ne saurait être approuvée comme contraire au décret du 30 décembre 1809, et à toutes les lois qui prescrivent que les biens des églises seront administrés par les fabriques. — Les desservants sont, il est vrai, membres de droit des conseils de fabriques, mais on ne peut concentrer dans leurs mains les droits qui sont attribués au conseil tout entier. (*Extrait d'un rapport, du* 23 *mars* 1849. *Fabrique de Livet-en-Charnie, Mayenne.*)

151. Lorsqu'un testateur lègue un immeuble à la fois à une fabrique et à un bureau de bienfaisance, s'il confère l'administration de l'immeuble à la fabrique seule, cette clause doit de même être considérée comme non écrite; et dès lors, le maire de la commune doit, à défaut du bureau de bienfaisance, non-seulement intervenir dans l'acceptation du legs, mais encore en avoir l'administration à l'exclusion de la fabrique. (*Avis du comtié de législation, du* 26 *mai* 1841.)

152. La donation d'une église faite à une commune réunie à une succursale sous la condition que les baptêmes, les mariages et les enterrements auront lieu dans cette église, et non pas au chef-lieu de la succursale, n'est point de nature à être autorisée. (*Lettre du min. des cultes au préfet de l'Allier, du* 14 *avril* 1847, commune de Bost.)

153. Les missions étant défendues à l'intérieur de la France, les libéralités qui seraient faites aux fabriques pour subvenir aux frais de ces missions ne peuvent pas non plus être autorisées par le gouvernement, et ce alors même que le maire aurait proposé d'accepter ledit legs pour en employer le montant en achat d'un presbytère. (*Avis de la section de l'intérieur du conseil d'État, du* 9 *novembre* 1810; *Avis du comité de l'intérieur, des* 13 *octobre* 1830, 12 *octobre* 1831 *et* 17 *juillet* 1835.)

154. La solution devrait être identique, si le legs ou la donation était faite au curé pour le même objet, encore bien que le curé ou desservant de la paroisse demanderait l'autorisation d'affecter aux

réparations de l'église la somme destinée à la mission. Cette affectation serait contraire aux intentions du testateur, et ne peut pas être admise par le gouvernement. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du* 5 *janv.* 1850; *Lettre du ministre des cultes, du* 13 *mars* 1850; *affaire du desservant de Miramont; Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, p. 68.)

155. Quoique les fabriques ne puissent pas être autorisées à accepter une libéralité ayant pour objet l'établissement de stations extraordinaires ou périodiques, néanmoins, les dons et legs dont les revenus doivent être affectés à la fondation, dans une église, de prédications ou stations périodiques faites par des prêtres du diocèse spécialement autorisés par l'évêque, peuvent être valablement acceptés par ces établissements. (*Lettre du* 12 *novembre* 1849, *du directeur général de l'administration des cultes, au préfet du Puy-de-Dôme.*)

156. Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du 27 août 1830, a décidé que la condition d'établir une confrérie dans une église, est illicite, et que le legs qui la contiendrait ne saurait être autorisé par le gouvernement, alors même que l'évêque demanderait que ce legs fût employé à la célébration de services religieux.

157. Un avis postérieur du conseil d'État, en date du 15 octobre 1842, a également décidé que la condition faite par un testateur, d'établir une confrérie dans la chapelle existant sur le cimetière du lieu de sa sépulture, n'est pas susceptible d'être approuvée; mais que celle de placer une inscription dans l'église peut l'être, et qu'elle le sera implicitement par l'ordonnance qui autorisera l'acceptation du legs, sans qu'il soit besoin d'un arrêté spécial du ministre des cultes.

158. Toutefois, la jurisprudence résultant des deux décisions ci-dessus a été modifiée depuis, et, suivant un avis du comité de l'intérieur, du 18 mai 1850, les fabriques peuvent être autorisées à accepter les legs qui leur sont faits directement, à condition d'en employer le montant dans l'intérêt d'une confrérie, pourvu que cette confrérie n'ait rien de contraire aux lois.

159. N'est point acceptable la condition imposée à la donation d'une église, par laquelle les donateurs se réservent la jouissance d'une chapelle pour eux et leurs descendants, avec le droit de céder cette jouissance à des tiers. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Allier, du* 14 *avril* 1847, commune de Bost.)

160. On ne peut autoriser une fabrique à accepter une donation faite à condition de céder à une famille une chapelle ou un caveau, pour en faire un lieu de sépulture commun à tous les membres de cette famille. (*Avis du comité de législation, du* 12 *février* 1841.)

161. De même la donation entre-vifs faite à une fabrique pour réparer une chapelle de l'église, et établir sous cette chapelle un

caveau destiné à l'inhumation du donateur et de ses héritiers, est contraire aux prohibitions de l'article 1er du décret du 23 prairial an XII, alors même que l'entrée du caveau serait placée à l'extérieur de l'église. (*Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, du 14 mai* 1842; Fabrique de Saint-Martory (Haute-Garonne) (1).

162. La réserve d'une sépulture perpétuelle sur un terrain donné pour construire une chapelle, constitue encore une condition contraire à l'esprit du décret du 23 prairial an XII, qui ne veut pas qu'une famille ait le privilége de posséder un cimetière spécial, et empêcherait que la disposition qui la contiendrait pût être autorisée. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Eure, du 7 décembre* 1842.)

163. La condition stipulée dans une donation ou dans un legs fait à une fabrique, que le montant en sera employé à une destination en dehors de ses attributions légales, n'est pas toujours un obstacle à la validité de la libéralité.

Ainsi, lorsque le testateur a nominativement désigné un établissement public pour légataire, en lui imposant des conditions qui profitent exclusivement à un autre établissement, il y a lieu d'autoriser simultanément l'établissement institué et celui qui doit profiter de la libéralité.

Et alors même qu'il résulterait du testament que le testateur a voulu que la condition fût accomplie uniquement et exclusivement par l'établissement institué, et qu'il a même fait de l'exécution de sa volonté sous ce rapport, une clause révocatoire, ces dispositions devraient être réputées non écrites, comme étant contraires aux lois.

Spécialement, quand une libéralité est faite à une fabrique, sous la condition de former une école gratuite, il convient de faire intervenir dans l'acceptation la commune en même temps que la fabrique. (*Avis du conseil d'État, du 4 mars* 1841.)

164. Un avis du comité de législation du conseil d'État, du 4 mai 1847, a décidé qu'il n'y a pas lieu d'autoriser une fabrique à accepter le legs à elle fait sous la condition que le revenu en serait remis à perpétuité à un instituteur ou institutrice catholique, choisi uniquement par l'évêque, à l'exclusion de la municipalité.

Nous ne croyons pas que cette solution soit exacte; car, s'il est vrai que la condition du legs dont il s'agit soit contraire aux règles tracées par les lois et règlements sur l'instruction publique, il est certain aussi qu'elle devait être considérée comme non écrite, et que par suite elle ne devait point faire obstacle à ce que la libéralité fût acceptée simultanément par la fabrique et par la commune.

---

(1) Dans cette affaire, le ministre de l'intérieur avait donné un avis favorable à l'acceptation de la donation. (*Lettre du* 5 *avril* 1842.)

165. Nous estimons encore que le legs ou la donation à une fabrique, d'une rente dont le produit devrait être employé à payer un instituteur et une institutrice dans la commune, est valable; que cette libéralité doit être acceptée simultanément par la fabrique et par la commune; mais nous croyons que les fonds doivent être versés par le trésorier de la fabrique dans la caisse municipale, qui doit payer par elle-même cet instituteur.

166. La clause portant que toutes les contestations ou ambiguités qui pourraient naître pour l'interprétation ou l'exécution d'un testament seront décidées par arbitres, doit être réputée non écrite, les établissements publics ne pouvant compromettre. (Art. 1003 et suiv. du Code de proc. civile; *Avis du com. de l'int. du conseil d'État, du* 18 *novembre* 1836; *Lettre du ministre des cultes au ministère de l'intérieur, du* 12 *janvier* 1849.)

167. Un testateur ne peut valablement conférer à des tiers le droit de modifier les dispositions de son testament. Par conséquent, la clause d'un testament portant que les conditions et dispositions organiques et réglementaires des legs y contenus seront déterminées par telles personnes, doit être entendue en ce sens qu'elle ne confère à ces personnes que le droit de régler l'exécution des legs auxquels elle s'applique. (*Lettre du* 23 *mars* 1849, *de M. le directeur général de l'administration des cultes au préfet de la Somme.* — Fabrique de Fluy.)

168. *Conditions résolutoires et clauses de retour.* — Il est toujours permis aux donateurs ou aux testateurs d'insérer, dans les actes de leurs libéralités, la condition résolutoire pour le cas où les charges par eux imposées ne seraient point exécutées. (*Avis du comité de législation et de l'intérieur, du* 3 *mars* 1822.)

169. Aux termes de l'art. 951 du Code civil, le donateur peut stipuler le droit de retour des objets donnés; mais cette stipulation n'est valable que lorsqu'elle est faite au profit du *donateur seul.*

170. Ainsi, la clause de retour, en cas de suppression de l'établissement ecclésiastique donataire, ne peut être stipulée par le donateur ni au profit de ses héritiers, ni au profit d'un autre établissement d'utilité publique. (*Avis des comités de législation et de l'intérieur, des* 27 *septembre* 1821 *et* 30 *mars* 1822.)

171. Cette prohibition existe alors même que le donateur stipulerait le droit de retour pour lui-même et ses descendants simultanément. (*Avis du conseil d'Etat, du* 6 *fév.* 1816.)

172. Par suite, il n'y a pas lieu d'autoriser l'acceptation de la donation d'une chapelle faite à une fabrique, lorsqu'il a été stipulé par le donateur qu'au cas où le culte catholique cesserait d'y être célébré pendant un an, ladite chapelle retournerait en propriété et jouissance à lui-même ou à ses héritiers. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 25 *août* 1835.)

173. L'art. 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831 n'est pas appli-

cable aux dispositions testamentaires. En conséquence, peut être autorisée l'acceptation d'un legs fait à une fabrique d'une propriété par une femme avec réserve de l'usufruit au profit de son mari. (*Lettre du ministre des cultes au préfet du Finistère, du* 20 *nov.* 1841. — Fabrique de Ploumoguer.)

174. Lorsque, dans une *donation entre-vifs*, le donateur impose à son donataire certaines conditions à l'égard d'un tiers ; qu'il stipule que à défaut d'exécution de ces conditions de la part de ce donataire, la donation sera révoquée au profit de ce tiers, et réciproquement au profit du donataire, si ce tiers n'exécute point non plus les conditions qui lui sont imposées, ce donataire et ce tiers encourront la déchéance de leurs droits, au profit des héritiers collatéraux du donateur en cas d'inexécution des dispositions qui leur sont prescrites ; cette clause ne contient point un retour prohibé par l'article 951 du Code civil, et ne fait point obstacle à l'autorisation de la donation. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du* 26 *octobre* 1832.)

175. La condition d'employer un legs fait à une fabrique en achat d'un immeuble dont le revenu devra être donné à perpétuité au desservant pour dire des messes, avec cette stipulation que, si la paroisse est supprimée, cet immeuble deviendra la propriété d'un autre établissement qui devra alors faire acquitter les charges, ne constitue pas une clause de retour ; et l'autorisation d'accepter le legs doit être donnée. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 9 *août* 1833.)

176. L'article 951 du Code civil, qui ne permet la stipulation d'un droit de retour qu'au profit du donateur seul, ne s'applique qu'aux donations entre-vifs.

Il n'y a pas clause de retour dans le sens de cet article, lorsqu'un testateur exprime l'intention de faire rentrer dans la disposition générale de ses biens le legs particulier qui ne serait pas recueilli. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 7 *septembre* 1831. — Fabrique de Trioulon, Cantal.)

177. *Substitutions.* — Les donateurs ou les testateurs doivent éviter d'insérer dans leurs libéralités des clauses qui constitueraient des substitutions prohibées, parce qu'elles auraient pour effet de rendre nulles ces libéralités.

178. Et à cet égard, il n'est pas inutile de faire observer que l'on distingue en droit deux sortes de substitutions : l'une qui résulte de la clause par laquelle un testateur qui, après avoir institué un héritier, et craignant qu'il ne veuille ou ne puisse l'être, en nomme un autre, qui, à son défaut, sera son héritier. C'est la substitution *vulgaire ;* elle n'est point défendue. L'autre qui résulte des dispositions d'un testateur qui veut faire passer ses biens d'un successeur à un autre ; de sorte que le premier appelé transmette après lui ces biens au second ; et que s'il y a plusieurs appelés, les biens passent de l'un à l'autre par ordre successif : c'est celle que l'on désigne sous le nom de substitution *fidéicommissaire.* Le caractère essen-

tiel de cette substitution est la double condition imposée à l'institué de conserver et de rendre la chose par lui reçue, Or, aux termes de l'art. 896 du Code civil, toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire est chargé de *conserver et de rendre* à un tiers, est nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire.

179. Ainsi, lorsqu'une donation ou un legs fait à un établissement ecclésiastique est entaché de substitution, l'acceptation n'en doit pas être autorisée. La loi n'admet en faveur des établissements publics aucune exception à ce principe. (*Avis des comités réunis de législation et de l'intérieur, des* 31 *octobre* 1818, 20 *sept.* 1821, *et* 30 *mars* 1823.)

180. Il a été décidé qu'il y a substitution prohibée dans le legs fait à une église, avec clause de retour au profit des pauvres dans le cas où le culte cesserait d'être célébré dans la paroisse. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du* 15 *septembre* 1830.)

181. Et encore dans la donation faite à une fabrique, contenant cette disposition, que, dans le cas où la paroisse viendrait à manquer de desservant, le montant de la donation passerait aux pauvres de la commune. (*Avis du comité de législation, du* 16 *mai* 1843.)

182. La donation faite à une fabrique et éventuellement aux pauvres de la commune, en cas de suppression du culte divin dans cette commune, avec charge pour ceux-ci de restituer la donation à la fabrique dans le cas de rétablissement du culte, constitue une substitution prohibée, qui a pour effet de frapper de nullité la donation faite à la fabrique. (*Avis du comité de législation, du* 20 *août* 1841.)

183. Lorsqu'une donation est faite à la fabrique d'une église pour le cas où elle serait érigée en succursale, et dans le cas contraire, à une autre fabrique existant légalement, il n'y a pas lieu d'autoriser l'acceptation de cette donation qui est nulle, soit comme se référant à un établissement qui n'existe point, soit comme contraire à l'art. 896 du Code civil. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 22 *août* 1828.)

184. Il y a également substitution dans le legs fait à un desservant d'une église avec stipulation que ce legs sera transporté à un hospice, en cas de suppression momentanée du culte, avec clause de retour au profit dudit légataire en cas de rétablissement de la religion; comme il y aurait dans cette disposition une substitution prohibée, l'acceptation du legs ne doit pas être autorisée. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 27 *mars* 1833.)

185. Il y a encore substitution dans le legs fait aux desservants successifs d'une paroisse avec clause que l'héritier du testateur rentrera en jouissance du legs en cas de vacance de la succursale, ou de suppression du culte dans la paroisse. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 7 *juillet* 1835; *du comité de législation, du* 25 *septem-*

bre 1840, *approuvé par le conseil d'État, le* 26 *du même mois.*

186. Mais, encore bien qu'un legs fait à une fabrique contienne une substitution prohibée, si le testateur a exprimé l'intention de détruire la nullité résultant de cette substitution, et que ses héritiers, désirant respecter sa volonté, offrent à cet établissement la compensation du legs, il y a lieu d'autoriser l'acceptation de l'offre faite par les héritiers. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 5 *décembre* 1828.)

187. Quand le legs d'une rente annuelle et perpétuelle est fait au curé d'une certaine paroisse à la charge de conserver et de rendre au curé d'une autre paroisse, dans le cas où la sienne y serait réunie, il convient dans l'intérêt du curé de tenter une transaction entre les parties, relativement à la question de substitution qui pourrait exister dans ce legs. Il y a d'ailleurs lieu d'autoriser un pareil legs en faveur du premier institué, si les héritiers du donateur veulent souscrire une déclaration portant qu'ils consentent, en ce qui les concerne, à ce que le legs fait éventuellement au curé de la seconde paroisse soit réputé non écrit, et s'ils renoncent à faire valoir la nullité du legs fait au premier curé, et grevé d'une substitution prohibée. (*Avis du comité de législation, du* 13 *avril* 1847.)

188. Le legs fait à une annexe pouvant être accepté par la fabrique de l'église dont elle dépend, la clause qui, dans la prévision que les deux églises viendraient à avoir une administration séparée, disposerait que le legs passerait à la fabrique de l'annexe, ne doit pas être regardée comme constituant une substitution prohibée. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 20 *février* 1835.)

189. D'après un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du 22 mai 1835, le legs d'un immeuble fait à la fabrique ou aux desservants successifs d'une paroisse, sous la condition que les revenus de cet immeuble profiteront aux pauvres de la commune, en cas de suppression du culte catholique, avec retour à leur première destination, au cas de rétablissement du culte, ne contient point une substitution, et est par conséquent susceptible d'être autorisé.

190. Il n'y a pas non plus substitution dans le legs fait à une fabrique pour fondation de services religieux, avec clause qu'une partie ou la totalité de ce legs sera affectée au soulagement des pauvres en cas de suppression de l'église. Il y a seulement, dans une pareille disposition, un changement d'emploi de la chose léguée, qui ne fait point obstacle à ce qu'elle soit autorisée par le gouvernement. (*Avis du comité de l'int., du* 20 *mars, approuvé par le conseil d'État, le* 29 *du même mois.*)

191. Il a été jugé que l'institution d'une prébende avec commission de messes, dans une église, mais aussi avec réserve de la jouissance de cette prébende et des biens qui y sont affectés au profit des héritiers de l'instituant pendant un certain nombre de générations, après quoi les biens doivent définitivement rester à l'église,

ne constitue pas une substitution fidéicommissaire à plusieurs degrés, qui se soit éteinte au profit du dernier possesseur de la prébende, par l'effet de l'abolition des substitutions ; mais seulement une fondation de messes, dont le sort a été fixé par les lois des 10 février 1791 et 13 brumaire an II, et dont les biens y affectés, devenus d'abord la propriété de l'État, ont été depuis dévolus aux fabriques. (*Arrêté du 7 thermidor an* XI ; *Décret du 22 fructidor an* XII ; *Arrêt de rejet de la Cour de cass., du 13 janvier* 1846 ; *Sirey-Devilleneuve*, 46, 1, 506.)

192. Un avis du comité de l'intérieur, du 1er décembre 1830, avait décidé que la disposition testamentaire faite au profit d'une fabrique, avec la condition qu'elle n'entrera en possession du legs que dans le cas où il n'existerait point de sœurs de la charité dans la commune, soit au moment du décès de la testatrice, soit dix ans après ce décès, et qu'au cas où il existerait de ces sœurs dans la commune aux époques désignées, ce seraient elles qui seraient mises en possession du legs, présentait cette alternative, ou que le legs est fait en faveur d'un établissement qui n'existe pas, ou qu'il doit revenir à la fabrique, avec clause de substitution ; et, qu'en conséquence, il n'y a pas lieu d'en autoriser l'acceptation. Mais cette jurisprudence n'a point été suivie dans un avis postérieur du même comité, du 17 août 1832, qui a reconnu que la substitution dont il s'agit n'est qu'une clause conditionnelle, et ne contient point une véritable substitution qui s'oppose à l'autorisation du legs.

193. Il appartient à la Cour de cassation d'apprécier si les actes qui contiennent des libéralités au profit des fabriques renferment ou non des substitutions prohibées. (*Arrêt de la Cour de cassation, du* 20 *janvier* 1840.)

194. Quand, dans les libéralités faites aux fabriques ou autres établissements publics, il se trouve des clauses qui annullent la disposition principale, ou que la loi déclare simplement non écrites, l'administration, appelée à statuer sur leur acceptation, croit quelquefois devoir appeler l'attention du donateur ou des héritiers du testateur sur les irrégularités existantes et leur indiquer les moyens de les rectifier. Mais nous devons dire ici que ces avertissements sont purement facultatifs, et on ne peut, à cet égard, que s'en référer à la prévoyante bienveillance du gouvernement.

Leur but ne saurait être de faire valider, par une déclaration subséquente, des actes nuls en tout ou en partie, mais de mettre sur la voie d'en faire de plus réguliers. (*Avis des comités de législation et de l'intérieur, des* 27 *sept.* 1821 *et* 30 *mars* 1822.)

Actes conservatoires à faire par la fabrique, et pièces à produire pour obtenir l'autorisation d'accepter les dons et legs.

195. Les fabriques et autres établissements ecclésiastiques ne peuvent régulièrement recevoir le montant des libéralités faites à leur

profit, par donations entre-vifs ou par testaments, qu'après avoir obtenu de l'autorité compétente l'autorisation de les accepter. (Art. 910 et 932 du Code civil; Art. 59 du décret du 30 déc. 1809; Loi du 2 janv. 1817; *Lettre du 3 juillet 1849, du directeur général de l'administration des cultes au préfet de l'Orne.* — Fabrique de Passais.)

196. Lorsqu'une libéralité, directe ou indirecte, a été consentie en faveur de la fabrique ou de l'église, le trésorier doit immédiatement faire tous les actes conservatoires qui sont nécessaires pour sauvegarder les droits de la fabrique, et obtenir l'autorisation d'accepter cette libéralité, suivant les prescriptions indiquées dans l'article 59 du décret du 30 décembre 1809.

197. Par actes conservatoires, il faut entendre ici ceux qui ont pour objet de mettre le gouvernement à même de statuer sur l'autorisation d'accepter; car la fabrique légataire ou donataire n'a pas avant l'autorisation, qualité pour se mettre en possession ni pour défendre, en cas de contestation, la valadité des dispositions faites en sa faveur devant les tribunaux : toute autorisation de plaider à cet effet lui serait par conséquent refusée par les conseils de préfecture. (*Arrêt du conseil d'Etat, du 7 mai 1823; avis du comité de l'intérieur, du 24 mars 1835.*)

198. Les pièces à fournir par les fabriques, pour obtenir l'autorisation d'accepter les dons et legs, ont été indiquées dans plusieurs circulaires du ministère des cultes, et notamment dans celles des 12 avril 1819, 29 janvier 1831 et 14 septembre 1839.

Ces pièces sont pour les *Legs :*

1° Une expédition ou un extrait authentique, sur papier timbré du testament (*Circul. du ministre des cultes, du 12 avril 1819; avis du comité de législation du conseil d'État, du 2 mars 1847.*);

2° L'acte de décès du testateur, également sur papier timbré (*Circul. du ministre des cultes, du 12 avril 1819.*);

3° Le procès-verbal de l'évaluation de la chose léguée (*Circul. précitée.*) (1);

4° La délibération du bureau des marguilliers contenant accep-

---

(1) Voici la formule d'un procès-verbal de ce genre :

Procès-verbal d'évaluation de l'objet légué ou donné.

Cejourd'hui... du mois de... l'an..., je soussigné..., géomètre, demeurant à..., expert nommé par délibération du bureau des marguilliers de l'église de..., en date du..., pour faire l'estimation d'un terrain en nature de..., situé à..., légué *ou* donné à ladite église par M..., suivant acte... du..., me suis transporté sur ledit terrain, au mesurage duquel j'ai procédé suivant les règles de l'art.

L'opération étant terminée, j'ai reconnu que le terrain présente une contenance de... hectares... ares... centiares. J'ai consulté ensuite les renseignements que j'avais recueillis à l'avance, tant sur le prix de vente que sur le prix de location des terres de cette situation, et j'ai estimé le

tation provisoire de la libéralité, et chargeant le trésorier de faire les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation de l'accepter définitivement (*Circul. précitée.*) (1);

5° Le budget de la fabrique approuvé par l'évêque; et s'il s'agit d'une libéralité qui intéresse une cure, succursale ou chapelle, l'état de l'actif et du passif des revenus de l'établissement. — Ce budget ou cet état doit être vérifié et certifié par le préfet (*Art.* 5 *de l'ordonn. du* 14 *janv.* 1831; *avis du comité de législation du conseil d'État, du* 12 *mars* 1840.) (2);

6° L'avis de l'évêque ou même son approbation provisoire, s'il y a charge de services religieux (*Art.* 59 *du décret du* 30 *déc.*

---

terrain légué *ou* donné à l'église, en capital à la somme de... par hectare, soit en totalité à..., et en revenu, à la somme de... par année.

En foi de quoi j'ai rédigé le présent procès-verbal.

Fait et clos à... les jour, mois et an susdits.

(*Signature.*)

Lorsqu'il n'est pas nécessaire de faire vérifier la contenance de l'immeuble, on peut désigner un propriétaire ou un cultivateur pour l'estimation. S'il s'agit d'une maison, on nomme de préférence pour l'expertise un architecte, un entrepreneur de bâtiments, ou un maître maçon. Pour un objet mobilier, il faut confier l'expertise à l'ouvrier qui serait jugé le plus capable de faire une juste appréciation de la valeur de l'objet donné ou légué.

(1) Cette délibération peut être rédigée dans la forme suivante :

Délibération du bureau des marguilliers contenant acceptation provisoire d'un don ou d'un legs, et chargeant le trésorier de faire les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation de l'accepter.

Cejourd'hui... du mois de... l'an..., le bureau des marguilliers de la paroisse de..., réuni à la sacristie (*ou* au presbytère) de..., conformément à la convocation faite par M. le curé de la paroisse, M. le président donne lecture d'un acte de donation (*ou* d'un testament), par lequel N... donne (*ou* lègue) à la fabrique une parcelle de terre, de la contenance de..., évaluée en capital à la somme de..., et produisant un revenu annuel de...

Ce don (*ou* ce legs) est fait à la fabrique, à la charge par elle de faire célébrer à perpétuité pour le donateur (*ou* le testateur) quatre services annuels avec vigiles et obsèques (*ou* trois messes hautes ou basses) les... Cette donation (*ou* ce legs) offrant un revenu supérieur aux frais qu'entraînera la célébration des services (*ou* un revenu suffisant pour l'acquit des charges imposées par le fondateur), le bureau, après en avoir délibéré, est d'avis qu'elle est avantageuse à la fabrique, et, en conséquence, il accepte la susdite donation, avec les charges énumérées dans l'acte constitutif.

Il charge en même temps le trésorier de faire toutes les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation et faire l'acte d'acceptation définitive.

Fait et délibéré à..., les jours, mois et an susdits.

(*Signature.*)

(2) La copie du budget à fournir par la fabrique doit être sur papier libre et certifiée conforme à la minute. S'il y a lieu de produire l'état de

1809 ; *art.* 2 *de l'ordonn. royale du* 2 *avril* 1817 ; *circul. précitée du* 12 *avril* 1819.) ;

7° L'acte d'adhésion ou d'opposition des héritiers à la délivrance du legs, ou la copie de l'acte extrajudiciaire constatant que les héritiers ont été appelés à prendre connaissance du testament ; et s'il n'y a pas d'héritiers connus, l'acte constatant qu'un extrait de ce testament a été affiché, de huitaine en huitaine, et à trois reprises consécutives, au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur, et inséré dans le journal judiciaire de l'arrondissement ou du département (*Art.* 3 *de l'ordonnance royale, du* 14 *janvier* 1831 ; *avis du conseil d'Etat, du* 4 *juin* 1811.) (1) ;

---

l'actif et du passif de l'établissement légataire, il peut être rédigé de la manière suivante :

État de l'actif et du passif, ainsi que des charges et des revenus de la fabique, cure ou succursale.

ACTIF.

Reliquat du compte de 18... (dernier compte rendu).		»» fr. »» c.
Recettes extraordinaires de 18... (année courante), savoir :		
. . . . .	»» fr. »» c.	»» »»
. . . . .	»» »»	
Total de l'actif.		»» fr. »» c.

PASSIF.

Dettes de la fabrique : reste à payer. . . .	»» fr. »» c.	
Dépenses extraordinaires de 18..., savoir :		
Réparation de l'église.	»» »»	»» »»
Achats d'ornements.	»» »»	
. . . . .	»» »»	
Excédant de l'actif ou du passif.		»» fr. »» c.

Le revenu ordinaire de l'église, suivant le budget de l'exercice courant, s'élève à. . . . . »» fr. »» c.
La dépense annuelle, suivant ledit budget, est de. . . . »» »»
Le boni (ou déficit) est par conséquent de. . . . . »» fr. »» c.

Certifié sincère et véritable le présent état, par moi soussigné, marguililer-trésorier de la fabrique de...
A..., le... 18...

(Signature.)

Vu et certifié par nous, préfet du département de...
A..., le... 18...

(Signature.)

(1) Voici dans quels termes l'acte d'adhésion des héritiers à la délivrance du legs peut être rédigé :

Adhésion des héritiers à la délivrance du legs.

Je soussigné N..., demeurant à..., héritier légal du sieur N... (désigner

8° Les renseignements les plus exacts possibles sur la valeur des biens laissés par le testateur, sur le montant de la totalité des legs qu'il a faits, sur le degré de parenté de ses héritiers et sur leur position de fortune (*Circulaire du ministre des cultes, du 12 avril* 1819; *avis du Comité de l'intérieur du conseil d'Etat, des 17 novembre* 1830 *et* 3 *janvier* 1833.) (1);

9° L'avis du sous-préfet ;

10° L'avis motivé du préfet.

199. Les pièces à fournir par les fabriques pour obtenir l'autorisation d'accepter les *donations entre-vifs* faites à leur profit, sont :

1° L'acte authentique de la donation ;

2° Le procès-verbal d'évaluation des biens donnés (*Circulaire du ministre des cultes, du 12 avril* 1819.);

3° Le certificat de vie du donateur délivré par le maire. (*Circulaire du ministre des cultes, du 12 avril* 1819.) (2);

---

le degré de parenté par ces mots : mon père *ou* mon oncle, etc.), décédé à..., le..., déclare ne vouloir élever aucune opposition contre la délivrance du legs de... fait par ledit sieur... dans son testament du... à la fabrique de..., et donne mon plein consentement à ce que, sous ce rapport, la volonté du testateur s'accomplisse.

A..., le... 18...

(*Signature.*)

Cette déclaration peut être faite en marge de l'acte extrajudiciaire par lequel chaque héritier connu est appelé à prendre connaissance du testament. L'acte extrajudiciaire se fait par ministère d'huissier.

(1) Ces renseignements sont donnés par les autorités locales, et notamment par les maires.

Certificat du maire constatant l'état de fortune des héritiers.

Nous soussigné, maire de la commune de..., certifions que les sieurs NN... (noms, prénoms, professions et domiciles des héritiers), héritiers du sieur N..., décédé a..., le..., qui a légué à la fabrique de l'église de... (*telle* somme *ou tel* objet), suivant son testament en date du..., sont tous dans une position aisée, et qu'ils n'ont aucun motif fondé pour s'opposer à la délivrance dudit legs.

Fait à..., le... 18...

(*Sceau de la Mairie.*) (*Signature.*)

(2) Les maires ont qualité pour délivrer le certificat de vie d'un donateur, mais leur signature doit être légalisée par le sous-préfet.

Certificat de vie de donateur.

Nous..., maire de la commune de..., canton de..., département de..., sur l'attestation des sieurs... (noms et demeure des témoins), les deux majeurs et que nous déclarons bien connaître, certifions que le sieur N..., propriétaire, demeurant à..., né à..., le..., est vivant, et qu'il s'est présenté aujourd'hui devant nous.

En foi de quoi, nous avons délivré le présent.

Fait à..., le... 18...

(*Signature du maire.*)

Visa du sous-préfet.

4° La délibération du bureau des marguilliers contenant l'acceptation provisoire de la libéralité (*Art.* 3 *de l'ordonnance du* 2 *avril* 1817; *circulaire du ministre des cultes, du* 12 *avril* 1819.);

5° Le budget de la fabrique, dûment vérifié et certifié par le préfet; où s'il s'agit d'une cure, succursale ou chapelle, l'état de l'actif et du passif, aussi dûment vérifié et certifié par le préfet (*Art.* 5 *de l'ordonnance du* 14 *janvier* 1831.);

6° L'avis ou l'approbation de l'évêque (*Art.* 59 *du décret du* 30 *décembre* 1809; *art.* 2 *de l'ordonnance du* 2 *avril* 1817; *circulaire précitée du* 12 *avril* 1819.);

7° Des renseignements sur la position de fortune du donateur, et, autant que possible, de ses héritiers présomptifs (*Circulaire précitée, du* 12 *avril* 1819.);

8° L'avis du sous-préfet;

9° L'avis motivé du préfet.

200. La production de toutes les pièces dont nous venons de faire l'énumération est indispensable, et l'absence de l'une ou de l'autre empêcherait que la libéralité ne fût autorisée, au moins jusqu'à ce que l'omission eût été réparée. C'est par suite de ce principe qu'aucune fabrique, quelle que soit sa position financière, ne peut se dispenser de dresser son budget, et de le produire à l'appui des demandes en autorisation d'accepter les dons ou legs faits en sa faveur. (*Lettre du* 30 *août* 1848, *du ministre de l'instruction publique et des cultes à l'évêque de Poitiers.* — *Fabrique d'Ensigné.*)

201. Une simple promesse de donation faite par acte sous seing privé n'ayant aucune valeur, et l'acceptation n'en pouvant être autorisée par le gouvernement, en cette forme, c'est un acte notarié et constituant une donation régulière qu'il est nécessaire de produire. (*Avis du comité de législation, des* 5 *décembre* 1839; 13 *avril* 1840.)

202. La copie authentique de l'acte de donation étant ainsi exigée, il s'ensuit qu'elle ne peut point être suppléée par une qui serait *certifiée* par la personne qui demande l'autorisation. (*Avis du comité de législation, du* 29 *juin* 1844.)

203. La demande de la fabrique tendant à faire autoriser la libéralité consiste dans la délibération du bureau des marguilliers. Une délibération du conseil tendant au même but est inutile. Il résulte d'une lettre du ministre des cultes, au vice-président du comité de législation du conseil d'Etat, du 20 février 1840, que les fabriques doivent produire, à l'appui de leur demande en autorisation d'accepter un legs, la délibération du bureau des marguilliers et non pas la délibération du conseil de fabrique. — C'est ainsi que, dans l'usage, on interprète l'art. 59 du décret du 30 décembre 1809 et l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817, § 5.

204. Mais s'agit-il de statuer en même temps sur l'emploi de la libéralité, la délibération du bureau des marguilliers ne suffit plus.

L'emploi du don ou du legs doit être soumis à la délibération du conseil de fabrique, et suivant deux avis du comité de législation, des 14 octobre 1845 et 19 janvier 1847, il y a lieu de surseoir à statuer sur l'acceptation demandée jusqu'à ce que cette délibération ait été produite.

205. Les préfets doivent toujours vérifier et certifier les budgets de tout établissement public, sans exception, qui demande l'autorisation d'accepter un legs ou une donation.

Et l'état de l'actif qui leur est remis doit être tel, qu'on puisse apprécier l'état financier de l'établissement au moment de la demande, et non pas seulement à une époque plus ou moins éloignée. (*Lettre du directeur général de l'administration des cultes, au préfet des Bouches-du-Rhône, du* 1er *septembre* 1848.)

206. L'actif et le passif de la fabrique devant être vérifiés et certifiés par le préfet, ce fonctionnaire peut, pour effectuer son travail, se faire représenter les registres de comptabilité de l'établissement. (*Lettre du directeur général de l'administration des cultes, au préfet des Bouches-du-Rhône, du* 1er *septembre* 1848.)

207. Toutefois, les préfets n'ont point à rechercher si les chiffres énoncés sont exacts, et ils ne sont pas responsables des erreurs ou omissions qui peuvent s'y trouver. Ils doivent seulement vérifier s'ils sont dressés suivant les règles tracées par les art. 45, 46 et 47 du décret du 30 décembre 1809, et s'ils sont revêtus de l'approbation épiscopale et conformes au modèle joint à la circulaire du 22 avril 1811. (*Lettre du directeur général de l'administration des cultes, au préfet des Bouches-du-Rhône, du* 1er *septembre* 1848.)

208. Bien que le préfet, pour vérifier et certifier le budget, n'ait à examiner que la forme, cependant s'il remarquait que l'on n'y a pas porté des rentes ou des revenus dont il aurait connaissance, il doit signaler les omissions au ministre des cultes. (*Lettre du directeur général de l'administration des cultes, au préfet des Bouches-du-Rhône, du* 1er *septembre* 1848.)

209. Le préfet, qui est chargé de vérifier la régularité du budget produit par la fabrique, peut refuser celui qui ne lui paraîtrait pas conforme à la loi. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Allier, du* 30 *novembre* 1839.)

210. Il n'est pas permis aux fabriques de changer ou modifier la destination que le donateur ou le testateur a voulu donner à sa libéralité. (*Avis du comité de législation, du* 7 *novembre* 1843.)

211-212. Cependant elles peuvent demander l'application de tout ou partie de la somme léguée ou donnée à l'entretien de l'église. Cette demande ne saurait être refusée, lors surtout que la libéralité est à titre gratuit. Mais, dans un pareil cas, si la fabrique désire notamment être autorisée à employer tout ou partie de la somme aux réparations de l'église, il est nécessaire d'ajouter aux pièces que nous avons indiquées le devis des travaux à effectuer. (*Décision minis-*

térielle du 27 mars 1849; fabrique de Saint-Martin-des-Champs, Manche.)

213. *Du consentement des héritiers à l'exécution du legs.* — L'intervention des héritiers dans l'instruction de la demande en autorisation du legs est regardée comme tellement essentielle qu'elle ne peut être constatée par aucune pièce autre que celles que nous avons indiquées ci-dessus. Ainsi, la déclaration de la fabrique légataire que les héritiers connaissent le legs, et qu'ils donnent leur consentement à son exécution, est insuffisante pour suppléer à cette constatation régulière. (*Avis du comité de législation, du 30 oct.* 1845.)

214. Ce consentement doit émaner des héritiers ou être constaté par un acte régulier, et il ne peut pas être remplacé par des certificats du maire de la commune qui auraient pour objet d'établir qu'il a été donné. (*Avis du comité de législation des 14 oct.* 1845 *et 19 janvier* 1847.)

215. La déclaration du préfet qu'il n'a été élevé aucune réclamation contre un legs fait à un établissement ecclésiastique n'est pas non plus suffisante; car elle ne constate pas que les héritiers ont eu connaissance de la disposition testamentaire. Il faut produire leur adhésion ou leur opposition par écrit, ou du moins constater leur refus de la donner. (*Avis du comité de l'intérieur, du 2 février* 1831.)

216. Lorsque les héritiers du testateur déclarent, sur la demande de la fabrique, donner leur consentement à l'exécution du legs, l'acte contenant ce consentement n'a pas besoin d'être passé devant notaire. Quant aux termes de cet acte, ils sont indifférents. Il suffit que les héritiers expriment clairement qu'ils ont pris connaissance du testament dans lequel le legs est contenu, et qu'ils ne s'opposent pas à son exécution. (*Bulletin des lois civiles eccl., vol.* 1852, *p.* 74.)

217. Toutes les fois qu'il y a réclamation contre l'exécution du legs, de la part des parties intéressées, le préfet ne doit pas manquer de joindre à la demande en autorisation les pièces constatant la valeur des biens composant la succession du testateur. (*Avis du comité de législation, du 29 mars* 1847.)

218. Et dans le cas ou le testateur n'a pas laissé d'héritiers connus, le préfet doit, en transmettant les pièces constatant l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 3 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, attester, soit par un certificat spécial, soit dans l'avis qu'il doit donner, qu'aucune réclamation ne lui a été adressée. (*Avis du comité de législation, du 1er février* 1840.)

219. L'existence des héritiers à réserve pouvant être une cause de réduction du legs, les renseignements sur les héritiers du testateur doivent contenir l'attestation des autorités locales qu'il n'en existe point. (*Avis du comité de l'intérieur, du 16 sept.* 1844.)

220. La plupart des pièces ci-dessus indiquées étant délivrées par

les autorités locales, il y a lieu par le trésorier d'adresser sans délai au sous-préfet toutes celles de ces pièces qui doivent émaner directement de la fabrique, et que l'administration supérieure est en droit d'exiger d'elle.

221. *Cas où il y a libéralités collectives.* — Quand la libéralité intéresse plusieurs établissements qui doivent intervenir dans l'acceptation, toutes les demandes d'autorisation doivent être instruites simultanément, afin d'éviter des retards toujours préjudiciables. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 18 *oct.* 1833.)

Ainsi, lorsqu'un don est fait à une fabrique pour l'érection d'une chapelle, elle doit demander cette érection en même temps que l'autorisation d'accepter la libéralité; et dès lors elle doit joindre aux pièces dont la production est exigée pour l'autorisation de la libéralité, la délibération du conseil de fabrique, l'avis du conseil municipal, et généralement toutes les pièces qui peuvent mettre le gouvernement à portée de statuer sur l'érection demandée. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Eure, du* 7 *déc.* 1842.)

222. *Répudiation des dons et legs.* — Les fabriques, qui ne peuvent valablement accepter les dons ou legs qui leur sont faits sans l'autorisation de l'autorité supérieure, ont besoin de la même autorisation pour les répudier. (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Grenoble, du* 20 *mai* 1844; — *Lettre du directeur général de l'administration des cultes, au préfet de la Loire, du* 23 *fév.* 1849; *fabrique de Villemontais.*)

223. Une fabrique ne saurait refuser de transmettre à l'autorité supérieure les pièces que cette autorité réclame pour s'éclairer sur la question de savoir s'il y a lieu d'autoriser la répudiation d'une libéralité. Un pareil refus pourrait être considéré comme une faute grave, susceptible d'entraîner la révocation du conseil de fabrique. (*Lettre précitée du* 23 *fév.* 1849.)

224. Quand des doutes s'élèvent sur la validité de l'acte qui contient la libéralité, l'administration supérieure peut, avant d'accorder l'autorisation de l'accepter, demander l'avis du comité consultatif établi auprès d'elle.

225. Dans ce cas, cette administration ne doit au comité consultatif aucun honoraire spécial. (*Lettre du ministre des cultes, au préfet des Basses-Alpes, du* 6 *sept.* 1850. — Fabrique de Brusquet.)

Et la fabrique ne saurait non plus être recherchée pour le paiement de cet honoraire, lors surtout que l'avis a été réclamé non par elle-même, mais par l'administration seule. (*Même lettre.*)

Autorisation des dons et legs. — Compétence des Préfets. — Compétence du gouvernement. — Formes et conditions de l'autorisation.

226. Les libéralités faites aux fabriques sont autorisées par les préfets ou par le gouvernement, suivant les cas.

227. *Compétence des préfets.* — La compétence des préfets, en matière d'autorisation des libéralités faites aux églises et aux fabriques, est toujours réglée par l'art. 1er de l'ordonnance du 2 avril 1817, et non point par le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, qui ne regarde que les services qui relèvent du ministère de l'intérieur (1).

228. D'après la susdite ordonnance, lorsque le legs ou la donation est en argent ou en objets mobiliers, d'une valeur qui n'excède pas 300 francs, l'autorisation d'accepter est donnée par le préfet. (*Art.* 1er *de l'ordonn. du* 2 *avril* 1817.)

229. Il n'est pas permis à ce fonctionnaire d'autoriser l'acceptation du legs ou de la donation d'un immeuble, même d'une valeur inférieure à 300 francs. (*Rapport du ministre des cultes au roi, du* 15 *avril* 1846. — Fabrique de Bouessay.)

230. Quand un préfet a par erreur autorisé une fabrique à accepter une donation d'immeubles, quelle qu'en soit la valeur, cette autorisation est nulle ; mais l'irrégularité et la nullité qui en résultent ne peuvent être invoquées par les tiers contre la fabrique qui a pour titre non pas l'autorisation d'accepter, mais bien l'acte qui lui transfère la propriété. (*Rapport au roi par le ministre des cultes, du* 16 *avril* 1846. — Fabrique de Bouessay.)

231. La compétence des préfets cesse encore lorsque les sommes sur l'acceptation desquelles il y a lieu de statuer, quoique inférieures chacune à 300 fr., montent ensemble à un chiffre plus élevé ; et dans ce cas, c'est au chef de l'État qu'il est nécessaire de renvoyer la demande en autorisation d'accepter. (*Lettre du ministre des cultes au préfet d'Eure-et-Loir, du* 19 *août* 1846 ; *Avis du comité de législation, des* 7 *fév.* 1840 *et* 4 *janv.* 1848.)

232. Le préfet n'a pas le droit de réduire les dons ou legs sur l'acceptation desquels il est appelé à statuer.

Spécialement, dans le cas d'un legs d'une somme déterminée pour faire célébrer des messes chantées *à perpétuité*, si l'évêque propose de convertir les messes chantées en messes basses, parce que le revenu de la somme léguée est insuffisant, le préfet n'a pas à s'occuper de cette réduction. Et si la somme léguée est inférieure à 300 fr., il doit se borner à autoriser purement et simplement l'acceptation du legs, conformément à l'ordonnance du 2 avril 1817, art. 1er. — L'intervention du gouvernement n'est nécessaire que dans le cas où les héritiers s'opposeraient à l'exécution du legs. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de Maine-et-Loire, du* 29 *fév.* 1845. — Fabrique des Alleuds.)

---

(1) En vertu du décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative, les préfets statuent sur l'autorisation des dons et legs de toutes sortes de biens, faits à la commune, aux établissements communaux et de bienfaisance, lorsqu'il n'y a pas réclamation des familles.

233. Les arrêtés d'autorisation rendus par les préfets doivent déterminer l'emploi des sommes données ou léguées, et prescrire la conservation ou la vente des effets mobiliers, lorsque le testateur ou donateur a omis d'y pourvoir. (*Art. 4 de l'ordonn. du 2 avril 1817; Avis du comité de législation des 14 juill. 1846 et 19 août de la même année.*)

234. Le droit accordé aux préfets par l'art. 1er de l'ordonnance réglementaire du 2 avril 1817, d'autoriser l'acceptation des dons et legs faits aux fabriques et autres établissements religieux, quand le montant n'en excède pas 300 fr., n'emporte pas le droit, pour ces administrateurs, d'autoriser, soit par le même arrêté, soit par un arrêté postérieur, le placement sur particuliers des fonds provenant de ces libéralités. (*Lettre du ministre de l'inst. publ. et des cultes au préfet de l'Ain, des 9 nov. 1848 et 23 fév. 1849.*)

235. Dans le cas où il s'élève quelque difficulté sur l'emploi des sommes léguées ou données, l'autorisation du gouvernement devient nécessaire. (*Lettre du ministre des cultes au préfet d'Eure-et-Loir, du 19 août 1846.* — Fabrique de la Madeleine, à Châteaudun.)

236. En aucun cas, les sous-préfets n'ont le droit d'autoriser les legs et donations faits aux fabriques. Il est vrai que le décret du 12 août 1807 avait conféré à ces fonctionnaires le pouvoir d'autoriser l'acceptation des dons et legs consistant en argent ou en objets mobiliers, et dont la valeur n'excédait pas 300 fr. Mais les ordonnances des 10 juin 1814 et 2 avril 1817 n'ont point renouvelé cette disposition.

237. *Compétence du gouvernement.* — Lorsque le legs ou la donation consiste en argent ou en objets mobiliers d'une valeur qui dépasse 300 fr., ou s'il consiste en immeubles, quelque faible qu'en soit la valeur, l'acceptation en doit être autorisée par le gouvernement; et, dans un pareil cas, le préfet doit transmettre les pièces, avec son avis, au ministre des cultes. (*Art. 1er de l'ordonn. du 2 avril 1817; Circul. minist. du 4 juin 1825.*)

238. Il est alors statué sur l'autorisation d'accepter par un décret du chef de l'État, rendu sur le rapport du ministre des cultes, et délibéré, dans la section de législation, lorsque la donation ou le legs n'a donné lieu à aucune réclamation et ne s'élève pas au-dessus de 50,000 fr.; en conseil d'État, lorsqu'il y a réclamation, ou lorsque la valeur de la libéralité excède 50,000 fr. (*Art. 910 du Code civil; Art. 1er de l'ordonn. du 2 avril 1817; Ordonn. du 25 mars 1830.*)

239. Le décret d'autorisation doit déterminer, comme l'arrêté du préfet, l'emploi des sommes données, et prescrire la conservation ou la vente des effets mobiliers, lorsque le donateur ou le testateur a omis d'y pourvoir. (*Art. 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817.*)

240. *Cas où plusieurs libéralités ont été faites par un même acte, à différents établissements.* — Quand plusieurs libéralités ont été faites par un même acte, à différents établissements, à une fabrique,

par exemple, et à d'autres établissements publics, il convient de statuer, par le même décret, sur l'acceptation de toutes ces libéralités. (*Avis du conseil d'État, du 7 juin* 1837.)

241. C'est ce qu'il y a encore lieu de faire lorsqu'un établissement reçoit seul directement, mais avec charge de donner une quote part à d'autres établissements publics. On doit alors confondre les diverses instructions et autoriser par le même décret l'établissement ecclésiastique à accepter la libéralité directe, et les autres établissements la libéralité indirecte dont ils doivent profiter. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 20 *avril* 1833; Vuillefroy, *Administration du culte catholique*, p. 299.)

Refus d'autorisation et réduction des dons et legs. — Motifs.

242. Le gouvernement s'est constitué le tuteur des fabriques, comme des autres établissements publics; et, à ce titre, il peut leur donner ou leur refuser l'autorisation d'accepter les libéralités qui leur sont faites. (*Avis du conseil d'État, du* 20 *avril* 1827.)

243. Le gouvernement peut aussi réduire ou modifier ces libéralités, dans l'intérêt des héritiers naturels, quand il croit avoir des motifs suffisants pour le faire. (*Décision minist. du* 12 *fév.* 1834. — Fabrique d'Hautecloque, Pas-de-Calais.)

244. La destination du legs, son utilité, la situation financière de l'établissement légataire, sont les principaux éléments qui déterminent ordinairement le gouvernement dans l'autorisation, la réduction ou le rejet de la libéralité faite aux établissements publics. (*Avis du conseil d'État, du* 29 *août* 1834.)

245. Il résulte d'un avis du comité de l'intérieur, du 10 septembre 1830, que, quand la libéralité n'est pas nécessaire ou du moins utile à l'établissement auquel elle est destinée, l'acceptation n'en doit pas être permise, parce que l'augmentation des biens de main-morte ne doit pas être autorisée. Mais cette jurisprudence, que l'on a cru pouvoir suivre à l'égard des congrégations religieuses, n'est point applicable aux fabriques.

246. Lorsqu'il est constaté qu'un testateur a eu l'intention, en léguant à des établissements ecclésiastiques des biens que ses auteurs avaient nationalement acquis, de faire une restitution, et que ce motif l'a emporté sur le devoir de secourir des parents indigents, ce legs doit, suivant les cas, être réduit ou repoussé, comme pouvant produire des effets fâcheux. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 21 *octobre* 1831.)

247. On ne peut donner l'autorisation d'accepter partie seulement d'un legs, lorsqu'il résulte du testament que l'intention du testateur a été qu'il fût employé en totalité à la célébration de services religieux. (*Avis du comité de législation, du* 19 *fév.* 1841.)

248. L'état d'indigence des héritiers du testateur est un motif qui

peut déterminer le gouvernement à réduire ou même à rejeter complétement la libéralité. (*Avis du comité de législation, des 20 janv.* 1841, 7 *avril et* 30 *oct.* 1846.)

249. La réduction peut surtout avoir lieu lorsque, malgré cette réduction, la somme léguée est encore suffisante pour assurer l'acquit des services religieux fondés par le testateur. (*Avis du comité de législation, du* 17 *nov.* 1817.)

250. Quand l'indigence des héritiers est dûment constatée, la circonstance que le budget de la fabrique est en déficit ne suffit pas pour empêcher le gouvernement de réduire ou même de refuser l'autorisation d'accepter la libéralité. (*Avis du comité de législation, du 6 novembre* 1846.)

251. Dans le cas où une libéralité est faite à deux établissements différents, l'autorisation d'accepter peut être refusée à l'un et accordée à l'autre. C'est ce qui résulte d'un avis du conseil d'État du 25 août 1847, qui a décidé qu'en matière de legs faits simultanément à une communauté religieuse et à une fabrique, l'état des besoins des héritiers du testateur peut permettre de refuser le legs fait à la communauté religieuse, et de réduire à moitié celui fait au profit de la fabrique.

252. Le consentement des héritiers à la délivrance d'un legs, moyennant une certaine réduction, pouvant n'avoir été déterminé que par la crainte d'être privés de la totalité de ce legs, peut n'être pas un motif déterminant pour n'opérer qu'une réduction.

Le gouvernement n'en reste pas moins libre de rejeter le legs en totalité. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 12 *novembre* 1830.)

253. On ne doit pas autoriser l'acceptation d'un legs avec une réduction plus forte que celle demandée par les héritiers. (*Avis du comité de législation, du* 15 *mars* 1845.)

254. En matière de donation faite à une fabrique, lorsque l'acte de donation et la délibération du conseil de fabrique ne s'expliquent pas suffisamment sur les garanties de paiement tant des intérêts que du capital de ladite donation, et que la fabrique serait immédiatement grevée d'offices religieux pour lesquels des fonds ne seraient pas assurés, il y a lieu de surseoir à l'autorisation de cette donation, jusqu'à ce que le conseil de fabrique ait produit les éclaircissements nécessaires pour la garantie des intérêts de l'église. (*Avis du comité de législation, du* 16 *septembre* 1844.)

255. Lorsqu'un testament contient deux legs, l'un particulier et l'autre universel, en faveur d'une fabrique, que l'acceptation du legs universel n'offre pas d'avantages pour cette fabrique, et que les héritiers proposent une transaction au moyen de laquelle la fabrique accepterait le legs qui lui est avantageux et renoncerait à l'autre, il y a lieu à autoriser simplement l'acceptation du legs particulier sans s'arrêter au projet de transaction. (*Avis du comité de législation, du* 8 *juillet* 1840.)

256. Lorsque les héritiers du testateur proposent de remplacer le prix de location d'un immeuble dont le testateur n'avait légué que l'usufruit, par une rente annuelle et perpétuelle hypothéquée sur l'immeuble, quoique cette proposition puisse être avantageuse à la fabrique, si elle refuse d'y accéder, il y a lieu simplement à examiner si l'acceptation du legs tel qu'il a été fait doit être autorisée. (*Avis du comité de législation, du* 11 *août* 1840.)

257. Lorsqu'un legs particulier est fait à une fabrique, si le légataire universel du testateur meurt avant d'avoir exécuté le legs pieux qui lui avait été imposé, et qu'il ait lui-même institué un hospice pour son légataire universel, la demande en autorisation de la fabrique ne peut être accueillie avant que cet établissement ait été légalement autorisé à accepter la libéralité. (*Avis du comité de législation, du* 9 *janvier* 1844.)

258. Le gouvernement ne peut et ne doit apporter aucune modification aux services religieux imposés par les testateurs. Il appartient à l'évêque seul de réduire ces services.

Le prélat peut exercer ce droit avant comme après l'autorisation d'acceptation du legs. (*Avis du comité de législation, des* 25 *février* 1842, 6 *décembre* 1844 *et* 6 *juillet* 1847.)

259. D'après les avis rendus par le conseil d'État les 25 février 1842, et 6 décembre 1844, l'évêque seul pouvant, avant comme après l'ordonnance d'autorisation, réduire les services religieux imposés par un testateur, il n'y a pas lieu de constater dans cette ordonnance le consentement donné par les héritiers à cette réduction. (*Avis du comité de législation, du* 6 *juillet* 1847.)

260. Les ordonnances d'autorisation d'accepter un legs ne doivent pas mentionner la réduction des services religieux imposés par ce legs. L'acceptation en doit être simplement autorisée ou refusée. (*Avis du comité de législation, des* 22 *juillet* 1840, 25 *février* 1842 *et* 6 *décembre* 1844.)

261. Lorsqu'un legs a été fait aux pauvres, à une commune ou à tout autre établissement non ecclésiastique, à la charge de services religieux déterminés par le testateur, si le gouvernement n'autorise l'acceptation du legs que pour moitié, il ne doit pas y avoir légalement réduction des services religieux.

On ne doit pas s'adresser aux héritiers naturels du testateur pour les forcer à concourir aux frais d'acquittement de ces services, parce que l'établissement légataire, en acceptant le legs même réduit, l'a accepté avec toutes ses charges.

262. Dans le cas où le gouvernement croit devoir réduire ou rejeter une libéralité, il ne peut imposer à l'établissement légataire des obligations qui ne résultent pas de l'acte constitutif de cette libéralité.

S'il y a eu quelques exemples de dérogation à ce principe, il a été reconnu que cette déviation était illégale et pouvait avoir de

grands inconvénients. (*Avis du conseil d'Etat, du* 20 *avril* 1827; *Avis du comité de l'intérieur, dès* 2 *janvier* 1833 *et* 27 *juin* 1834.)

263. Le gouvernement ne pouvant disposer de la portion du legs dont il n'a point autorisé l'acceptation en faveur de l'établissement légataire, et l'attribuer à certains héritiers et non pas à tels autres, il s'ensuit qu'après la réduction ou le rejet prononcé, les biens qui faisaient l'objet de la libéralité retournent à la succession du défunt et sont partagés entre les héritiers suivant les règles du droit commun. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 16 *décembre* 1834.)

264. Le refus d'autorisation de la part du gouvernement est un acte d'administration et de tutelle, et par suite n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'Etat. Mais il y aurait excès de pouvoir de la part du ministre qui refuserait seul l'acceptation d'un legs ou d'une donation, parce que le droit d'accorder ou de refuser cette autorisation n'appartient qu'au chef du gouvernement en son conseil d'Etat. (*Arrêt du conseil d'Etat, des* 15 *janvier* 1835 *et* 6 *avril* 1836.)

(*La suite à la prochaine livraison.*)

Jurisprudence.

FABRIQUES. — Biens restitués. — Envoi en possession. — Rente.

Les fabriques ne sont réellement investies des biens à elles restitués par l'arrêté du 7 *therm. an* XI, *qu'après s'être fait envoyer en possession, conformément à l'avis du conseil d'Etat du* 30 *avril* 1807.

Et il en est ainsi, alors même que la fabrique n'aurait pas cessé d'avoir la possession de ces biens en en dissimulant l'existence.

Par suite, la fabrique est sans qualité pour agir contre le débiteur d'une rente en possession de laquelle elle n'a pas été envoyée.

Et il ne peut être suppléé à cet envoi en possession par l'approbation donnée par le préfet au budget de la fabrique, où cette rente était portée en recette.

Ces solutions, qui sont conformes à la jurisprudence sur la matière, ont été consacrées par l'arrêt ci-aprés de la Cour de cassation.

(Caron.—C. la fabrique d'Angres.)

LA COUR; — Vu le décret du 7 therm. an XI; — Attendu qu'aux termes de la loi du 13 brum. an II, tout l'actif affecté, à quelque titre que ce fût, aux fabriques des églises, a été déclaré faire partie des propriétés nationales; — Que, par l'effet de cette loi, l'Etat est devenu propriétaire, non-seulement des biens sur lesquels la main-mise nationale s'est opérée, mais encore des biens et rentes qui ont été celés à l'Etat; — Attendu que le décret du 7 therm. an XI, qui porte que les biens des fabriques non aliénés, ainsi que les rentes dont elles jouissaient, et dont le transfert n'a pas été fait, sont rendus à leur destination, n'a pas fait cesser immédiatement le droit de propriété et la saisine de l'Etat; — Qu'il résulte des dispositions combinées des art. 75 et 76 de la loi du 18 germ. an X, de l'art. 36 du décret du 30 déc. 1809, et des art. 1 et 2 de l'ordonnance du 28 mars 1820, que les fabriques ne sont investies de la propriété des biens et rentes à elles remis que lorsqu'elles ont été envoyées en possession de ces biens et rentes par un arrêté spécial du préfet, rendu dans les formes prescrites par les lois et ordonnances; — Que la loi ne fait à cet égard aucune distinction entre les biens et les rentes dont l'Etat s'est mis en possession, et ceux dont l'existence lui a été dissimulée, mais dont la propriété ne lui a pas moins été acquise par la seule force de la loi; — Attendu que le jugement attaqué constate, en fait, qu'aucun arrêté spécial n'a envoyé la fabrique de l'église d'Angres en possession des rentes qui lui avaient appartenu; — Qu'on ne peut assimiler à l'arrêté spécial d'envoi en possession l'approbation donnée par le préfet, comme tuteur légal des fabriques, au budjet de la fabrique d'Angres, budget à l'actif duquel se trouvaient portés les arrérages des rentes volontairement payés par le débiteur; — Que le paiement que le débiteur aurait fait de ces rentes pendant un certain nombre d'années ne le prive pas du droit d'opposer plus tard à la fabrique qu'elle n'a pas la propriété de ces rentes, et qu'elle est sans qualité pour le poursuivre; — Qu'en décidant que la fabrique de l'église d'Angres avait eu le droit d'exiger le paiement des rentes qui lui avaient appartenu, et dont elle n'avait pas été envoyée en possession par arrêté spécial du

préfet, le jugement attaqué a formellement violé le décret du 7 therm. an XI; — Casse le jugement du tribunal de Béthune, du 18 déc. 1851, etc.

(Arrêt de la Cour de cassation, du 3 avril 1854.)

Questions proposées.

ÉGLISES. — AFFECTATION AU CULTE PROTESTANT. — MOBILIER. — EXCEPTION. — CLOCHES. — REVENDICATION.

Lorsqu'en vertu d'un arrêté préfectoral rendu en 1805, *une église catholique a été mise à la disposition des protestants, sous la condition expresse qu'il serait fourni par la commune une chapelle ou oratoire, et que tout le mobilier appartenant au culte catholique serait transféré dans le nouveau local; si, lors de ce transfert, la cloche de l'église n'a point été réclamée comme faisant partie de ce mobilier, et qu'elle soit restée dans le temple protestant, où elle a d'ailleurs servi à l'usage des deux cultes, la fabrique de la nouvelle église est-elle aujourd'hui fondée à revendiquer le droit absolu de placer cette cloche dans son église, et de jouir seule de la sonnerie, nonobstant l'usage et l'abus tolérés jusqu'à ce jour?*

Cette question est née à l'occasion des faits suivants, qui nous sont ainsi exposés par M. le curé de l'arrondissement de Die.

Par un arrêté du préfet de la Drôme, en date du 2 messidor an XIII (21 juin 1805), rendu avec le consentement de l'évêque de Valence, quatre églises de l'arrondissement de Die furent mises à la disposition du consistoire de l'Eglise réformée du même arrondissement pour l'usage des protestants de ces localités, à la condition expresse et clairement stipulée (1) qu'une chapelle décente et assez spacieuse serait

(1) Voici le texte de cet arrêté :

Art. 1er. — Les églises de..... sont cédées aux protestants.

Art. 2. — Un local décent et suffisant pour y établir une chapelle ou oratoire catholique sera préalablement délivré dans chacune de ces communes aux catholiques habitants.

Art. 3. — Les protestants, dans aucun cas, ne prendront possession des églises ci-dessus mises à la disposition du consistoire qu'après qu'il

fournie aux catholiques dans chacune des quatre communes, et que tout le mobilier appartenant à leur culte serait transporté dans lesdites chapelles. Ces conditions ont été ou sont censées avoir été remplies pour tout le mobilier, excepté pour les cloches qui sont restées à leur ancienne place, probablement pour éviter des contestations ou des dépenses, vu surtout que les chapelles catholiques ont été en général adossées aux anciennes églises devenues temples protestants, lorsqu'elles n'ont pas été simplement distraites de l'édifice général par un simple mur de séparation.

Pendant longtemps les deux cultes, le catholique surtout, n'ayant eu, par suite du petit nombre d'habitants, qu'un service irrégulier, une messe le dimanche de temps en temps, l'usage s'était établi et maintenu de sonner indifféremment les cloches pour les catholiques et pour les protestants.

Mais depuis quelques années, le service religieux étant devenu plus régulier et plus fréquent par la résidence des pasteurs respectifs placés dans ces communes, cet état de choses devient intolérable; la cloche, sonnant plusieurs fois le même jour pour les cérémonies des deux cultes, à des heures différentes, trouble la piété et le recueillement des fidèles, interrompt la prédication de la parole sainte, et peut amener tôt ou tard des conflits regrettables.

Pour obvier à ces inconvénients, il serait nécessaire que ces cloches fussent transférées dans les chapelles catholiques et servissent *exclusivement* à ce culte.

Dans cette position, on demande si les fabriques intéressées ne pourraient pas légalement, et en vertu de l'arrêté du préfet précité, revendiquer et obtenir le droit absolu de placer les cloches sur les chapelles catholiques, le droit exclusif par conséquent à la sonnerie, nonobstant l'usage ou l'abus toléré jusqu'à ce jour.

Le conseil estime que si la chapelle catholique est contiguë au temple protestant, et si ce temple ne possède qu'une seule cloche, la revendication qui en serait faite comme objet

---

aura été reconnu qu'il n'y existe plus aucun objet meuble ni décoration appartenant au culte catholique, lesquels, s'il y en a, seront immédiatement distraits et transférés dans la chapelle ou oratoire prescrit dans l'article précédent, et nécessairement en présence ou par le ministère, s'il y a lieu, d'un prêtre délégué à cet effet par Mgr l'évêque.

Art. 4. — Et sera le présent arrêté, etc...

mobilier, par chaque fabrique pour s'en approprier exclusivement l'usage, n'aurait aucune chance de succès.

En effet, les cloches sont bien meubles en ce sens qu'elles peuvent être transportées d'un lieu dans un autre; mais lorsqu'elles sont fixées dans une église, elles semblent perdre ce caractère, parce qu'elles sont considérées comme étant attachées à cette église à perpétuelle demeure; et, sous ce rapport, elles sont, en réalité, immeubles par destination. (Art. 524 et 525 du Code civil.)

Une circonstance de fait vient à l'appui de cette interprétation du droit, et prouver au moins que, dans l'espèce, les cloches ne peuvent être assimilées à des objets meubles : c'est que, lors de l'affectation des églises au culte protestant, elles ont été laissées dans les lieux, à la différence des objets réellement mobiliers, qui ont été transportés dans les chapelles. La nature même des réserves faites relativement aux objets mobiliers dans l'arrêté préfectoral exclut la prétention qu'elles puissent s'appliquer aux cloches, et notamment le mot *décoration*, joint au mot *objet meuble*, nous semble fixer le sens de ce dernier mot, et ne pas permettre de le rapporter à autre chose qu'aux objets consacrés aux cérémonies intérieures du culte.

La solution serait, toutefois, différente pour le cas où les églises affectées aujourd'hui au culte protestant contiendraient deux ou plusieurs cloches. Dans ce cas, en effet, la justice peut bien ne pas permettre qu'une fabrique vienne, après cinquante ans, enlever à un temple protestant la cloche dont il a joui jusqu'ici simultanément avec elle; mais l'équité ne doit pas permettre non plus que le temple protestant garde plusieurs cloches, qui dès l'origine appartenaient à l'église, lorsque la chapelle catholique n'en possède aucune.

Le conseil estime donc que, dans ce cas, la revendication de l'une des cloches serait fondée, et que même elle serait probablement accueillie par l'administration supérieure.

Dans le cas où la chapelle catholique serait isolée du temple protestant qui ne renfermerait qu'une seule cloche, comme il est impossible que cette cloche serve au culte catholique, la commune, qui, d'après l'arrêté précité, a livré le local, devrait naturellement fournir à la chapelle catholique la cloche qui lui est nécessaire; car on ne comprendrait

pas, et l'administration supérieure ne tolérerait pas non plus que le temple protestant eût sa cloche, tandis que la chapelle catholique serait arbitrairement privée de la sienne par l'autorité même qui est chargée de la lui procurer.

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Masson, de Villepin, Gervais, Suvigny et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabrique et des marguilliers pendant le mois de janvier.

Nous croyons devoir rappeler à MM. les curés et fabriciens que les conseils de fabrique doivent se réunir en séance ordinaire le premier dimanche de janvier, qui est, cette année, le 7 dudit mois. (*Art.* 10 *du décret du* 30 *décembre* 1809.)

L'annonce officielle de cette réunion, qui doit être publiée le dimanche précédent au prône de la grand'messe par MM. les curés et desservants, sera faite le 31 décembre.

Les règles générales applicables à toutes les séances ordinaires ont été exposées dans le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 79 et suivantes, et rappelées dans plusieurs livraisons des années subséquentes. Nous prions nos lecteurs, qui auraient besoin de quelques indications sur ce sujet, de vouloir bien s'y reporter.

Les conseils de fabrique dans lesquels il y a quelques nominations à faire, en remplacement des fabriciens décédés ou démissionnaires, n'oublieront point d'y procéder. Il y a toujours avantage à ce que le conseil soit complet. Le vœu de la loi est, d'ailleurs, clairement exprimé à cet égard, puisque l'art. 3 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825 statue expressément que ces nominations devront être faites dans la première séance qui suit la vacance; sinon qu'un mois après il y sera pourvu directement par l'évêque. On comprend ce que la négligence des conseils de fabrique pourrait créer d'embarras pour l'autorité diocésaine, s'il n'était point satisfait à cette prescription. Il est donc très

important et d'une bonne administration, quand une vacance accidentelle arrive dans un conseil, de la remplir à l'époque prescrite par la loi.

Lorsqu'il n'a point été procédé au renouvellement des baux des bancs et chaises et des biens de la fabrique, au commencement de novembre ou à la fin de décembre, MM. les fabriciens ne doivent point manquer de s'en occuper, s'il y a lieu, dans la séance de janvier. (Voyez le *Bulletin des lois civiles eccl.*, vol. 1849, p. 281; vol. 1850, p. 261, 303, 369; vol. 1851, p. 283; vol. 1852, p. 338.)

Nous avons publié, dans le volume de 1849, p. 284, un modèle de procès-verbal de séance ordinaire.

Dans le cours du même mois de janvier, réunion ordinaire du bureau des marguilliers. (Art. 22 du décret du 30 décembre 1809). — Dans cette séance, présentation par le trésorier et vérification par le bureau du bordereau trimestriel de la situation active et passive de la fabrique (art. 34 du décret du 30 décembre 1809); évaluation des dépenses du trimestre suivant, et formation du fonds de roulement (même article); vérification du compte-rendu des fondations (art. 26 du même décret). Ces diverses opérations ont été développées et accompagnées de modèles dans le vol. 1849, p. 179; vol. 1850, p. 261; vol. 1851, p. 84 et 261, et spécialement dans les livraisons de juillet et septembre de l'année 1852, p. 190 et 240. — Voyez aussi la livraison de mai de l'année 1853, p. 113 et 135.

Chronique.

Proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception de la Vierge Marie, à Rome, le 8 décembre 1854.

Un grand événement, que béniront tous les siècles à venir, s'est accompli dans la matinée du 8 décembre 1854, dans la Basilique Vaticane. Le Souverain-Pontife de l'Église catholique, Pie IX, a enfin défini comme dogme de foi, suivant l'ardent désir des Evêques et des fidèles confiés à leurs soins, ce qui était depuis des siècles la croyance pieuse et universelle sur l'Immaculée-Conception de la Très-Sainte-Marie.

Vers les huit heures et demie, tous les Cardinaux, les Archevêques et les Evêques, revêtus de leurs habits pontificaux, étaient réunis, avec divers colléges de la prélature, à la chapelle Sixtine. Et on ne voyait pas

seulement dans cette assemblée les Cardinaux et les prélats dont Rome est la résidence habituelle, il s'y trouvait des Cardinaux, des Archevêques et des Evêques de toutes les parties du monde, des divers Etats d'Italie, des Etats autrichiens, de la France, de la Belgique, de l'Angleterre, des Espagnes et du Portugal ; des Archevêques et des Evêques de la Hollande, de la Grèce, de la Bavière, de la Prusse et des autres pays germaniques, et d'autres encore qui ont traversé l'Océan, qui arrivent de la Chine, de l'Amérique et jusque du fond de l'Océanie, tous accourant au centre de l'unité catholique, pour entendre la voix du successeur de Pierre.

Lorsque le Souverain-Pontife, arrivé dans la chapelle, eut revêtu ses habits pontificaux, la procession se mit en marche pour descendre, par l'escalier royal, dans la basilique du Vatican. Au premier rang marchaient le prédicateur apostolique et le confesseur de la maison pontificale, suivis des procureurs généraux des ordres religieux, des *bussolanti*, des chapelains ordinaires, des coureurs pontificaux et des aides-camériers. Venaient ensuite les clercs secrets et les chapelains secrets honoraires, les avocats consistoriaux, les camériers d'honneur et les chantres pontificaux. Après eux marchaient les abréviateurs du parc majeur, les votants de *segnatura*, les clercs de la chambre, les auditeurs de Rote et le maître du saint hospice. Venait ensuite la croix, portée par un auditeur de Rote, au milieu de sept prélats portant des chandeliers avec des cierges allumés; à la suite de la croix marchaient le sous-diacre latin, le diacre et le sous-diacre grecs, les pénitenciers de Saint-Pierre, les Evêques, les Archevêques et les Cardinaux. Enfin, sous le dais, se trouvait le Souverain-Pontife, que suivaient immédiatement, avant la magistrature romaine, le vice-camerlingue de la saint Eglise, les deux Cardinaux-diacres assistants et le Cardinal-diacre qui devaient assister le Pontife dans la célébration de la Messe solenelle; venaient ensuite le doyen de la Rote, l'auditeur de la chambre, le majordome, le maître de la chambre, le régent de la chancellerie et les procureurs apostoliques.

Pendant la procession on chanta les litanies des Saints, qui finirent au moment où le Pontife entra dans la basilique. Après la récitation des prières prescrites, le Saint-Père alla adorer le Très-Saint-Sacrement; de là il se rendit, toujours accompagné de la procession, à l'autel papal, et de son trône, placé au côté de l'épître, il admit à l'obédience les Cardinaux, les Archevêques, les Evêques et les pénitenciers. Tous les Archevêques présents à la cérémonie, et qui n'étaient pas encore « assistants au trône, » furent déclarés tels par la volonté expresse du Souverain-Pontife, et dès lors les douze plus anciens Archevêques se placèrent autour du trône pour tout le temps que dura la cérémonie. Après que l'on eut entonné et achevé l'office de Tierce, le Saint-Père revêtit ses habits pour la messe pontificale, ayant pour Evêque assistant S. Em. le cardinal Mattei, sous-doyen du Sacré-collége; pour diacre servant à la messe S. Em. le cardinal Antonnelli, et pour sous-diacre Mgr. Serafini, auditeur de Rote.

Après l'Evangile, chanté successivement en latin et en grec, S. Em. le cardinal Macchi, en qualité de doyen du Sacré-Collége, accompagné des doyens des Archevêques et des Eveques présents à l'auguste cérémonie, et aussi de l'Archevêque du rite grec et de l'Archevêque du rite arménien, se présenta au pied du trône et adressa en latin ces paroles au Souverain-Pontife :

« Ce que l'Eglise catholique, Très-Saint-Père, désire ardemment et « appelle de tous ses vœux depuis si longtemps, c'est que votre suprême « et infaillible jugement porte, sur l'Immaculée-Conception de la Très- « Sainte-Vierge Marie, Mère de Dieu, une décision qui soit pour Elle « un accroissement de louanges, de gloire et de vénération. Au nom du « Sacré-Collége, des Cardinaux, des Evêques du monde catholique et de « tous les fidèles, nous demandons humblement et instamment que les « vœux universels de l'Eglise scient accomplis dans cette solennité de la « Conception de la bienheureuse Vierge.

« Lors donc que s'offrira l'auguste sacrifice des autels, dans ce temple « consacré au prince des Apôtres, et au milieu de cette réunion solennelle

« du Sacré-Collége, des Evêques et du peuple, daignez, Très-Saint-Père, « élever votre voix apostolique et prononcer ce décret dogmatique de l'Im- « maculée-Conception de Marie, qui sera un sujet de joie pour le Ciel et « de la plus vive allégresse pour la terre. »

Le Pontife répondit à ces paroles qu'il accueillait volontiers la prière du Sacré-Collége, de l'épiscopat et des fidèles, mais que pour l'exaucer il fallait d'abord invoquer l'assistance du Saint-Esprit. Aussitôt on entonna le *Veni, Creator*, et le chant improvisé de cet hymne fut exécuté non-seulement par les chantres de la chapelle papale, mais par tout le peuple accouru en foule. Animé de la foi la plus ardente et d'amour envers Celle que toutes les nations appellent Bienheureuse, chacun appelait les lumières du Ciel sur le Souverain-Pontife, prêt à rendre du haut de la chaire de Pierre une décision qui allait faire immédiatement courber avec respect le front de tous les catholiques fidèles répandus sur toute la terre, et malgré toute diversité de langage, de législation, de mœurs et de climats.

Après le chant de l'hymne, Sa Sainteté, au milieu d'un profond silence, lut à haute voix le décret, et avec une telle émotion que souvent la lecture en fut quelques instants suspendue. Chacun de ceux qui assistaient à ce grand acte partageait l'émotion du Pontife.

Dans ce décret, le Souverain-Pontife a solennellement défini :

« QUE C'EST UN DOGME DE FOI QUE LA BIENHEUREUSE VIERGE « MARIE, DÈS LE PREMIER INSTANT DE SA CONCEPTION, PAR UN « PRIVILÉGE ET UNE GRACE SPÉCIALE DE DIEU, EN VERTU DES « MÉRITES DE JÉSUS-CHRIST, SAUVEUR DU GENRE HUMAIN, A ÉTÉ « PRÉSERVÉE ET MISE A L'ABRI DE TOUTE TACHE DE LA FAUTE « ORIGINELLE. »

Telle est la solennelle définition dogmatique pour laquelle le Saint-Siége apostolique a reçu tant de prières et consulté tout l'épiscopat catholique ; la définition solennelle que tant d'Evêques accourus pour l'entendre dans la joie, annonceront à leurs fidèles en retournant chacun dans leurs diocèses.

Après la lecture du décret, S. Em. le Cardinal doyen revint au pied du trône, rendant grâces au Saint-Père d'avoir, par son autorité apostolique, défini le dogme de l'Immaculée-Conception, et le priant de vouloir bien publier la Bulle relative à cette définition dogmatique. Les protonotaires apostoliques se présentèrent ensuite, et le promoteur de la foi, Mgr Frattini, en qualité d'avocat consistorial, fit l'instance pour que l'on procédât à la rédaction du procès-verbal de cet acte solennel Sa Sainteté donna son consentement, et le doyen des protonotaires apostoliques dit qu'ainsi serait fait.

Cependant le canon du château Saint-Ange annonça à toute la cité la promulgation du décret, et ses coups multipliés semblèrent vouloir faire arriver jusqu'aux contrées lointaines la nouvelle de ce grand événement. Toutes les cloches sonnèrent à toute volée, et les habitants, pour manifester leur allégresse, ornèrent leurs fenêtres et leurs balcons de tapisseries et de tentures.

Après la messe pontificale, à laquelle assistaient, dans des tribunes réservées, S. A. R. la princesse de Saxe, le corps diplomatique, le corps d'officiers de l'armée française d'occupation, puis, à la place qui leur avait été marquée, le secrétaire et les consulteurs spéciaux de la Congrégation extraordinaire de l'Immaculée-Conception, et enfin une multitude telle que, depuis bien des lustres, on n'en a jamais vu dans le temple le plus vaste du monde, on chanta le *Te Deum* en actions de grâces. Le Souverain-Pontife, qu'accompagnaient les voix des Cardinaux, des Archevêques et des Evêques, chantait un verset auquel le peuple répondait par le verset suivant. L'émotion était universelle.

Le Saint-Père, porté sur la *sedia gestatoria*, s'est ensuite rendu pro-

cessionnellement à la chapelle de Sixte IV, dite communément chapelle du chœur du Révérendissime Chapitre du Vatican, et y a fait solenellement le couronnement de l'image de la Vierge représentant la Conception ; la couronne était d'or enrichie de pierres précieuses. Puis Sa Sainteté est passée dans la chapelle dite *della Pieta*, pour y quitter les vêtements pontificaux, et là le Saint-Père a reçu les actions de grâces du T. R. P. général de l'ordre des Frères-Mineurs de l'Observance et des Frères-Mineurs Réformés, pour avoir défini sur la Conception de la Vierge ce que les Pères Franciscains ont toujours enseigné. Sa Sainteté est ensuite rentrée dans ses appartements.

Dans la soirée de cette solennité glorieuse, Rome offrait un magnifique spectacle. Toutes les maisons, depuis le palais du grand seigneur jusqu'à la mansarde du pauvre, étaient resplendissantes de lumières La municipalité avait fait illuminer la coupole de Saint-Pierre, et les palais du Capitole, où deux orchestres exécutèrent, jusque fort avant dans la nuit, des morceaux choisis, aux applaudissements de la foule. Par les soins des mêmes magistrats, il y eut, en l'honneur de l'Immaculée-Conception, dans la salle des conservateurs, une réunion académique où S. E. le Cardinal Wiseman prononça un éloquent discours, en présence d'un nombreux concours de Cardinaux, d'Evêques, de prélats et d'autres personnages.

Rome, en ce jour si solennel, a montré de la manière la plus éclatante quelle est sa dévotion pour la Très-Sainte-Vierge; et les Evêques, en rentrant dans leurs diocèses et en annonçant à leurs peuples ce qu'ils ont entendu de l'oracle du Vatican, pourront aussi leur dire quels honneurs ont rend à la Vierge dans la capitale du monde catholique, et si Rome en cette occasion est demeurée au-dessous d'Ephèse. L'histoire de l'Eglise marquera parmi les plus mémorables cette journée du 8 décembre 1854, où l'auguste Mère du Sauveur du Monde a reçu de la chaire de vérité un nouveau triomphe. (*Journal de Rome, du 9 décembre* 1854.)

On a établi, par les chiffres suivants, dans quelles proportions les nations étaient représentées dans la cérémonie qui vient de se célébrer à Rome, à l'occasion de l'Immaculée-Conception :

Ville de Rome, 60; États-Pontificaux, 40; France, 21; Naples, 11; Irlande, 6; Angleterre, 6; Toscane, 5; Lombardo-Vénitien, 5; États-Sardes, 5; États-Unis d'Amérique, 5; Belgique, 4; Autriche, 2; Prusse, 3; Espagne, 3; Bavière, 2; Canada, 2; Suisse, 2; Hollande, 2; Parme, 1; Chine, 1; Portugal, 1; Modène, 1; Archipel, 1; Servie, 1; Hesse-Darmstadt, 1; Hongrie, 1; Nouvelle-Galles, 2; Nouvelle-Ecosse, 1.

Il faut joindre à ces 200 évêques un nombre plus grand de protonotaires apostoliques, prélats domestiques, camériers secrets et camériers d'honneur. Les 21 prélats français étaient : LL. EE. les cardinaux de Bonald, archevêque de Lyon; Mathieu, archevêque de Besançon; Gousset, archevêque de Rheims; NN. SS. les archevêques d'Aix, de Paris, d'Avignon; NN. SS. les évêques du Mans, de Marseille, de Valence, de Montauban, du Puy, d'Agen, d'Amiens, de Saint-Denis (île Bourbon), d'Orléans, de Blois, de Saint-Flour, de Chartres, de Grenoble, et NN. SS. Luquet, évêque d'Hesebon, *in partibus infidelium*, et Tirmache, évêque d'Adras, *in partibus infidelium*, aumônier de l'Empereur.

Mgr l'archevêque de Paris vient de recevoir du Saint-Siége une insigne faveur, que justifie d'ailleurs très bien l'importance de son siége. Il a obtenu qu'un évêque suffragant lui fût donné pour l'aider dans les fonctions si laborieuses qu'exige l'exercice de son saint ministère dans le vaste diocèse de Paris. Le choix de Mgr l'archevêque de Paris s'est arrêté sur M. l'abbé Sibour, vicaire général et curé de saint Thomas d'Aquin. Ce choix, pour lequel l'illustre prélat s'était d'avance assuré de

l'agrément du gouvernement français, a été aussi très agréable au Saint-Siége. Le saint Père a même voulu dispenser l'évêque élu de toutes les formes ordinaires, qui auraient entraîné de longs détails. Il a été pourvu à tout par un bref, de façon que M. l'abbé Sibour pourra être prochainement sacré, et le sera peut-être même avant son départ de Rome, où il se trouve avec Mgr l'archevêque.

Par décret du 29 novembre 1854, l'Empereur a nommé M. l'abbé Barbier (Emmanuel), prêtre attaché au clergé de Sénégal, aux fonctions de préfet apostolique de cette colonie, en remplacement de M. l'abbé Boulanger, décédé.

Les cours de la Faculté de théologie ont recommencé, le 12 décembre, à la Sorbonne.

Les vendredis, à une heure et demie, et les mardis à dix heures, M. l'abbé Maret, professeur, vicaire général du diocèse de Paris, traitera de la nature de la raison, de ses droits et de ses limites, et établira la nécessité de l'ordre surnaturel et de la révélation positive; les mercredis, à une heure et demie, M. l'abbé Bautain, professeur émérite, vicaire général promoteur du diocèse de Paris, chargé du cours, traitera des actes humains et expliquera les conditions de leur moralité; les mardis à une heure et demie, et les jeudis à dix heures, M. l'abbé Lavigerie, docteur ès-lettres, chargé du cours, exposera l'histoire de l'Eglise de France, depuis les commencements du protestantisme jusqu'à la fin du XVI^e^ siècle; les samedis à midi et demi, et les mercredis à neuf heures et demie, M. l'abbé Jacquemet, licencié en droit civil, chargé du cours, étudiera les rapports du droit ecclésiastique avec le droit civil en France, et l'influence qu'ils ont exercé l'un sur l'autre; les mardis à midi, et les vendredis à neuf heures et demie, M. l'abbé Chassay, chargé du cours, exposera l'histoire de la vie du Sauveur, et la défendra contre les objections de la science hétérodoxe; les jeudis et samedis, à une heure et demie, M. l'abbé Bargès, professeur, expliquera, les jeudis, le livre des *Proverbes*, et les samedis, celui de *Daniel*.

Mort de Mgr l'évêque du Mans.

Mgr l'évêque du Mans est mort, le 29 décembre, à Rome, dans le palais du Quirinal.

Mgr Bouvier (Jean), était né le 17 janvier 1783, à St-Charles-la-Forêt (Mayenne); nommé le 22 novembre 1833 à l'évêché du Mans, il fut sacré le 16 mars 1834. Il était avant vicaire général du même évêché.

Les derniers moments de ce savant évêque pendant lesquels, il a conservé toute la plénitude de ses facultés intellectuelles, ont été un sujet d'édification.

Sa Sainteté, qui était venue visiter le prélat peu de temps avant sa mort, a chargé le cardinal secrétaire d'Etat du soin des funérailles.

Le corps de Mgr Bouvier sera transporté au Mans.

1.

Jurisprudence.

CULTE. — OUTRAGE PAR GESTES COMMIS DANS LA RUE PENDANT UNE PROCESSION.

L'individu qui, au moment où la procession passe dans la rue, se place sur son passage, ayant son chapeau sur la tête et un cigare à la bouche, ou s'asseoit devant une table sur laquelle il se fait servir à boire, peut être considéré, à raison de l'esprit dans lequel il a agi, de l'intention qui l'a dirigé et de la manière dont ces actes ont été appréciés par ceux qui en ont été les témoins, comme ayant commis le délit d'outrage par gestes envers les objets d'un culte. (Art. 262 du Code pénal.)

Le sieur G... était traduit devant le tribunal correctionnel, sous la prévention d'outrage par gestes envers les objets du culte catholique et d'outrage à la morale publique et religieuse. Voici dans quelles circonstances ces faits avaient été constatés :

Le 25 juin dernier, au moment où la procession de la Fête-Dieu arrivait sur la principale place de la petite ville d'Aubignan, M. le curé fut averti que le sieur G... venait d'être aperçu, parmi les spectateurs, ayant le chapeau sur la tête et un cigare à la bouche. Comme des faits de la même nature avaient été signalés déjà plusieurs fois à l'autorité ecclésiastique de la part de cet individu, M. le curé crut devoir s'approcher de lui et l'invita poliment à se découvrir. Une autre personne placée auprès de G..., et qui avait comme lui son chapeau sur la tête, s'empressa d'obtempérer à cette invitation; mais il n'en fut pas de même de G..., qui s'obstina, malgré deux autres avertissements, à rester dans la même attitude. M. le curé se retira alors en disant : « Il y a longtemps, monsieur G..., que vous avez besoin d'une leçon : je me charge de vous la donner. » Une plainte fut, en effet, immédiatement adressée au commissaire de police de la localité, qui s'empressa de dresser procès-verbal.

Environ un mois après, c'est-à-dire le 23 juillet, un fait à

peu près analogue se présentait encore de la part de G..., pendant une procession ordonnée par l'autorité ecclésiastique, à l'occasion de l'invasion du choléra. Ce jour-là, G... avait affecté, comme la première fois, de venir se placer sur le passage de la procession, ayant le chapeau sur la tête et se versant à boire au moment où la foule était agenouillée autour de lui. Sur la plainte de M. le curé, un nouveau procès-verbal fut dressé par le commissaire de police, et une information régulière s'ensuivit.

L'instruction qui eut lieu révéla qu'indépendamment de ces faits, G... avait tenu publiquement, à diverses époques, des propos injurieux non-seulement pour la religion catholique et ses ministres, mais encore pour les fidèles du lieu qui fréquentaient l'église. Il fut établi, notamment, qu'il avait dit en plein café : « Que l'église d'Aubignan était un repaire de voleurs, de brigands et de p...; que les prêtres devraient avoir la tête coupée en deux; qu'on devrait réunir les images des saints et les couper par morceaux, etc. »

Une ordonnance de la chambre du conseil renvoya G... devant le tribunal, sous la double prévention d'avoir outragé par gestes les objets d'un culte, et d'avoir, par des discours proférés dans des lieux publics, outragé la morale publique et religieuse.

Après des débats animés, le tribunal a rendu le jugement suivant :

« Le tribunal,

« En ce qui touche le délit d'outrage à la morale publique et religieuse, et le délit d'injure et de diffamation envers les fidèles composant l'église d'Aubignan;

« Attendu que les paroles sur lesquelles repose cette double prévention ne sont rapportées que par un seul témoin, homme assurément fort honorable, mais qui n'a pu fournir au tribunal des indications suffisantes, soit quant aux personnes qui auraient entendu ces propos, soit quant aux époques où ils auraient été tenus;

« Qu'interpellé sur ce point à l'audience, il a déclaré avoir entendu sortir ces propos de la bouche de G..., « dans les derniers temps de la République; » ce qui remonterait à environ deux ans, tandis que dans sa déposition écrite, il a fait remonter ce même fait à deux ou trois mois seulement;

« Qu'en présence de ces incertitudes, et tout en reconnaissant la parfaite sincérité du témoin R..., le tribunal se trouve dans l'impossibilité d'apprécier les caractères légaux du fait qu'il rapporte, et de vérifier notamment s'il est couvert ou non par la prescription ;

« Qu'il est de principe, en matière criminelle, que le doute doit profiter a l'accusé ;

« En ce qui touche le délit d'outrage envers les objets du culte :

« Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats :

« 1° Que le 25 du mois de juin dernier, au moment de la procession de la Fête-Dieu, à Aubignan, le prévenu G... est venu se placer sur le passage de cette procession, ayant son chapeau sur la tête et un cigare à la bouche, et lançant de temps à autre, avec affectation, des bouffées de fumée du côté des personnes qui assistaient à la cérémonie ;

« Qu'invité plusieurs fois par M. le curé à se découvrir, au moment où le dais approchait; il n'a tenu aucun compte de ces avis et a obstinément persisté à garder son chapeau sur la tête ;

« 2° Que le 23 juillet suivant, et au moment du passage de la procession de Saint-Roch, ordonnée par le clergé de cette paroisse, à l'occasion de l'invasion du choléra, il est venu, malgré les observations de plusieurs assistants, s'asseoir à quelques pas de distance de ladite procession et à l'endroit le plus en évidence, devant une petite table sur laquelle il s'était fait servir de la bière, ayant comme la première fois son chapeau sur la tête, et dans l'attitude d'un homme qui cherche à attirer sur lui les regards et l'attention de la foule ;

« Attendu que les faits ci-dessus constituent le délit d'outrage par gestes envers des objets d'un culte, dans un lieu destiné ou servant actuellement à son exercice, prévu par l'art. 262 du Code pénal ;

« Qu'en effet, s'il est vrai, comme l'a soutenu le défenseur de G..., que le fait de regarder passer une procession sans se découvrir ne saurait constituer par lui-même et dans tous les cas un outrage envers la religion catholique ou envers les objets de ce culte, il faut aussi reconnaître que les circon-

stances dans lesquelles ce fait se produit peuvent lui imprimer au plus haut degré ce caractère ;

« Qu'il y a lieu, à cet égard, de rechercher l'esprit dans lequel le prévenu a agi, l'intention qui l'a dirigé, et enfin la manière dont cet acte a été apprécié par ceux qui en ont été les témoins ;

« Attendu qu'à ces divers points de vue, le délit d'outrage apparaît dans la cause avec une irrésistible évidence ;

« Qu'il est établi, par toutes les circonstances de la cause, que la pensée de G..., dans les manifestations auxquelles il s'est livré, le 25 juin et le 23 juillet, a été une pensée de dérision et de mépris, non-seulement pour la cérémonie qui avait lieu en sa présence, mais encore pour la religion catholique elle-même ;

« Que sa pose affectée et irrévérencieuse, ses sentiments d'hostilité si souvent exprimés en public contre la religion et ses ministres, ses nombreuses provocations antérieures, et enfin les divers propos tenus par lui à d'autres époques et rapportés par le commissaire de police, ne peuvent laisser dans l'esprit des juges aucune espèce de doute à cet égard ;

« Que c'est dans le même sens que la plupart des témoins entendus à l'audience ont apprécié et interprété les intentions du prévenu dans cette double circonstance ;

« Attendu que le second élément du délit, prévu par l'article 262 du Code pénal, se rencontre non moins évidemment dans la cause, en ce sens qu'il y a eu outrage par gestes ;

« Que dans la pensée du législateur le mot *geste*, employé dans ledit article, doit s'appliquer à tout acte extérieur, à tout mouvement du corps portant l'expression marquée et sensible de l'irrévérence et du mépris ;

« Que c'est ici une question d'appréciation qui rentre entièrement dans le domaine du juge ;

« Que, dans l'espèce, la pensée injurieuse s'est traduite chez le prévenu par l'ensemble de son attitude et de ses mouvements, et notamment par son affectation à rester couvert, à fumer et à boire pendant que la population tout entière donnait autour de lui des signes de recueillement et de respect ;

« Attendu qu'il est également incontestable que l'outrage

imputé à G... a été commis dans un lieu destiné ou servant à l'exercice du culte;

« Qu'il est, en effet, de principe que les lieux servant, même momentanément, à l'exercice d'un culte sont compris dans l'art. 262 du Code pénal;

« Que les rues où passent les processions, dans les localités où elles sont permises, deviennent par suite des lieux où le culte s'exerce;

« Que c'est dans ce sens que les dispositions dudit article ont été constamment interprétées par les auteurs et la jurisprudence;

« Que le délit d'outrage commis dans la rue envers les objets d'un culte, au moment du passage d'une procession, doit être par conséquent assimilé à celui qui se commettrait, dans les mêmes circonstances, dans l'intérieur d'une église au moment de la célébration du culte;

« Attendu qu'on objecte vainement qu'on ne saurait, sans forcer la conscience d'un citoyen, exiger de lui un acte extérieur qui peut être contraire à ses croyances;

« Qu'une attitude décente dans les cérémonies publiques d'un culte reconnu par l'Etat n'est point un acte d'assentiment à ce culte, un acte impliquant la profession d'une croyance quelconque, mais seulement un devoir de sociabilité, une mesure de police à laquelle tous les citoyens doivent être soumis, quel que soit d'ailleurs le culte qu'ils professent; la décence dans les solennités publiques étant, au dire d'un illustre jurisconsulte (1), « ce que la politesse est « dans la vie privée..., une obligation purement civile que « l'on ne peut enfreindre sans désobéir à la loi et sans trou- « bler le bon ordre; »

« Que si le principe de la liberté de conscience s'oppose à ce qu'un citoyen soit contraint de rendre hommage à un culte qui n'est pas le sien, ce même principe exige non moins impérieusement que tous les cultes autorisés jouissent de la liberté et du respect qui leur sont dus;

« Qu'autant les tribunaux doivent de protection à l'une de nos plus précieuses libertés publiques, celle de manifester avec décence, modération et gravité ses opinions religieuses

---

(1) Portalis.

et de discuter celles des autres, autant ils doivent se montrer sévères pour la répression de ces manifestations outrageantes, qui ont tout à la fois pour résultat de troubler la paix publique, de mettre obstacle au libre exercice du culte, et de blesser les croyants dans leurs sentiments les plus intimes et les plus respectables;

« Attendu, quant à l'application de la peine, qu'il y a lieu de prendre en considération les circonstances qui ont précédé et accompagné les actes incriminés, lesquels donnent à ces actes le caractère d'une provocation incessante et froidement préméditée; la publicité donnée sciemment à l'outrage et le scandale qui en a été la suite; et enfin les renseignements fournis par les témoins sur les antécédents du prévenu au point de vue de la moralité;

« Par ces motifs,

« Décharge G... de la prévention dirigée contre lui, quant aux chefs d'outrage à la morale publique et religieuse et d'injures envers les fidèles composant l'église d'Aubignan;

« Déclare ledit G... atteint et convaincu d'avoir, à Aubignan, les 25 juin et 23 juillet derniers, outragé par gestes les objets d'un culte dans un lieu destiné ou servant à son exercice;

« Et, lui faisant application des dispositions de l'art. 262 du Code pénal, et de l'art. 194 du Code d'instruction criminelle,

« Condamne ledit G... à vingt jours d'emprisonnement, et avec contrainte par corps à une amende de 16 francs et aux frais. »

Jugement du tribunal correctionnel de Carpentras, du 28 novembre 1854. — (*Gazette des Tribunaux* des 11 et 12 décembre.)

Questions proposées.

CROIX. — PROPRIÉTÉ PRIVÉE.

Lorqu'une croix a été plantée par un individu sur son terrain, la circonstance que le terrain sur lequel elle a été érigée est passé en diverses mains, et que la croix, objet de la véné-

ration des fidèles, a été à plusieurs reprises réparée, soit par quelques-uns de ces fidèles, soit par la commune elle-même, est-elle suffisante pour enlever la propriété de cette croix aux possesseurs actuels du terrain, et pour autoriser la commune et la fabrique à la transporter dans un autre lieu ?

Les faits qui ont donné lieu à cette question nous sont ainsi exposés par le consultant :

« Un sieur Rougeat habitant Fayl-Billot (Haute-Marne) possédait un fermage dans la commune de Rougeux. Celui-ci eut la dévotion de faire ériger une croix en pierre sur le bout d'un champ de son fermage, aboutissant sur la voie publique.

« Dans la suite, le sieur Rougeat vendit son fermage, qui fut acheté par divers acquéreurs. Au sieur Poinsé (François), advint le champ dans lequel était érigée la croix. Cette croix y demeura intacte jusqu'en 1837, époque où elle fut renversée par un charretier maladroit. L'ente et le croisillon furent rompus et presque immédiatement remplacés aux frais de celui à qui appartenait l'attelage, lequel s'exécuta volontiers et sans être commandé par personne. Toutefois comme l'ouvrier qui avait réparé la croix avait gravé sur la partie inférieure de l'ente le nom de celui qui avait commandé la réparation et le nom de sa femme, les Poinsé, à qui le champ appartenait, prétendirent qu'on empiétait sur leur droit. On effaça donc ce qui avait été gravé, sans y rien substituer que le chiffre de l'année 1837. En 1840, le croisillon, ayant été renversé par le vent, fut remplacé par un petit globe en fer surmonté d'une croix de même matière, aux frais d'un sieur Massin, sans que les Poinsé y missent aucun obstacle. Enfin, le jour de la fête de l'Assomption, 15 août 1853, un bœuf ayant ébranlé la corniche de l'embase, et cette embase menaçant de s'écarter et d'entraîner l'ente dans sa ruine, M. le maire la fit consolider aux frais de la commune par deux forts cercles de fer, sans consulter les Poinsé, qui, de leur côté, n'y mirent aucune opposition. »

Ces explications données, on demande : 1° à qui appartient la croix posée dans le bout du champ appartenant actuellement aux Poinsé, et qui dans l'origine était la croix de la famille Rougeat, dont il ne reste plus personne. En acquérant

cette propriété, les Poinsé ont-ils par cela même acquis la croix y érigée?

2° En supposant qu'ils eussent acquis cette croix, les diverses réparations que lui ont fait subir les divers individus dont il a été parlé ci-dessus, sans que les héritiers Poinsé y aient trouvé à redire, ne suffisent-elles pas pour les déposséder de cette propriété?

3° La croix en question ne peut-elle pas aujourd'hui être considérée comme un monument public appartenant à la communauté?

4° Enfin, l'administration municipale, de concert avec l'administration fabricienne, n'aurait-elle pas le droit de la faire transporter ailleurs si elle le jugeait convenable?

Le conseil estime que la croix érigée par le sieur Rougeat appartient au sieur Poinsé, propriétaire actuel du champ dans lequel elle a été plantée, par suite du principe que la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous (art. 552, C. civ.); et qu'en cédant au sieur Poinsé la propriété de son champ, le sieur Rougeat n'en paraît avoir rien réservé et n'a établi aucune servitude d'utilité publique ou autre.

Le droit romain, en ce qui touche les choses consacrées au culte et appelées *res nullius*, n'existe plus parmi nous.

Il importe peu d'ailleurs que diverses personnes aient fait à différentes époques des réparations à la croix: ces réparations n'ont eu pour effet, ni de leur attribuer la propriété de la croix, ni de dépouiller ceux qui l'avaient élevée ou qui se trouvent aux droits de ces derniers; seulement, il serait possible qu'aux termes de l'art. 555 du Code civil, ceux qui ont fait les réparations, ouvrages ou améliorations à la croix plantée par le sieur Rougeat et transmise au sieur Poinsé, en même temps que le fonds sur lequel elle est placée, eussent contre les détenteurs actuels une action à l'effet d'obtenir une indemnité.

Par suite des raisons qui viennent d'être déduites, il n'est pas douteux pour nous que la commune n'est pas propriétaire de la croix, et nous croyons encore moins qu'elle puisse s'attribuer le droit de la faire transporter ailleurs, si elle le jugeait convenable. En supposant même qu'on dût la considérer comme un monument public, élevé par la munificence

du sieur Rougeat, ce monument devrait être conservé dans les conditions de la libéralité elle-même, et rien ne saurait y être changé, surtout la place, qui suffit à rappeler le bienfaiteur.

ÉGLISES. — BANCS ET PLACES. — CONCESSION A VIE — RÉSILIATION.

Quand le concessionnaire d'une place à vie, dans une église, a négligé pendant trois ans d'acquitter la redevance annuelle qu'il doit à la fabrique, le bureau des marguilliers est-il en droit de considérer ce banc comme acquis à l'église, par ce seul défaut de paiement, et peut-il, sans aucune formalité, le louer à un autre paroissien ?

Le 26 mai 1839, un sieur Robert est devenu concessionnaire, dans l'église de Rougeux, d'une place à vie, pour un capital de 10 fr. qu'il a payé de suite, et moyennant une redevance annuelle de 50 c. Depuis trois ans le sieur Robert n'a pas acquitté la redevance ; de sorte qu'il est aujourd'hui débiteur envers la fabrique de la somme de 1 fr. 50 c.

Nous estimons que la question proposée doit être résolue négativement.

Le sieur Robert ne peut être privé de la place qu'il s'est assurée à vie, au moyen d'un capital une fois payé et d'une redevance annuelle, que par un jugement qui, en conformité de l'art. 1184 du Code civil, resoudrait le contrat, en attribuant à la fabrique, à titre de dommages-intérêts, et le capital fixé et les redevances payées annuellement jusqu'au jour du jugement.

Mais il est bien préférable, suivant nous, et plus équitable aussi, de poursuivre simplement le sieur Robert devant le juge de paix en paiement des redevances arriérées.

Voyez au surplus ce que nous disons sur ce point dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1851, p. 354.

DES FABRIQUES.

Suite du décret du 30 *décembre* 1809, *concernant l'organisation et l'administration des fabriques des églises.* (Voyez le volume de 1853, pages 21; 77, 113, 151, 215, 274, 322 et suivantes; et ci-dessus, pages 156, 226, 257, 296 et suivantes.)

DONS ET LEGS FAITS AUX FABRIQUES DES ÉGLISES.

(Suite.)

Acceptation des dons et legs. — Par qui cette acceptation doit être faite.

265. L'acceptation des dons et legs faits aux fabriques pour l'entretien des églises et le service divin, soit directement, soit indirectement, doit être faite par le trésorier. C'est lui que la législation a désigné à cet effet. (*Ordonnance du* 2 *avril* 1817, *art.* 3.)

266. Il a été décidé par un avis du comité de législation du conseil d'Etat, du 26 décembre 1845, que lorsqu'un legs est fait à une fabrique, si le légataire universel se trouve être précisément le trésorier de cette fabrique, il doit pour l'acceptation être remplacé par le président du conseil de fabrique.

Mais nous croyons que cette acceptation peut aussi être faite dans ce cas, par le président du bureau, comme dans tous les cas où le trésorier fait défaut. (*Art.* 1er *de l'ordonnance du* 7 *mai* 1826.)

267. La circonstance que dans un legs fait à une fabrique le testateur aurait exprimé la condition que ce legs fût employé à fournir le traitement du vicaire, n'empêcherait point que l'acceptation n'en fût faite par le trésorier seulement, à l'exclusion du curé, dont l'intervention dans ce cas n'est pas nécessaire. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du* 5 *avril* 1850.)

268. Le legs d'une somme d'argent fait *aux prêtres* d'une commune à charge de services religieux doit encore être acceptée par le trésorier de la fabrique de l'église, pour assurer ces services, à l'exclusion du desservant de ladite église. (*Avis du comité de législation, du* 1er *décembre* 1846.)

269. En matière de dons ou legs faits aux églises métropolitaines ou diocésaines, le droit de les accepter est dévolu au trésorier, si ces dons ou legs sont faits à la paroisse ou à la fabrique de ces

églises (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, des* 13 *novembre et* 6 *décembre* 1833) ; mais ce droit peut être exercé par les archevêques et les évêques quand ces libéralités sont faites à leurs églises métropolitaines ou diocésaines, et ce alors même qu'il y aurait dans ces églises métropolitaines ou diocésaines une fabrique ayant capacité pour recevoir les dons et legs à elle faits. (*Avis du comité de l'intérieur, du* 12 *mars* 1834.)

270. Quand une église est tout à la fois affectée au service diocésain et au service paroissial, si un legs est fait nominativement à la fabrique de l'église *paroissiale*, ce n'est point l'évêque qui doit être autorisé à accepter le legs, mais bien le trésorier de la fabrique. (*Avis du comité de législation, des 4 mai* 1843 *et* 13 *mai de la même année* ; fabrique de St-Etienne de Meaux, Seine-et-Marne.)

271. C'est à l'archevêque ou à l'évêque seul qu'il appartient d'accepter les libéralités faites directement à la cathédrale. (*Avis précité, du* 6 *décembre* 1833.)

272. Les dons et legs qui seraient faits, non pas à la fabrique ou à l'église, mais au titre ecclésiastique, comme à la cure, à la succursale, à la chapelle vicariale, ou pour la subsistance des ecclésiastiques employés à les desservir, devraient être acceptés par les curés, desservants ou chapelains, ou à leur défaut, par le trésorier de la fabrique. (*Art.* 3 *de l'ordonn. du* 2 *avril* 1817 ; *Art.* 1er *de l'ordonn. du* 7 *mai* 1826.)

Ceux qui seraient faits directement aux évêchés, aux cathédrales (et non point à la paroisse ou à la fabrique de la cathédrale), aux séminaires diocésains, seraient acceptés par l'évêque.

Ceux qui seraient faits au profit des chapitres doivent l'être par le doyen du chapitre.

Les libéralités faites aux congrégations religieuses dûment autorisées doivent être acceptées par le supérieur de la congrégation. (*Voy. la loi du* 2 *janv. et l'ordonn. du* 2 *avril* 1817.)

273. Si, dans ces libéralités, il se trouve quelques dispositions qui intéressent la fabrique, le trésorier de cette administration intervient, et accepte, au nom de la fabrique, dans les termes de l'acte qui autorise la libéralité.

274. Une ordonnance royale du 30 septembre 1827 avait établi des règles particulières pour ce qui concerne l'acceptation des dons et legs dans les colonies. Mais aujourd'hui, le régime des fabriques y est le même qu'en France, et les dispositions du décret du 30 décembre 1809 relatives aux dons et legs y sont par conséquent applicables.

275. *Forme de l'acceptation. — A quelle époque elle doit être faite.* — L'acceptation des *donations entre-vifs* doit être faite en la forme authentique, c'est-à-dire par acte notarié ; car d'après l'art. 932 du Code civil, les donations n'engagent le donateur et ne

produisent d'effet que du jour où elles ont été acceptées en termes exprès.

276. Il suit de là que l'acceptation d'une donation qui serait faite par une simple lettre adressée au donateur ou seulement par une signification d'huissier, serait sans valeur légale, et ne pourrait, par conséquent, tenir lieu de l'acceptation notariée, qui est prescrite par la loi.

277. De plus, il est nécessaire que cette acceptation soit notifiée au donateur par le ministère d'un huissier ; mais cette notification deviendrait inutile, si le donateur signait l'acte d'acceptation.

278. Le trésorier ne doit mettre aucun retard dans l'acceptation, qui devra être faite aussitôt que l'acte qui l'autorise aura été notifié.

279. Le donateur peut révoquer sa donation, tant que cette acceptation n'a pas été dûment portée à sa connaissance.

280. L'acceptation doit toujours avoir lieu du vivant du donateur. Car s'il arrivait que celui-ci décédât même après l'autorisation, mais avant que la formalité de l'acceptation eût été remplie, la donation deviendrait caduque. (*Art.* 932 *du Code civil ; Avis du comité de l'int., des* 7 *janv.* 1831 *et* 24 *mars* 1835 ; *Lettre du min. des cultes au préfet de l'Hérault, du* 17 *février* 1844.)

281. Quand la donation n'est pas faite à la fabrique elle-même, mais à un tiers qui, par des clauses insérées dans l'acte, n'est institué donataire qu'à la condition d'acquitter des services ou des redevances à la fabrique, est-il nécessaire que l'acceptation en soit effectuée du vivant du donateur ? M. l'abbé Dieulin enseigne la négative, dans son *Guide des curés*, p. 115 ; mais cette opinion n'est pas incontestable, parce que la disposition législative qui prescrit la nécessité de l'acceptation de la donation avant la mort du donateur n'a fait aucune distinction entre les donations directes et les donations indirectes. Dans un pareil cas, pour éviter toute contestation sur ce point, nous croyons qu'il est toujours préférable de ne pas attendre la mort du donateur pour accepter.

282. Une donation, devenue caduque par la mort du donateur avant l'acceptation du donataire, ne peut pas être validée par le seul consentement des héritiers du donateur à l'exécution. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Hérault, du* 31 *mars* 1844 ; fab. de Causse.)

Si les héritiers veulent qu'elle soit exécutée, ils doivent faire une nouvelle donation en leur nom, et en remplissant les formalités prescrites par la loi pour les libéralités en faveur des établissements publics. (*Lettre précitée.*)

283. La disposition de l'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837, qui porte que le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs faits à la commune, en vertu de la délibération du

conseil municipal, et que l'ordonnance ou l'arrêté du préfet qui intervient ensuite a effet du jour de cette acceptation, n'est pas applicable aux fabriques. En conséquence, lorsqu'une donation est faite à une fabrique, l'acceptation provisoire du trésorier, par acte notarié, est insuffisante pour prévenir la caducité de cette donation résultant du décès du donateur avant l'autorisation du gouvernement. Telle est la jurisprudence suivie par l'administration des cultes, ainsi que cela résulte d'une lettre du ministre de l'instruction publique et des cultes, au préfet du Bas-Rhin, en date du 31 août 1850, rapportée dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiast., vol.* 1850, *p.* 241. Nous croyons que cette jurisprudence pourrait être différente, à cause de l'analogie qui existe entre l'acceptation des donations faites aux communes et celles faites aux fabriques. Mais si une disposition spéciale est nécessaire pour appliquer aux fabriques le bénéfice de l'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837, il est beaucoup à désirer qu'elle intervienne le plus tôt possible, parce qu'elle aurait pour objet de prévenir la caducité d'un grand nombre de donations.

284. En matière de donation de choses mobilières, le défaut d'acceptation par acte public, après l'autorisation, n'a pas pour effet d'annuler la donation, lorsque déjà le donataire était en possession des objets donnés.

Ainsi, lorsqu'une donation d'une somme d'argent ou d'un objet mobilier ayant été consentie en faveur d'une fabrique, cette fabrique a été autorisée par arrêté du préfet ou par décret impérial à l'accepter, et que, sur le vu de cette autorisation, le donateur a remis au trésorier la somme d'argent, ou l'effet mobilier, objet de la donation, la fabrique peut se dispenser de faire une acceptation par acte notarié.

285. Mais nous estimons que la donation serait frappée de nullité, en droit, si le donateur était décédé avant que l'autorisation de l'accepter eût été obtenue de l'autorité compétente. (*Lettre du ministre des cultes au préfet de l'Hérault, du* 1er *février* 1844; *au préfet du Bas-Rhin, du* 31 *août* 1850.)

286. Le legs fait à un établissement public, comme celui fait à un particulier, n'est pas soumis à la formalité de l'acceptation par acte notarié, comme cela a lieu en matière de donations entre-vifs. En conséquence, lorsque ce legs a été autorisé par le gouvernement, l'héritier du testateur n'est pas fondé à en refuser la délivrance, sous le prétexte qu'une pareille acceptation n'a pas été faite.

Dans le cas de refus, l'établissement légataire doit former contre cet héritier une demande en délivrance du legs, devant le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession. (*Lettre du min. de l'instr. publ. et des cultes à l'évêque de Saint-Claude, du* 22 *mai* 1850; *Bulletin des lois civiles ecclés., vol.*, 1850, *p.* 362.)

287. L'acceptation des dispositions testamentaires peut résulter

de tout acte constatant l'intention des représentants de l'établissement légataire d'en recueillir le montant, par exemple, d'une demande formée en justice pour obtenir la délivrance des objets légués, d'un simple acte extrajudiciaire signifié à l'héritier, ou de la quittance qui lui est remise. (*Lettre du min. de l'instr. pub. et des cultes à l'évêque de Saint-Claude, du 22 mai* 1850; école secondaire ecclésiastique de Nozeroy.)

288. Aucune acceptation ne peut valablement être faite soit en matière de *legs*, soit en matière de *donation*, avant l'obtention de l'arrêté du préfet ou du décret du chef de l'État autorisant cette acceptation.

Demande en délivrance des legs faits aux fabriques.

289. Quand la fabrique a obtenu de l'autorité compétente l'autorisation d'accepter un legs, elle doit en demander la délivrance.

290. Par l'effet du legs et de l'autorisation qui lui a été accordée, elle a bien sur l'objet donné un droit de propriété; mais elle n'a pas le droit de possession, c'est-à-dire le droit de s'emparer de l'objet de son autorité privée et d'en jouir. Si elle le faisait, elle se rendrait coupable d'une voie de fait qui donnerait à l'héritier du testateur le droit de lui faire restituer tous les avantages dont elle aurait illégalement profité.

291. La demande en délivrance des biens légués doit être faite aux héritiers à réserve du testateur, c'est-à-dire à ceux auxquels une quotité de ses biens est réservée par la loi; et à leur défaut, aux légataires universels; et à défaut de ceux-ci, aux héritiers appelés dans l'ordre établi au titre des successions réglées par le Code civil.

292. Mais si la fabrique avait été instituée légataire universel, et s'il ne se trouvait, au décès du testateur, aucun héritier à réserve, elle serait dispensée de la formalité de la demande en délivrance, parce qu'elle serait saisie *de plein droit* des biens légués par la mort du testateur. (*Art.* 1006 *du Code civil.*)

293. Elle est seulement obligée, si le testament est olographe ou mystique, de se faire *envoyer en possession*, par une ordonnance du président du tribunal, mise au bas de la requête qui doit être présentée à cét effet. (*Art.* 1008 *du Code civil.*)

294. Quelques cas peuvent encore se présenter où cette demande en délivrance serait inutile. Ce sont ceux, par exemple, ou le legs comprendrait un objet qui se trouverait déjà dans la main de la fabrique, à titre de dépôt, de prêt, etc., etc., ou bien encore si c'était la remise d'une dette.

295. La demande en délivrance de la fabrique doit être portée devant le tribunal de la succession. (*Art.* 59 *du Code de procédure.*)

296. Toutefois, lorsqu'un arrêté du préfet a autorisé une fabrique à accepter la donation ou le legs d'une rente sur l'Etat d'un capital inférieur à 300 fr., il faut, en outre, pour que la fabrique puisse toucher les arrérages, que le transfert soit autorisé par un décret du chef du gouvernement. Mais il n'est pas nécessaire, dans ce cas, d'exiger pour le transfert une délibération de la fabrique, un avis de l'évêque et du préfet; il suffit d'une copie de l'arrêté préfectoral et de l'indication du numéro et de la série de l'inscription. (*Lettre du ministre des cultes; fabrique de Norroy-le-Veneur, Moselle.*)

297. Suivant une lettre du ministre des cultes, en date du 12 décembre 1848, lorsqu'une fabrique ou tout autre établissement religieux a été autorisé à accepter le legs d'une somme d'argent, et que l'arrêté qui a autorisé cette acceptation a prescrit l'emploi de cette somme en achat de rentes sur l'Etat, l'héritier ou le légataire universel du testateur n'est pas fondé, sous le prétexte qu'il lui appartient de surveiller cet emploi, à ne se dessaisir des fonds que pour les verser dans la caisse du receveur particulier de l'arrondissement ou du receveur général du département, chargé de l'effectuer. (*Lettre du ministre des cultes à l'évêque de Cahors, du 12 décembre* 1848.)

298. Aux termes de l'art. 1016 du Code civil, les frais de la demande en délivrance de legs sont à la charge de la succession du testateur.

299. Lorsqu'une fabrique redoute d'avoir à supporter des procès dispendieux pour être mise en possession d'un legs à elle fait, cela peut donner lieu à une transaction entre elle et les héritiers, *mais seulement* après l'acceptation du legs; car il n'appartient pas à l'administration de changer l'objet légué. (*Avis du conseil d'administration des cultes, du* 16 *décembre* 1839, *approuvé le* 21 *du même mois.*)

300. L'action de la fabrique, en délivrance des legs à elle faits, dure trente ans.

301. Aucune demande en délivrance n'est nécessaire, en matière de donation entre-vifs; par le fait de l'acceptation régulière de la fabrique, la propriété des objets donnés lui est transférée, sans qu'il soit besoin d'autre tradition. (Art. 938 du Code civil.)

302. Lorsqu'il s'agit d'une donation de biens susceptibles d'hypothèques, la *transcription* des actes contenant la donation et l'acceptation, ainsi que la notification de l'acceptation qui aurait eu lieu par acte séparé, doit être faite aux bureaux des hypothèques dans l'arrondissement desquels les biens sont situés. (Art. 939 du Code civil.)

303. Cette transcription, qui a pour objet de rendre publique la donation, doit être faite à la diligence du trésorier, dans le plus court délai possible.

304. Les copies ou extraits des ampliations des actes du gouvernement, autorisant l'acceptation d'un don ou legs fait au profit d'une fabrique ou de tout autre établissement public, doivent être délivrés par les préfets.

Les notaires et autres officiers publics ne peuvent refuser de faire usage des copies et extraits ainsi délivrés et certifiés par ces fonctionnaires. (*Lettre du directeur général de l'administration des cultes à l'archevêque de Paris, du 26 déc.* 1848.)

A partir de quelle époque la jouissance des objets donnés ou légués est acquise à la fabrique.

305. En matière de *donation entre-vifs*, la jouissance des biens donnés est acquise au donataire par le fait même de son acceptation régulièrement effectuée.

306. En matière de *legs*, pour savoir à partir de quelle époque la jouissance des biens légués appartient au légataire, il faut distinguer entre le legs *universel* ou *à titre universel*, et le legs *particulier*.

307. Quand il s'agit d'un legs universel ou à titre universel, les fruits ou intérêts sont dus du jour du décès du testateur, si la demande en délivrance a été formée en justice dans l'année; sinon du jour de cette demande, ou encore du jour où la délivrance aurait été volontairement consentie. (Art. 1005 et 1011 du Code civil.)

308. S'il s'agit d'un legs particulier, les fruits et intérêts de la chose léguée ne sont acquis à la fabrique légataire que du jour de sa demande en délivrance, formée suivant l'ordre établi par l'article 1011 du Code civil, ou encore du jour auquel cette délivrance lui aurait été volontairement consentie. (Art. 1014 du Code civil.)

309. Toutefois, ces fruits et intérêts peuvent courir, au profit de la fabrique, à partir du jour du décès du testateur, et sans qu'elle ait formé sa demande en justice, lorsque celui-ci a expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament.

310. La demande en délivrance d'un legs fait à une fabrique ne fait pas courir les intérêts lorsqu'elle a été formée avant l'autorisation du gouvernement. (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1852, p. 136.)

311. La question de savoir si les arrérages des rentes léguées courent à partir du décès du testateur, ou du consentement des héritiers donné à la délivrance du legs, ou à partir de l'autorisation d'accepter, doit être décidée non par l'administration, mais par les tribunaux. (*Lettre du ministre des cultes à M. Moisson, employé au timbre, du 31 août* 1839.)

312. La clause par laquelle un testateur déclare que ses légataires disposeront des objets qu'il leur lègue en toute propriété et jouis-

sance aussitôt après sa mort, exprime suffisamment sa volonté de faire courir à leur profit les fruits et intérêts du jour du décès, sans qu'il soit besoin de demander la délivrance. (*Arrêt de la cour de Douai, du 8 mai 1847.*)

313. Le consentement par écrit donné par les héritiers à l'exécution du legs, conformément à l'ordonnance royale du 14 janvier 1831, suffit pour faire courir les fruits et intérêts au profit de la fabrique légataire.

313 *bis*. Il n'est pas absolument nécessaire, pour que l'acte souscrit par les héritiers fasse courir les fruits ou intérêts d'une chose léguée à une fabrique, qu'il constate en termes formels le consentement de ces héritiers à la délivrance du legs.

314. L'exécution des charges imposées à la fabrique est subordonnée aux volontés du testateur ou du donateur, qui peut fixer l'époque à laquelle cette exécution commencera. A défaut de stipulation à cet égard, la fabrique n'est tenue d'acquitter aucune charge jusqu'à ce qu'elle ait été mise en possession de la chose donnée ou léguée.

Enregistrement des dons et legs.

315. Les droits d'enregistrement dus à l'occasion des dons et legs faits aux fabriques sont à la charge de ces établissements. (*Art. 1016 du Code civil.*)

Cette décision se justifie par cette considération que la mutation s'opérant au profit de la fabrique légataire, il est juste de lui faire supporter le paiement des droits qu'elle peut occasionner.

Autrefois, l'enregistrement était considéré comme indivisible ; le légataire qui voulait demander la délivrance de son legs était obligé de faire enregistrer le testament en entier, sauf répétition contre ses colégataires pour leur part et portion ; de telle sorte que ceux qui ne pouvaient faire l'avance de ces frais étaient obligés d'attendre qu'un autre plus aisé eût rempli cette condition, ce qui pouvait quelquefois durer fort longtemps. Le Code civil a prévenu ces inconvénients, en autorisant les légataires à faire enregistrer leur legs séparément, conformément au dernier paragraphe de l'art. 1016.

La disposition qui met l'enregistrement à la charge du légataire forme le droit commun; mais il y peut être dérogé, et si le testateur, ainsi que l'y autorise l'art. 1016 précité, avait déclaré que son intention était que les frais fussent supportés par la succession, cette déclaration serait parfaitement valable; elle serait considérée comme une augmentation du legs, et les héritiers du défunt ne seraient point admis à l'attaquer.

Relativement à la quotité des droits d'enregistrement, elle n'a pas toujours été la même ; l'art. 81 du décret du 30 décembre 1809 avait statué que les dons et legs faits aux fabriques ne seraient assujétis qu'à un droit fixe de 1 franc. L'art. 7 de la loi du 16 juin 1824

porta ce droit à 10 francs. Mais cette législation a été changée par l'art. 17 de la loi du 18 avril 1831, et aujourd'hui les fabriques sont astreintes à payer pour les dons et legs qui leur sont faits les droits proportionnels d'enregistrement et de transcription ordinaires. (*Bulletin des lois civiles eccl., vol.* 1849, *p.* 115.)

316. Dans le cas où un testateur a légué à une fabrique la nue-propriété d'un immeuble dont il a été en même temps légué l'usufruit à une autre personne, cette double disposition donne ouverture à la perception du droit d'enregistrement sur la moitié de la valeur de l'immeuble, à raison du legs d'usufruit, et à la perception du même droit sur la valeur entière de l'immeuble à raison de la nue-propriété.

317. La donation acceptée sous une condition suspensive qui ne s'est pas réalisée n'est pas soumise au droit proportionnel, et, par suite, l'acte ultérieur constatant la non-réalisation de la condition et portant que la donation restera sans effet n'est pas non plus passible du droit proportionnel de rétrocession, aucune transmission au donataire ne s'étant effectuée. (*Délibération de l'administration de l'enregistrement du* 5 *décembre* 1843.)

318. Lorsqu'une fabrique a été autorisée à accepter une libéralité, c'est du jour de la notification administrative qui lui est faite du décret d'autorisation que commence à courir le délai de six mois pour en faire la déclaration à l'enregistrement et en acquitter les droits. (Art. 24 de la loi du 22 frimaire an VII.)

319. Les employés de l'enregistrement ne sont pas fondés à exiger des fabriques le paiement des droits pour les legs qui leur sont faits dans les six mois du décès du testateur. Ces droits ne sont dus par la fabrique qu'à partir du jour où elle a été autorisée à accepter.

320. Une donation entre-vifs, faite sous diverses charges, n'en est pas moins un acte gratuit, dans le sens de l'art. 19 de la loi du 22 frimaire an VII, et non un acte onéreux, dans le sens de l'art. 17 de la même loi, quelle que soit, d'ailleurs, l'importance de ces charges. Par suite, l'administration de l'enregistrement a un délai de deux ans à partir de l'enregistrement du contrat pour demander l'expertise des biens donnés, si l'évaluation de leur revenu lui paraît inférieure au revenu véritable. (*Arrêt de la Cour de cassation du* 19 *février* 1845.)

321. Lorsque, par suite de recherches faites par ses préposés dans les dépôts publics, l'administration de l'enregistrement et des domaines a découvert et constaté que des dons manuels en argent ont été faits à la fabrique ou à un hospice, au nom des personnes décédées, et qu'ils ont été acceptés en vertu d'ordonnances royales ou d'arrêtés administratifs, elle n'est pas fondée à réclamer les droits de donation qu'elle prétendrait être dus pour ces libéralités. (*Jugement du tribunal civil de Limoges du* 31 *mai* 1843.)

Recours contre l'arrêté ou le décret d'autorisation des dons et legs.

322. La législation laisse à ceux qui auraient quelque intérêt à faire annuler la libéralité la faculté de se pourvoir devant le conseil d'Etat contre l'acte qui en a autorisé l'acceptation.

Mais le recours, en pareil cas, n'est pas toujours facilement admissible; il ne peut être reçu que lorsqu'il est fondé sur des motifs graves.

323. Suivant un avis du comité de législation du 23 juillet 1840, l'ordonnance qui a autorisé l'acceptation d'un legs fait à une fabrique pour la reconstruction d'une chapelle déterminée, n'est pas susceptible d'être rapportée, alors même que le legs aurait été employé à une simple réparation de cette chapelle.

324. Une fabrique peut valablement être autorisée à accepter une rente à elle léguée sur un hospice légataire lui-même, malgré les réclamations de cet hospice, si cette rente se trouve au nombre de celles dues par ces établissements; et l'ordonnance qui a autorisé cette acceptation ne doit pas être rapportée, quand même l'hospice objecterait que la perte du legs ne peut lui être imputée, qu'elle provient d'événements dont il ne peut être responsable. (*Avis du comité de l'intérieur du* 30 *janvier* 1824.)

325. Le recours des héritiers ayant pour objet d'obtenir le rapport d'une ordonnance qui autorise une fabrique à accepter un legs ne doit pas être pris en considération si l'emploi de ce legs ne concerne pas ces héritiers et ne peut leur préjudicier.

326. L'autorisation donnée par le gouvernement à une fabrique pour accepter un legs ou don n'a pas pour effet de valider l'acte qui contient la libéralité qui lui a été faite. (*Lettre du ministre des cultes, à M. Moisson, employé à l'administration du timbre, du* 31 *août* 1839.)

Il a eu effet été décidé par un arrêt de la cour de Colmar, du 31 juillet 1823, que cette autorisation administrative ne juge ni ne préjuge rien, soit sur la capacité de recevoir dans la personne morale légataire, soit sur la légalité intrinsèque de la disposition. Ces questions restent essentiellement dévolues à l'autorité judiciaire, l'administration n'ayant qu'à permettre, refuser ou restreindre l'acceptation de l'établissement public. (*Art.* 937 *du Code civil.*)

327. Par suite, les droits des héritiers du testateur demeurant complétement réservés à cet égard, ceux-ci peuvent attaquer directement devant les tribunaux la validité de cette libéralité, s'ils croient avoir des motifs suffisants pour le faire. (*Avis du comité de législation du* 23 *juillet* 1842.)

328. L'action en révocation d'une donation entre-vifs, pour cause d'inexécution des charges et conditions, reste toujours ouverte au profit du donateur.

329. Mais il n'en est pas de même à l'égard de ses héritiers: suivant deux avis des comités de l'intérieur et de législation, des 27 septembre 1821 et 30 mars 1822, cette action ne leur appartient qu'autant qu'ils ont un intérêt personnel à l'exécution de ces conditions; cet intérêt cessant pour eux, l'action leur est interdite, et la donation qui la stipulerait en leur faveur contiendrait une véritable substitution qui annullerait même la disposition principale.

330. Dans tous les cas, si les héritiers du donateur n'ont pas le droit de demander, à leur profit, la révocation de la donation, sous prétexte d'inexécution des charges, ils sont toujours fondés à poursuivre judiciairement le donataire pour l'obliger à exécuter ces charges.

Observation

Relative à la continuation du commentaire du décret du 30 décembre 1809, sur l'organisation et l'administration des fabriques.

Nous continuerons, dans la livraison de janvier 1855, notre commentaire sur le décret du 30 décembre 1809, et nous traiterons des *fondations* proprement dites et de la capacité des ecclésiastiques de recevoir des *dons et legs*.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

A

ACTES *du Saint-Siége.* — 54, 112, 242, 292, 344.

ACTES *officiels.* — 5, 55, 57, 110, 113, 141, 218, 241, 286, 289.

ADMINISTRATION *fabricienne.* — Voy. *Fabriques.*

ALGERIE. — Dépenses du culte, 6, 10. — Voy. *Budget des cultes.*

ANCIENNES *religieuses.* — Secours. — Voy. *Budget des cultes.*

ANNEXES. — *Administration.* — *Conseils de fabrique.* — Les églises annexes ne doivent point avoir de conseil de fabrique spécial; ces églises doivent être administrées, ainsi que leurs biens et revenus, par le conseil de fabrique de la cure ou succursale dont elle dépendent. — Toutefois, les revenus de ces annexes doivent être exclusivement appliqués à leur avantage. — Les annexes et les chapelles de tolérance qui n'ont pas été civilement reconnues n'ont aucune existence légale, et ne peuvent préjudicier aux droits de l'église paroissiale dans la circonscription de laquelle elles sont placées, 44. — Les annexes vicariales, qui sont aussi dans la dépendance des cures ou succursales dans la circonscription desquelles elles sont situées, ne doivent pas non plus avoir de conseil de fabrique, 45. — Les marguilliers désignés par l'évêque, d'après la circulaire du 11 mars 1809, pour administrer les revenus d'une église annexe, le sont-ils à perpétuité? — Dans quels cas sont-ils révocables? — Qui peut les révoquer? — Dans le cas où ils n'ont pas assez de soin pour l'entretien et la propreté de l'église, le curé peut-il seul les révoquer? — Subsidiairement, le peut-il avec le conseil de fabrique de la paroisse principale? — Ou bien, est-ce à l'évêque seul qui les a nommés qu'il appartient de les révoquer dans tous les cas? — Est-ce assez pour qu'un de ces marguilliers soit démissionnaire qu'il refuse de signer le compte annuel des recettes et dépenses de l'annexe? — Est-ce assez aussi, pour qu'il soit démissionnaire, qu'il donne sa démission de vive voix, soit au curé, soit aux autres marguilliers, sans qu'il soit nécessaire qu'il la donne par écrit ou qu'elle soit mentionnée dans les registres de la fabrique? 251. — *Biens.* — *Administration.* — *Fabrique paroissiale.* — C'est au conseil de fabrique qu'il appartient légalement d'administrer les biens de l'annexe qui existe dans la paroisse. — La commission spéciale qui serait choisie parmi les habitants de l'annexe pour régir ces biens, ne peut être considérée que comme une commission déléguée par la fabrique principale. — En aucun cas, il ne saurait appartenir au maire de l'annexe d'en administrer les biens, même conjointement avec les administrateurs officieux, et de leur interdire d'obtempérer aux résolutions financières prises par le conseil de fabrique de la paroisse principale, 126. — Voy. *Dons et legs.*

ARCHEVEQUES. — Allocation portée au budget pour leur traite-

ment, 6 et 7. — Voy. *Budget des cultes*, *Evêques*, *Clergé*, *Traitements ecclésiastiques.*

ASSOCIATIONS *et réunions religieuses.* — *Autorisation.* — Les réunions de plus de vingt personnes, dans le but de s'occuper, à certains jours, d'objets religieux, telles que des réunions dirigées par des pasteurs protestants dans un lieu privé, sont soumises, comme toutes autres, à la nécessité d'une autorisation préalable de l'autorité : vainement invoquerait-on, pour se soustraire à cette autorisation, le principe de la liberté des cultes. (Cod. pén. 291 et suiv. ; décret, 25 mars 1852.) 271.

AUMÔNIERS. — *Armée.* — Décret impérial qui établit des aumôniers pour l'armée d'Orient, 57. — Arrêté du ministre de la guerre, concernant le costume des aumôniers de l'armée, 111.

— *Marine.* — Décret impérial relatif au logement des aumôniers à bord des bâtiments de la flotte, 113.

B

BANCS. — Voy. *Eglises.*

BINAGE. — Somme allouée au budget de 1854, pour indemnité de binage ou double service dans les succursales vacantes, 8.

BORDEREAU *trimestriel.* — Voy. *Fabriques.*

BOURSES *des Séminaires.* — Voy. *Séminaires.*

BUDGET *des cultes.* — *Culte catholique.* — Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques; les membres des chapitres et du clergé paroissial; le chapitre de Saint-Denis et les chapelains de Sainte-Geneviève. — Bourses des séminaires; secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses; service intérieur des édifices diocésains; entretien et grosses réparations de ces édifices; secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères; secours à divers établissements ecclésiastiques; dépenses accidentelles; restauration de la cathédrale de Paris; travaux extraordinaires aux cathédrales de Marseille et de Moulins. — *Cultes non catholiques.* — Cultes protestants et israélite. — Dépenses des cultes en Algérie, 5 et suivantes. — Voy. ces divers mots, et les mots : *Cultes*, *Colonies*, *Marine.*

BUDGET *des fabriques.* — Voy. *Fabriques.*

BUREAU *des marguilliers.* — Voy. *Fabriques.*

BUREAUX *de bienfaisance.* — *De l'existence de ces bureaux*, historique, 26. — Organisation actuelle, existence légale, 40. — Circonscription, commune, division, *ibid.*, 148. — *Commission administrative:* composition, présidence, dissolution et révocation; renouvellement; serment des administrateurs, 41 et suiv. — Agents et employés des bureaux de bienfaisance, 76. — Des sœurs de charité, *ibid.* — Des adjoints et dames de charité, 77. — *De l'administration des bureaux de bienfaisance*, 80. — Administration intérieure, ordonnateur général., *ibid.* — Administration des biens, modes d'acquérir et d'aliéner, 83. — *Dons et legs*, acceptation, 85; modes de gestion des biens, 89. — *Recettes et dépenses.* — *Recettes*, 90. — Du droit des pauvres sur la recette des spectacles, bals et fêtes publiques, *ibid.* — Des quêtes à domicile, 91. — Des quêtes dans les églises, 92. — Des troncs, 96. — Du droit des curés et des fabriques de quêter pour les pauvres dans les églises, 97. — *Dépenses*, 99. — Perception des revenus et paiement des dépenses, 100. — Du contentieux, 104. — *De la distribution des secours à domicile :* recherche des indigents, 135. — Admission aux secours, 136. — Mode des secours, 137. — Quittances à donner par les indigents, timbre, dispense, 140. — *De la tenue des écritures, de la comptabilité et du règlement des comptes et budgets*, 103, 187. — Tenue des registres et écritures, *ibid.* — Clôture des registres du receveur, 188. — Formation du budget annuel, 189. — Budget supplémentaire, 190. — Règlement définitif du budget de l'exercice clos, 191. — Formation et règlement du compte de gestion du receveur et du compte administratif de la commission du bureau de bienfaisance, 192. — Formation et règlement du compte de gestion à rendre annuellement par le receveur, *ibid.* — Décharge du receveur, 194. — Formation et

règlement du compte d'administration à rendre annuellement par les administrateurs du bureau, 194. — Des formules d'après lesquelles les actes et écritures de l'administration des bureaux de bienfaisance doivent être tenus, 195. — Formule d'un procès-verbal de prestation de serment des membres composant la commission administrative du bureau de bienfaisance, 196. — Procès-verbal d'une délibération ordinaire du bureau de bienfaisance, 197. — Délibération du bureau de bienfaisance relative à l'acceptation des dons et legs, 197. — Budget des recettes et dépenses, 199. — Règlement définitif du budget de l'exercice, 202. — Etat de situation, 204. — Procès-verbal de clôture des livres et de vérification de la caisse du receveur au 31 décembre, 206. — Compte de gestion du receveur, 208. — Compte administratif présenté à la commission administrative, 214. — Livre des pauvres à tenir par le bureau de bienfaisance, 217.

C

CAISSE *de secours. — Prêtres âgés et infirmes.* — Décret impérial qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la caisse *de secours pour les prêtres âgés et infirmes du diocèse de Blois*, 218.

CARDINAUX. — Allocation portée au budget de 1854 pour leur traitement, 7. — Voy. *Budget des cultes.*

CATHEDRALES. — Voy. *Budget des cultes, Édifices diocésains, Eglises, Dons et legs.*

CHANOINES — Voy. *Chapitres.*

CHAPELAINS *de Sainte-Geneviève.* — Voy. *Chapellenie de Sainte-Geneviève.*

CHAPELLES. — Voy. *Églises.*

CHAPELLENIE *de Sainte-Geneviève.* — Somme portée au budget de 1854 pour le traitement des chapelains, 6, 8.

CHAPITRES *cathédraux.* — Somme allouée au budget de 1854 pour le traitement des membres des chapitres diocésains, 6 et 7. — Réception et publication du décret pontifical relatif à la décoration ecclésiastique des membres du chapitre métropolitain de Tours, 292, 293.

CHAPITRE *de Saint-Denis.* — Crédit porté au budget de 1854 pour ce chapitre, 6, 8.

CHRONIQUE. — 54, 66, 111, 256, 288, 344.

CIMETIÈRES. — Le décret du 23 prairial an XII (art. 2), qui prescrit qu'il y ait, hors des *villes et bourgs*, à la distance de 35 à 40 mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts, s'applique-t il aux *communes rurales?* — Lorsque, dans une agglomération de 1,250 habitants, le cimetière, placé autour de l'église, est insuffisant, peut-on, pour l'agrandir, recourir à l'expropriation d'un jardin voisin pour cause d'utilité publique? — Le propriétaire de ce jardin serait-il fondé à s'y opposer, en invoquant l'art. 1er du décret précité qui interdit les inhumations dans l'enceinte des villes et bourgs? 152. — Est-ce au maire ou bien au trésorier de la fabrique qu'il appartient d'exiger que les arbres de haute tige ou autres, plantés dans le voisinage du cimetière ou de la place publique, à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés? 128. — Lorsque, dans un cimetière, il existe une portion de terrain qui n'est pas nécessaire aux inhumations, le maire peut-il l'affecter à une autre destination, retourner le sol, l'ensemencer, récolter, créer des pâturages, etc.? 74. — Qui peut s'opposer à un tel abus, et quels sont les moyens d'y remédier? *ibid.* — Voy. *Dons et legs.*

CIRCULAIRES *ministérielles.* — Voy. *Cultes, Comptabilité administrative, Edifices diocésains, Secours de l'Etat, Fête du 15 août, Eglises et Presbytères, Pensions ecclésiastiques.*

CLERGÉ. — Dotation, 6 et suivantes. — Etat du personnel : circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes, à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les noms de MM les vicaires généraux et chanoines honoraires, et l'indication de leur secrétariat au 1er janvier 1854 — Observations, 58. — Nominations ecclésiastiques, 54, 66, 111. — Promotions

et nominations de membres du clergé dans l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur, 256, 288. — Voy. *Aumôniers, Budget des cultes, Cardinaux, Caisse de secours, Curés et desservants, Evêques, Pensions ecclésiastiques, Prêtres âgés et infirmes, Traitements ecclésiastiques, Vicaires.*

CLOCHES. — Lorsque la refonte d'une cloche est devenue nécessaire, la fabrique est-elle obligée de mettre le travail de cette refonte en adjudication, ou bien peut-elle se borner à confier cette refonte à un fondeur de son choix? 150. — Marché pour la refonte d'une cloche, 151. — Voy. *Eglises.*

COLONIES. — Dépenses du service du culte dans les colonies, 113. — Augmentation du traitement des évêques dans les colonies, 54. — Voy. *Evêques, Culte, Clergé, Fabriques, Dons et legs.*

COMMUNAUTÉS *religieuses.* — Voy. *Congrégations religieuses.*

COMPTABILITE *administrative.* — Voy. *Cultes.*

COMPTES *des fabriques.* — Voy. *Fabriques.*

CONFRÉRIES. — Voy. *Dons et legs.*

CONGRÉGATIONS *religieuses de femmes.* — Le legs fait à un établissement dépendant d'une congrégation religieuse de femmes autorisée est valable, bien que cet établissement lui-même ne soit pas spécialement autorisé, si d'ailleurs, à raison du but de l'institution, il ne doit être considéré que comme faisant partie de la maison-mère et non comme un établissement particulier : dans ce cas, le legs est réputé fait à la maison-mère elle-même, et peut être valablement accepté par la supérieure de cette maison, 273. — Les congrégations religieuses non autorisées ne sont pas assujéties à la taxe des biens de main-morte établie par la loi du 20 février 1849, 223. — Voy. *Dons et legs, Fabriques, Etablissements religieux.*

CONGREGATIONS *religieuses d'hommes.* — Congrégations autorisées; secours alloués par le gouvernement à ces congrégations, 6, 16.

CONSEILS *de fabrique.* — Voy. *Fabriques.*

CONTRIBUTIONS. — Quelles sont celles qui sont à la charge des archevêchés, évêchés, séminaires, communes, fabriques, cures, succursales, curés, desservants et vicaires, 109. — Réclamations, délai, 110.

CROIX. — Propriété privée, 354.

CULTES. — Budget : crédits généraux alloués en 1854 pour les divers services des cultes, 5 et suivantes. — Comptabilité administrative : circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, relative à l'envoi des états de crédit pour les dépenses des cultes de l'exercice de 1854, avec invitation de se reporter à ces états pour la délivrance des mandats, 56. — Circulaire du même aux mêmes, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1853, 219. — Circulaire du même aux mêmes, relative à la situation des cultes au 31 août 1854, par suite de la clôture des paiements, *ibid.* — Circulaire du même aux mêmes, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pendant l'exercice 1854, 286. — Circulaire du même aux mêmes, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes, *ibid.*

— *Culte catholique.* — Dotation, budget de 1854, 5 et suiv. — Service du culte dans la marine et dans les colonies, 113.

— *Culte israélite.* — Somme portée au budget de 1854, 6.

— *Cultes protestants.* — Crédit porté au budget de 1854, 6.

Exercice. — *Trouble.* — L'art. 261, Code pénal, qui punit le fait d'empêcher, de retarder ou d'interrompre les exercices du culte par des troubles causés dans le temple, s'applique même au cas où le trouble serait produit par un bruit fait à dessein en dehors du temple, 145.

— *Outrage par gestes commis dans la rue pendant une procession.* — L'individu qui, au moment où la procession passe dans la rue, se place sur son passage, ayant son chapeau sur la tête et un cigare à la bouche, ou s'asseoit devant une table sur laquelle il se fait servir à boire, peut être considéré, à raison de l'esprit dans lequel il a agi, de l'intention qui l'a dirigé et de la manière dont ces actes ont été ap-

préciés par ceux qui en ont été les témoins, comme ayant commis le délit d'outrage par gestes envers les objets d'un culte, 349.

CURES. — Etat, 7. — Demande, d'érection des cures, 69. — Biens: prise de possession par le curé; inventaire des titres, registres et papiers; jouissance et administration; réparations; obligations de la fabrique et du titulaire, 173. — Voy. *Fabriques*.

CURÉS. — Traitement, 7. — Voy. *Clergé*, *Pensions ecclésiastiques*, *Presbytères*.

D

DESSERVANTS. — Traitements, 8. Voy. *Budget des cultes*, *Fabriques*, *Pensions ecclésiastiques*, *Presbytères*, *Succursales*.

DIMANCHES *et Fêtes*. — La loi du 18 novembre 1814, relative à la célébration des fêtes et dimanches, est encore en vigueur; dès lors le commerçant qui ouvre sa boutique les jours de fêtes et dimanches comme les jours de la semaine, commet une contravention à l'art. 2 de cette loi, qui défend aux marchands d'étaler et de vendre, les ais et volets des boutiques ouverts, 293.

DIOCESES. — Voy. *Édifices diocésains*, *Evêchés*.

DOGME. — Proclamation du dogme de l'immaculée conception de la sainte Vierge, 344.

DONS ET LEGS. — *Des dons et legs faits aux fabriques des églises*. — Obligation des notaires devant lesquels sont passés des actes contenant donation entre-vifs, ou disposition testamentaire au profit des fabriques. — Fonctions du trésorier relativement à l'autorisation et à l'acceptation des dons ou legs, 296.

De quelles manières les libéralités peuvent être faites aux fabriques. — Donation entre-vifs. — Quelles personnes peuvent donner. — Forme dans laquelle la donation entre-vifs doit être faite, 297.

Testament. — Quelles personnes peuvent tester, et en quelles formes, 298. — Formule d'un testament olographe, 300. — Des dénominations sous lesquelles peuvent être faites les dispositions testamentaires, 303.

De la capacité des fabriques de recevoir les dons et legs qui leur sont faits. — Caractère et objet des dons et legs, *ibid.* — Dons et legs d'usufruit, 310. — Des donations anonymes faites aux fabriques, 311. — Dons manuels, 312. — Libéralités faites à des églises étrangères, 313.

Des charges et conditions qui peuvent être imposées aux legs et donations, 314. — Conditions contraires aux lois. — La disposition d'un testament qui confie aux desservants seuls l'administration des biens immeubles laissés à l'église d'une commune, n'est pas de nature à être approuvée. Elle est contraire au décret du 30 décembre 1809, et à toutes les lois qui prescrivent que les biens des églises seront administrés par les fabriques. Les desservants sont, il est vrai, membres de droit des conseils de ces établissements; mais on ne peut concentrer dans leurs mains les droits qui sont attribués à un conseil tout entier. — Conditions résolutoires et clauses de retour, 320. — Substitutions, 321.

Actes conservatoires à faire par la fabrique, et pièces à produire pour obtenir l'autorisation d'accepter les dons et legs, 324. — Procès-verbal d'évaluation de l'objet légué ou donné, 325. — Délibération du bureau des marguilliers, contenant acceptation provisoire d'un don ou d'un legs, et chargeant le trésorier de faire les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation de l'accepter, 326. — Etat de l'actif et du passif, ainsi que des charges et des revenus de la fabrique, cure ou succursale, 327. — Certificat de vie du donateur, 328. — Du consentement des héritiers à l'exécution du legs, 331. — Modèle d'un acte d'adhésion des héritiers à la délivrance du legs, 327. — Certificat du maire constatant l'état de fortune des héritiers, 328 — Cas où il y a libéralités collectives, 332. — Répudiation des dons et legs, *ibid.*

Autorisation des dons et legs. — Compétence des préfets. — Compétence du gouvernement. — Formes

et conditions de l'autorisation, *ibid.* — Cas où plusieurs libéralités ont été faites par un même acte à différents établissements, 334. — Refus d'autorisation et réduction des dons et legs, motifs, 335.

Arrêté. — Ampliation. — Lorsque l'administration supérieure a autorisé l'acceptation d'une libéralilé en faveur d'une fabrique ou de tout autre établissement religieux, il n'est pas nécessaire qu'elle adresse à l'évêché deux ampliations de l'arrêté d'autorisation, l'un pour l'établissement légataire ou donataire, l'autre pour les archives du secrétariat de l'évêché.

C'est aux préfets qu'il appartient de donner à la partie intéressée des copies ou extraits certifiés conformes de ces arrêtés.

Les notaires et autres officiers publics ne peuvent refuser de faire usage des copies et extraits ainsi délivrés et certifiés, 124.

Acceptation des dons et legs. — Par qui cette acceptation doit être faite, 358. — Forme de cette acceptation, 359. — A quelle époque elle doit être faite, *ibid.* — Demande en délivrance des legs faits aux fabriques, 362.

A partir de quelle époque la jouissance des objets donnés ou légués est acquise à la fabrique, 364. — Lorsqu'un legs d'une somme d'argent a été faite à une fabrique, sous diverses charges, sans indication de l'époque à laquelle commencera l'acquit de ces charges, comme sans aucune stipulation relative aux intérêts de la somme léguée, les charges imposées sont-elles dues par la fabrique du jour du décès du testateur, ou seulement après l'autorisation du gouvernement et à partir du jour où elle a été légalement mise en possession du montant du legs, 294.

Enregistrement des dons et legs. 365.

Recours contre l'arrêté ou le décret d'autorisation des dons et legs, 366.

E

ECCLÉSIASTIQUES. — Voy. *Clergé.*

EDIFICES *diocésains*. — Crédit porté au budget de 1854 pour les dépenses du service intérieur de ces édifices, 6, 9. — Somme allouée pour leur entretien et les grosses réparations, *ibid.* — Arrêté du ministre de l'instruction publique et des cultes relatif à la réorganisation du service des travaux des édifices diocésains, 11, 12. — Circulaire du même aux architectes relative à la réorganisation de ce service, 13. — Règles particulières de chaque partie dudit service, 14. — Etudes des demandes de secours pour les églises paroissiales et les presbytères, 17. — Circulaire du même aux préfets sur le même sujet, 19. — Autre circulaire du même aux architectes diocésains sur le même sujet, 21. — Autre circulaire du même aux archevêques et évêques sur le même sujet, 22. — *Etat de situation*. — Circulaire du même aux préfets, relative à la formation des états destinés à constater la situation, en fin d'année, des dépenses affectées dans le courant de l'année 1853, aux édifices diocésains, 56. — Règlement sur la comptabilité des travaux des édifices diocésains, 114. — Circulaire aux architectes diocésains, relative au nouveau règlement sur la comptabilité des travaux diocésains, 116. — Circulaire aux architectes diocésains, leur demandant des propositions de travaux à exécuter en 1855, et leur indiquant de nouvelles formes à suivre pour la rédaction des projets, 286. — Voy. *Cathédrales*, *Eglises*, *Evêchés*, *Séminaires*.

EGLISES. — *Bancs et places*. — Quand le concessionnaire d'une place à vie a négligé, pendant trois ans, d'acquitter la redevance annuelle qu'il doit à la fabrique, le bureau des marguilliers est-il en droit de considérer ce banc comme acquis à l'église par ce seul défaut de paiement, et peut-il, sans aucune formalité, le louer à un autre? 357.

— *Cloches*. — Lorsqu'en vertu d'un arrêté préfectoral rendu en 1805, une église catholique a été mise à la disposition des protestants, sous la condition expresse qu'il serait fourni par la commune une chapelle ou oratoire, et que tout le mobilier appartenant au culte catholique serait transféré dans le nouveau local, si, lors de ce transfert, la cloche de l'église n'a point

été réclamée comme faisant partie de ce mobilier, et qu'elle soit restée dans le temple protestant, où elle a d'ailleurs servi à l'usage des deux cultes, la fabrique de la nouvelle église est-elle aujourd'hui fondée à revendiquer le droit absolu de placer cette cloche dans son église, et de jouir seule de la sonnerie, nonobstant l'usage et l'abus tolérés jusqu'à ce jour ? 340. — Voy. *Cloches.*

— *Demande d'érection.* — Epoque, 69. — Erections, 54, 66, 111.

— *Dons et legs.* — Voy. *Dons et legs.*

— *Mobilier.* — Inventaire, recolement annuel, 260, 296. — Voy. *Fabriques.*

— *Réparations.* — Obligations du bureau des marguilliers, 286, 256. — Travaux à effectuer aux églises et presbytères avec les fonds du gouvernement, réorganisation, 11.

Secours de l'Etat. — Circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, relative aux secours à accorder aux communes pour construction ou restauration des églises et presbytères, 122. — Voy. *Fabriques.*

ETABLISSEMENTS *ecclésiastiques.* — Somme allouée au budget de 1854, pour quelques-uns de ces établissements, 9.

EVECHES — *Adjonction de titre.* — Sommaire du décret impérial relatif à la publication, en France, d'un décret pontifical, donné à Rome, le 23 novembre 1853, par lequel S. S. le pape Pie IX autorise Mgr l'évêque d'Arras et ses successeurs à joindre à leur titre les titres purement honorifiques des évêchés supprimés de Boulogne et de Saint-Omer, 60. — Autre décret impérial concernant la publication d'un décret pontifical par lequel S. S a autorisé Mgr l'évêque de Quimper et chacun de ses successeurs à joindre à leur titre celui purement honorifique d'évêque de Saint-Pol-de-Léon, 61.

— Décret impérial relatif à la publication d'un décret pontifical qui autorise Mgr l'évêque de Périgueux et ses successeurs à joindre à ce titre celui de l'évêché supprimé de Sarlat, 242. — Autre décret impérial concernant la publication d'un décret pontifical par lequel le pape autorise l'évêque de Coutances et ses successeurs à joindre à leur titre le titre purement honorifique de l'évêché supprimé d'Avranches, 293.

— *Insignes* — Sommaire du décret relatif à la publication du bref délivré à Rome, le 16 décembre 1853, par lequel S. S. le pape Pie IX permet à Mgr l'évêque de Gap et aux chanoines de son église cathédrale, ainsi qu'à leurs successeurs respectifs, de porter, dans les limites du diocèse, et suivant les formes déterminées par ledit bref, une croix d'argent ornée d'une médaille représentant, d'un côté, l'effigie de saint Grégoire-le-Grand, et de l'autre, celle d'Arigius, évêque de Gap, 56. — Sommaire de deux autres décrets relatifs au chapitre métropolitain de Tours, 292.

— *Mobilier* des évêchés et archevêchés. — Inventaire. — Recolement annuel, 296, — Voy. *Edifices diocésains, Evêques.*

EVEQUES. — Nominations : de Mgr Gerbet à l'évêché de Perpignan, 54 ; — de Mgr de Bonnechose à l'évêché d'Evreux, 292 ; — de M. l'abbé Sibour, curé de Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris, au titre de coadjuteur de l'archevêque de Paris, 347. — Préconisation de Mgr Gerbet, et décret impérial portant réception de la bulle d'institution canonique de ce prélat, 112, 141.

— *Traitement.* — Taux de ce traitement. — Crédit alloué au budget de 1854 pour y faire face, 7. — Voy. *Evêché, Clergé.* — Sommaire du décret relatif à l'augmentation du traitement des évêques dans les colonies, et de l'indemnité à eux allouée pour frais de tournée épiscopale et de secrétariat, 54.

F

FABRIQUES. — *Administration.* — Instructions épiscopales de Mgr l'évêque d'Arras aux curés de son diocèse, concernant cette administration, 46. — Autres circulaires du même prélat aux membres des conseils de fabrique de son diocèse, sur le même sujet, 47, 70, 73.

— *Bancs et chaises.* — Location, nécessité, 51. — Voy. *Eglises.*

— *Bâtiments paroissiaux.* — Visite et réparations. — Obligations des

marguilliers, 70, 109, 256. — Voy. *Eglises* et *Presbytères*.

— ***Biens***. — Biens restitués. — Envoi en possession. — Rentes. — Les fabriques ne sont réellement investies des biens à elles restitués par l'arrêté du 7 therm. an XI, qu'après s'être fait envoyer en possession, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807. — Et il en est ainsi, alors même que la fabrique n'aurait pas cessé d'avoïr la possession de ces biens en en dissimulant l'existence. — Par suite, la fabrique est sans qualité pour agir contre le débiteur d'une rente en possession de laquelle elle n'a pas été envoyée. — Et il ne peut être suppléé à cet envoi en possession par l'approbation donnée par le préfet au budget de la fabrique, où cette rente était portée en recette, 338. — Administration des biens. — Echange. — Biens communaux. — L'échange entre une fabrique et une commune de biens qui leur appartiennent ne peut résulter que d'actes réguliers intervenus entre elles après les autorisations qui leur sont réciproquement nécessaires. — Cet échange ne peut résulter notamment de l'usage fait par la fabrique, même avec l'assentiment de la commune, d'un terrain communal, aux lieu et place d'un terrain appartenant à la fabrique et joignant la voie publique, 104. — Baux. — Renouvellement, 344. — Rentes. — Défaut de paiement des arrérages, résolution, 282. — Vente d'arbres du presbytère, défaut de formalité. — En procédant à la vente d'arbres provenant des dépendances du presbytère, et en mettant en régie les bancs et chaises, sans avoir pris, au préalable, aucune délibération régulière, et sans avoir d'ailleurs appelé le curé ou desservant à émettre son avis, les membres d'un conseil de fabrique violent la loi et les règles administratives, en même temps qu'ils portent atteinte aux droits que la législation garantit au pasteur. — Un pareil conseil est dans le cas d'être révoqué. — Il en doit être surtout ainsi, lorsqu'à ces faits il ajoute celui de refuser de se rendre à une séance extraordinaire autorisée par l'évêque, et à laquelle tous les membres avaient été officiellement convoqués, 222.

— *Bordereau trimestriel*. — Obligation du trésorier à cet égard, 70, 155, 255, 344.

— ***Budget***. — Voy. *Comptabilité*.

— ***Bureau des marguilliers***. — Fonctions et devoirs pour : janvier, 343; février, 25; mars, 45; avril, 67; mai, 108; juin, 134; juillet, 155; août, 186; septembre, 225; octobre, 255; novembre, 285; décembre, 295.

— *Caisse et armoire*. — Conservation des fonds, titres et papiers, 257, 258.

— *Comptabilité*. — Budget de la fabrique. — Définition. — Nécessité. — Obligation du bureau et du conseil, conséquences du défaut de budget, 52, 68, 70, 226 et suivantes. — Préparation du budget. — Epoque. — Forme. — Etat des dépenses intérieures à fournir par le curé, 228. — Discussion et vote du budget, 231. — Approbation du budget par l'évêque, 232. — Insuffisance des revenus de la fabrique pour couvrir les dépenses présumées du budget, et recours à la commune pour l'obliger à subvenir à cette insuffisance. — Forme de ce recours, 69, 235. — Modèle de délibération du conseil municipal sur les compte et budget de la fabrique, 238. — Compte annuel du tresorier. — Reddition et apurement, 67, 70.

— *Conseil*. — Renouvellement. — Elections. — Lorsque dans un conseil de fabrique, composé, outre le curé et le maire, membres de droit, de cinq conseillers électifs, quatre de ces derniers ont donné leur démission, et qu'il ne reste ainsi que trois membres, y compris les deux fabriciens de droit, ces trois membres peuvent remplacer eux-mêmes leurs collègues démissionnaires. — Dans un pareil cas, il n'y a pas lieu de considérer la fabrique comme dissoute, et il ne doit pas être procédé à son renouvellement intégral, soit par l'évêque seul, soit par le double concours de l'évêque et du préfet, 23. — Devoirs pour les quatre réunions trimestrielles de janvier, Quasimodo, juillet et octobre, 343, 67, 155, 255. — Délibérations. — Comment peut-on forcer le conseil d'une fabrique à délibérer sur une affaire où l'intérêt de la fabrique est en opposition avec les intérêts personnels de chaque membre en particulier? — En cas de refus des membres de s'assembler, quelles mesures faut-il prendre

pour suppléer à ce refus, 133. — Révocation, 222.

— *Dépenses et charges des fabriques.* — Lorsqu'un évêque a ordonné le changement de la liturgie diocésaine, une fabrique serait-elle fondée à refuser de faire l'acquisition des nouveaux livres liturgiques, en alléguant qu'elle n'a pas les fonds suffisants pour faire face à cette dépense? — Dans le cas où elle manque réellement de ressources, les frais de cette acquisition deviennent-ils une dépense obligatoire pour la commune? 223. — Voy. *Eglises, Presbytères.*

— *Dons et legs.* — Voy. *Dons et legs.*

— *Fondations.* — Surveillance et compte rendu des fondations, 70, 155, 255, 344.

— *Fonds* — Conservation, 258.

— *Historique* de l'origine des fabriques paroissiales, 47.

— *Mobilier* de l'église et de la sacristie, inventaire, recolement annuel, 260. — Modèle d'un inventaire, 263.

— *Oblations*, 243. — Voy. *Oblations.*

— *Presbytères.* — Voy. *Réparations, Presbytères, Cures.*

— *Préséances*, 250. — Voy. *Préséances.*

— *Quêtes* pour les pauvres. — Voy. *Bureaux de bienfaisance.*

— *Rentes*, 283. — Voy. *Biens, Rentes.*

— *Réparations.* Bâtiments paroissiaux, 70, 109, 171, 256. — Voy. *Eglises, Presbytères.*

— *Revenus.* — Voy. *Biens.*

— *Secours de l'Etat.* — Voy. *Budget des cultes, Eglises, Presbytères.*

— *Subventions communales*, 73.

— *Titres et archives.* — Conservation, inventaire, 265. — Modèle d'un inventaire des titres et archives, 266. — Sommier des titres. — Registre analytique des actes de propriété, 268. — Formalités auxquelles doit donner lieu l'extraction des titres ou autres pièces de la caisse ou armoire de la fabrique, 269.

— *Trésorier.* — Ses obligations par rapport au bordereau trimestriel de situation, 70, 155, 255, 344; au compte annuel, 67; à l'entretien de la maison presbytérale et des biens de la cure ou succursale, 171, 176, 177; à l'acceptation des dons et legs, 296 et suivantes.

— *Troncs* pour les pauvres. — Voy. *Bureaux de bienfaisance.*

— *Vicaires.* — Voy. *Vicaires paroissiaux. Contributions.*

FACULTÉS *de théologie.* — Voy. *Instruction publique.*

FETES *et dimanches.* — Voy. *Dimanches.*

FETE *du 15 août.* — Circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux archevêques et évêques, relative à l'anniversaire du 15 août, 219.

I

INHUMATION. — L'autorisation d'inhumer que délivre le maire, en conformité de l'art. 77 du Code civil, doit-elle s'adresser au curé ou aux parents du défunt? — Le curé qui procède à la levée du corps et aux cérémonies religieuses, sans qu'il lui soit justifié de l'autorisation de l'officier de l'état civil, est-il passible des peines portées par l'art. 358 du Code pénal? — *Quid* des parents? — L'art. 471, § 15, du Code pénal, ne pourrait-il pas du moins être invoqué contre le curé? — L'autorisation d'inhumer serait-elle inutile, s'il s'était écoulé plus de vingt-quatre heures depuis le décès? — Le curé a-t-il besoin d'une autorisation laïque quelconque pour réciter ou chanter les prières des funérailles au cimetière plus que dans son église? 129.

INSTRUCTION *publique.* — *Budget*, 11.

— *Ecoles communales.* — *Instituteurs.* — Décret concernant les écoles communales et les instituteurs, 61, 63. — Ecoles de filles, 64. — Rétribution scolaire, 65.

— *Ecole secondaire ecclésiastique.* — Décret impérial qui autorise l'évêque de Chartres à établir une école secondaire ecclésiastique à Nogent-le-Rotrou, 61.

— *Facultés de théologie.* — Somme portée au budget de 1854 pour leurs dépenses, 11. — Faculté de théologie de Paris, ordre des cours pour l'année 1854-1855, 348.

— *Législation.* — Nouvelle loi sur

l'instruction publique, 142. — De l'administration de l'instruction publique, *ibid.* — Dispositions spéciales aux établissements d'enseignement supérieur, 144.

INSTRUCTIONS *épiscopales*. — Administration des fabriques : circulaire de Mgr l'évêque d'Arras aux curés de son diocèse concernant cette administration, 46. — Circulaire du même prélat aux membres des conseils de fabrique, sur le même sujet, 47. — Extrait d'une autre circulaire du même, contenant des avis pour la session de Quasimodo, les comptes et budgets, l'entretien des édifices paroissiaux, etc., 70. — Autre circulaire du même prélat relative aux demandes de subventions communales pour 1855, 73.

J

JURISPRUDENCE. — 23, 44, 104, 124, 145, 181, 222, 243, 271, 293, 338, 349.

M

MARIAGE. — Les certificats qui doivent être remis aux ministres du culte, conformément à l'art. 54 de la loi du 18 germinal an x, pour justifier l'accomplissement des formalités du mariage civil, et les autoriser à procéder au mariage religieux, sont assujétis au timbre de 25 centimes. (Art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII, et décret du 9 déc. 1810.) — Il est recommandé aux agents du parquet de prendre les mesures nécessaires pour que les officiers de l'état civil se conforment avec la plus grande exactitude aux dispositions précitées, 125.

MARINE. — Culte. — Voy. *Aumôniers*.

MESSES. — Célébration et fondation. — Voy. *Dons et legs*.

MODELES *d'actes et formules*. — Voy. *Bureaux de bienfaisance, Dons et legs, Fabriques*.

N

NÉCROLOGE. — Mort de Mgr l'évêque d'Evreux, 288; — de Mgr l'évêque du Mans, 348.

O

OBLATIONS. — En principe, l'oblation fixée par les règlements pour l'administration d'un sacrement, par exemple du baptême, est due au curé ou desservant de la paroisse de celui qui reçoit le baptême. — En un mot, le lieu de la naissance pour le baptême, comme le lieu du décès pour les enterrements, détermine la juridiction curiale. — Toutefois si, par suite de l'état transitoire créé par l'érection d'une succursale, le curé de l'ancienne paroisse a, pour le salut des âmes, reçu de l'autorité épiscopale les pouvoirs nécessaires à l'effet de conférer le baptême aux enfants de la succursale qui lui seraient présentés, les parents qui ont acquitté l'oblation entre ses mains ne peuvent être contraints de payer une seconde fois à leur propre curé. — Par cela seul qu'ils ont effectué le paiement de l'oblation au moment du baptême, conformément à l'usage, entre les mains du prêtre qui se trouve en rapport avec eux, leur libération est parfaite et absolue à l'égard de tous, 243. — Voy. *Dons et legs*.

P

PENSIONS *ecclésiastiques*. — Pensions civiles; somme allouée au budget de 1854 pour leur service, 11 — Pensions créées par le décret du

28 juin 1853 : circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative au mode de présentation et d'instruction des demandes de pensions ecclésiastiques et de secours personnels, 220. — Décret impérial relatif à la dotation des pensions ecclésiastiques, 241. — Rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, à l'empereur, sur l'exécution du décret du 28 juin 1853, concernant les pensions ecclésiastiques, 289. — Voy. *Clergé*.

PREFETS *apostoliques*. — Nomination de M. l'abbé Barbier aux fonctions de préfet apostolique du Sénégal, 348.

PRESBYTERES. — *Prise de possession par les titulaires*. — Constatation. — Procès-verbal du bureau des marguilliers. — Etat de situation du presbytère et de ses dépendances, 156.

— *De l'étendue de la jouissance* du curé ou desservant sur le presbytère, sur le jardin et autres dépendances de la propriété presbytérale, 159.

— *Distraction des parties superflues* du presbytère, 163. — Lorsque, depuis plus de trente ans, il existe un pressoir dans l'écurie du presbytère, et qu'au temps des vendanges l'écurie et la cour de ce presbytère qui est au devant sont tellement encombrées par les habitants qui viennent au pressoir commun que le curé n'a plus l'usage paisible ni de l'écurie ni de la cour elle-même, peut-il exiger que la commune enlève le pressoir de l'écurie? — Comment doit-il s'y prendre si la commune s'y refuse? 280.

— *De la location* du presbytère par le curé ou desservant. — Succursales vacantes, 166.

— *Contributions*. — Contributions à la charge du titulaire, 168.

Réparations. — Réparations à la charge du curé ou desservant, 156, 171. — Voy. *Fabriques*.

— *Changement de titulaire*. — Partage des fruits et revenus du jardin et autres dépendances du presbytère, 177. — Voy. *Cures, Eglises, Fabriques*.

— *Secours de l'Etat — Acquisition, construction, restauration des presbytères*. — Somme portée au budget de 1854 pour cet objet, 6. — Circulaire ministérielle, 122.

PRESEANCES. — Quand les autorités civiles assistent en corps à une procession, peuvent-elles se placer immédiatement après le clergé, et, partant, obliger les membres du conseil de fabrique à marcher après elles? — En d'autres termes, quelle est la place respective que les règlements et la coutume assignent aux membres du conseil de fabrique et aux autorités municipales, quand ils assistent concurremment aux processions? 250.

PRÊTRES *âgés et infirmes*. — Somme allouée pour eux au budget de 1854, 6, 9. — Voy. *Clergé, Pensions ecclésiastiques*.

PROCESSIONS. — Extrait du décret impérial portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, en ce qui concerne l'accompagnement du Saint-Sacrement aux processions de la Fête-Dieu, 113.

Q

QUESTIONS *proposées*. — 26, 74, 126, 148, 182, 223, 250, 278, 294, 340, 354.

QUÊTES. — Voy. *Bureaux de bienfaisance*.

R

RELIGIEUSES. — Voy. *Anciennes religieuses, Budget des cultes*.

RENTES — Lorsqu'il s'agit d'une rente perpétuelle, *portable*, c'est-à-dire payable au domicile du rentier, le défaut de paiement des arrérages pendant deux années rend-il le capital exigible de plein droit, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure? — L'intervention des tribunaux est-elle nécessaire? 283. — Des rentes constituées et des rentes foncières, *ibid*. — Voy. *Fabriques, Dons et legs*.

RÉPARATIONS. — Voy. *Cures, Edifices diocésains, Eglises, Fabriques, Presbytères*.

S

SECOURS *de l'État.* — Voy. *Budget des cultes. Clergé, Congrégations religieuses, Édifices diocésains, Eglises, Etablissements ecclésiastiques, Fabriques, Pensions ecclésiastiques, Presbytères.*

SÉMINAIRES. — Bourses : crédit alloué au budget de 1854, pour cet objet, 6, 9.

SUCCURSALES. — Etat, 8. — Nombre érigé en 1854, *ibid.* — Demande d'érection, 66. 111. — Biens, Voy. *Cures.* — Voy. encore *Budget des cultes, Curés, Desservants, Fabriques.*

T

TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* — Curés ou desservants. — Percepteur. Refus de paiement. — Le percepteur peut-il refuser d'acquitter un mandat revêtu des formalités voulues par les lois et règlements, sous prétexte qu'il n'a pas de fonds?

Quid, si le percepteur n'est pas celui de la circonscription où demeure l'ecclésiastique? — Les mots : *Vu bon à payer par le receveur particulier ou le percepteur*, ne donnent-ils pas le droit d'exiger d'eux l'acquit du mandat? — En cas de refus, à qui faut-il s'adresser? 278. — Voy. *Budget des cultes, Archevêques, Cardinaux, Colonies, Curés, Desservants, Evêques, Vicaires généraux, Vicaires paroissiaux.*

V

VICAIRES *généraux.* — Traitement, 7. — Signature : circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux archevêques et évêques, relative à la légalisation des signatures des évêques et de leurs vicaires généraux, 55. — Nominations, 54.

VICAIRES *paroissiaux.* — Lorsqu'une commune, au défaut d'une fabrique dont les ressources sont insuffisantes, s'est engagée à faire le traitement du vicaire, et qu'elle le vote spontanément depuis un certain nombre d'années, le préfet est-il fondé à exiger annuellement la production à la préfecture du budget, des comptes et autres pièces justificatives de la gestion de la fabrique, sous peine de suppression du vote de la commune? — Cette communication annuelle des pièces précitées est-elle toujours de rigueur, soit que le conseil municipal, au défaut de la fabrique, vote spécialement et habituellement le traitement du vicaire, soit qu'il vote un secours purement accidentel ou une allocation permanente, sans application déterminée, et ce, alors même que ladite communication a été régulièrement faite au conseil municipal? — En admettant que cette production de pièces à la préfecture soit obligatoire, quel est le budget qu'il faut produire? est-ce celui de l'exercice courant ou celui de l'exercice prochain? et quant au budget municipal, est-ce celui de l'exercice courant ou celui de l'exercice prochain qui doit contenir le traitement du vicaire ou le secours de la fabrique? — Le préfet a-t-il le droit de renvoyer l'approbation du vote à l'époque du budget supplémentaire? 182. — Somme portée au budget de 1854 pour indemnité aux vicaires paroissiaux, dans les communes autres que celles de grande population, 8.

VICARIATS. — Etat des vicariats recevant l'indemnité du gouvernement, 8. — Nombre créé en 1854, *ibid.* — Voy. *Budget des Cultes, Cures, Fabriques.*

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — Imprimerie LACOUR et C., rue Soufflot, 16.

A

ACTES *du Saint-Siége.* -
ACTES *officiels.* -
ADMINISTRATION *fabricienne.* - Voy. *Fabriques.*
ALGERIE. - Dépenses du culte,
ALGERIE. - Voy. *Budget des cultes.*
ANCIENNES *religieuses.* - Secours. - Voy. *Budget des cultes.*
ANNEXES. - *Administration. - Conseils de fabrique.* - Les églises annexes ne doivent point avoir de conseil de fabrique spécial; ces églises doivent être administrées, ainsi que leurs biens et revenus, par le conseil de fabrique de la cure ou succursale dont elle dépendent. - Toutefois, les revenus de ces annexes doivent être exclusivement appliqués à leur avantage. - Les annexes et les chapelles de tolérance qui n'ont pas été civilement reconnues n'ont aucune existence légale, et ne peuvent préjudicier aux droits de l'église paroissiale dans la circonscription de laquelle elles sont placées,
ANNEXES. - *Administration. - Conseils de fabrique.* - Les annexes vicariales, qui sont aussi dans la dépendance des cures ou succursales dans la circonscription desquelles elles sont situées, ne doivent pas non plus avoir de conseil de fabrique,
ANNEXES. - *Administration. - Conseils de fabrique.* - Les marguilliers désignés par l'évèque, d'après la circulaire du 11 mars 1809, pour administrer les revenus d'une église annexe, le sont-ils à perpétuité? - Dans quels cas sont-ils révocables? - Qui peut les révoquer? - Dans le cas où ils n'ont pas assez de soin pour l'entretien et la propreté de l'église, le curé peut-il seul les révoquer? - Subsidiairement, le peut-il avec le conseil de fabrique de la paroisse principale? - Ou bien est-ce à l'évèque seul qui les a nommés qu'il appartient de les révoquer dans tous les cas? - Est-ce assez pour qu'un de ces marguilliers soit démissionnaire qu'il refuse de signer le compte annuel des recettes et dépenses de l'annexe? - Est-ce assez aussi, pour qu'il soit démissionnaire, qu'il donne sa démission de vive voix, soit au curé, soit aux autres marguilliers, sans qu'il soit nécessaire qu'il la donne par écrit ou qu'elle soit mentionnée dans les registres de la fabrique?
ANNEXES. - *Biens. - Administration. - Fabrique paroissiale.* - C'est au conseil de fabrique qu'il appartient légalement d'administrer les biens de l'annexe qui existe dans la paroisse. - La commission spéciale qui serait choisie parmi les habitants de l'annexe pour régir ces biens, ne peut être considérée que comme une commission déléguée par la fabrique principale. - En aucun cas, il ne saurait appartenir au maire de l'annexe d'en administrer les biens, même conjointement avec les administrateurs officieux, et de leur interdire d'obtempérer aux résolutions financières prises par le conseil de fabrique de la paroisse principale,
ANNEXES. - Voy. *Dons et legs.*
ARCHEVEQUES. - Allocation portée au budget pour leur traitement,
ARCHEVEQUES. - Voy. *Budget des cultes, Evêques, Clergé, Traitements ecclésiastiques.*
ASSOCIATIONS *et réunions religieuses. - Autorisation.* - Les réunions de plus de vingt personnes, dans le but de s'occuper, à certains jours, d'objets religieux, telles que des réunions dirigées par des pasteurs protestants dans un lieu privé, sont soumises, comme toutes autres, à la nécessité d'une autorisation préalable de l'autorité: vainement invoquerait-on, pour se soustraire à cette autorisation, le principe de la liberté des cultes. (Cod. pén. 291 et suiv.; décret, 25 mars 1852.)
AUMONIERS. - *Armée.* - Décret impérial qui établit des aumôniers pour l'armée d'Orient,
AUMONIERS. - *Armée.* - Arrêté du ministre de la guerre, concernant le costume des aumôniers de l'armée,
AUMONIERS. - *Marine.* - Décret impérial relatif au logement des aumôniers à bord des bâtiments de la flotte,

B

BANCS. - Voy. *Eglises.*
BINAGE. - Somme allouée au budget de 1854, pour indemnité de binage ou double service dans les succursales vacantes,
BORDEREAU *trimestriel.* - Voy. *Fabriques.*
BOURSES *des Séminaires.* - Voy. *Séminaires.*
BUDGET *des cultes. - Culte catholique.* - Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques; les membres des chapitres et du clergé paroissial; le chapitre de Saint-Denis et les chapelains de Sainte-Geneviève. - Bourses des séminaires; secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses; service intérieur des édifices diocésains; entretien et grosses réparations de ces édifices; secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères; secours à divers établissements ecclésiastiques; dépenses accidentelles; restauration de la cathédrale de Paris; travaux extraordinaires aux cathédrales de Marseille et de Moulins. - *Cultes non catholiques.* - Cultes protestants et israélite. - Dépenses des cultes en Algérie,
BUDGET *des cultes. - Culte catholique.* Voy. ces divers mots, et les mots: *Cultes, Colonies, Marine.*
BUDGET *des fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
BUREAU *des marguilliers.* - Voy. *Fabriques.*
BUREAUX *de bienfaisance. - De l'existence de ces bureaux,* historique,
BUREAUX Organisation actuelle, existence légale,
BUREAUX Circonscription, commune, division,
BUREAUX *Commission administrative:* composition, présidence, dissolution et révocation; renouvellement; serment des administrateurs,
BUREAUX Agents et employés des bureaux de bienfaisance,
BUREAUX Des soeurs de charité,
BUREAUX Des adjoints et dames de charité,
BUREAUX *De l'administration des bureaux de bienfaisance,*
BUREAUX Administration intérieure, ordonnateur général.,
BUREAUX Administration des biens, modes d'acquérir et d'aliéner,
BUREAUX *Dons et legs,* acceptation,
BUREAUX modes de gestion des biens,
BUREAUX *Recettes et dépenses. - Recettes,*
BUREAUX Du droit des pauvres sur la recette des spectacles, bals et fêtes publiques,
BUREAUX Des quêtes à domicile,
BUREAUX Des quêtes dans les églises,
BUREAUX Des troncs,
BUREAUX Du droit des curés et des fabriques de quêter pour les pauvres dans les églises,
BUREAUX *Dépenses,*
BUREAUX Perception des revenus et paiement des dépenses,
BUREAUX Du contentieux,
BUREAUX *De la distribution des secours à domicile:* recherche des indigents,
BUREAUX Admission aux secours,
BUREAUX Mode des secours,
BUREAUX Quittances à donner par les indigents, timbre, dispense,
BUREAUX *De la tenue des écritures, de la comptabilité et du règlement des comptes et budgets,*
BUREAUX Tenue des registres et écritures,
BUREAUX Clôture des registres du receveur,
BUREAUX Formation du budget annuel,
BUREAUX Budget supplémentaire,
BUREAUX Règlement définitif du budget de l'exercice clos,
BUREAUX Formation et règlement du compte de gestion du receveur et du compte administratif de la commission du bureau de bienfaisance,
BUREAUX Formation et règlement du compte de gestion à rendre annuellement par le receveur,
BUREAUX Décharge du receveur,
BUREAUX Formation et règlement du compte d'administration à rendre annuellement par les administrateurs du bureau,
BUREAUX Des formules d'après lesquelles les actes et écritures de l'administration des bureaux de bienfaisance doivent être tenus,
BUREAUX Formule d'un procès-verbal de prestation de serment des membres composant la commission administrative du bureau de bienfaisance,
BUREAUX Procès-verbal d'une délibération ordinaire du bureau de bienfaisance,
BUREAUX Délibération du bureau de bienfaisance relative à l'acceptation des dons et legs,
BUREAUX Budget des recettes et dépenses,
BUREAUX Règlement définitif du budget de l'exercice,
BUREAUX Etat de situation,
BUREAUX Procès-verbal de clôture des livres et de vérification de la caisse du receveur au 31 décembre,
BUREAUX Compte de gestion du receveur,
BUREAUX Compte administratif présenté à la commission administrative,
BUREAUX Livre des pauvres à tenir par le bureau de bienfaisance,

C

CAISSE *de secours. - Prêtres âgés et infirmes.* - Décret impérial qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la caisse *de secours pour les prêtres âgés et infirmes du diocèse de Blois,*
CARDINAUX. - Allocation portée au budget de 1854 pour leur traitement,
CARDINAUX. - Voy. *Budget des cultes.*
CATHEDRALES. - Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains, Eglises, Dons et legs.*
CHANOINES - Voy. *Chapitres.*
CHAPELAINS *de Sainte-Geneviève.* - Voy. *Chapellenie de Sainte-Geneviève.*
CHAPELLES. - Voy. *Eglises* .
CHAPELLENIE *de Sainte-Geneviève.* - Somme portée au budget de 1854 pour le traitement des chapelains,
CHAPITRES *cathédraux.* - Somme allouée au budget de 1854 pour le traitement des membres des chapitres diocésains,
CHAPITRES *cathédraux.* - Réception et publication du décret pontifical relatif à la décoration ecclésiastique des membres du chapitre métropolitain de Tours,
CHAPITRE *de Saint-Denis.* - Crédit porté au budget de 1854 pour ce chapitre,

CHRONIQUE. -
CIMETIERES. - Le décret du 23 prairial an XII (art. 2), qui prescrit qu'il y ait, hors des *villes et bourgs,* à la distance de 35 à 40 mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts, s'applique-t il aux *communes rurales?* - Lorsque, dans une agglomération de 1,250 habitants, le cimetière, placé autour de l'église, est insuffisant, peut-on, pour l'agrandir, recourir à l'expropriation d'un jardin voisin pour cause d'utilité publique? - Le propriétaire de ce jardin serait-il fondé à s'y opposer, en invoquant l'art. 1er du décret précité qui interdit les inhumations dans l'enceinte des villes et bourgs?
CIMETIERES. Est-ce au maire ou bien au trésorier de la fabrique qu'il appartient d'exiger que les arbres de haute tige ou autres, plantés dans le voisinage du cimetière ou de la place publique, à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés?
CIMETIERES. Lorsque, dans un cimetière, il existe une portion de terrain qui n'est pas nécessaire aux inhumations, le destination, retourner le sol, l'ensemencer, récolter, créer des pâturages, etc.?
CIMETIERES. Qui peut s'opposer à un tel abus, et quels sont les moyens d'y remédier?
CIMETIERES. Voy. *Dons et legs.*
CIRCULAIRES *ministérielles.* - Voy. *Cultes, Comptabilité administrative, Edifices diocésains, Secours de l'Etat, Fête du 1* [...] *août, Eglises et Presbytères, Pensions ecclésiastiques.*
CLERGE. - Dotation, 6 et suivantes. - Etat du personnel: circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes, à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les noms de MM les vicaires généraux et chanoines honoraires, et l'indication de leur secrétariat au 1er janvier 1854 - Observations,
CLERGE. - Nominations ecclésiastiques,
CLERGE. - Promotions et nominations de membres du clergé dans l'ordre impérial de la Légion-d'Honneur,
CLERGE. - Voy. *Aumôniers, Budget des cultes, Cardinaux, Caisse de secours, Curés et desservants, Evêques, Pensions ecclésiastiques, Prêtres âgés et infirmes, Traitements ecclésiastiques, Vicaires.*
CLOCHES. - Lorsque la refonte d'une cloche est devenue nécessaire, la fabrique est-elle obligée de mettre le travail de cette refonte en adjudication, ou bien peut-elle se borner à confier cette refonte à un fondeur de son choix?
CLOCHES. - Marché pour la refonte d'une cloche,
CLOCHES. - Voy. *Eglises.*
COLONIES. - Dépenses du service du culte dans les colonies,
COLONIES. - Augmentation du traitement des évêques dans les colonies,
COLONIES. - Voy. *Evêques, Culte, Clergé, Fabriques, Dons et legs.*
COMMUNAUTES *religieuses.* - Voy. *Congrégations religieuses.*
COMPTABILITE *administrative.* - Voy. *Cultes.*
COMPTES *des fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
CONFRERIES. - Voy. *Dons et legs.*
CONGREGATIONS *religieuses de femmes.* - Le legs fait à un établissement dépendant d'une congrégation religieuse de femmes autorisée est valable, bien que cet établissement lui-même ne soit pas spécialement autorisé, si d'ailleurs, à raison du but de l'institution, il ne doit être considéré que comme faisant partie de la maison-mère et non comme un établissement particulier: dans ce cas, le legs est réputé fait à la maison-mère elle-même, et peut être valablement accepté par la supérieure de cette maison,
CONGREGATIONS *religieuses de femmes.* - Les congrégations religieuses non autorisées ne sont pas assujéties à la taxe des biens de main-morte établie par la loi du 20 février 1849,
CONGREGATIONS *religieuses de femmes.* - Voy. *Dons et legs, Fabriques, Etablissements religieux.*
CONGREGATIONS *religieuses d'hommes.* - Congrégations autorisées; secours alloués par le gouvernement à ces congrégations,
CONSEILS *de fabrique.* - Voy. *Fabriques.*
CONTRIBUTIONS. - Quelles sont celles qui sont à la charge des archevêchés, évêchés, séminaires, communes, fabriques, cures, succursales, curés, desservants et vicaires,
CONTRIBUTIONS. - Réclamations, délai,
CROIX. - Propriété privée,
CULTES. - Budget: crédits généraux alloués en 1854 pour les divers services des cultes, 5 et suivantes. - Comptabilité administrative: circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, relative à l'envoi des états de crédit pour les dépenses des cultes de l'exercice de 1854, avec invitation de se reporter à ces états pour la délivrance des mandats,
CULTES. - Circulaire du même aux mêmes, relative au compte final des dépenses du culte catholique pendant l'année 1853,
CULTES. - Circulaire du même aux mêmes, relative à la situation des cultes au 31 août 1854, par suite de la clôture des paiements,
CULTES. - Circulaire du même aux mêmes, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pendant l'exercice 1854,
CULTES. - Circulaire du même aux mêmes, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes,
CULTES. - *Culte catholique.* - Dotation, budget de 1854,
CULTES. - *Culte catholique.*- Service du culte dans la marine et, dans les colonies,
CULTES. - *Culte israélite.* - Somme portée au budget de 1854,
CULTES. - *Cultes protestants.* - Crédit porté au budget de 1854,
CULTES. - *Exercice. - Trouble.* - L'art.
CULTES. - Code pénal, qui punit le fait d'empêcher, de retarder ou d'interrompre les exercices du culte par des troubles causés dans le temple, s'applique même au cas où le trouble serait produit par un bruit fait à dessein en dehors du temple,
CULTES. - *Outrage par gestes commis dans la rue pendant une procession.* - L'individu qui, au moment où la procession passe dans la rue, se place sur son passage, ayant son chapeau sur la tête et un cigare à la bouche, ou s'asseoit devant une table sur laquelle il se fait servir à boire, peut être considéré, à raison de l'esprit dans lequel il a agi, de l'intention qui l'a dirigé et de la manière dont ces actes ont été appréciés par ceux qui en ont été les témoins, comme ayant commis le délit d'outrage par gestes envers les objets d'un culte,
CURES. - Etat,
CURES. - Demande, d'érection des cures,
CURES. - Biens: prise de possession par le curé; inventaire des titres, registres et papiers; jouissance et administration; réparations; obligations de la fabrique et du titulaire,
CURES. - Voy. *Fabriques.*
CURES. - Traitement,
CURES. - Voy. *Clergé, Pensions ecclésiastiques, Presbytères.*

D

DESSERVANTS. - Traitements,
DESSERVANTS. - Voy. *Budget des cultes, Fabriques, Pensions ecclésiastiques, Presbytères, Succursales.*
DIMANCHES *et Fêtes.* - La loi du 18 novembre 1814, relative à la célébration des fêtes et dimanches, est encore en vigueur; dès lors le commerçant qui ouvre sa boutique les jours de fêtes et dimanches comme les jours de la semaine, commet une contravention à l'art. 2 de cette loi, qui défend aux marchands d'étaler et de vendre, les ais et volets des boutiques ouverts,
DIOCESES. - Voy. *Edifices diocésains, Evêchés.*
DOGME. - Proclamation du dogme de l'immaculée conception de la sainte Vierge,
DONS ET LEGS. - *Des dons et legs faits aux fabriques des églises.* - Obligation des notaires devant lesquels sont passés des actes contenant donation entre-vifs, ou disposition testamentaire au profit des fabriques. - Fonctions du trésorier relativement à l'autorisation et à l'acceptation des dons ou legs,
DONS ET LEGS. - De quelles manières les libéralités peuvent être faites aux fabriques. - Donation entre-vifs. - Quelles personnes peuvent donner. - Forme dans laquelle la donation entre-vifs doit être faite,
DONS ET LEGS. - Testament. - Quelles personnes peuvent tester, et en quelles formes,
DONS ET LEGS. - Formule d'un testament olographe,
DONS ET LEGS. - Des dénominations sous lesquelles peuvent être faites les dispositions testamentaires,
DONS ET LEGS. - De la capacité des fabriques de recevoir les dons et legs qui leur sont faits. - Caractère et objet des dons et legs,
DONS ET LEGS. - Dons et legs d'usufruit,
DONS ET LEGS. - Des donations anonymes faites aux fabriques,
DONS ET LEGS. - Dons manuels,
DONS ET LEGS. - Libéralités faites à des églises étrangères,
DONS ET LEGS. - Des charges et conditions qui peuvent être imposées aux legs et donations,
DONS ET LEGS. - Conditions contraires aux lois. - La disposition d'un testament qui confie aux desservants seuls l'administration des biens immeubles laissés à l'église d'une commune, n'est pas de nature à être approuvée. Elle est contraire au décret du 30 décembre 1809, et à toutes les lois qui prescrivent que les biens des églises seront administrés par les fabriques. Les desservants sont, il est vrai, membres de droit des conseils de ces établissements; mais on ne peut concentrer dans leur mains les droits qui sont attribués à un conseil tout entier. - Conditions résolutoires et clauses de retour,
DONS ET LEGS. - Substitutions,
DONS ET LEGS. - Actes conservatoires à faire par la fabrique, et pièces à produire pour obtenir l'autorisation d'accepter les dons et legs,
DONS ET LEGS. - Procès-verbal d'évaluation de l'objet légué ou donné,
DONS ET LEGS. - Délibération du bureau des marguilliers, contenant acceptation provisoire d'un don ou d'un legs, et chargeant le trésorier de faire les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation de l'accepter,
DONS ET LEGS. - Etat de l'actif et du passif, ainsi que des charges et des revenus de la fabrique, cure ou succursale,
DONS ET LEGS. - Certificat de vie du donateur,
DONS ET LEGS. - Du consentement des héritiers à l'exécution du legs,

DONS ET LEGS. - Modèle d'un acte d'adhésion des héritiers à la délivrance du legs,
DONS ET LEGS. - Certificat du maire constatant l'état de fortune des héritiers,
DONS ET LEGS. - Cas où il y a libéralités collectives,
DONS ET LEGS. - Répudiation des dons et legs,
DONS ET LEGS. - Autorisation des dons et legs. - Compétence des préfets. - Compétence du gouvernement. - Formes et conditions de l'autorisation,
DONS ET LEGS. - Cas où plusieurs libéralités ont été faites par un même acte à différents établissements,
DONS ET LEGS. - Refus d'autorisation et réduction des dons et legs, motifs,
DONS ET LEGS. - Arrêté. - Ampliation. - Lorsque l'administration supérieure a autorisé l'acceptation d'une libéralité en faveur d'une fabrique ou de tout autre établissement religieux, il n'est pas nécessaire qu'elle adresse à l'évêché deux ampliations de l'arrêté d'autorisation, l'un pour l'établissement légataire ou donataire, l'autre pour les archives du secrétariat de l'évêché.
DONS ET LEGS. - C'est aux préfets qu'il appartient de donner à la partie intéressée des copies ou extraits certifiés conformes de ces arrêtés.
DONS ET LEGS. - Les notaires et autres officiers publics ne peuvent refuser de faire usage des copies et extraits ainsi délivrés et certifiés,
DONS ET LEGS. - Acceptation des dons et legs. - Par qui cette acceptation doit être faite,
DONS ET LEGS. - Forme de cette acceptation,
DONS ET LEGS. - A quelle époque elle doit être faite,
DONS ET LEGS. - Demande en délivrance des legs faits aux fabriques,
DONS ET LEGS. - A partir de quelle époque la jouissance des objets donnés ou légués est acquise à la fabrique,
DONS ET LEGS. - Lorsqu'un legs d'une somme d'argent a été faite à une fabrique, sous diverses charges, sans indication de l'époque à laquelle commencera l'acquit de ces charges, comme sans aucune stipulation relative aux intérêts de la somme léguée, les charges imposées sont-elles dues par la fabrique du jour du décès du testateur, ou seulement après l'autorisation du gouvernement et à partir du jour où elle a été légalement mise en possession du montant du legs,
DONS ET LEGS. - Enregistrement des dons et legs.
DONS ET LEGS. - Recours contre l'arrêté ou le décret d'autorisation des dons et legs,

E

ECCLESIASTIQUES. - Voy. *Clergé* .
EDIFICES *diocésains.* - Crédit porté au budget de 1854 pour les dépenses du service intérieur de ces édifices,
EDIFICES *diocésains.* - Somme allouée pour leur entretien et les grosses réparations,
EDIFICES *diocésains.* - Arrêté du ministre de l'instruction publique et des cultes relatif à la réorganisation du service des travaux des édifices diocésains,
EDIFICES *diocésains.* - Circulaire du même aux architectes relative à la réorganisation de ce service,
EDIFICES *diocésains.* - Règles particulières de chaque partie dudit service,
EDIFICES *diocésains.* - Etudes des demandes de secours pour les églises paroissiales et les presbytères,
EDIFICES *diocésains.* - Circulaire du même aux préfets sur le même sujet,
EDIFICES *diocésains.* - Autre circulaire du même aux architectes diocésains sur le même sujet,
EDIFICES *diocésains.* - Autre circulaire du même aux archevêques et évêques sur le même sujet,
EDIFICES *Etat de situation.* - Circulaire du même aux préfets, relative à la formation des états destinés à constater la situation, en fin d'année, des dépenses affectées dans le courant de l'année 1853, aux édifices diocésains,
EDIFICES *Etat de situation.* - Règlement sur la comptabilité des travaux des édifices diocésains,
EDIFICES *Etat de situation.* - Circulaire aux architectes diocésains, relative au nouveau règlement sur la comptabilité des travaux diocésains,
EDIFICES *Etat de situation.* - Circulaire aux architectes diocésains, leur demandant des propositions de travaux à exécuter en 1855, et leur indiquant de nouvelles formes à suivre pour la rédaction des projets,
EDIFICES *Etat de situation.* - Voy. *Cathédrales, Eglises, Evêchés, Séminaires.*
EGLISES. - *Bancs et places.* - Quand le concessionnaire d'une place à vie a négligé, pendant trois ans, d'acquitter la redevance annuelle qu'il doit à la fabrique, le bureau des marguilliers est-il en droit de considérer ce banc comme acquis à l'église par ce seul défaut de paiement, et peut-il, sans aucune formalité, le louer à un autre?
EGLISES. - *Cloches.* - Lorsqu'en vertu d'un arrêté préfectoral rendu en 1805, une église catholique a été mise à la disposition des protestants, sous la condition expresse qu'il serait fourni par la commune une chapelle ou oratoire, et que tout le mobilier appartenant au culte catholique serait transféré dans le nouveau local, si, lors de ce transfert, la cloche de l'église n'a point été réclamée comme faisant partie de ce mobilier, et qu'elle soit restée dans le temple protestant, où elle a d'ailleurs servi à l'usage des deux cultes, la fabrique de la nouvelle église est-elle aujourd'hui fondée à revendiquer le droit absolu de placer cette cloche dans son église, et de jouir seule de la sonnerie, nonobstant l'usage et l'abus tolérés jusqu'à ce jour?
EGLISES. - Voy. *Cloches. - Demande d'érection.* - Epoque,
EGLISES. - Erections,
EGLISES. - *Dons et legs.* - Voy. *Dons et legs.*
EGLISES. - *Mobilier.* - Inventaire, recolement annuel,
EGLISES. - Voy. *Fabriques.*
EGLISES. - *Réparations.* - Obligations du bureau des marguilliers,
EGLISES. - Travaux à effectuer aux églises et presbytères avec les fonds du gouvernement, réorganisation,
EGLISES. - *Secours de l'Etat.* - Circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, relative aux secours à accorder aux communes pour construction ou restauration des églises et presbytères,
EGLISES. - Voy. *Fabriques.*
ETABLISSEMENTS *ecclésiastiques.* - Somme allouée au budget de 1854, pour quelques-uns de ces établissements,
EVECHES - *Adjonction de titre.* - Sommaire du décret impérial relatif à la publication, en France, d'un décret pontifical, donné à Rome, le 23 novembre 1853, par lequel S. S. le pape Pie IX autorise Mgr l'évêque d'Arras et ses successeurs à joindre à leur titre les titres purement honorifiques des évêchés supprimés de Boulogne et de Saint-Omer,
EVECHES - Autre décret impérial concernant la publication d'un décret pontifical par lequel S. S a autorisé Mgr l'évêque de Quimper et chacun de ses successeurs à joindre à leur titre celui purement honorifique d'évêque de Saint-Pol-de-Léon,
EVECHES - Décret impérial relatif à la publication d'un décret pontifical qui autorise Mgr l'évêque de Périgueux et ses successeurs à joindre à ce titre celui de l'évêché supprimé de Sarlat,
EVECHES - Autre décret impérial concernant la publication d'un décret pontifical par lequel le pape autorise l'évêque de Coutances et ses successeurs à joindre à leur titre le titre purement honorifique de l'évêché supprimé d'Avranches,
EVECHES - *Insignes* - Sommaire du décret relatif à la publication du bref délivré à Rome, le 16 décembre 1853, par lequel S. S. le pape Pie IX permet à Mgr l'évêque de Gap et aux chanoines de son église cathédrale, ainsi qu'à leurs successeurs respectifs, de porter, dans les limites du diocèse, et suivant les formes déterminées par ledit bref, une croix d'argent ornée d'une médaille représentant, d'un côté, l'effigie de saint Grégoire-le-Grand, et de l'autre, celle d'Arigius, évêque de Gap,
EVECHES - Sommaire de deux autres décrets relatifs au chapitre métropolitain de Tours,
EVECHES - *Mobilier* des évêchés et archevêchés. - Inventaire. - Recolement annuel,
EVECHES - Voy. *Edifices diocésains, Evêques.*
EVEQUES. - Nominations: de Mgr Gerbet à l'évêché de Perpignan,
EVEQUES. - Nominations: de Mgr de Bonnechose à l'évêché d'Evreux,
EVEQUES. - Nominations: de M. l'abbé Sibour, curé de Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris, au titre de coadjuteur de l'archevêque de Paris,
EVEQUES. - Préconisation de Mgr Gerbet, et décret impérial portant réception de la bulle d'institution canonique de ce prélat,
EVEQUES. - *Traitement.* - Taux de ce traitement. - Crédit alloué au budget de 1854 pour y faire face,
EVEQUES. - Voy. *Evéché, Clergé.* - Sommaire du décret relatif à l'augmentation du traitement des évêques dans les colonies, et de l'indemnité à eux allouée pour frais de tournée épiscopale et de secrétariat,

F

FABRIQUES. - *Administration.* - Instructions épiscopales de Mgr l'évêque d'Arras aux curés de son diocèse, concernant cette administration,
FABRIQUES. - Autres circulaires du même prélat aux membres des conseils de fabrique de son diocèse, sur le même sujet,
FABRIQUES. - *Bancs et chaises.* - Location, nécessité,
FABRIQUES. - Voy. *Eglises.*
FABRIQUES. - *Bâtiments paroissiaux.* - Visite et réparations. - Obligations des marguilliers,
FABRIQUES. - Voy. *Eglises* et *Presbytères.*
FABRIQUES. - *Biens.* - Biens restitués. - Envoi en possession. - Rentes. - Les fabriques ne sont réellement investies des biens à elles restitués par l'arrêté du 7 therm. an XI, qu'après s'être fait envoyer en possession, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 30 avril 1807. - Et il en est ainsi, alors même que la fabrique n'aurait pas cessé d'avoir la possession de ces biens en en dissimulant l'existence. - Par suite, la fabrique est sans qualité pour agir contre le débiteur d'une rente en possession de laquelle elle n'a pas été envoyée. - Et il ne peut être suppléé à cet envoi en possession par l'approbation donnée par le préfet au budget de la fabrique, où cette rente était portée en recette,
FABRIQUES. - Administration des biens. - Echange. - Biens communaux. - L'échange entre une fabrique et une commune de biens qui leur appartiennent ne peut résulter que d'actes réguliers intervenus entre elles après les autorisations qui leur sont réciproquement nécessaires. - Cet échange ne peut résulter notamment de l'usage fait par la fabrique, même avec l'assentiment de la commune, d'un terrain communal, aux lieu et place d'un terrain appartenant à la fabrique et joignant la voie publique,
FABRIQUES. - Baux. - Renouvellement,
FABRIQUES. - Rentes. - Défaut de paiement des arrérages, résolution,
FABRIQUES. - Vente d'arbres du presbytère, défaut de formalité. - En procédant à la vente d'arbres provenant des dépendances du presbytère, et en mettant en régie les bancs et chaises, sans avoir pris, au préalable, aucune délibération régulière, et sans avoir d'ailleurs appelé le curé ou desservant à émettre son avis, les membres d'un conseil de fabrique violent la loi et les règles administratives, en même temps qu'ils portent atteinte aux droits que la législation garantit au pasteur. - Un pareil conseil est dans le cas d'être révoqué. - Il en doit être surtout ainsi, lorsqu'à ces faits il ajoute celui de refuser de se rendre à une séance extraordinaire autorisée par l'évêque, et à laquelle tous les membres avaient été officiellement convoqués,
FABRIQUES. - *Bordereau trimestriel.* - Obligation du trésorier à cet égard,
FABRIQUES. - *Budget.* - Voy. *Comptabilité.*

FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: janvier,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: février,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: mars,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: avril,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: mai,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: juin,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: juillet,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: août,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: septembre,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: octobre,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: novembre,
FABRIQUES. - *Bureau des marguilliers.* - Fonctions et devoirs pour: décembre,
FABRIQUES. - *Caisse et armoire.* - Conservation des fonds, titres et papiers,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Budget de la fabrique. - Définition. - Nécessité. - Obligation du bureau et du conseil, conséquences du défaut de budget,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Préparation du budget. - Epoque. - Forme. - Etat des dépenses intérieures à fournir par le curé,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Discussion et vote du budget,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Approbation du budget par l'évêque,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Insuffisance des revenus de la fabrique pour couvrir les dépenses présumées du budget, et recours à la commune pour l'obliger à subvenir à cette insuffisance. - Forme de ce recours,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Modèle de délibération du conseil municipal sur les compte et budget de la fabrique,
FABRIQUES. - *Comptabilité.* - Compte annuel du tresorier. - Reddition et apurement,
FABRIQUES. - *Conseil.* - Renouvellement. - Elections. - Lorsque dans un conseil de fabrique, composé, outre le curé et le maire, membres de droit, de cinq conseillers électifs, quatre de ces derniers ont donné leur démission, et qu'il ne reste ainsi que trois membres, y compris les deux fabriciens de droit, ces trois membres peuvent remplacer eux-mêmes leurs collègues démissionnaires. - Dans un pareil cas, il n'y a pas lieu de considérer la fabrique comme dissoute, et il ne doit pas être procédé à son renouvellement intégral, soit par l'évèque seul, soit par le double concours de l'évêque et du préfet,
FABRIQUES. - *Conseil.* - Devoirs pour les quatre réunions trimestrielles de janvier, Quasimodo, juillet et octobre,
FABRIQUES. - *Conseil.* - Délibérations. - Comment peut-on forcer le conseil d'une fabrique à délibérer sur une affaire où l'intérêt de la fabrique est en opposition avec les intérêts personnels de chaque membre en particulier? - En cas de refus des membres de s'assembler, quelles mesures faut-il prendre pour suppléer à ce refus,
FABRIQUES. - *Conseil.* - Révocation,
FABRIQUES. - *Dépenses et charges des fabriques.*
FABRIQUES. - Lorsqu'un évêque a ordonnée le changement de la liturgie diocésaine, une fabrique serait-elle fondée à refuser de faire l'acquisition des nouveaux livres liturgiques, en alléguant qu'elle n'a pas les fonds suffisants pour faire face à cette dépense? - Dans le cas où elle manque réellement de ressources, les frais de cette acquisition deviennent-ils une dépense obligatoire pour la commune?
FABRIQUES. - Voy. *Eglises, Presbytères.*
FABRIQUES. - *Dons et legs.* - Voy. *Dons et legs.*
FABRIQUES. - *Fondations.* - Surveillance et compte rendu des fondations,
FABRIQUES. - *Fonds* - Conservation,
FABRIQUES. - *Historique* de l'origine des fabriques paroissiales,
FABRIQUES. - *Mobilier* de l'église et de la sacristie, inventaire, recolement annuel,
FABRIQUES. - Modèle d'un inventaire,
FABRIQUES. - *Oblations,*
FABRIQUES. - Voy. *Oblations.*
FABRIQUES. - *Presbytères.* - Voy. *Réparations, Presbytères, Cures.*
FABRIQUES. - *Préséances,*
FABRIQUES. - Voy. *Préséances.*
FABRIQUES. - *Quêtes* pour les pauvres. - Voy. *Bureaux de bienfaisance.*
FABRIQUES. - *Rentes,*
FABRIQUES. - Voy. *Biens, Rentes.*
FABRIQUES. - *Réparations.* Bâtiments paroissiaux,
FABRIQUES. - Voy. *Eglises, Presbytères.*
FABRIQUES. - *Revenus.* - Voy. *Biens.*
FABRIQUES. - *Secours de l'Etat.* - Voy. *Budget des cultes, Eglises, Presbytères.*
FABRIQUES. - *Subventions communales,*
FABRIQUES. - *Titres et archives.* - Conservation, inventaire,
FABRIQUES. - Modèle d'un inventaire des titres et archives,
FABRIQUES. - Sommier des titres. - Registre analytique des actes de propriété,
FABRIQUES. - Formalités auxquelles doit donner lieu l'extraction des titres ou autres pièces de la caisse ou armoire de la fabrique,
FABRIQUES. - *Trésorier.* - Ses obligations par rapport au bordereau trimestriel de situation,
FABRIQUES. - *Trésorier.* - Ses obligations par rapport au compte annuel,
FABRIQUES. - *Trésorier.* - Ses obligations par rapport à l'entretien de la maision presbytérale et des biens de la cure ou succursale,
FABRIQUES. - *Trésorier.* - Ses obligations par rapport à l'acceptation des dons et legs,
FABRIQUES. - *Troncs* pour les pauvres. - Voy. *Bureaux de bienfaisance.*
FABRIQUES. - *Vicaires.* - Voy. *Vicaires paroissiaux. Contributions.*
FACULTES *de théologie.* - Voy. *Instruction publique.*
FETES *et dimanches.* - Voy. *Dimanches.*
FETE *du 15 août.* - Circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux archevêques et évêques, relative à l'anniversaire du 15 août,

I

INHUMATION. - L'autorisation d'inhumer que délivre le maire, en conformité de l'art. 77 du Code civil, doit-elle s'adresser au curé ou aux parents du défunt? - Le curé qui procède à la levée du corps et aux cérémonies religieuses, sans qu'il lui soit justifié de l'autorisation de l'officier de l'état civil, est-il passible des peines portées par l'art. 358 du Code pénal? - *Quid* des parents? - L'art. 471, § 15, du Code pénal, ne pourrait-il pas du moins être invoqué contre le curé? - L'autorisation d'inhumer serait-elle inutile, s'il s'était écoulé plus de vingt-quatre heures depuis le décès? - Le curé a-t-il besoin d'une autorisation laïque quelconque pour réciter ou chanter les prières des funérailles au cimetière plus que dans son église?
INSTRUCTION *publique. - Budget,*
INSTRUCTION *Ecoles communales. - Instituteurs.* - Décret concernant les écoles communales et les instituteurs,
INSTRUCTION - Ecoles de filles,
INSTRUCTION - Rétribution scolaire,
INSTRUCTION *Ecole secondaire ecclésiastique.* - Décret impérial qui autorise l'évêque de Chartres à établir une école secondaire ecclésiastique à Nogent-le-Rotrou.
INSTRUCTION *Facultés de théologie.* - Somme portée au budget de 1854 pour leurs dépenses,
INSTRUCTION - Faculté de théologie de Paris, ordre des cours pour l'année 1854-1855,
INSTRUCTION *Législation.* - Nouvelle loi sur l'instruction publique,
INSTRUCTION *Législation.* - De l'administration de l'instruction publique,
INSTRUCTION *Législation.* - Dispositions spéciales aux établissements d'enseignement supérieur,
INSTRUCTIONS *épiscopales.* - Administration des fabriques: circulaire de Mgr l'évêque d'Arras aux curés de son diocèse concernant cette administration,
INSTRUCTIONS *épiscopales.* - Circulaire du même prélat aux membres des conseils de fabrique, sur le même sujet,
INSTRUCTIONS *épiscopales.* - Extrait d'une autre circulaire du même, contenant des avis pour la session de Quasimodo, les comptes et budgets, l'entretien des édifices paroissiaux, etc.,
INSTRUCTIONS *épiscopales.* - Autre circulaire du même prélat relative aux demandes de subventions communales pour 1855,

J

JURISPRUDENCE. -

M

MARIAGE. - Les certificats qui doivent être remis aux ministres du culte, conformément à l'art. 54 de la loi du 18 germinal an X, pour justifier l'accomplissement des formalités du mariage civil, et les autoriser à procéder au mariage religieux, sont assujétis au timbre de 25 centimes. (Art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII, et décret du 9 déc. 1810.) - Il est recommandé aux agents du parquet de prendre les mesures nécessaires pour que les officiers de l'état civil se conforment avec la plus grande exactitude aux dispositions précitées,
MARINE. - Culte. - Voy. *Aumôniers.*
MESSES. - Célébration et fondation. - Voy. *Dons et legs.*
MODELES *d'actes et formules.* - Voy. *Bureaux de bienfaisance, Dons et legs, Fabriques.*

N

NECROLOGE. - Mort de Mgr l'évêque d'Evreux,
NECROLOGE. - Mort de Mgr l'évêque du Mans,

O

OBLATIONS. - En principe, l'oblation fixée par les règlements pour l'administration d'un sacrement, par exemple du baptême, est due au curé ou desservant de la paroisse de celui qui reçoit le baptême. - En un mot, le lieu de la naissance pour le baptême, comme le lieu du décès pour les enterrements, détermine la juridiction curiale. - Toutefois si, par suite de l'état transitoire créé par l'érection d'une succursale, le curé de l'ancienne paroisse a, pour le salut des âmes, reçu de l'autorité épiscopale les pouvoirs nécessaires à l'effet de conférer le baptême aux enfants de la succursale qui lui seraient présentés, les parents qui ont acquitté l'oblation entre ses mains ne

peuvent être contraints de payer une seconde fois à leur propre curé. - Par cela seul qu'ils ont effectué le paiement de l'oblation au moment du baptême, conformément à l'usage, entre les mains du prêtre qui se trouve en rapport avec eux, leur libération est parfaite et absolue à l'égard de tous,
OBLATIONS. - Voy. *Dons et legs.*

P

PENSIONS *ecclésiastiques.* - Pensions civiles; somme allouée au budget de 1854 pour leur service,
PENSIONS *ecclésiastiques.* - Pensions créées par le décret du 28 juin 1853: circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative au mode de présentation et d'instruction des demandes de pensions ecclésiastiques et de secours personnels,
PENSIONS *ecclésiastiques.* - Décret impérial relatif à la dotation des pensions ecclésiastiques,
PENSIONS *ecclésiastiques.* - Rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, à l'empereur, sur l'exécution du décret du 28 juin 1853, concernant les pensions ecclésiastiques,
PENSIONS *ecclésiastiques.* - Voy. *Clergé.*
PREFETS *apostoliques.* - Nomination de M. l'abbé Barbier aux fonctions de préfet apostolique du Sénégal,
PRESBYTERES. - *Prise de possession par les titulaires.* - Constatation. - Procès-verbal du bureau des marguilliers. - Etat de situation du presbytère et de ses dépendances,
PRESBYTERES. - *De l'étendue de la jouissance* du curé ou desservant sur le presbytère, sur le jardin et autres dépendances de la propriété presbytérale,
PRESBYTERES. - *Distraction des parties superflues* du presbytère,
PRESBYTERES. - Lorsque, depuis plus de trente ans, il existe un pressoir dans l'écurie du presbytère, et qu'au temps des vendanges l'écurie et la cour de ce presbytère qui est au devant sont tellement encombrées par les habitants qui viennent au pressoir commun que le curé n'a plus l'usage paisible ni de l'écurie ni de la cour elle-même, peut-il exiger que la commune enlève le pressoir de l'écurie? - Comment doit-il s'y prendre si la commune s'y refuse?
PRESBYTERES. - *De la location* du presbytère par le curé ou desservant. - Succursales vacantes,
PRESBYTERES. - *Contributions.* - Contributions à la charge du titulaire,
PRESBYTERES. - *Réparations.* - Réparations à la charge du curé ou desservant,
PRESBYTERES. - Voy. *Fabriques.*
PRESBYTERES. - *Changement de titulaire.* - Partage des fruits et revenus du jardin et autres dépendances du presbytère,
PRESBYTERES. - Voy. *Cures, Eglises, Fabriques.*
PRESBYTERES. - *Secours de l'Etat - Acquisition, construction, restauration des presbytères.* - Somme portée au budget de 1854 pour cet objet,
PRESBYTERES. - Circulaire ministérielle,
PRESEANCES. - Quand les autorités civiles assistent en corps à une procession, peuvent-elles se placer immédiatement après le clergé, et, partant, obliger les membres du conseil de fabrique à marcher après elles? - En d'autres termes, quelle est la place respective que les règlements et la coutume assignent aux membres du conseil de fabrique et aux autorités municipales, quand ils assistent concurremment aux processions?
PRETRES *âgés et infirmes.* - Somme allouée pour eux au budget de 1854,
PRETRES *âgés et infirmes.* - Voy. *Clergé, Pensions ecclésiastiques.*
PROCESSIONS. - Extrait du décret impérial portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, en ce qui concerne l'accompagnement du Saint-Sacrement aux processions de la Fête-Dieu,

Q

QUESTIONS *proposées.* -
QUETES. - Voy. *Bureaux de bienfaisance.*

R

RELIGIEUSES. - Voy. *Anciennes religieuses, Budget des cultes.*
RENTES - Lorsqu'il s'agit d'une rente perpétuelle, *portable,* c'est-à-dire payable au domicile du rentier, le défaut de paiement des arrérages pendant deux années rend-il le capital exigible de plein droit, et sans qu'il soit besoin de mise en demeure? - L'intervention des tribunaux est-elle nécessaire?
RENTES - Des rentes constituées et des rentes foncières,
RENTES - Voy. *Fabriques, Dons et legs.*
REPARATIONS. - Voy. *Cures, Edifices diocésains, Eglises, Fabriques, Presbytères.*

S

SECOURS *de l'Etat.* - Voy. *Budget des cultes. Clergé, Congrégations religieuses, Edifices diocésains, Eglises, Etablissements ecclésiastiques, Fabriques, Pensions ecclésiastiques, Presbytères.*
SEMINAIRES. - Bourses: crédit alloué au budget de 1854, pour cet objet,
SUCCURSALES. - Etat,
SUCCURSALES. - Nombre érigé en 1854,
SUCCURSALES. - Demande d'érection,
SUCCURSALES. - Biens, Voy. *Cures.* - Voy. encore *Budget des cultes, Curés, Desservants, Fabriques.*

T

TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* - Curés ou desservants. - Percepteur. Refus de paiement. - Le percepteur peut-il refuser d'acquitter un mandat revêtu des formalités voulues par les lois et règlements, sous prétexte qu'il n'a pas de fonds?
TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* - *Quid,* si le percepteur n'est pas celui de la circonscription où demeure l'ecclésiastique? - Les mots: *Vu bon à payer par le receveur particulier ou le percepteur,* ne donnent-ils pas le droit d'exiger d'eux l'acquit du mandat?
TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* - En cas de refus, à qui faut-il s'adresser?
TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* - Voy. *Budget des cultes, Archevêques, Cardinaux, Colonies Curés, Desservants, Evêques, Vicaires généraux, Vicaires paroissiaux.*

V

VICAIRES *généraux.* - Traitement,
VICAIRES *généraux.* - Signature: circulaire du ministre de l'instruction publique et des cultes aux archevêques et évèques, relative à la légalisation des signatures des évêques et de leurs vicaires généraux,
VICAIRES *généraux.* - Nominations,
VICAIRES *paroissiaux.* - Lorsqu'une commune, au défaut d'une fabrique dont les ressources sont insuffisantes, s'est engagée à faire le traitement du vicaire, et qu'elle le vole spontanément depuis un certain nombre d'années, le préfet est-il fondé à exiger annuellement la production à la préfecture du budget, des comptes et autres pièces justificatives de la gestion de la fabrique, sous peine de suppression du vote de la commune?
VICAIRES *paroissiaux.* - Cette communication annuelle des pièces précitées est-elle toujours de rigueur, soit que le conseil municipal, au défaut de la fabrique, vote spécialement et habituellement le traitement du vicaire, soit qu'il vote un secours purement accidente! ou une allocation permanente, sans application déterminée, et ce, alors même que ladite communication a été régulièrement faite au conseil municipal?
VICAIRES *paroissiaux.* - En admettant que cette production de pièces à la préfecture soit obligatoire, quel est le budget qu'il faut produire? est-ce celui de l'exercice courant ou celui de l'exercice prochain? et quant au budget municipal, est-ce celui de l'exercice courant ou celui de l'exercice prochain qui doit contenir le traitement du vicaire ou le secours de la fabrique?
VICAIRES *paroissiaux.* - Le préfet a-t-il le droit de renvoyer l'approbation du vote à l'époque du budget supplémentaire?
VICAIRES *paroissiaux.* - Somme portée au budget de 1854 pour indemnité aux vicaires paroissiaux, dans les communes autres que celles de grande population,
VICARIATS. - Etat des vicariats recevant l'indemnité du gouvernement,
VICARIATS. - Nombre créé en 1854,
VICARIATS. - Voy. *Budget des Cultes, Cures, Fabriques.*
FIN DE LA TABLE.